DELIBERATIONS

(Délibérations du CONSEIL)

CONSEIL du 28/06/2024

Le présent document regroupe l'ensemble des délibérations accompagnées de leur(s) annexe(s), classés par élus rapporteur et par compétences.

SOMMAIRE

Elu rapporteur : HAESEBROECK Bernard

Recherche

24-C-0174 - CPER 2021-2027 - Volet Recherche- Programmation 2024 - Projet Wavetech - Subvention au CNRS 7

24-C-0175 - Appel à projets "Chaires industrielles" - Soutien au projet de chaire industrielle POMME D'API pour le développement des processus d'automatisation et d'intelligence artificielle des machines agricoles - Subvention 11

24-C-0176 - Enseignement Supérieur et Recherche - Soutien aux projets de recherche du Centre Oscar LAMBRET - Subvention 15

Enseignement supérieur

24-C-0177 - Schéma Métropolitain de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SMESRI) 2024-2027 21

Déport de délibérations

24-C-0178 - Convention de partenariat en faveur de l'emploi entre la Métropole européenne de Lille et le département 64

24-C-0179 - RONCQ - Parc d'activités Pierre Mauroy - Protocole de fin de concession 77

Elu rapporteur : VOITURIEZ Anne

Logement et Habitat

24-C-0180 - Office public de l'habitat - Rénovation du parc - Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt 87

24-C-0181 - Aides à la pierre déléguées de l'État à la Métropole européenne de Lille - Avenants 2024-2 95

24-C-0182 - Aides financières de la Métropole européenne de Lille pour l'amélioration de l'habitat privé - Programmation 2024 - Avenant n° 7 au règlement intérieur 105

24-C-0183 - Convention de partenariat avec Tisserin pour la période 2024-2030 - Avenant à la convention de fonds mutualisé d'avance des subventions à l'amélioration de l'habitat - Conventions tripartites de caisse d'avance 127

24-C-0184 - TOURCOING - NPNRU - La Bourgogne - Mise en #uvre du dispositif Amélio 191

24-C-0185 - ARMENTIERES - ROUBAIX - TOURCOING - WATTRELOS - Convention d'opération de revitalisation du territoire - Autorisation de signature 211

24-C-0186 - WASQUEHAL - Contrat de mixité sociale 2023-2025 - Annexion au programme local de l'habitat . 215

24-C-0187 - ARMENTIERES - LILLE - ROUBAIX - TOURCOING - Opération de résorption d'habitat insalubre - Traité de concession - Avenant n° 1 - Cessions au profit de la SPLA La Fabrique des quartiers 232

24-C-0188 - ARMENTIERES - Secteur Murets et Erquinghem - Opération de résorption de l'habitat insalubre - Lancement d'une concertation préalable 243

24-C-0189 - LILLE - Secteurs Gruson et Bacquet - Opération de résorption de l'habitat insalubre - Lancement d'une concertation préalable 247

24-C-0190 - ROUBAIX - Secteurs Ammersval, Delcroix et Condé - Opération de résorption de l'habitat insalubre - Lancement d'une concertation préalable 251

24-C-0191 - TOURCOING - Secteurs Bossut et Wattignies - Opération de résorption de l'habitat insalubre - Lancement d'une concertation préalable 255

24-C-0192 - ROUBAIX - Résorption de l'habitat insalubre - 7ème tranche - Convention de mandat - Avenant n° 11 259

24-C-0193 - LOOS - Approbation du règlement municipal fixant les conditions du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation 265

24-C-0194 - ROUBAIX - Approbation du règlement municipal fixant les conditions du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation 276

24-C-0195 - LA MADELEINE - Modification du règlement fixant les conditions du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation 290

24-C-0236 - Plan national pour le logement d'abord (2023-2027) - Mise en #uvre accélérée sur le territoire de la MEL - Convention État-MEL 2024 309

Elu rapporteur : CAUCHE Régis

Prévention, collecte, traitement, tri et valorisation des déchets

24-C-0196 - Prestations d'accompagnement, de sensibilisation et de communication spécialisée liée à la prévention et à la gestion des déchets ménagers et assimilés - Accord-cadre à bons de commande - Lot n° 1 - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signature 422

24-C-0197 - Fourniture et maintenance de bacs roulants - Distribution de sacs - Lots n° 1 et 2 - Société Sulo - Avenants n° 1 - Augmentation des montants maximums - Autorisation de signature 426

24-C-0198 - VILLENEUVE D'ASCQ - Parc d'activité de la Cimaise - Collecte des déchets - Convention avec la société SERGIC - Autorisation de signature 432

24-C-0199 - Révision du règlement d'accès aux déchèteries métropolitaines - Adoption 440

Elu rapporteur : MOENECLAEY Hélène

Gouvernance et territoire

24-C-0200 - Contrat de partenariat entre le Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille - Axe 1 action 5 - Avenant 479

Elu rapporteur : BEZIRARD Alain

Assainissement

24-C-0201 - Réparation, entretien, maintenance et fourniture de matériel et pièces de rechange des équipements électromécaniques et hydrauliques pour les ouvrages d'assainissement de la MEL - Marchés à bons

de commande et sur quantités réellement exécutées (8 lots) - Appel d'offres ouvert - Décision - Financement 484

24-C-0202 - ALLENNES-LES-MARAIS - ANNOEULLIN - BAUVIN - CARNIN - PROVIN - Contrat de Délégation de service Public (DSP) d'assainissement de l'ex CCHD - SUEZ Eau de France - Protocole de fin de contrat - Autorisation de signature 489

Elu rapporteur : LEGRAND Jean-François

Agriculture

24-C-0203 - Création de dispositifs d'aide aux entreprises agricoles : aide à la mobilisation de financement et aide à l'implantation 526

24-C-0204 - Convention de partenariat concernant la mise en #uvre du Plan arbres entre la Région Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille 550

Trame Verte et Bleue

24-C-0206 - CROIX - WASQUEHAL - VILLENEUVE D'ASCQ - Marché de travaux de restauration hydraulique, écologique et paysagère de la Branche de Croix - Lot n° 2 "démolition et génie civil" - Avenant n° 1 560

Elu rapporteur : BECUE Doriane

Emploi

24-C-0207 - Association Compétences et Emplois - Subvention au titre de l'année 2024 566

Lutte contre la pauvreté

24-C-0208 - Contrat local des solidarités 2024-2027 572

Elu rapporteur : SKYRONKA Eric

Sports

24-C-0209 - ENNETIERES-EN-WEPPES - Complexe sportif - Reconnaissance de l'intérêt métropolitain 595

24-C-0210 - ENNETIERES-EN-WEPPES - Complexe sportif - Création d'une grille tarifaire 599

24-C-0211 - Stadium - Révision de la grille tarifaire 604

24-C-0212 - Stadium - Révision des tarifs forfaitaires des structures résidentes 610

24-C-0213 - Stadium - Démolition des tribunes des virages Nord et Sud et éclairage du terrain - Protocoles transactionnels - Autorisation de signature 620

24-C-0214 - Stadium - Réaménagement des vestiaires et des sanitaires publics de la tribune présidentielle - Protocole transactionnel - Autorisation de signature 630

24-C-0215 - Politique de soutien et promotion d'événements sportifs métropolitains - Saison sportive 2024/2025 638

Elu rapporteur : DELEPAUL Michel

Tourisme

24-C-0217 - Délibération de Création d'un Office de tourisme métropolitain 643

Elu rapporteur : GEENENS Patrick

Action foncière de la Métropole

24-C-0218 - HAUBOURDIN - Ancien site Lever - Acquisition de parcelles auprès de Voies navigables de France - Délibération de principe 651

24-C-0219 - WATTRELOS - Développement économique - Acquisition d'un terrain rues de Chardonnet et du Mont-à-Leux 655

24-C-0220 - WATTRELOS - 5 rue de la Carluyère - Aménagement d'une zone d'expansion des crues - Acquisition immobilière 659

24-C-0221 - TOURCOING - Tramway - Site de maintenance et de remisage - Liaison routière - Acquisition amiable auprès de la SNCF 668

24-C-0222 - LILLE - ZAC Saint Sauveur - Cession au profit de la SPL Euralille 674

Elu rapporteur : MATHON Christian

Gestion des ressources humaines

24-C-0223 - Adaptation du tableau des effectifs et créations d'emplois 680

24-C-0224 - Attribution d'un logement de fonction pour nécessités absolues de service 698

24-C-0225 - Compte-rendu annuel - Présentation du rapport social unique 2023 702

Administration

24-C-0226 - Convention de partenariat entre les Archives de la MEL et l'association AR2L pour la participation à un projet culturel sur le thème du sport - Autorisation de signature 706

24-C-0227 - Cimetière métropolitain - Convention de gestion - Présentation du bilan de gestion 2023 720

24-C-0228 - Délibération portant remboursement des frais de repas engagés par les agents dans le cadre de missions particulières sur le territoire métropolitain 741

Elu rapporteur : COLIN Michel

Assurances

24-C-0229 - BONDUES - Chemin Saint Georges - Préjudices subis par des propriétaires - Protocole transactionnel 745

Evaluation des politiques publiques

24-C-0230 - Evaluation du dispositif « Déclics Alimentation MEL » 749

24-C-0231 - Évaluation de la gouvernance et de la feuille de route métropolitaine de l'AMI Logement d'abord 2019-2022 (octobre 2022- décembre 2023) 756

24-C-0232 - Évaluation relative au dispositif « Rythme ma bibliothèque » (RMB) de la Métropole Européenne de Lille 766

Elu rapporteur : CORBILLON Matthieu

Déport de délibérations

24-C-0234 - Enseignement supérieur et recherche - Soutien aux Cross Disciplinary Projects de l'Université de Lille 778

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110652-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0174

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CPER 2021-2027 - VOLET RECHERCHE- PROGRAMMATION 2024 - PROJET WAVETECH - SUBVENTION AU CNRS

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération 22 C 0128 du Conseil Métropolitain du 24 juin 2022 approuvant les engagements financiers de la MEL au titre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027;
Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023;
Vu la demande de subvention du CNRS réceptionnée le 25 mars 2024.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille (MEL) est signataire du Contrat de Plan État-Région 2021-2027, aux côtés notamment de l'État et de la Région Hauts-de-France.

Dans ce cadre, au regard des priorités métropolitaines et des filières d'excellence du territoire, la MEL apporte son soutien à cinq programmes de recherche structurants : Arianes, TecSanté, Resist-Omics, Chemact et Wavetech.

Wavetech participe du développement de la filière d'excellence Matériaux - Textile innovants. Wavetech a pour vocation la conduite de recherches sur les sujets de la photonique, des Téra-Hertz (THz) et de la mécanique quantique.
Ce projet a pour objectif de développer à terme des matériaux avec de nouvelles propriétés et fonctionnalités indispensables aux transmissions à ultra-haut débit tout en intégrant l'étude du cycle de vie des matériaux utilisés et les solutions innovantes de recyclage et de sécurité. Wavetech présente dans ces domaines un potentiel considérable de développement de partenariats industriels.

b. Modalités du partenariat

Pour rappel, la MEL s'est engagée à soutenir le projet Wavetech à hauteur de 2 500 000 € dans le cadre du CPER 2021-2027. Ce projet, porté par la délégation régionale du CNRS Hauts-de-France, a bénéficié d'une avance de phase de la part de la MEL à

hauteur de 594 581 € lors du Conseil métropolitain du 15 octobre 2021 (délibération n° 21 C 0481) et d'une programmation complémentaire à hauteur de 499 504 € lors du Conseil métropolitain du 30 juin 2023 (délibération n° 23 C 0177).

La programmation 2024 du CPER Wavetech s'inscrit dans la continuité des dossiers précédents et permettra de poursuivre le déploiement du CPER par l'acquisition d'équipements lourds à destination des plateaux techniques de recherche mobilisés dans le cadre du projet. La programmation 2024 visera plus particulièrement l'acquisition des équipements suivants : de nouvelles têtes de mesure vectorielle haute résolution ; un oscilloscope ultra rapide 65 GHz ; un oscilloscope 8 GHz ; un bolomètre/détecteur rapide pour la métrologie des signaux THz ; un système de caractérisation des impulsions lasers ultra-courtes et un amplificateur fibré impulsionnel. Cette nouvelle programmation a débuté le 01/05/2024 et s'achèvera le 30/04/2026.

Le coût total du projet est de 2 597 000 € HT. Pour cette programmation, la MEL interviendra en synergie avec la Région Hauts-de-France, qui est sollicitée à hauteur de 1 264 000 €. Le financement de la MEL sera de 700 000 €, soit 26,95 % du coût total.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet Wavetech - Programmation 2024, inscrit au CPER 2021-2027 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 700 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec la délégation régionale du CNRS ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 700 000 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0174

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CPER 2021-2027 - VOLET RECHERCHE- PROGRAMMATION 2024 - PROJET WAVETECH - SUBVENTION AU CNRS

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération 22 C 0128 du Conseil Métropolitain du 24 juin 2022 approuvant les engagements financiers de la MEL au titre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027;
Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023;
Vu la demande de subvention du CNRS réceptionnée le 25 mars 2024.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille (MEL) est signataire du Contrat de Plan État-Région 2021-2027, aux côtés notamment de l'État et de la Région Hauts-de-France.

Dans ce cadre, au regard des priorités métropolitaines et des filières d'excellence du territoire, la MEL apporte son soutien à cinq programmes de recherche structurants : Arianes, TecSanté, Resist-Omics, Chemact et Wavetech.

Wavetech participe du développement de la filière d'excellence Matériaux - Textile innovants. Wavetech a pour vocation la conduite de recherches sur les sujets de la photonique, des Téra-Hertz (THz) et de la mécanique quantique.
Ce projet a pour objectif de développer à terme des matériaux avec de nouvelles propriétés et fonctionnalités indispensables aux transmissions à ultra-haut débit tout en intégrant l'étude du cycle de vie des matériaux utilisés et les solutions innovantes de recyclage et de sécurité. Wavetech présente dans ces domaines un potentiel considérable de développement de partenariats industriels.

b. Modalités du partenariat

Pour rappel, la MEL s'est engagée à soutenir le projet Wavetech à hauteur de 2 500 000 € dans le cadre du CPER 2021-2027. Ce projet, porté par la délégation régionale du CNRS Hauts-de-France, a bénéficié d'une avance de phase de la part de la MEL à

hauteur de 594 581 € lors du Conseil métropolitain du 15 octobre 2021 (délibération n° 21 C 0481) et d'une programmation complémentaire à hauteur de 499 504 € lors du Conseil métropolitain du 30 juin 2023 (délibération n° 23 C 0177).

La programmation 2024 du CPER Wavetech s'inscrit dans la continuité des dossiers précédents et permettra de poursuivre le déploiement du CPER par l'acquisition d'équipements lourds à destination des plateaux techniques de recherche mobilisés dans le cadre du projet. La programmation 2024 visera plus particulièrement l'acquisition des équipements suivants : de nouvelles têtes de mesure vectorielle haute résolution ; un oscilloscope ultra rapide 65 GHz ; un oscilloscope 8 GHz ; un bolomètre/détecteur rapide pour la métrologie des signaux THz ; un système de caractérisation des impulsions lasers ultra-courtes et un amplificateur fibré impulsionnel. Cette nouvelle programmation a débuté le 01/05/2024 et s'achèvera le 30/04/2026.

Le coût total du projet est de 2 597 000 € HT. Pour cette programmation, la MEL interviendra en synergie avec la Région Hauts-de-France, qui est sollicitée à hauteur de 1 264 000 €. Le financement de la MEL sera de 700 000 €, soit 26,95 % du coût total.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet Wavetech - Programmation 2024, inscrit au CPER 2021-2027 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 700 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec la délégation régionale du CNRS ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 700 000 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110634-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0175

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

APPEL A PROJETS "CHAIRES INDUSTRIELLES" - SOUTIEN AU PROJET DE CHAIRE INDUSTRIELLE POMME D'API POUR LE DEVELOPPEMENT DES PROCESSUS D'AUTOMATISATION ET D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DES MACHINES AGRICOLES - SUBVENTION

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023 ;

Vu le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional du 9 décembre 2022 ;

Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) est compétente en matière de développement économique et de soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche.
Lancé en 2017, l'appel à projets métropolitain "Chaires industrielles" vise à soutenir les projets associant des chercheurs de haut niveau et des industriels dynamiques. Il finance les laboratoires académiques, dans le cadre de projets portés avec des entreprises investies dans la recherche et développement sur la métropole.

Le projet POMME D'API (pour Pomme de terre API : Artificial and Physical Intelligence) associe des chercheurs spécialistes en numérique et en mécanique, issus de l'Institut Mines-Telecom Nord-Europe, Centrale Lille et l'Université de Lille. Pour ce projet, ils s'associent à la société Osiris Agriculture, qui développe des technologies pour rendre l'agriculture plus efficiente, et au groupe d'outillage agricole Dubrulle (sous sa marque Downs).

Cette chaire vise à offrir aux agriculteurs des outillages et mécanismes agricoles de pointe pour cultiver et préparer la commercialisation de leurs productions, en particulier autour de la pomme de terre. Cette dynamique vise notamment le recours au jumeau numérique pour la modélisation et l'optimisation du tri des récoltes, ainsi que la fusion et l'analyse de données pour optimiser la fertilisation et l'irrigation pendant la période de culture.

Cela permettra d'accompagner les dynamiques industrielles très prometteuses, en particulier pour la jeune entreprise Osiris installée à Illies, pour proposer des réponses aux agriculteurs en améliorant leurs conditions de travail, et en optimisant leur production. In fine, ce projet contribuera à la visibilité des compétences scientifiques et au rayonnement de la filière agriculture et alimentation de la MEL.

Les conditions de reversement au partenaire pour la mise en œuvre de ce projet seront stipulées dans la convention correspondante proposée à la signature.

Le soutien au projet POMME D'API s'inscrit dans le Régime cadre exempté de notification n° SA. 111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de chaire industrielle POMME D'API porté par l'Institut Mines-Telecom Nord-Europe ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 300 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'Institut Mines-Telecom Nord-Europe ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 300 000 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire ayant voté contre. Mme Sylvie MAZZOLINI ainsi que M. Olivier TURPIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

24-C-0175

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

APPEL A PROJETS "CHAIRES INDUSTRIELLES" - SOUTIEN AU PROJET DE CHAIRE INDUSTRIELLE POMME D'API POUR LE DEVELOPPEMENT DES PROCESSUS D'AUTOMATISATION ET D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DES MACHINES AGRICOLES - SUBVENTION

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023 ;

Vu le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional du 9 décembre 2022 ;

Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) est compétente en matière de développement économique et de soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche.
Lancé en 2017, l'appel à projets métropolitain "Chaires industrielles" vise à soutenir les projets associant des chercheurs de haut niveau et des industriels dynamiques. Il finance les laboratoires académiques, dans le cadre de projets portés avec des entreprises investies dans la recherche et développement sur la métropole.

Le projet POMME D'API (pour Pomme de terre API : Artificial and Physical Intelligence) associe des chercheurs spécialistes en numérique et en mécanique, issus de l'Institut Mines-Telecom Nord-Europe, Centrale Lille et l'Université de Lille. Pour ce projet, ils s'associent à la société Osiris Agriculture, qui développe des technologies pour rendre l'agriculture plus efficiente, et au groupe d'outillage agricole Dubrulle (sous sa marque Downs).

Cette chaire vise à offrir aux agriculteurs des outillages et mécanismes agricoles de pointe pour cultiver et préparer la commercialisation de leurs productions, en particulier autour de la pomme de terre. Cette dynamique vise notamment le recours au jumeau numérique pour la modélisation et l'optimisation du tri des récoltes, ainsi que la fusion et l'analyse de données pour optimiser la fertilisation et l'irrigation pendant la période de culture.

Cela permettra d'accompagner les dynamiques industrielles très prometteuses, en particulier pour la jeune entreprise Osiris installée à Illies, pour proposer des réponses aux agriculteurs en améliorant leurs conditions de travail, et en optimisant leur production. In fine, ce projet contribuera à la visibilité des compétences scientifiques et au rayonnement de la filière agriculture et alimentation de la MEL.

Les conditions de reversement au partenaire pour la mise en œuvre de ce projet seront stipulées dans la convention correspondante proposée à la signature.

Le soutien au projet POMME D'API s'inscrit dans le Régime cadre exempté de notification n° SA. 111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de chaire industrielle POMME D'API porté par l'Institut Mines-Telecom Nord-Europe ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 300 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'Institut Mines-Telecom Nord-Europe ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 300 000 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire ayant voté contre. Mme Sylvie MAZZOLINI ainsi que M. Olivier TURPIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110675-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0176

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE - SOUTIEN AUX PROJETS DE RECHERCHE DU CENTRE OSCAR LAMBRET - SUBVENTION

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2022.01881 du Conseil régional du 8 décembre 2022 portant approbation du Schéma Régional d'Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (SRESRI) Hauts-de-France 2022-2028 ;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023;

Vu les demandes de subvention du Centre Oscar Lambret réceptionnées le 13 mars 2024.

I. Exposé des motifs

Le Centre Oscar Lambret (COL) est un centre de lutte contre le cancer, qualifié d'établissement de santé privé d'intérêt collectif. Acteur de référence en cancérologie à l'échelle métropolitaine et régionale, le COL fait partie du réseau UNICANCER, qui réunit les 18 centres français de lutte contre le Cancer.

Dans le cadre de ses activités de recherche, le COL sollicite le soutien de la MEL afin de développer deux nouveaux projets de recherche : le projet IQUANT - Imagerie quantitative en IRM Linac et le projet d'implémentation d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des Médicaments de Thérapie Innovante (MTI).

Le projet IQUANT fait suite à l'acquisition et la mise en service en 2024 par le COL d'une IRM Linac. Ce nouvel équipement innovant vient enrichir son plateau technique de radiothérapie. Il intègre un accélérateur linéaire et un appareil d'imagerie par résonance magnétique, qui permet l'utilisation systématique de l'imagerie par résonance magnétique dans la préparation, la réalisation et le suivi des traitements. Au-delà de son application dans le cadre de la radiothérapie guidée

par l'image, l'IRM Linac ouvre la voie à de nouveaux travaux de recherche sur la détermination de biomarqueurs prédictifs de la réponse à la radiothérapie, pour le traitement personnalisé des cancers. À terme l'IRM pourrait être un biomarqueur en imagerie quantitative, pronostic voire prédictif de la réponse au traitement. Le projet IQUANT portera sur une étude afin d'évaluer la faisabilité de l'imagerie quantitative en IRM Linac pour les principales localisations tumorales prises en charge par cette machine (cancers du foie, urologiques, bronchiques, du pancreas).

Le coût total du projet IQUANT est de 178 192 € HT. Le financement de la MEL sera de 104 025 € en fonctionnement, soit 58,38 % du coût total du projet. En complément, le COL mobilisera ses fonds propres, ainsi que des financements issus de dons et legs. Le projet sera mis en œuvre à partir du 1er septembre 2024 pour une durée de 4 ans.

Le second projet vise à doter le COL d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des Médicaments de Thérapie Innovante (MTI). Ce projet vise à garantir aux patients de la métropole et plus largement de la région, un accès aux médicaments dits de thérapie innovante. Ces nouvelles techniques thérapeutiques regroupent aussi bien des médicaments de thérapie génique, OGM, de thérapie cellulaire somatique, d'ingénierie cellulaire ou de type virus oncolytique. Ces médicaments nécessitent des conditions de préparation particulières dans des locaux spécifiques répondant à une règlementation pharmaceutique stricte. Cette nouvelle infrastructure sera intégrée à la pharmacie à usage intérieure du COL. Elle permettra à terme d'augmenter la prise en charge des patients inclus dans les protocoles de recherche clinique, notamment de phase précoce, et renforcer l'offre de soins à l'échelle de la métropole.

Le coût total du projet MTI est de 1 019 860,50 € HT. Le financement de la MEL sera de 461 270 € en investissement, soit 45,23 % du coût total du projet. En complément, le COL mobilisera ses fonds propres. Le projet sera mis en œuvre à partir du 1er juillet 2024 pour une mise en service de l'unité programmée à l'automne 2027.

La MEL intervient sur la base du régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet IQUANT : Imagerie quantitative en IRM Linac et le projet d'implémentation d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des Médicaments de Thérapie Innovante (MTI) ;

2) D'accorder une subvention d'un montant total réparti comme il suit :
- 104 025 € pour soutenir le projet IQUANT ;
- 461 270 € pour soutenir le projet d'implémentation d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des MTI ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions à intervenir avec le Centre Oscar Lambret ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 104 025 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

5) D'imputer les dépenses d'un montant de 461 270 € aux crédits à inscrire au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Martine AUBRY, Barbara COEVOET, Anne GOFFARD et Marie-Christine STANIEC-WAVRANT n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0176

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE - SOUTIEN AUX PROJETS DE RECHERCHE DU CENTRE OSCAR LAMBRET - SUBVENTION

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2022.01881 du Conseil régional du 8 décembre 2022 portant approbation du Schéma Régional d'Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation (SRESRI) Hauts-de-France 2022-2028 ;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023;

Vu les demandes de subvention du Centre Oscar Lambret réceptionnées le 13 mars 2024.

I. Exposé des motifs

Le Centre Oscar Lambret (COL) est un centre de lutte contre le cancer, qualifié d'établissement de santé privé d'intérêt collectif. Acteur de référence en cancérologie à l'échelle métropolitaine et régionale, le COL fait partie du réseau UNICANCER, qui réunit les 18 centres français de lutte contre le Cancer.

Dans le cadre de ses activités de recherche, le COL sollicite le soutien de la MEL afin de développer deux nouveaux projets de recherche : le projet IQUANT - Imagerie quantitative en IRM Linac et le projet d'implémentation d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des Médicaments de Thérapie Innovante (MTI).

Le projet IQUANT fait suite à l'acquisition et la mise en service en 2024 par le COL d'une IRM Linac. Ce nouvel équipement innovant vient enrichir son plateau technique de radiothérapie. Il intègre un accélérateur linéaire et un appareil d'imagerie par résonance magnétique, qui permet l'utilisation systématique de l'imagerie par résonance magnétique dans la préparation, la réalisation et le suivi des traitements. Au-delà de son application dans le cadre de la radiothérapie guidée

par l'image, l'IRM Linac ouvre la voie à de nouveaux travaux de recherche sur la détermination de biomarqueurs prédictifs de la réponse à la radiothérapie, pour le traitement personnalisé des cancers. À terme l'IRM pourrait être un biomarqueur en imagerie quantitative, pronostic voire prédictif de la réponse au traitement. Le projet IQUANT portera sur une étude afin d'évaluer la faisabilité de l'imagerie quantitative en IRM Linac pour les principales localisations tumorales prises en charge par cette machine (cancers du foie, urologiques, bronchiques, du pancreas).

Le coût total du projet IQUANT est de 178 192 € HT. Le financement de la MEL sera de 104 025 € en fonctionnement, soit 58,38 % du coût total du projet. En complément, le COL mobilisera ses fonds propres, ainsi que des financements issus de dons et legs. Le projet sera mis en œuvre à partir du 1er septembre 2024 pour une durée de 4 ans.

Le second projet vise à doter le COL d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des Médicaments de Thérapie Innovante (MTI). Ce projet vise à garantir aux patients de la métropole et plus largement de la région, un accès aux médicaments dits de thérapie innovante. Ces nouvelles techniques thérapeutiques regroupent aussi bien des médicaments de thérapie génique, OGM, de thérapie cellulaire somatique, d'ingénierie cellulaire ou de type virus oncolytique. Ces médicaments nécessitent des conditions de préparation particulières dans des locaux spécifiques répondant à une règlementation pharmaceutique stricte. Cette nouvelle infrastructure sera intégrée à la pharmacie à usage intérieure du COL. Elle permettra à terme d'augmenter la prise en charge des patients inclus dans les protocoles de recherche clinique, notamment de phase précoce, et renforcer l'offre de soins à l'échelle de la métropole.

Le coût total du projet MTI est de 1 019 860,50 € HT. Le financement de la MEL sera de 461 270 € en investissement, soit 45,23 % du coût total du projet. En complément, le COL mobilisera ses fonds propres. Le projet sera mis en œuvre à partir du 1er juillet 2024 pour une mise en service de l'unité programmée à l'automne 2027.

La MEL intervient sur la base du régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet IQUANT : Imagerie quantitative en IRM Linac et le projet d'implémentation d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des Médicaments de Thérapie Innovante (MTI) ;

2) D'accorder une subvention d'un montant total réparti comme il suit :
- 104 025 € pour soutenir le projet IQUANT ;
- 461 270 € pour soutenir le projet d'implémentation d'une unité pharmaceutique de reconstitution aseptique des MTI ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions à intervenir avec le Centre Oscar Lambret ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 104 025 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

5) D'imputer les dépenses d'un montant de 461 270 € aux crédits à inscrire au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Martine AUBRY, Barbara COEVOET, Anne GOFFARD et Marie-Christine STANIEC-WAVRANT n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110632-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0177

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

SCHEMA METROPOLITAIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (SMESRI) 2024-2027

Vu l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 16 C 0511 du Conseil métropolitain 14 octobre 2016, adoptant le Schéma Métropolitain d'Enseignement Supérieur et de Recherche 2015-2020 ;

Vu le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional du 9 décembre 2022.

I. Exposé des motifs

En lien étroit avec l'État et la Région, la Métropole européenne de Lille est compétente en termes de soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Les Universités, grandes écoles et organismes de recherche constituent un enjeu particulier pour son territoire, troisième pôle universitaire français avec 125 000 étudiants.

Les élus métropolitains avaient adopté un premier Schéma métropolitain de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en 2016. Ce premier schéma a permis de soutenir des actions importantes pour l'avenir du territoire, pour un montant total de plus de 60 M€. La MEL a ainsi accompagné la structuration de l'Initiative d'Excellence Université de Lille, financé des projets et équipements de recherche structurants pour le territoire (PréciDiab, etc.), encouragé les coopération public-privé en recherche, développé l'entrepreneuriat étudiant et cofinancé des logements étudiants notamment.

Le nouveau Schéma métropolitain de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SMESRI), qui prend compte le schéma adopté par le Conseil régional, est l'opportunité pour la MEL d'afficher ses priorités et de préciser ses modes d'intervention pour les quatre prochaines années, 2027 étant l'échéance de l'actuel contrat de plan État-Région.

Le SMESRI 2024-2027 repose sur l'analyse des spécificités du territoire de la métropole ainsi des évolutions du contexte local, national et européen:

- Une population étudiante importante et en hausse (125 000 étudiants), autour de deux pôles majeurs (EPE Université de Lille et Fédération de l'université

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110632-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

catholique de Lille), dont une part d'étudiants boursiers supérieur au niveau national ;
- Des moyens attribués par l'État, à la fois pour l'enseignement supérieur et pour la recherche, historiquement inférieurs à la moyenne nationale;
- La présence de forces et de dynamiques de recherche bien identifiées (en particulier en biologie-santé, numérique, chimie et matériaux, etc.) nourrissant un écosystème d'innovation riche et proactif (acteurs de la valorisation, incubateurs, sites d'excellence, etc.) dont les interactions appellent à être encore développées et structurées ;
- Une accélération récente du développement d'établissements privés d'enseignement supérieur à but lucratif.

La concertation avec les acteurs et les principales communes universitaires a permis de partager trois grands enjeux de l'écosystème métropolitain :
- La formation (la réponse aux besoins des employeurs en termes de compétences et de qualification, en formation initiale et continue, l'accessibilité des formations aux jeunes métropolitains sans développer quantitativement l'offre existante);
- La recherche et l'innovation (la réponse aux enjeux des entreprises et collectivités, le renforcement des spécialisations de recherche assurant une visibilité à la MEL et l'accompagnement des « champions » de demain, etc.) ;
- L'identité universitaire et étudiante du territoire (la prise en compte de la présence massive d'étudiants sur le territoire et ses équipements, le renforcement du dialogue avec les étudiants sur le territoire, etc.).

Enfin, le SMESRI encourage le renforcement de la convergence des politiques publiques de la MEL autour de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. L'objectif est de garantir une cohérence dans les interactions des différentes directions avec les acteurs du territoire, dans une vision partagée du rôle de la MEL.
Ainsi, la vision stratégique portée par le SMESRI s'inscrit en cohérence avec les autres stratégies et plans thématiques de la MEL : Le Projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET), La Stratégie Jeunesse, Le Plan local pour l'habitat (PLH), Le Plan local d'urbanisme (PLU), Le Plan de mobilité métropolitain, Le Schéma directeur des infrastructures de transports (SDIT), Le Plan climat, air, énergie territorial (PCAET), Le Projet alimentaire de territoire (PAT), Le Pacte de gouvernance de la MEL.

Le nouveau SMESRI se décline donc autour de quatre orientations :
1. Une métropole du savoir et de l'innovation : l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, moteurs du développement du territoire métropolitain

La MEL souhaite poursuivre le soutien à la recherche de pointe portée dans les laboratoires métropolitains et développer sa capacité à créer de l'innovation pour le

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110632-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

monde économique et les acteurs du territoire dans le cadre de ses filières d'excellence.

Parmi les actions envisagées autour cet axe, peuvent être citées :

- Mettre en œuvre un soutien à la recherche orientée vers les filières d'excellence et les politiques publiques de la MEL ;
- Affirmer une stratégie d'innovation favorisant les projets de recherche collaborative public-privé, et les liens entre laboratoires et sites d'excellence ;
- Accompagner la médiation scientifique sur le territoire ainsi que le rayonnement international de la recherche métropolitaine.

2. Une métropole étudiante : la MEL, actrice du bien-être et de la réussite étudiante

La MEL souhaite affirmer l'identité étudiante de son territoire et accompagner les étudiants, qui sont les futurs salariés, entrepreneurs et habitants du territoire.

Parmi les actions envisagées autour de cet axe, peuvent être citées :

- Promouvoir le bien-être des étudiants : pratiques culturelles et sportives, lutte contre l'isolement et agir pour la santé mentale des étudiants ;
- Lutter contre les précarités étudiantes en termes d'alimentation, de logement et accompagner l'innovation pour la réussite éducative ;
- Favoriser la réussite et l'insertion des étudiants à travers l'entrepreneuriat, l'engagement citoyen et des liens entre employeurs et jeunes diplômés.

3. Une métropole campus : renforcer la coordination des politiques métropolitaines en lien avec les établissements de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Les étudiants et personnel représentent 10% de la population métropolitaine. La MEL souhaite renforcer le croisement entre sa politique de soutien à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation et ses autres politiques bénéficiant aux campus et établissements d'enseignement supérieur (aménagement, transports, mobilité, logement, etc.).

Parmi les actions envisagées autour de cet axe, peuvent être citées :

- Valoriser et faire connaître l'offre de mobilités douces et de transports ;
- Soutenir l'immobilier et l'aménagement universitaire ;
- Impliquer les campus dans la ville et les transitions (gestion des temps, la mutualisation des espaces, les démarches de transition environnementales, etc.).

4. Une métropole partenariale: organiser le dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire

La MEL souhaite renforcer la gouvernance territoriale autour de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, à travers trois niveaux de dialogue

- Un échange régulier avec les communes du territoire où la présence d'établissements et d'étudiants est la plus forte : Lille, Villeneuve d'Ascq, Loos, Roubaix, Ronchin, et Tourcoing ;
- Des dialogues thématisés sur les trois axes stratégiques (Métropole du savoir et de l'innovation ; Métropole étudiante ; Métropole campus) avec les acteurs de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ;
- Une gouvernance interne structurée pour mieux articuler les politiques publiques concernées afin de renforcer l'efficacité transversale des actions de la MEL et la réponse aux préoccupations des acteurs et des communes.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter son Schéma Métropolitain de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SMESRI) 2024-2027, précisant son positionnement par rapport aux autres acteurs du territoire.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0177

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

SCHEMA METROPOLITAIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (SMESRI) 2024-2027

Vu l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 16 C 0511 du Conseil métropolitain 14 octobre 2016, adoptant le Schéma Métropolitain d'Enseignement Supérieur et de Recherche 2015-2020 ;

Vu le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional du 9 décembre 2022.

I. Exposé des motifs

En lien étroit avec l'État et la Région, la Métropole européenne de Lille est compétente en termes de soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Les Universités, grandes écoles et organismes de recherche constituent un enjeu particulier pour son territoire, troisième pôle universitaire français avec 125 000 étudiants.

Les élus métropolitains avaient adopté un premier Schéma métropolitain de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en 2016. Ce premier schéma a permis de soutenir des actions importantes pour l'avenir du territoire, pour un montant total de plus de 60 M€. La MEL a ainsi accompagné la structuration de l'Initiative d'Excellence Université de Lille, financé des projets et équipements de recherche structurants pour le territoire (PréciDiab, etc.), encouragé les coopération public-privé en recherche, développé l'entrepreneuriat étudiant et cofinancé des logements étudiants notamment.

Le nouveau Schéma métropolitain de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SMESRI), qui prend compte le schéma adopté par le Conseil régional, est l'opportunité pour la MEL d'afficher ses priorités et de préciser ses modes d'intervention pour les quatre prochaines années, 2027 étant l'échéance de l'actuel contrat de plan État-Région.

Le SMESRI 2024-2027 repose sur l'analyse des spécificités du territoire de la métropole ainsi des évolutions du contexte local, national et européen:

- Une population étudiante importante et en hausse (125 000 étudiants), autour de deux pôles majeurs (EPE Université de Lille et Fédération de l'université

catholique de Lille), dont une part d'étudiants boursiers supérieur au niveau national ;
- Des moyens attribués par l'État, à la fois pour l'enseignement supérieur et pour la recherche, historiquement inférieurs à la moyenne nationale;
- La présence de forces et de dynamiques de recherche bien identifiées (en particulier en biologie-santé, numérique, chimie et matériaux, etc.) nourrissant un écosystème d'innovation riche et proactif (acteurs de la valorisation, incubateurs, sites d'excellence, etc.) dont les interactions appellent à être encore développées et structurées ;
- Une accélération récente du développement d'établissements privés d'enseignement supérieur à but lucratif.

La concertation avec les acteurs et les principales communes universitaires a permis de partager trois grands enjeux de l'écosystème métropolitain :
- La formation (la réponse aux besoins des employeurs en termes de compétences et de qualification, en formation initiale et continue, l'accessibilité des formations aux jeunes métropolitains sans développer quantitativement l'offre existante);
- La recherche et l'innovation (la réponse aux enjeux des entreprises et collectivités, le renforcement des spécialisations de recherche assurant une visibilité à la MEL et l'accompagnement des « champions » de demain, etc.) ;
- L'identité universitaire et étudiante du territoire (la prise en compte de la présence massive d'étudiants sur le territoire et ses équipements, le renforcement du dialogue avec les étudiants sur le territoire, etc.).

Enfin, le SMESRI encourage le renforcement de la convergence des politiques publiques de la MEL autour de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. L'objectif est de garantir une cohérence dans les interactions des différentes directions avec les acteurs du territoire, dans une vision partagée du rôle de la MEL.
Ainsi, la vision stratégique portée par le SMESRI s'inscrit en cohérence avec les autres stratégies et plans thématiques de la MEL : Le Projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET), La Stratégie Jeunesse, Le Plan local pour l'habitat (PLH), Le Plan local d'urbanisme (PLU), Le Plan de mobilité métropolitain, Le Schéma directeur des infrastructures de transports (SDIT), Le Plan climat, air, énergie territorial (PCAET), Le Projet alimentaire de territoire (PAT), Le Pacte de gouvernance de la MEL.

Le nouveau SMESRI se décline donc autour de quatre orientations :
1. Une métropole du savoir et de l'innovation : l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, moteurs du développement du territoire métropolitain

La MEL souhaite poursuivre le soutien à la recherche de pointe portée dans les laboratoires métropolitains et développer sa capacité à créer de l'innovation pour le

monde économique et les acteurs du territoire dans le cadre de ses filières d'excellence.

Parmi les actions envisagées autour cet axe, peuvent être citées :

- Mettre en œuvre un soutien à la recherche orientée vers les filières d'excellence et les politiques publiques de la MEL ;
- Affirmer une stratégie d'innovation favorisant les projets de recherche collaborative public-privé, et les liens entre laboratoires et sites d'excellence ;
- Accompagner la médiation scientifique sur le territoire ainsi que le rayonnement international de la recherche métropolitaine.

2. Une métropole étudiante : la MEL, actrice du bien-être et de la réussite étudiante

La MEL souhaite affirmer l'identité étudiante de son territoire et accompagner les étudiants, qui sont les futurs salariés, entrepreneurs et habitants du territoire.

Parmi les actions envisagées autour de cet axe, peuvent être citées :

- Promouvoir le bien-être des étudiants : pratiques culturelles et sportives, lutte contre l'isolement et agir pour la santé mentale des étudiants ;
- Lutter contre les précarités étudiantes en termes d'alimentation, de logement et accompagner l'innovation pour la réussite éducative ;
- Favoriser la réussite et l'insertion des étudiants à travers l'entrepreneuriat, l'engagement citoyen et des liens entre employeurs et jeunes diplômés.

3. Une métropole campus : renforcer la coordination des politiques métropolitaines en lien avec les établissements de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Les étudiants et personnel représentent 10% de la population métropolitaine. La MEL souhaite renforcer le croisement entre sa politique de soutien à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation et ses autres politiques bénéficiant aux campus et établissements d'enseignement supérieur (aménagement, transports, mobilité, logement, etc.).

Parmi les actions envisagées autour de cet axe, peuvent être citées :

- Valoriser et faire connaître l'offre de mobilités douces et de transports ;
- Soutenir l'immobilier et l'aménagement universitaire ;
- Impliquer les campus dans la ville et les transitions (gestion des temps, la mutualisation des espaces, les démarches de transition environnementales, etc.).

4. Une métropole partenariale: organiser le dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire

La MEL souhaite renforcer la gouvernance territoriale autour de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, à travers trois niveaux de dialogue

- Un échange régulier avec les communes du territoire où la présence d'établissements et d'étudiants est la plus forte : Lille, Villeneuve d'Ascq, Loos, Roubaix, Ronchin, et Tourcoing ;
- Des dialogues thématisés sur les trois axes stratégiques (Métropole du savoir et de l'innovation ; Métropole étudiante ; Métropole campus) avec les acteurs de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ;
- Une gouvernance interne structurée pour mieux articuler les politiques publiques concernées afin de renforcer l'efficacité transversale des actions de la MEL et la réponse aux préoccupations des acteurs et des communes.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter son Schéma Métropolitain de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SMESRI) 2024-2027, précisant son positionnement par rapport aux autres acteurs du territoire.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

SCHEMA METROPOLITAIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

SMESRI

2024 - 2027

Table des matières

Un nouveau schéma pour une nouvelle ambition 3

Bilan du précédent SMESR 2015-2020 6

Un contexte métropolitain nouveau pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation 7

Constats sur la dynamique de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sur le territoire métropolitain 10

Les grands enjeux de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour le territoire métropolitain 13

I. Une métropole de la connaissance : l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, moteurs du développement du territoire métropolitain 14

A. Affirmer la stratégie de la MEL pour la recherche 14

B. Affirmer une stratégie d'innovation métropolitaine 16

C. Pour une science qui se diffuse et qui rayonne 17

II. Une métropole étudiante : la MEL, actrice du bien-être et de la réussite étudiante 18

A. Promouvoir le bien-être des étudiants sur la métropole 18

B. Lutter contre les précarités étudiantes en termes d'alimentation et de logement 18

C. Accueillir et informer les étudiants 20

D. Favoriser l'engagement, la réussite et l'insertion professionnelle 20

III. Une métropole campus : la MEL, partenaire territoriale des établissements de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 22

A. Mobilité douce et renforcement de l'offre de transport 22

B. Soutien à la modernisation des campus universitaires 22

C. Des campus impliqués dans la ville et acteurs des transitions 23

IV. Une gouvernance métropolitaine et partenariale de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 24

A. Travailler en coordination avec les villes 24

B. Prolonger le travail de concertation technique sur la recherche et l'innovation, la vie étudiante, et l'aménagement et campus 24

C. Renforcer l'animation interne à la MEL 24

ANNEXES 25

Un nouveau schéma pour une nouvelle ambition

L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ont un rôle décisif pour préparer l'avenir du territoire, de ses entreprises et de sa jeunesse. C'est pourquoi la Métropole européenne de Lille (MEL) soutient les universités, les écoles, les organismes de recherche et les acteurs de l'innovation.

En 2016, la MEL a adopté un premier schéma de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce premier visait notamment à mettre en place le dialogue métropolitain entre les acteurs et l'accompagnement de l'Université de Lille dans l'obtention puis la confirmation du label I-SITE. Suite à l'adoption du nouveau schéma régional, et dans un contexte d'évolution de l'environnement et des besoins, il convient que la métropole adopte un nouveau schéma.

Le Schéma métropolitain de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation (SMESRI) a pour objectif de renforcer le partage des orientations de la métropole et les synergies autour de ses actions. C'est une feuille de route qui pose les grands objectifs poursuivis par la MEL sans lister de manière exhaustive les actions opérationnelles concourant à leur réalisation. Elle vise également à construire les espaces de coopération entre la MEL, les communes concernées et les acteurs.

Le nouveau SMESRI 2024-2027 capitalise sur les dynamiques du précédent schéma tout en proposant de orientations pour répondre aux évolutions des enjeux de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation au niveau métropolitain.

L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation au service du développement du territoire

Dans une économie de la connaissance, où mode de production et innovation sont étroitement intégrés, l'enseignement supérieur et la recherche apportent une contribution majeure. Selon la Cour des Comptes, « *les universités jouent un rôle majeur sur leur territoire pour permettre aux jeunes d'accéder à l'enseignement supérieur, pour participer à l'aménagement du territoire et pour nourrir le tissu économique local* ». Les synergies entre structures de recherche, entreprises et collectivités territoriales permettent l'identification de voies de développement pour le territoire et de gains de compétitivité pour son tissu économique.

L'offre scientifique et technologique des laboratoires académiques d'un territoire développe le potentiel de création et d'implantation d'activités à forte valeur ajoutée, et mobilisatrices de recherche et développement. L'offre de formation des établissements d'enseignement supérieur permet d'une part aux innovations de se diffuser aux entreprises du territoire grâce à une main d'œuvre qualifiée, et d'autre part de renforcer le dynamisme de son tissu économique, grâce aux initiatives et création d'activités nouvelles portées notamment par les étudiants. Enfin, l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation participent à la diffusion de la culture scientifique ainsi qu'à l'attractivité du territoire métropolitain.

Les acteurs universitaires de la métropole lilloise contribuent à l'activité économique locale à hauteur de 1,4 Md€. Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche du territoire emploient près de 18 500 personnes (3,9% des emplois du territoire métropolitain) et la présence de 125 000 étudiants sur le territoire (soit 10 % de la population totale) représente un apport de consommation de biens et de services. Ils contribuent fortement à la dynamique sociale, associative, sportive, culturelle du territoire.

Enfin, la MEL interagit avec les acteurs de l'enseignement supérieur et la recherche en tant qu'institution et en tant qu'employeur. Les projets d'étude, apprentis et stagiaires accueillis dans les services de la MEL contribuent à l'innovation dans la mise en œuvre des politiques publiques métropolitaine, tandis que les interventions d'agents de la MEL dans les formations supérieures participent à la qualité des compétences transmises.

Un soutien ancien et constant de la MEL

Dès 2002, la Métropole européenne de Lille a identifié la recherche, la formation et le transfert de technologies comme des facteurs essentiels du développement économique en prenant cette compétence. Cette implication s'est ensuite accrue :

- 2009 : prise de la compétence « soutien à la recherche » afin de stimuler l'innovation et le développement du territoire métropolitain ;
- 2014 :
    - Signature du Contrat de Plan État-Région 2014-2021 formalisant son engagement sur le volet Enseignement supérieur et recherche ;
    - Création et transfert aux Métropoles de la compétence "Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche" par la loi MAPTAM ;
- 2016 : adoption du premier schéma métropolitain d'enseignement supérieur et de recherche (SMESR 2015-2020) ;
- 2022 : reconduction de l'engagement financier de la MEL sur le volet Enseignement supérieur et recherche du CPER 2022-2027.

La volonté d'affirmer une ambition nouvelle

La MEL souhaite affirmer son statut de troisième pôle étudiant français et faire connaître ses orientations stratégiques aux acteurs métropolitains.

Le SMESRI 2024-2027 capitalise sur les réalisations du précédent, à la fois dans le soutien à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, mais aussi dans les échanges entre ses acteurs et la Métropole européenne de Lille. Néanmoins, depuis 2016, les acteurs métropolitains et universitaires ont vu émerger de nouveaux défis liés à la crise sanitaire (précarité et isolement des étudiants), ou au contexte géopolitique international (crise énergétique et tensions inflationnistes).

Les contextes national et métropolitain de l'enseignement supérieur et de la recherche ont également évolué. Le Plan France 2030, la nouvelle programmation des fonds structurels européens, et le nouveau Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et

de l'innovation (SRESRI) de la Région Hauts-de-France, ont posé un cadre stratégique renouvelé.

Dans ce contexte, la MEL souhaite s'appuyer sur quelques grands principes pour définir sa vision et ses actions :

- **Affirmer le rôle de la MEL d'animation sur son territoire** : la MEL souhaite favoriser et développer les proximités et les synergies entre les acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation, les entreprises et les collectivités territoriales ;
- **Construire et faire vivre ce schéma de façon partagée avec les acteurs du territoire** : le SMESRI a été construit en concertation avec les acteurs du territoire métropolitain, la MEL souhaite poursuivre ce dialogue dans sa mise en œuvre ;
- **Présenter aux acteurs une « feuille de route »** pour **afficher les grands objectifs et les modalités d'interventions de la MEL** : ce schéma fixe les axes stratégiques tout en proposant un cadre souple et partenarial de mise en œuvre ;
- **Impliquer l'ensemble des territoires métropolitains** : ce schéma a vocation à fédérer l'ensemble des territoires de l'enseignement supérieur et de la recherche métropolitains, qu'ils soient lieux d'étude, d'hébergement, d'activité, etc. ;
- **Prendre en compte l'ensemble des exercices stratégiques de la MEL et des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche** : ce schéma servira de plateforme d'échange et de dialogue des différents exercices internes à la MEL (filières d'excellence, stratégie jeunesse, SDIT, etc.) et à l'externe (orientations stratégiques des universités et écoles) ;
- **Poursuivre l'enrichissement des interactions possibles entre la MEL et les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche** : ce schéma doit permettre de découvrir de nouveaux domaines de coopération.

Bilan du précédent SMESR 2015-2020

Le SMESR 2015-2020 affichait trois ambitions principales :

- Soutenir la recherche et son interaction avec l'économie,
- Favoriser la réussite et l'insertion professionnelle de tous les étudiants,
- Faire de l'Université un partenaire de la MEL et un acteur majeur de la ville et tourné vers l'Europe.

Premier cadre stratégique rassemblant les orientations et les axes d'intervention de la MEL en matière de recherche, d'enseignement supérieur et de vie étudiante, il a adopté une approche exhaustive qui a conduit à des niveaux de mise en œuvre variable selon les objectifs. Document fondateur pour la MEL, ce schéma a permis de renforcer sa légitimité à intervenir en soutien des acteurs de l'enseignement supérieur et la recherche.

Parmi les réalisations de ce schéma, peuvent être mis en avant :

- Soutien métropolitain au projet d'Initiative d'excellence de l'Université de Lille qui a permis l'obtention et la confirmation du label I-SITE, soutien à la structuration (4M€ de 2019 à 2025) ;
- Soutien aux programmes de recherche d'ampleur : Centre national de médecine de précision des diabètes PréciDiab (11,65M€ de 2019 à 2026), identification et financement de projets inscrits aux CPER (36M€ d'engagements sur la période 2014-2027) ;
- Soutien aux projets immobiliers (10M€ de 2016 à 2025) : rénovations de la Bibliothèque Universitaire SHS, de l'IUT, du Palais Rameau pour Junia ; construction d'OncoLille ou Piktura ;
- Construction et déploiement de l'appel à projets « chaires industrielles » pour encourager des collaborations public-privé d'ampleur (soutien de 13 projets pour 3,9M€) ;
- Prise de conscience et premiers éléments de lutte contre la précarité des étudiants : e-cartes CROUS pendant le confinement (100 000€), soutien au réseau des épiceries solidaires ;
- Construction d'une dynamique collective sur le logement des étudiants : organisation de rencontres, mise en place d'un observatoire territorial labellisé, soutien au CROUS pour la rénovation de résidences (12M€) ;
- Développement d'une dynamique partagée de l'entrepreneuriat étudiant en métropole, en tant qu'outil d'innovation et d'insertion professionnelle des étudiants.
- Signature de deux conventions-cadres entre la MEL l'Université de Lille, pour les périodes 2019-2022 et 2023-2027.

Un contexte métropolitain nouveau pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation

Depuis ce premier schéma, le contexte de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a fortement évolué, au niveau national, régional, mais aussi métropolitain.

Un contexte marqué par les crises, sanitaire et énergétique

À partir de 2019, la crise sanitaire a mis les étudiants et les établissements dans une situation inédite. L'arrêt forcé des enseignements et des activités de recherche a eu un impact très fort sur la vie des étudiants, notamment en termes d'isolement et de santé mentale, et inégalitaire sur la réussite (*i.e.* notamment selon l'équipement informatique personnel).
Cette crise a été gérée au mieux grâce à l'investissement et la capacité d'adaptation des personnels et des établissements, et a profondément modifié les modalités d'enseignement. Elle a également accéléré le phénomène d'hybridation des formations entre présentiel et distanciel, mais aussi fait évoluer les attentes des étudiants et diplômés et les modes de travail, surtout dans des domaines innovants ou concurrentiels.

Dans le contexte de la reprise post crise sanitaire, puis des conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, les différentes énergies ont connu des hausses de coût significatives. Ce contexte d'inflation brutale et drastique des coûts des énergies a créé de grandes tensions pour les établissements qui gèrent souvent de grands patrimoines immobiliers, dont l'état et l'efficacité thermique étaient parfois très en-deçà des standards actuels. La crise a également démontré que la sobriété énergétique était une nécessité économique et écologique.

Ces crises ont renforcé la prise de conscience par les acteurs des enjeux des transitions (sociétales, économiques, environnementales, etc.) dans l'enseignement supérieur et la recherche, et de comment l'enseignement supérieur pouvait en être à la fois un objet et un levier.

La nécessité d'intégrer des exercices stratégiques nouveaux

Face aux fragilités écologiques, économiques, sociales ou démocratiques, la MEL s'est dotée en 2021 d'un Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire, véritable feuille de route de l'accompagnement des mutations de son tissu socioéconomique.
Le PSTET participe d'une volonté politique globale des élus métropolitains, en cohérence avec les autres documents stratégiques de la MEL, notamment le Plan Climat Énergie Territorial, le Plan de mobilité, la Stratégie Jeunesse, ou le Projet Alimentaire Territorial.

Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche métropolitains se sont également saisis des transitions en cours, dans leurs orientations stratégiques et avec des déclinaisons thématiques. Ainsi l'Université de Lille se réinvente comme une « Université des transitions », et « un acteur majeur du renouveau en cours de son territoire, capable de

répondre, par les outils du savoir et de la connaissance, aux défis des transitions globales – sociales, économiques et écologiques ».
La Fédération de l'université catholique se positionne « au cœur des transitions », en s'engageant depuis plusieurs années dans une démarche d'éco-campus et notamment le programme *Live Tree*, qui s'inscrit dans les dynamiques Rev3 des Hauts-de-France et Euraclimat pour la MEL. Enfin, les grandes écoles ont intégré les transitions dans leurs projets pédagogiques et scientifiques. Ces inflexions intègrent la dimension écologique des transitions, sans négliger la demande en proximité.

L'évolution institutionnelle de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le paysage institutionnel de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le territoire a également connu une forte recomposition depuis 2016.
Le premier changement important concerne les trois Universités publiques lilloises alors existantes : elles ont obtenu le label I-Site en 2017, avant de fusionner en une Université unique en 2018. Cette Université de Lille est devenue en 2022 un Établissement Public Expérimental (EPE) intégrant (sans fusion) quatre grandes écoles : Sciences Po Lille, École Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles (Roubaix), École Nationale Supérieure d'Architecture et du Paysage de Lille (Villeneuve d'Ascq), École Supérieure de Journalisme (Lille). Fort d'aujourd'hui de plus de 80 000 étudiants, cet ensemble constitue la troisième plus grande Université française.

Plusieurs regroupements d'établissements ont également eu lieu parmi les grandes écoles :
- En 2017, dans le cadre du rapprochement national des groupes des Mines et Télécom, l'École des Mines de Douai et Télécom Lille ont fusionné en Institut Mines-Télécom Nord-Europe ;
- Junia, établissement composante de la Fédération de l'université catholique, rassemble depuis 2020 les écoles HEI (Hautes Études d'Ingénieur), ISEN (Institut Supérieur d'Électronique et du Numérique) et ISA (Institut Supérieur d'Agronomie) ;
- L'École Centrale de Lille a intégré en 2020 l'École Nationale Supérieure de Chimie de Lille (ENSCL) pour constituer Centrale Lille Institut.

Enfin, on note également la création ou l'arrivée de nouveaux acteurs privés de l'enseignement supérieur sur le territoire métropolitain :
- Création en 2021 de l'École du Numérique (au sein de l'Institut catholique de Lille) sur le site d'Euratechnologies ;
- Ouverture à la rentrée 2023 de l'école d'effets spéciaux de cinéma ARTFX sur le site de Plaine Images, en cohérence avec l'écosystème des Industries culturelles et créatives.

Par ailleurs, l'offre des formations privées lucratives connait un essor important à l'échelle de la métropole. Cette augmentation du nombre d'établissements privés à vocation lucrative s'explique principalement par la massification des aides à l'apprentissage engendrée par la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Les données relatives au nombre de ces établissements et à l'offre des formations proposées restent néanmoins peu accessibles. Ces établissements ne sont soumis à aucune obligation de suivi de la part des services de l'État (sauf diplômes habilités) ou des collectivités.

Depuis l'adoption du précédent schéma en 2016, certaines tendances à l'œuvre dans le monde de la recherche se sont prolongées. Cela concerne en particulier le financement des laboratoires par projets en complément de financements récurrents via des appels à projets au niveau national portés par exemple par l'Agence Nationale de la Recherche, au niveau européen ou international.

Constats sur la dynamique de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sur le territoire métropolitain

La Métropole Européenne de Lille constitue un pôle national majeur d'enseignement supérieur et de recherche. Avec près de 125 000 étudiants sur son territoire (soit l'équivalent de 10% de la population métropolitaine), la MEL rassemble la moitié de la population étudiante des Hauts-de-France, et représente la troisième concentration française après Paris et Lyon.
La population étudiante de la MEL a crû de près de 10 000 personnes en 5 ans. Cette croissance est supérieure à la moyenne nationale, mais elle devrait probablement fléchir à moyen terme à l'image de la tendance nationale. Ainsi, au niveau régional, on attend une baisse de 18% du nombre de lycéens de 2030 à 2040 et les projections nationales tablent sur une stabilisation des effectifs étudiants à l'horizon 2030.

En termes de population étudiante, la MEL se distingue par ailleurs des autres métropoles françaises par :

- Le volume de formations d'ingénieurs : la métropole compte 9 500 futurs ingénieurs, soit 6% des ingénieurs formés au niveau national (pour 4,25% de la population étudiante totale), répartis au sein d'écoles publiques et privées ;
- Des profils sociaux très polarisés : si la proportion de boursiers est plus forte sur la métropole qu'au niveau national (29%), les formations sélectives accueillent elles une population étudiante au profil plus favorisé ;
- Le poids de l'enseignement supérieur privé : avec près d'un tiers des étudiants contre un cinquième au niveau national, la part d'étudiants inscrits dans des établissements privés est bien supérieure sur la métropole.

L'enseignement supérieur et la recherche de la métropole lilloise sont polarisés autour de deux entités principales, qui rassemblent respectivement 64% et 24% des étudiants.

D'une part l'Établissement Public Expérimental (EPE) Université de Lille, 80 000 étudiants, qui rassemble l'Université de Lille et ses 11 composantes, ainsi que 4 écoles. Cet EPE est titulaire d'un label I-SITE confirmé en mars 2022, qui le place parmi les 17 sites universitaires (11 hors Ile de France) distingués et confirmés depuis 2012.

D'autre part, la Fédération Universitaire et Pluridisciplinaire de Lille (dite Fédération de l'université catholique de Lille), 30 000 étudiants, qui rassemble les 5 facultés de l'Institut Catholique de Lille et 20 écoles, grandes écoles et instituts sur la métropole. Il s'agit d'établissements privés au statut EESPIG (Établissements d'Enseignement Supérieur Privés d'Intérêt Général), à but non lucratif, implantés de très longue date (à partir de 1875) sur la métropole lilloise.

Enfin, les autres étudiants se répartissent entre d'autres grandes écoles publiques et privés telles que Centrale Lille Institut, le site lillois de l'ENSAM, Skema Business School, etc., ainsi que dans les lycées (STS et classes préparatoires), les instituts de formation spécialisés (*i.e.* soins infirmiers), et de plus petites écoles privées à but lucratif.

La distribution géographique de l'enseignement supérieur et de la recherche sur la métropole lilloise montre sa multipolarité. Quatre communes (Villeneuve d'Ascq, Lille, Roubaix et Loos) concentrent la plus grande partie de la population étudiante, 15 autres communes accueillent également des formations destinées à des étudiants. Le monde universitaire est avant tout implanté sur six campus principaux, mais la présence de formations au sein des lycées ou instituts spécialisés concerne une grande partie du territoire (*cf.* annexe extraite de l'*Atlas de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation*, ADULM).

L'enseignement supérieur de la métropole lilloise a donc un impact au niveau de l'ensemble des territoires qui la composent, tant en termes d'enseignement, que de logements, de loisirs, de transports, etc.

En termes de recherche, la métropole lilloise rassemble 3 900 enseignants-chercheurs et chercheurs au sein de 64 unités de recherche associant :

- Les organismes nationaux de recherche présents sur le territoire métropolitain (CNRS, Inria, Inserm, ONERA, Université Gustave Eiffel).
- Des établissements locaux : EPE Université de Lille, Centrale Lille Institut et Junia.
- En complément, la Fédération Universitaire et Pluridisciplinaire de Lille est dotée de dix structures de recherche en propre, en plus de participer à 5 unités du périmètre de l'Initiative d'excellence Université de Lille. Son potentiel scientifique est estimé à une cinquantaine d'ETP en recherche, pour 130 enseignants-chercheurs (HCERES 2019).
- On peut aussi ajouter les forces de recherche de l'ENSAM, rattachés à des laboratoires situés dans d'autres régions de France mais qui exercent leur activité sur Lille (LISPEN et MSMP).

50 plateformes technologiques dédiées à la recherche ainsi qu'aux partenariats économiques, dont certaines labellisées (Equipex, Equipex+, TGIR, etc.) sont présentes sur la métropole.
La présence de cinq organismes nationaux marque un engagement sur certaines thématiques ; mais la métropole lilloise est moins bien dotée que d'autres en chercheurs d'organismes, à l'image de la région Hauts-de-France et pour des raisons notamment historiques (zone frontalière).

En termes de transfert technologique et de valorisation de la recherche, le territoire de la métropole rassemble plusieurs acteurs :

- La SATT Nord Valo, fer de lance de la valorisation des résultats de la recherche issue des laboratoires académiques ;
- La plateforme régionale de transfert technologique du CEA Tech, qui propose les expertises des chercheurs parisiens et grenoblois du CEA aux entreprises ;
- Trois pôles de compétitivité centrés sur le commerce et le numérique (Picom by Cap Digital), les matériaux (EuraMaterials), et la santé/nutrition (Clubster NSL) ;
- Le Centre d'Innovation des Technologies sans Contact (CITC), acteur de l'innovation dans le numérique reconnu au niveau européen (E-DIH) et national (CRT) ;

- Plusieurs structures identifiées Instituts Carnot : Arts (ENSAM), Clim'adapt (Cerema), Cognition (CNRS), Inria, MINES (IMT Nord-Europe), OPALE (CHU) ;

> En 2023, l'Université de Lille, a été lauréate de l'appel à projets Pôles Universitaires d'Innovation (PUI), dans le cadre duquel elle a été à la tête d'un consortium rassemblant les principaux acteurs de la recherche et l'innovation de la métropole. Destiné à favoriser et accélérer l'utilisation des résultats de la recherche dans le cadre de France 2030, le PUI lillois devra « réunir les forces locales pour accélérer la dynamique d'innovation des écosystèmes territoriaux ».
> La MEL est associée à cette démarche et se mobiliser pour faciliter sa réussite et renforcer la capacité de la recherche à nourrir l'innovation sur le territoire.

En termes de soutien à l'innovation, la MEL concentre ses interventions à travers des structures ancrées dans le territoire, à commencer par les « sites d'excellence » :

- Eurasanté est situé au cœur du plus grand campus hospitalo-universitaire d'Europe. Il réunit à ce jour 200 entreprises et organismes employant 3 700 salariés, 10 hôpitaux, 17 000 professionnels de santé, 4 facultés, 20 000 étudiants, 1 800 chercheurs, 1 incubateur et accélérateur, et 1 pôle de compétitivité ;
- Euratechnologies, l'un des plus grands incubateurs de startups d'Europe, créé en 2009, regroupe aujourd'hui plus de 350 entreprises, et environ 4 500 salariés et accompagne 200 projets d'incubation et d'accélération par an sur trois sites : Le Blan-Lafont à Lille, Blanchemaille à Roubaix, Agrotech à Willems ;
- Euramaterials, site d'excellence dédié aux industries de la transformation des matériaux et du textile, propose sur un même site : une offre de service à l'incubation et l'accélération de start-ups, des espaces dédiés à l'hébergement d'entreprises, un centre de recherche spécialisé (CETI), un ensemble de services au développement des entreprises, via l'innovation (pôle de compétitivité) ou la collaboration (club d'entreprises Clubtex) ;
- Euralimentaire, est un site d'excellence dédié aux produits frais, locaux et à leur logistique, dans une logique d'augmenter l'autonomie alimentaire du territoire. Euralimentaire se veut une réponse aux enjeux du « bien manger » et du « manger local » et propose des solutions et services innovants issus de la R&D et de la foodtech. Ce projet s'ancre sur les territoires de 5 communes : Lomme, Sequedin, Ennetières-en-Weppes, Englos et Capinghem- sur un périmètre de plus de 200 ha ;
- Plaine Images, site métropolitain dédié aux Industries culturelles et créatives reconnu au niveau européen. Installé dans une ancienne usine textile située à cheval sur Roubaix et Tourcoing, Plaine Images rassemble 150 entreprises, plus de 50 projets entrepreneuriaux dans son incubateur, 3 écoles et des centres de recherche, soit en tout près de 2 000 personnes actives dans l'audiovisuel, la musique, le jeu et le design. La MEL entend en faire un site d'excellence de plein droit avec un structure d'animation dédiée.

Les grands enjeux de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour le territoire métropolitain

La MEL et les acteurs métropolitains de l'enseignement supérieur, de la recherche de l'innovation ont identifié plusieurs enjeux qui se posent au territoire :

1. La réponse aux besoins des employeurs du territoire et de la région en termes de compétences, de main d'œuvre qualifiée, et de formations continues des personnes déjà en emploi ;
2. Le développement de l'attractivité et de l'accessibilité des formations supérieures pour les jeunes métropolitains, notamment issus de milieux défavorisés, sans nécessairement développer le volume de formations proposées sur la métropole ;
3. L'encouragement des interactions entre entreprises, des collectivités, etc. et écosystème d'enseignement supérieur et de recherche métropolitain afin de renforcer les opportunités d'innovation et de démarches collaboratives ;
4. Le renforcement des équipes et dynamiques de recherche qui contribuent à l'excellence scientifique de la métropole lilloise, en accompagnant les travaux les plus reconnus tout en prêtant attention aux thématiques émergentes ;
5. L'affirmation de la MEL comme une métropole universitaire, par la valorisation de la richesse de la présence étudiante sur son territoire, et la mobilisation de ses politiques publiques, en concertation avec les Communes et les acteurs du territoire ;
6. Le resserrement du lien avec les étudiants présents sur le territoire, dans leur diversité de profils, afin de pouvoir proposer des accompagnements à même de répondre à l'hétérogénéité de leurs besoins face à des précarités qui s'étendent ;
7. Le renforcement d'une gouvernance métropolitaine de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation agile et dynamique, pour déterminer les besoins, partager les visions, identifier les coopérations, mener les actions, etc. ;
8. Le suivi du développement de l'offre d'enseignement privé à but lucratif et son impact sur le territoire et ses acteurs.

I. Une métropole de la connaissance : l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, moteurs du développement du territoire métropolitain

Le financement de la recherche publique est une compétence de l'État. Néanmoins, depuis 2002 et dans le cadre de ses compétences, la MEL soutient l'action de chercheurs métropolitains comme facteur de développement de son territoire.

A. Affirmer la stratégie de la MEL pour la recherche

La MEL apporte son soutien en faveur de la recherche quand celle-ci est :

- inscrite dans le cadre des thématiques d'excellence définies par la MEL,
- positionnée sur des actions d'ampleur, porteuses d'attractivité,
- en capacité d'apporter des compétences scientifiques au bénéfice des politiques de la MEL.

1. Soutenir la recherche dans les filières d'excellence de la MEL

De par ses compétences et son histoire, la MEL souhaite soutenir des projets à dimension assez applicative, visant à créer des actifs (matériels ou immatériels) sur le territoire à court et moyen termes. Par ailleurs, la MEL a identifié des filières d'excellence afin de structurer la diversification de son tissu économique.
Dès lors, les travaux de recherche soutenus par la MEL doivent s'inscrire dans le périmètre d'une ou plusieurs des filières d'excellence et/ou émergentes identifiées sur le territoire :

- La santé,
- Le numérique,
- Les industries culturelles et créatives,
- Les matériaux et textiles,
- L'alimentation,
- Une dynamique transversale sur les enjeux de décarbonation (Euraclimat).

2. Soutenir la recherche d'excellence et les projets structurants

La MEL a affirmé de longue date son ambition d'accompagner la structuration et la visibilité des acteurs locaux de l'enseignement supérieur et de la recherche. À ce titre, elle a fait le choix de soutenir des démarches et projets ayant un effet transformatif fort et/ou pour accompagner des dynamiques de structuration et/ou de reconnaissance des chercheurs et équipes les plus reconnus (I-SITE, PréciDiab, CPER, etc.).
En se positionnant comme un partenaire des acteurs métropolitains de l'ESRI, la MEL cherche en effet à accompagner leurs mutations et leur organisation, afin d'en faire des acteurs pleinement inscrits dans le territoire. Cette base scientifique a vocation à irriguer le territoire et de jouer son rôle de moteur du développement économique et de l'emploi.

De ce fait, la MEL est susceptible de soutenir des projets à forte visibilité scientifique, ou contribuant à la cohérence et au renforcement de l'offre formative, scientifique ou technologique sur le territoire. Il s'agit notamment de projets inscrits dans des dispositifs de labellisation au niveau national (ANR, France 2030) ou européen, et/ou participant de la transformation portée par les acteurs locaux de l'ESRI. La logique finale de ces projets doit également être de renforcer les partenariats avec l'ensemble des acteurs du territoire, ainsi que la visibilité de la métropole en termes scientifiques et technologiques, dans un but d'attractivité et de rayonnement.

Dans ce cadre, la MEL peut notamment être amenée à soutenir :

- Des projets inscrits au Contrat de Plan État-Région au titre de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Des projets inscrits dans des appels à projets nationaux propres à l'ESRI notamment dans le cadre de France 2030 ;
- Des plateformes et équipements présentant une particularité technologique et/ou inscrits dans des dynamiques nationales ou internationales et en liens avec ses filières d'excellence.

3. Soutenir la recherche en soutien des politiques publiques portées par la MEL

La MEL est en recherche constante d'innovation sur les moyens ou les orientations de mise en œuvre des politiques publiques afin d'améliorer le service public et son impact pour les habitants et les communes. En parallèle, certaines expertises en recherche et formation du monde universitaire recherchent des terrains d'application et de mise en œuvre concrète. Il existe donc un large espace de collaboration possible entre politiques publiques métropolitaines et monde universitaire.
Il existe d'ores et déjà plusieurs partenariats et relations entre la MEL et les forces académiques de son territoire en termes de projets de recherche portant sur des politiques métropolitaines. Toutefois, ces interactions sont souvent le fruit de relations interpersonnelles et doivent d'être davantage structurées, pour renforcer l'innovation dans les politiques publiques de la MEL.

La métropole peut être comme un terrain d'expérimentation pour les laboratoires universitaires en identifiant des terrains d'application concrets pour leurs recherches. À cette fin, la MEL et le monde de la recherche pourront renforcer leurs interactions pour répondre aux défis concernant les mutations et les transitions, selon différents axes :

- Faire du territoire de la MEL un terrain d'expérimentation privilégié dans l'objectif d'accroître la pertinence et l'efficacité des interventions de la MEL ;
- Renforcer l'accueil de doctorants dans les services par la mise en œuvre de thèses CIFRE afin de pouvoir développer des projets d'innovation approfondis ;
- Placer la formation au cœur des enjeux du territoire et notamment des sujets de transitions, en proposant une offre de formation cohérente et adaptée au territoire capable d'évoluer vers les métiers stratégiques de demain.

B. Affirmer une stratégie d'innovation métropolitaine

L'innovation au service du territoire et de son développement est une préoccupation de longue date de la MEL. Dès 2009, la MEL a formalisé son investissement dans le champ de la recherche comme un soutien au développement d'écosystèmes d'innovation.
Afin de renforcer cette dynamique, la MEL porte une stratégie d'innovation autour de deux axes :

- Le soutien aux projets de recherche collaboratif public/privé ;
- L'accompagnement des partenariats entre acteurs au sein des sites d'excellence.

1. Amplifier le soutien aux projets collaboratifs recherche/industrie

Afin de renforcer le continuum entre recherche de laboratoire et recherche appliquée, et ainsi accroître l'innovation dans le tissu économique de la métropole, la MEL stimule et soutient les collaborations entre chercheurs et industriels.
Ce soutien se fait à plusieurs niveaux, d'une part par l'accompagnement de dynamiques émergentes associant laboratoires et entreprises et qui portent les réussites et filières de demain ; d'autre part, en accompagnant les acteurs et projets disposant déjà d'une certaine surface et expérience dans leurs collaborations et leur capacité à traduire des résultats scientifiques en impact sur le territoire.
Ce soutien aux collaborations public/privé va prendre notamment la forme :

- D'une action dédiée à l'accompagnement de collaborations « émergentes » entre acteurs de la recherche et entreprises du territoire ;
- De la poursuite de l'appel à projets « chaires industrielles » ;
- Du soutien à des acteurs phares du transfert technologique (CEA Tech, PUI…), pour que la recherche puisse se traduire en innovation sur le territoire ;

2. Renforcer le lien entre la recherche et les sites d'excellence, au service du territoire

La MEL souhaite que sont les sites d'excellence de la métropole lilloise renforcent encore leur dimension scientifique et technologique. Cela nécessite notamment de travailler à l'articulation entre les acteurs de chaque filière et les laboratoires de recherche liés.
La MEL se propose donc, dans le cadre de son soutien aux sites d'excellence, de :

- Réaffirmer l'objectif d'interaction avec les acteurs de la recherche métropolitaine afin de renforcer la dimension technologique des entreprises incubées/accélérées ;
- Associer et animer les acteurs économiques et les acteurs de la formation et de la recherche de chaque filière afin de susciter les coopérations ;

C. Pour une science qui se diffuse et qui rayonne

La MEL souhaite renforcer la médiation et la vulgarisation scientifique sur son territoire, ainsi que la visibilité de la recherche métropolitaine à l'international.

1. Accompagner la médiation scientifique et les démarches participatives

Si tous travaux de recherche n'ont pas nécessairement vocation à concerner le grand public, une partie adresse des enjeux essentiels de notre époque : santé, changement climatique, mutations sociales et sociétales, etc.
Les moments de crise sont propices à la mobilisation de la science, mais aussi à la défiance envers elle. De ce fait, la diffusion des résultats et de la culture scientifique constitue un enjeu fort pour la qualité du débat public, pour partager l'innovation dans toutes les sphères, mais aussi pour l'attractivité des carrières scientifiques.

La MEL souhaite donc, avec le concours des acteurs de l'ESRI et en lien avec la Région :

- Favoriser les intermédiations entre le grand public et le monde scientifique ;
- Renforcer le recours à des démarches *hybrides* impliquant chercheurs et acteurs de la société civile ;
- Chercher à rendre accessible à tous les territoires de la MEL les possibilités de collaborer avec des laboratoires de recherche, afin de diffuser l'innovation dans l'action publique.

2. Permettre à la MEL de rayonner à l'international grâce à sa recherche

La science et l'innovation sont des moteurs importants de rayonnement à l'international du territoire. La MEL fait de cette dimension internationale une préoccupation constante de ses actions en soutien à l'ESRI :

- La MEL soutiendra de façon privilégiée les projets de recherche et d'innovation ayant un impact sur le rayonnement international du territoire et une dimension collaborative à l'international ;
- La MEL soutiendra des actions ciblant l'accueil des étudiants internationaux et l'attraction de chercheurs de talent ;
- La MEL et les acteurs de l'ESRI collaboreront pour attirer les financements nationaux et européens concourant à la qualité de sa recherche.

II. Une métropole étudiante : la MEL, actrice du bien-être et de la réussite étudiante

Le territoire métropolitain compte 125 000 étudiants qui se répartissent au sein de l'Université de Lille, de l'Université Catholique de Lille et d'une trentaine d'écoles, soit l'équivalent de 10% de la population métropolitaine. La crise sanitaire et les récents épisodes d'inflation ont mis en lumière les besoins des étudiants : logement, alimentation, etc. en exacerbant les difficultés déjà rencontrées (difficultés financières, isolement social et familial, stress lié aux études et à l'insertion professionnelle, etc.). Il s'agit aujourd'hui d'un sujet de préoccupation à la fois des établissements d'Enseignement Supérieur, des collectivités et des institutions publiques.
Afin de travailler sur le bien-être des étudiants, il est important de prendre en compte les différentes formes de précarité subies par les étudiants. La MEL n'a pas vocation à aborder l'ensemble des dimensions de cette précarité, qui incombe à des institutions spécifiques (Départements, CROUS, CAF…), mais peut agir sur certains volets recoupant ses compétences et stratégies (logement, alimentation, etc.). En améliorant l'expérience étudiante, elle favoriserait les conditions de vie, la réussite des étudiants et l'égalité des chances.

A. Promouvoir le bien-être des étudiants sur la métropole

La thématique « bien être des étudiants » est un sujet émergent, rendu visible suite à la crise Covid, notamment au vu des dégâts sur la santé mentale des étudiants. À titre d'exemple, le projet de recherche COSAME, coordonné à Lille et mené auprès de dizaines de milliers d'étudiants de France, a conclu à une prévalence de 23,7% pour l'anxiété, 20,6% pour le stress, 15,4% pour la dépression et 13,8% pour les idées suicidaires 15 mois après le premier confinement. Or, les conditions de vie des étudiants, dont la dimension de bien-être, influent fortement sur leur réussite dans leurs études.

Ce sujet nécessite des réponses transverses, que les acteurs universitaires tentent d'apporter, et que la MEL aborde aussi à travers sa stratégie Jeunesse.
En lien avec les communes et les acteurs du territoire métropolitain, en cohérence avec le SRESRI de la Région Hauts-de-France et le Schéma directeur pour la vie étudiante et de campus, la MEL contribuera au bien-être des étudiants à plusieurs niveaux :

- Encourager et faciliter l'intégration des étudiants dans le territoire ;
- Faciliter les pratiques sportives et culturelles des étudiants en proximité, dans une logique de découverte du territoire et d'épanouissement, en valorisant l'ensemble des outils mis en œuvre par la MEL ;
- Soutenir les acteurs contribuant au bien être des étudiants, notamment en termes de lutte contre l'isolement et de santé mentale.

B. Lutter contre les précarités étudiantes en termes d'alimentation et de logement

La précarité alimentaire est un sujet qui a été particulièrement mis en lumière ces dernières années, et dont la visibilité s'est fortement accrue : l'accès à une alimentation saine et équilibrée est en effet un facteur essentiel de bien-être. Or, selon l'étude réalisée par l'ODIF de l'Université de Lille, 30% de ses étudiants était en situation de précarité alimentaire.
Dès le premier confinement, la MEL a agi pour soutenir les étudiants sur ce volet à travers un soutien exceptionnel au CROUS pour la délivrance de « e-cartes » permettant d'acheter des produits alimentaires.
Avec l'aide de l'État (Plan Pauvreté), la MEL a soutenu l'Université de Lille au titre de la lutte contre la précarité alimentaire étudiante en abondant le Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) et en cofinançant un poste de coordination des épiceries solidaires étudiantes. En outre, en lien avec son Projet Alimentaire Territorial (PAT), elle a soutenu l'articulation avec les initiatives de droit commun, pour favoriser l'accès à une alimentation saine des étudiants (*i.e.* : dispositif PANIERS).
Dans le cadre de sa stratégie #Jeunes en Métropole 2.0, votée en octobre 2023, la MEL a lancé un appel à Innovation (Fonds d'Innovation Jeunes en Métropole) où seront étudiés les dossiers de candidature déposés sous ces axes par l'Université de Lille, dans une perspective de reconduction ou de développement, en cohérence avec le PAT.

En tant que métropole attractive pour les étudiants, la MEL accueille plusieurs milliers de nouveaux étudiants par an, dont une part significative quitte le logement familial et cherche un logement sur un territoire dense et très peuplé. Selon le dernier recensement Insee de 2018, un peu plus de 79 000 étudiants résidaient dans la métropole en 2018, dont près de 46 000 étaient des *décohabitants* (qui ne résident pas chez leurs parents dans le cadre de leurs études), donc en recherche d'un mode de logement.
Pour ces 46 000 étudiants, on compte aujourd'hui 16 000 logements en résidences étudiantes sur le territoire, en hausse (notamment dans les résidences privées) depuis le précédent schéma. La plus grande part des étudiants qui résident sur la métropole lilloise loge donc dans le parc locatif privé « classique », ce qui pose des questions d'engorgement du marché, de pression sur les tarifs, et de qualité des logements proposés.

La MEL a précisé sa vision du logement des étudiants dans une feuille de route, qui s'est traduite à travers sa stratégie en faveur de l'habitat (Programme Local pour l'Habitat, Plan Local d'Urbanisme). Depuis 2022, le PLH 2022-2028 a ainsi défini des objectifs chiffrés et des zones prioritaires pour le logement étudiant en métropole (*cf.* annexe).

Aussi, dans ce cadre, la MEL va :

- Continuer de soutenir l'Observatoire du Logement des Étudiants afin de suivre l'évolution des besoins, et la sectorisation de ceux-ci ;
- Poursuivre les actions prévues par le PLH dans le champ du logement des étudiants :
    - La production de 300 logements sociaux par an,
    - La réhabilitation de 600 logements CROUS,
    - Le soutien aux nouvelles offres de logement (colocation solidaire, habitat intergénérationnel…) ;
- Contribuer à la connaissance des droits des étudiants, en matière de logement.

Enfin, de façon transversale et en lien avec la politique métropolitaine de réduction des déchets, une attention particulière pourra être accordée à l'accompagnement des initiatives citoyennes et solidaires permettant aux étudiants d'accéder à des biens ou services répondants à des objectifs de durabilité, comme par exemple le développement de ressourceries accessibles aux étudiants.

C. Accueillir et informer les étudiants

Afin d'être une métropole soucieuse de ses étudiants, et de renforcer leur sentiment d'appartenance au territoire, la MEL souhaite s'investir sur le sujet de l'accueil et de l'information pour les étudiants.

1. *Participer aux évènements d'accueil et d'immersion organisés par les établissements*

Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche organisent des temps d'immersion à la vie étudiante lors des rentrées universitaires, afin de leur présenter le fonctionnement de leur établissement mais aussi l'offre de service proposée. Il est proposé que la MEL soit présente lors de ces temps pour souhaiter la bienvenue sur le territoire, mais également présenter l'offre de service métropolitaine portée par la MEL ou ses opérateurs.
En lien avec les communes, les établissements et les associations du territoire, des temps d'accueil spécifiques lors des rentrées universitaires pourraient être ainsi proposés aux étudiants de tout cursus afin de se rencontrer et de découvrir la richesse du territoire métropolitain. Ces accueils pourraient prévoir des temps dédiés aux étudiants internationaux, qui ont des besoins plus marqués de découverte du territoire et de son fonctionnement.

2. *Des outils de communication renouvelés et spécifiques aux étudiants*

Malgré la démultiplication des moyens de communication, l'accès à l'information reste un enjeu pour les étudiants, or avoir une bonne information sur ses droits et les dispositifs particuliers mis en place est un facteur de réussite pour les étudiants. La MEL développera un volet « étudiant » sur son site MEL et appuiera les initiatives permettant de mieux informer les étudiants en collaboration avec la Région Hauts-de-France.

D. Favoriser l'engagement, la réussite et l'insertion professionnelle

Les étudiants accueillis sur le territoire métropolitain constituent une opportunité et une ressource pour les acteurs locaux : en effet, leur période d'étude peut être l'occasion de s'investir dans des projets locaux ; puis, une fois leur cursus de formation achevé, leurs compétences et leur créativité sont une source de richesse pour le territoire, en intégrant ou créant une entreprise sur le territoire.

1. *Soutenir l'entrepreneuriat étudiant*

Développer l'entrepreneuriat permet aux étudiants de mobiliser les ressorts d'une attitude entrepreneuriale, d'un esprit d'entreprendre qu'ils pourront mobiliser dans leurs choix de parcours d'études, leurs engagements associatifs, leurs choix de vie ou leur avenir professionnel. La MEL souhaite poursuivre le soutien aux acteurs de l'entrepreneuriat étudiant, en développant des actions de sensibilisation et d'accompagnement de projets, qui jalonnent le parcours de l'Entrepreneuriat étudiant.
Ces actions sont pleinement intégrées à la stratégie métropolitaine pour l'Entrepreneuriat qui a pour vocation de faciliter le premier accès vers l'entrepreneuriat et de permettre des accompagnements vers un entrepreneuriat pérenne.

2. Soutenir l'engagement citoyen des étudiants

La MEL favorisera la prise d'initiative des étudiants et leur engagement citoyen sur le territoire. En effet, les établissements d'enseignement supérieur sont des lieux foisonnant de projets associatifs menés par des étudiants au bénéfice du territoire et de ses habitants, et les étudiants peuvent contribuer à la vie locale et associative.

Aussi, la MEL :

- Soutiendra l'engagement étudiant sur le territoire, notamment solidaire, en complémentarité avec les actions déjà existantes soutenues par d'autres collectivités et établissements ;
- Valorisera les actions étudiantes dans ce cadre et en complément des Trophées des initiatives Jeunesse inscrits dans la stratégie jeunesse votée lors du conseil du 20 octobre 2023.

3. Soutenir des actions de renforcement des liens entre employeurs et jeunes diplômés

La MEL souhaite accompagner la réussite des étudiants à la fois pendant leurs études mais aussi pour leur insertion professionnelle. La MEL peut contribuer à la préparation de l'insertion professionnelle des étudiants en facilitant l'accès aux stages et à l'alternance.

D'une part, la MEL continuera en tant qu'employeur public à accueillir stagiaires et apprentis. La diversité des métiers de l'institution métropolitaine permet de répondre à différentes demandes de stages et d'apprentissage. En 2023, la MEL a ainsi reçu le prix de l'employeur ambassadeur de l'apprentissage dans le supérieur de l'association ANASUP.
D'autre part, la MEL souhaite aider à l'insertion professionnelle des jeunes formés sur son territoire afin de maintenir les étudiants sur le territoire métropolitain à la fin de leur cursus. Dans ce cadre, la MEL pourra soutenir des actions de mise en lien des étudiants avec les entreprises, par des acteurs universitaires ou associatifs.

La MEL souhaite donc :

- Continuer à développer le nombre des offres de stage et d'apprentissage en son sein, en veillant au bon accueil de ces étudiants ;
- Soutenir les actions permettant de faciliter la recherche de stage, et d'insertion professionnelle des étudiants sur le territoire.

III. Une métropole campus : la MEL, partenaire territoriale des établissements de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

L'importance des acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur le territoire a un impact pour de nombreux champs d'interventions de la MEL. En tant que métropole universitaire et étudiante, la MEL se donne pour objectif d'intégrer ces problématiques de façon globale et harmonieuse dans ses politiques.

A. Mobilité douce et renforcement de l'offre de transport

La mobilité constitue une compétence phare de la MEL qui est Autorité Organisatrice de la Mobilité et qui, à ce titre, est chargée de la planification, l'organisation et le déploiement des services de transports collectifs au quotidien et du développement des modes actifs.
L'offre de transports du territoire métropolitain va se renforcer d'ici 2035 dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur des Infrastructures de Transports (SDIT). La MEL est également compétente en matière de voirie et espace publics, elle entretient, maintient et gère les réseaux routiers, cyclables et de trottoirs du territoire.
Les pratiques de mobilité des étudiants et personnels de l'ESR sont très diverses selon les profils, les lieux et horaires d'études et de travail. Ces pratiques sont conditionnées par les enjeux d'accessibilité des lieux de travail et d'étude, l'offre de services de mobilités (qualité, fiabilité, coût…), la conciliation de différentes activités, etc.
Le volume de déplacements induits se chiffre cependant en dizaine de milliers de trajets quotidiens, qui ont un impact sur les réseaux de transports et la qualité de vie des métropolitains. Près de la moitié des déplacements domicile-Université sont réalisés en transports en commun, et ces déplacements représentent un trajet en métro sur cinq. Plus largement, les étudiants sont le type de population qui utilise le plus les transports en commun (cinq fois plus que les salariés à temps plein).

Le Plan de Mobilité de la MEL, à horizon 2035, définit le cadre de l'action métropolitaine en matière de mobilité et sa politique en matière :

- D'offre infrastructurelle, avec notamment le développement du réseau cyclable et de transports collectifs ;
- D'offre servicielle, avec les services de transports en commun rendus quotidiennement et le développement de conditions dans lesquelles des services de mobilité peuvent être développés telle qu'une offre de trottinettes électriques et vélos électriques en semi-floating complément du service V'Lille ;
- De changement de comportement portant en particulier sur la mise en œuvre de la stratégie en faveur de la marche.

Les étudiants, comme les jeunes en général, constituent une population cible de la politique de mobilité métropolitaine pour lesquels existent notamment des abonnements à tarifs réduits pour les habitants de la MEL de moins de 26 ans ainsi qu'une tarification sociale sous conditions de ressources.

B. Soutien à la modernisation des campus universitaires

Afin de rester attractifs et offrir un haut niveau de services à leurs usagers, les établissements métropolitains de l'enseignement supérieur et de la recherche investissent dans la rénovation de leur patrimoine et/ou le développement de nouveaux sites. Plusieurs enjeux s'imposent à eux : meilleure accessibilité et inclusion, porosité et ouverture sur la ville, raréfaction foncière, amélioration des performances énergétiques et environnementales, mutualisation des espaces, modularité et réversibilité des locaux, adaptation des locaux aux nouvelles pratiques de l'innovation pédagogique, etc.
Afin d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux usagers des universités et grandes écoles du territoire, la MEL entend accompagner ces établissements en ciblant prioritairement son intervention sur les projets contribuant d'une part à davantage de sobriété énergétique et environnementale, et d'autre part à renforcer l'innovation pédagogique. Les sites universitaires et écoles pourront servir de lieu d'expérimentation, d'exemplarité ou de démonstration des solutions de demain en mobilisant les expertises et savoir-faire présents à l'échelle du territoire.
Dans ce cadre, la MEL souhaite :

- Poursuivre le soutien aux grands projets immobiliers portés dans le cadre du Contrat de Plan État Région ou de conventionnement ad hoc, afin d'accompagner la modernisation et le développement des sites d'enseignement et de recherche, ainsi que l'émergence de projets emblématiques et exemplaires. La MEL privilégiera dans ce cadre, des interventions conjointes avec la Région Hauts-de-France.

C. Des campus impliqués dans la ville et acteurs des transitions

La métropole lilloise est marquée par la présence de nombreuses implantations géographiques des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, dont six « campus » majeurs sur son territoire. Ceux-ci qui présentent des profils et des caractéristiques différentes, en fonction notamment de leur période d'installation/construction. Ces lieux où s'invente l'avenir par la formation et la recherche ont besoin d'être davantage connectés à leurs environnements, à la ville qui les entoure, et de permettre l'échange avec l'ensemble des citoyens et habitants de la métropole.
Le premier enjeu de ces campus reste la capacité de répondre à leurs missions premières de formation et de recherche dans de bonnes conditions (performance thermique, accessibilité, circulation…). Mais un autre des enjeux majeurs de l'évolution de ces campus est de créer davantage d'interactions avec les habitants alentour. Cela implique d'une part de concevoir l'évolution de ces campus en lien avec l'aménagement de la ville environnante auquel la MEL participe fortement, et d'autre part d'imaginer des fonctions supplémentaires à ces lieux : loisirs, évènementiels, îlots de fraicheur, etc.
En lien avec les acteurs métropolitains de l'enseignement supérieur et la recherche, la MEL souhaite dans la mesure du possible :

- Travailler avec les acteurs locaux de l'enseignement supérieur et de la recherche sur les enjeux d'aménagement des campus et les associer dans la réalisation des études urbaines portées par la MEL ;
- Travailler avec les acteurs locaux de l'enseignement supérieur et de la recherche sur la gestion des temporalités, en lien avec le Bureau des Temps de la MEL ;
- Organiser des évènements ouverts au grand public sur des sites emblématiques de l'enseignement supérieur et de la recherche de la métropole ;
- Accompagner des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche et des communes pour réfléchir à l'utilisation de certains espaces et équipements de façon concertée.

IV. Une gouvernance métropolitaine et partenariale de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

A. Travailler en coordination avec les villes

Une « agora des communes universitaires » sera proposée, afin de mieux concerter les échelons communaux et métropolitains sur les sujets liés à l'enseignement supérieur et de recherche (aménagement, vie étudiante, animation, culture…). Cet espace de dialogue, permettra de faire vivre une vision partagée et au plus près du terrain tout le long de la vie du schéma, à la fois à un niveau politique et à un niveau technique.
Cette concertation permettra le cas échéant une meilleure complémentarité et un échange entre les dispositifs et soutiens portés par la MEL et les communes.

B. Prolonger le travail de concertation technique sur la recherche et l'innovation, la vie étudiante, et l'aménagement et campus

Dans le prolongement des ateliers thématiques qui se sont réunis dans le cadre de l'élaboration du schéma, il est proposé trois « ateliers permanents » sur :

- La recherche et l'innovation,
- La vie étudiante et ses enjeux,
- Les questions d'aménagement et de campus.

Ces instances auront vocation à rassembler services de la MEL et partenaires externes, afin de constituer des espaces de dialogue « techniques » permettant une convergence des vues et un partage des enjeux entre la MEL et ses partenaires du territoire et des habitudes de travail partagées.

Leurs travaux feront l'objet d'une animation politique dans le cadre d'un comité partenarial de suivi du schéma.

C. Renforcer l'animation interne à la MEL

L'action métropolitaine en faveur ou en lien avec les acteurs de l'ESRI métropolitain ne se limite pas au volet enseignement supérieur de sa politique « développement économique et emploi ». De nombreuses directions de la MEL interagissent avec eux dans le cadre de leurs politiques publiques (jeunesse, transports et mobilité, aménagement, de communication etc.).
Afin de mieux intégrer cette dimension transversalité, un groupe technique dédié à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sera constitué en interne à la MEL. Il animera les interlocuteurs issus des différents « métiers » de la MEL afin de renforcer l'échange d'information et élaborer lorsque nécessaire des réponses transversales aux questions posées par les acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation métropolitaine.

ANNEXES

Glossaire des acronymes et sigles utilisés dans le schéma

ADULM : Agence de développement et d'urbanisme Lille Métropole. L'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole est un outil d'aide à la décision, experte en observation et en prospective. Par ses études, ses diagnostics, ses démarches de projets elle travaille à toutes les échelles sur de nombreuses thématiques, et accompagne les collectivités et les acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques.

ANR : Agence nationale de la recherche. Principal opérateur pour le déploiement au niveau national de la stratégie de recherche de l'État, l'ANR organise des appels à projets ou manifestations d'intérêt de différentes ampleurs, permettant de financer des projets ou structures de recherche. L'ANR a ainsi distribué 1,1 milliard € de budget d'intervention (hors gestion et frais généraux) en 2021 et 2022.

CAF : Caisse d'Allocation Familiales. Organisme de droit privé à compétence départementale chargé de verser aux particuliers des prestations financières à caractère familial ou social (prestations légales), dans des conditions déterminées par la loi.

CEA Tech : Direction de la recherche technologique du Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives. Basé à Grenoble, le CEA Tech dispose de relais nommés Plateformes régionales de transfert de technologie (dont une à Lille depuis 2015), chargées de proposer les compétences et technologies développées dans les laboratoires de recherche du CEA aux entreprises locales.

Cerema : Centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement, les milieux et l'aménagement. Établissement public relevant du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, qui accompagne l'État et les collectivités territoriales pour l'élaboration, le déploiement et l'évaluation de politiques publiques d'aménagement et de transport.

CIFRE : Convention industrielle de formation par la recherche. Forme de contrats permettant à une structure non académique d'embaucher un doctorant pour mener à bien un travail de recherche en partenariat avec un laboratoire académique. La CIFRE est destinée par vocation aux entreprises, mais peut aussi se déployer dans une structure publique (dont les collectivités locales).

CNRS : Centre national de la recherche scientifique. Établissement public de référence et principal opérateur « généraliste » de l'État en matière de recherche scientifique, de médiation scientifique et de transfert technologique. Au niveau local, le CNRS est représenté par la Délégation régionale 18, et est présent dans 24 unités dites mixtes de recherche, en association avec les établissements locaux.

CPER : Contrat de plan État-Région. Ce document stratégique vise une action forte et coordonnée de l'État et ses opérateurs avec les collectivités locales, autour de quatre

priorités thématiques dont « Soutenir et accélérer les potentialités de développement, en favorisant l'attractivité de la région en matière de culture, d'enseignement supérieur, recherche et innovation ». Le CPER définit des actions partagées et les moyens dédiés, pour garanti la mise en cohérence de l'ensemble des fonds publics des signataires : État, Région Hauts-de-France, Départements, MEL et Amiens métropole.

CROUS : Comité régionale des œuvres universitaires et sociales. Établissement public au service des étudiants, le CROUS Lille-Nord Pas de Calais œuvre dans différents domaines (Bourses, logement, restauration, accompagnement social, accès à la culture, etc.) pour améliorer les conditions de vie et d'accueil des étudiants inscrits dans les établissements publics au quotidien pour leur garantir les meilleures chances de réussite tout au long de leurs études.

CRT : Centre de ressources technologiques. Label décerné par l'État à des structures ayant vocation à prospecter les PME pour les sensibiliser à l'innovation, les aider à formaliser leurs difficultés technologiques et les mettre en relation avec les laboratoires de recherche académiques et centres de compétence. Les CRT exécutent aussi des prestations technologiques pour le compte des entreprises.

E-DIH : European digital innovation hub. Label accordé par l'Union européenne à des structures locales chargées de diffuser et relayer l'innovation numérique, et en particulier d'accompagner les entreprises dans leur transition numérique. Les E-DIH constituent en outre des points de référence et des centres de ressources pour le montage de projets européens d'innovation numérique.

EESPIG : Établissement d'enseignement supérieur privés d'intérêt général. Établissement ayant un statut privé mais délivrant des formations sanctionnées par un diplôme habilité par l'État, et ayant une vocation non lucrative. Il s'agit d'établissements qui bien que de droit privé (associations, fondations), contribuent au service public de l'enseignement supérieur ; les enseignants peuvent aussi participer aux travaux de recherche, en propre ou en étant associés à des unités mixtes ou libres dépendant du Ministère de l'ESRI.

EPE : Établissement public expérimental. Statut d'établissement proposé aux établissements d'Enseignement supérieur et de recherche pour expérimenter des formes d'organisation nouvelles, dans une logique de rapprochement et de mise en commun de moyens notamment. L'EPE Université de Lille est le seul du territoire de la MEL, créé au 1er Janvier 2022 et rassemblant environ 80 000 étudiants.

Equipex : Équipement d'excellence. Label décerné par un appel à projets organisé par l'ANR de 2010 à 2012 et destiné à financer des équipements d'excellence de taille intermédiaire (de 1 à 20 M€). L'ANR a distingué 93 Equipex, dont 7 étaient coordonnés par des chercheurs de la métropole lilloise.
En 2023, l'ANR a distingué des Equipex+, dans la logique d'équipements remarquables, mais inscrits dans des réseaux nationaux thématiques. 9 de ces réseaux d'équipements impliquent des laboratoires et équipes de la métropole lilloise.

ESRI : Enseignement supérieur et recherche et Innovation. Cet acronyme regroupe l'ensemble des sujets et acteurs des formations supérieures et de la recherche scientifique et de l'innovation, en tant que prolongement de la recherche.

HCERES : Haut conseil à l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Instance publique chargée d'évaluer périodiquement les acteurs de l'enseignement supérieur et de recherche (publics et EESPIG) sur leurs stratégies et pratiques en termes de formation, de recherche et de valorisation.

I-SITE : Initiative Sciences-Innovation-Territoire-Économie, label attribué par l'ANR dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir ; il s'agit de projets communs d'Universités et d'organismes de recherche, appuyés par les acteurs de leur territoire, ciblés sur des thématiques scientifiques identifiées et en lien avec les forces du territoire.

Inria : Institut nationale de recherche en informatique et automatique. Établissement public de recherche et transfert industriel dans les sciences du numérique est installé sur Lille depuis 2006. Avec ses équipes et personnels de recherche contribuant à deux unités mixtes de recherche (numérique et mathématiques), le Centra Inria de l'Université de Lille est un élément moteur de la recherche dans ces disciplines, notamment autour de l'intelligence artificielle.

MAPTAM : Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Loi du 27 janvier 2014 modifiant les compétences et périmètres des collectivités locales, ayant notamment abouti à la création des Métropoles comme des collectivités de plein droit

ODIF : Observatoire de la direction des formations de l'Université de Lille. Service transversal à toutes les directions de la mission Formation Tout au Long de la Vie, il a pour mission de suivre les étudiants de l'entrée à l'université à l'insertion professionnelle, de participer à l'évaluation des formations et de mesurer les dispositifs pédagogiques et d'accompagnement. Il contribue à l'information, l'orientation et à l'insertion des étudiants.

Onera : Office national d'études et de recherche aérospatiales. Établissement public de recherche et d'expérimentations dédiées à la recherche dans le domaine aéronautique et spatial, en lien avec le CNRS et le CNES. Le centre Onera de Lille est notamment spécialisé dans les expérimentations sur maquettes et en soufflerie et travaille avec les autorités et industriels du secteur.

PSTET : Projet stratégique de transformation économique du territoire. Document de référence pour la stratégie de développement économique du territoire de la MEL, adopté en Conseil métropolitain le 19 Février 2021.

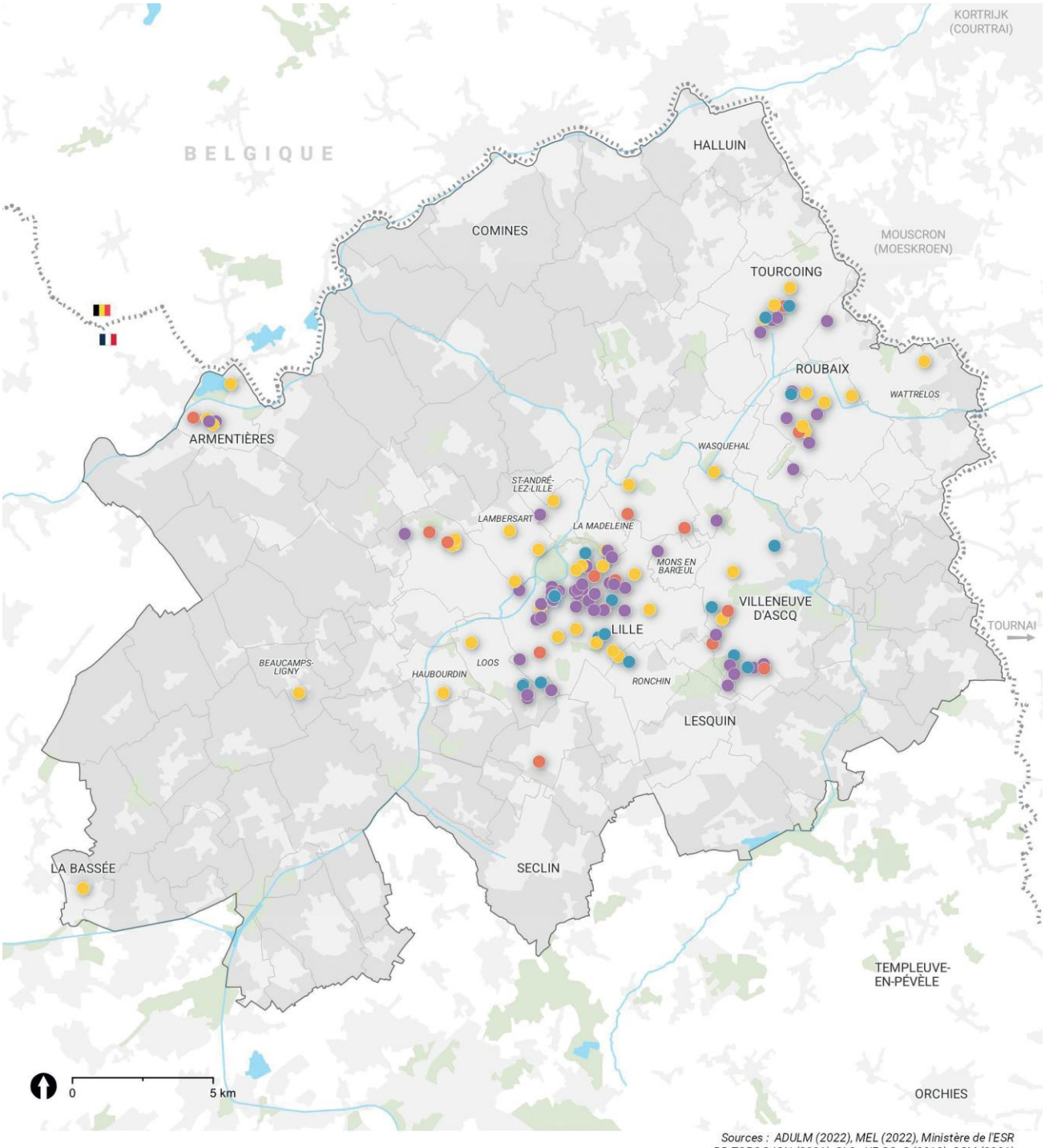
Rev3 : anciennement « troisième révolution industrielle », Rev3 est l'appellation de la Région et de la CCI Hauts-de-France qui incarne les « ambitions et actions des Hauts-de-France pour promouvoir une région plus durable et plus solidaire pour et avec les hommes, les territoires et la planète ».

SDIT : Schéma directeur des infrastructures de transports. Document de référence de la MEL en termes de transports en commun, avec une planification de la structure du réseau et des matériels à l'horizon 2035, adopté en Conseil métropolitain du 28 juin 2019.

TGIR : Très grandes infrastructures de recherche. Installations, ressources ou services utilisés par les chercheurs pour mener leurs travaux et valoriser l'innovation de leur propres domaines scientifiques. La plupart sont organisées et pilotées nationalement, voir internationalement ; 11 TGIR impliquent des acteurs lillois.

SATT : Société accélératrice de transfert de technologies. Structure créée par l'ANR dès 2010 afin de valoriser les résultats de la recherche publique d'un ou plusieurs établissements (dépôt de brevets, accords de licences, création d'entreprises). La SATT Nord est notamment chargée de capitaliser et faire fructifier les travaux de recherche de l'Université de Lille, de nombreux établissements des Hauts-de-France et de l'Université de Reims.

L’empreinte territoriale de l’enseignement supérieur et la recherche sur le territoire de la MEL (LES CARTES DU DOCUMENT FINAL SERONT EN HAUTE DEFINITION)



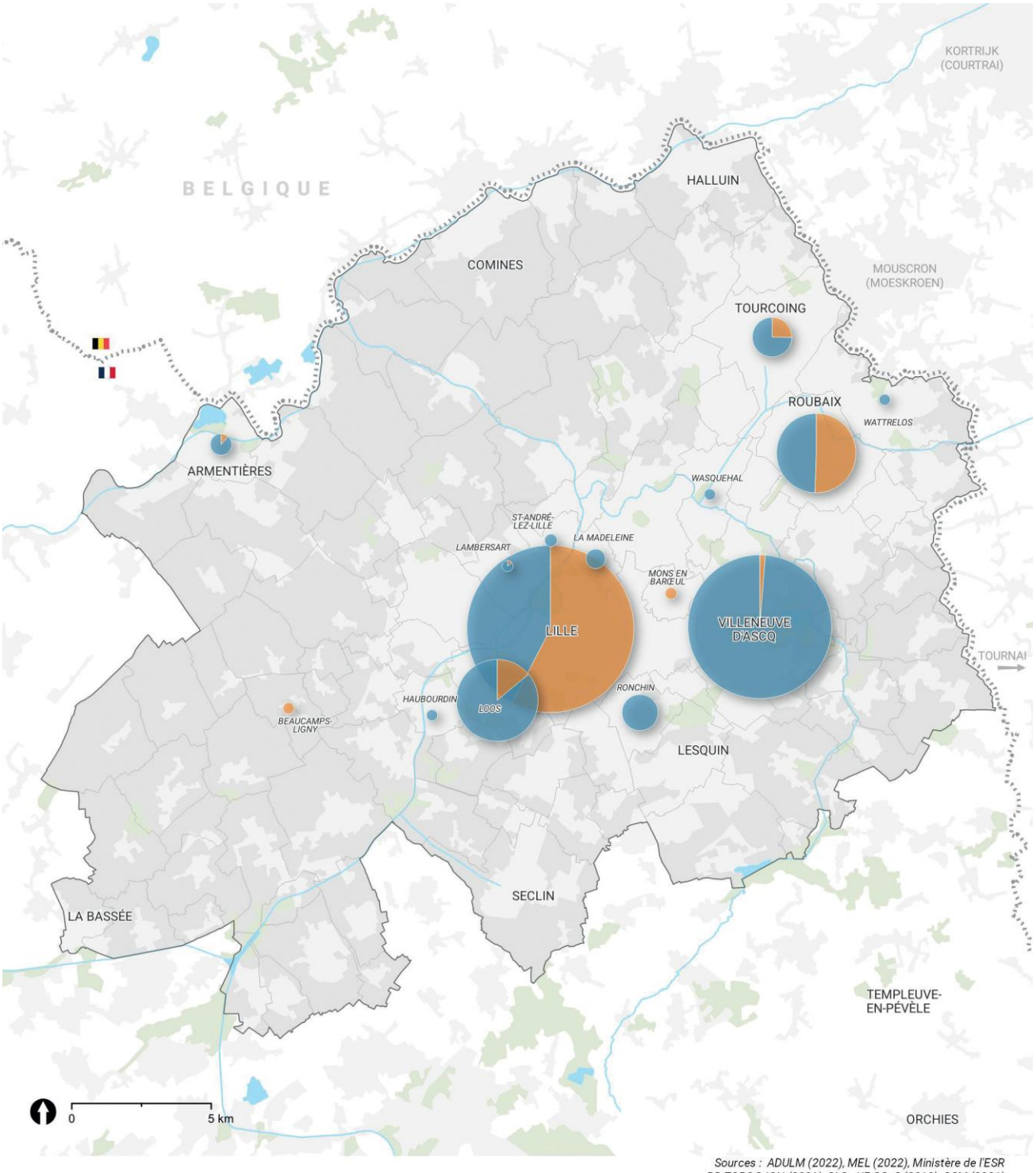
Sources : ADULM (2022), MEL (2022), Ministère de l'ESR
BD TOPO® IGN (2021), CLC - UE-SOeS (2018), OSM (2021)

Types d'établissements
(Catégorisation par établissement)

- Etablissements universitaires
- Ecoles ou instituts spécialisés
- Centres de formations
- Lycées

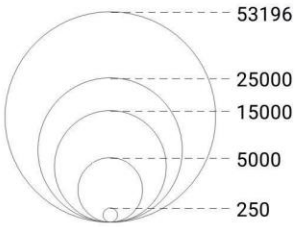
- Frontière France/Belgique (Fr/B)
- Métropole Européenne de Lille (MEL)
- Limite communale

Janvier 2023 l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole



Sources : ADULM (2022), MEL (2022), Ministère de l'ESR
BD TOPO® IGN (2021), CLC - UE-SOeS (2018), OSM (2021)

Effectif global des étudiants inscrits
(en nombre d'étudiants par commune)

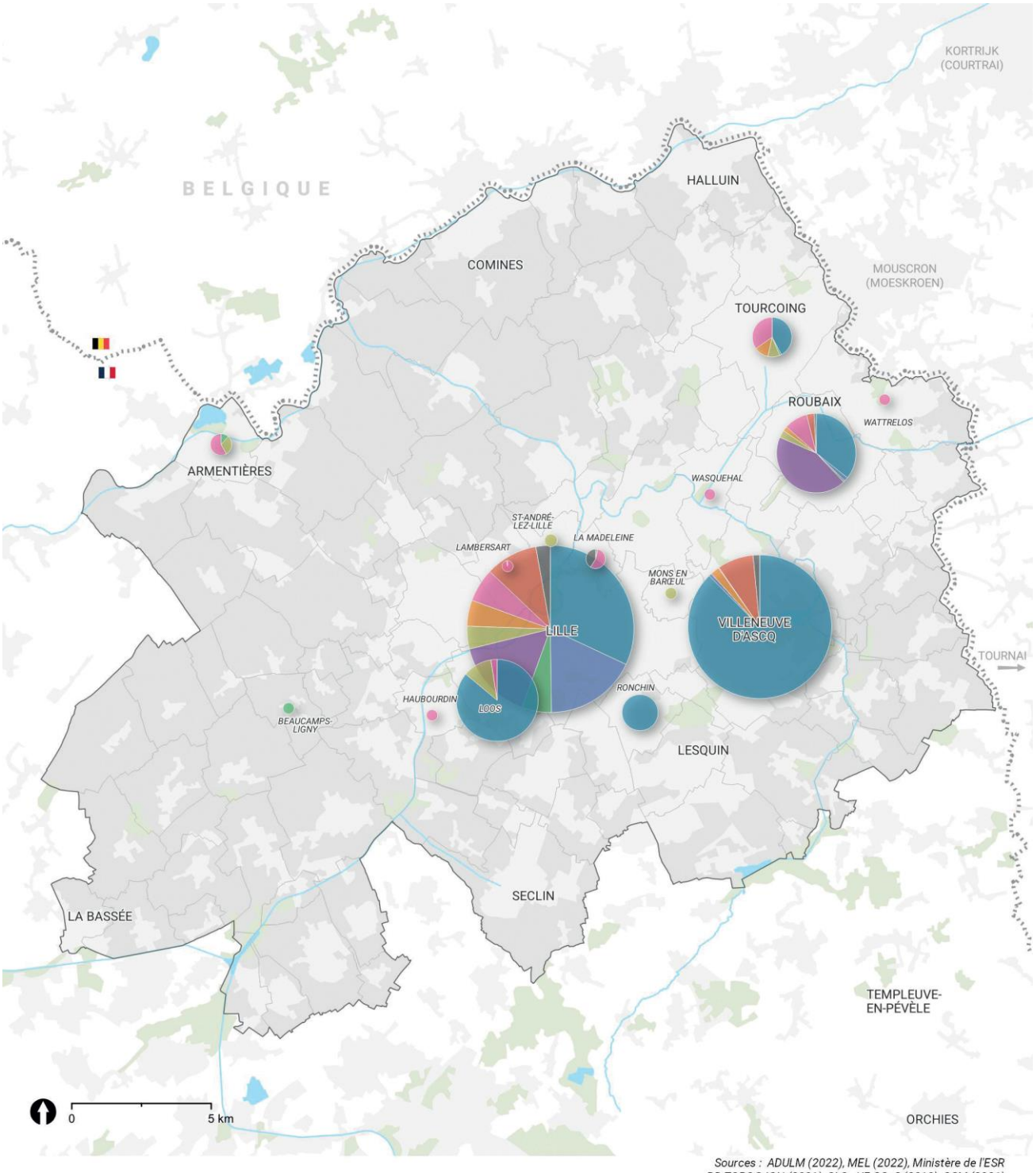


Part des inscrits dans le privé
Part des inscrits dans le public

Frontière France/Belgique (Fr/B)
Métropole Européenne de Lille (MEL)
Limite communale

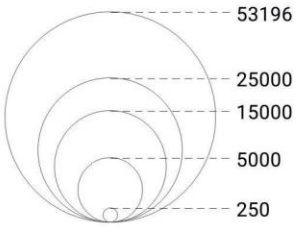
Janvier 2023

l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole



Sources : ADULM (2022), MEL (2022), Ministère de l'ESR
BD TOPO® IGN (2021), CLC - UE-SOeS (2018), OSM (2021)

Effectif global des étudiants inscrits
(en nombre d'étudiants par commune)



Catégories de formation

- Universités
- Etablissements d'enseignement universitaire privés
- Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)
- Ecoles de commerce, gestion et comptabilité
- Écoles paramédicales et sociales
- Écoles supérieures art et culture
- Sections de techniciens supérieurs (STS) et assimilés
- Autres formations d'ingénieurs
- Autres écoles de spécialités diverses

- Frontière France/Belgique (Fr/B)
- Métropole Européenne de Lille (MEL)
- Limite communale

Janvier 2023

l'Agence DE DÉVELOPPEMENT ET D'URBANISME DE Lille Métropole

La fiche action du Programme Local pour l'Habitat 2022-2028 dédiée au logement des étudiants

PROMOUVOIR UNE MÉTROPOLE SOLIDAIRE QUI ACCOMPAGNE LES PARCOURS RÉSIDENTIELS DES HABITANTS VULNÉRABLES OU AUX BESOINS SPÉCIFIQUES



ACTION N°34

RENFORCER LES ACTIONS À DESTINATION DES ÉTUDIANTS

POURQUOI LA MEL DÉVELOPPE CETTE ACTION ?

- La MEL constitue le 3e pôle étudiants de France après Paris et Lyon (un habitant de la MEL sur dix est un étudiant). Cette attractivité auprès des étudiants se traduit par une forte pression sur les petites typologies dans le parc privé locatif (lillois notamment) à laquelle s'ajoute le sous-équipement en logements étudiants (sociaux notamment).
- Des profils plus précaires que sur d'autres métropoles (une part d'étudiants boursiers plus élevée sur le territoire qu'à l'échelle nationale), pouvant rencontrer des difficultés de réalisation de leurs aspirations résidentielles (décohabitation notamment, accueil des étudiants étrangers…).
- Une concentration de la population étudiante et de l'offre sur quelques territoires, en particulier le territoire Lillois.
- La MEL a initié la co-construction d'une feuille de route partenariale afin de mettre en place une gouvernance adaptée au territoire et de permettre une coordination de l'ensemble des acteurs du logement étudiant. La MEL réaffirme son engagement dans ce nouveau PLH.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Équiper le territoire en logements étudiants.

- Renforcer l'offre sociale à destination des étudiants pour rattraper le retard par rapport à la moyenne nationale : créer, chaque année, 300 logements sociaux à destination des étudiants, soit 1 800 logements sur la durée du PLH
- Privilégier le développement de ces logements au sein d'un environnement urbain adapté, en s'appuyant sur les travaux de l'Agence D'Urbanisme Lille Métropole (ADULM). (carte p°95).

Expérimenter de nouveaux types d'offre de logement étudiants spécifiques, proposant de nouveaux modes d'habiter.

- Les territoires prioritaires de cet axe sont :
  - Lille, accueillant une population étudiante importante dans le parc privé et présentant des enjeux de développement de l'offre sociale étudiante.
  - Les secteurs bien équipés en logements étudiants spécifiques mais arrivant à saturation.
  - Les secteurs peu concernés par le logement étudiant mais accessibles depuis les pôles universitaires en TER et vélo.
- Cet axe se traduit par le soutien de la MEL aux nouveaux types de logements spécifiques à destination des étudiants, tels que les colocations solidaires, des chambres chez l'habitant, ou encore des habitats intergénérationnels.

Améliorer et diversifier l'offre existante en s'appuyant sur la feuille de route partenariale du logement étudiant.

- 100 logements du CROUS réhabilités par an, soit 600 logements sur la durée du PLH.
- Encourager la restructuration de l'offre existante dans les résidences CROUS (agrandissement, développement des colocations…) tout en conservant une offre à bas loyer.
- Encourager le développement des colocations solidaires ou intergénérationnelles.
- Mobiliser le parc de logement social classique pour loger notamment les étudiants travailleurs.
- Communiquer auprès des étudiants concernant les possibilités de logement dans le parc social et les accompagner dans leur demande de logement social.

OUTILS

Soutien aux nouveaux projets

- Aides à la pierre.
- Aides aux associations.

Impulsion de nouveaux projets

Feuille de route partenariale du Logement étudiant.

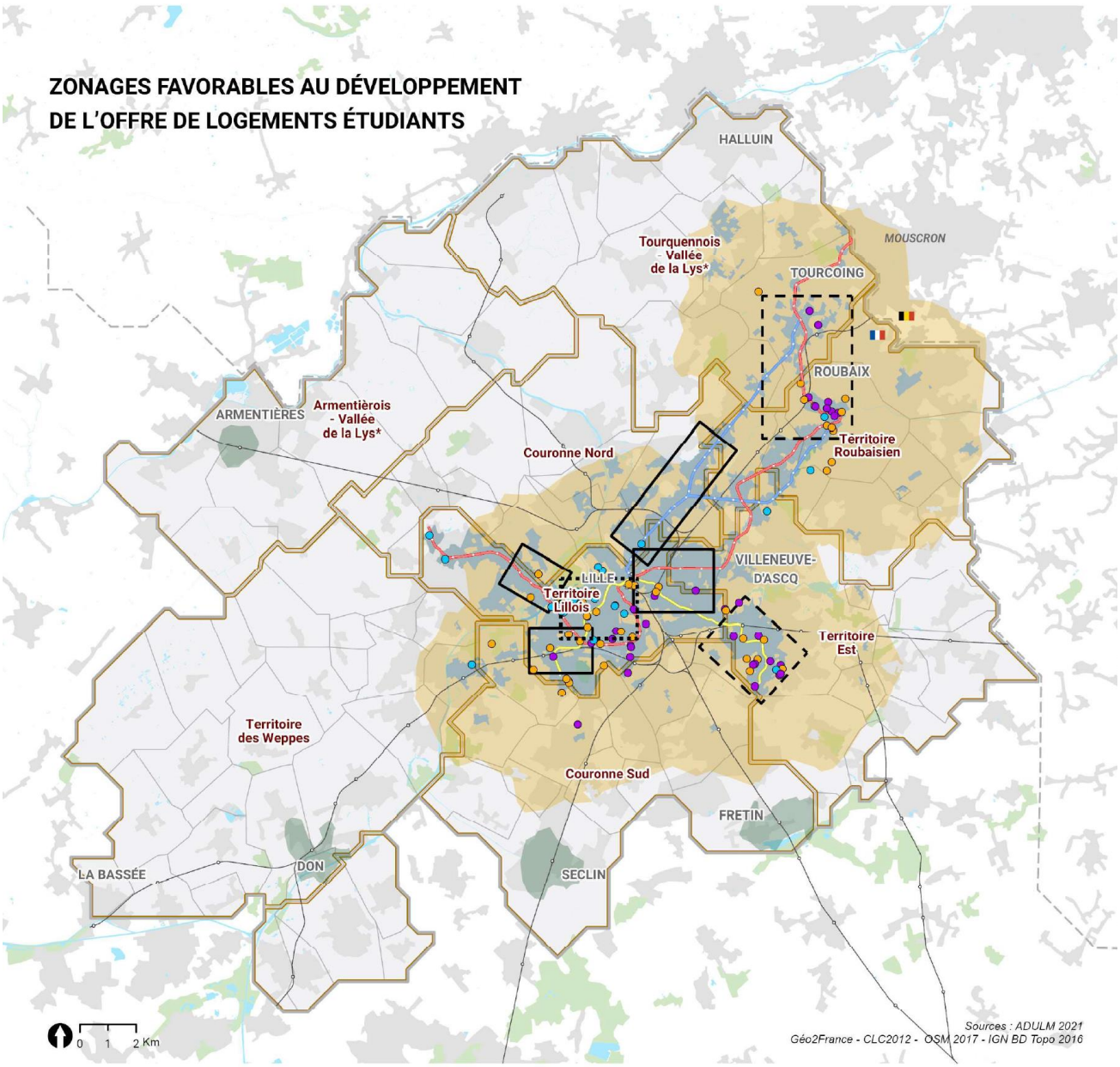
Observation

- Observatoire du logement des étudiants .
- Démarche animée par l'ADULM visant à identifier les secteurs favorables au développement de l'offre de logements étudiants.

PARTENARIAT

- MEL
- État
- Région
- Associations
- CROUS
- Action Logement
- Opérateurs et gestionnaires de résidence
- ADULM.

ZONAGES FAVORABLES AU DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS ÉTUDIANTS



Enjeu de développement d'une offre sociale	
	Secteurs présentant une très bonne accessibilité, peu ou moyennement prévus en résidences étudiantes.
	Secteurs présentant une très bonne accessibilité, accueillant massivement les étudiants, avec un déficit en offre sociale spécifique.
Enjeu de diversification de l'offre*	
	Secteurs présentant une très bonne accessibilité, pourvus en logements étudiants privés et sociaux.
	Secteurs présentant une bonne accessibilité.
	Secteurs présentant une accessibilité TER.

* Cette diversification de l'offre se traduit par le développement d'offres de logements alternatives telles que des colocations solidaires, des chambres chez l'Habitants, ou encore des habitats intergénérationnels.

Localisation de l'offre de logements spécifiques existants

- Sociale (CROUS et hors CROUS)
- Privée
- Dédiée Ecole

- Découpage territorial MEL (Juin 2021)
- Tramway
- Métro (ligne 1)
- Métro (ligne 2)
- Ligne ferroviaire (TER)

* *Dénomination provisoire*

Juillet 2021 l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110671-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0178

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE ET LE DEPARTEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10

Vu la délibération 21-C-0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET).

I. Exposé des motifs

La Métropole Européenne de Lille (MEL) a adopté le 19 février 2021 le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET). Ce document cadre identifie les modalités d'intervention de la MEL en faveur de l'emploi. Inscrites dans le cadre du Service Public de l'Emploi Local et de l'Orientation Professionnelle (SPELOF), celles-ci poursuivent trois principaux objectifs :

- répondre aux besoins de recrutement des entreprises en anticipant les compétences et les métiers de demain ;
- développer l'emploi et la création d'activité dans les quartiers prioritaires du contrat de ville ;
- expérimenter de nouvelles réponses pour l'emploi, notamment auprès des publics les plus vulnérables ;

La MEL veille également à l'appropriation sur le territoire métropolitain des dispositifs de retour vers l'emploi portés par les acteurs publics comme l'État et le Département.

S'agissant du Département, ce dernier définit et conduit les politiques nécessaires à l'accompagnement des allocataires du RSA dans leur parcours d'insertion. Pour ce faire, le Département met en œuvre des dispositifs innovants et travaille en lien direct avec le tissu économique et les acteurs de l'emploi, en premier lieu France Travail.

A la lumière de leurs interventions respectives, la MEL et le Département ont identifié plusieurs pistes de coopération en faveur de l'emploi. Ils ont souhaité les formaliser dans le cadre d'une convention de partenariat, construite autour de deux axes d'engagements.

1. **Améliorer la réponse aux besoins de recrutement des entreprises**

- Mettre en place un fonctionnement en binôme des équipes du Département et de la MEL qui ont respectivement pour mission d'accompagner le retour vers

l'emploi des allocataires du RSA et de répondre aux besoins des entreprises. Ce fonctionnement permettra d'améliorer de surcroît le suivi de parcours des allocataires du RSA ;

- Organiser une fois par an la rencontre entre des entreprises qui recrutent et des allocataires du RSA ;

- Organiser plusieurs fois dans l'année des forums de l'emploi ciblés vers les seniors (dont les allocataires du RSA seniors) et les jeunes.

2. **Accompagner les publics en recherche d'emploi**

- Mettre en commun des outils d'analyse du Département et de la MEL afin de mieux appréhender le nombre et l'évolution du parcours des allocataires du RSA bénéficiaires de leurs interventions respectives ;

- Renforcer le déploiement des clauses sociales sous deux aspects : identification d'un « référent clauses sociales d'insertion » au sein du Département (dans les Maisons Nord Emploi) ; transmission par la MEL au référent précité du Département et traitement par celui-ci des offres d'emploi liées aux clauses sociales ;

- Promouvoir la voie de l'entrepreneuriat auprès des allocataires du RSA en veillant à sécuriser leur parcours, par un diagnostic généralisé des projets et un accompagnement renforcé des personnes qui les portent ;

- Développer de nouvelles réponses pour l'emploi en ciblant deux initiatives en cours: l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) et le dispositif Mobilimel (qui accompagne les personnes en démarche d'insertion vers une solution de mobilité pérenne et adaptée à leurs besoins). Il s'agit de veiller à la portée de ces expérimentations sur le parcours des allocataires du RSA.

Le pilotage de la convention de partenariat s'opérera à travers deux instances :

- Un comité stratégique réuni une fois par an et présidé par les élus référents du Département et de la MEL. Il a pour vocation de réaliser chaque année un bilan de la convention et de planifier les actions qui seront engagées ;

- Un comité opérationnel réunissant les équipes en charge du suivi de la convention au sein du Département et de la MEL. Organisé sur une fréquence de six semaines, il a pour objectif de suivre la mise en œuvre effective des actions programmées lors du comité stratégique.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De valider les axes de coopération énoncés précédemment ;

2) D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat entre le Département et la Métropole Européenne de Lille.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0178

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE ET LE DEPARTEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10

Vu la délibération 21-C-0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET).

I. Exposé des motifs

La Métropole Européenne de Lille (MEL) a adopté le 19 février 2021 le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET). Ce document cadre identifie les modalités d'intervention de la MEL en faveur de l'emploi. Inscrites dans le cadre du Service Public de l'Emploi Local et de l'Orientation Professionnelle (SPELOF), celles-ci poursuivent trois principaux objectifs :

- répondre aux besoins de recrutement des entreprises en anticipant les compétences et les métiers de demain ;
- développer l'emploi et la création d'activité dans les quartiers prioritaires du contrat de ville ;
- expérimenter de nouvelles réponses pour l'emploi, notamment auprès des publics les plus vulnérables ;

La MEL veille également à l'appropriation sur le territoire métropolitain des dispositifs de retour vers l'emploi portés par les acteurs publics comme l'État et le Département.

S'agissant du Département, ce dernier définit et conduit les politiques nécessaires à l'accompagnement des allocataires du RSA dans leur parcours d'insertion. Pour ce faire, le Département met en œuvre des dispositifs innovants et travaille en lien direct avec le tissu économique et les acteurs de l'emploi, en premier lieu France Travail.

A la lumière de leurs interventions respectives, la MEL et le Département ont identifié plusieurs pistes de coopération en faveur de l'emploi. Ils ont souhaité les formaliser dans le cadre d'une convention de partenariat, construite autour de deux axes d'engagements.

1. Améliorer la réponse aux besoins de recrutement des entreprises

- Mettre en place un fonctionnement en binôme des équipes du Département et de la MEL qui ont respectivement pour mission d'accompagner le retour vers

l'emploi des allocataires du RSA et de répondre aux besoins des entreprises. Ce fonctionnement permettra d'améliorer de surcroît le suivi de parcours des allocataires du RSA ;

- Organiser une fois par an la rencontre entre des entreprises qui recrutent et des allocataires du RSA ;

- Organiser plusieurs fois dans l'année des forums de l'emploi ciblés vers les seniors (dont les allocataires du RSA seniors) et les jeunes.

2. **Accompagner les publics en recherche d'emploi**

- Mettre en commun des outils d'analyse du Département et de la MEL afin de mieux appréhender le nombre et l'évolution du parcours des allocataires du RSA bénéficiaires de leurs interventions respectives ;

- Renforcer le déploiement des clauses sociales sous deux aspects : identification d'un « référent clauses sociales d'insertion » au sein du Département (dans les Maisons Nord Emploi) ; transmission par la MEL au référent précité du Département et traitement par celui-ci des offres d'emploi liées aux clauses sociales ;

- Promouvoir la voie de l'entrepreneuriat auprès des allocataires du RSA en veillant à sécuriser leur parcours, par un diagnostic généralisé des projets et un accompagnement renforcé des personnes qui les portent ;

- Développer de nouvelles réponses pour l'emploi en ciblant deux initiatives en cours: l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) et le dispositif Mobilimel (qui accompagne les personnes en démarche d'insertion vers une solution de mobilité pérenne et adaptée à leurs besoins). Il s'agit de veiller à la portée de ces expérimentations sur le parcours des allocataires du RSA.

Le pilotage de la convention de partenariat s'opérera à travers deux instances :

- Un comité stratégique réuni une fois par an et présidé par les élus référents du Département et de la MEL. Il a pour vocation de réaliser chaque année un bilan de la convention et de planifier les actions qui seront engagées ;

- Un comité opérationnel réunissant les équipes en charge du suivi de la convention au sein du Département et de la MEL. Organisé sur une fréquence de six semaines, il a pour objectif de suivre la mise en œuvre effective des actions programmées lors du comité stratégique.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De valider les axes de coopération énoncés précédemment ;

2) D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat entre le Département et la Métropole Européenne de Lille.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

PROJET DE CONVENTION CADRE
ENTRE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE ET LE DEPARTEMENT DU NORD

Entre la Métropole Européenne de Lille, domiciliée**,** 59034 LILLE CEDEX, représentée par Monsieur Bernard HAESEBROECK, Vice-Président en charge de l'Economie, la Recherche, l'Enseignement supérieur, le Numérique ;

Ci-après dénommé « MEL »

Et

Le Département du Nord, domicilié au 51, rue Gustave Delory 59047 Lille Cedex, représenté par M. Christian Poiret, Président

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

LE DEPARTEMENT

Le Département du Nord, en tant que chef de file des solidarités humaines, mène une politique offensive de retour à l'emploi des allocataires du RSA. Cette politique volontariste de remobilisation et d'accompagnement des allocataires du RSA soutenue aujourd'hui par le Pacte Local des Solidarités et les Fonds Européens.

Ainsi, au cours de l'année 2023, la mobilisation de la Direction du Retour à l'Emploi, de ses 7 Maisons Nord Emploi (MNE), des partenaires de l'appel à projets Insertion et retour à l'emploi et de France Travail ont permis d'orienter et d'accompagner près de 117 000 allocataires du RSA.

LA MEL

La Métropole Européenne de Lille (MEL) a adopté le 19 février 2021 le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET). Le développement de l'emploi est identifié comme la principale finalité des leviers d'intervention économique de la MEL ; pour l'accueil et l'implantation de nouvelles entreprises, le soutien à l'entrepreneuriat, l'aménagement de sites économiques, le développement de nouvelles filières et de nouvelles formes d'économie.

Outre ces leviers, la MEL met en place une action d'accompagnement vers l'emploi qui s'inscrit dans le cadre du service public de l'emploi local et de l'orientation professionnelle (SPELOF). Elle distingue quatre principaux objectifs : répondre aux besoins de recrutement des entreprises en anticipant les compétences et les métiers de demain ; développer l'emploi et la création d'activité dans les quartiers prioritaires du contrat de ville ; expérimenter de nouvelles

réponses pour l'emploi, notamment auprès des publics les plus vulnérables ; enfin, faciliter sur le territoire métropolitain la mise en œuvre des dispositifs de retour vers l'emploi portés par les acteurs publics, principalement l'Etat et le Département. La présente convention s'inscrit en cohérence avec ce dernier objectif.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention affirme la volonté du Département du Nord et de la MEL de coopérer pour le développement de l'emploi, autour de deux axes d'engagement :

- répondre aux besoins de recrutement des entreprises,
- accompagner le retour vers l'emploi des demandeurs d'emploi, et prioritairement parmi eux des allocataires du RSA.

A partir de ce socle, la convention identifie plusieurs actions de coopération ainsi que le pilotage qui accompagnera leur mise en œuvre.

ARTICLE 2 : Les engagements

Axe 1 : Répondre aux besoins de recrutement des entreprises

La MEL facilite l'installation des entreprises sur son territoire et les accompagne dans leur développement à toutes les étapes de leur vie. Dans ce cadre, elle répond à leurs besoins en recrutement et en compétences sous différentes formes.

A ce titre, le Département du Nord mobilise les acteurs économiques et les réseaux d'entreprises pour favoriser l'émergence de projets structurants autour de l'emploi des allocataires du RSA, en lien avec les besoins de recrutement des entreprises.

Actions à mener

1. Mettre en place un *fonctionnement en binôme* des équipes du Département et de la MEL qui ont respectivement pour mission d'accompagner le retour vers l'emploi des allocataires du RSA et de répondre aux besoins des entreprises. Ce fonctionnement permettra d'améliorer de surcroit le suivi de parcours des allocataires du RSA.
2. Organiser une fois par an une rencontre spécifique entre des entreprises qui recrutent et des allocataires du RSA. Cet événement sera organisé dans les locaux de la MEL, de préférence pendant la semaine du « Réussir Sans Attendre ».
3. Organiser plusieurs fois dans l'année des forums de l'emploi pour les allocataires du RSA, avec un focus sur le public senior et les jeunes.

Axe 2 : l'accompagnement des publics en recherche d'emploi

La MEL développe à plusieurs titres des actions de retour vers l'emploi des personnes les plus éloignées de l'emploi ; comme cheffe de file du contrat de ville, par le levier de la commande

publique et des clauses sociales, dans le cadre de ses orientations en faveur de l'entrepreneuriat, enfin, dans le but d'expérimenter de nouvelles solutions pour l'emploi. Les allocataires du RSA comptent parmi les personnes bénéficiaires de ces actions.

Le Département du Nord agit afin de renforcer l'employabilité des allocataires du RSA et permettre une insertion professionnelle rapide sur le marché du travail. A ce titre, des moyens humains, financiers et matériels sont mobilisés pour les accompagner à toutes les étapes du parcours d'accompagnement dès l'ouverture des droits au RSA. Le Département développe également des dispositifs spécifiques pour adapter son offre de service au regard de publics cibles (jeunes allocataires du RSA, allocataires seniors, les allocataires autoentrepreneurs).

Actions à mener

4. Mettre en commun les outils d'analyse du Département et de la MEL afin de mieux appréhender le nombre et l'évolution du parcours des allocataires du RSA bénéficiaires de leurs interventions respectives.
5. Renforcer le déploiement de la clause sociale sous deux formes ; identification d'un « référent clauses sociales d'insertion » au sein du Département (dans les deux Maisons Nord Emploi) ; transmission par la MEL au référent précité du Département et traitement par celui-ci des possibilités d'emploi liées aux clauses sociales.
6. Promouvoir la voie de l'entrepreneuriat auprès des allocataires du RSA en veillant à sécuriser leur parcours ; par un diagnostic généralisé des projets et un accompagnement renforcé des personnes qui les portent.
7. Développer de nouvelles réponses pour l'emploi, en ciblant deux initiatives en cours de mise en œuvre :
    - l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD), en facilitant par exemple l'émergence des activités économiques
    - le dispositif MobiliMEL destiné à accompagner les personnes en démarche d'insertion vers une solution de mobilité pérenne et adaptée à leurs besoins. Il s'agira de promouvoir l'utilisation de ce dispositif dans l'accompagnement des allocataires du RSA.

ARTICLE 3 : Pilotage et gouvernance

La convention sera mise en œuvre dans le cadre d'un pilotage qui distingue deux instances :

- un comité stratégique réuni une fois par an et présidé par les élus référents du Département et de la MEL. Il a pour vocation de réaliser chaque année un bilan de la convention et de planifier les actions qui seront engagées ;
- un comité opérationnel réunissant les équipes en charge du suivi de la convention au sein du Département et de la MEL. Organisé sur une fréquence de six semaines, il a pour objectif de suivre la mise en œuvre effective des actions programmées lors du comité stratégique.

ARTICLE 4 : Communication

La MEL et le Département du Nord s'engagent à faire connaître leur coopération, à valoriser leur partenariat auprès des publics et des acteurs concernés, et à partager la communication autour des axes de la convention.

Chacune des parties s'engage à faire mention de la participation de l'autre dans tout support de communication relatif aux actions engagées en application de cette convention ainsi que dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

Chacune des parties autorise l'autre à utiliser son logo dans le cadre de la présente convention, chaque partie restant propriétaire exclusif de sa marque et de son logo. Elles s'engagent à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype de l'autre partie sur les supports de communication où l'autre partie apparaît. Au terme de la convention, chacune des parties s'engage à cesser tout usage des signes distinctifs de l'autre partie, sauf accord express écrit contraire.

Ils en font état sur les documents établis et lors des manifestations organisées en lien avec l'objet de la présente convention. Ils apposeront leurs logos sur les éditions qui s'y rapportent.

ARTICLE 5 : Déontologie et protection des données à caractère personnel

Déontologie

La MEL et le Département du Nord s'engagent à respecter les règles du service public et notamment à veiller à ce que les pratiques, interventions, démarches, comportements ou décisions soient conformes aux principes du service public rappelés ci-après :

- l'équité de traitement et de non-discrimination,
- la confidentialité, la protection de la vie privée et des données à caractère personnel (selon les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés),
- la gratuité des services,
- la continuité du service public.

Concernant les publics bénéficiaires

Par principe, tout éventuel échange de données à caractère personnel entre les parties sera organisé et couvert par une convention d'échange de données conforme à la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978.
La MEL et le Département du Nord s'engagent à assurer le respect des dispositions de loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 et informe notamment ses usagers de leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Protection des données des interlocuteurs partenaires

La MEL et le Département du Nord peuvent traiter les données personnelles des agents et autres préposés de l'autre partie, pour les seuls besoins de l'exécution et du suivi de la convention conformément à la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978.
Chaque partie informera alors les personnes concernées de la transmission des données à l'autre partie et des moyens de protection à leur disposition, notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.
Pour le Département du Nord, ces droits s'exercent auprès de leur délégué à la protection des données.

Pour la MEL, ces droits s'exercent par courriel auprès de du délégué à la protection des données Protectdonneesperso@lillemetropole.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 2 boulevard des Cités Unies CS 70043 59034 Lille cedex
Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, chaque partie s'engage à détruire les données personnelles et leurs copies dans l'année suivant le terme de la présente convention.

ARTICLE 6 : Durée et modification

La présente convention prend effet au 30 juin 2024 pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 30 juin 2026. En outre, le renouvellement de celle-ci sera un point inscrit à l'ordre du jour du comité stratégique
Les engagements de cette convention feront l'objet d'un suivi chaque année sur la base des indicateurs décrits en annexe 1.

Fait à Lille, le

Pour le Président de la Métropole Européenne de Lille,
Monsieur Bernard HAESEBROECK
Vice-Président en charge de l'Economie - Recherche - Enseignement supérieur - Numérique

Pour le Président du Département du Nord
Christian Poiret
Président

ANNEXE 1

Actions	Cibles	Indicateurs
Mettre en place un fonctionnement en binôme des équipes du Département et de la MEL qui ont respectivement pour mission d'accompagner le retour vers l'emploi des allocataires du RSA et de répondre aux besoins des entreprises. Ce fonctionnement permettra d'améliorer de surcroit le suivi de parcours des allocataires du RSA.	- Allocataires du RSA	- Création de binôme opérationnels - Nombre de rencontre entre les équipes du Département et celles de la MEL
Organiser une fois par an une rencontre spécifique entre des entreprises qui recrutent et des allocataires du RSA. Cet événement sera organisé dans les locaux de la MEL, de préférence pendant la semaine du RSA	- Entreprises ayant des besoins de recrutement - Allocataires du RSA	- Nombre d'entreprises présentes - Nombre d'allocataires du RSA
Organiser plusieurs fois dans l'année des forums de l'emploi ciblés vers les seniors. Ces forums seront ouverts aux allocataires du RSA seniors et aux jeunes	- Seniors recherchant un emploi - Allocataires « senior » du RSA	- Nombre de participants au Forum - Nombre de seniors présents (dont d'allocataires du RSA)
Mettre en commun les outils d'analyse du Département et de la MEL afin de mieux appréhender le nombre et l'évolution du parcours des allocataires du RSA bénéficiaires de leurs interventions respectives.	- Allocataires du RSA - Département - MEL	- Nombre d'allocataires du RSA mobilisés au titre des actions mises en œuvre par la MEL et le Département
Renforcer le déploiement de la clause sociale sous deux formes ; identification d'un « référent clauses sociales d'insertion » au sein du Département (dans les deux Maisons Nord Emploi) ; transmission par la MEL au référent précité du Département et traitement par celui-ci des possibilités d'emploi liées aux clauses sociales.	- Allocataires du RSA - Personnes en situation de fragilité et recherchant un emploi	- Nombre d'opportunités d'emploi transmises au Département - Nombre d'offres d'emploi relayées par le Département aux allocataires du RSA
Promouvoir la voie de l'entrepreneuriat auprès des	- Allocataires du RSA	- Nombre d'allocataires du RSA sensibilisés

allocataires du RSA en veillant à sécuriser leur parcours ; par un diagnostic généralisé des projets et un accompagnement renforcé des personnes qui les portent.		et/ou accompagnés en matière d'entrepreneuriat
Développer de nouvelles réponses pour l'emploi, en ciblant deux initiatives en cours de mise en œuvre : - l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD), en facilitant par exemple l'émergence des activités économiques - le dispositif MobiliMEL destiné à accompagner les personnes en démarche d'insertion vers une solution de mobilité pérenne et adaptée à leurs besoins. Il s'agira de promouvoir l'utilisation de ce dispositif dans l'accompagnement des allocataires du RSA.	- Allocataires du RSA - Personnes en situation de fragilité et recherchant un emploi	- Nombre d'action de sensibilisation à MobiliMEL - Usage de MobiliMEL dans l'accompagnement des allocataires du RSA.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110658-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0179

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

RONCQ -

PARC D'ACTIVITES PIERRE MAUROY - PROTOCOLE DE FIN DE CONCESSION

Vu l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 10 C 0347 du 25 juin 2010 confiant l'aménagement du parc d'activités Pierre Mauroy par voie de concession d'aménagement à la SEM Ville Renouvelée ;

Vu la délibération n° 14 C 0078 du 10 octobre 2014 autorisant un avenant n° 1 au traité de concession ;

Vu la délibération n° 15 C 0780 du 16 octobre 2015 autorisant un avenant n° 2 au traité de concession ;

Vu la délibération n° 17 C 0729 du 19 octobre 2017 autorisant un avenant n° 3 au traité de concession ;

I. Exposé des motifs

Le traité de concession a été signé le 4 octobre 2010 pour une durée de 8 ans.

L'avenant 1 au traité de concession a eu pour objet de faire évoluer la participation financière de la Métropole européenne de Lille (MEL) en raison de la réalisation de travaux supplémentaires estimés à 86 000 € HT non prévus dans le cadre du bilan du traité de concession.

L'avenant 2 au traité de concession a eu pour objet la réalisation des quais de bus dans le cadre de l'aménagement des carrefours rue de Lille. Ces travaux demandés par la Direction des Transports de la MEL ont nécessité une augmentation de la participation aux équipements public de 54 016 € HT.

L'avenant 3 au traité de concession a eu pour objet de prolonger la concession jusqu'au 6 avril 2021 pour permettre de poursuivre la commercialisation dans de bonnes conditions et autoriser une évolution du programme du parc d'activités pour mieux répondre au marché.

Les équipements publics prévus au programme ont été réalisés et l'ensemble des terrains a été commercialisé.

La fiche d'ouvrage prévisionnelle a été recalculée et fait apparaitre un cout d'ouvrage de 4 568 981 € HT.

En application d'un taux de financement de 84,5 % de la MEL, un remboursement de 502 678 € HT de participation au concédant est prévu à la clôture de l'opération, conformément aux accords entre la MEL et la SEM Ville Renouvelée.

Le montant prévisionnel du résultat excédentaire de l'opération de 1 859 879 € (CRAC 2022) devra ensuite être remis à 50 % à la MEL et 50 % au concédant.

Le montant définitif sera indiqué dans le bilan de clôture qui sera délibéré ultérieurement par le Conseil métropolitain.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver le montant total et la demande de remboursement de 502 678 € HT avant répartition du boni entre la Métropole européenne de Lille et la SEM Ville Renouvelée ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer le protocole de fin de concession.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Isabelle MARIAGE-DESREUX et Elisabeth MASSE ainsi que MM. Mehdi CHALAH, Michel COLIN, Matthieu CORBILLON, Stanislas DENDIEVEL, Guillaume DELBAR, Rodrigue DESMET, Jean-Marie LEDE, Dominique LEGRAND, Ghislain PLANCKE et Jean-Marie VUYLSTEKER n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-C-0179

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

RONCQ -

PARC D'ACTIVITES PIERRE MAUROY - PROTOCOLE DE FIN DE CONCESSION

Vu l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 10 C 0347 du 25 juin 2010 confiant l'aménagement du parc d'activités Pierre Mauroy par voie de concession d'aménagement à la SEM Ville Renouvelée ;

Vu la délibération n° 14 C 0078 du 10 octobre 2014 autorisant un avenant n° 1 au traité de concession ;

Vu la délibération n° 15 C 0780 du 16 octobre 2015 autorisant un avenant n° 2 au traité de concession ;

Vu la délibération n° 17 C 0729 du 19 octobre 2017 autorisant un avenant n° 3 au traité de concession ;

I. Exposé des motifs

Le traité de concession a été signé le 4 octobre 2010 pour une durée de 8 ans.

L'avenant 1 au traité de concession a eu pour objet de faire évoluer la participation financière de la Métropole européenne de Lille (MEL) en raison de la réalisation de travaux supplémentaires estimés à 86 000 € HT non prévus dans le cadre du bilan du traité de concession.

L'avenant 2 au traité de concession a eu pour objet la réalisation des quais de bus dans le cadre de l'aménagement des carrefours rue de Lille. Ces travaux demandés par la Direction des Transports de la MEL ont nécessité une augmentation de la participation aux équipements public de 54 016 € HT.

L'avenant 3 au traité de concession a eu pour objet de prolonger la concession jusqu'au 6 avril 2021 pour permettre de poursuivre la commercialisation dans de bonnes conditions et autoriser une évolution du programme du parc d'activités pour mieux répondre au marché.

Les équipements publics prévus au programme ont été réalisés et l'ensemble des terrains a été commercialisé.

La fiche d'ouvrage prévisionnelle a été recalculée et fait apparaitre un cout d'ouvrage de 4 568 981 € HT.

En application d'un taux de financement de 84,5 % de la MEL, un remboursement de 502 678 € HT de participation au concédant est prévu à la clôture de l'opération, conformément aux accords entre la MEL et la SEM Ville Renouvelée.

Le montant prévisionnel du résultat excédentaire de l'opération de 1 859 879 € (CRAC 2022) devra ensuite être remis à 50 % à la MEL et 50 % au concédant.

Le montant définitif sera indiqué dans le bilan de clôture qui sera délibéré ultérieurement par le Conseil métropolitain.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver le montant total et la demande de remboursement de 502 678 € HT avant répartition du boni entre la Métropole européenne de Lille et la SEM Ville Renouvelée ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer le protocole de fin de concession.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Isabelle MARIAGE-DESREUX et Elisabeth MASSE ainsi que MM. Mehdi CHALAH, Michel COLIN, Matthieu CORBILLON, Stanislas DENDIEVEL, Guillaume DELBAR, Rodrigue DESMET, Jean-Marie LEDE, Dominique LEGRAND, Ghislain PLANCKE et Jean-Marie VUYLSTEKER n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

RONCQ: CONCESSION D'AMENAGEMENT

P.A. PIERRE MAUROY

PROTOCOLE DE CLOTURE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

Transmis au représentant de l'État par la Métropole Européenne de Lille le : ……

Notifié par la Métropole Européenne de Lille à la SEM Ville Renouvelée le ……

PREAMBULE :

Ce projet d'aménagement s'inscrit dans le cadre de la politique de stratégie foncière dont notre établissement s'est doté, par délibération en date du 11 avril 2003, afin de créer 1000 hectares de zone d'activités aménagés en 10 ans.

Le parc d'activités Pierre Mauroy (anciennement Valorparc) sis à Roncq était dédié à l'origine à l'accueil d'éco-activités, c'est-à-dire, des entreprises qui développent des activités qui produisent des biens et/ou des services capables de mesurer, de prévenir, de limiter ou de corriger les impacts environnementaux tels que la pollution de l'eau, de l'air et du sol, ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux écosystèmes, et qui développent ces activités dans des ensembles immobiliers respectueux de l'environnement.

La zone à aménager, d'une superficie de 13,2 ha, devait permettre la réalisation de 32 450 m² de surfaces hors œuvre nette à usage de bureaux, activités et services aux entreprises.

Le parti d'aménagement est volontairement fortement paysager et se décline ainsi :
- environ 1,8 ha d'espaces verts non cédés y compris les ouvrages de gestion alternatives des eaux pluviales,
- la mise en valeur de la « Drève » et de l'Espace Boisé Classé (hors emprise du projet),
- la réalisation d'alignements de plantations en limites séparatives de certaines parcelles,
- le traitement environnemental des eaux pluviales, l'utilisation et valorisation des fossés existants, le recueil des eaux tamponnées dans des fossés végétalisés en limite des parcelles,
- la mise en œuvre d'axes de déplacement doux, associés ou non aux voiries,
- la définition de principes de composition architecturale stricts (tailles de parcelles, secteurs constructibles sur chaque parcelle, principes d'alignement des bâtiments, les angles et orientations à respecter.)

Des concessions réciproques ont été consenties et par voie de compromis, les Parties ont accepté d'un commun accord, d'établir ce protocole de fin de concession qui acte les derniers flux financiers et la répartition du solde de l'opération.

ENTRE D'UNE PART :

La Métropole Européenne de Lille représentée par son Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain n° …….en date du

Ci-après dénommée « La Métropole Européenne de Lille » ou « la collectivité publique cocontractante » ou « le concédant »

ET D'AUTRE PART :

La SEM Ville Renouvelée, dont le siège est à Tourcoing (Nord)- 75 rue de Tournai, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Lille Métropole, et identifiée au répertoire SIREN sous le numéro 318 697 208 ; ladite société étant représentée par

Représentée par :

XXXXXXXXXXXXXXXXXX.

Ci-après dénommée « l'Aménageur » ou « le Concessionnaire ».

ARTICLE 1 – Déroulement de la concession d'aménagement

Par délibération n°10 C 0347 du 25 juin 2010, le Conseil de communauté a décidé de confier l'aménagement du parc d'activités Pierre Mauroy par voie de concession d'aménagement à la SEM Ville Renouvelée.

Le traité de concession a été signé le 4 octobre 2010 pour une durée de 8 ans et a été prolongé jusqu'au 6 avril 2021 par délibération n°17 C 0729 du 19 octobre 2017 pour permettre la poursuite de la commercialisation dans de bonnes conditions et autoriser une évolution du programme du parc d'activités pour mieux répondre au marché.

L'avenant n°1 signé le 9 avril 2015 a eu pour objet de faire évoluer la participation financière de la Métropole Européenne de Lille. Des travaux supplémentaires non prévus dans le cadre du bilan du traité de concession ont dû être réalisés, situés au pourtour du périmètre de concession. Il s'agissait plus précisément de créer les conditions d'entrée/sortie du parc d'activités depuis la rue de Lille (RD 617), et les travaux de mise en sécurité piétons et cyclistes associés. Les travaux ont été estimés à 86 000 € HT.

L'avenant n°2 signé fin décembre 2015 a eu pour objet la réalisation des quais de bus dans le cadre de l'aménagement des carrefours rue de Lille, travaux demandés par le service Transport de la Métropole Européenne de Lille dans le cadre du comité technique du 4 mars 2015. Le montant desdits travaux, honoraires compris, s'élève à 87 530 euros HT, nécessitant de ce fait une augmentation de la participation aux équipements public de 54 016 euros HT.

L'avenant n°3 signé le 24/01/2018 a eu pour objet la modification du programme du PAPM en faisant évoluer la répartition des surfaces à hauteur de 80% pour l'activité et de 20% pour le tertiaire (RAPPEL de la répartition initiale : 60% activités / 40% tertiaire).

L'aménageur a réalisé les aménagements prévus au contrat et a commercialisé l'ensemble du site aux entreprises suivantes :

- Année 2015 : Le lot n°01 d'une surface foncière de 28 000m2 a été vendu à la société BUILDING INTERNATIONNAL.

- Année 2016 : Le lot n°5 d'une surface foncière de 2 829 m² a été vendu en juin 2016 au gérant de l'Amphitryon.

- Année 2017 : Le lot n°07 d'une surface foncière de 26 263 m² a été vendu à la société BUILDING INTERNATIONNAL pour développer l'offre déjà mise en place sur le Macro lot 1.

- Année 2018/2019 : le Promoteur Gaïac s'est positionné sur les lots 02 & 03, d'une surface foncière totale de 17 163 m² pour la réalisation d'une programmation alliant bureaux, commerces, service et showroom pro, le tout dans une architecture cohérente avec les ambitions urbaines et environnementales du PAPM.

- Année 2020 : le Lot 02 a été vendu à GAÏAC.

- Année 2021 : - Le lot 04, d'une surface foncière totale de 4 888 m², a été vendu à la société AMI, spécialisée dans l'électronique agro-alimentaire.

Le lot 3 a été vendu à Gaïac
Le lot 06, d'une surface foncière totale de 14 894 m², a été vendu à l'entreprise BRADY INTERNATIONAL pour y réaliser son siège avec un pôle production et un pôle bureaux, en achetant en VEFA le bâtiment réalisé au préalable par le promoteur immobilier BUILDING INTERNATIONNAL.

La totalité des lots ont été commercialisés.

Il n'y a pas de litiges et contentieux en cours sur ce parc, ni de servitude ni de bien de reprise.

Suite à la transmission du bilan par le Concessionnaire, conformément à l'article 22, les Parties ont décidé de s'accorder notamment sur les modalités de remboursement du trop-perçu des participations aux équipements publics MEL.

Dans ce contexte, les Parties ont convenu d'engager un processus de formalisation d'un protocole de fin de contrat de concession d'aménagement en vue de la fin de la concession d'aménagement qui s'est terminée au 6 avril 2021.

ARTICLE 2 – Objet du protocole de Clôture

Le présent protocole a pour objet de préciser les conditions, financières et opérationnelles de la fin de contrat en raison de son terme.

À ce titre, il s'agit de s'accorder sur :

- Les évolutions techniques survenues sur certains équipements publics ;

  La fixation et les modalités de versement des excédents dus par le Concessionnaire au Concédant.

ARTICLE 3 – REGULARISATION DES EVOLUTIONS TECHNIQUES SURVENUES

La Métropole Européenne de Lille et la SEM actent l'évolution technique suivante :

Modification de la Structure de la Chaussée :

- Le DCE, validé par la MEL le 19 septembre 2013, a été transmis avec la structure de chaussée suivante :
  - Geotextile
  - GNT recyclée 0.70m
  - Grave bitume 0.26m
  - Couche de cure
  - BBSG 0.06m

- Or le marché étant ouvert à variante, l'entreprise COLAS a proposé la variante suivante :
  - Geotextile
  - Limons traités chaux-liant routier (pour obtenir une PF2 à 50 MPA, en réalité une PF3 a été obtenue)
  - EME (enrobé module élevés) 0.20 m
  - Couche de cure

- BBSG 0.06m

Comme cette proposition était en conformité avec le catalogue des structures MEL elle a été retenue

ARTICLE 4 : REMBOURSEMENT PAR LA SEM DU MONTANT DE LA PARTICIPATIONS AUX EQUIPEMENTS PUBLICS PERCU EN EXCEDENT

La fiche d'ouvrage prévisionnelle a été recalculée et fait apparaitre un coût d'ouvrage de 4 568 981 € HT.

Un remboursement de 502 678 € HT de participation du concédant est prévu à la clôture de l'opération, conformément aux accords entre la MEL et la SEM VR, et en application d'un taux de financement de 84.5% de la MEL.

Le montant prévisionnel du résultat excédentaire de l'opération de 1 859 879 € HT (CRAC 2022), devra ensuite être remis à 50% à la MEL et 50% au concédant ;

À l'issue de la délibération du bilan de clôture et du quitus, le Concessionnaire s'engage à verser au Concédant, dans un délai de 2 mois à compter de la demande de remboursement du trop-perçu, le montant excédentaire définitif de la participation aux équipements publics.

Le montant définitif sera indiqué dans le bilan de clôture qui sera délibéré ultérieurement par le conseil métropolitain.

ARTICLE 5 – OBLIGATION DU CONCEDANT ET DU CONCESSIONNAIRE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT DE CONCESSION D'AMENAGEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de fin de contrat, l'aménageur a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation (transfert des contrats, transfert des biens,…). Le bilan de clôture est arrêté par l'aménageur et approuvé par le concédant dans les conditions définies par le traité de concession et ses avenants.

Le concédant a le droit de contrôler l'arrêté des comptes communiqué par l'aménageur, soit par ses agents accrédités, qui peuvent se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaire à leur vérification, soit par l'intermédiaire de tout organisme spécialisé dans les conditions prévues au Traité.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE NOTIFICATION DU PROTOCOLE

La Métropole Européenne de Lille notifiera au concessionnaire le présent protocole de fin de contrat de concession d'aménagement signé en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'État. Le protocole prendra effet à compter de cette notification.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties reconnaissent expressément que le présent protocole transactionnel a pour effet d'éteindre tout litige qui pourrait s'élever entre elles relativement à l'objet, et à la méthodologie de calcul des montants de cette transaction**,** hors montant défini dans le bilan définitif. En conséquence, elles renoncent réciproquement à tout recours qui pourrait porter sur un tel objet, montant ou méthodologie de calcul des montants.

Fait à Lille, le

En 2 exemplaires

Pour le Président
De la Métropole Européenne de Lille
Le Vice-Président

Bernard HAESEBROECK

Pour la société
d'Économie Mixte Ville Renouvelée
Le Directeur Général :

Giuseppe LO MONACO

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110715-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0180

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT - RENOVATION DU PARC - LANCEMENT D'UN APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Vu le code de la construction et de l'habitat, notamment ses articles L. 421-1 à L. 421-26 relatifs aux offices publics de l'habitat ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 aout 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu la délibération n° 05 C 0361 du Conseil en date du 1er juillet 2005 relative à la fusion des offices communaux de Lille, Roubaix et Tourcoing et au choix de la forme du regroupement ;

Vu la délibération n° 19 C 0303 du Conseil en date du 28 juin 2019 portant convention-cadre d'objectifs et de moyens entre la MEL et Lille Métropole Habitat (LMH) pour la période 2019-2028 ;

I. Exposé des motifs

Lille Métropole Habitat (LMH) est le bailleur social de la Métropole européenne de Lille (MEL) issu de la fusion en 2006 des trois OPAC de Lille, Roubaix et Tourcoing. Il compte parmi les dix plus gros offices publics de l'habitat (OPH) de France.

L'organisme loge ainsi aujourd'hui plus de 70 000 métropolitains dans les 35 000 logements de son patrimoine, répartis de la façon suivante sur le territoire :

- 15 000 logements à Lille ;
- 6 500 à Roubaix ;
- 5 000 à Tourcoing ;
- 4 500 à Villeneuve-d'Ascq ;
- 4 000 logements répartis sur une cinquantaine d'autres communes du territoire métropolitain.

La loi Climat et Résilience, d'une part, qui impose l'éradication des logements en étiquette E, F et G d'ici 2034, et l'objectif de neutralité carbone 2050, d'autre part, obligent LMH, comme tous les bailleurs de France, à entrer dans une logique de réhabilitation intense de son patrimoine, en commençant évidemment par les sites les plus fragiles. L'objectif de neutralité carbone 2050 impose également au bailleur de viser – autant que possible – une étiquette B dans ses projets de réhabilitation afin de ne pas générer une nouvelle obligation de réhabilitation dans cette période.

Avec un âge moyen de 44 ans, le parc de LMH nécessite un plan massif de rénovation. L'état du parc est devenu le sujet principal des réclamations des locataires. La hausse importante des prix du gaz et de l'électricité a aussi révélé l'exposition du parc de LMH aux aléas climatiques. Ces hausses de prix ont généré des régularisations de charges très importantes et accentué la fragilité financière des locataires de LMH, le tout pour un confort très limité du fait de la faible qualité thermique d'une grande partie des bâtiments. Pour un parc de près de 35 000 équivalents logements, LMH compte en effet environ 9 000 logements en DPE étiquette E et environ 800 en étiquettes F et G.

Pour rattraper ces situations techniques fortement dégradées et traiter durablement son parc de logements, LMH doit réhabiliter sur une décennie, entre 2024 et 2035, environ 12 000 logements, incluant les réhabilitations du NPNRU en cours.

Ce grand programme de réhabilitation représente un investissement pour l'organisme estimé à 1,2 milliard d'euros courants, financés par des fonds propres à hauteur de 17 %, 9 % de subventions publiques (MEL et État) et le recours à l'emprunt long terme pour 74 %. Cet objectif ambitieux, cumulé à un état technique très dégradé, génère un investissement moyen par logement de 85 000 €, comprenant l'isolation du bâtiment, la mise aux normes, la réfection des intérieurs logements, et également les parties communes, les abords du bâtiment, l'étanchéité des toitures, les ascenseurs et autres automatismes.

De plus, les ambitions de développement posées par le PLH de la MEL sont également importantes et LMH doit y contribuer à la fois pour les métropolitains mais aussi pour son propre équilibre financier à long terme. Il est important que LMH puisse continuer à se développer, se diversifier *via* le développement d'une offre nouvelle de logements locatifs sociaux ou intermédiaires.

Les objectifs fixés à LMH à travers la convention d'objectifs et de moyens 2019-2028 y contribuent d'ores et déjà. LMH doit pouvoir produire *a minima* 300 logements locatifs sociaux neufs par an, incluant la reconstitution de l'offre NPNRU. Pour accompagner sa stratégie de diversification, LMH souhaite pouvoir aller au-delà de cet objectif en investissant pleinement le gisement foncier métropolitain composé des friches industrielles ou commerciales, et la reconversion de bâtiments tertiaires.

A minima, le cout de cette ambition de développement est de l'ordre de 1,2 milliard d'euros courants, qui seront financés selon la répartition suivante : 20 % sur les fonds propres, 7 % par des subventions publiques (MEL et État) et 73 % par le recours à de l'emprunt long terme.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110715-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

Au total, pour financer l'ensemble des projets de réhabilitation et de développement estimés à 2,4 milliards d'euros, LMH évalue à ce stade son apport en fonds propres à environ 445 millions d'euros d'ici à 2035. Or, les recettes locatives de l'OPH ne lui permettent pas de financer la totalité de ce programme ambitieux. Après analyse des services de la MEL et en s'appuyant sur des expertises externes renommées et qualifiées sur ce sujet, un besoin d'apports en fonds propres complémentaires s'avère nécessaire, estimé à 120 millions d'euros *a minima*, et ce afin de conserver un potentiel financier à terminaison qui garantisse la pérennité de la structure et sa mission sociale pour le territoire et les métropolitains.

Pour ce faire, la MEL propose de lancer en 2024 un appel à manifestation d'intérêt (AMI) à l'intention de grands groupes de logement social en capacité de contribuer à l'investissement nécessaire pour le parc de LMH. Cette participation est envisagée dans le cadre d'une transformation éventuelle du statut de l'office (en société d'économie mixte ou entreprise sociale de l'habitat) où la MEL entend conserver le contrôle direct et fort. Ce statut protègerait durablement les intérêts de la MEL, qui resterait majoritaire dans la gouvernance, nécessitant pour la nouvelle société un pilotage opérationnel et financier particulièrement efficient.

L'AMI fixe comme priorités :

- la réalisation du programme de réhabilitation : 12 000 logements à rénover à fin 2034 ;
- le maintien du budget de maintenance ;
- le maintien des efforts de gestion courante (vacance, impayés, cout de structure) ;
- le maintien de la présence sociale sur le terrain.

Les candidats pourront actionner différents leviers et prioritairement :

- la modulation de l'ambition de production neuve et sa diversification ;
- les modalités d'investissements dans les programmes neufs (propriété pleine, démembrement de propriété pour limiter les fonds propres apportés par le bailleur, etc.) ;
- l'intégration de vente en bloc de parc ancien à d'autres bailleurs sociaux pour permettre des investissements dans des nouveaux logements ;
- la hausse des ventes de logements aux occupants ;
- d'éventuelles mutualisations sur des projets ou des compétences spécifiques.

Les candidats pourront proposer un financement sous une ou plusieurs formes, en particulier : par augmentation de capital après l'évolution du statut de l'office (à condition que la MEL reste majoritaire au conseil d'administration), titres participatifs, démembrement de propriété, etc.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt en vue de rechercher un partenaire dont l'objet principal est le logement social.

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
118 VOIX POUR - 58 VOIX CONTRE - 8 ABSTENTIONS

24-C-0180

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT - RENOVATION DU PARC - LANCEMENT D'UN APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Vu le code de la construction et de l'habitat, notamment ses articles L. 421-1 à L. 421-26 relatifs aux offices publics de l'habitat ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 aout 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu la délibération n° 05 C 0361 du Conseil en date du 1er juillet 2005 relative à la fusion des offices communaux de Lille, Roubaix et Tourcoing et au choix de la forme du regroupement ;

Vu la délibération n° 19 C 0303 du Conseil en date du 28 juin 2019 portant convention-cadre d'objectifs et de moyens entre la MEL et Lille Métropole Habitat (LMH) pour la période 2019-2028 ;

I. Exposé des motifs

Lille Métropole Habitat (LMH) est le bailleur social de la Métropole européenne de Lille (MEL) issu de la fusion en 2006 des trois OPAC de Lille, Roubaix et Tourcoing. Il compte parmi les dix plus gros offices publics de l'habitat (OPH) de France.

L'organisme loge ainsi aujourd'hui plus de 70 000 métropolitains dans les 35 000 logements de son patrimoine, répartis de la façon suivante sur le territoire :

- 15 000 logements à Lille ;
- 6 500 à Roubaix ;
- 5 000 à Tourcoing ;
- 4 500 à Villeneuve-d'Ascq ;
- 4 000 logements répartis sur une cinquantaine d'autres communes du territoire métropolitain.

La loi Climat et Résilience, d'une part, qui impose l'éradication des logements en étiquette E, F et G d'ici 2034, et l'objectif de neutralité carbone 2050, d'autre part, obligent LMH, comme tous les bailleurs de France, à entrer dans une logique de réhabilitation intense de son patrimoine, en commençant évidemment par les sites les plus fragiles. L'objectif de neutralité carbone 2050 impose également au bailleur de viser – autant que possible – une étiquette B dans ses projets de réhabilitation afin de ne pas générer une nouvelle obligation de réhabilitation dans cette période.

Avec un âge moyen de 44 ans, le parc de LMH nécessite un plan massif de rénovation. L'état du parc est devenu le sujet principal des réclamations des locataires. La hausse importante des prix du gaz et de l'électricité a aussi révélé l'exposition du parc de LMH aux aléas climatiques. Ces hausses de prix ont généré des régularisations de charges très importantes et accentué la fragilité financière des locataires de LMH, le tout pour un confort très limité du fait de la faible qualité thermique d'une grande partie des bâtiments. Pour un parc de près de 35 000 équivalents logements, LMH compte en effet environ 9 000 logements en DPE étiquette E et environ 800 en étiquettes F et G.

Pour rattraper ces situations techniques fortement dégradées et traiter durablement son parc de logements, LMH doit réhabiliter sur une décennie, entre 2024 et 2035, environ 12 000 logements, incluant les réhabilitations du NPNRU en cours.

Ce grand programme de réhabilitation représente un investissement pour l'organisme estimé à 1,2 milliard d'euros courants, financés par des fonds propres à hauteur de 17 %, 9 % de subventions publiques (MEL et État) et le recours à l'emprunt long terme pour 74 %. Cet objectif ambitieux, cumulé à un état technique très dégradé, génère un investissement moyen par logement de 85 000 €, comprenant l'isolation du bâtiment, la mise aux normes, la réfection des intérieurs logements, et également les parties communes, les abords du bâtiment, l'étanchéité des toitures, les ascenseurs et autres automatismes.

De plus, les ambitions de développement posées par le PLH de la MEL sont également importantes et LMH doit y contribuer à la fois pour les métropolitains mais aussi pour son propre équilibre financier à long terme. Il est important que LMH puisse continuer à se développer, se diversifier *via* le développement d'une offre nouvelle de logements locatifs sociaux ou intermédiaires.

Les objectifs fixés à LMH à travers la convention d'objectifs et de moyens 2019-2028 y contribuent d'ores et déjà. LMH doit pouvoir produire *a minima* 300 logements locatifs sociaux neufs par an, incluant la reconstitution de l'offre NPNRU. Pour accompagner sa stratégie de diversification, LMH souhaite pouvoir aller au-delà de cet objectif en investissant pleinement le gisement foncier métropolitain composé des friches industrielles ou commerciales, et la reconversion de bâtiments tertiaires.

A minima, le cout de cette ambition de développement est de l'ordre de 1,2 milliard d'euros courants, qui seront financés selon la répartition suivante : 20 % sur les fonds propres, 7 % par des subventions publiques (MEL et État) et 73 % par le recours à de l'emprunt long terme.

Au total, pour financer l'ensemble des projets de réhabilitation et de développement estimés à 2,4 milliards d'euros, LMH évalue à ce stade son apport en fonds propres à environ 445 millions d'euros d'ici à 2035. Or, les recettes locatives de l'OPH ne lui permettent pas de financer la totalité de ce programme ambitieux. Après analyse des services de la MEL et en s'appuyant sur des expertises externes renommées et qualifiées sur ce sujet, un besoin d'apports en fonds propres complémentaires s'avère nécessaire, estimé à 120 millions d'euros *a minima*, et ce afin de conserver un potentiel financier à terminaison qui garantisse la pérennité de la structure et sa mission sociale pour le territoire et les métropolitains.

Pour ce faire, la MEL propose de lancer en 2024 un appel à manifestation d'intérêt (AMI) à l'intention de grands groupes de logement social en capacité de contribuer à l'investissement nécessaire pour le parc de LMH. Cette participation est envisagée dans le cadre d'une transformation éventuelle du statut de l'office (en société d'économie mixte ou entreprise sociale de l'habitat) où la MEL entend conserver le contrôle direct et fort. Ce statut protègerait durablement les intérêts de la MEL, qui resterait majoritaire dans la gouvernance, nécessitant pour la nouvelle société un pilotage opérationnel et financier particulièrement efficient.

L'AMI fixe comme priorités :

- la réalisation du programme de réhabilitation : 12 000 logements à rénover à fin 2034 ;
- le maintien du budget de maintenance ;
- le maintien des efforts de gestion courante (vacance, impayés, cout de structure) ;
- le maintien de la présence sociale sur le terrain.

Les candidats pourront actionner différents leviers et prioritairement :

- la modulation de l'ambition de production neuve et sa diversification ;
- les modalités d'investissements dans les programmes neufs (propriété pleine, démembrement de propriété pour limiter les fonds propres apportés par le bailleur, etc.) ;
- l'intégration de vente en bloc de parc ancien à d'autres bailleurs sociaux pour permettre des investissements dans des nouveaux logements ;
- la hausse des ventes de logements aux occupants ;
- d'éventuelles mutualisations sur des projets ou des compétences spécifiques.

Les candidats pourront proposer un financement sous une ou plusieurs formes, en particulier : par augmentation de capital après l'évolution du statut de l'office (à condition que la MEL reste majoritaire au conseil d'administration), titres participatifs, démembrement de propriété, etc.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt en vue de rechercher un partenaire dont l'objet principal est le logement social.

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
118 VOIX POUR - 58 VOIX CONTRE - 8 ABSTENTIONS

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110677-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0181

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

AIDES A LA PIERRE DELEGUEES DE L'ÉTAT A LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - AVENANTS 2024-2

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 301-5-1 et L. 435-1 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 279-0 bis A ;

Vu le décret n° 2016-901 du 1er juillet 2016 portant création du fonds national des aides à la pierre ;

Vu le décret n° 2023-125 du 21 février 2023 modifiant les règles relatives au budget du fonds national des aides à la pierre ;

Vu la délibération n° 24-C-0085 du Conseil en date du 19 avril 2024 actant les avenants aux conventions 2023 et 2024 et la programmation 2024 en matière d'aides à la pierre déléguées de l'État à la Métropole européenne de Lille ;

Vu la délibération n° 24-C-0030 du Conseil en date du 9 février 2024 portant renouvellement de la convention de délégation des aides à la pierre entre l'État et la MEL pour la période 2024-2029 ;

I. Exposé des motifs

L'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) permet à la Métropole européenne de Lille (MEL) d'attribuer les aides en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers à l'exception des aides distribuées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement et, d'autre part, pour procéder à leur notification aux bénéficiaires.

Cette délégation des aides à la pierre s'organise dans plusieurs documents : la convention de délégation des aides à la pierre, la convention de gestion des aides à l'habitat privé, le programme d'action des aides habitat privé.

Un premier avenant a été présenté au Conseil du 19 avril 2024 pour déléguer une première enveloppe d'autorisations d'engagements.

Des enveloppes complémentaires pour le parc social ont été déterminées afin d'intégrer les bonus acquisition-amélioration, la réhabilitation et les mesures d'accompagnement social (maitrise d'œuvre urbaine et sociale, MOUS).

Ainsi, l'avenant 2024-2 à la convention de délégation des aides à la pierre acte un montant total de 19 694 905 € pour 2024 pour le parc social, détaillé comme suit :

- 3 213 760 € pour 352 PLAI (9 130 € par logement) déjà intégré à l'avenant 2024-1 ;
- 148 200 € pour les mesures d'accompagnement social (maitrise d'œuvre urbain et sociale) ;
- 16 332 945 € pour la réhabilitation :
  - 16 123 945 € pour 1 645 logements,
  - 209 000 € pour la réhabilitation d'une résidence sociale (11 logements).

L'avenant 2024-2 à la convention de gestion des aides à l'amélioration de l'habitat privé est introduit afin de permettre la majoration de la base subventionnable des projets de réhabilitation portés par des Maîtrises d'ouvrage d'insertion par le logement.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant 2024-2 à la convention de délégation de compétence des aides à la pierre ;

2) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant 2024-2 à la convention de gestion des aides à l'amélioration de l'habitat privé ;

3) d'imputer les recettes d'un montant de 19 694 905 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

4) d'imputer les dépenses d'un montant de 19 694 905 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0181

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

AIDES A LA PIERRE DELEGUEES DE L'ÉTAT A LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - AVENANTS 2024-2

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 301-5-1 et L. 435-1 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 279-0 bis A ;

Vu le décret n° 2016-901 du 1er juillet 2016 portant création du fonds national des aides à la pierre ;

Vu le décret n° 2023-125 du 21 février 2023 modifiant les règles relatives au budget du fonds national des aides à la pierre ;

Vu la délibération n° 24-C-0085 du Conseil en date du 19 avril 2024 actant les avenants aux conventions 2023 et 2024 et la programmation 2024 en matière d'aides à la pierre déléguées de l'État à la Métropole européenne de Lille ;

Vu la délibération n° 24-C-0030 du Conseil en date du 9 février 2024 portant renouvellement de la convention de délégation des aides à la pierre entre l'État et la MEL pour la période 2024-2029 ;

I. Exposé des motifs

L'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) permet à la Métropole européenne de Lille (MEL) d'attribuer les aides en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers à l'exception des aides distribuées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement et, d'autre part, pour procéder à leur notification aux bénéficiaires.

Cette délégation des aides à la pierre s'organise dans plusieurs documents : la convention de délégation des aides à la pierre, la convention de gestion des aides à l'habitat privé, le programme d'action des aides habitat privé.

Un premier avenant a été présenté au Conseil du 19 avril 2024 pour déléguer une première enveloppe d'autorisations d'engagements.

Des enveloppes complémentaires pour le parc social ont été déterminées afin d'intégrer les bonus acquisition-amélioration, la réhabilitation et les mesures d'accompagnement social (maitrise d'œuvre urbaine et sociale, MOUS).

Ainsi, l'avenant 2024-2 à la convention de délégation des aides à la pierre acte un montant total de 19 694 905 € pour 2024 pour le parc social, détaillé comme suit :

- 3 213 760 € pour 352 PLAI (9 130 € par logement) déjà intégré à l'avenant 2024-1 ;
- 148 200 € pour les mesures d'accompagnement social (maitrise d'œuvre urbain et sociale) ;
- 16 332 945 € pour la réhabilitation :
  - 16 123 945 € pour 1 645 logements,
  - 209 000 € pour la réhabilitation d'une résidence sociale (11 logements).

L'avenant 2024-2 à la convention de gestion des aides à l'amélioration de l'habitat privé est introduit afin de permettre la majoration de la base subventionnable des projets de réhabilitation portés par des Maîtrises d'ouvrage d'insertion par le logement.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant 2024-2 à la convention de délégation de compétence des aides à la pierre ;

2) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant 2024-2 à la convention de gestion des aides à l'amélioration de l'habitat privé ;

3) d'imputer les recettes d'un montant de 19 694 905 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

4) d'imputer les dépenses d'un montant de 19 694 905 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DES AIDES À LA PIERRE - AVENANT N° 2024-2

La Métropole européenne de Lille représentée par Monsieur Damien CASTELAIN, Président,
et

L'État, représenté par Bertrand GAUME, Préfet des Hauts de France, Préfet du département du Nord,

Vu la délibération du conseil métropolitain n° 24-C-0030 du 9 février 2024 actant le renouvellement de la Délégation des aides à la pierre pour la période 2024-2029,

Vu le CRHH du 29 mars 2024,

Vu la délibération n°24 C 095 du 9 avril 2024 et n°XXXX du 28 juin 2024,

Le présent avenant a pour objet de préciser les montants prévisionnels des enveloppes 2024 pour le parc social.

La convention est ainsi modifiée :

TITRE II : Modalités financières

Article II-1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Etat pour le parc locatif social et intermédiaire et la réhabilitation

Pour 2024 :

L'enveloppe prévisionnelle de droits à engagement pour le parc social s'élève à 19 694 905 € détaillée de la manière suivante :

- 3 213 760 € pour 352 PLAI (9 130 € par logement) – intégré à l'avenant 2024-1
- 148 200 € pour les mesures d'accompagnement social (MOUS)
- 16 332 945 € en réhabilitation
    - 16 123 945 € pour 1 645 logements
    - 209 000 € pour la réhabilitation d'une résidence sociale (11 logements)

Pour l'Etat	Pour la Métropole Européenne de Lille
Bertrand GAUME	Anne VOITURIEZ
Préfet des Hauts de France Préfet du Nord	Vice-Présidente Logement et Habitat Métropole Européenne de Lille

Avenant à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé
(gestion des aides par le délégataire - instruction et paiement)

La Métropole européenne de Lille, représentée par Monsieur Damien CASTELAIN, Président,

et

L'Agence nationale de l'habitat, représentée par Bertrand GAUME, Préfet des Hauts de France, Préfet du département du Nord, délégué de l'Anah dans le département,

Vu la convention de délégation de compétence, conclue en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, adoptée par délibération n°24-C-0030 en date du 9 février 2024 et signée le 1er mars 2024 ;

Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'Anah, adoptée par délibération n°24-C-0030 en date du 9 février 2024 et signée le 1er mars 2024 ;

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la région en date du ;

Vu la délibération n°24 C 0063 en date du 28 juin 2024 autorisant la signature du présent avenant ;

Il a été convenu ce qui suit :

A - Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de modifier la majoration de la base subventionnable des projets de réhabilitation portés par les Maîtrises d'œuvre d'insertion par le Logement..

B - Modifications apportées en 2024 à la convention de gestion

La convention de gestion, visée ci-dessus, est modifiée dans les conditions suivantes :

L'annexe n°2 relative aux règles particulières d'octroi des aides de l'Anah est remplacée par l'annexe n°2 jointe au présent avenant.

Pour la Métropole Européenne de Lille

Le délégué de l'agence dans le département

ANNEXE n° 2
Règles particulières d'octroi des aides de l'Anah

1 – Aides sur crédits délégués Anah (règles particulières prévues à l'article R. 321-21-1 du CCH)

Propriétaires Occupants									
Catégorie de travaux		Dispositif opérationnel/ secteur	Plafond national (HT)	Plafond adapté	Propriétaires aux ressources très modestes		Propriétaires aux ressources modestes		Observations
					Taux national	Taux adapté	Taux national	Taux adapté	
Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé	Atteinte de la classe « E » minimum après travaux	Diffus MAR, PIG ADH	70 000 €	87 500 €	80%	80%	60%	60%	10% de prime de sortie de passoire
		QPV, MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU Lille				90%		70%	
		OPAH RU Roubaix et Tourcoing	80 000 €	100 000 €	80%	90%	60%	70%	
	Non-atteinte de la classe « E » minimum après travaux	Diffus MAR, PIG ADH	50 000 €	62 500 €	50%	50%	50%	50%	
		QPV, MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU				60%		60%	
Travaux de rénovation énergétique MaPrimeRénov' Parcours Accompagné	Gain de deux classes		40 000 €	40 000 €	80%	80%	60%	60%	
	Gain de trois classes		55 000 €	55 000 €					
	Gain de quatre classes ou plus		70 000 €	70 000 €					
Travaux d'accessibilité ou d'adaptation			22 000 €		70%		50%		Pas de majoration possible
Autres travaux			20 000 €	20 000€	35%	35%	20%	20%	

Propriétaires bailleurs								
SUBVENTION		Plafond national	Plafond appliqué	Taux national	LOC1	LOC2	LOC3	PRIME
					Taux appliqué	Taux appliqué	Taux appliqué	
Projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	DIFFUS	1000€/m²	1000€/m²	35%	35%	35%	35%	1500 € par logement 2 000 € si sortie de passoires thermiques*
	PIG ADH					**45%**	**45%**	
	MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU		**1250 €/m²**					
Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	DIFFUS	750 €/m²	**900€/m²**	35%	35%	35%	35%	
	PIG ADH					**45%**	**45%**	
	MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU							
Travaux pour l'autonomie de la personne	DIFFUS			35%	35%	**45%**	**45%**	
	PIG ADH							
	MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU							
Travaux pour réhabiliter un logement moyennement dégradé	DIFFUS			25%	25%	25%	25%	
	PIG ADH					**35%**	**35%**	1500 € par logement 2 000 € si sortie de passoires thermiques*
	MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU							
Travaux de rénovation énergétique visant à améliorer la performance globale du logement (Habiter Mieux)	DIFFUS			25%	25%	25%	25%	
	PIG ADH					**35%**	**35%**	
	MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU							
Travaux suite à une procédure RSD ou un contrôle de décence	DIFFUS			25%	25%	25%	25%	
	PIG ADH					**35%**	**35%**	
	MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU							
Travaux de transformation d'usage	DIFFUS			25%	25%	25%	25%	
	PIG ADH					**35%**	**35%**	
	MOUS LHI, OPAH CD, OPAH RU							

** le projet de travaux permet d'atteindre un gain de performance énergétique du logement d'au moins 35 %, justifié par un audit énergétique + l'état initial du logement correspond à une classe F ou G avec une consommation énergétique projetée après travaux équivalant au moins à la classe D incluse*

Propriétaires bailleurs							
Catégorie de travaux		Plafond national (HT)	Propriétaires personnes physiques				Observations
			aux ressources très modestes	aux ressources modestes	aux ressources intermédiaires	aux ressources supérieurs	
Travaux de rénovation énergétique **MaPrimeRénov' Parcours Accompagné**	Gain de deux classes	40 000 €	80%	60%	40%	30%	10% de prime de sortie de passoire**
	Gain de trois classes	55 000 €					
	Gain de quatre classes ou plus	70 000 €					

*** logements dont la classe est F ou G avant travaux, et au moins D après travaux*

PRIMES CUMULABLES	**Montant appliqué**	**Observations**
Prime de réduction de loyer	égale au triple de la participation des co-financeurs et ne peut excéder 150€ par m² de surface habitable fiscale (1), dans la limite de 80m² par logement.	En zone tendue (2) pour conventionnement LOC2 ou LOC3
Prime réservation public prioritaire	4 000€	En zone tendue (2) pour conventionnement LOC3
	2 000€	Dans les autres secteurs pour conventionnement LOC3
Prime d'intermédiation locative	1 000€	- Conventionnement LOC2 ou LOC3 - Recours à un dispositif d'intermédiation locative **en location sous-location** - Logement situé en zone A, B1 ou B2
	2 000€	- Conventionnement LOC2 ou LOC3 - Recours à un dispositif d'intermédiation locative en **mandat de gestion** - Logement situé en zone A, B1 ou B2
	+1 000€	1 000 € pour un logement de surface inférieure ou égale à 40m²

(1) La surface habitable, à laquelle s'ajoute la moitié de la surface des annexes à usage exclusif du locataire (dans la limite de 8 m²).
(2) zone tendue : https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/zones-tendues

ORGANISME AGREE MAITRISE D'OUVRAGE D'INSERTION				
	Taux national	**Taux appliqué**	**plafond travaux national**	**Plafond travaux appliqué**
Tout le territoire : - LOC3 avec loyer plafond PLA-I - Audit obligatoire - Niveau de performance exigé D minimum après travaux - Durée d'engagement 15 ans	60%	**70%**	1250€/m²	**1562,50€/m²**
Prime Habiter mieux si gain énergétique de 35%	1500 € par logement 2 000 € par logement si sortie de passoire énergétique (étiquette F ou G avant travaux)			
Prime réservation public prioritaire	4 000€, seulement en zone tendue			

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110668-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0182

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

AIDES FINANCIERES DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT PRIVE - PROGRAMMATION 2024 - AVENANT N° 7 AU REGLEMENT INTERIEUR

Vu la délibération n° 23-C-0425 du Conseil en date du 15 décembre 2023 approuvant la programmation d'aides propres de la MEL à l'amélioration de l'habitat privé, pour un montant de 5 millions d'euros, selon des critères définis en annexe.

I. Exposé des motifs

Le conseil d'administration de l'Anah a précisé, le 13 mars 2024, les conditions d'attribution des subventions aux propriétaires bailleurs. Les aides Ma Prime Rénov parcours accompagné pour les propriétaires bailleurs aux ressources modestes et très modestes sont mises en œuvre à partir du 1er juillet 2024. Les aides Habiter Mieux pour tous les propriétaires bailleurs perdurent.

En conséquence, les aides complémentaires de la Métropole européenne de Lille (MEL) aux aides Habiter Mieux de l'Anah sont prolongées au-delà du 1er juillet pour les propriétaires bailleurs. L'aide BBC de la MEL pourra se cumuler avec Ma Prime Rénov parcours accompagné.

En outre, il est nécessaire d'adapter le règlement intérieur des aides propres de la MEL sur deux points. Il s'agit premièrement d'ajouter parmi les cas de reversement des aides la mise en location d'un logement subventionné en tant que résidence principale de son propriétaire. Deuxièmement, les conditions de reversement sont alignées sur celles exigées par l'Anah, concernant les modalités de calcul et la durée des engagements d'occupation.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter la nouvelle annexe à la programmation des aides 2024 de la MEL à l'habitat privé ;

2) d'adopter l'avenant n° 7 au règlement intérieur des aides de la MEL à l'habitat privé.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0182

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

AIDES FINANCIERES DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT PRIVE - PROGRAMMATION 2024 - AVENANT N° 7 AU REGLEMENT INTERIEUR

Vu la délibération n° 23-C-0425 du Conseil en date du 15 décembre 2023 approuvant la programmation d'aides propres de la MEL à l'amélioration de l'habitat privé, pour un montant de 5 millions d'euros, selon des critères définis en annexe.

I. Exposé des motifs

Le conseil d'administration de l'Anah a précisé, le 13 mars 2024, les conditions d'attribution des subventions aux propriétaires bailleurs. Les aides Ma Prime Rénov parcours accompagné pour les propriétaires bailleurs aux ressources modestes et très modestes sont mises en œuvre à partir du 1er juillet 2024. Les aides Habiter Mieux pour tous les propriétaires bailleurs perdurent.

En conséquence, les aides complémentaires de la Métropole européenne de Lille (MEL) aux aides Habiter Mieux de l'Anah sont prolongées au-delà du 1er juillet pour les propriétaires bailleurs. L'aide BBC de la MEL pourra se cumuler avec Ma Prime Rénov parcours accompagné.

En outre, il est nécessaire d'adapter le règlement intérieur des aides propres de la MEL sur deux points. Il s'agit premièrement d'ajouter parmi les cas de reversement des aides la mise en location d'un logement subventionné en tant que résidence principale de son propriétaire. Deuxièmement, les conditions de reversement sont alignées sur celles exigées par l'Anah, concernant les modalités de calcul et la durée des engagements d'occupation.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter la nouvelle annexe à la programmation des aides 2024 de la MEL à l'habitat privé ;

2) d'adopter l'avenant n° 7 au règlement intérieur des aides de la MEL à l'habitat privé.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Avenant n° 7

au

Règlement intérieur des aides propres de la MEL à la réhabilitation de l'habitat privé

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de compléter les modalités de reversement de subvention en cas de rupture des engagements souscrits par les propriétaires occupants et bailleurs.

Article 2 : modifications de l'article IV.2 « modalités de retrait et reversement / reversement / revente du bien ou changement de statut d'occupation du propriétaire occupant »

L'article IV.2 modifié du règlement est rédigé comme suit :

« En cas de revente du bien subventionné par le propriétaire occupant ou de changement de son statut d'occupation avant la fin de la période d'engagement d'occupation de six ans suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux ou trois ans pour les demandes de subvention déposées à partir du 21 mars 2022, le bénéficiaire s'engage à reverser la subvention au financeur public MEL en tout ou partie sur décision du Président de la MEL ou son représentant agissant sur délégation du Conseil métropolitain.

Le montant des sommes à reverser est établi au prorata temporis sur la durée des engagements restant à courir à compter de la date de leur rupture.

Ces dispositions s'appliquent également au propriétaire bailleur avec des durées d'engagement de 9 ans ramenées à 6 ans pour les demandes de conventionnements avec ou sans travaux déposées à compter du 21 mars 2022. »

Toutes les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles stipulations contenues dans le présent avenant lesquelles prévalent en cas de contestation

ANNEXE : PROGRAMMATION 2024 DES AIDES PROPRES DE LA MEL A L'AMELIORATION DE L'HABITAT

Les aides directes sont versées sous forme de subvention et de prime pour des logements privés de plus de 15 ans situés sur le territoire de la MEL.

Les aides de la MEL bénéficient aux propriétaires occupants et bailleurs, aux syndicats de copropriétaires, aux communes en cas de substitution aux propriétaires défaillants, ainsi qu'aux organismes selon les critères prévus par l'article R.321-12 du code de la construction et de l'habitation, ainsi qu'aux locataires de logements privés dans des conditions particulières fixées ci-après.

Les aides concernent les catégories de travaux éligibles aux aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), et précisées le cas échéant pour chaque type d'aide.

La MEL intervient de manière complémentaire et adossée aux aides déléguées de l'Anah ou sous forme d'aides indépendantes.
Pour les aides de la MEL complémentaires aux aides de l'Anah, les conditions d'éligibilité sont alignées sur celles de l'Anah, définies dans son règlement général et son corpus d'instructions, précisées le cas échéant ci-après.
Pour les aides indépendantes de la MEL, les conditions d'éligibilité (plafond de ressources des ménages, plafond de base subventionnable, plafond de l'aide, nature des travaux subventionnés, autres conditions) sont définies ci-après.

Les projets d'amélioration durable de l'habitat privé soutenus par la MEL pour 2024 sont présentés par catégorie de bénéficiaires (propriétaires occupants, propriétaires bailleurs, maîtrise d'œuvre insertion par le logement, syndicats de copropriétaires). Le dispositif petits travaux est détaillé à la suite.

A. AIDES AUX PROPRIETAIRES OCCUPANTS POUR LES TRAVAUX INDIVIDUELS

En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC pour les propriétaires aux ressources modestes ou intermédiaires, de 100% du montant de travaux global TTC pour les

propriétaires occupants très modestes ; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

A1- les projets d'**adaptation de logements de propriétaires occupants** ou de locataires en complément des aides Anah MaPrimeAdapt' à hauteur de 5% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par l'Anah pour les ménages aux ressources modestes et 10% pour les ménages aux ressources très modestes.

A2- les projets de **sécurité, salubrité, résorption d'habitat indécent ou indigne** en complément des aides Anah et dans le cadre des opérations programmées de la MEL, à hauteur de 5% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par l'Anah pour les propriétaires occupants aux ressources modestes,10% pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes.

A3- les projets de **réhabilitation de logements de propriétaires occupants** avec bouquets de travaux **réalisés en auto-réhabilitation accompagnée** par une prime de 500 € pour ceux aux ressources modestes et 1000 € pour ceux aux ressources très modestes en complément des aides de l'Anah, dans le cadre des opérations programmées de la MEL.

A4- la **maîtrise d'œuvre des projets de sortie d'habitat indigne** pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes et modestes éligibles aux aides Anah, accompagnés dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de la MEL: phases de conception des missions de maîtrise d'œuvre jusqu'à l'assistance à la passation des marchés de travaux comprise (ESQ, AVP, PRO, DCE et AMT) qui représentent environ 60% de la totalité de la mission de maîtrise d'œuvre. La MEL finance 100% de ces phases, soit un financement total à 60% maximum de la mission, afin de faciliter l'enclenchement du projet. Les diagnostics de structure et amiante sont également finançables à ce titre. Cette subvention est plafonnée à 5 000€. Afin d'éviter le double financement en cas d'aide aux travaux, elle est déduite de l'aide MEL complémentaire qui comprend dans sa base forfaitaire les frais de maîtrise d'œuvre.

A5- les projets de **rénovation BBC** de logements de propriétaires occupants aux ressources modestes, très modestes par une subvention de 10% de la base subventionnée Anah aux conditions suivantes :

- réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique financés par MaPrimeRénov parcours accompagné ;

- réaliser un projet travaux atteignant après travaux une performance énergétique de niveau BBC (≤110 kWh EP/m²/an) ;
- être accompagné dans un dispositif métropolitain conventionné d'amélioration de l'habitat (PIG, MOUS LHI, OPAH RU, OPAH CD, Plan de sauvegarde…).

Pour tous les travaux d'isolation et en particulier de remplacement des menuiseries, l'installation d'une ventilation mécanique (VMC, VMR) est obligatoire, sauf dérogation et sur justification écrite de l'opérateur en charge de l'AMO (ventilation existante suffisante, remplacement partiel des menuiseries, travaux d'isolation partiels…). Les logements équipés d'une ventilation mécanique devront être dotés des amenées d'air permanentes dans les pièces sèches (salon, séjour, chambres), ces amenées d'air étant un élément constitutif du système de ventilation et de renouvellement de l'air.

Cette aide peut être versée en 2 temps pour les projets de rénovation BBC ordonnancés en 2 phases : 50% à la première phase pour au moins un poste de travaux, 50% à la deuxième réalisée dans le délai de 18 mois. Si la 2è phase n'est pas réalisée, la MEL récupèrera l'aide versée au titre de la première phase. Cette aide ne sera pas versée sous forme d'avance mais exclusivement sur présentation des factures.

Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah et de la Métropole Européenne de Lille, à l'exclusion des aides aux syndicats de copropriétaires.

A6- les projets de travaux des propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes visant la **conservation du bâti et la sécurité des personnes** à raison de 50% de subvention d'une base de travaux plafonnée à 8 000 € HT dans le cadre des opérations programmées de la MEL. Ces aides concernent des travaux de mise en sécurité électrique, travaux d'assainissement collectif ou non collectif, traitement des remontées par capillarité, intervention sur les réseaux. Compte tenu de l'état du parc privé de son territoire, la MEL souhaite soutenir le financement de ces travaux, considérés comme non prioritaires pour l'Anah, notamment quand ils ne sont pas couplés à des travaux de performance énergétique.

Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah et de la Métropole Européenne de Lille, sur des postes de travaux qui ne seraient pas financés par celles-ci.

A7- Les projets de réhabilitation des propriétaires occupants modestes et très modestes recourant à un contrat de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec le Service Public de l'Efficacité Énergétique (SPEE - régie de la Région des Hauts-de-France) et dans le cadre d'une convention entre la MEL et le SPEE. Cette aide d'un montant de 600€ vise à aider le propriétaire à financer la rémunération de la prestation de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée. Cette aide est cumulable avec les aides Anah et MEL.

B. AIDES AUX PROPRIETAIRES BAILLEURS POUR LES TRAVAUX INDIVIDUELS

Les propriétaires bailleurs (personnes physiques, morales) ou les communes agissant en substitution sont éligibles à ces aides.

B1- les projets d'adaptation de **logements locatifs privés conventionnés** LOC2 ou LOC3 après travaux à hauteur de 10% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par l'Anah, pour un montant d'aide plafonné à 8000 €, en complément des aides de l'Anah MaPrimeAdapt.
En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

B2- les projets de réhabilitation de **logements locatifs privés conventionnés** LOC2 ou LOC3 après travaux à hauteur de 10% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par l'Anah, pour un montant d'aide plafonné à 8000€, en complément des aides de l'Anah Habiter Mieux Sérénité, Ma Prime Rénov parcours accompagné et Ma Prime Logement Décent dans le cadre des opérations programmées de la MEL pour :
- les projets de rénovation énergétique,
- les projets travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé,
- les projets de travaux liés à la sécurité et à la salubrité de l'habitat,
- les projets de réhabilitation d'un logement dégradé,
- les projets de travaux suite à une procédure RSD ou un contrôle décence,
- les travaux de transformation d'usage.

En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

B3- les projets de réhabilitation accompagnés dans le cadre des opérations programmées de la MEL permettant de remettre sur le marché des **logements dégradés et vacants de plus de 2 ans,** par une aide forfaitaire modulée en fonction du niveau de loyer de sortie, à raison de :

- 1 500 € par logement locatif conventionné LOC1,
- 2 500 € par logement locatif conventionné LOC2,
- 5 000 € par logement locatif conventionné LOC3.

La vacance de plus de 2 ans sera justifiée par tout moyen (assujettissement à la taxe sur les logements vacants ou à la taxe d'habitation sur les logements vacants ou état des lieux du dernier locataire ou relevé des consommations ENEDIS attestant d'un désabonnement).

Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah et de la Métropole Européenne de Lille.

En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

B4- les projets de **rénovation BBC** des logements étiquette DPE E, F, G avant travaux par une subvention de 10% de la base subventionnée Anah sous conditions suivantes :

- réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique subventionnés par MPR parcours accompagné ou Habiter Mieux ;
- réaliser un projet travaux atteignant après travaux une performance énergétique de niveau BBC (≤110 kWh EP/m²/an) ;
- être accompagné dans un dispositif métropolitain conventionné d'amélioration de l'habitat (AMELIO PRO, PIG, MOUS LHI, OPAH RU, OPAH CD, Plan de sauvegarde…).

Cette aide peut être versée en 2 temps pour les projets de rénovation BBC ordonnancés en 2 phases : 50% à la première phase, 50% à la deuxième. Cette aide ne sera pas versée sous forme d'avance mais exclusivement à réception des travaux sur présentation des factures.

Pour tous les travaux d'isolation et en particulier de remplacement des menuiseries, l'installation d'une ventilation mécanique (VMC, VMR) est obligatoire, sauf dérogation et sur justification écrite de l'opérateur en charge de l'AMO (ventilation existante suffisante, remplacement partiel des menuiseries, travaux d'isolation partiels…). Les logements équipés d'une ventilation mécanique devront être dotés des amenées d'air permanentes dans les pièces sèches (salon, séjour, chambres), ces amenées d'air étant un élément constitutif du système de ventilation et de renouvellement de l'air.
Pour tous les logements locatifs, quel que soit le type de loyer pratiqué, si le chauffage électrique préexiste, le remplacement des convecteurs par des radiateurs à inertie est exigé.

En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

B5- les projets de travaux visant la **conservation du bâti et la sécurité des personnes** à raison de 50% de subvention d'une base de travaux plafonnée à 8 000 € HT dans le cadre des opérations programmées de la MEL. Ces aides concernent des travaux de mise en sécurité électrique, travaux d'assainissement collectif ou non collectif, traitement des remontées par capillarité, intervention sur les réseaux, ou travaux figurant sur la liste des travaux subventionnables par l'Anah. Compte tenu de l'état du parc privé de son territoire, la MEL souhaite soutenir le financement de ces

travaux, considérés comme non prioritaires pour l'Anah, notamment quand ils ne sont pas couplés à des travaux de performance énergétique.
Sont éligibles les catégories de logements suivantes :

- les propriétaires bailleurs qui doivent réaliser des travaux de mise aux normes pour une indécence constatée par la grille RSD Décence, ou suite à la déclaration ou l'autorisation préalable de mise en location, ou suite à injonction de travaux du maire (en application du Règlement Sanitaire Départemental) ou suite à arrêté préfectoral pris au titre de l'article 1311-4 du Code de la Santé publique,
- les logements passoires thermiques (étiquette DPE E, F, G avant travaux),
- les bailleurs mettant leur logement conventionné LOC2 ou LOC3 en gestion associative sous forme d'intermédiation locative.

Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah et de la Métropole Européenne de Lille, sur des postes de travaux qui ne seraient pas financés par celles-ci, à l'exclusion des aides aux syndicats de copropriétaires.
En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC ; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

B6- une prime de 4 000 € par logement attribué à un ménage prioritaire du Programme Départemental pour l'Accès au Logement et à l'Hébergement des Personnes Défavorisées ou prescrit par la MEL, en conventionnement avec ou sans travaux, géré en intermédiation locative.
La situation du ménage est attestée par une fiche SIAO.
En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

C. AIDES AUX ORGANISMES AGREES MAITRISE D'OUVRAGE D'INSERTION PAR LE LOGEMENT (M.O.I) ET A LA SPLA LA FABRIQUE DES QUARTIERS

C1- les projets de réhabilitation de **logements locatifs privés conventionnés LOC3** après travaux à hauteur de 10% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par l'Anah, en complément des aides de l'Anah, si bouquets de travaux et atteinte de l'étiquette D minimum. L'aide est plafonnée à 8000 €.
En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

C2- une aide forfaitaire de 12 000€ pour les projets de **rénovation globale** des opérateurs de MOI et de la SPLA La fabrique des quartiers, avec bouquet de travaux et atteinte de l'étiquette C minimum.
Les opérations de la SPLA La fabrique des quartiers sont éligibles dans les cas suivants :

- Vente d'Immeuble à Rénover (VIR) en OPAH-RU et sur justification d'une cession à un acquéreur futur propriétaire modeste ou très modeste et à un investisseur propriétaire bailleur conventionnant son logement LOC 1, LOC 2 ou LOC 3.
- En location puis vente sur une durée minimale de 9 ans et sur justification d'un conventionnement LOC 1, LOC 2 ou LOC 3 pendant la phase locative (avant vente).

En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

C3- les projets de **rénovation BBC** des logements passoires thermiques (étiquette DPE E, F, G avant travaux) subventionnés Anah par une prime de 5 000€ sous conditions suivantes :

- réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique de son logement d'un montant minimal de 15 000 € HT;
- réaliser un projet travaux atteignant après travaux une performance énergétique de niveau BBC (≤110 kWh EP/m²/an) ;
- accepter que son logement puisse faire l'objet d'un test pris en charge par la MEL (test d'étanchéité à l'air, thermographie, audit externe…) avant, pendant et/ou après travaux, pour contrôler la qualité des travaux mis en œuvre, sans que cela influe sur l'éligibilité à l'aide.

Pour tous les travaux d'isolation et en particulier de remplacement des menuiseries, l'installation d'une ventilation mécanique (VMC, VMR) est obligatoire, sauf dérogation et sur justification écrite du maître d'œuvre (ventilation existante suffisante, remplacement partiel des menuiseries, travaux d'isolation partiels…).
Les logements équipés d'une ventilation mécanique devront être dotés des amenées d'air permanentes dans les pièces sèches (salon, séjour, chambres), ces amenées d'air étant un élément constitutif du système de ventilation et de renouvellement de l'air.
Si le chauffage électrique préexiste, le remplacement des convecteurs par des radiateurs à inertie est exigé.

En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

D. AIDES AUX SYNDICATS DE COPROPRIETAIRES POUR LES TRAVAUX COLLECTIFS

Sont éligibles à ces aides toutes les copropriétés du territoire construites depuis plus de 15 ans, comportant au moins 65% de lots d'habitation principale pour les copropriétés de 20 lots ou moins) ou comportant au moins 75% de lots d'habitation principale pour les copropriétés de plus de 20 lots.

Les copropriétés mixtes, comprenant des lots appartenant à un bailleur social, sont éligibles à ces aides. Lorsque le bailleur social détient 25% des lots ou plus dans une copropriété, il sera invité à rétrocéder sa quote-part de subvention aux copropriétaires privés. En cas de refus de sa part, la subvention sera calculée uniquement sur les tantièmes des copropriétaires privés.

D1- Financer les études de conception des projets de rénovation énergétique en copropriété : Aide à la maîtrise d'œuvre

Cette aide est ouverte aux copropriétés accompagnées dans un dispositif métropolitain conventionné d'amélioration de l'habitat (AMELIO, POPAC, OPAH, Plan de sauvegarde, etc.).
Elle permet de financer les phases de conception des missions de Maîtrise d'œuvre (jusqu'à l'assistance à la passation des marchés de travaux) de manière importante afin d'inciter les copropriétaires à engager le processus de rénovation énergétique de leur immeuble. Le programme de travaux, défini par l'étude de maîtrise d'œuvre, doit proposer plusieurs scénarios de travaux dont 2 a minima : l'atteinte d'un gain énergétique de 35% et du niveau BBC Reno.
Les phases d'études de conception représentent environ 60% de la totalité de la mission de maîtrise d'œuvre. La MEL finance 50% de ces phases. Cette subvention est plafonnée à 1000€ par lot d'habitation, de commerces et de bureaux.

Dans le cas des copropriétés accompagnées par la régie régionale Hauts-de-France Pass Copropriété, la Métropole Européenne de Lille prend en charge 50% des deux premiers montants forfaitaires de l'accompagnement qui comprennent le lancement et le suivi de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'au lancement des marchés de travaux par la régie régionale. Cela représente une participation de la MEL de 300€ TTC maximum par lot d'habitation principale, sachant que chaque forfait d'accompagnement est de 300€TTC par lot principal (Assemblée Générale 1 et Assemblée Générale 2).

Afin d'éviter le double financement en cas d'aide aux travaux par la suite, l'aide aux travaux de la MEL sera calculée sur la base subventionnable travaux hors frais de maîtrise d'œuvre.

D2- Encourager les travaux de rénovation des copropriétés fragiles ou dégradées

Cette aide est ouverte aux copropriétés accompagnées dans un dispositif métropolitain conventionné d'amélioration de l'habitat (AMELIO, POPAC, OPAH, Plan de sauvegarde, etc.).

Pour les copropriétés qui répondent aux conditions de l'aide Anah MaPrimeRénov' Copropriété ou l'aide Anah aux copropriétés dégradées, la Métropole Européenne de Lille abonde :

- l'aide MaPrimeRénov' Copropriété à hauteur de 10% de la base subventionnable Anah pour les copropriétés fragiles en quartier prioritaire de la politique de la ville ;
- l'aide copropriété dégradée en OPAH CD, volet CD d'OPAH RU, plan de Sauvegarde, à hauteur de 15% de la base subventionnable Anah

L'aide globale de la MEL au syndicat de copropriétaires est plafonnée à 1 000 000€.

Les dépenses correspondant à la maîtrise d'œuvre ou aux autres prestations d'ingénierie hors AMO sont prises en compte dans la dépense subventionnée, hors plafond de travaux, au prorata des travaux subventionnés, sauf si elles ont déjà été financées dans le cadre de l'aide MEL à la maitrise d'œuvre.

Cette aide est cumulable avec les autres aides de la Métropole Européenne de Lille.
En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

D3- Encourager les travaux de rénovation énergétique performante des copropriétés: AMELIO Copro - Aide Rénovation performante BBC

Cette aide est à destination des copropriétés qui fournissent un effort financier important pour réaliser un projet de travaux global qui permet d'atteindre un gain énergétique équivalent au label BBC (≤110 kWh EP/m²/an), sous réserve d'être accompagnées dans un dispositif métropolitain conventionné d'amélioration de l'habitat (AMELIO, POPAC, OPAH, Plan de sauvegarde, etc.).

Le montant de cette aide sera de 10% du montant de travaux subventionnables plafonnés à 25 000 € HT/lot d'habitation principale. Seront retenus pour le calcul de l'assiette subventionnable les travaux de rénovation énergétique, ainsi que les travaux induits par le projet et indissociables. Les dépenses correspondant à la maîtrise d'œuvre ou aux autres prestations intellectuelles (hors AMO de l'opérateur Anah) sont prises en compte dans la dépense subventionnée, hors plafond de travaux, au prorata des travaux subventionnés, sauf si elles ont déjà été financées dans le cadre de l'aide MEL à la maitrise d'œuvre.

Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah et les autres aides de la Métropole Européenne de Lille. En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

D4- Accompagner les copropriétés dont le projet de travaux de rénovation énergétique ne permet pas l'atteinte du gain énergétique de 35% : aide rénovation des petites copropriétés

Les accompagnements réalisés au cours du précédent dispositif AMELIO Copro ont montré la difficulté, pour un segment du parc en copropriété, d'atteindre le gain énergétique minimum attendu de 35%. Il s'agit des ensembles immobiliers en copropriété de petite taille, situés le plus souvent en centre-ville, et soumis à des prescriptions urbaines, architecturales ou patrimoniales, qui ne permettent pas de réaliser des bouquets de travaux suffisants en termes de gain énergétique (par exemple : impossibilité d'isoler par l'extérieur les façades ou la toiture de l'immeuble).

Pour ces petites copropriétés de 20 logements ou moins, l'octroi de l'aide ne sera pas conditionné à l'atteinte d'un seuil de performance énergétique, mais à la réalisation des travaux prescrits par un audit ou par le diagnostic technique global (DTG) avec un gain énergétique minimal de 15%. Il pourra être dérogé à la réalisation de certains travaux prescrits par le DTG ou l'audit quand leur réalisation fait l'objet d'un avis négatif de l'Architecte des Bâtiments de France.

Cette aide est ouverte aux copropriétés accompagnées dans un dispositif métropolitain conventionné d'amélioration de l'habitat (AMELIO, POPAC, OPAH CD ou OPAH RU), en complément de l'aide Anah.

Le montant de cette aide sera de 15% du montant de travaux subventionnables de 25 000 € HT/lot d'habitation principale.

Les dépenses correspondant à la maîtrise d'œuvre ou aux autres prestations d'ingénierie hors AMO sont prises en compte dans la dépense subventionnée, hors plafond de travaux, au prorata des travaux subventionnés, sauf si elles ont déjà été financées dans le cadre de l'aide MEL à la maitrise d'œuvre.
Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah et les autres aides de la Métropole Européenne de Lille. En cas de cumul d'aides, le taux de cofinancement public maximal du projet est de 80% du montant de travaux global TTC; la MEL écrêtera son aide pour respecter ce plafond.

D5- Aider les copropriétés les plus vulnérables du territoire à faire face à leurs travaux de conservation du bâti et de mise en sécurité : Aide à la mise en sécurité

Cette aide est ouverte aux copropriétés accompagnées dans un dispositif métropolitain conventionné d'amélioration de l'habitat (AMELIO, POPAC, OPAH RU, OPAH Copropriétés dégradées, Plan de sauvegarde, etc.).
Elle a pour but d'aider les copropriétés vulnérables pour la réalisation de leurs travaux de conservation du bâti et de mise en sécurité.

La vulnérabilité de la copropriété est évaluée sur la base du diagnostic multicritères réalisé par l'opérateur en charge de l'accompagnement. Seules les copropriétés avec une fragilité avérée sur le plan de la gestion, financier, juridique et technique pourront bénéficier de cette aide.
Les critères non cumulatifs permettant de justifier la vulnérabilité de la copropriété sont les suivants :

- la copropriété se situe dans le périmètre d'un quartier NPNRU (Nouveau Programme National de Rénovation urbaine)
- la copropriété est ciblée par une OPAH copropriétés dégradées, une OPAH Renouvellement Urbain ou un Plan de Sauvegarde
- la copropriété est concernée par une procédure au titre de la lutte contre l'habitat indigne (arrêté de péril, d'insalubrité sur les parties communes ou de mise en sécurité des équipements communs)
- la copropriété est placée sous administration provisoire.

Le montant de cette aide est de 80% d'un montant plafond de travaux fixé à 4000€/lot d'habitation, de commerces et de bureaux.

Cette aide est cumulable avec les aides de l'Anah et de la Métropole Européenne de Lille, sur des postes de travaux qui ne seraient pas financés par celles-ci.

E. DISPOSITIF PETITS TRAVAUX

Par ailleurs, pour permettre la réalisation de **petits travaux de décence, mise en sécurité, pose d'aides techniques pour les personnes âgées ou handicapées, réparations locatives et performance énergétique, second œuvre de finition,** il est proposé de poursuivre le dispositif de conventionnement avec les associations partenaires.
Ce montage permet des cofinancements du département via le dispositif départemental Nord Énergie Habitat Solidarité (NEHS), une participation des intéressés en auto-réhabilitation accompagnée ou financière. Les associations sont subventionnées pour les certifications de leur personnel et outillages dans le cadre de la convention partenariale, afin d'assurer une qualité de service sans alourdir les devis.
L'aide de la MEL sera plafonnée à 50% des travaux, sur une base subventionnable

plafonnée à 5000€ comprenant fournitures, main d'œuvre, valorisation de la main d'œuvre en auto-réhabilitation accompagnée ou monitorat technique.

Sont éligibles :
- les propriétaires occupants sous le plafond Anah de ressources très modestes,
- les locataires sous les plafonds de ressources du NEHS,
- les propriétaires bailleurs de logements indécents attestés par la grille RSD Décence ou qui doivent réaliser des travaux de mise aux normes suite à la déclaration ou l'autorisation préalable de mise en location, ou suite à injonction de travaux du maire (en application du Règlement Sanitaire Départemental) ou suite à arrêté préfectoral pris au titre de l'article 1311-4 du Code de la Santé publique,
- les bailleurs mettant leur logement conventionné LOC2 ou LOC3 en gestion associative sous forme d'intermédiation locative.

TABLEAU RECAPITULATIF PREVISIONNEL DES ENGAGEMENTS

Propriétaires occupants				
Nature de l'aide	**Conditions**	**Montant de l'aide**	**Nombre de logements**	**Droits à engagement**
Aide aux projets d'adaptation	ressources modestes et très modestes	5 à 10% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par MaPrimeAdapt'	230	460 000€
Aide aux projets de résorption de l'habitat indigne ou indécent	ressources modestes et très modestes, en opération conventionnée	5 à 10% de la base subventionnée Anah, avec maîtrise d'œuvre si pas déjà financée	20	130 000€
Prime auto-réhabilitation accompagnée	ressources modestes et très modestes, en opération conventionnée	500 ou 1000€	10	10 000€
Aide à la maîtrise d'œuvre phase conception et consultation des entreprises, et études	ressources modestes et très modestes, logement indigne, en opération conventionnée	100% des phases de conception de l'étude de MOE (ESQ à AMT), soit 60% de la mission globale Plafond à 5000€	12	54 000€
Prime à la maîtrise d'ouvrage déléguée	Ressources modestes et très modestes, en opération conventionnée	Aide forfaitaire de 600€	5	3 000€
Aide BBC	ressources modestes, très modestes, en opération conventionnée	10% pour un montant minimum de travaux de 15 000€	110	550 000€
Aide à la conservation du bâti et la sécurité des personnes	ressources modestes et très modestes, en opération conventionnée	50% de subvention d'une base de travaux plafonnée à 8 000€ HT	300	480 000€

Propriétaires bailleurs				
Aide aux projets d'adaptation	Logements conventionnés LOC2 ou LOC3 après travaux	10% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par MaPrimeAdapt' Plafond à 8 000€	2	4 000€
Aide aux projets de réhabilitation travaux en complément d'Habiter Mieux	Logements conventionnés LOC2 ou LOC3 après travaux, en opération conventionnée	10% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre, en complément d'une aide Anah, sur la base subventionnée Anah Plafond à 8 000€	40	119 000€
Primes à la sortie de vacance de logements locatifs avec conventionnement de loyer	Logement vacant de plus de 2 ans, en opération conventionnée	1500€ en LOC1 2500€ en LOC2 5000€ en LOC3	12	30 000€
Prime BBC	passoires thermiques, travaux financés par MPR parcours accompagné, en opération conventionnée	10% de la base subventionnée Anah pour un montant minimum de travaux de 15 000€	16	48 000 €
Aide à la conservation du bâti et la sécurité des personnes	Logements indécents Ou logements passoires thermiques Ou logement en intermédiation locative, en opération conventionnée	50% de subvention d'une base de travaux plafonnée à 8 000€ HT	10	40 000€
Prime au relogement de ménage prioritaire	Logements conventionnés avec ou sans travaux gérés en intermédiation locative	4000€ si étiquette D minimum	2	8 000€

Maîtrise d'œuvre insertion par le logement et SPLA La fabrique des quartiers				
Aide complémentaire à l'aide Anah (MOI)	Bouquet de travaux, étiquette D après travaux	10% des travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre sur la base subventionnée par l'Anah. Plafond 8000€	35	280 000€
Prime de rénovation globale (MOI et SPLA)	Bouquet de travaux, étiquette C après travaux. + pour la SPLA : conditions de conventionnement et d'éligibilité des acquéreurs finaux.	12 000€	30	360 000€
Prime BBC	passoires thermiques	Aide forfaitaire supplémentaire de 5 000€ pour un montant minimum de travaux de 15 000€	5	25 000 €

Syndicats de copropriétaires				
Aide à la maîtrise d'œuvre	Immeubles de plus de 15 ans. Accompagnés dans une opération conventionnée	50% des phases de conception de l'étude de MOE (ESQ à AMT) Plafond à 1000€ par lot d'habitation principale, commerce et bureaux Plafond à 300€TTC par lot principal pour les copropriétés accompagnées par le Hauts-de-France Pass Copropriété	2800	980 000€
Aide rénovation des copropriétés fragiles ou	Immeubles de plus de 15 ans.	10% de la base Anah pour les copropriétés fragiles en QPV	150	300 000€

dégradées	Accompagnés dans une opération conventionnée.	15% de la base Anah pour les copropriétés dégradées en OPAH RU ou OPAH CD ou Plan de Sauvegarde Aide plafonnée à 1 000 000€		
Aide rénovation performante BBC	Immeubles de plus de 15 ans. Accompagnés dans une opération conventionnée	10% d'un montant de travaux plafond de 25000€HT par lot d'habitation principale	40	140 000€
Aide rénovation des petites copropriétés	Immeubles de plus de 15 ans avec au moins 65% de lots dédiés à l'habitation. Copropriété de 20 logements ou moins. Gain énergétique de 15% minimum (justification à produire)	15% d'un montant de travaux plafond de 25000€HT par lot d'habitation principale	4	10 000€
Aide à la mise en sécurité	Immeubles de plus de 15 ans. Accompagnés par un opérateur dans un dispositif métropolitain. Vulnérabilité avérée.	80% d'un montant plafond de travaux fixé à 4000€/lot d'habitation, de commerces et de bureaux	472	944 000€
PETITS TRAVAUX				
Aide aux petits travaux versée aux associations conventionnées	Travaux pour propriétaires occupants aux ressources très modestes; propriétaires bailleurs de logements en indécents ou intermédiation locative	Aide plafonnée à 50% des travaux, sur une base subventionnable max 5000€	25	25 000€

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110662-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0183

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC TISSERIN POUR LA PERIODE 2024-2030 - AVENANT A LA CONVENTION DE FONDS MUTUALISE D'AVANCE DES SUBVENTIONS A L'AMELIORATION DE L'HABITAT - CONVENTIONS TRIPARTITES DE CAISSE D'AVANCE

Vu la loi n°2006-1615 du 18 décembre 2006 ratifiant l'ordonnance n°2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP) ;

Vu la délibération n°17-C-0755 du 19 octobre 2017 approuvant la convention de partenariat avec le groupe Procivis Nord ;

Vu la délibération n°18-C-0041 du 23 février 2018 approuvant la convention avec Procivis Nord et la création d'une caisse d'avance métropolitaine pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements ;

Vu la délibération n°18 C 0300 du 15 juin 2018 approuvant la nouvelle convention de partenariat avec Procivis Nord pour la période 2018-2022 et la convention de création d'un fonds mutualisé de caisse des subventions à l'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération n°23-C-0178 du 30 juin 2023 portant adoption définitive du programme local de l'habitat 2022-2028 ;

I. Exposé des motifs

Pour la mise en œuvre de son Programme Local de l'Habitat, la MEL a engagé une politique ambitieuse de production de 6 000 logements neufs par an. À cet égard, elle souhaite d'une part privilégier le tissu urbain existant pour au minimum deux tiers des constructions et, d'autre part, favoriser la mixité sociale dans les programmations de logements. Il s'agit en effet de développer une offre locative sociale, en accession ou location abordable et en libre, pour répondre aux besoins des ménages.

L'objectif annuel de production des 6 000 logements se décline en 2 000 logements sociaux (PLUS et PLAI), 2 000 logements abordables (locatifs et accession maîtrisée) et 2 000 logements libres et ce dans l'ensemble des grandes opérations d'aménagement.

En outre, la MEL souhaite également intervenir en faveur de la rénovation du parc existant, tant social que privé. C'est ainsi qu'il a été fixé un objectif de 8 200

logements rénovés durablement par an, compte tenu de la prégnance de la précarité énergétique et de l'ambition d'une montée en qualité du parc privé.

En déclinaison des conventions nationales signées entre l'État et PROCIVIS et entre l'État, l'Anah et PROCIVIS pour la période 2018- 2022, une première convention-cadre de partenariat entre la MEL et PROCIVIS NORD, devenu TISSERIN, a été signée le 26 septembre 2018 pour fixer les engagements convergents des deux parties concernant le développement de l'accession sociale et la rénovation durable de l'habitat privé.

À ce titre, un fonds mutualisé de caisse d'avance a été créé en 2018, outil de préfinancement des subventions publiques à la rénovation des logements privés, afin de faciliter la mise en œuvre des travaux. En effet, les ménages éligibles aux aides publiques, conditionnées à des plafonds de ressources, ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les subventions à recevoir à l'issue des travaux. La solvabilisation des propriétaires est l'une des conditions de réussite des projets de rénovation.

Les conventions-cadres nationales et de la MEL de la période 2018-2022 sont arrivées à leur terme.

De 2009 à 2023, la société TISSERIN a été partenaire de plusieurs opérations programmées d'amélioration de l'habitat en finançant plusieurs « caisses d'avance », pour un montant cumulé de 3,28 millions d'euros de prêt sans intérêt, ayant d'ores et déjà permis de préfinancer 14,5 millions de subventions et 26 millions d'euros de travaux. L'effet-levier de cet outil a démontré sa réelle utilité pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de la métropole, par le soutien à l'économie locale et par le bénéfice environnemental de la rénovation thermique des logements, 3è source des gaz à effet de serre dans le territoire métropolitain.

Une nouvelle convention a été signée le 24 janvier 2023 avec l'État, aux termes de laquelle l'ensemble des SACICAP du réseau PROCIVIS s'est engagé pour 8 années, en appui des politiques locales de l'Habitat, d'une part à construire 4 000 logements en accession sociale à la propriété (PSLA, BRS vente HLM, …), et d'autre part à développer des « Missions Sociales » favorisant l'accession sociale à la propriété et la rénovation du parc ancien privé dégradé des propriétaires occupants modestes et très modestes et des copropriétés fragiles et dégradées.

L'ambition est de décliner cet engagement national au niveau du territoire de la MEL.

La présente délibération a pour objet de renouveler la convention-cadre partenariat pour la période 2024-2030 et prolonger le fonds de mutualisation pour couvrir les nouvelles opérations programmées de la MEL jusqu'à fin 2030.

La **convention-cadre de partenariat** s'articule autour de 3 axes : la fixation d'objectifs communs de production de logements neufs en accession sociale à la propriété, la déclinaison des conditions de mise en œuvre de la politique habitat de la

MEL pour l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé et la déclinaison des conditions de mise en œuvre des « Missions Sociales » que souhaite conduire TISSERIN pour l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé.

En pratique, il s'agit de mettre à disposition des fonds, soit sous forme de « Prêts Missions Sociales » sans intérêt et sans aucun frais accordés sous conditions d'éligibilité aux accédants dans les programmes réalisés par les filiales de la société TISSERIN, soit sous forme d'un fonds de trésorerie permettant le préfinancement des subventions publiques dans le cadre de la rénovation de l'habitat privé, le cas échéant complétées par des « Prêts Travaux Missions Sociales » finançant tout ou partie du reste à charge des travaux.

Dans une logique de cercle vertueux et pour permettre à la société TISSERIN de pérenniser ses engagements sociaux sur la durée, il est indispensable que celle-ci développe ses activités de construction par la réalisation de nouvelles opérations d'accession à la propriété, gage de résultats qui seront, pour partie, réinvestis dans les « Missions Sociales » en partenariat avec les collectivités locales, notamment sur le territoire de la MEL.

Un **fonds mutualisé** a été créé par la MEL et TISSERIN en déclinaison de la convention-cadre de partenariat. Il constitue un outil de préfinancement des subventions publiques afin de faciliter la mise en œuvre des travaux de rénovation des logements privés. Il alimente les caisses d'avance sous forme de prêt à taux zéro.

Ainsi, le fonds mutualisé a été abondé de 750 000€ par la MEL et 1 500 000€ par PROCIVIS-TISSERIN en 2019 et a alimenté 3 caisses d'avance gérées par 3 opérateurs désignés par la MEL par marché public et couvrant tout le territoire de la MEL. Les conventions d'opérations programmées se sont terminées fin 2022, mais les caisses d'avance sont toujours en activité pour financer les chantiers actuellement en cours pour les projets subventionnés par l'Anah, la MEL et leurs partenaires. Les caisses d'avance ont honoré leur premier remboursement au fonds mutualisé.

Au sein du dispositif AMELIO, une nouvelle génération d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat couvre la période 2023-2027. Il est ainsi proposé de prolonger la durée du fonds de mutualisation, afin qu'il puisse alimenter des caisses d'avance pour ces opérations programmées animées par 4 opérateurs, désignés par marchés publics :

- SOLIHA pour les projets de monopropriété sur les territoires Lillois et Couronne Nord, Lys et Tourquennois et Roubaix ;
- URBANIS pour les projets en copropriété sur tout le territoire de la MEL, pour les projets de monopropriété sur le territoire Est et pour les projets en OPAH RU Lille Quartiers Anciens ;
- INHARI pour les projets de monopropriété sur les territoires Sud et Weppes ;

- GRAAL pour les projets en OPAH RU de Roubaix sur les quartiers de l'Epeule, du Pile et de l'Alma.

4 conventions tripartites entre ces opérateurs, la MEL et TISSERIN viendront arrêter les modalités de gestions de ces caisses d'avance.

Pour mémoire, outre son abondement au fonds, la MEL offre une double garantie : garantie emprunteur et garantie sinistralité.

La MEL garantit la perte à la dissolution du fonds mutualisé pour couvrir le risque de l'emprunteur, selon une quotité de 80% sur la part abondée par TISSERIN, qui représente à terme 2/3 du prêt consenti à chaque opérateur.

Aussi, la gestion des caisses d'avance présente un risque particulier qui est celui du non versement des subventions pourtant préfinancées, suite à aléas (décès du bénéficiaire, liquidation d'entreprise, fraude ou non-respect du programme de travaux). Le gestionnaire se retrouve alors dans la situation où il a payé l'entreprise mais ne recouvre pas son avance par subvention. Ce risque opérationnel est encadré et limité dans les conventions tripartites :

- Le gestionnaire s'engagera à accomplir toutes diligences pour recouvrer ces sommes auprès de qui de droit (propriétaire, liquidateurs, successeurs, etc) ;
- Un plafond de sinistralité sera déterminé en deçà duquel une garantie de prise en charge est offerte au gestionnaire et au-delà duquel l'opérateur assume la perte et organise la résiliation de la caisse d'avance et le remboursement du prêt consenti en n'engageant plus de nouveaux chantiers ;
- Les pertes éventuellement constatées seront prises en charge par la MEL, dans la limite d'un plafond de sinistralité global de 350 000€ à la dissolution du fonds mutualisé. La MEL admettra toute participation à la couverture du risque opérationnel.

L'avenant au fonds de mutualisation vient ainsi modifier la date de dissolution du fonds à 2030 et l'échéancier de remboursement en conséquence. Il porte le plafond de sinistralité à 700 000 € correspondant aux 350 000 € couvrant les caisses d'avance des opérations 2018-2022 et 350 000 € pour les caisses d'avance des opérations programmées 2023-2027. Il est à noter qu'aucune garantie sinistralité n'a été engagée à ce jour.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser la signature d'une convention de partenariat entre la MEL et TISSERIN pour la période 2024-2030 ;

2) D'autoriser la signature de l’avenant n°1 à la convention de création du fonds mutualisé entre la MEL et TISSERIN ;

3) D'autoriser la signature des conventions tripartites entre la MEL, TISSERIN et chaque gestionnaire de caisse d'avance.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Sylvie MAZZOLINI n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0183

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC TISSERIN POUR LA PERIODE 2024-2030 - AVENANT A LA CONVENTION DE FONDS MUTUALISE D'AVANCE DES SUBVENTIONS A L'AMELIORATION DE L'HABITAT - CONVENTIONS TRIPARTITES DE CAISSE D'AVANCE

Vu la loi n°2006-1615 du 18 décembre 2006 ratifiant l'ordonnance n°2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP) ;

Vu la délibération n°17-C-0755 du 19 octobre 2017 approuvant la convention de partenariat avec le groupe Procivis Nord ;

Vu la délibération n°18-C-0041 du 23 février 2018 approuvant la convention avec Procivis Nord et la création d'une caisse d'avance métropolitaine pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements ;

Vu la délibération n°18 C 0300 du 15 juin 2018 approuvant la nouvelle convention de partenariat avec Procivis Nord pour la période 2018-2022 et la convention de création d'un fonds mutualisé de caisse des subventions à l'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération n°23-C-0178 du 30 juin 2023 portant adoption définitive du programme local de l'habitat 2022-2028 ;

I. Exposé des motifs

Pour la mise en œuvre de son Programme Local de l'Habitat, la MEL a engagé une politique ambitieuse de production de 6 000 logements neufs par an. À cet égard, elle souhaite d'une part privilégier le tissu urbain existant pour au minimum deux tiers des constructions et, d'autre part, favoriser la mixité sociale dans les programmations de logements. Il s'agit en effet de développer une offre locative sociale, en accession ou location abordable et en libre, pour répondre aux besoins des ménages.

L'objectif annuel de production des 6 000 logements se décline en 2 000 logements sociaux (PLUS et PLAI), 2 000 logements abordables (locatifs et accession maîtrisée) et 2 000 logements libres et ce dans l'ensemble des grandes opérations d'aménagement.

En outre, la MEL souhaite également intervenir en faveur de la rénovation du parc existant, tant social que privé. C'est ainsi qu'il a été fixé un objectif de 8 200

logements rénovés durablement par an, compte tenu de la prégnance de la précarité énergétique et de l'ambition d'une montée en qualité du parc privé.

En déclinaison des conventions nationales signées entre l'État et PROCIVIS et entre l'État, l'Anah et PROCIVIS pour la période 2018- 2022, une première convention-cadre de partenariat entre la MEL et PROCIVIS NORD, devenu TISSERIN, a été signée le 26 septembre 2018 pour fixer les engagements convergents des deux parties concernant le développement de l'accession sociale et la rénovation durable de l'habitat privé.

À ce titre, un fonds mutualisé de caisse d'avance a été créé en 2018, outil de préfinancement des subventions publiques à la rénovation des logements privés, afin de faciliter la mise en œuvre des travaux. En effet, les ménages éligibles aux aides publiques, conditionnées à des plafonds de ressources, ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les subventions à recevoir à l'issue des travaux. La solvabilisation des propriétaires est l'une des conditions de réussite des projets de rénovation.

Les conventions-cadres nationales et de la MEL de la période 2018-2022 sont arrivées à leur terme.

De 2009 à 2023, la société TISSERIN a été partenaire de plusieurs opérations programmées d'amélioration de l'habitat en finançant plusieurs « caisses d'avance », pour un montant cumulé de 3,28 millions d'euros de prêt sans intérêt, ayant d'ores et déjà permis de préfinancer 14,5 millions de subventions et 26 millions d'euros de travaux. L'effet-levier de cet outil a démontré sa réelle utilité pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de la métropole, par le soutien à l'économie locale et par le bénéfice environnemental de la rénovation thermique des logements, 3è source des gaz à effet de serre dans le territoire métropolitain.

Une nouvelle convention a été signée le 24 janvier 2023 avec l'État, aux termes de laquelle l'ensemble des SACICAP du réseau PROCIVIS s'est engagé pour 8 années, en appui des politiques locales de l'Habitat, d'une part à construire 4 000 logements en accession sociale à la propriété (PSLA, BRS vente HLM, …), et d'autre part à développer des « Missions Sociales » favorisant l'accession sociale à la propriété et la rénovation du parc ancien privé dégradé des propriétaires occupants modestes et très modestes et des copropriétés fragiles et dégradées.

L'ambition est de décliner cet engagement national au niveau du territoire de la MEL.

La présente délibération a pour objet de renouveler la convention-cadre partenariat pour la période 2024-2030 et prolonger le fonds de mutualisation pour couvrir les nouvelles opérations programmées de la MEL jusqu'à fin 2030.

La **convention-cadre de partenariat** s'articule autour de 3 axes : la fixation d'objectifs communs de production de logements neufs en accession sociale à la propriété, la déclinaison des conditions de mise en œuvre de la politique habitat de la

MEL pour l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé et la déclinaison des conditions de mise en œuvre des « Missions Sociales » que souhaite conduire TISSERIN pour l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé.

En pratique, il s'agit de mettre à disposition des fonds, soit sous forme de « Prêts Missions Sociales » sans intérêt et sans aucun frais accordés sous conditions d'éligibilité aux accédants dans les programmes réalisés par les filiales de la société TISSERIN, soit sous forme d'un fonds de trésorerie permettant le préfinancement des subventions publiques dans le cadre de la rénovation de l'habitat privé, le cas échéant complétées par des « Prêts Travaux Missions Sociales » finançant tout ou partie du reste à charge des travaux.

Dans une logique de cercle vertueux et pour permettre à la société TISSERIN de pérenniser ses engagements sociaux sur la durée, il est indispensable que celle-ci développe ses activités de construction par la réalisation de nouvelles opérations d'accession à la propriété, gage de résultats qui seront, pour partie, réinvestis dans les « Missions Sociales » en partenariat avec les collectivités locales, notamment sur le territoire de la MEL.

Un **fonds mutualisé** a été créé par la MEL et TISSERIN en déclinaison de la convention-cadre de partenariat. Il constitue un outil de préfinancement des subventions publiques afin de faciliter la mise en œuvre des travaux de rénovation des logements privés. Il alimente les caisses d'avance sous forme de prêt à taux zéro.

Ainsi, le fonds mutualisé a été abondé de 750 000€ par la MEL et 1 500 000€ par PROCIVIS-TISSERIN en 2019 et a alimenté 3 caisses d'avance gérées par 3 opérateurs désignés par la MEL par marché public et couvrant tout le territoire de la MEL. Les conventions d'opérations programmées se sont terminées fin 2022, mais les caisses d'avance sont toujours en activité pour financer les chantiers actuellement en cours pour les projets subventionnés par l'Anah, la MEL et leurs partenaires. Les caisses d'avance ont honoré leur premier remboursement au fonds mutualisé.

Au sein du dispositif AMELIO, une nouvelle génération d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat couvre la période 2023-2027. Il est ainsi proposé de prolonger la durée du fonds de mutualisation, afin qu'il puisse alimenter des caisses d'avance pour ces opérations programmées animées par 4 opérateurs, désignés par marchés publics :

- SOLIHA pour les projets de monopropriété sur les territoires Lillois et Couronne Nord, Lys et Tourquennois et Roubaix ;
- URBANIS pour les projets en copropriété sur tout le territoire de la MEL, pour les projets de monopropriété sur le territoire Est et pour les projets en OPAH RU Lille Quartiers Anciens ;
- INHARI pour les projets de monopropriété sur les territoires Sud et Weppes ;

- GRAAL pour les projets en OPAH RU de Roubaix sur les quartiers de l'Epeule, du Pile et de l'Alma.

4 conventions tripartites entre ces opérateurs, la MEL et TISSERIN viendront arrêter les modalités de gestions de ces caisses d'avance.

Pour mémoire, outre son abondement au fonds, la MEL offre une double garantie : garantie emprunteur et garantie sinistralité.

La MEL garantit la perte à la dissolution du fonds mutualisé pour couvrir le risque de l'emprunteur, selon une quotité de 80% sur la part abondée par TISSERIN, qui représente à terme 2/3 du prêt consenti à chaque opérateur.

Aussi, la gestion des caisses d'avance présente un risque particulier qui est celui du non versement des subventions pourtant préfinancées, suite à aléas (décès du bénéficiaire, liquidation d'entreprise, fraude ou non-respect du programme de travaux). Le gestionnaire se retrouve alors dans la situation où il a payé l'entreprise mais ne recouvre pas son avance par subvention. Ce risque opérationnel est encadré et limité dans les conventions tripartites :

- Le gestionnaire s'engagera à accomplir toutes diligences pour recouvrer ces sommes auprès de qui de droit (propriétaire, liquidateurs, successeurs, etc) ;
- Un plafond de sinistralité sera déterminé en deçà duquel une garantie de prise en charge est offerte au gestionnaire et au-delà duquel l'opérateur assume la perte et organise la résiliation de la caisse d'avance et le remboursement du prêt consenti en n'engageant plus de nouveaux chantiers ;
- Les pertes éventuellement constatées seront prises en charge par la MEL, dans la limite d'un plafond de sinistralité global de 350 000€ à la dissolution du fonds mutualisé. La MEL admettra toute participation à la couverture du risque opérationnel.

L'avenant au fonds de mutualisation vient ainsi modifier la date de dissolution du fonds à 2030 et l'échéancier de remboursement en conséquence. Il porte le plafond de sinistralité à 700 000 € correspondant aux 350 000 € couvrant les caisses d'avance des opérations 2018-2022 et 350 000 € pour les caisses d'avance des opérations programmées 2023-2027. Il est à noter qu'aucune garantie sinistralité n'a été engagée à ce jour.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser la signature d'une convention de partenariat entre la MEL et TISSERIN pour la période 2024-2030 ;

2) D'autoriser la signature de l’avenant n°1 à la convention de création du fonds mutualisé entre la MEL et TISSERIN ;

3) D'autoriser la signature des conventions tripartites entre la MEL, TISSERIN et chaque gestionnaire de caisse d'avance.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Sylvie MAZZOLINI n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Convention cadre de Partenariat entre la Métropole Européenne de Lille

Et TISSERIN

Pour le développement de l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé

Entre :

La METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (MEL), ayant son siège 2 avenue des Cités Unies – CS 70043 - 59 040 Lille Cedex, représentée par Monsieur Damien CASTELAIN, en sa qualité de Président, agissant en vertu des délibérations n°17C0755 du 19 octobre 2017, n°18C0041 du 23 février 2018 et n°18C0300 du 15 juin 2018 et 24 C 0183 du 28 juin 2024,

Ci-après dénommée « la MEL »,

Et :

La société TISSERIN, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), ayant son siège 612, rue de la Chaude Rivière à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille Métropole sous le numéro 457 510 360, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Ludovic MONTAUDON, nommé à cette fonction par délibération du conseil d'administration du 10 octobre 2022,

Ci-après dénommée « la société TISSERIN »

Et dénommées ensemble « Les Parties »,

Il est préalablement exposé :

Pour la mise en œuvre de son Programme Local de l'Habitat, la MEL a engagé une politique ambitieuse de production de 6 200 logements neufs par an. À cet égard, elle souhaite d'une part privilégier le tissu urbain existant pour au minimum deux tiers des constructions et, d'autre part, favoriser la mixité sociale dans les programmations de logements. Il s'agit en effet de développer une offre locative sociale, en accession ou location abordable et en libre, pour répondre aux besoins des ménages. L'objectif annuel de production des 6 200 logements se décline en 2 300 logements sociaux (PLUS et PLAI y compris le renouvellement urbain), 2 000 logements abordables (locatifs et accession maîtrisée) et 1900 logements libres et ce dans l'ensemble des grandes opérations d'aménagement.

En outre, la MEL souhaite également intervenir en faveur de la rénovation du parc existant, tant social que privé. C'est ainsi qu'il a été fixé un objectif de 8 200 logements rénovés durablement par an, compte tenu de la prégnance de la précarité énergétique et de l'ambition d'une montée en qualité du parc privé.

La société TISSERIN comme les 47 autres Sociétés Anonymes d'Intérêt Collectif pour l'Accessions Sociale à la Propriété (SACICAP) fait partie du réseau national PROCIVIS, un réseau d'entrepreneurs coopératifs de l'habitat engagé dans l'économie sociale et solidaire. Il ne verse pas de dividendes à ses actionnaires ; en revanche, il réinvestit une part des résultats de ses activités concurrentielles dans le développement de ses activités immobilières et dans les missions d'utilité sociétale : les Missions Sociales.

Exercées en accompagnement des politiques nationales et locales de l'habitat, aux côtés des décideurs de territoire, les Missions Sociales prennent la forme d'un accompagnement financier auprès des populations fragiles et modestes. Elles engagent la société TISSERIN sur les problématiques en lien avec la transformation des villes et de l'habitat comme le soutien à l'accession sociale à la propriété et l'amélioration de l'habitat ancien privé.

Cette activité spécifique apporte des solutions aux ménages exclus des mécanismes des marchés bancaires ou des dispositifs classiques d'aides. Elle permet ainsi d'apporter une réponse complète en matière de logement.

Les Missions Sociales font l'objet de convention de partenariat entre l'Etat et PROCIVIS, signée le 24 janvier 2023, aux termes de laquelle l'ensemble des SACICAP du réseau PROCIVIS s'est engagé pour 8 années, en appui des politiques locales de l'Habitat, d'une part à construire 4 000 logements en accession sociale à la propriété (PSLA, BRS vente HLM, …), et d'autre part à consacrer 500 millions d'euros au titre de ces Missions Sociales.

Acteur global de l'immobilier fondé en 1908, le groupe TISSERIN construit, vend et gère tout type de logements qu'ils soient privés ou sociaux, à travers ses activités de promoteur (NACARAT et TISSERIN PROMOTION), d'aménageur (TISSERIN AMENAGEMENT), de constructeur de maisons individuelles (TISSERIN MAISON INDIVIDUELLE), de bailleur social (TISSERIN HABITAT) et d'administrateur de biens (IMMO DE FRANCE HAUTS DE FRANCE).

Il peut donc apporter des réponses aux ambitions développées par la MEL et agir de façon engagée aux côtés de celle-ci.

En pratique, les Missions Sociales consistent en la mise à disposition des fonds, soit sous forme de « Prêts Missions Sociales » sans intérêt et sans aucun frais accordés sous conditions d'éligibilité aux accédants dans les programmes réalisés par les filiales du groupe TISSERIN, soit sous forme d'un fonds de trésorerie alimentés via des prêts permettant le préfinancement des subventions publiques dans le cadre de la rénovation de l'habitat privé, individuel ou collectif, le cas échéant complétées par des « Prêts Travaux Missions Sociales » finançant tout ou partie du reste à charge des travaux.

Dans une logique de cercle vertueux et pour permettre à la société TISSERIN de pérenniser ses engagements sociaux sur la durée, il est indispensable que celle-ci développe ses activités immobilières par la réalisation de nouvelles opérations, gage de résultats qui seront, pour partie, réinvestis dans les « Missions Sociales » en partenariat avec les collectivités locales, en particulier sur le territoire de la MEL.

Constatant une convergence d'intérêts et d'objectifs, les parties souhaitent aujourd'hui renouveler et accentuer leur partenariat sur le territoire de la MEL en faveur de la rénovation, l'adaptation et la lutte contre la précarité énergétique de l'habitat privé ancien dégradé des propriétaires occupants modestes et très modestes éligibles aux aides de l'Anah, et de la politique d'accession sociale à la propriété.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Les Parties conviennent de promouvoir conjointement, sur l'ensemble du territoire de la MEL, l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé.

La présente convention a pour but de définir les champs et modalités de collaboration de la MEL et de TISSERIN en fixant :

- les objectifs communs de production de logements neufs en accession sociale à la propriété et pour la rénovation durable de l'habitat privé,
- les conditions de mise en œuvre de la politique habitat pour l'accession sociale à la propriété,
- les conditions de mise en œuvre pour la rénovation durable de l'habitat privé,
- les instances de suivi des engagements réciproques.

ARTICLE 2 – Les objectifs communs de production de logements neufs en accession sociale à la propriété et pour la rénovation durable de l'habitat privé

2.1 Les objectifs de réalisation de logements neufs en accession sociale à la propriété

Dans une logique de diversification de l'offre de logements sur le territoire de la MEL, les parties conviennent de travailler avec les sociétés du Groupe TISSERIN à la réalisation de logements neufs en accession sociale durant la période de convention.

L'accession devra être développée dans le respect des principes de mixité sociale posés par le PLH.

2.2 Les objectifs de rénovation durable.

Le parc privé de la MEL compte 350 000 logements, soit 75% des résidences principales du territoire métropolitain. Il est confronté à un enjeu de réhabilitation massif, compte tenu de l'ancienneté du parc et de la faiblesse des ressources des habitants. Ainsi, 40 000 logements privés sont considérés comme potentiellement indignes et 100 000 logements privés sont occupés par des ménages aux ressources modestes et nécessitent de ce fait un soutien technique ou financier à la rénovation.

La MEL, avec ses partenaires, a développé plusieurs niveaux de réponse et d'accompagnement :

- un réseau de conseillers France Rénov' pour l'information et le conseil à destination du grand public, fédéré autour de la Maison de l'Habitat Durable, animant permanences, ateliers, conférences, animations pédagogiques ;
- des opérations programmées d'amélioration de l'habitat qui sont des dispositifs d'assistance à maîtrise d'ouvrage mis à disposition gratuitement pour les ménages éligibles à l'Anah, aux ressources dites « modestes » et « très modestes » afin d'inciter à la décision de travaux et d'accompagner ces ménages dans la mobilisation des financements potentiels ;
- le financement des travaux de réhabilitation pour les ménages très modestes et les projets de réhabilitation du parc locatif en communes présentant un déficit de logements sociaux.

Une nouvelle opération programmée d'amélioration de l'habitat, AMELIO, a été lancée pour la période 2023-2027. Elle vise la rénovation de 5200 logements par an, fluidifie les parcours des ménages en intégrant conseil et accompagnement, dote la MEL d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la communication, l'animation du réseau des opérateurs et des professionnels.

Les missions d'information, de conseil, d'animation et d'accompagnement des ménages sont confiées par marché à des prestataires spécialisés. Le délai d'exécution des marchés est de 5 ans de suivi-animation pendant les conventions opérationnelles et 3 ans de suivi post-convention pour solder les accompagnements démarrés. Le montant global estimé s'élève à 48 millions d'euros HT, dont des prix unitaires sur 8 ans pour la gestion comptable des « Caisses d'avance » et le suivi des chantiers.

Ce renouvellement des marchés s'accompagne d'un renouvellement des cibles de financement des travaux : l'Anah finance les propriétaires mais également les copropriétés dans les travaux lourds ou de sortie d'insalubrité, les travaux d'adaptation du logement à l'âge et aux handicaps et les travaux de performance énergétique.

Ainsi, sur 5 ans, l'Anah pourra engager 120 millions d'euros d'aides aux travaux pour les propriétaires occupants et les syndicats de copropriété et la MEL s'engage pour 30 millions d'euros d'aides aux travaux.

De plus, le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) est déployé sur deux secteurs de Lille (Moulins Wazemmes) et Roubaix (Pile, Alma, Epeule) comportant des enjeux de renouvellement urbain de quartiers anciens dégradés. Des opérations programmées d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain sont en cours sur ces 2 secteurs. Une étude est en cours à Tourcoing centre-ville afin de déterminer les contours d'une intervention.

ARTICLE 3 – Les conditions de mise en œuvre pour l'accession sociale à la propriété

3.1 Les engagements de la MEL en faveur de l'accession sociale à la propriété

La MEL favorise le développement de l'accession sociale par le biais du Prêt Social Location-Accession en agréant environ 200 logements par an. Une aide financière d'environ 700 000 euros par an permet de participer à une réduction du prix de vente pour l'accédant.

La MEL favorise également le développement de l'accession sociale au travers d'un Organisme de Foncier Solidaire (OFS) qu'elle a créé avec la Ville de Lille, La Fondation de Lille et la Fédération des promoteurs immobiliers.

La MEL veille à développer l'offre en accession abordable conformément aux objectifs du PLH, dans les opérations d'aménagement, les sites EPF et sur des fonciers dont elle est propriétaire où des procédures de cessions avec charges sont lancées.

Dans les secteurs inscrits en NPRU et dans la bande des 300 m des quartiers politique de la ville (QPV), la MEL souhaite développer et accompagner l'accession sociale afin d'atteindre les ambitions de diversification de ces sites.

La MEL s'engage à favoriser la production des logements tant en BRS qu'en accession sociale par les sociétés du Groupe TISSERIN en mobilisant les fonciers qu'elle maîtrise directement ou indirectement, en renforçant le dialogue avec les sociétés du Groupe TISSERIN.

3.2 : les engagements de TISSERIN

Parce que devenir propriétaire est une aspiration partagée par le plus grand nombre, TISSERIN et ses filiales développent des programmes de logements neufs : en Ventes en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) classiques, en Location-Accession PSLA ou en Bail Réel Solidaire (BRS).

Dans les territoires sur lesquels il intervient, le Groupe TISSERIN propose ainsi une coopération avec les décideurs des territoires aux termes de laquelle il s'engage, en amont de la réalisation des logements, à donner une chance en plus aux ménages modestes désireux d'accéder à la propriété, par l'octroi de « Prêts Missions Sociales » dans les conditions fixées par conventions avec la MEL ou la commune concernée.

Considérés comme un apport personnel par certains acteurs bancaires, ces prêts permettent ainsi d'améliorer la solvabilité des ménages modestes et ont par conséquent un effet de levier important quant à l'obtention d'un financement.

Ce dispositif social innovant facilite ainsi les parcours d'accession à la propriété et les parcours résidentiels des familles aux revenus modestes.

Les sociétés du Groupe TISSERIN s'engagent à réaliser des logements en accession sociale dès lors que les conditions de cession du foncier le permettront.

ARTICLE 4 – Les conditions de mise en œuvre pour la rénovation durable de l'habitat privé

La MEL développe des dispositifs d'accompagnement d'amélioration de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne. Elle attribue des aides propres, aux côtés des aides déléguées de l'Anah, pour le financement de la rénovation de l'habitat privé. De nombreux propriétaires ne peuvent cependant pas profiter de ces dispositifs et de ces aides financières et ce pour deux principales raisons.

D'abord les aides ne sont versées qu'une fois les travaux réalisés ; ensuite les aides ne couvrent pas toujours le montant total des travaux.

En effet, les ménages éligibles aux aides financières publiques ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les sommes à recevoir à l'issue des travaux et le reste à charge pose également problème. La solvabilisation des propriétaires est l'une des conditions de réussite des projets.

Afin de faciliter l'effectivité des projets de rénovation engagés par les ménages et copropriétés accompagnés par la MEL, les parties conviennent de la mise en place et de l'alimentation d'un « fonds mutualisé » qui permettra d'alimenter des « Caisses d'avance » sous forme de prêts sans intérêt aux opérateurs sélectionnés par la MEL afin d'assurer le préfinancement des travaux dans l'attente du versement des subventions dans le cadre des opérations programmées de rénovation de l'habitat privé ancien dégradé. Ce mécanisme concret a ainsi un effet déclencheur fort sur les engagements de travaux.

4.1 Les engagements de la MEL en faveur de la rénovation de l'habitat ancien privé dégradé

Afin de permettre le préfinancement des subventions aux travaux versées à l'issue des travaux, la MEL s'engage à participer à un « fonds mutualisé » alimentant un dispositif de « caisses d'avance » bénéficiant aux propriétaires occupants modestes et très

modestes et aux syndicats de copropriétaires éligibles aux aides de l'Anah et de la MEL. Ce fonds créé en 2018 pour la génération d'opérations programmées couvrant la période 2018-2022, a été alimenté par la MEL à hauteur de 750.000 €.

Une convention dédiée portant création du « fonds mutualisé » prévoit les modalités de gestion, d'abondement, de dissolution et de garanties. Un avenant permettra de prolonger le dispositif pour couvrir une nouvelle période 2024-2030, pour outiller les nouvelles opérations programmées d'AMELIO.

La MEL s'engage à alimenter le fonds mutualisé, à prendre en charge les frais de gestion des caisses d'avance alimentées par ce fonds, en sélectionnant et rémunérant les opérateurs gestionnaires.

Enfin, la MEL s'engage à garantir les éventuelles pertes à la dissolution du fonds mutualisé selon une quotité de 80% sur la part abondée par TISSERIN, qui représente à terme 2/3 du prêt consenti à chaque opérateur gestionnaire.

4.2 Les engagements de TISSERIN en faveur de la rénovation de l'habitat ancien privé dégradé.

Partenaire des territoires, la société TISSERIN soutient les collectivités qui s'investissent dans des opérations programmées d'amélioration de l'habitat aux côtés de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah). L'intervention de la société TISSERIN consistera à gérer le « fonds mutualisé », à consentir des « Caisses d'avance » permettant de préfinancer les subventions publiques, et le cas échéant à proposer des prêts sans intérêt aux propriétaires concernés.

Ce « fonds mutualisé » a été créé en 2018 et alimenté à hauteur de 1,5 millions d'euros par TISSERIN et 750 000€ par la MEL.
Une convention de « fonds mutualisé » prévoit les modalités de gestion, d'abondement, de dissolution et de garanties. Un avenant permettra de prolonger le dispositif pour couvrir une nouvelle période 2024-2030, pour outiller les nouvelles opérations programmées d'AMELIO.

En sa qualité de gestionnaire du « fonds mutualisé », la société TISSERIN dispose d'un compte bancaire dédié, assure la gestion comptable et se charge d'accorder aux opérateurs le ou les prêts sans intérêt nécessaires pour alimenter les « Caisses d'avance ».

La société TISSERIN ne perçoit aucune rémunération pour la gestion du « fonds mutualisé ».

Il sera créé une caisse d'avance mutualisée par opérateur, pouvant servir autant d'opérations que l'opérateur anime. Le préfinancement s'adresse aux propriétaires éligibles aux aides de l'Anah et de la MEL.

Les ménages bénéficiant d'un préfinancement par une « Caisse d'avance » pourront en outre, sur décision unilatérale de la société TISSERIN, bénéficier du financement de tout ou partie du reste à charge par les « Prêts Travaux Missions Sociales », sans intérêt

et sans aucun frais afin de financer tout ou partie de leur reste à charge des travaux de rénovation.

ARTICLE 5 – Les modalités et instances de collaboration

5.1 L'instance de pilotage du partenariat

Le comité de pilotage se réunira au moins une fois par an.
Il est composé de :

- d'un ou plusieurs représentant(s) de la MEL dont le/la Vice-Président/e délégué/e à l'Habitat et le/la Directeur/trice Habitat de la MEL ; Service Programme Local de l'Habitat de la MEL
- d'un ou plusieurs représentants du Groupe TISSERIN dont les Directeurs d'Activités et Directeurs Développement.

Dans les 2 mois suivant la signature des présentes, les Parties devront se réunir dans le cadre du comité de pilotage pour :

- procéder à un premier inventaire des fonciers prioritaires pour la réalisation de logements en accession sociale à la propriété.
- arrêter une liste des sites correspondant aux attentes des Parties et établir un planning des actions communes à mener pour la réalisation de l'objectif annuel.

Le comité de pilotage étudiera l'avancement de la production et des engagements en Missions sociales.

Le comité de pilotage sera ainsi chargé :

- de coordonner les actions des parties ;
- de faire un point d'avancement des opérations et la réalisation de l'objectif ;
- d'initier des actions communes afin de répondre aux objectifs ;
- d'arrêter, au vu des études réalisées, les opérations devant être réalisées et de définir les moyens d'action nécessaires à leur réalisation ;
- plus généralement, de formuler toute proposition utile à la réalisation des objectifs mentionnés par la présente convention ou par son préambule ou de nature à améliorer la coopération entre les Parties et permettre de pérenniser les Missions Sociales de la société TISSERIN.

5.2 Les instances de suivi technique

Elles concernent d'une part le suivi de la production de logements en accession sociale, et d'autre part, les caisses d'avance.

5.2.1 Suivi de la production des logements en accession sociale

Les Parties décident de la mise en œuvre de réunions techniques selon les modalités définies au présent article.

Le comité technique est composé :

- d'un ou plusieurs représentant(s) de la MEL dont le/la Directeur/trice Habitat de la MEL ;
- d'un ou plusieurs représentants du Groupe TISSERIN dont le/les chargés des Missions Sociales et les représentants des filiales concernées.

Le comité technique se réunira à la demande de l'une ou l'autre des Parties, au fil de l'eau concernant les projets.

Les parties s'engagent à s'informer lors de réunions annuelles des opérations foncières qu'elles envisagent sur le territoire de la MEL et à échanger toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 2. À cette fin, elles collaboreront pour identifier dans les meilleurs délais les emprises susceptibles de sécuriser la production de logements souhaitée.

La MEL s'engage à fournir la liste des potentiels fonciers qu'elle identifie sur son territoire.

Les sociétés du Groupe TISSERIN s'engagent à étudier les sites et faire un retour sur les faisabilités.

5.2.2 Suivi du « fonds mutualisé » et des « caisses d'avance »

Les Parties décident de la mise en œuvre de réunions techniques selon les modalités définies au présent article.

Le comité technique est composé :
- d'un ou plusieurs représentant(s) de la MEL dont le/la Directeur/trice Habitat de la MEL ;
- d'un ou plusieurs représentants du Groupe TISSERIN dont le/les chargés des Missions Sociales.

Le comité technique se réunira à la demande de l'une ou l'autre des Parties, au fil de l'eau concernant les projets, et en tout état de cause au minimum une fois par trimestre.

Les parties s'engagent à s'informer régulièrement des opérations d'amélioration de l'habitat qu'elles envisagent sur le territoire de la MEL et à échanger toutes les informations nécessaires à la réalisation des objectifs. À cette fin, elles collaboreront pour la mise en œuvre et le suivi du « fonds mutualisé » et des « Caisses d'avance », et pour la mobilisation et le suivi des « Prêts Travaux Missions Sociales ».

Suivi du « fonds mutualisé »

En sa qualité de gestionnaire du « fonds mutualisé », la société TISSERIN transmettra à la MEL au moins une fois par an un état des mouvements sur le compte ainsi que l'état des déblocages et remboursements des « caisses d'avance ».

Suivi des « caisses d'avance »

Le suivi s'effectue par opération et, le cas échéant, par « Caisse d'avance » propre à chaque opérateur, qui peut mutualiser plusieurs opérations, sous maîtrise d'ouvrage de la MEL.

Une convention tripartite entre la MEL, TISSERIN et chaque opérateur gestionnaire prévoit les modalités financières d'abondement, de remboursement, les modalités de suivi, les mesures de limitation du risque de non remboursement de subvention et de dissolution de la caisse d'avance.

Chaque opérateur gestionnaire d'une « caisse d'avance » fournit trimestriellement (ou sur demande intermédiaire) à la société TISSERIN et à la MEL un extrait de compte et un tableau de suivi comportant les éléments suivants relatifs à la caisse d'avance prévus dans la convention tripartite.

Chaque opérateur gestionnaire de caisse d'avance s'engage à fournir trimestriellement un outil de pilotage (programmation des chantiers et tableau de projection des flux et de l'encours trimestriel).

En outre, à chaque comité de pilotage d'opération, un bilan du fonctionnement de la « caisse d'avance » est établi avec les indicateurs suivants : nombre de chantiers et montants de travaux financés et réalisés. Un bilan final détermine outre ces indicateurs, le taux de rotation.

ARTICLE 6 – Règlement des litiges

Pour toute contestation ou différend qui s'élèverait entre les parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution des présentes, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en vue du règlement de cette contestation ou différend. À cet effet, la partie la plus diligente notifiera l'existence de la difficulté en question à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise d'un courrier en main propre. À défaut de résolution de ladite difficulté par voie amiable dans un délai d'un mois à compter de la réception de cette lettre, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 7 – Cession de convention

La présente convention est conclue entre les parties et ne pourra être cédée, sauf accord préalable et écrit de tous les signataires aux présentes.

ARTICLE 8 – Durée - exécution

La présente convention est signée pour une durée expirant le 31/12/2030, étant précisé que la fin de la convention ne fera pas obstacle au remboursement des sommes éventuellement dues ni à la mobilisation de la garantie de la MEL.

Elle est modifiable par avenant(s) fixant notamment l'enveloppe budgétaire mobilisable, la durée ou toute autre mention convenue entre les parties.

Il pourra y être mis fin ou les engagements pourront être suspendus ou réduits en cas de non-respect de ses engagements ou obligations par l'autre partie.

Fait à Lille,
Le

En deux exemplaires originaux

Pour TISSERIN	**Pour la Métropole Européenne de Lille**
Ludovic MONTAUDON Président Directeur Général	Anne VOITURIEZ Vice-présidente en charge du logement et de l'habitat

Partenariat entre la Métropole Européenne de Lille et TISSERIN

pour le développement de l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé

Avenant à la convention pour la création d'un fonds mutualisé de caisse d'avance pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements privés signée le 27 septembre 2018

Entre :

La METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (MEL), ayant son siège 2 avenue des Cités Unies – CS 70043 - 59 040 Lille Cedex, représentée par Monsieur Damien CASTELAIN, en sa qualité de Président, agissant en vertu des délibérations n°17C0755 du 19 octobre 2017, n°18C0041 du 23 février 2018 et n°18C0300 du 15 juin 2018 et 24 C 0183 du 28 juin 2024,

Ci-après dénommée « la MEL »,

Et :

La société TISSERIN, précédemment dénommée PROCIVIS NORD, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), ayant son siège 612 Rue de la Chaude Rivière à Lille (59800), inscrite au registre du commerce de Lille Métropole sous le numéro 457 510 360, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Ludovic MONTAUDON, nommé à cette fonction par délibération du conseil d'administration du 10 octobre 2022,

Ci-après dénommée « la société TISSERIN »

Et dénommées ensemble « Les Parties »,

Le présent avenant vise à prolonger le fonds mutualisé de Caisse d'avance, créé en 2018 par les Parties, destiné à alimenter des caisses d'avance pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements privés éligibles aux aides publiques sur le territoire de la MEL.

Cette prolongation couvre la période 2024-2030, afin de servir une nouvelle génération d'opérations programmées du dispositif AMELIO.

Ainsi la durée de la convention est portée de 8 à 13 ans, pour couvrir 2 générations d'opérations programmées de 5 ans, plus 3 ans de suivi post-convention des chantiers démarrés au titre de la deuxième génération d'opérations programmées.

Article 1 : dénomination des parties

Le Groupe PROCIVIS NORD est devenue le Groupe TISSERIN en 2020.

Ainsi, toutes les occurrences de la convention désignant PROCIVIS NORD sont remplacées par TISSERIN.

Article 2 : modification du préambule

Le préambule est remplacé comme suit :

Il est préalablement exposé :

Une première convention-cadre de partenariat entre la MEL et TISSERIN a été signée le 26 septembre 2018 pour fixer les engagements convergents des deux parties concernant le développement de l'accession sociale et la rénovation durable de l'habitat privé. Elle a été renouvelée en juin 2024.

Cette convention-cadre de partenariat s'articule autour de 3 axes : la fixation d'objectifs communs de production de logements neufs en accession sociale à la propriété, la déclinaison des conditions de mise en œuvre de la politique habitat de la MEL pour l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé et la déclinaison des conditions de mise en œuvre des « Missions Sociales » que souhaite conduire TISSERIN pour l'accession sociale à la propriété et la rénovation durable de l'habitat privé.

En vertu de la loi du 18 décembre 2006 et dans le cadre des conventions signées avec l'État le 24 janvier 2023, TISSERIN développe sur les territoires, et notamment celui de la MEL, une coopération exceptionnelle en appui des initiatives, dispositifs et politiques menés en matière de logement, via ses « Missions sociales ».

Le parc privé de la MEL compte 350 000 logements, soit 75% des résidences principales du territoire métropolitain. Il abrite un enjeu de réhabilitation massif, compte tenu de l'ancienneté du parc et de la faiblesse des ressources des habitants. Ainsi, 40 000 logements sont considérés comme potentiellement indignes et 100 000 logements privés sont occupés par des ménages aux ressources modestes et nécessitent de ce fait un soutien technique ou financier à la rénovation.

La MEL, avec ses partenaires, a développé le service public de la rénovation dénommé AMELIO, avec plusieurs niveaux de réponse et d'accompagnement :

- *un réseau de conseillers France Rénov' pour l'information et le conseil à destination du grand public, fédéré autour de la Maison de l'Habitat Durable, animant permanences, ateliers, conférences, animations pédagogiques ;*
- *des opérations programmées d'amélioration de l'habitat qui sont des dispositifs d'assistance à maîtrise d'ouvrage mis à disposition gratuitement pour les ménages éligibles à l'Anah, aux ressources dites « modestes » et « très modestes » afin d'inciter à la décision de travaux et d'accompagner ces ménages dans la mobilisation des financements potentiels ;*
- *le financement des travaux de réhabilitation pour les ménages propriétaires occupants aux ressources dites « modestes » et « très modestes » et les projets de réhabilitation du parc locatif en communes présentant un déficit de logements sociaux.*

De 2009 à 2023, la société TISSERIN a été partenaire de plusieurs opérations programmées d'amélioration de l'habitat en finançant plusieurs « caisses d'avance », pour un montant cumulé de 3,28 millions d'euros de prêt sans intérêt, ayant d'ores et déjà permis de préfinancer 14,5 millions de subventions et 26 millions d'euros de travaux. L'effet-levier de cet outil a démontré sa réelle utilité pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de la métropole, par le soutien à l'économie locale et par le bénéfice environnemental de la rénovation thermique des logements, 3è source des gaz à effet de serre dans le territoire métropolitain.

Au sein du dispositif AMELIO, plusieurs générations d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat se succèdent, sur des périodes de 5 ans : période 2018-2022, puis période 2023-2027. Elles contribuent à l'objectif stratégique de rénovation des logements privés, fixé par le Plan climat Air Énergie Territorial et les Plans Locaux de l'Habitat 2 et 3.

Ainsi, sur 10 ans, l'Anah pourra engager 200 millions d'euros d'aides aux travaux pour les propriétaires privés et les syndicats de copropriété et la MEL s'engage pour 45 millions d'euros d'aides aux travaux.

La présente convention, qui vient décliner la convention-cadre de partenariat, crée un outil de préfinancement des subventions publiques afin de faciliter la mise en œuvre des travaux.

En effet, les ménages éligibles aux aides publiques, conditionnées à des plafonds de ressources, ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les subventions à recevoir à l'issue des travaux. La solvabilisation des propriétaires est l'une des conditions de réussite des projets de rénovation.

Article 3 : modification de l'article 2 « Les modalités d'abondement du fonds »

Le 4è paragraphe de l'article « **2.1 Les engagements et l'échéancier prévisionnel de versement de TISSERIN »** est modifié comme suit :

Dans le cadre de la présente convention, la société TISSERIN s'engage à alimenter le « fonds mutualisé » à hauteur d'une somme maximale de 1,5 millions d'euros sur 13 ans sous forme d'avances remboursables dont les versements prévisionnels interviendront comme ceci :

- 1ère année (2018) : 0 €
- 2ème année (2019) : 600 000 €
- 3ème année (2020) : 0 €
- 4ème année (2021) : 530 000 €
- 5ème année (2022) : 50 000 €
- 6ème année (2023) : 150 000 €
- 7ème année (2024) : 170 000€

A compter de 2024, et jusque 2030, le fonds mutualisé se reconstituera avec les remboursements prévisionnels reçus ou à recevoir de la part des opérateurs, dans la limite de 1 500 000 €.

Le 1er paragraphe de l'article « **2.2 Les engagements et l'échéancier prévisionnel de versement de la MEL »** est modifié comme suit :
« Afin de permettre le préfinancement des subventions aux travaux versées à l'issue des travaux, la MEL s'engage à mettre en place et participer au « fonds mutualisé » alimentant un dispositif de « caisses d'avance » bénéficiant aux propriétaires occupants modestes et très modestes et aux syndicats de copropriétaires éligibles aux aides de l'Anah et de la MEL, à hauteur de 750.000 € pour la période 2018-2030. »

L'article « 2.3. Les modalités d'abondements complémentaires » est complété comme suit :
« Le fonds mutualisé sera auto-alimenté par les remboursements reçus ou à recevoir de la part des opérateurs. »

Article 4 : modification de l'article 4 « Le principe de fonctionnement des caisses d'avance »

Le 3è paragraphe de l'article 4 est modifié comme suit :

« Les missions d'animation et d'accompagnement des ménages sont confiées par marché par la MEL à des prestataires spécialisés, désignés comme « opérateurs ». Le délai d'exécution des marchés est de 5 ans de suivi-animation pendant les conventions opérationnelles et 3 ans de suivi post-convention pour solder les accompagnements démarrés. Le montant global estimé s'élève à 48 millions d'euros HT, dont des prix unitaires pour le suivi des chantiers suivis en caisse d'avance. »

Le montant du plafond global de sinistralité visé au 9è paragraphe de l'article 4 s'entend à 350 000€ par génération d'opérations (2018-2022 puis 2023-2027).

Article 5 : modification de l'article 5 « Les modalités de suivi et de pilotage »

Le paragraphe « Suivi du « fonds mutualisé » de l'article 5 est modifié comme suit :

En sa qualité de gestionnaire du « fonds mutualisé », la société TISSERIN transmettra à la MEL au moins une fois par an un état des mouvements sur le compte ainsi que l'état des déblocages et remboursements des « caisses d'avance ».

Le paragraphe Suivi des « caisses d'avance » de l'article 5 est modifié comme suit :

Chaque opérateur gestionnaire de caisse d'avance s'engage à fournir trimestriellement un état consolidé d'avancement au global et par opération d'amélioration de l'habitat avec les indicateurs suivants :

- Nom, adresse, code postal, commune, type de zone d'habitation (A, A bis, B1, B2 ou C), composition du ménage et montant des ressources du bénéficiaire, nombre de tonnes équivalentes CO2 évitées ;
- Opération concernée, montant des travaux, thématique du projet de travaux ;
- Montant de l'avance sollicitée ;
- Dates de notification et montant des subventions ;
- Dates et montants des versements réalisés par l'opérateur ;
- Dates et montants des versements de subventions ;
- Solde disponible.

Article 6 : modification de l'article 6 « Les modalités de remboursement et dissolution du fonds »

Le 2è paragraphe de l'article 6 est modifié comme suit :

« À l'issue des 13 ans, le fonds mutualisé devrait être reconstitué par remboursements des différents prêts consentis aux opérateurs au titre des « caisses d'avance ». »

Article 7 : modification de l'article 8 « Cession de convention - Durée – Exécution »

Le 2è paragraphe de l'article 8 est modifié comme suit :

« La présente convention est signée pour une durée de 13 ans, commençant à courir à sa date de signature, étant précisé que la fin de la convention ne fera pas obstacle au remboursement des sommes éventuellement dues. »

Article 8 : ajout d'une annexe « Etat du fonds au 28/06/2024 »

Etat du fonds mutualisé 31/12/2023 :

Au 31/12/2023, les remboursements reçus des opérateurs s'élèvent à 240.000€.

- Dont GRAAL : 80.000€
- Dont SOLIHA : 40.000€
- Dont URBANIS : 120.000€

Les remboursements attendus au 31/12/2024 pour un montant global de 480.000€ sont répartis comme suit :

- GRAAL : 160.000€
- SOLIHA : 80.000€
- URBANIS : 240.000€

Les remboursements attendus au 31/12/2025 pour un montant global de 1.360.000€ sont répartis comme suit :

- GRAAL : 290.000€
- SOLIHA : 330.000€
- URBANIS : 740.000€

Répartition des différentes caisses d'avance alimentées par le fonds mutualisé :

A titre indicatif, la répartition entre les opérateurs désignés par la MEL sera la suivante :
- GRAAL : 200.000€
- INHARI : 500.000€
- URBANIS : 550.000€
- SOLIHA : 1.000.000€

Le calendrier et le montant des nouveaux prêts à consentir, sous réserve de la reconstitution du « fonds mutualisé » par les remboursements attendus, est le suivant :

- **2024 : montant global maximal de 410.000€**
  Dont GRAAL : 50.000€
  Dont INHARI : 90.000€
  Dont URBANIS : 100.000€
  Dont SOLIHA : 170.000€

- **2025 : montant global maximal de 480.000€**
  Dont GRAAL : 45.000€
  Dont INHARI : 105.000€
  Dont URBANIS : 115.000€
  Dont SOLIHA : 215.000€

- **2026 : montant global maximal de 1.360.000€**
  Dont GRAAL : 105.000€
  Dont INHARI : 305.000€
  Dont URBANIS : 335.000€
  Dont SOLIHA : 615.000€

Fait à Lille,
Le 2024

En deux exemplaires originaux

Pour TISSERIN	**Pour la Métropole Européenne de Lille**
Ludovic MONTAUDON Président Directeur Général	Anne VOITURIEZ Vice-présidente en charge du logement et de l'habitat

CONVENTION DE CAISSE D'AVANCE EN FAVEUR DE PROPRIETAIRES ET COPROPRIETAIRES AUX REVENUS MODESTES ET TRES MODESTES

ENTRE

La Métropole européenne de Lille, établissement public de coopération intercommunale, représenté par Monsieur Damien Castelain, Président, agissant en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024,

Ci-après dénommée « Métropole Européenne de Lille ou la MEL »

ET

La société TISSERIN, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), ayant son siège 612, rue de la Chaude Rivière à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille Métropole sous le numéro 457 510 360, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Ludovic MONTAUDON, nommé à cette fonction par délibération du conseil d'administration du 10/10/2022,

Ci-après dénommée « TISSERIN »

ET

Le GRAAL, association ayant son siège social au 122 rue de DOUAI 59000 LILLE, représentée par son président, Jean-Yves BOUREL,
Opérateur de programmes d'amélioration de l'habitat missionné par la MEL,

Ci-après dénommée « GRAAL » ou « l'opérateur »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La présente convention s'inscrit dans le cadre des marchés AMELIO 2023-2027.

La MEL développe en effet des dispositifs d'accompagnement d'amélioration de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne. Elle attribue les aides déléguées de l'Anah et des aides propres pour le financement de la rénovation de l'habitat privé.

De nombreux propriétaires ne peuvent cependant pas profiter de ces dispositifs et de ces aides financières. D'abord les aides ne sont versées qu'une fois les travaux réalisés ; ensuite les aides ne couvrent pas toujours le montant total des travaux. Les ménages éligibles aux aides financières publiques ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les sommes à recevoir à l'issue des travaux et le reste à charge pose également problème. La solvabilisation des ménages est l'une des conditions de réussite des projets.

Afin de faciliter l'effectivité des projets de rénovation engagés par les ménages et copropriétés accompagnés par la MEL, il a été convenu de la mise en place et de l'alimentation d'un « fonds mutualisé » par la MEL et TISSERIN, conformément à la convention-cadre de partenariat pour le développement de l'accession sociale et de la rénovation durable de l'habitat et de celle portant création d'un fonds mutualisé de « caisses d'avance » pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements privés en date du 27/09/2018 prolongée en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024.

Ce fonds mutualisé alimentera les « Caisses d'avance » mises à disposition des opérateurs sélectionnés par la MEL sous forme de prêts sans intérêt par TISSERIN afin d'assurer le préfinancement des travaux dans l'attente du versement des subventions dans le cadre des opérations programmées de rénovation de l'habitat privé ancien dégradé.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir :

- Les finalités de la caisse d'avance,
- Les opérations concernées,
- Les modalités de fonctionnement et de suivi de la caisse d'avance,
- Les engagements respectifs de chaque signataire,
- Les dispositifs de garantie,
- Les modalités de révision, résiliation, cession de convention,
- La durée du dispositif et de la convention,
- Les modalités de règlement des litiges.

ARTICLE 2 : LES FINALITES

La convention s'inscrit dans les actions que l'Etat a fixé comme prioritaires, dont en particulier :

- La sortie d'habitat indigne et la mise aux normes de décence de l'habitat,
- L'amélioration et la mise aux normes de l'habitat dans le cadre des politiques nationales et/ou locales du logement, dont notamment les problématiques de développement durable et de précarité énergétique. Les travaux financés devront tenir compte de la maîtrise des charges, notamment du chauffage, en recherchant une optimisation dans l'objectif d'un développement durable.
- L'adaptation du logement à la perte d'autonomie et aux divers handicaps.

L'objectif poursuivi par les parties est de permettre aux propriétaires et copropriétaires les plus modestes d'effectuer les travaux nécessaires à la réhabilitation de leur habitation principale.

ARTICLE 3 : LES OPERATIONS CONCERNEES ET DIMENSIONNEMENT DE LA CAISSE D'AVANCE

La présente convention concerne les opérations animées par le GRAAL :

- ✓ OPAH RU de Roubaix

L'encours consenti à la caisse d'avance pour les opérations reprises ci-dessus répondra aux conditions suivantes :
Montant : 160 000 €
Durée : La totalité des sommes devra être remboursée au plus tard le **31/12/2030**
Taux d'intérêt et commission d'engagement : Le prêt est consenti à titre gratuit, sans intérêt ni commission d'engagement.
Déblocage des fonds : le déblocage des fonds est échelonné sur une période de 3 ans, selon l'échéancier de versement suivant :

- **50 000 € dans le mois de la signature de la présente convention**
- **45 000 € le 15/01/2025**
- **105 000 € le 15/01/2026**

ARTICLE 4 : LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE SUIVI

BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les propriétaires ou copropriétaires aux ressources très modestes qui sont reconnus, du fait de leur situation économique et sociale, comme « ménages nécessitant une aide », par des collectivités locales, des organismes ou services sociaux, CAF, MSA, etc. Les propriétaires aux ressources modestes et les propriétaires bailleurs peuvent de façon dérogatoire être éligibles à l'aide de la caisse d'avance, sous réserve d'étude de leur dossier.

Pour être éligibles au préfinancement « Missions Sociales » de TISSERIN, les ménages devront satisfaire aux conditions suivantes :

- être bénéficiaires d'une subvention de l'Anah et/ou d'une aide d'une collectivité locale finançant des travaux, portant notamment sur les axes prioritaires définis à l'article 2,

- respecter les plafonds de ressources très modestes ou modestes fixés par l'Anah, ou les collectivités locales participant par une subvention au financement des travaux concernés.

COUVERTURE FINANCIERE DE LA CAISSE D'AVANCE

La caisse d'avance aura une couverture financière correspondant aux subventions subrogées.

Cette avance représentera au maximum 100% des aides publiques, et pour les dossiers entrant dans les financements Anah 100 % des aides de l'Anah, ou 30% s'ils font l'objet d'une avance par l'Anah à hauteur de 70%.
100% des subventions subrogées peuvent être avancées, mais pas obligatoirement. Une quote-part peut être calculée afin de couvrir le risque de recalcul à la baisse de la subvention.
L'éventuel trop-perçu de subvention par la caisse d'avance si l'avance est partielle sera reversé au

propriétaire pour clôture du dossier.

Si un prêt travaux Missions Sociales est accordé par TISSERIN, la quote-part couverte par la caisse d'avance sera de 100%.

GOUVERNANCE

Un comité de suivi se tiendra a minima trimestriellement, sur la base des documents remis par l'opérateur-gestionnaire tous les trimestres. Il se réunira à l'invitation de la MEL avec les bailleurs de fonds et l'opérateur-gestionnaire.

Un comité de pilotage annuel permettra de suivre l'ensemble des caisses d'avance du dispositif AMELIO et réunira les opérateurs-gestionnaires, les financeurs et les partenaires.

ARTICLE 5: LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DE CHAQUE SIGNATAIRE

ENGAGEMENTS DE TISSERIN

TISSERIN s'engage à :

5.1 – alimenter et gérer le « fonds mutualisé » dans les conditions et limites prévues dans les conventions de partenariat mentionnées en préambule.

5.2 - accompagner les actions définies à l'article 3 ci-dessus en finançant, par une avance sans intérêt et sans frais, le coût des travaux pris en charge par des aides et/ou subventions, dans l'attente de leur déblocage.

5.3 - réserver un encours maximum de **200 000€** par l'intermédiaire du « fonds mutualisé » aux programmes repris ci-avant, jusqu'au 31/12/2030. Cet encours est mis à disposition de l'opérateur sous forme de prêt.

ENGAGEMENTS DE LA MEL

La MEL s'engage à abonder le « fonds mutualisé » alimentant la caisse d'avance et à garantir le risque emprunteur d'une part et les risques opérationnels dans un plafond de **35 000 €** d'autre part dans les conditions fixées ci-après.

La MEL s'engage également avec TISSERIN à animer un comité de suivi trimestriel et un comité de pilotage AMELIO annuel.

MISSIONS ET ENGAGEMENTS DE L'OPERATEUR

Communication des partenaires :
L'opérateur procède à l'affichage d'une communication reprenant les partenaires du projet de rénovation en façade de l'habitation durant toute la phase de chantier. TISSERIN travaille à la réalisation des supports.

Gestion de la caisse d'avance
Conformément à la mission 3 du cahier des clauses techniques particulières du marché « AMELIO », il est demandé au GRAAL d'assurer la gestion comptable, financière et administrative de la caisse d'avance.

Les missions de l'opérateur relatives à la gestion de la caisse d'avance couvrent toute la procédure du déclenchement de l'avance, mise en paiement des entreprises, sécurisation, suivi des factures jusqu'au recouvrement des subventions. L'opérateur du programme assure ainsi le suivi de l'ensemble de la procédure, du 1er contact avec le propriétaire au versement de la subvention.

L'opérateur gestionnaire de caisse d'avance s'engage à :

- Vérifier l'éligibilité des demandes de préfinancement ;
- Constituer les dossiers, comprenant notamment le plan de financement et de trésorerie, le mandat administratif et financier, les procurations sous seing privé ;
- Assurer les paiements aux entreprises, après avoir vérifié leur santé financière (assurance et societe.com) et la régularité de leur facturation en conformité avec les exigences des financeurs ;
- Vérifier la réalité des travaux et constituer les demandes de paiement de subvention ;
- Suivre le remboursement des subventions notifiées et éventuellement des remboursements des bénéficiaires.

Échéancier de remboursement

L'opérateur s'engage à créer un compte bancaire spécifique dédié à la caisse d'avance et à l'utiliser exclusivement pour percevoir les subventions subrogées et les remboursements éventuels des bénéficiaires.

L'opérateur s'engage à procéder au remboursement des sommes versées au titre de la caisse d'avance selon les modalités suivantes :

- **40 000€ le 31/12/2028**
- **60 000€ le 31/12/2029**
- **100 000€ le 31/12/2030**

L'emprunteur peut se libérer sans frais des sommes dues par anticipation, en totalité ou en partie, avant les échéances convenues au sein du contrat de prêt à conclure entre l'emprunteur et le prêteur.

Suivi des avances et outils de pilotage

Le GRAAL s'engage à fournir trimestriellement un outil de pilotage (tableau de gestion et de projection des flux et de l'encours trimestriel).

L'opérateur fournit trimestriellement (ou sur demande intermédiaire) à TISSERIN et à la MEL un tableau de suivi, avec une situation au dernier jour du dernier mois, comportant les éléments suivants :

- Nom, adresse, code postal, commune, type de zone d'habitation (A, A bis, B1, B2 ou C), composition du ménage et montant des ressources du bénéficiaire, nombre de tonnes équivalentes CO2 évitées ;
- Opération concernée, montant des travaux, thématique du projet de travaux ;
- Montant de l'avance sollicitée ;
- Dates de notification et montant des subventions ;
- Dates et montants des versements réalisés par l'opérateur ;
- Dates et montants des versements de subventions ;
- Solde disponible.

L'opérateur fournira à TISSERIN les documents justificatifs suivants pour les dossiers soldés chaque trimestre :

- Copie du dernier avis d'imposition à l'engagement de la caisse d'avance

- Copie du document de procuration, imprimé Cerfa N°13 463 * 02
- Copie des notifications de subvention
- Plan de financement et de trésorerie
- Copie des factures

L'opérateur s'engage à fournir à la MEL un avis d'échéance à l'occasion de chaque remboursement effectué et à informer sans délai la MEL en cas d'éventuel remboursement anticipé.

L'opérateur s'engage à suivre les dossiers présentant un contentieux et à engager toutes démarches permettant le remboursement des sommes avancées. Si le plafond de sinistralité de caisse d'avance déterminé à l'article 6 était atteint, l'opérateur gestionnaire s'engage à organiser le remboursement anticipé des sommes prêtées par le fonds mutualisé en mettant fin aux nouvelles avances et finalisant le remboursement des chantiers en cours.

ARTICLE 6 : LES DISPOSITIFS DE SECURISATION ET GARANTIE

Les risques sont liés aux bénéficiaires, aux entreprises, aux financeurs et à l'opérateur.

RISQUE EMPRUNTEUR

Il s'agit du risque de non-remboursement par l'opérateur du prêt qui lui a été consenti par TISSERIN au titre de la « caisse d'avance ».
Ainsi, la MEL garantit la perte à la dissolution du fonds mutualisé qui abonde la caisse d'avance, selon une quotité de 80% sur la part abondée par TISSERIN. La garantie porte sur la durée totale du prêt, sur les sommes effectivement versées par TISSERIN dans le fonds mutualisé, variables dans les 3 premières années et qui représentent à terme 2/3 du montant du prêt.

RISQUES OPERATIONNELS

La gestion des caisses d'avance présente un risque particulier qui est celui du non-versement des subventions pourtant préfinancées, suite à aléas (décès du bénéficiaire, liquidation d'entreprise, fraude ou non-respect du programme de travaux).
L'opérateur gestionnaire se retrouve alors dans la situation où il a payé l'entreprise mais ne recouvre pas son avance par subvention.

Ce risque opérationnel est encadré et limité comme indiqué ci-après :
- l'opérateur s'engage à accomplir toutes diligences pour recouvrer ces sommes auprès de qui de droit (propriétaire, liquidateurs, successeurs, etc) ;
- en cas de perte avérée et définitive des subventions et sous réserve de l'accomplissement des diligences par l'opérateur, la MEL s'engage à lui accorder une garantie de prise en charge dans la limite d'un plafond de sinistralité global de **35 000 €.** Si le plafond de sinistralité venait à être atteint, la caisse d'avance fera l'objet d'une résiliation immédiate. Il est précisé que le versement au titre de la garantie de la MEL sera réalisé à la dissolution du « fonds mutualisé ».
- en cas de refus de mise en jeu de la garantie sinistralité, l'opérateur assume les pertes.

***risques liés aux bénéficiaires**
Le risque est celui du défaut de paiement ou du décès du bénéficiaire de la subvention.
La sécurisation sera recherchée par divers documents-cadres et process :
- mandat administratif et financier tenant lieu de reconnaissance de dette et de procuration (avec la possibilité d'une procuration unique multifinanceurs en cas de procédure dématérialisée)
- plan de financement et de trésorerie,
- versement de la part à charge du bénéficiaire au démarrage du chantier, à l'acompte de la 1è entreprise.
NB : les Prêts Travaux Missions Sociales de TISSERIN ne couvriront que la part à charge du

propriétaire, non préfinancée.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite au décès du bénéficiaire, pour faire valoir sa créance auprès des notaires en charge de la succession, auprès des successeurs ou des ascendants.
Dans le cas d'une succession vacante, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée après justification des diligences accomplies.
À défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

En cas de défaut de paiement, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.
Il doit mettre en place un plan d'apurement, dans la limite de la durée de la caisse d'avance.
À défaut de mise en œuvre de ces démarches, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.
À défaut du respect du plan d'apurement par le propriétaire, ou en cas de refus de signature du plan d'apurement par le propriétaire la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.

***Risques liés aux entreprises :**
Les risques encourus de non-remboursement sont liés aux cas de non-respect du programme de travaux, de liquidation d'entreprise ou de fraude.
Afin de les limiter, l'opérateur a la responsabilité :

- De vérifier la santé financière de l'entreprise (societe.com et assurance décennale correspondant aux postes de travaux réalisés)
- De sécuriser les versements aux entreprises (30% maximum en acompte, suivi de chantier à chaque acompte et facturation à l'avancement réel des travaux).

Il est rappelé que l'opérateur-gestionnaire a en outre un rôle de conseil et d'accompagnement et fournit à ce titre des modèles de devis, récupère les attestations d'exclusivité CEE conditionnant le versement des subventions.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite à la liquidation d'une entreprise, pour faire valoir sa créance auprès du liquidateur.
En cas d'échec partiel ou total de ces démarches, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.
À défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

***Risques liés aux financeurs :**
Les risques liés aux financeurs concernent le versement de la subvention : défaut de versement ou recalcul à la baisse de la subvention notifiée.

Il est rappelé que seules peuvent être avancées les subventions subrogées à savoir celles pour lesquelles l'opérateur est subrogé dans les droits du bénéficiaire pour la perception de celles-ci.

L'erreur de versement de la subvention au ménage plutôt qu'à l'opérateur est de la responsabilité du financeur. Il est cependant de la responsabilité de l'opérateur de faire valoir sa créance auprès du financeur ou du ménage.

Afin de limiter le risque de recalcul à la baisse de la subvention, il est nécessaire de suivre l'avancement des chantiers, la conformité des travaux au programme et la complétude du dossier de demande de paiement.

L'opérateur a la possibilité de n'avancer qu'une quote-part des subventions subrogées, ce différentiel permettant de couvrir le risque de recalcul à la baisse du montant de la subvention. Dans cette hypothèse, l'éventuel trop-perçu par l'opérateur sera reversé au propriétaire pour

clôture du dossier.

En cas de recalcul à la baisse de la subvention versée et d'avance à 100%, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge supplémentaire, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.

MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE SINISTRALITE

Pour chaque caisse d'avance, à chaque échéance un état intermédiaire et lors de la dernière échéance un état de clôture sont réalisés par les co-contractants réunis en comité de suivi de la caisse d'avance.

Ces états font apparaître :

- le montant des subventions déjà versées à l'opérateur destiné au remboursement de l'échéance du prêt,
- le montant correspondant le cas échéant aux dossiers litigieux ou contentieux non clôturés pour lesquels les subventions n'ont pas été versées.

Une distinction sera faite entre ceux qui font l'objet d'une garantie de la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel, et ceux qui ne font pas l'objet d'une garantie dont l'opérateur devra faire son affaire.

Ces états permettent de calculer le plafond de sinistralité de la garantie du risque opérationnel.
Si le plafond de sinistralité a été atteint, il pourra être exigé un remboursement anticipé des futures échéances ou le montant de la caisse d'avance pourra être revu à la baisse.

Au plus tard lors de la clôture de la caisse d'avance, l'opérateur sera tenu de procéder au remboursement du prêt, sur ses fonds propres, pour la part non garantie par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel.
La part couverte par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel fera quant à elle l'objet d'un appel de fonds et d'un prélèvement direct sur les fonds apportés par la MEL au fond mutualisé le cas échéant.

La mise en jeu des garanties n'aura aucune incidence sur le droit pour TISSERIN de recouvrer le solde des sommes qui seraient impayées par les opérateurs.

Dans le cas particulier des retards de paiement de subvention correspondant à des dossiers non soldés à la date d'échéance de la caisse d'avance, l'opérateur gestionnaire conviendra avec la MEL des modalités de solde hors caisse d'avance. En effet, compte tenu de l'extinction du marché de suivi animation, les deux parties conviendront soit d'une prolongation de marché pour permettre le solde du dossier, soit d'une cession de créance, et l'opérateur engagera la récupération des fonds auprès du ménage. Ce cas sera donc pris en compte dans le plafond de garantie de sinistralité couverte par la MEL.

ARTICLE 7 : LES MODALITES DE REVISION, RESILIATION ET CESSION DE CONVENTION

La présente convention est modifiable par avenant fixant notamment l'enveloppe budgétaire mobilisable visée à l'article 5, paragraphe 5.3, la durée ou toute autre mention convenue entre les parties.

La résiliation de la convention intervient en cas de dissolution prématurée de la caisse d'avance, après mise en œuvre de la garantie des risques opérationnels et dépassement du plafond de sinistralité. Dans cette situation, la MEL et TISSERIN notifient par écrit à l'opérateur-gestionnaire la décision de dissoudre la caisse d'avance dans un délai de 6 mois. L'opérateur-gestionnaire

n’engage plus aucun nouveau dossier et solde les dossiers engagés. Au terme de ce délai, l’opérateur-gestionnaire remboursera l’encours, déduction faite du montant garanti en risque opérationnel.

La présente convention est conclue entre les parties et ne pourra être cédée, sauf accord préalable et écrit de tous les signataires aux présentes.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Pour toute contestation ou différend qui s'élèverait entre les parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution des présentes, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en vue du règlement de cette contestation ou différend. À cet effet la partie la plus diligente notifiera l'existence de la difficulté en question à l'(aux) autre(s) partie(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise d'un courrier en main propre. À défaut de résolution de ladite difficulté par voie amiable dans un délai d'un mois à compter de la réception de cette lettre, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée prenant fin à l’achèvement des engagements respectifs des parties soit au 31/12/2030, sauf dissolution prématurée de la caisse d’avance.

Fait à LILLE en trois exemplaires originaux, le

Pour le Président
de la Métropole Européenne de Lille,
La Vice-présidente déléguée
Logement et Habitat,

Anne VOITURIEZ

Pour la Société TISSERIN
Le Directeur Général,

Ludovic MONTAUDON

Pour le GRAAL,
Le Directeur

Olivier DESROUSSEAUX

CONVENTION DE CAISSE D'AVANCE EN FAVEUR DE PROPRIETAIRES ET COPROPRIETAIRES AUX REVENUS MODESTES ET TRES MODESTES

ENTRE

La Métropole européenne de Lille, établissement public de coopération intercommunale, représenté par Monsieur Damien Castelain, Président, agissant en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024,

Ci-après dénommée « Métropole Européenne de Lille ou la MEL »

ET

La société TISSERIN, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), ayant son siège 612, rue de la Chaude Rivière à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille Métropole sous le numéro 457 510 360, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Ludovic MONTAUDON, nommé à cette fonction par délibération du conseil d'administration du 10/10/2022,

Ci-après dénommée « TISSERIN »

ET

INHARI, association ayant son siège social au, représentée par son président, ,
Opérateur de programmes d'amélioration de l'habitat missionné par la MEL,

Ci-après dénommée « INHARI » ou « l'opérateur »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La présente convention s'inscrit dans le cadre des marchés AMELIO 2023-2027.

La MEL développe en effet des dispositifs d'accompagnement d'amélioration de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne. Elle attribue les aides déléguées de l'Anah et des aides propres pour le financement de la rénovation de l'habitat privé.

De nombreux propriétaires ne peuvent cependant pas profiter de ces dispositifs et de ces aides financières. D'abord les aides ne sont versées qu'une fois les travaux réalisés ; ensuite les aides ne couvrent pas toujours le montant total des travaux. Les ménages éligibles aux aides financières publiques ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les sommes à recevoir à l'issue des travaux et le reste à charge pose également problème. La solvabilisation des ménages est l'une des conditions de réussite des projets.

Afin de faciliter l'effectivité des projets de rénovation engagés par les ménages et copropriétés accompagnés par la MEL, il a été convenu de la mise en place et de l'alimentation d'un « fonds mutualisé » par la MEL et TISSERIN, conformément à la convention-cadre de partenariat pour le développement de l'accession sociale et de la rénovation durable de l'habitat et de celle portant création d'un fonds mutualisé de « caisses d'avance » pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements privés en date du 27/09/2018 prolongée en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024.

Ce fonds mutualisé alimentera les « Caisses d'avance » mises à disposition des opérateurs sélectionnés par la MEL sous forme de prêts sans intérêt par TISSERIN afin d'assurer le préfinancement des travaux dans l'attente du versement des subventions dans le cadre des opérations programmées de rénovation de l'habitat privé ancien dégradé.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir :

- Les finalités de la caisse d'avance,
- Les opérations concernées,
- Les modalités de fonctionnement et de suivi de la caisse d'avance,
- Les engagements respectifs de chaque signataire,
- Les dispositifs de garantie,
- Les modalités de révision, résiliation, cession de convention,
- La durée du dispositif et de la convention,
- Les modalités de règlement des litiges.

ARTICLE 2 : LES FINALITES

La convention s'inscrit dans les actions que l'Etat a fixé comme prioritaires, dont en particulier :

- La sortie d'habitat indigne et la mise aux normes de décence de l'habitat,
- L'amélioration et la mise aux normes de l'habitat dans le cadre des politiques nationales et/ou locales du logement, dont notamment les problématiques de développement durable et de précarité énergétique. Les travaux financés devront tenir compte de la maîtrise des charges, notamment du chauffage, en recherchant une optimisation dans l'objectif d'un développement durable.
- L'adaptation du logement à la perte d'autonomie et aux divers handicaps.

L'objectif poursuivi par les parties est de permettre aux propriétaires et copropriétaires les plus modestes d'effectuer les travaux nécessaires à la réhabilitation de leur habitation principale.

ARTICLE 3 : LES OPERATIONS CONCERNEES ET DIMENSIONNEMENT DE LA CAISSE D'AVANCE

La présente convention concerne les opérations animées par INHARI :

- ✓ AMELIO territoires Sud et Weppes

L'encours consenti à la caisse d'avance pour les opérations reprises ci-dessus répondra aux conditions suivantes :
Montant : 500 000 €
Durée : La totalité des sommes devra être remboursée au plus tard le **31/12/2030**
Taux d'intérêt et commission d'engagement : Le prêt est consenti à titre gratuit, sans intérêt ni commission d'engagement.
Déblocage des fonds : le déblocage des fonds est échelonné sur une période de 3 ans, selon l'échéancier de versement suivant :

- **90 000 € dans le mois de la signature de la présente convention**
- **105 000 € le 15/01/2025**
- **305 000 € le 15/01/2026**

ARTICLE 4 : LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE SUIVI

BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les propriétaires ou copropriétaires aux ressources très modestes qui sont reconnus, du fait de leur situation économique et sociale, comme « ménages nécessitant une aide », par des collectivités locales, des organismes ou services sociaux, CAF, MSA, etc. Les propriétaires aux ressources modestes et les propriétaires bailleurs peuvent de façon dérogatoire être éligibles à l'aide de la caisse d'avance, sous réserve d'étude de leur dossier.

Pour être éligibles au préfinancement « Missions Sociales » de TISSERIN, les ménages devront satisfaire aux conditions suivantes :

- être bénéficiaires d'une subvention de l'Anah et/ou d'une aide d'une collectivité locale finançant des travaux, portant notamment sur les axes prioritaires définis à l'article 2,

- respecter les plafonds de ressources très modestes ou modestes fixés par l'Anah, ou les collectivités locales participant par une subvention au financement des travaux concernés.

COUVERTURE FINANCIERE DE LA CAISSE D'AVANCE

La caisse d'avance aura une couverture financière correspondant aux subventions subrogées.

Cette avance représentera au maximum 100% des aides publiques, et pour les dossiers entrant dans les financements Anah 100 % des aides de l'Anah, ou 30% s'ils font l'objet d'une avance par l'Anah à hauteur de 70%.
100% des subventions subrogées peuvent être avancées, mais pas obligatoirement. Une quote-part peut être calculée afin de couvrir le risque de recalcul à la baisse de la subvention.
L'éventuel trop-perçu de subvention par la caisse d'avance si l'avance est partielle sera reversé au

propriétaire pour clôture du dossier.

Si un prêt travaux Missions Sociales est accordé par TISSERIN, la quote-part couverte par la caisse d'avance sera de 100%.

GOUVERNANCE

Un comité de suivi se tiendra a minima trimestriellement, sur la base des documents remis par l'opérateur-gestionnaire tous les trimestres. Il se réunira à l'invitation de la MEL avec les bailleurs de fonds et l'opérateur-gestionnaire.

Un comité de pilotage annuel permettra de suivre l'ensemble des caisses d'avance du dispositif AMELIO et réunira les opérateurs-gestionnaires, les financeurs et les partenaires.

ARTICLE 5: LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DE CHAQUE SIGNATAIRE

ENGAGEMENTS DE TISSERIN

TISSERIN s'engage à :

5.1 – alimenter et gérer le « fonds mutualisé » dans les conditions et limites prévues dans les conventions de partenariat mentionnées en préambule.

5.2 - accompagner les actions définies à l'article 3 ci-dessus en finançant, par une avance sans intérêt et sans frais, le coût des travaux pris en charge par des aides et/ou subventions, dans l'attente de leur déblocage.

5.3 - réserver un encours maximum de **500 000€** par l'intermédiaire du « fonds mutualisé » aux programmes repris ci-avant, jusqu'au 31/12/2030. Cet encours est mis à disposition de l'opérateur sous forme de prêt.

ENGAGEMENTS DE LA MEL

La MEL s'engage à abonder le « fonds mutualisé » alimentant la caisse d'avance et à garantir le risque emprunteur d'une part et les risques opérationnels dans un plafond de **75 000 €** d'autre part dans les conditions fixées ci-après.

La MEL s'engage également avec TISSERIN à animer un comité de suivi trimestriel et un comité de pilotage AMELIO annuel.

MISSIONS ET ENGAGEMENTS DE L'OPERATEUR

Communication des partenaires :
L'opérateur procède à l'affichage d'une communication reprenant les partenaires du projet de rénovation en façade de l'habitation durant toute la phase de chantier. TISSERIN travaille à la réalisation des supports.

Gestion de la caisse d'avance
Conformément à la mission 3 du cahier des clauses techniques particulières du marché « AMELIO », il est demandé au INHARI d'assurer la gestion comptable, financière et administrative de la caisse d'avance.

Les missions de l'opérateur relatives à la gestion de la caisse d'avance couvrent toute la procédure du déclenchement de l'avance, mise en paiement des entreprises, sécurisation, suivi des factures jusqu'au recouvrement des subventions. L'opérateur du programme assure ainsi le suivi de l'ensemble de la procédure, du 1er contact avec le propriétaire au versement de la subvention.

L'opérateur gestionnaire de caisse d'avance s'engage à :

- Vérifier l'éligibilité des demandes de préfinancement ;
- Constituer les dossiers, comprenant notamment le plan de financement et de trésorerie, le mandat administratif et financier, les procurations sous seing privé ;
- Assurer les paiements aux entreprises, après avoir vérifié leur santé financière (assurance et societe.com) et la régularité de leur facturation en conformité avec les exigences des financeurs ;
- Vérifier la réalité des travaux et constituer les demandes de paiement de subvention ;
- Suivre le remboursement des subventions notifiées et éventuellement des remboursements des bénéficiaires.

Échéancier de remboursement

L'opérateur s'engage à créer un compte bancaire spécifique dédié à la caisse d'avance et à l'utiliser exclusivement pour percevoir les subventions subrogées et les remboursements éventuels des bénéficiaires.

L'opérateur s'engage à procéder au remboursement des sommes versées au titre de la caisse d'avance selon les modalités suivantes :

- **100 000€ le 31/12/2028**
- **150 000€ le 31/12/2029**
- **250 000€ le 31/12/2030**

L'emprunteur peut se libérer sans frais des sommes dues par anticipation, en totalité ou en partie, avant les échéances convenues au sein du contrat de prêt à conclure entre l'emprunteur et le prêteur.

Suivi des avances et outils de pilotage

INHARI s'engage à fournir trimestriellement un outil de pilotage (tableau de gestion et de projection des flux et de l'encours trimestriel).

L'opérateur fournit trimestriellement (ou sur demande intermédiaire) à TISSERIN et à la MEL un tableau de suivi, avec une situation au dernier jour du dernier mois, comportant les éléments suivants :

- Nom, adresse, code postal, commune, type de zone d'habitation (A, A bis, B1, B2 ou C), composition du ménage et montant des ressources du bénéficiaire, nombre de tonnes équivalentes CO2 évitées ;
- Opération concernée, montant des travaux, thématique du projet de travaux ;
- Montant de l'avance sollicitée ;
- Dates de notification et montant des subventions ;
- Dates et montants des versements réalisés par l'opérateur ;
- Dates et montants des versements de subventions ;
- Solde disponible.

L'opérateur fournira à TISSERIN les documents justificatifs suivants pour les dossiers soldés chaque trimestre :

- Copie du dernier avis d'imposition à l'engagement de la caisse d'avance

- Copie du document de procuration, imprimé Cerfa N°13 463 * 02
- Copie des notifications de subvention
- Plan de financement et de trésorerie
- Copie des factures

L'opérateur s'engage à fournir à la MEL un avis d'échéance à l'occasion de chaque remboursement effectué et à informer sans délai la MEL en cas d'éventuel remboursement anticipé.

L'opérateur s'engage à suivre les dossiers présentant un contentieux et à engager toutes démarches permettant le remboursement des sommes avancées. Si le plafond de sinistralité de caisse d'avance déterminé à l'article 6 était atteint, l'opérateur gestionnaire s'engage à organiser le remboursement anticipé des sommes prêtées par le fonds mutualisé en mettant fin aux nouvelles avances et finalisant le remboursement des chantiers en cours.

ARTICLE 6 : LES DISPOSITIFS DE SECURISATION ET GARANTIE

Les risques sont liés aux bénéficiaires, aux entreprises, aux financeurs et à l'opérateur.

RISQUE EMPRUNTEUR

Il s'agit du risque de non-remboursement par l'opérateur du prêt qui lui a été consenti par TISSERIN au titre de la « caisse d'avance ».
Ainsi, la MEL garantit la perte à la dissolution du fonds mutualisé qui abonde la caisse d'avance, selon une quotité de 80% sur la part abondée par TISSERIN. La garantie porte sur la durée totale du prêt, sur les sommes effectivement versées par TISSERIN dans le fonds mutualisé, variables dans les 3 premières années et qui représentent à terme 2/3 du montant du prêt.

RISQUES OPERATIONNELS

La gestion des caisses d'avance présente un risque particulier qui est celui du non-versement des subventions pourtant préfinancées, suite à aléas (décès du bénéficiaire, liquidation d'entreprise, fraude ou non-respect du programme de travaux).
L'opérateur gestionnaire se retrouve alors dans la situation où il a payé l'entreprise mais ne recouvre pas son avance par subvention.

Ce risque opérationnel est encadré et limité comme indiqué ci-après :
- l'opérateur s'engage à accomplir toutes diligences pour recouvrer ces sommes auprès de qui de droit (propriétaire, liquidateurs, successeurs, etc) ;
- en cas de perte avérée et définitive des subventions et sous réserve de l'accomplissement des diligences par l'opérateur, la MEL s'engage à lui accorder une garantie de prise en charge dans la limite d'un plafond de sinistralité global de **75 000 €.** Si le plafond de sinistralité venait à être atteint, la caisse d'avance fera l'objet d'une résiliation immédiate. Il est précisé que le versement au titre de la garantie de la MEL sera réalisé à la dissolution du « fonds mutualisé ».
- en cas de refus de mise en jeu de la garantie sinistralité, l'opérateur assume les pertes.

***risques liés aux bénéficiaires**
Le risque est celui du défaut de paiement ou du décès du bénéficiaire de la subvention.
La sécurisation sera recherchée par divers documents-cadres et process :
- mandat administratif et financier tenant lieu de reconnaissance de dette et de procuration (avec la possibilité d'une procuration unique multifinanceurs en cas de procédure dématérialisée)
- plan de financement et de trésorerie,
- versement de la part à charge du bénéficiaire au démarrage du chantier, à l'acompte de la 1è entreprise.
NB : les Prêts Travaux Missions Sociales de TISSERIN ne couvriront que la part à charge du

propriétaire, non préfinancée.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite au décès du bénéficiaire, pour faire valoir sa créance auprès des notaires en charge de la succession, auprès des successeurs ou des ascendants.
Dans le cas d'une succession vacante, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée après justification des diligences accomplies.
À défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

En cas de défaut de paiement, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.
Il doit mettre en place un plan d'apurement, dans la limite de la durée de la caisse d'avance.
À défaut de mise en œuvre de ces démarches, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.
À défaut du respect du plan d'apurement par le propriétaire, ou en cas de refus de signature du plan d'apurement par le propriétaire la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.

***Risques liés aux entreprises :**
Les risques encourus de non-remboursement sont liés aux cas de non-respect du programme de travaux, de liquidation d'entreprise ou de fraude.
Afin de les limiter, l'opérateur a la responsabilité :

- De vérifier la santé financière de l'entreprise (societe.com et assurance décennale correspondant aux postes de travaux réalisés)
- De sécuriser les versements aux entreprises (30% maximum en acompte, suivi de chantier à chaque acompte et facturation à l'avancement réel des travaux).

Il est rappelé que l'opérateur-gestionnaire a en outre un rôle de conseil et d'accompagnement et fournit à ce titre des modèles de devis, récupère les attestations d'exclusivité CEE conditionnant le versement des subventions.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite à la liquidation d'une entreprise, pour faire valoir sa créance auprès du liquidateur.
En cas d'échec partiel ou total de ces démarches, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.
À défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

***Risques liés aux financeurs :**
Les risques liés aux financeurs concernent le versement de la subvention : défaut de versement ou recalcul à la baisse de la subvention notifiée.

Il est rappelé que seules peuvent être avancées les subventions subrogées à savoir celles pour lesquelles l'opérateur est subrogé dans les droits du bénéficiaire pour la perception de celles-ci.

L'erreur de versement de la subvention au ménage plutôt qu'à l'opérateur est de la responsabilité du financeur. Il est cependant de la responsabilité de l'opérateur de faire valoir sa créance auprès du financeur ou du ménage.

Afin de limiter le risque de recalcul à la baisse de la subvention, il est nécessaire de suivre l'avancement des chantiers, la conformité des travaux au programme et la complétude du dossier de demande de paiement.

L'opérateur a la possibilité de n'avancer qu'une quote-part des subventions subrogées, ce différentiel permettant de couvrir le risque de recalcul à la baisse du montant de la subvention. Dans cette hypothèse, l'éventuel trop-perçu par l'opérateur sera reversé au propriétaire pour

clôture du dossier.

En cas de recalcul à la baisse de la subvention versée et d'avance à 100%, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge supplémentaire, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.

MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE SINISTRALITE

Pour chaque caisse d'avance, à chaque échéance un état intermédiaire et lors de la dernière échéance un état de clôture sont réalisés par les co-contractants réunis en comité de suivi de la caisse d'avance.

Ces états font apparaître :

- le montant des subventions déjà versées à l'opérateur destiné au remboursement de l'échéance du prêt,
- le montant correspondant le cas échéant aux dossiers litigieux ou contentieux non clôturés pour lesquels les subventions n'ont pas été versées.

Une distinction sera faite entre ceux qui font l'objet d'une garantie de la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel, et ceux qui ne font pas l'objet d'une garantie dont l'opérateur devra faire son affaire.

Ces états permettent de calculer le plafond de sinistralité de la garantie du risque opérationnel.
Si le plafond de sinistralité a été atteint, il pourra être exigé un remboursement anticipé des futures échéances ou le montant de la caisse d'avance pourra être revu à la baisse.

Au plus tard lors de la clôture de la caisse d'avance, l'opérateur sera tenu de procéder au remboursement du prêt, sur ses fonds propres, pour la part non garantie par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel.
La part couverte par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel fera quant à elle l'objet d'un appel de fonds et d'un prélèvement direct sur les fonds apportés par la MEL au fond mutualisé le cas échéant.

La mise en jeu des garanties n'aura aucune incidence sur le droit pour TISSERIN de recouvrer le solde des sommes qui seraient impayées par les opérateurs.

Dans le cas particulier des retards de paiement de subvention correspondant à des dossiers non soldés à la date d'échéance de la caisse d'avance, l'opérateur gestionnaire conviendra avec la MEL des modalités de solde hors caisse d'avance. En effet, compte tenu de l'extinction du marché de suivi animation, les deux parties conviendront soit d'une prolongation de marché pour permettre le solde du dossier, soit d'une cession de créance, et l'opérateur engagera la récupération des fonds auprès du ménage. Ce cas sera donc pris en compte dans le plafond de garantie de sinistralité couverte par la MEL.

ARTICLE 7 : LES MODALITES DE REVISION, RESILIATION ET CESSION DE CONVENTION

La présente convention est modifiable par avenant fixant notamment l'enveloppe budgétaire mobilisable visée à l'article 5, paragraphe 5.3, la durée ou toute autre mention convenue entre les parties.

La résiliation de la convention intervient en cas de dissolution prématurée de la caisse d'avance, après mise en œuvre de la garantie des risques opérationnels et dépassement du plafond de sinistralité. Dans cette situation, la MEL et TISSERIN notifient par écrit à l'opérateur-gestionnaire la décision de dissoudre la caisse d'avance dans un délai de 6 mois. L'opérateur-gestionnaire

n’engage plus aucun nouveau dossier et solde les dossiers engagés. Au terme de ce délai, l’opérateur-gestionnaire remboursera l’encours, déduction faite du montant garanti en risque opérationnel.

La présente convention est conclue entre les parties et ne pourra être cédée, sauf accord préalable et écrit de tous les signataires aux présentes.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Pour toute contestation ou différend qui s'élèverait entre les parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution des présentes, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en vue du règlement de cette contestation ou différend. À cet effet la partie la plus diligente notifiera l'existence de la difficulté en question à l'(aux) autre(s) partie(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise d'un courrier en main propre. À défaut de résolution de ladite difficulté par voie amiable dans un délai d'un mois à compter de la réception de cette lettre, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée prenant fin à l’achèvement des engagements respectifs des parties soit au 31/12/2030, sauf dissolution prématurée de la caisse d’avance.

Fait à LILLE en trois exemplaires originaux, le

Pour le Président
de la Métropole Européenne de Lille,
La Vice-présidente déléguée
Logement et Habitat,

Anne VOITURIEZ

Pour la Société TISSERIN
Le Directeur Général,

Ludovic MONTAUDON

Pour INHARI,
Le Directeur

CONVENTION DE CAISSE D'AVANCE EN FAVEUR DE PROPRIETAIRES ET COPROPRIETAIRES AUX REVENUS MODESTES ET TRES MODESTES

ENTRE

La Métropole européenne de Lille, établissement public de coopération intercommunale, représenté par Monsieur Damien Castelain, Président, agissant en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024,

Ci-après dénommée « Métropole Européenne de Lille ou la MEL »

ET

La société TISSERIN, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), ayant son siège 612, rue de la Chaude Rivière à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille Métropole sous le numéro 457 510 360, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Ludovic MONTAUDON, nommé à cette fonction par délibération du conseil d'administration du 10/10/2022,

Ci-après dénommée « TISSERIN »

ET

La Société URBANIS, SAS ayant son siège social 118 Allée de l'Amérique Latine à NÎMES, inscrite au RCS de Nîmes sous le numéro 347 582 231 (SIRET 347 582 231 00226), représentée par sa Présidente, Emmanuel Pernes, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu des statuts,
Opérateur de programmes d'amélioration de l'habitat missionné par la MEL,

Ci-après dénommée « URBANIS » ou « l'opérateur »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La présente convention s'inscrit dans le cadre des marchés AMELIO 2023-2027.

La MEL développe en effet des dispositifs d'accompagnement d'amélioration de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne. Elle attribue les aides déléguées de l'Anah et des aides propres pour le financement de la rénovation de l'habitat privé.

De nombreux propriétaires ne peuvent cependant pas profiter de ces dispositifs et de ces aides financières. D'abord les aides ne sont versées qu'une fois les travaux réalisés ; ensuite les aides ne couvrent pas toujours le montant total des travaux. Les ménages éligibles aux aides financières publiques ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les sommes à recevoir à l'issue des travaux et le reste à charge pose également problème. La solvabilisation des ménages est l'une des conditions de réussite des projets.

Afin de faciliter l'effectivité des projets de rénovation engagés par les ménages et copropriétés accompagnés par la MEL, il a été convenu de la mise en place et de l'alimentation d'un « fonds mutualisé » par la MEL et TISSERIN, conformément à la convention-cadre de partenariat pour le développement de l'accession sociale et de la rénovation durable de l'habitat et de celle portant création d'un fonds mutualisé de « caisses d'avance » pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements privés en date du 27/09/2018 prolongée en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024.

Ce fonds mutualisé alimentera les « Caisses d'avance » mises à disposition des opérateurs sélectionnés par la MEL sous forme de prêts sans intérêt par TISSERIN afin d'assurer le préfinancement des travaux dans l'attente du versement des subventions dans le cadre des opérations programmées de rénovation de l'habitat privé ancien dégradé.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir :

- Les finalités de la caisse d'avance,
- Les opérations concernées,
- Les modalités de fonctionnement et de suivi de la caisse d'avance,
- Les engagements respectifs de chaque signataire,
- Les dispositifs de garantie,
- Les modalités de révision, résiliation, cession de convention,
- La durée du dispositif et de la convention,
- Les modalités de règlement des litiges.

ARTICLE 2 : LES FINALITES

La convention s'inscrit dans les actions que l'Etat a fixé comme prioritaires, dont en particulier :

- La sortie d'habitat indigne et la mise aux normes de décence de l'habitat,
- L'amélioration et la mise aux normes de l'habitat dans le cadre des politiques nationales et/ou locales du logement, dont notamment les problématiques de développement durable et de précarité énergétique. Les travaux financés devront tenir compte de la maîtrise des charges, notamment du chauffage, en recherchant une optimisation dans l'objectif d'un développement durable.
- L'adaptation du logement à la perte d'autonomie et aux divers handicaps.

L'objectif poursuivi par les parties est de permettre aux propriétaires et copropriétaires les plus modestes d'effectuer les travaux nécessaires à la réhabilitation de leur habitation principale.

ARTICLE 3 : LES OPERATIONS CONCERNEES ET DIMENSIONNEMENT DE LA CAISSE D'AVANCE

La présente convention concerne les opérations animées par URBANIS :

- ✓ AMELIO territoires Est et Roubaisis (hors Roubaix)
- ✓ OPAH RU Lille Quartiers Anciens
- ✓ AMELIO copro rénovations en parties privatives

L'encours consenti à la caisse d'avance pour les opérations reprises ci-dessus répondra aux conditions suivantes :
Montant : 550 000 €
Durée : La totalité des sommes devra être remboursée au plus tard le **31/12/2030**
Taux d'intérêt et commission d'engagement : Le prêt est consenti à titre gratuit, sans intérêt ni commission d'engagement.
Déblocage des fonds : le déblocage des fonds est échelonné sur une période de 3 ans, selon l'échéancier de versement suivant :

- **100 000 € dans le mois de la signature de la présente convention**
- **115 000 € le 15/01/2025**
- **335 000 € le 15/01/2026**

ARTICLE 4 : LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE SUIVI

BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les propriétaires ou copropriétaires aux ressources très modestes qui sont reconnus, du fait de leur situation économique et sociale, comme « ménages nécessitant une aide », par des collectivités locales, des organismes ou services sociaux, CAF, MSA, etc. Les propriétaires aux ressources modestes et les propriétaires bailleurs peuvent de façon dérogatoire être éligibles à l'aide de la caisse d'avance, sous réserve d'étude de leur dossier.

Pour être éligibles au préfinancement « Missions Sociales » de TISSERIN, les ménages devront satisfaire aux conditions suivantes :

- être bénéficiaires d'une subvention de l'Anah et/ou d'une aide d'une collectivité locale finançant des travaux, portant notamment sur les axes prioritaires définis à l'article 2,

- respecter les plafonds de ressources très modestes ou modestes fixés par l'Anah, ou les collectivités locales participant par une subvention au financement des travaux concernés.

COUVERTURE FINANCIERE DE LA CAISSE D'AVANCE

La caisse d'avance aura une couverture financière correspondant aux subventions subrogées.

Cette avance représentera au maximum 100% des aides publiques, et pour les dossiers entrant dans les financements Anah 100 % des aides de l'Anah, ou 30% s'ils font l'objet d'une avance par l'Anah à hauteur de 70%.
100% des subventions subrogées peuvent être avancées, mais pas obligatoirement. Une quote-

part peut être calculée afin de couvrir le risque de recalcul à la baisse de la subvention.
L'éventuel trop-perçu de subvention par la caisse d'avance si l'avance est partielle sera reversé au propriétaire pour clôture du dossier.

Si un prêt travaux Missions Sociales est accordé par TISSERIN, la quote-part couverte par la caisse d'avance sera de 100%.

GOUVERNANCE

Un comité de suivi se tiendra a minima trimestriellement, sur la base des documents remis par l'opérateur-gestionnaire tous les trimestres. Il se réunira à l'invitation de la MEL avec les bailleurs de fonds et l'opérateur-gestionnaire.

Un comité de pilotage annuel permettra de suivre l'ensemble des caisses d'avance du dispositif AMELIO et réunira les opérateurs-gestionnaires, les financeurs et les partenaires.

ARTICLE 5: LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DE CHAQUE SIGNATAIRE

ENGAGEMENTS DE TISSERIN

TISSERIN s'engage à :

5.1 – alimenter et gérer le « fonds mutualisé » dans les conditions et limites prévues dans les conventions de partenariat mentionnées en préambule.

5.2 - accompagner les actions définies à l'article 3 ci-dessus en finançant, par une avance sans intérêt et sans frais, le coût des travaux pris en charge par des aides et/ou subventions, dans l'attente de leur déblocage.

5.3 - réserver un encours maximum de **550 000€** par l'intermédiaire du « fonds mutualisé » aux programmes repris ci-avant, jusqu'au 31/12/2030. Cet encours est mis à disposition de l'opérateur sous forme de prêt.

ENGAGEMENTS DE LA MEL

La MEL s'engage à abonder le « fonds mutualisé » alimentant la caisse d'avance et à garantir le risque emprunteur d'une part et les risques opérationnels dans un plafond de **85 000 €** d'autre part dans les conditions fixées ci-après.

La MEL s'engage également avec TISSERIN à animer un comité de suivi trimestriel et un comité de pilotage AMELIO annuel.

MISSIONS ET ENGAGEMENTS DE L'OPERATEUR

Communication des partenaires :
L'opérateur procède à l'affichage d'une communication reprenant les partenaires du projet de rénovation en façade de l'habitation durant toute la phase de chantier. TISSERIN travaille à la réalisation des supports.

Gestion de la caisse d'avance
Conformément à la mission 3 du cahier des clauses techniques particulières du marché

« AMELIO », il est demandé à URBANIS d'assurer la gestion comptable, financière et administrative de la caisse d'avance.

Les missions de l'opérateur relatives à la gestion de la caisse d'avance couvrent toute la procédure du déclenchement de l'avance, mise en paiement des entreprises, sécurisation, suivi des factures jusqu'au recouvrement des subventions. L'opérateur du programme assure ainsi le suivi de l'ensemble de la procédure, du 1er contact avec le propriétaire au versement de la subvention.

L'opérateur gestionnaire de caisse d'avance s'engage à :
- Vérifier l'éligibilité des demandes de préfinancement ;
- Constituer les dossiers, comprenant notamment le plan de financement et de trésorerie, le mandat administratif et financier, les procurations sous seing privé ;
- Assurer les paiements aux entreprises, après avoir vérifié leur santé financière (assurance et societe.com) et la régularité de leur facturation en conformité avec les exigences des financeurs ;
- Vérifier la réalité des travaux et constituer les demandes de paiement de subvention ;
- Suivre le remboursement des subventions notifiées et éventuellement des remboursements des bénéficiaires.

Échéancier de remboursement

L'opérateur s'engage à créer un compte bancaire spécifique dédié à la caisse d'avance et à l'utiliser exclusivement pour percevoir les subventions subrogées et les remboursements éventuels des bénéficiaires.

L'opérateur s'engage à procéder au remboursement des sommes versées au titre de la caisse d'avance selon les modalités suivantes :

- **110 000€ le 31/12/2028**
- **165 000€ le 31/12/2029**
- **275 000€ le 31/12/2030**

L'emprunteur peut se libérer sans frais des sommes dues par anticipation, en totalité ou en partie, avant les échéances convenues au sein du contrat de prêt à conclure entre l'emprunteur et le prêteur.

Suivi des avances et outils de pilotage

URBANIS s'engage à fournir trimestriellement un outil de pilotage (tableau de gestion et de projection des flux et de l'encours trimestriel).

L'opérateur fournit trimestriellement (ou sur demande intermédiaire) à TISSERIN et à la MEL un tableau de suivi, avec une situation au dernier jour du dernier mois, comportant les éléments suivants :

- Nom, adresse, code postal, commune, type de zone d'habitation (A, A bis, B1, B2 ou C), composition du ménage et montant des ressources du bénéficiaire, nombre de tonnes équivalentes CO2 évitées ;
- Opération concernée, montant des travaux, thématique du projet de travaux ;
- Montant de l'avance sollicitée ;
- Dates de notification et montant des subventions ;
- Dates et montants des versements réalisés par l'opérateur ;
- Dates et montants des versements de subventions ;
- Solde disponible.

L'opérateur fournira à TISSERIN les documents justificatifs suivants pour les dossiers soldés

chaque trimestre :
- Copie du dernier avis d'imposition à l'engagement de la caisse d'avance
- Copie du document de procuration, imprimé Cerfa N°13 463 * 02
- Copie des notifications de subvention
- Plan de financement et de trésorerie
- Copie des factures

L'opérateur s'engage à fournir à la MEL un avis d'échéance à l'occasion de chaque remboursement effectué et à informer sans délai la MEL en cas d'éventuel remboursement anticipé.

L'opérateur s'engage à suivre les dossiers présentant un contentieux et à engager toutes démarches permettant le remboursement des sommes avancées. Si le plafond de sinistralité de caisse d'avance déterminé à l'article 6 était atteint, l'opérateur gestionnaire s'engage à organiser le remboursement anticipé des sommes prêtées par le fonds mutualisé en mettant fin aux nouvelles avances et finalisant le remboursement des chantiers en cours.

ARTICLE 6 : LES DISPOSITIFS DE SECURISATION ET GARANTIE

Les risques sont liés aux bénéficiaires, aux entreprises, aux financeurs et à l'opérateur.

RISQUE EMPRUNTEUR

Il s'agit du risque de non-remboursement par l'opérateur du prêt qui lui a été consenti par TISSERIN au titre de la « caisse d'avance ».
Ainsi, la MEL garantit la perte à la dissolution du fonds mutualisé qui abonde la caisse d'avance, selon une quotité de 80% sur la part abondée par TISSERIN. La garantie porte sur la durée totale du prêt, sur les sommes effectivement versées par TISSERIN dans le fonds mutualisé, variables dans les 3 premières années et qui représentent à terme 2/3 du montant du prêt.

RISQUES OPERATIONNELS

La gestion des caisses d'avance présente un risque particulier qui est celui du non-versement des subventions pourtant préfinancées, suite à aléas (décès du bénéficiaire, liquidation d'entreprise, fraude ou non-respect du programme de travaux).
L'opérateur gestionnaire se retrouve alors dans la situation où il a payé l'entreprise mais ne recouvre pas son avance par subvention.

Ce risque opérationnel est encadré et limité comme indiqué ci-après :
- l'opérateur s'engage à accomplir toutes diligences pour recouvrer ces sommes auprès de qui de droit (propriétaire, liquidateurs, successeurs, etc) ;
- en cas de perte avérée et définitive des subventions et sous réserve de l'accomplissement des diligences par l'opérateur, la MEL s'engage à lui accorder une garantie de prise en charge dans la limite d'un plafond de sinistralité global de **85 000 €.** Si le plafond de sinistralité venait à être atteint, la caisse d'avance fera l'objet d'une résiliation immédiate. Il est précisé que le versement au titre de la garantie de la MEL sera réalisé à la dissolution du « fonds mutualisé ».
- en cas de refus de mise en jeu de la garantie sinistralité, l'opérateur assume les pertes.

***risques liés aux bénéficiaires**
Le risque est celui du défaut de paiement ou du décès du bénéficiaire de la subvention.
La sécurisation sera recherchée par divers documents-cadres et process :
- mandat administratif et financier tenant lieu de reconnaissance de dette et de procuration (avec la possibilité d'une procuration unique multifinanceurs en cas de procédure dématérialisée)
- plan de financement et de trésorerie,
- versement de la part à charge du bénéficiaire au démarrage du chantier, à l'acompte de la 1è

entreprise.
NB : les Prêts Travaux Missions Sociales de TISSERIN ne couvriront que la part à charge du propriétaire, non préfinancée.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite au décès du bénéficiaire, pour faire valoir sa créance auprès des notaires en charge de la succession, auprès des successeurs ou des ascendants.
Dans le cas d'une succession vacante, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée après justification des diligences accomplies.
À défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

En cas de défaut de paiement, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.
Il doit mettre en place un plan d'apurement, dans la limite de la durée de la caisse d'avance.
À défaut de mise en œuvre de ces démarches, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.
À défaut du respect du plan d'apurement par le propriétaire, ou en cas de refus de signature du plan d'apurement par le propriétaire la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.

***Risques liés aux entreprises :**
Les risques encourus de non-remboursement sont liés aux cas de non-respect du programme de travaux, de liquidation d'entreprise ou de fraude.
Afin de les limiter, l'opérateur a la responsabilité :

- De vérifier la santé financière de l'entreprise (societe.com et assurance décennale correspondant aux postes de travaux réalisés)
- De sécuriser les versements aux entreprises (30% maximum en acompte, suivi de chantier à chaque acompte et facturation à l'avancement réel des travaux).

Il est rappelé que l'opérateur-gestionnaire a en outre un rôle de conseil et d'accompagnement et fournit à ce titre des modèles de devis, récupère les attestations d'exclusivité CEE conditionnant le versement des subventions.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite à la liquidation d'une entreprise, pour faire valoir sa créance auprès du liquidateur.
En cas d'échec partiel ou total de ces démarches, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.
À défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

***Risques liés aux financeurs :**
Les risques liés aux financeurs concernent le versement de la subvention : défaut de versement ou recalcul à la baisse de la subvention notifiée.

Il est rappelé que seules peuvent être avancées les subventions subrogées à savoir celles pour lesquelles l'opérateur est subrogé dans les droits du bénéficiaire pour la perception de celles-ci.

L'erreur de versement de la subvention au ménage plutôt qu'à l'opérateur est de la responsabilité du financeur. Il est cependant de la responsabilité de l'opérateur de faire valoir sa créance auprès du financeur ou du ménage.

Afin de limiter le risque de recalcul à la baisse de la subvention, il est nécessaire de suivre l'avancement des chantiers, la conformité des travaux au programme et la complétude du dossier de demande de paiement.

L'opérateur a la possibilité de n'avancer qu'une quote-part des subventions subrogées, ce

différentiel permettant de couvrir le risque de recalcul à la baisse du montant de la subvention. Dans cette hypothèse, l'éventuel trop-perçu par l'opérateur sera reversé au propriétaire pour clôture du dossier.

En cas de recalcul à la baisse de la subvention versée et d'avance à 100%, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge supplémentaire, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.

MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE SINISTRALITE

Pour chaque caisse d'avance, à chaque échéance un état intermédiaire et lors de la dernière échéance un état de clôture sont réalisés par les co-contractants réunis en comité de suivi de la caisse d'avance.

Ces états font apparaître :

- le montant des subventions déjà versées à l'opérateur destiné au remboursement de l'échéance du prêt,
- le montant correspondant le cas échéant aux dossiers litigieux ou contentieux non clôturés pour lesquels les subventions n'ont pas été versées.

Une distinction sera faite entre ceux qui font l'objet d'une garantie de la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel, et ceux qui ne font pas l'objet d'une garantie dont l'opérateur devra faire son affaire.

Ces états permettent de calculer le plafond de sinistralité de la garantie du risque opérationnel.
Si le plafond de sinistralité a été atteint, il pourra être exigé un remboursement anticipé des futures échéances ou le montant de la caisse d'avance pourra être revu à la baisse.

Au plus tard lors de la clôture de la caisse d'avance, l'opérateur sera tenu de procéder au remboursement du prêt, sur ses fonds propres, pour la part non garantie par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel.
La part couverte par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel fera quant à elle l'objet d'un appel de fonds et d'un prélèvement direct sur les fonds apportés par la MEL au fond mutualisé le cas échéant.

La mise en jeu des garanties n'aura aucune incidence sur le droit pour TISSERIN de recouvrer le solde des sommes qui seraient impayées par les opérateurs.

Dans le cas particulier des retards de paiement de subvention correspondant à des dossiers non soldés à la date d'échéance de la caisse d'avance, l'opérateur gestionnaire conviendra avec la MEL des modalités de solde hors caisse d'avance. En effet, compte tenu de l'extinction du marché de suivi animation, les deux parties conviendront soit d'une prolongation de marché pour permettre le solde du dossier, soit d'une cession de créance, et l'opérateur engagera la récupération des fonds auprès du ménage. Ce cas sera donc pris en compte dans le plafond de garantie de sinistralité couverte par la MEL.

ARTICLE 7 : LES MODALITES DE REVISION, RESILIATION ET CESSION DE CONVENTION

La présente convention est modifiable par avenant fixant notamment l'enveloppe budgétaire mobilisable visée à l'article 5, paragraphe 5.3, la durée ou toute autre mention convenue entre les parties.

La résiliation de la convention intervient en cas de dissolution prématurée de la caisse d'avance, après mise en œuvre de la garantie des risques opérationnels et dépassement du plafond de

sinistralité. Dans cette situation, la MEL et TISSERIN notifient par écrit à l'opérateur-gestionnaire la décision de dissoudre la caisse d'avance dans un délai de 6 mois. L'opérateur-gestionnaire n'engage plus aucun nouveau dossier et solde les dossiers engagés. Au terme de ce délai, l'opérateur-gestionnaire remboursera l'encours, déduction faite du montant garanti en risque opérationnel.

La présente convention est conclue entre les parties et ne pourra être cédée, sauf accord préalable et écrit de tous les signataires aux présentes.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Pour toute contestation ou différend qui s'élèverait entre les parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution des présentes, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en vue du règlement de cette contestation ou différend. À cet effet la partie la plus diligente notifiera l'existence de la difficulté en question à l'(aux) autre(s) partie(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise d'un courrier en main propre. À défaut de résolution de ladite difficulté par voie amiable dans un délai d'un mois à compter de la réception de cette lettre, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée prenant fin à l'achèvement des engagements respectifs des parties soit au 31/12/2030, sauf dissolution prématurée de la caisse d'avance.

Fait à LILLE en trois exemplaires originaux, le

Pour le Président
de la Métropole Européenne de Lille,
La Vice-présidente déléguée
Logement et Habitat,

Anne VOITURIEZ

Pour la Société TISSERIN
Le Directeur Général,

Ludovic MONTAUDON

Pour URBANIS,
La Présidente

Emmanuelle PERNES

CONVENTION DE CAISSE D'AVANCE EN FAVEUR DE PROPRIETAIRES ET COPROPRIETAIRES AUX REVENUS MODESTES ET TRES MODESTES

ENTRE

La Métropole européenne de Lille, établissement public de coopération intercommunale, représenté par Monsieur Damien Castelain, Président, agissant en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024,

Ci-après dénommée « Métropole Européenne de Lille ou la MEL »

ET

La société TISSERIN, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), ayant son siège 612, rue de la Chaude Rivière à Lille, inscrite au registre du commerce de Lille Métropole sous le numéro 457 510 360, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Ludovic MONTAUDON, nommé à cette fonction par délibération du conseil d'administration du 10/10/2022,

Ci-après dénommée « TISSERIN »

ET

SOLIHA Métropole Nord, association, ayant son siège social au 112 rue Gustave Dubled à Croix, représentée par son directeur général, Marcel-Alain LEQUENNE, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu des statuts,
Opérateur de programmes d'amélioration de l'habitat missionné par la MEL,

Ci-après dénommée « SOLIHA Métropole Nord » ou « l'opérateur »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La présente convention s'inscrit dans le cadre des marchés AMELIO 2023-2027.

La MEL développe en effet des dispositifs d'accompagnement d'amélioration de l'habitat et de lutte contre l'habitat indigne. Elle attribue les aides déléguées de l'Anah et des aides propres pour le financement de la rénovation de l'habitat privé.

De nombreux propriétaires ne peuvent cependant pas profiter de ces dispositifs et de ces aides financières. D'abord les aides ne sont versées qu'une fois les travaux réalisés ; ensuite les aides ne couvrent pas toujours le montant total des travaux. Les ménages éligibles aux aides financières publiques ne sont pas toujours en capacité de préfinancer les sommes à recevoir à l'issue des travaux et le reste à charge pose également problème. La solvabilisation des ménages est l'une des conditions de réussite des projets.

Afin de faciliter l'effectivité des projets de rénovation engagés par les ménages et copropriétés accompagnés par la MEL, il a été convenu de la mise en place et de l'alimentation d'un « fonds mutualisé » par la MEL et TISSERIN, conformément à la convention-cadre de partenariat pour le développement de l'accession sociale et de la rénovation durable de l'habitat et de celle portant création d'un fonds mutualisé de « caisses d'avance » pour faciliter les travaux d'amélioration durable des logements privés en date du 27/09/2018 prolongée en vertu de la délibération 24 C 0183 du 28 juin 2024.

Ce fonds mutualisé alimentera les « Caisses d'avance » mises à disposition des opérateurs sélectionnés par la MEL sous forme de prêts sans intérêt par TISSERIN afin d'assurer le préfinancement des travaux dans l'attente du versement des subventions dans le cadre des opérations programmées de rénovation de l'habitat privé ancien dégradé.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir :

- Les finalités de la caisse d'avance,
- Les opérations concernées,
- Les modalités de fonctionnement et de suivi de la caisse d'avance,
- Les engagements respectifs de chaque signataire,
- Les dispositifs de garantie,
- Les modalités de révision, résiliation, cession de convention,
- La durée du dispositif et de la convention,
- Les modalités de règlement des litiges.

ARTICLE 2 : LES FINALITES

La convention s'inscrit dans les actions que l'Etat a fixé comme prioritaires, dont en particulier :

- La sortie d'habitat indigne et la mise aux normes de décence de l'habitat,
- L'amélioration et la mise aux normes de l'habitat dans le cadre des politiques nationales et/ou locales du logement, dont notamment les problématiques de développement durable et de précarité énergétique. Les travaux financés devront tenir compte de la maîtrise des charges, notamment du chauffage, en recherchant une optimisation dans l'objectif d'un développement durable.

- L'adaptation du logement à la perte d'autonomie et aux divers handicaps.

L'objectif poursuivi par les parties est de permettre aux propriétaires et copropriétaires les plus modestes d'effectuer les travaux nécessaires à la réhabilitation de leur habitation principale.

ARTICLE 3 : LES OPERATIONS CONCERNEES ET DIMENSIONNEMENT DE LA CAISSE D'AVANCE

La présente convention concerne les opérations animées par SOLIHA Métropole Nord :

- ✓ AMELIO, Lot Lillois et Nord,
- ✓ AMELIO, Lot Lys et Tourquennois,
- ✓ AMELIO, territoire de Roubaix,
- ✓ AMELIO copro en parties privatives sur le territoire Nord

L'encours consenti à la caisse d'avance pour les opérations reprises ci-dessus répondra aux conditions suivantes :
Montant : 1 000 000 €
Durée : La totalité des sommes devra être remboursée au plus tard le **31/12/2030**
Taux d'intérêt et commission d'engagement : Le prêt est consenti à titre gratuit, sans intérêt ni commission d'engagement.
Déblocage des fonds : le déblocage des fonds est échelonné sur une période de 3 ans, selon l'échéancier de versement suivant :

- **170 000€ dans le mois de la signature de la présente convention**
- **215 000 € le 15/01/2025**
- **615 000€ le 15/01/2026**

ARTICLE 4 : LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE SUIVI

BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les propriétaires ou copropriétaires aux ressources très modestes qui sont reconnus, du fait de leur situation économique et sociale, comme « ménages nécessitant une aide », par des collectivités locales, des organismes ou services sociaux, CAF, MSA, etc. Les propriétaires aux ressources modestes et les propriétaires bailleurs peuvent de façon dérogatoire être éligibles à l'aide de la caisse d'avance, sous réserve d'étude de leur dossier.

Pour être éligibles au préfinancement « Missions Sociales » de TISSERIN, les ménages devront satisfaire aux conditions suivantes :

- être bénéficiaires d'une subvention de l'Anah et/ou d'une aide d'une collectivité locale finançant des travaux, portant notamment sur les axes prioritaires définis à l'article 2,

- respecter les plafonds de ressources très modestes ou modestes fixés par l'Anah, ou les collectivités locales participant par une subvention au financement des travaux concernés.

COUVERTURE FINANCIERE DE LA CAISSE D'AVANCE

La caisse d'avance aura une couverture financière correspondant aux subventions subrogées.

Cette avance représentera au maximum 100% des aides publiques, et pour les dossiers entrant dans les financements Anah 100 % des aides de l'Anah, ou 30% s'ils font l'objet d'une avance par l'Anah à hauteur de 70%.

100% des subventions subrogées peuvent être avancées, mais pas obligatoirement. Une quote-part peut être calculée afin de couvrir le risque de recalcul à la baisse de la subvention.
L'éventuel trop-perçu de subvention par la caisse d'avance si l'avance est partielle sera reversé au propriétaire pour clôture du dossier.

Si un prêt travaux Missions Sociales est accordé par TISSERIN, la quote-part couverte par la caisse d'avance sera de 100%.

GOUVERNANCE

Un comité de suivi se tiendra a minima trimestriellement, sur la base des documents remis par l'opérateur-gestionnaire tous les trimestres. Il se réunira à l'invitation de la MEL avec les bailleurs de fonds et l'opérateur-gestionnaire.

Un comité de pilotage annuel permettra de suivre l'ensemble des caisses d'avance du dispositif AMELIO et réunira les opérateurs-gestionnaires, les financeurs et les partenaires.

ARTICLE 5: LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DE CHAQUE SIGNATAIRE

ENGAGEMENTS DE TISSERIN

TISSERIN s'engage à :

5.1 – alimenter et gérer le « fonds mutualisé » dans les conditions et limites prévues dans les conventions de partenariat mentionnées en préambule.

5.2 - accompagner les actions définies à l'article 3 ci-dessus en finançant, par une avance sans intérêt et sans frais, le coût des travaux pris en charge par des aides et/ou subventions, dans l'attente de leur déblocage.

5.3 - réserver un encours maximum de **1 000 000 €** par l'intermédiaire du « fonds mutualisé » aux programmes repris ci-avant, jusqu'au 31/12/2030. Cet encours est mis à disposition de l'opérateur sous forme de prêt.

ENGAGEMENTS DE LA MEL

La MEL s'engage à abonder le « fonds mutualisé » alimentant la caisse d'avance et à garantir le risque emprunteur d'une part et les risques opérationnels dans un plafond de **155 000 €** d'autre part dans les conditions fixées ci-après.

La MEL s'engage également avec TISSERIN à animer un comité de suivi trimestriel et un comité de pilotage AMELIO annuel.

MISSIONS ET ENGAGEMENTS DE L'OPERATEUR

Communication des partenaires :
L'opérateur procède à l'affichage d'une communication reprenant les partenaires du projet de rénovation en façade de l'habitation durant toute la phase de chantier. TISSERIN travaille à la réalisation des supports.

Gestion de la caisse d'avance

Conformément à la mission 3 du cahier des clauses techniques particulières du marché « AMELIO », il est demandé à SOLIHA Métropole Nord d'assurer la gestion comptable, financière et administrative de la caisse d'avance.

Les missions de l'opérateur relatives à la gestion de la caisse d'avance couvrent toute la procédure du déclenchement de l'avance, mise en paiement des entreprises, sécurisation, suivi des factures jusqu'au recouvrement des subventions. L'opérateur du programme assure ainsi le suivi de l'ensemble de la procédure, du 1er contact avec le propriétaire au versement de la subvention.

L'opérateur gestionnaire de caisse d'avance s'engage à :

- Vérifier l'éligibilité des demandes de préfinancement ;
- Constituer les dossiers, comprenant notamment le plan de financement et de trésorerie, le mandat administratif et financier, les procurations sous seing privé ;
- Assurer les paiements aux entreprises, après avoir vérifié leur santé financière (assurance et societe.com) et la régularité de leur facturation en conformité avec les exigences des financeurs ;
- Vérifier la réalité des travaux et constituer les demandes de paiement de subvention ;
- Suivre le remboursement des subventions notifiées et éventuellement des remboursements des bénéficiaires.

Échéancier de remboursement

L'opérateur s'engage à créer un compte bancaire spécifique dédié à la caisse d'avance et à l'utiliser exclusivement pour percevoir les subventions subrogées et les remboursements éventuels des bénéficiaires.

L'opérateur s'engage à procéder au remboursement des sommes versées au titre de la caisse d'avance selon les modalités suivantes :

- **200 000€ le 31/12/2028**
- **300 000€ le 31/12/2029**
- **500 000€ le 31/12/2030**

L'emprunteur peut se libérer sans frais des sommes dues par anticipation, en totalité ou en partie, avant les échéances convenues au sein du contrat de prêt à conclure entre l'emprunteur et le prêteur.

Suivi des avances et outils de pilotage

SOLIHA Métropole Nord s'engage à fournir trimestriellement un outil de pilotage (tableau de gestion et de projection des flux et de l'encours trimestriel).

L'opérateur fournit trimestriellement (ou sur demande intermédiaire) à TISSERIN et à la MEL un tableau de suivi, avec une situation au dernier jour du dernier mois, comportant les éléments suivants :

- Nom, adresse, code postal, commune, type de zone d'habitation (A, A bis, B1, B2 ou C), composition du ménage et montant des ressources du bénéficiaire, nombre de tonnes équivalentes CO2 évitées ;
- Opération concernée, montant des travaux, thématique du projet de travaux ;
- Montant de l'avance sollicitée ;
- Dates de notification et montant des subventions ;
- Dates et montants des versements réalisés par l'opérateur ;
- Dates et montants des versements de subventions ;
- Solde disponible.

L'opérateur fournira à TISSERIN les documents justificatifs suivants pour les dossiers soldés chaque trimestre :
- Copie du dernier avis d'imposition à l'engagement de la caisse d'avance
- Copie du document de procuration, imprimé Cerfa N°13 463 * 02
- Copie des notifications de subvention
- Plan de financement et de trésorerie
- Copie des factures

L'opérateur s'engage à fournir à la MEL un avis d'échéance à l'occasion de chaque remboursement effectué et à informer sans délai la MEL en cas d'éventuel remboursement anticipé.

L'opérateur s'engage à suivre les dossiers présentant un contentieux et à engager toutes démarches permettant le remboursement des sommes avancées. Si le plafond de sinistralité de caisse d'avance déterminé à l'article 6 était atteint, l'opérateur gestionnaire s'engage à organiser le remboursement anticipé des sommes prêtées par le fonds mutualisé en mettant fin aux nouvelles avances et finalisant le remboursement des chantiers en cours.

ARTICLE 6 : LES DISPOSITIFS DE SECURISATION ET GARANTIE

Les risques sont liés aux bénéficiaires, aux entreprises, aux financeurs et à l'opérateur.

RISQUE EMPRUNTEUR

Il s'agit du risque de non-remboursement par l'opérateur du prêt qui lui a été consenti par TISSERIN au titre de la « caisse d'avance ».
Ainsi, la MEL garantit la perte à la dissolution du fonds mutualisé qui abonde la caisse d'avance, selon une quotité de 80% sur la part abondée par TISSERIN. La garantie porte sur la durée totale du prêt, sur les sommes effectivement versées par TISSERIN dans le fonds mutualisé, variables dans les 3 premières années et qui représentent à terme 2/3 du montant du prêt.

RISQUES OPERATIONNELS

La gestion des caisses d'avance présente un risque particulier qui est celui du non-versement des subventions pourtant préfinancées, suite à aléas (décès du bénéficiaire, liquidation d'entreprise, fraude ou non-respect du programme de travaux).
L'opérateur gestionnaire se retrouve alors dans la situation où il a payé l'entreprise mais ne recouvre pas son avance par subvention.

Ce risque opérationnel est encadré et limité comme indiqué ci-après :
- l'opérateur s'engage à accomplir toutes diligences pour recouvrer ces sommes auprès de qui de droit (propriétaire, liquidateurs, successeurs, etc) ;
- en cas de perte avérée et définitive des subventions et sous réserve de l'accomplissement des diligences par l'opérateur, la MEL s'engage à lui accorder une garantie de prise en charge dans la limite d'un plafond de sinistralité global de **155 000 €**. Si le plafond de sinistralité venait à être atteint, la caisse d'avance fera l'objet d'une résiliation immédiate. Il est précisé que le versement au titre de la garantie de la MEL sera réalisé à la dissolution du « fonds mutualisé ».
- en cas de refus de mise en jeu de la garantie sinistralité, l'opérateur assume les pertes.

***risques liés aux bénéficiaires**
Le risque est celui du défaut de paiement ou du décès du bénéficiaire de la subvention.
La sécurisation sera recherchée par divers documents-cadres et process :
- mandat administratif et financier tenant lieu de reconnaissance de dette et de procuration (avec la possibilité d'une procuration unique multifinanceurs en cas de procédure dématérialisée)

- plan de financement et de trésorerie,
- versement de la part à charge du bénéficiaire au démarrage du chantier, à l'acompte de la 1è entreprise.
NB : les Prêts Travaux Missions Sociales de TISSERIN ne couvriront que la part à charge du propriétaire, non préfinancée.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite au décès du bénéficiaire, pour faire valoir sa créance auprès des notaires en charge de la succession, auprès des successeurs ou des ascendants.
Dans le cas d'une succession vacante, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée après justification des diligences accomplies.
À défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

En cas de défaut de paiement, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.
Il doit mettre en place un plan d'apurement, dans la limite de la durée de la caisse d'avance.
À défaut de mise en œuvre de ces démarches, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.
À défaut du respect du plan d'apurement par le propriétaire, ou en cas de refus de signature du plan d'apurement par le propriétaire la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.

***Risques liés aux entreprises :**
Les risques encourus de non-remboursement sont liés aux cas de non-respect du programme de travaux, de liquidation d'entreprise ou de fraude.
Afin de les limiter, l'opérateur a la responsabilité :

- De vérifier la santé financière de l'entreprise (societe.com et assurance décennale correspondant aux postes de travaux réalisés)
- De sécuriser les versements aux entreprises (30% maximum en acompte, suivi de chantier à chaque acompte et facturation à l'avancement réel des travaux).

Il est rappelé que l'opérateur-gestionnaire a en outre un rôle de conseil et d'accompagnement et fournit à ce titre des modèles de devis, récupère les attestations d'exclusivité CEE conditionnant le versement des subventions.

En outre, l'opérateur a la responsabilité d'engager toutes les démarches nécessaires suite à la liquidation d'une entreprise, pour faire valoir sa créance auprès du liquidateur.
En cas d'échec partiel ou total de ces démarches, la garantie de risque opérationnel pourra être actionnée.
A défaut de la mise en œuvre de ces diligences, l'opérateur-gestionnaire est tenu d'assumer les pertes.

***Risques liés aux financeurs :**
Les risques liés aux financeurs concernent le versement de la subvention : défaut de versement ou recalcul à la baisse de la subvention notifiée.

Il est rappelé que seules peuvent être avancées les subventions subrogées à savoir celles pour lesquelles l'opérateur est subrogé dans les droits du bénéficiaire pour la perception de celles-ci.

L'erreur de versement de la subvention au ménage plutôt qu'à l'opérateur est de la responsabilité du financeur. Il est cependant de la responsabilité de l'opérateur de faire valoir sa créance auprès du financeur ou du ménage.

Afin de limiter le risque de recalcul à la baisse de la subvention, il est nécessaire de suivre l'avancement des chantiers, la conformité des travaux au programme et la complétude du dossier de demande de paiement.

L'opérateur a la possibilité de n'avancer qu'une quote-part des subventions subrogées, ce différentiel permettant de couvrir le risque de recalcul à la baisse du montant de la subvention. Dans cette hypothèse, l'éventuel trop-perçu par l'opérateur sera reversé au propriétaire pour clôture du dossier.

En cas de recalcul à la baisse de la subvention versée et d'avance à 100%, l'opérateur a la responsabilité de recouvrer auprès du propriétaire sa part à charge supplémentaire, sur la base de la reconnaissance de dette établie au démarrage du plan de trésorerie.

MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE SINISTRALITE

Pour chaque caisse d'avance, à chaque échéance un état intermédiaire et lors de la dernière échéance un état de clôture sont réalisés par les co-contractants réunis en comité de suivi de la caisse d'avance.

Ces états font apparaître :

- le montant des subventions déjà versées à l'opérateur destiné au remboursement de l'échéance du prêt,
- le montant correspondant le cas échéant aux dossiers litigieux ou contentieux non clôturés pour lesquels les subventions n'ont pas été versées.

Une distinction sera faite entre ceux qui font l'objet d'une garantie de la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel, et ceux qui ne font pas l'objet d'une garantie dont l'opérateur devra faire son affaire.

Ces états permettent de calculer le plafond de sinistralité de la garantie du risque opérationnel.
Si le plafond de sinistralité a été atteint, il pourra être exigé un remboursement anticipé des futures échéances ou le montant de la caisse d'avance pourra être revu à la baisse.

Au plus tard lors de la clôture de la caisse d'avance, l'opérateur sera tenu de procéder au remboursement du prêt, sur ses fonds propres, pour la part non garantie par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel.
La part couverte par la MEL au titre de la garantie du risque opérationnel fera quant à elle l'objet d'un appel de fonds et d'un prélèvement direct sur les fonds apportés par la MEL au fond mutualisé le cas échéant.

La mise en jeu des garanties n'aura aucune incidence sur le droit pour TISSERIN de recouvrer le solde des sommes qui seraient impayées par les opérateurs.

Dans le cas particulier des retards de paiement de subvention correspondant à des dossiers non soldés à la date d'échéance de la caisse d'avance, l'opérateur gestionnaire conviendra avec la MEL des modalités de solde hors caisse d'avance. En effet, compte tenu de l'extinction du marché de suivi animation, les deux parties conviendront soit d'une prolongation de marché pour permettre le solde du dossier, soit d'une cession de créance, et l'opérateur engagera la récupération des fonds auprès du ménage. Ce cas sera donc pris en compte dans le plafond de garantie de sinistralité couverte par la MEL.

ARTICLE 7 : LES MODALITES DE REVISION, RESILIATION ET CESSION DE CONVENTION

La présente convention est modifiable par avenant fixant notamment l'enveloppe budgétaire mobilisable visée à l'article 5, paragraphe 5.3, la durée ou toute autre mention convenue entre les parties.

La résiliation de la convention intervient en cas de dissolution prématurée de la caisse d'avance, après mise en œuvre de la garantie des risques opérationnels et dépassement du plafond de sinistralité. Dans cette situation, la MEL et TISSERIN notifient par écrit à l'opérateur-gestionnaire la décision de dissoudre la caisse d'avance dans un délai de 6 mois. L'opérateur-gestionnaire n'engage plus aucun nouveau dossier et solde les dossiers engagés. Au terme de ce délai, l'opérateur-gestionnaire remboursera l'encours, déduction faite du montant garanti en risque opérationnel.

La présente convention est conclue entre les parties et ne pourra être cédée, sauf accord préalable et écrit de tous les signataires aux présentes.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Pour toute contestation ou différend qui s'élèverait entre les parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution des présentes, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en vue du règlement de cette contestation ou différend. À cet effet la partie la plus diligente notifiera l'existence de la difficulté en question à l'(aux) autre(s) partie(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise d'un courrier en main propre. À défaut de résolution de ladite difficulté par voie amiable dans un délai d'un mois à compter de la réception de cette lettre, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée prenant fin à l'achèvement des engagements respectifs des parties soit au 31/12/2030, sauf dissolution prématurée de la caisse d'avance.

Fait à LILLE en trois exemplaires originaux, le

Pour le Président
de la Métropole Européenne de Lille,
La Vice-présidente déléguée
Logement et Habitat,

Anne VOITURIEZ

Pour la Société TISSERIN
Le Directeur Général,

Ludovic MONTAUDON

Pour SOLIHA Métropole Nord,
Le Directeur Général
Marcel-Alain LEQUENNE

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110669-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0184

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

TOURCOING -

NPNRU - LA BOURGOGNE - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF AMELIO

Vu la délibération n° 19 C 0789 du Conseil en date du 12 décembre 2019 approuvant les engagements de la MEL et la signature de la convention métropolitaine de renouvellement urbain ;

Vu la délibération n° 20 C 0380 du Conseil en date du 18 décembre 2020 approuvant la signature de la convention métropolitaine de renouvellement urbain ;

Vu la délibération n° 22-C-0090 du Conseil en date du 29 avril 2022 approuvant l'offre de service à l'amélioration durable de l'habitat, Amélio, et autorisant l'accord-cadre à marchés subséquents et à bons de commande ;

Vu la délibération n° 23-C-0091 du Conseil en date du 14 avril 2023 relative aux aides financières de la Métropole européenne de Lille pour l'amélioration de l'habitat privé - programmation 2023 ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) a contractualisé avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU, comprenant le quartier de la Bourgogne à Tourcoing avec notamment un nombre important de démolitions et de requalification de logements sociaux.

Dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Bourgogne à Tourcoing, la MEL et son opérateur Amélio, Lille Métropole Habitat (LMH), la Régie régionale du service public de l'efficacité énergétique (SPEE) et la commune de Tourcoing mutualisent leurs moyens pour offrir un service public intégré permettant d'envisager la rénovation groupée de 47 maisons individuelles privées et de 233 logements sociaux propriétés de LMH.

La convention, objet de la présente délibération, définit les modalités du partenariat à conclure :

- La MEL apporte un accompagnement aux propriétaires privés dans le cadre du dispositif Amélio, porté sur le territoire de Tourcoing par l'opérateur SOLIHA. Ce dernier assure la prestation de conseil pour la réalisation des travaux dans les logements privés dans les limites des missions qui lui sont confiées dans le cadre du marché 2022-22HA0903-00. Cette prestation ne

porte que sur les ménages éligibles au dispositif Amélio. Par ailleurs, la MEL octroie des aides liées à la rénovation énergétique en complément des aides Anah selon des critères précisés dans la délibération du 14 avril 2023 susvisée ;

- La Régie assure une prestation de conseil et d'accompagnement technique et financier pour les ménages non éligibles au dispositif Amélio. En tant que maitre d'ouvrage délégué pour les propriétaires privés, elle assure le suivi des études de maitrise d'œuvre et le portage des travaux pour les logements privés. Elle assure en complément les prestations nécessaires à la mise en place de prêts adaptés au financement du reste-à-charge sous la forme d'un prêt de tiers financement et d'un ÉCO PTZ selon l'éligibilité des travaux ainsi qu'au suivi post-travaux ;

- LMH assure la coordination du groupement de commande avec le SPEE portant sur la maitrise d'œuvre et les travaux de réhabilitation de l'ensemble des logements sociaux et privés, étant précisé que LMH n'assure la maitrise d'ouvrage directe que sur ses seuls biens ;

- La commune de Tourcoing met à disposition les moyens contribuant à l'information et la mobilisation des occupants des maisons privées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention de partenariat entre la Métropole européenne de Lille, la commune de Tourcoing, Lille Métropole Habitat et la Régie régionale du service public de l'efficacité énergétique pour la mise en œuvre d'un projet de rénovation groupée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Bourgogne à Tourcoing.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0184

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

TOURCOING -

NPNRU - LA BOURGOGNE - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF AMELIO

Vu la délibération n° 19 C 0789 du Conseil en date du 12 décembre 2019 approuvant les engagements de la MEL et la signature de la convention métropolitaine de renouvellement urbain ;

Vu la délibération n° 20 C 0380 du Conseil en date du 18 décembre 2020 approuvant la signature de la convention métropolitaine de renouvellement urbain ;

Vu la délibération n° 22-C-0090 du Conseil en date du 29 avril 2022 approuvant l'offre de service à l'amélioration durable de l'habitat, Amélio, et autorisant l'accord-cadre à marchés subséquents et à bons de commande ;

Vu la délibération n° 23-C-0091 du Conseil en date du 14 avril 2023 relative aux aides financières de la Métropole européenne de Lille pour l'amélioration de l'habitat privé - programmation 2023 ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) a contractualisé avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU, comprenant le quartier de la Bourgogne à Tourcoing avec notamment un nombre important de démolitions et de requalification de logements sociaux.

Dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Bourgogne à Tourcoing, la MEL et son opérateur Amélio, Lille Métropole Habitat (LMH), la Régie régionale du service public de l'efficacité énergétique (SPEE) et la commune de Tourcoing mutualisent leurs moyens pour offrir un service public intégré permettant d'envisager la rénovation groupée de 47 maisons individuelles privées et de 233 logements sociaux propriétés de LMH.

La convention, objet de la présente délibération, définit les modalités du partenariat à conclure :

- La MEL apporte un accompagnement aux propriétaires privés dans le cadre du dispositif Amélio, porté sur le territoire de Tourcoing par l'opérateur SOLIHA. Ce dernier assure la prestation de conseil pour la réalisation des travaux dans les logements privés dans les limites des missions qui lui sont confiées dans le cadre du marché 2022-22HA0903-00. Cette prestation ne

porte que sur les ménages éligibles au dispositif Amélio. Par ailleurs, la MEL octroie des aides liées à la rénovation énergétique en complément des aides Anah selon des critères précisés dans la délibération du 14 avril 2023 susvisée ;

- La Régie assure une prestation de conseil et d'accompagnement technique et financier pour les ménages non éligibles au dispositif Amélio. En tant que maitre d'ouvrage délégué pour les propriétaires privés, elle assure le suivi des études de maitrise d'œuvre et le portage des travaux pour les logements privés. Elle assure en complément les prestations nécessaires à la mise en place de prêts adaptés au financement du reste-à-charge sous la forme d'un prêt de tiers financement et d'un ÉCO PTZ selon l'éligibilité des travaux ainsi qu'au suivi post-travaux ;

- LMH assure la coordination du groupement de commande avec le SPEE portant sur la maitrise d'œuvre et les travaux de réhabilitation de l'ensemble des logements sociaux et privés, étant précisé que LMH n'assure la maitrise d'ouvrage directe que sur ses seuls biens ;

- La commune de Tourcoing met à disposition les moyens contribuant à l'information et la mobilisation des occupants des maisons privées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention de partenariat entre la Métropole européenne de Lille, la commune de Tourcoing, Lille Métropole Habitat et la Régie régionale du service public de l'efficacité énergétique pour la mise en œuvre d'un projet de rénovation groupée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Bourgogne à Tourcoing.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET DE RENOVATION GROUPEE DANS LE CADRE DU PROJET NPRU DE TOURCOING

ENTRE

La Métropole Européenne de Lille
2, Boulevard des Cités-Unies - 59000 LILLE
Ci- après dénommée « **La MEL** »

d'une part,

ET

Lille Métropole Habitat
425 Boulevard Gambetta - 59200 TOURCOING
Ci-après dénommée « **LMH** »

d'autre part.

ET

La Régie régionale du Service Public de l'Efficacité Energétique
11, mail Albert 1er – 80000 AMIENS
N° de SIRET : 799 988 373 00012
Ci-après dénommée « **La Régie** »

d'autre part.

ET

La Ville de Tourcoing
10 Place Victor Hassebroucq - 59200 TOURCOING
Ci- après dénommée « **La Ville de Tourcoing** »

d'autre part.

BROUILLON

PRÉAMBULE

1 / Le projet NPRU métropolitain et son programme d'intervention

Consacrée par la loi MAPTAM (n°2014-58) du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et par la loi LAMY (n°2014- 173) du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, la Métropole Européenne de Lille est compétente en matière de politique de la ville depuis janvier 2015.

Au titre de sa compétence politique de la ville, la MEL pilote sur son territoire le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU), instauré par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, qui en pose les enjeux et le cadre règlementaire, sur une période fixée entre 2014 et 2026 (suite à la modification apportée par la LOI n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022).

Le NPNRU concerne 9 quartiers prioritaires de la géographie de la Politique de la Ville :

- Les quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :
    - Quartier intercommunal Blanc Seau - Croix Bas Saint-Pierre – Roubaix (QP059082);
    - La Bourgogne – Tourcoing (QP059087);
    - Secteur Sud – Lille (QP059074);
    - Nouveau Mons, Les Sarts, Dombrowski – Mons-en-Baroeul (QP059080);
    - Les Oliveaux – Loos (QP059077).

- Les quartiers d'intérêt régional retenus par le conseil d'administration de l'ANRU du 21 avril 2015 et du 23 juin 2015 sur proposition du préfet de région :
    - Les Villas – Wattrelos (QP059090);
    - Lionderie, Trois Baudets – Hem (QP059071) ;
    - Blanc Riez – Wattignies (QP059089);
    - Secteur Ouest/Bois Blancs – Lille (QP059073).

A l'échelle de ces 9 quartiers prioritaires, 13 sites sont concernés par une intervention opérationnelle partenariale, en cohérence avec la stratégie métropolitaine de renouvellement urbain adoptée par la délibération 17 C 0514 du conseil métropolitain du 1er juin 2017.

Cette stratégie est construite autour de deux enjeux, dans un objectif de solidarité et de rééquilibrage global, condition du développement de l'ensemble de la métropole aujourd'hui locomotive de la région Hauts-de-France au sein d'un réseau de plus en plus concurrentiel des grandes agglomérations françaises :

- Contribuer au rééquilibrage du territoire et repositionner les quartiers du NPNRU dans le développement de la métropole ;
- Assurer le développement durable des quartiers, générateurs de développement économique, d'innovation et de cohésion sociale.

Par délibérations n°19 C 0789 du conseil métropolitain du 12 décembre 2019 et n° 20 C 0380 du conseil métropolitain du 18 décembre 2020, la MEL a contractualisé avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires la convention métropolitaine de renouvellement urbain au titre du NPNRU.

Cette convention comprend le volet territorial de Tourcoing qui porte sur le quartier d'intérêt national de la Bourgogne. Ce projet s'articule autour des six orientations stratégiques suivantes :

1. Développer un parc de logements de qualité répondant à une diversité de besoins et de parcours résidentiels ;
2. Ouvrir le quartier de la Bourgogne ;
3. Réaliser des aménagements urbains de qualité, sécurisants et à échelle humaine ;
4. Améliorer l'offre de services ;
5. Renforcer l'offre d'emplois et consolider le potentiel de développement économique ;
6. Viser l'efficacité énergétique et contribuer à la transition écologique du quartier au bénéfice de ses habitants ;

À ce jour et sous réserve d'éventuelles évolutions programmatiques à l'occasion d'une clause de revoyure avec l'ANRU, le programme de renouvellement du quartier de la Bourgogne prévoit :

- 947 démolitions de logements sociaux (un potentiel de 1 225 à terme) ;
- 809 requalification de logements sociaux (un potentiel de 1 208 à terme) ;
- 493 résidentialisations de logements sociaux (un potentiel de 1 195 à terme) ;
- Le désenclavement et le réaménagement des espaces publics et des voiries ;
- La construction de 408 logements diversifiés (un potentiel de 850 à terme) ;
- Un important programme d'équipements publics (refonte de l'offre scolaire et éducative) ;
- Un programme d'immobiliers économiques (construction d'une halle de commerces & services, reconversion de la friche Lepoutre).

Dans son avis de CNE du 12 juin 2019, l'ANRU a indiqué que les opérations dont la réalisation est envisagée sur la période 2027-2030 donneront lieu à un nouvel examen en Comité d'engagement à l'horizon de fin 2023. Cette nouvelle échéance permettra d'établir l'état des lieux de l'avancement du projet et de vérifier les conditions de réalisation de la dernière phase de mise en œuvre du projet de renouvellement urbain.

Dans le cadre de cette clause de revoyure, la MEL et ses partenaires envisagent de présenter à l'ANRU une nouvelle liste d'opérations à contractualiser. Parmi ces opérations,

Dans le cadre de son plan stratégique de patrimoine et en cohérence avec la stratégie globale de transformation du quartier de la Bourgogne, LMH a identifié la nécessité de rénover les 233 logements sociaux individuels lui appartenant , situés rues : ….

- 34 logements rue du Dr Schweitzer, rue du Capitaine Debruyne, rue Marcel Beyens, rue du roitelet,
- 74 logements rue Marcel Beyens, rue Schweitzer, rue Schuman,
- 43 logements rue Perrault, rue Alphonse Lenfant,
- 35 logements rue du Maréchal Juin, rue Biella, rue Edouard Manet, rue Utrillo
- 47 logements rue Eugène Delacroix, rue Renoir, rue Biella, allée Degas.

En immédiate proximité de ces logements sociaux, sont également présents 47 logements individuels privés issus de la vente HLM.

Aussi, l'ensemble des parties prenantes souhaitent engager la rénovation de 280 logements (voir annexe 1).

L'intervention souhaitée consiste donc en une opération de rénovation groupée avec :

- La requalification et résidentialisation de 233 logements sociaux individuels portée par LMH ;
- La requalification et résidentialisation de 47 logements privés individuels portée par La Régie, en partenariat avec LMH, la MEL et son opérateur SOLIHA et la Ville de Tourcoing.

La nature des interventions sera travaillée de manière partenariale dans le cadre des études de maîtrise d'œuvre, et sera définie en prenant en compte l'ensemble des contraintes, notamment financières. La soutenabilité du programme sera approchée de manière globale, en tenant compte des capacités financières des propriétaires privés.

Aussi pour mener à bien ce projet, la MEL et son opérateur AMELIO, le SPEE, LMH et la Ville de Tourcoing décident de créer un partenariat permettant d'associer les propriétaires privés à la démarche globale de rénovation. **2 / La MEL et son opérateur AMELIO :**

La MEL consciente des enjeux sociaux, économiques et environnementaux que représente l'amélioration de l'habitat ancien s'est engagée en faveur d'une rénovation massive des logements privés sur son territoire.

Pour ce faire, elle propose à ses habitants une offre de service (dénommée AMELIO) adaptée, complète et structurée afin de faciliter et sécuriser leur parcours de rénovation. La MEL a confié l'exécution de cette prestation à des opérateurs via plusieurs accords-cadres de prestations intellectuelles. Dans le cas de la présente convention, il s'agit plus particulièrement du lot 3 relatif au suivi et à l'animation des dispositifs de conseil et d'accompagnement pour la résorption de l'habitat indigne et l'amélioration durable des logements individuels et immeubles en monopropriété privés sur le territoire Lys et Tourcoing. C'est donc l'opérateur SOLIHA, attributaire du lot 3 : territoires Lys et tourquennois, qui est mobilisé dans le cadre de la présente convention de partenariat.

Néanmoins, AMELIO ne propose pas de service de tiers-financement ce qui pourrait avoir comme impact direct, pour certains propriétaires, de restreindre l'accès à une rénovation énergétique globale et performante.

C'est dans ce contexte que les parties ont décidé de créer un partenariat permettant de proposer aux propriétaires désireux de rénover leur logement une offre intégrée portant sur :

- les prestations de conseil assurées par l'opérateur de la MEL ;
- les prestations de maîtrise d'œuvre et de travaux assurées par LMH ;
- les prestations de maîtrise d'ouvrage déléguée, de travaux et de tiers financement assurée par La Régie.

3 / LE SPEE, un service public à l'initiative de la Région

Initiative régionale lancée en septembre 2013, la Région Picardie, puis la Région des Hauts-de-France a confié, par un contrat de service public, à la Régie Régionale la gestion du SPEE.

La Régie a pour objectif de développer ses services sur l'ensemble du territoire de la région en proposant deux prestations de services :

- Une offre de conseil adaptée aux besoins des propriétaires portant sur les aspects techniques, administratif et financier ;
- Une offre de tiers financement.

Plus précisément, développé sous le nom commercial de « Hauts-de-France Pass Rénovation », le dispositif consiste à accompagner les propriétaires dans la rénovation et l'isolation de leur logement (individuel ou collectif) pour diminuer de manière significative leur consommation d'énergie.

Hauts-de-France Pass Rénovation doit permettre d'accelérer et d'amplifier les travaux de rénovation énergétique des bâtiments pour économiser l'énergie, faire baisser les factures d'énergie sur le territoire et créer des emplois dans le secteur du bâtiment.

L'accompagnement Hauts-de-France Pass Rénovation s'adresse à tous les propriétaires occupants ou bailleurs de logements individuels et collectifs, sans conditions de ressources, ni d'âge.

Ce service comprend toute l'ingénierie technique et financière du projet de rénovation et également, un suivi des consommations jusqu'à 3 ans après la réalisation des travaux. Les travaux réalisés concernent l'isolation des murs, des toitures, des planchers, le remplacement des fenêtres, une ventilation performante et/ou le remplacement du chauffage.

En cas de besoin de financement, la Régie propose une offre de tiers financement. Ainsi les propriétaires bénéficiaires des travaux peuvent faire financer les travaux de rénovation énergétique par la Régie. Ils rembourseront une redevance équivalente en totalité ou en partie, aux économies réalisables sur leur facture d'énergie.

Enfin, en application de l'article 4.2 du contrat de service public entre la Régie et la Région Hauts-de-France et en vue du développement du dispositif, la Régie peut optimiser des partenariats existants ou nouer de nouveaux partenariats avec des collectivités territoriales.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

La MEL et son Opérateur, LMH, la Régie et la Ville de Tourcoing ont décidé de s'associer dans le but de déployer un service public partenarial et intégré permettant de répondre à la problématique de rénovation groupée des maisons individuelles concernées dans le cadre du projet NPRU de Tourcoing.

Ce service public spécifique doit offrir aux personnes ciblées la possibilité de bénéficier d'un accompagnement technique et financier pour la rénovation de leur logement.

La présente convention définit la répartition des activités d'intérêt général que la MEL et son Opérateur, LMH, la Régie et la Ville de Tourcoing s'engagent à mettre en œuvre dans ce but.

Ainsi les prestations sont réparties comme suit :

- La MEL, via son opérateur, assure la prestation de conseil pour la réalisation des travaux dans les limites des missions qui lui sont confiées dans le cadre du marché référencé 2022-22HA0903-00. Il est précisé que cette prestation ne porte que sur les ménages éligibles au dispositif AMELIO. Par ailleurs, la MEL octroie des aides liées à la rénovation énergétique en complément des aides ANAH selon des critères précisés dans la délibération n°23-C-0091 du 14 avril 2023
- LMH assure, sous sa maîtrise d'ouvrage directe, le portage des études de maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des maisons concernées, qu'elles relèvent du logement social ou du logement privé. LMH assure également le portage des travaux pour les maisons relevant du logement social ;
- La Régie, en tant que maître d'ouvrage délégué, assure le suivi des études de maîtrise d'œuvre et le portage des travaux pour les logements privés. Elle assure en complément les prestations nécessaires à la mise en place de prêts adaptés au financement du reste-à-charge sous la forme d'un prêt de tiers financement et d'un ECO PTZ selon l'éligibilité des travaux ainsi qu'au suivi post-travaux.
- La Ville de Tourcoing facilite la mise en œuvre du projet de rénovation groupée en mettant à disposition des moyens contribuant à l'information/mobilisation des occupants des maisons privées et en allouant une aide financière aux projets confirmés de rénovation des maisons privées.

Article 2 : TERRITOIRE CONCERNE

Le territoire objet de la convention est le quartier d'intérêt national de la Bourgogne à Tourcoing qui bénéficie d'un vaste projet d'ensemble dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Il s'agit plus particulièrement des maisons individuelles ciblées en annexe 1.

Article 3 : ENGAGEMENTS DES PARTIES SIGNATAIRES

Les parties signataires s'engagent à transmettre toute information utile à l'accomplissement des missions de chacune des parties et à s'informer mutuellement pour le bon déroulement du projet de rénovation groupée.

Ayant préalablement constaté communément la nécessité de faciliter les démarches des particuliers pour entreprendre des projets de rénovation énergétique groupée de leurs logements, les parties signataires s'engagent notamment à :

3.1/ Engagements de la MEL

- Faire assurer les missions confiées à l'opérateur titulaire du Lot 3 de l'accord- référencé 2022-22HA0903-00, dans la limite des activités décrites dans le CCTP ;
- Octroyer des aides liées à la rénovation énergétique en complément des aides ANAH selon les critères précisés dans la délibération n°23-C-0091 du 14 avril 2023 ;
- Faciliter la mise en œuvre des procédures foncières (désaffectation / déclassement / cession). Dans ce cadre, il est précisé que l'ensemble des frais liés à ces procédures foncières (géomètre, huissier, notaire…) demeure à la charge du demandeur ;
- Assurer, en cas de besoin, les travaux de réseaux relevant de sa compétence et étant nécessaires à l'accompagnement des résidentialisations :
    - Les travaux d'assainissement ne porteront que sur le domaine public métropolitain existant ou projeté (un regard de façade sera positionné en limite de propriété côté public) et seront

assurés, à sa charge, par la MEL. Toutefois, en cas de non raccordement du pétitionnaire, dans un délai de 2 ans après notification de la création du branchement public (en domaine public), la mise en recouvrement du coût du branchement auprès du pétitionnaire sera effective.

- Les travaux sur le réseau d'adduction en eau potable seront assurés par les services métropolitains compétents et seront à la charge du demandeur.

3.2/ Engagements de l'opérateur de la MEL

Dans le cadre de la présente convention et conformément aux missions qui lui sont confiées par la MEL au sein de l'accord-cadre référencé 2022-22HA0903-00, l'opérateur s'engage à réaliser les missions suivantes :

L'accompagnement des ménages proposé par l'accord cadre se déroule en plusieurs phases :

À destination de tous les métropolitains :

1. Accueil, information, qualification de la demande et orientation
→ L'opérateur pourra ainsi proposer une stratégie d'animation (démarchage, porte à porte, réunion publique, …) adaptée au projet (avec appui de la ville) permettant d'entrer en contact avec les propriétaires des 47 maisons.

2. Conseil et orientation
→ Cette partie permettra d'identifier parmi les 47 maisons privées, les propriétaires éligibles à un accompagnement AMELIO et orienter les propriétaires non éligibles vers l'opérateur du SPEE. Des permanences spécifiques au projet pourront se tenir à Tourcoing.
Ce temps d'échange sera l'occasion de leur présenter le projet, les différentes aides financières mobilisables selon leurs ressources et de les convaincre de s'engager avec l'opérateur AMELIO ou du SPEE pour la réalisation d'un diagnostic de leur logement.

Selon les cibles prioritaires décrites ci-après* :

3. Visite de diagnostic
→ Pour les propriétaires éligibles à AMELIO, un diagnostic permettant une évaluation énergétique, une analyse de la situation financière du ménage avec des préconisations de travaux et un pré plan de financement.
L'objectif est de mobiliser les propriétaires des logements concernés et les convaincre de s'engager dans une rénovation globale.

4. Assistance à maîtrise d'ouvrage travaux
En phase préalable aux travaux, l'assistance à maîtrise d'ouvrage consiste entre autre à :
- Élaborer le plan de financement prévisionnel et le plan de trésorerie ;
- Accompagner le propriétaire dans le montage des dossiers de financement, recherche du financement du reste à charge (prêts, tiers-financement), …
En phase de suivi de chantier et de réception de travaux, cette mission consiste à :
- préparer le chantier avec le ménage ;
- suivre le déroulement du chantier (notamment en termes de délais et de qualité des travaux) et assister le propriétaire jusqu'à la réception de travaux ;
- l'assistance lors de la réception du chantier ;
- accompagner le propriétaire jusqu'au solde de son(ses) dossier(s) de subvention : suivi des délais de justificatifs pour paiement de la subvention, rassemblement et transmission des pièces justificatives, conventionnement, assistance à la demande de prorogation si besoin, assistance pour recours si besoin.

Tout au long du projet, des temps d'échange avec le SPEE, LMH, la Ville et la MEL permettront de répondre au mieux aux objectifs du projet (lien avec la Régie sur le tiers financement, lien avec LMH sur la partie travaux/entreprises, …).

* Les cibles prioritaires pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage prise en charge par la MEL aux travaux de rénovation de l'accord-cadre sont :
- les logements des propriétaires occupants sous plafonds de ressource Anah modestes et très modestes ;
- les locataires en précarité énergétique,
- les logements locatifs privés sous prescription de travaux, indécents ou insalubres

- les logements locatifs privés en étiquette énergétique E, F ou G (dits passoires thermiques)
- les logements locatifs vacants de plus de 2 ans
- les logements locatifs privés devant faire l'objet d'une visite décence dans le cadre du permis de louer ou de la convention décence CAF

3.3/ Engagements de la Régie

- Assurer le tiers-financement et la maîtrise d'ouvrage déléguée des opérations de rénovation thermique auprès des habitants de la MEL ayant choisi de recourir au service de tiers-financement proposé par la Régie lorsque les critères d'éligibilité au financement sont satisfaits et que les économies d'énergie prévisionnelles après travaux sont d'au moins 35%. Dans ce cas, un contrat tripartite d'accompagnement sera signé entre le particulier, la Régie et le prestataire (projet de contrat figurant en annexe 2) ;
- Appliquer un forfait de …€ TTC/ logement pour son offre de maitrise d'ouvrage déléguée et de tiers-financement ;
- Analyser et valider le plan de financement établi par l'opérateur de la MEL y compris l'identification des aides mobilisables et l'évaluation du montant restant à la charge ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage de la mission de maîtrise d'œuvre, en groupement de commandes avec LMH, et coordonner l'étude de maîtrise d'œuvre pour les propriétaires ayant adhéré au service de maîtrise d'ouvrage déléguée de la Régie, sur la base des éléments transmis par l'opérateur de la MEL, en lien étroit avec le propriétaire du logement et LMH en sa qualité de coordonnateur du groupement de commande ;
- Piloter les travaux pour les propriétaires ayant adhéré au service de maîtrise d'ouvrage déléguée de La Régie et assurer une bonne coordination entre les entreprises intervenant sur les chantiers de rénovation portés par LMH et la Régie afin de garantir la réussite de l'opération ;
- Assurer l'assistance à la réception de chantier et le suivi post-travaux pour les propriétaires ayant adhéré au service de maîtrise d'ouvrage déléguée de la Régie ;
- Communiquer à la MEL un reporting annuel des opérations de rénovation énergétique financées par la Régie ;
- Transmettre à LMH toute information relative aux études et aux travaux pouvant impacter le projet de rénovation groupée.

3.4/ Engagements de LMH

- Définir un programme de travaux qui respectent les ambitions architecturales, urbaines et énergétiques de la MEL et de la Ville de Tourcoing, en tenant compte de l'ensemble des contraintes rencontrées et sous réserve de la faisabilité financière globale du projet ;
- Porter une mission de maîtrise d'œuvre, en groupement de commandes avec le SPEE, de conception et d'exécution pour la rénovation énergétique de ses logements et des logements dont les propriétaires ont adhéré au service de maîtrise d'ouvrage déléguée de la Régie ;
- Autoriser la Régie à mobiliser le marché de maitrise d'œuvre pour la rénovation des maisons dont les propriétaires ont adhéré au service de maîtrise d'ouvrage déléguée de la Régie dans le respect des engagements pris dans la convention de groupement de commandes ;
- Porter les travaux de requalification et résidentialisation des logements locatifs sociaux et assurer une bonne coordination entre les entreprises intervenant sur les chantiers de rénovation portés par LMH et la Régie afin de garantir la réussite de l'opération ;
- Transmettre à la Régie toute information relative aux études et aux travaux pouvant impacter le projet de rénovation.

3.5/ Engagements de la Ville de Tourcoing

- Mettre à disposition de locaux pour tenir les permanences d'information auprès des habitants du quartier (ex : Maison du projet Bourgogne) ;
- Relayer toute information nécessaire concourant à la réussite du projet de rénovation groupée ;
- Tenir une réunion publique de lancement du projet auprès de l'ensemble des habitants du quartier ;
- Coordonner l'instruction et assurer une bonne information des parties prenantes en vue de l'obtention des autorisations d'urbanisme ;

- Faciliter la mise en œuvre des procédures foncières (désaffectation / déclassement / cession). Dans ce cadre, il est précisé que l'ensemble des frais liés à ces procédures foncières (géomètre, huissier, notaire…) demeure à la charge du demandeur ;
- Assurer, en cas de besoin, les travaux de réseaux relevant de sa compétence et étant nécessaires à l'accompagnement des résidentialisations (ex : éclairage public sous servitude d'utilité publique) ;
- Quid d'une participation financière au projet (forfait de X€ / opération) ?

Article 4 : DUREE ET VALIDITE

La durée de réalisation de la présente convention est calée sur la durée du marché public liant la MEL à son opérateur et référencé 2022 – 22HA0903-00, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2027. En cas de prolongation ou renouvellement du marché public liant à la MEL à son opérateur dans le cadre du dispositif AMELIO, la durée de la présente convention sera prolongée d'autant. Elle entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 5 : RÉSILIATION, MODIFICATION ET RECONDUCTION

En cas de non-respect d'un seul de ces engagements, la présente convention pourra à tout moment être résiliée, de plein droit à la demande de l'une ou l'autre des parties. La demande de résiliation est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 2 mois.

A la demande de l'une ou l'autre des parties et sous réserve d'un accord commun, la présente convention pourra être modifiée pour une meilleure adaptation aux circonstances et ce, par voie d'avenant cosigné par les quatre parties.

À son échéance, elle fera l'objet d'une évaluation entre les quatre parties afin d'étudier une éventuelle reconduction.

Fait à ……, le ……..

Pour la Métropole Européenne de Lille
La Vice-Présidente chargée du Logement et de l'Habitat,

Anne VOITURIEZ

Pour la Ville de Tourcoing
Le Maire,

Doriane BECUE

Pour Lille Métropole Habitat
La Présidente,

Anne VOITURIEZ

Pour la Régie du SPEE
Le Président,

Frédéric NIHOUS

PROJET

Annexe 1 :
Liste des maisons concernées l'opération de rénovation groupée

Maisons individuelles du parc locatif social (LMH)

HP	Adresse	Typo
T011	5 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T011	17 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	26 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	28 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	30 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	32 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	34 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	36 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	38 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	40 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	42 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	44 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	25 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T011	27 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T011	29 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T011	31 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T011	35 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T011	120 RUE DU ROITELET	Type 5
T011	126 RUE DU ROITELET	Type 5
T011	144 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	150 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	164 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	166 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	168 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	128 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	132 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	134 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	138 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	140 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	142 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	152 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	154 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	156 RUE DU ROITELET	Type 7

T011	158 RUE DU ROITELET	Type 7
T015	4 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	6 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	8 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	28 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	30 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	32 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	34 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	36 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	38 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	40 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	44 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	46 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	48 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	62 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	64 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	66 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	68 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	70 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	72 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	74 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	76 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	84 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	98 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	100 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	102 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	104 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	101 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	103 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	105 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	107 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	109 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	111 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	113 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	115 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	117 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	119 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	121 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	123 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T015	178 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5
T015	182 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5
T015	184 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5
T015	186 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5

BRUGEON

T015	188 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5
T015	190 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5
T015	10 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	12 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	14 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	16 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	18 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	22 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	24 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	50 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	52 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	54 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	58 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	60 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	79 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	81 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	83 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	85 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	87 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	89 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	93 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	95 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	97 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	125 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	127 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	129 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	131 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	172 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 6
T015	176 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 6
T015	86 RUE MARCEL BEYENS	Type 7
T015	88 RUE MARCEL BEYENS	Type 7
T015	90 RUE MARCEL BEYENS	Type 7
T024	2 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	4 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	6 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	8 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 5
T024	10 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 6
T024	12 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 6
T024	14 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 6
T024	16 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 7
T024	18 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 5
T024	20 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 5
T024	22 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4

T024	24 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	28 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	30 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	32 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	34 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 6
T024	36 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 6
T024	38 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 6
T024	44 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	46 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	48 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	54 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 5
T024	56 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	58 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	60 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	62 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 7
T024	68 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	1 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 4
T024	3 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 4
T024	5 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 4
T024	7 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 4
T024	9 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 6
T024	11 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 6
T024	13 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 8
T024	15 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 8
T024	17 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 8
T024	31 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 4
T024	29 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 4
T024	27 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 4
T024	25 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 7
T024	23 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 7
T024	21 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 6
T024	19 ALLEE ALPHONSE LENFANT	Type 6
T030	35 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 6
T030	37 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 4
T030	39 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 6
T030	41 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 4
T030	43 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 6
T030	45 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 4
T030	47 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 6
T030	49 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2
T030	51 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 4
T030	53 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 4
T030	55 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2

T030	57 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2
T030	59 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2
T030	61 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2
T030	63 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 4
T030	65 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2
T030	67 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2
T030	69 RUE DU MARECHAL JUIN	Type 2
T030	2 RUE BIELLA	Type 6
T030	4 RUE BIELLA	Type 4
T030	6 RUE BIELLA	Type 6
T030	8 RUE BIELLA	Type 4
T030	7 RUE EDOUARD MANET	Type 2
T030	9 RUE EDOUARD MANET	Type 4
T030	11 RUE EDOUARD MANET	Type 6
T030	13 RUE EDOUARD MANET	Type 4
T030	1 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	3 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	5 RUE MAURICE UTRILLO	Type 2
T030	7 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	9 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	15 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	17 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	19 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	21 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T034	20 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	21 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	22 RUE EUGENE DELACROIX	Type 6
T034	23 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	24 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	25 RUE EUGENE DELACROIX	Type 6
T034	26 RUE EUGENE DELACROIX	Type 6
T034	27 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	28 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	29 RUE EUGENE DELACROIX	Type 3
T034	25 RUE AUGUSTE RENOIR	Type 2
T034	27 RUE AUGUSTE RENOIR	Type 2
T034	31 RUE AUGUSTE RENOIR	Type 3
T034	33 RUE AUGUSTE RENOIR	Type 2
T034	35 RUE AUGUSTE RENOIR	Type 2
T034	37 RUE AUGUSTE RENOIR	Type 5
T034	34 RUE BIELLA	Type 4
T034	4 RUE EUGENE DELACROIX	Type 3
T034	6 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4

T034	8 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	10 RUE EUGENE DELACROIX	Type 6
T034	14 RUE EUGENE DELACROIX	Type 3
T034	16 RUE EUGENE DELACROIX	Type 6
T034	18 RUE EUGENE DELACROIX	Type 4
T034	21 RUE BIELLA	Type 2
T034	37 RUE BIELLA	Type 3
T034	39 RUE BIELLA	Type 2
T034	1 ALLEE DEGAS	Type 3
T034	2 ALLEE DEGAS	Type 2
T034	3 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	4 ALLEE DEGAS	Type 4
T034	5 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	6 ALLEE DEGAS	Type 6
T034	7 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	8 ALLEE DEGAS	Type 4
T034	9 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	10 ALLEE DEGAS	Type 3
T034	11 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	13 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	14 ALLEE DEGAS	Type 3
T034	15 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	17 ALLEE DEGAS	Type 3
T034	19 ALLEE DEGAS	Type 2
T034	21 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	23 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	25 ALLEE DEGAS	Type 5
T034	27 ALLEE DEGAS	Type 5

BRULON

Maisons individuelles du parc privé (issues d'une vente HLM)

HP	Adresse	Typo
T011	1 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T011	3 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T011	7 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 5
T011	19 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	21 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	23 RUE DU CAPITAINE DEBRUYN	Type 5
T011	33 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T011	122 RUE DU ROITELET	Type 5
T011	124 RUE DU ROITELET	Type 5
T011	130 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	136 RUE DU ROITELET	Type 7
T011	146 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	148 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	160 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	162 RUE DU ROITELET	Type 6
T011	170 RUE DU ROITELET	Type 6
T015	2 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	20 RUE MARCEL BEYENS	Type 6
T015	26 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	42 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	78 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	80 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	82 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	92 RUE MARCEL BEYENS	Type 7
T015	94 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	96 RUE MARCEL BEYENS	Type 5
T015	77 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	91 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	99 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	Type 6
T015	170 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 6
T015	174 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 6
T015	180 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5
T015	192 RUE ROBERT SCHUMAN	Type 5
T024	26 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	40 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 6
T024	42 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	52 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 5
T024	64 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	66 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 4
T024	70 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 7
T024	72 RUE CLAUDE PERRAULT	Type 7
T030	5 RUE EDOUARD MANET	Type 2
T030	11 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T030	13 RUE MAURICE UTRILLO	Type 5
T034	32 RUE BIELLA	Type 3
T034	12 RUE EUGENE DELACROIX	Type 3
T034	12 ALLEE DEGAS	Type 3

Annexe 2 :

Projet de contrat de prestation de service tripartite portant sur une offre intégrée de maîtrise d'ouvrage déléguée et de tiers-financement entre le propriétaire, la Régie et l'opérateur de la MEL.

A compléter

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110641-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0185

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ARMENTIERES - ROUBAIX - TOURCOING - WATTRELOS -

CONVENTION D'OPERATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite "3DS", relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les articles L. 303-2 et L. 303-3 du code de l'urbanisme relatifs aux opérations de revitalisation des territoires ;

Vu l'article R. 321-12, I, 10°*bis* du code de la construction et de l'habitat ;

Vu la délibération n° 2020-23 du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat relative au régime d'aides applicable au dispositif d'intervention immobilière et foncière ;

Vu le délibération n° 23-C-0178 du Conseil en date du 30 juin 2023 adoptant le programme local de l'habitat de la Métropole européenne de Lille.

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) a confié des opérations de recyclage immobilier à la société publique locale d'aménagement (SPLA) La Fabrique des quartiers dans le cadre de concessions d'aménagement, comprenant acquisition de logements dégradés, rénovation globale et revente.

Ces opérations de recyclage immobilier constituent un outil de résorption de l'habitat très dégradé ou indigne et de lutte contre la vacance des logements, enjeux majeurs du programme local de l'habitat métropolitain.

L'aide de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat (Anah) intitulée "dispositif d'intervention immobilière et foncière" (DIIF) permet de financer le bilan des opérations de recyclage immobilier à hauteur de 25 % du cout des travaux éligibles plafonné à 1 000 €/m².

La mobilisation du DIIF est conditionnée à la signature d'une convention d'opération de revitalisation du territoire (ORT) entre l'État, la MEL, la SPLA La Fabrique des quartiers et les communes concernées.

L'éligibilité des communes est conditionnée aux critères fixés par le code de l'urbanisme de discontinuité territoriale et d'éloignement avec la ville-centre d'agglomération.

Les opérations de recyclage immobilier éligibles au DIIF selon ce critère, et conformément au courrier du Préfet de région du 8 mars 2023, sont celles situées sur les communes d'Armentières, de Roubaix, de Tourcoing et de Wattrelos.

Ces opérations de recyclage immobilier ont été confiées par la MEL à la SPLA La Fabrique des quartiers dans le cadre de la concession d'aménagement logements vacants dégradés et la concession pour la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) dans les quartiers anciens de Roubaix. La commune de Tourcoing a également confié à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession pour la redynamisation commerciale du centre-ville.

Au sein de ces concessions d'aménagement, les opérations de recyclage immobilier éligibles au DIIF représentent 50 logements, soit un volume d'aide financière de l'Anah au titre du DIIF de 923 750 € sur une durée de 10 ans.

La convention d'ORT ne comporte pas d'engagement financier nouveau de la part de la MEL ni des communes signataires et contribue, par le DIIF, à améliorer le bilan économique des concessions d'aménagement concernées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention d'opération de revitalisation du territoire annexée à la présente délibération.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Anissa BADERI, Isabelle MARIAGE-DESREUX et Estelle RODES ainsi que MM. Karim AMROUNI, Jean-Philippe ANDRIES, Sébastien FITAMANT, Alexandre GARCIN, Jean-François LEGRAND, Christian LEWILLE et Charles-Alexandre PROKOPOWICZ n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-C-0185

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ARMENTIERES - ROUBAIX - TOURCOING - WATTRELOS -

CONVENTION D'OPERATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite "3DS", relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les articles L. 303-2 et L. 303-3 du code de l'urbanisme relatifs aux opérations de revitalisation des territoires ;

Vu l'article R. 321-12, I, 10°*bis* du code de la construction et de l'habitat ;

Vu la délibération n° 2020-23 du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat relative au régime d'aides applicable au dispositif d'intervention immobilière et foncière ;

Vu le délibération n° 23-C-0178 du Conseil en date du 30 juin 2023 adoptant le programme local de l'habitat de la Métropole européenne de Lille.

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) a confié des opérations de recyclage immobilier à la société publique locale d'aménagement (SPLA) La Fabrique des quartiers dans le cadre de concessions d'aménagement, comprenant acquisition de logements dégradés, rénovation globale et revente.

Ces opérations de recyclage immobilier constituent un outil de résorption de l'habitat très dégradé ou indigne et de lutte contre la vacance des logements, enjeux majeurs du programme local de l'habitat métropolitain.

L'aide de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat (Anah) intitulée "dispositif d'intervention immobilière et foncière" (DIIF) permet de financer le bilan des opérations de recyclage immobilier à hauteur de 25 % du cout des travaux éligibles plafonné à 1 000 €/m².

La mobilisation du DIIF est conditionnée à la signature d'une convention d'opération de revitalisation du territoire (ORT) entre l'État, la MEL, la SPLA La Fabrique des quartiers et les communes concernées.

L'éligibilité des communes est conditionnée aux critères fixés par le code de l'urbanisme de discontinuité territoriale et d'éloignement avec la ville-centre d'agglomération.

Les opérations de recyclage immobilier éligibles au DIIF selon ce critère, et conformément au courrier du Préfet de région du 8 mars 2023, sont celles situées sur les communes d'Armentières, de Roubaix, de Tourcoing et de Wattrelos.

Ces opérations de recyclage immobilier ont été confiées par la MEL à la SPLA La Fabrique des quartiers dans le cadre de la concession d'aménagement logements vacants dégradés et la concession pour la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) dans les quartiers anciens de Roubaix. La commune de Tourcoing a également confié à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession pour la redynamisation commerciale du centre-ville.

Au sein de ces concessions d'aménagement, les opérations de recyclage immobilier éligibles au DIIF représentent 50 logements, soit un volume d'aide financière de l'Anah au titre du DIIF de 923 750 € sur une durée de 10 ans.

La convention d'ORT ne comporte pas d'engagement financier nouveau de la part de la MEL ni des communes signataires et contribue, par le DIIF, à améliorer le bilan économique des concessions d'aménagement concernées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention d'opération de revitalisation du territoire annexée à la présente délibération.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Anissa BADERI, Isabelle MARIAGE-DESREUX et Estelle RODES ainsi que MM. Karim AMROUNI, Jean-Philippe ANDRIES, Sébastien FITAMANT, Alexandre GARCIN, Jean-François LEGRAND, Christian LEWILLE et Charles-Alexandre PROKOPOWICZ n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110642-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0186

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

WASQUEHAL -

CONTRAT DE MIXITE SOCIALE 2023-2025 - ANNEXION AU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Vu l'article 55 de la loi SRU, obligeant certaines communes à disposer d'un nombre minimum de logements sociaux, proportionnel à leur parc résidentiel ;

Vu la loi du 21 février 2022 dite 3DS, faisant évoluer l'article 55 de la loi SRU et donnant aux contrats de mixité sociale une portée juridique nouvelle et un champ d'application élargi visant à impulser des dynamiques opérationnelles de production de logements sociaux dans les communes concernées ;

Vu l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, définissant les modalités de rattrapage, par période triennale, des communes soumises à la loi SRU et n'atteignant pas leur nombre minimum de logements sociaux ;

Vu l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, définissant les modalités de signature des contrats de mixité sociale et prévoyant leur annexion au programme local de l'habitat, après délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné ;

Vu les arrêtés préfectoraux prononcés à l'issue de la période triennale 2020-2022 ;

Vu la délibération n° 23-C-0178 du 30 juin 2023 portant adoption définitive du programme local de l'habitat 2022-2028 ;

Vu les délibérations n° 23-C-0294 du 20 octobre 2023 et n° 24-C-0028 du 9 février 2024 autorisant le Président ou son représentant délégué à signer 9 premiers contrats de mixité sociale (Bousbecque, Faches-Thumesnil, Hallennes-lez-Haubourdin, Lambersart, Marcq-en-Barœul, Quesnoy-sur-Deûle, Roncq, Sainghin-en-Weppes et Sequedin) et à les annexer au programme local de l'habitat 2022-2028 ;

Vu la délibération n° 24-C-0028 du 9 février 2024 autorisant le Président ou son représentant délégué à signer 9 autres contrats de mixité sociale (Annœullin, Baisieux, La Chapelle-d'Armentières, Erquinghem-Lys, Houplines, Leers, Mouvaux, Pérenchies et Provin) et à les annexer au programme local de l'habitat 2022-2028 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Wasquehal du 18 avril 2024.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110642-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

I. Exposé des motifs

1. Engagement de la commune de Wasquehal en faveur du logement social via le contrat de mixité sociale

Le contrat de mixité sociale est un cadre d'engagement de moyens, conclu pour une durée de trois ans renouvelable, entre une commune, l'État et la MEL ; il est le fruit d'un accord local entre ces trois parties qui sont obligatoirement signataires du contrat. Il a pour but de faciliter l'atteinte des objectifs triennaux de certaines communes, en difficulté dans leur trajectoire de rattrapage de logements sociaux.

Il est proposé d'autoriser la signature d'un nouveau contrat de mixité sociale pour Wasquehal, commune carencée à l'issue du bilan triennal 2020-2022.

Le conseil municipal a délibéré le 18 avril 2024 pour autoriser Madame le Maire de Wasquehal à signer le contrat et à engager la commune à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs triennaux fixés pour la période triennale 2023-2025.

2. Trajectoire de rattrapage de la commune de Wasquehal

La commune dispose de 2 220 logements sociaux selon l'inventaire au 1er janvier 2022. Tenant compte de ses 9 505 résidences principales, son taux SRU s'élève à 23,36 %. Il lui manque donc 156 logements sociaux pour atteindre son taux cible de 25 %.

La signature de ce contrat permettra à la commune de bénéficier d'un taux de rattrapage abaissant (80 % des logements manquants au lieu de 100 %), soit un objectif de 125 logements sociaux à agréer entre 2023 et 2025.

Sept projets de logements ont été identifiés pour la période triennale en cours. Ils devraient permettre d'agréer 141 logements sociaux. Sous réserve du bon déroulement des projets, la programmation en offre nouvelle devrait donc être à la hauteur des objectifs fixés dans le contrat de mixité sociale.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer le contrat de mixité sociale élaboré avec l'État et la commune de Wasquehal pour la période triennale 2023-2025 ;

2) D'annexer le contrat de mixité sociale signé par les trois parties - État, MEL et commune - au programme local de l'habitat, comme le prévoit l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0186

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

WASQUEHAL -

CONTRAT DE MIXITE SOCIALE 2023-2025 - ANNEXION AU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Vu l'article 55 de la loi SRU, obligeant certaines communes à disposer d'un nombre minimum de logements sociaux, proportionnel à leur parc résidentiel ;

Vu la loi du 21 février 2022 dite 3DS, faisant évoluer l'article 55 de la loi SRU et donnant aux contrats de mixité sociale une portée juridique nouvelle et un champ d'application élargi visant à impulser des dynamiques opérationnelles de production de logements sociaux dans les communes concernées ;

Vu l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, définissant les modalités de rattrapage, par période triennale, des communes soumises à la loi SRU et n'atteignant pas leur nombre minimum de logements sociaux ;

Vu l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, définissant les modalités de signature des contrats de mixité sociale et prévoyant leur annexion au programme local de l'habitat, après délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné ;

Vu les arrêtés préfectoraux prononcés à l'issue de la période triennale 2020-2022 ;

Vu la délibération n° 23-C-0178 du 30 juin 2023 portant adoption définitive du programme local de l'habitat 2022-2028 ;

Vu les délibérations n° 23-C-0294 du 20 octobre 2023 et n° 24-C-0028 du 9 février 2024 autorisant le Président ou son représentant délégué à signer 9 premiers contrats de mixité sociale (Bousbecque, Faches-Thumesnil, Hallennes-lez-Haubourdin, Lambersart, Marcq-en-Barœul, Quesnoy-sur-Deûle, Roncq, Sainghin-en-Weppes et Sequedin) et à les annexer au programme local de l'habitat 2022-2028 ;

Vu la délibération n° 24-C-0028 du 9 février 2024 autorisant le Président ou son représentant délégué à signer 9 autres contrats de mixité sociale (Annœullin, Baisieux, La Chapelle-d'Armentières, Erquinghem-Lys, Houplines, Leers, Mouvaux, Pérenchies et Provin) et à les annexer au programme local de l'habitat 2022-2028 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Wasquehal du 18 avril 2024.

I. Exposé des motifs

1. Engagement de la commune de Wasquehal en faveur du logement social via le contrat de mixité sociale

Le contrat de mixité sociale est un cadre d'engagement de moyens, conclu pour une durée de trois ans renouvelable, entre une commune, l'État et la MEL ; il est le fruit d'un accord local entre ces trois parties qui sont obligatoirement signataires du contrat. Il a pour but de faciliter l'atteinte des objectifs triennaux de certaines communes, en difficulté dans leur trajectoire de rattrapage de logements sociaux.

Il est proposé d'autoriser la signature d'un nouveau contrat de mixité sociale pour Wasquehal, commune carencée à l'issue du bilan triennal 2020-2022.

Le conseil municipal a délibéré le 18 avril 2024 pour autoriser Madame le Maire de Wasquehal à signer le contrat et à engager la commune à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs triennaux fixés pour la période triennale 2023-2025.

2. Trajectoire de rattrapage de la commune de Wasquehal

La commune dispose de 2 220 logements sociaux selon l'inventaire au 1er janvier 2022. Tenant compte de ses 9 505 résidences principales, son taux SRU s'élève à 23,36 %. Il lui manque donc 156 logements sociaux pour atteindre son taux cible de 25 %.

La signature de ce contrat permettra à la commune de bénéficier d'un taux de rattrapage abaissant (80 % des logements manquants au lieu de 100 %), soit un objectif de 125 logements sociaux à agréer entre 2023 et 2025.

Sept projets de logements ont été identifiés pour la période triennale en cours. Ils devraient permettre d'agréer 141 logements sociaux. Sous réserve du bon déroulement des projets, la programmation en offre nouvelle devrait donc être à la hauteur des objectifs fixés dans le contrat de mixité sociale.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer le contrat de mixité sociale élaboré avec l'État et la commune de Wasquehal pour la période triennale 2023-2025 ;

2) D'annexer le contrat de mixité sociale signé par les trois parties - État, MEL et commune - au programme local de l'habitat, comme le prévoit l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

PRÉFET DU NORD
Liberté
Égalité
Fraternité

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

MAIRIE DE WASQUEHAL

CONTRAT DE MIXITE SOCIALE (2023-2025)

VU

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la construction et de l'habitation et, en particulier, les articles L. 302-5, L. 302-7, L. 302-8, L. 302-8-1 et L. 302-9-1,
- le code de l'urbanisme et, en particulier, l'article L. 210-1,
- l'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite «loi Climat et Résilience»),
- l'article 68 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite «loi 3DS»);

CONTRAT PASSE ENTRE :

La commune de Wasquehal, représentée par son maire en exercice, madame Stéphanie Ducret, vu la délibération du conseil municipal du 18 avril 2024,

désignée ci-après ***«la commune»[1],***

La Métropole européenne de Lille, représentée par sa vice-présidente, madame Anne Voituriez, vu la délibération de l'instance délibérative de l'EPCI du 28 juin 2024 approuvant les termes du présent contrat de mixité sociale,

désignée ci-après ***«la MEL»,***

L'État, représenté par la secrétaire générale du Nord, madame Fabienne Decottignies,

désigné ci-après ***«l'État».***

1 Afin de laisser une place bien compréhensible au caractère individuel de chaque contrat, cette règle commode pour désigner les parties de manière suffisamment uniforme sera adaptée sans s'imposer de façon systématique. Le volet suivant le préambule qui est relatif à la présentation de la commune pourra ainsi reprendre les noms en propre des communes.

PREAMBULE

La commune est soumise aux obligations SRU depuis 2014. Avec 23,36 % de logements sociaux au sein de ses résidences principales pour un objectif de 25 %, la dynamique de rattrapage sur cette commune reste encore à parfaire.

La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation et la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique dite «3DS» est venue adapter le dispositif de l'article 55 de la loi SRU, en pérennisant un mécanisme de rattrapage soutenable pour les communes encore déficitaires en logements sociaux, tout en favorisant une adaptabilité aux territoires.

C'est dans ce cadre, et compte tenu des difficultés qu'elle rencontre pour réaliser du logement social, que la commune a souhaité conclure un contrat de mixité sociale pour la période 2023-2025.

Conformément à l'article L302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, ce contrat de mixité sociale constitue un cadre d'engagement de moyens devant permettre à la commune d'atteindre ses objectifs de rattrapage pour la période triennale suivante.

Il se veut à la fois un document permettant de comprendre les principales dynamiques du logement social sur le territoire, d'évaluer l'impact des moyens déjà mobilisés et d'identifier ceux pouvant être actionnés à court et moyen terme. Dans sa mise en œuvre, le contrat de mixité sociale sera également un lieu d'échanges continus entre les différents partenaires tout au long de la période triennale 2023-2025.

Sa mise en place a fait l'objet d'une concertation entre les partenaires signataires (présentation à l'échelle intercommunale de l'outil et réunions tripartites) qui devra être poursuivie dans la durée pour asseoir un mode de travail transparent et pro-actif afin de s'assurer de son efficacité tout au long de sa mise en œuvre.

PRESENTATION DE LA COMMUNE

Située au cœur de la MEL, la ville de Wasquehal (6,86 km²) compose, avec les communes de Marcq-en-Baroeul et Villeneuve d'Ascq, l'espace urbain situé entre les pôles denses que sont Lille, Roubaix et Tourcoing. La commune est également limitrophe des villes de Mouvaux et de Croix.

Elle est composée de cinq quartiers :

- le Cartelot – Grand Cottignie,
- le Capreau,
- le Noir Bonnet,
- le Centre – Pharos – l'Orée du Golf,
- le Haut Vinage.

Wasquehal compte 20 860 habitants en 2019 contre 13 634 habitants 50 ans plus tôt, avec une progression plutôt supérieure à la moyenne nationale même si la population a tendance à faiblement baisser depuis 2013 (-0,5 % par an).

La population a tendance à baisser sur les quartiers du Cartelot – Grand Cottignie, du Capreau et du Noir Bonnet et à augmenter au Centre – Pharos – Orée du Golf et au Haut Vinage. Le peuplement s'effectue par un taux de naissance supérieur au taux de mortalité.

Depuis le début des années 1960, la taille moyenne des ménages ne cesse de diminuer à Wasquehal, avec 3,2 personnes par ménage en moyenne en 1962 contre 2,3 en 2017.

La plus forte hausse démographique concerne les habitants âgés de plus de 60 ans, qui représentaient 11 % de la population en 1990 contre 14 % en 2017. 21 % des Wasquehaliens ont entre 30 et 44 ans avec un âge médian à 37 ans. Wasquehal compte 8 760 ménages en 2017, dont 34 % de personnes seules, 25 % de couples sans enfants et 36 % de familles avec enfants.

Le solde migratoire est positif ou négatif selon les années. Ainsi, par exemple, il fut positif avec 90 habitants en plus sur les années 2016/2017, ce qui signifie que la population wasquehalienne n'est pas en baisse constante. Toutefois, il est observé un nombre de personnes par ménage plus faible chez les arrivants que chez les partants, les nouveaux habitants étant majoritairement des couples sans enfants. Les mouvements de population s'observent majoritairement (81%) chez les moins de 45 ans. Quant aux arrivants, ils occupent principalement le parc locatif privé (24%) et représentent majoritairement des cadres et professions intellectuelles supérieures avec un haut niveau de formation.

Les résidences principales comptent en moyenne 4,3 pièces avec une majorité (44,6%) de logements de plus de 5 pièces. Le nombre de logements est croissant à Wasquehal depuis 2012, principalement à l'Orée du Golf et au Haut Vinage (+10%), contre 7,2 % au Centre – Pharos, + 3,4% au Cartelot – Grand Cottignie, + 2,2% au Capreau et + 0,9% au Noir Bonnet.

Le parc immobilier est composé majoritairement de maisons (63%, soit 5 680), même si le nombre de constructions d'appartements augmente plus rapidement depuis 1999 que les maisons (+ 1 540 contre + 550). 58% des ménages sont propriétaires, contre 42% de locataires (20% en parc privé et 22% en parc social).

Annuellement, la ville compte environ 4 000 demandes de logements sociaux comprenant Wasquehal dans les 3 premières villes souhaitées.

Une proposition a été faite à la MEL en 2022 pour un projet de parc locatif social sur le secteur du Creusot, aujourd'hui encore en discussion dans le cadre du projet de PLU3.

Depuis 2014, 1 044 logements ont été construits à Wasquehal, dont 268 logements sociaux et 48 maisons individuelles.

De 2017 à 2020, la ville a largement respecté ses obligations avec 211 logements sociaux supplémentaires alors que l'Etat en sollicitait 57 sur la période.

AU VU DE CE QUI PRÉCÈDE,
IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1er: OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat vise à définir le cadre d'engagement et de moyens afin de faciliter l'atteinte des objectifs définis à l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU) qui est appelé dans les lignes suivantes «dispositif SRU».

Les impératifs à respecter découlant de ces objectifs, à définir en amont de chaque période triennale, sont de nature distincte mais de même valeur : un impératif d'ordre quantitatif pour produire[2] un volume fixé de logements locatifs sociaux mais aussi un impératif d'ordre qualitatif pour aboutir à une production équilibrée en termes de typologies sociales.

Ainsi, la part des logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ou assimilés doit être au moins égale à 30 % et celle des logements financés en prêts locatifs sociaux (PLS) ou assimilés au plus égale à 30 % des logements locatifs sociaux à réaliser.

Avec la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS), le contrat de mixité sociale (CMS) acquiert un caractère officiel et s'inscrit désormais dans un schéma pérennisé de rattrapage. En particulier, le CMS introduit, de facto, une plus grande souplesse et une modularité plus prononcée du rattrapage triennal.

La commune, la MEL et l'État doivent afficher des objectifs de rattrapage en phase avec les impératifs décrits ci-dessus. La capacité à faire est objectivée sur la prochaine période triennale (2023-2025).

Le développement urbain actuel de la commune est pris en compte en tant que contexte de départ.

Le présent contrat identifie, à partir de cette donne importante, les marges de manœuvre adaptées sur la question des densités pour de futurs projets qualitatifs et aussi les moyens significatifs que les parties précitées entendent mettre en place.

Le CMS est également un cadre de concertation et d'évaluation de la mise en œuvre du dispositif SRU[3].

En résumé, le CMS vise à l'engagement de moyens et la mise en place d'outils opérationnels qui sont nécessairement à la hauteur des enjeux de rattrapage et

2 Le terme de production a le mérite de focaliser l'attention sur un objet concret, toutefois, il faut noter que **l'objectif porte bien sur le financement de nouveaux projets** qui se matérialisera par des accords de financement obtenus lors des deux périodes triennales à venir ou sur **l'agrément de logement privés**. En particulier, les livraisons de nouveaux logements survenant en cours de période triennale sont pris en compte mais elles n'ont pas d'impact majeur sur les bilans triennaux à venir, ceci à la différence des démolitions, des ventes après 10 ans, des levées d'option de PSLA après 5 ans ou encore des déconventionnements après 5 ans qui ont un impact direct sur les bilans.

3 Ce rôle était auparavant dévolu aux commissions départementales SRU qui examinaient, tous les trois ans, la situation des communes qui n'avaient pas atteint un ou plusieurs de leurs objectifs de leur triennal écoulé. La loi 3DS a, cependant, supprimé la commission départementale SRU.

constitue le cadre du bilan triennal qui sera réalisé en 2026.

ARTICLE 2 : SITUATION DE LA COMMUNE AU REGARD DU DISPOSITIF SRU

La commune a fait l'objet, au titre de l'exercice 2023, d'un inventaire des logements sociaux existants au 1er janvier 2022, conformément aux dispositions reprises à l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitation.

Au terme de cet inventaire, elle dispose de 2 220 logements sociaux qui lui ont été notifiés par courrier du 9 décembre 2022. Tenant compte des 9 505 résidences principales répertoriées en son sein, son taux SRU est donc de 23,36 % au 1er janvier 2022.

Conformément au décret n°2023-325 du 28 avril 2023 fixant les valeurs des seuils des ratios mentionnés aux II et III de l'article R. 302-14 du code de la construction et de l'habitation pour la période triennale 2023-2025, l'obligation-cible de la commune est réhaussée par rapport à la précédente période triennale. **Ainsi, le taux de logements locatifs sociaux à atteindre au sein de ses résidences principales est de 25%.**

Par conséquent, il lui manquait, au 1er janvier 2022, 156 logements locatifs sociaux pour atteindre son obligation-cible.

Elle envisage de porter **son taux de rattrapage[4] de la période triennale 2023-2025 à 80 %**.

Au vu de ce taux de rattrapage, s**on objectif triennal de rattrapage au titre de la période triennale 2023-2025 est de 125 logements sociaux.**

Son objectif est considéré comme **abaissant** par rapport au taux légal de droit commun.

A noter, les objectifs qualitatifs précisés à l'article 1 du présent contrat complètent le cadre s'imposant à la commune pour cette période triennale.

Les objectifs triennaux doivent être notifiés, ainsi que le prévoit l'article L302-8 du code de la construction et de l'habitation, par le représentant de l'État dans le département. Ainsi, un courrier du préfet sera envoyé à l'ensemble des communes déficitaires reprenant, pour les communes ayant signé un CMS, un taux de rattrapage éventuellement modulé à la baisse ou à la hausse par rapport au taux légal de droit commun.

Un potentiel de 141 logements sociaux est pré-fléché sur la période triennale 2023-2025.

A la signature du présent contrat, ce nombre est considéré comme suffisant pour garantir le respect de l'objectif quantitatif qui est rappelé ci-dessus.

4 Les modalités possibles varient tout, d'abord, en fonction de l'avancement de la commune. Le potentiel de programmation mobilisable sur la prochaine période est aussi une donnée essentielle à prendre en compte. Le taux retenu peut être à la fois volontaire et pragmatique en dépassant les seuils minimum et de droit commune. En résumé, les types de trajectoire de rattrapage pour les communes dotées de CMS sont les suivants :

*** si la commune ne peut être considérée comme nouvelle** :
au minimum 25% si elle est à plus de 4 points de son obligation-cible (rappel du taux de droit commun : 33%),
au minimum à 40% si elle est entre 4 et 2 points de celle-ci (rappel du taux de droit commun : 50%),
au minimum à 80% si elle est à moins de 2 points de celle-ci (rappel du taux de droit commun : 100%),

*** si la commune peut être considérée comme nouvelle :** selon le nombre de triennaux pleins qu'elle a accompli et au vu de son potentiel de programmation mobilisable : 15%, 25%, 33%, voire plus.

Certaines communes peuvent abaissé leur objectif quantitatif par rapport au taux légal de droit commun. Il faut noter que, pour un CMS non mutualisant , les communes ne peuvent abaisser leur taux de rattrapage sur plus de trois triennaux consécutifs. Il peut être dérogé à ce nombre maximum lorsqu'une commune compte une population inférieure à 5 000 habitants ou présente un taux d'inconstructibilité compris entre 30% et 50% de son territoire urbanisé ;

Pour combler l'écart qui serait constaté en cours de période, les partenaires s'engagent à identifier, au cours de la mise en œuvre du présent contrat, toutes les actions possibles en vue d'accélérer des programmes dans le neuf ou bien de capter des logements privés pré-existants (conventionnements ANaH, recours à l'IML, projets d'acquis-améliorés)[5].

D'autre part, au niveau du foncier mobilisable pour le logement social, la capacité totale en hectares est de 2,9 hectares[6].

Ce nombre de logements sociaux pré-identifiés et cette capacité devront être affinés tout au long de la mise en œuvre du contrat suivant les modalités de travail présentées à l'article 4 du présent contrat.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS GENERAUX

Dans l'optique de répondre aux objectifs de rattrapage de la période triennale 2023-2025, la commune, la MEL et l'État s'engagent à recourir à leur ingéniérie et/ou à leurs moyens financiers directs pour favoriser les prochains projets comportant des logements sociaux en tout ou en partie.

Directement concernée par le dispositif SRU, la commune participe à l'équilibre des opérations ou interventions par des subventions versées aux opérateurs et/ou aux associations agréées pour l'intermédiation locative et sociale ou encore par le biais de moins-values dans le cadre de montage d'opérations fléchées sur du logement social sur des fonciers lui appartenant. Dans les conditions définies à l'article L302-7 du code de la construction et de l'habitation, **elle déduit ensuite ses diverses contributions financières de ses prélèvements**.

En toute transparence, elle associe l'État et la MEL dès qu'elle estime nécessaire de déployer certaines aides propres, sur toute la palette d'intervention possible, de manière à maximiser l'effet de levier par des apports ajustés à l'équilibre financier strict des projets.

D'autre part, elle veille au maintien de son offre locative, dans le temps, en encadrant les actions qui contribueraient à diminuer, à plus ou moins brève échéance, le nombre de logements sociaux.

Ainsi, elle s'engage à :

- ne pas entamer des démarches avec des bailleurs sociaux qui viseraient à définir un programme de démolition de logements sociaux[7],
- donner un avis négatif dans le délai requis de deux mois à toute demande d'autorisation d'aliénation, exception faite de la vente HLM en Bail Réel Solidaire (BRS)[8],
- réguler le recours aux produits dont le caractère social n'est pas pérenne dans le temps, soit l'usufruit locatif social (ULS) et le prêt social de location accession (PSLA), ceci en limitant leurs poids dans la production globale de logements sociaux et en prévoyant des sites qui permettront de compenser leurs futures sorties du parc social.

La MEL mobilise, quant à elle, ses équipes pour assurer **un suivi rapproché et pro-actif**, en particulier, sur les opérations les plus complexes (recalage des

5 Cela veut dire qu'il faudra examiner toutes les opportunités qui se présenteront au cours de la période triennale y compris celles portant sur des volumes de production très restreints. Cela veut dire également qu'il conviendra d'étudier la possibilité de basculer une ou plusieurs opérations pré-identifiées en potentiel à moyen terme vers le triennal 2023-2025.

6 Les potentiels fonciers identifiés dans le CMS sont susceptibles de répondre à différents usages, habitat mais aussi commerce, nature en ville, équipements… .

7 Il pourra être dérogé à ce principe sous réserve de concertation préalable avec les partenaires (DDTM/SH et MEL/DH) et sur la base d'un projet de reconstitution de l'offre satisfaisant.

8 Sur ce dernier point, il s'agit d'un engagement plus restrictif que ce que prévoit la règle définie à l'article L.443-7 du code de la construction et de l'habitation qui interdit toute vente HLM, sauf au profit d'autres bailleurs sociaux, dès lors que la commune a fait l'objet d'un arrêté portant constat de carence et ne dispose pas d'un contrat de mixité sociale.

projets, résolution des points de blocage notamment en matière d'urbanisme, de viabilisation, de maîtrise foncière par, notamment, la préparation de dossier lié à la déclaration d'utilité publique, etc.).

En particulier, elle désigne en son sein un référent qui sera, à la fois, l'interface entre les divers intervenants à un projet et la personne-ressource pour assurer une véritable synthèse sur un projet donné (consistance, avancement, visibilité des points-clefs, exemplarité).

Dans les cas où cela s'avére nécessaire, la MEL s'investit dans la **recherche de porteurs de projets sur des fonciers pré-identifiés**.

Elle dégage prioritairement ses moyens financiers sur tous les volets concourrant à l'atteinte des objectifs définis plus haut à partir de programmations ciblées qui visent à élargir l'offre de logements locatifs sociaux et, en particulier, sur les items d'intervention jugés prioritaires suivants :

- les logements très sociaux en acquis-améliorés (PLAI - prêt locatif aidé d'insertion),
- les logements très sociaux dans le neuf (PLAI - prêt locatif aidé d'insertion),
- les logements sociaux en acquis-améliorés (PLUS - prêt locatif à usage social).

Par ailleurs, la MEL met en place un référentiel qualité qui s'appliquera aux projets de logements neufs. Dans ce cadre, des aides bonifiées pourront être accordées pour les opérations qui valideront un niveau intermédiaire ou un niveau d'excellence. Ce référentiel sera testé avec les communes volontaires en 2023 pour une généralisation du dispositif prévue pour l'année 2024.

Ces axes d'intervention sont compatibles avec le programme local de l'Habitat révisé (PLH3). Le présent contrat lui est annexé.

Comme indiqué plus haut, elle s'assure de **l'atteinte d'un équilibre optimal au niveau du financement des projets**, notamment en cas de participations croisées, en veillant à une juste proportionnalité entre les diverses aides allouées et le nombre de logements sociaux envisagés, eu égard bien entendu à la nature des projets[9].

Enfin, elle met en place **un suivi du foncier mobilisable, à moyen terme, pour des projets pouvant**

potentiellement contenir des logements sociaux, opérations à définir qui ne pourront être engagées qu'au-delà de la période triennale 2023-2025.

Ces fonciers seront suivis et actualisés chaque année à l'occasion d'une revue de projet.

De son côté, l'État identifiera **les personnes-ressources au sein de la DDTM qui interviendront en tant que facilitateurs au niveau de la concertation sur les projets entre les différents intervenants** (signataires du CMS, porteurs de projets, Etablissement public foncier Hauts de France (EPF HdF) et, éventuellement, le Conseil départemental) suivants les modalités décrites à l'article 4.

L'Etat interviendra sur les volets qui le concernent sur les **questions environnementales ainsi que celles liées aux risques et à l'urbanisme.** De même, il présente, en tant que de besoin, les points d'éclairage liés à la réglementation applicable sur le dispositif SRU.

9 De nombreuses petites opérations font l'objet d'aides financières parfois très massives par certaines communes déficitaires avec un impact pourtant réduit en termes de rattrapage. Inversement, d'autres opérations plus importantes en considération du nombre de logements sociaux envisagés n'arrivent pas, dans un contexte de cherté du foncier, à être équilibrées, faute d'apports financiers suffisamment importants des pouvoirs publics. Dans un souci de bonne gestion des deniers public, une vigilance très forte s'impose sur cette question de l'effet de levier.

Dès que cela présente un intérêt, l'État assure des retours d'information sur la répartition des enveloppes allouées et fléchées sur les communes déficitaires et les autres communes à partir de données globales ou spécifiques à la commune signataire du présent CMS.

S'agissant d'un CMS communal, l'État s'engage à participer aux réunions où sont réalisées les revues de projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

La définition de modalités de travail transparentes et très pratiques entre la commune, la MEL et l'Etat est une condition essentielle à la réussite du CMS.

Ces derniers doivent maintenir un état d'esprit centré sur le travail collaboratif et à la volonté d'engager, avec régularité, des actions tout au long de la mise en œuvre de ce contrat pour satisfaire les objectifs triennaux définis aux articles 1 et 2 du présent contrat.

Le premier engagement spécifique consiste **à suivre les projets de la période triennale 2023-2025 grâce** à un tableau de suivi des projets.

Ce tableau est capital dans la mesure où il établit pour tous les projets en construction neuve ou sur du logement existant de la période triennale une approche unique de leur situation actuelle avec d'éventualités pré-définies et l'ajout possible d'éventualités particulières.

A partir d'un cumul de logements sociaux prévus pour chaque opération, une mesure automatique du niveau d'atteinte des objectifs du dispositif SRU.

Il reprend les 15 grandes rubriques suivantes :

1. Nom de l'opération / Adresse / Description,
2. Situation actuelle,
3. Action(s) à engager,
4. Nom du maître d'ouvrage (MO) éventuel,
5. Nom du référent MO,
6. Nombre de logements,
7. Nombre de logements locatifs sociaux (LLS),
8. Part de logements sociaux,
9. Nombre de PLAI,
10. Part de PLAI sur total de LLS,
11. Nombre de PLS,
12. Part de PLS sur total de LLS,
13. Année de financement,
14. Date du 1er ordre de service,
15. Année de livraison prévue.

Le tableau de suivi des projets forme le cadre opérationnel des revues de projet sur l'ensemble des items présents et, en particulier, pour l'item «**Action(s) à engager**». C'est le document de référence qui est mis à jour lors de chaque revue de projet.

Concernant les logements pré-existants, des actions en vue du conventionnement de logements du parc privé suivant des modalités à déterminer (volume total adapté au contexte et aux moyens pouvant être mis en place, type de financement et typologies à privilégier) sont, également, à identifier et à inscrire au sein de ce tableau de suivi de projets.

Les revues de projets permettent de faire le point sur l'avancée des projets et, le cas échéant, de fixer des actions concrètes correctives en désignant un

intervenant nommément désigné qui est chargé de leur mise en œuvre. Elles peuvent être utilement précédées par des points plus informels, suffisamment en amont, via des visioconférences organisées notamment entre les techniciens de l'État et de la MEL.

Elles se tiennent selon une périodicité annuelle et réunissent obligatoirement au minimum un représentant de la commune, un représentant de la MEL et un représentant de l'État. Bien entendu, il est possible de s'affranchir de cette cadence qui reste indicative pour avoir un suivi plus pro-actif en tant que de besoin.

Toutes les fois que cela est jugé nécessaire, les opérateurs (bailleurs sociaux et/ou promoteurs) sont conviés à ces revues ainsi que l'EPF HdF.

Le deuxième engagement spécifique concerne le **repérage de nouveaux fonciers** que la commune ou la MEL prévoient d'affecter à de futures opérations en faveur du logement.

Afin de faciliter les opérations à plus long terme et, de façon plus marginale, certains projets de la période triennale 2023-2025, la commune demande l'inscription dans son PLUi des outils de mixité sociale suivants :

concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :

- zone dite «du Creusot» : sollicitation – acceptée – auprès de la MEL pour un changement de zonage des parcelles cadastrales AP 346 et 219, actuellement UE, en UGB pour la réalisation d'un projet porté par le promoteur Nacarat de 150 à 200 logements dont 40% à vocation sociale.

La lutte contre l'articialisation des sols prend plus de relief avec la loi Climat et Résilience. En particulier, le zéro artificialisation nette (ZAN) devient un objectif qui doit aimanter la mise en place et l'actualisation du **tableau des fonciers mobilisables** à moyen terme, voire à long terme. Il constitue le vivier qui doit alimenter le triennal 2026-2028 et les suivants.

De façon encore plus marquante que pour la période triennale 2023-2025 et celles qui l'ont précédé, le vivier des opérations potentielles doit viser à des interventions sur le tissu urbain existant. Ainsi, les dents creuses, les logements dont la vacance est structurelle ainsi que les friches se présentent comme des potentialités qui figurent, de façon prioritaire, dans ce vivier.

Pour les communes carencées, le transfert du droit de préemption urbain à l'État se basera sur les tènements repris dans ce tableau des fonciers stratégiques suivant des modalités particulières qui seront définies ultérieurement.

Ce tableau de suivi reprend les 7 grandes rubriques suivantes :

1. Désignation parcelle(s) concernée(s) / Localisation / Descriptif,
2. Type de propriété,
3. Surface,
4. Capacité estimée de production de logements,
5. Situation actuelle,
6. Action(s) à engager,
7. Période triennale envisageable pour le financement d'une future opération comportant des LLS.

Le troisième engagement spécifique a pour but d'investir tous les champs d'action qui permettront d'être les plus pertinents dans le rattrapage tout en respectant un certain nombre d'enjeux partagés : sobriété foncière, atteinte progressive de l'objectif du Zéro artificialisation nouvelle (ZAN),

réappropriation du tissu urbain existant parfois dégradé, accompagnement des bailleurs et des locataires pour un accès abordable du parc privé...

Dans cette intention, il conviendra de veiller au respect de la densité minimale prévue au SCoT et au PLUi de la MEL.

Ce dernier introduit plusieurs objectifs visant à une plus grande sobriété foncière.

Ainsi, un objectif de densité minimale équivalent à 0,3 est inscrit pour les futurs projets d'aménagement sur l'ensemble du territoire métropolitain (300 m² de surface de plancher à produire pour un terrain de 1 000 m²).

Cet objectif de densité est renforcé à proximité des transports très performants (rayon de 500 mètres autour des arrêts de métro, tramway et futures lignes de tramway et BHNS), avec un coefficient de densité minimale règlementaire de 0,7 (700 m² de surface de plancher à produire pour un terrain de 1 000 m²). Cette disposition s'appliquera dès la prise de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique de la ligne en question pour les futures lignes. Les modalités précises d'application de ces objectifs sont précisées dans le PLU via l'OAP aménagement, les OAP Projet Urbain et les dispositions générales du règlement.

Dans certains secteurs stratégiques, le dépassement de ces densités minimales pourra être envisagé, notamment, par l'introduction de certaines innovations en termes de formes urbaines permettant de limiter la consommation du foncier tout en étant compatibles avec les différentes typologies de bâtis présentes au sein de la commune.

D'autre part, la **remise sur le marché des logements vacants de longue durée** devra faire l'objet d'une stratégie et d'actions adaptées avec les bailleurs. Des objectifs pourront être définis et reportés dans le tableau de suivi des projets.

Enfin, la **piste du conventionnement du parc privé** assortie d'une stratégie et d'actions ciblées devra nécessairement être abordée en tant qu'axe d'amélioration (intermédiation locative et sociale, dispositif Loc'Avantages) au cours de la période triennale. A l'instar de la problématique précédente, des objectifs pourront être définis et reportés dans le tableau de suivi des projets.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PILOTAGE DES CMS

Le CMS doit rendre possible un accès rapide et quasi instantané pour les partenaires ad hoc aux productions réalisées dès le déploiement de cet outil de manière lisible et transparente. La plateforme SEZAM, bien connue des communes de la MEL, assurera cette fonction.

Plus particulièrement, cette plateforme comportera un espace spécifique aux CMS qui aura cette vocation de capitaliser sur une durée non définie l'ensemble des données d'éclairage, des actualisations liées aux revues de projets qui constituent le coeur de l'outil mais aussi des productions présentées plus haut.

ARTICLE 6 : EVALUATION DU CMS

La signature d'un CMS ne soustrait pas la commune à l'engagement éventuel par l'État d'une procédure pour constat de carence dans l'hypothèse où les objectifs fixés par le présent contrat et repris dans la notification préfectorale des objectifs triennaux pour 2023-2025 ne seraient pas tenus à l'issue de cette période triennale.

Des critères d'évaluation[10] seront, ainsi, examinés au cas où la commune ne

10 Sans vouloir extrapoler sur l'instruction gouvernementale pour le bilan de la période 2023-2025, les critères pourront être affinés pour tenir compte des contextes nationaux et locaux qu'il faudra objectiver de manière à permettre un traitement

satisferait pas à ses obligations triennales.

Cet examen découlant du bilan triennal de la période triennale 2023-2025 sera conduit en 2026.

ARTICLE 7 : DUREE DU CONTRAT

Le CMS est signé pour la période triennale 2023-2025.

Le renouvellement du CMS pourra, si la commune, la MEL et l'État en conviennent, être engagé sur la dernière année de la période triennale 2023-2025 afin de le rendre compatible avec les objectifs et projets de la période triennale 2026-2028.

Il serait envisageable de procéder de façon similaire pour les périodes triennales ultérieures.

ARTICLE 8 : RESILIATION DU CONTRAT

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans le présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent contrat feront l'objet d'une procédure de négociation amiable avant toute procédure contentieuse. Si les parties n'arrivent à aucun règlement amiable du litige, celui-ci sera alors du ressort du Tribunal administratif de Lille.

Fait à Lille, le *en trois exemplaires originaux*

La secrétaire générale du Nord,	La vice-présidente de la MEL,	La maire de Wasquehal,
Fabienne Decottignies	Anne Voituriez	Stéphanie Ducret

similaire des communes déficitaires.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110648-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0187

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ARMENTIERES - LILLE - ROUBAIX - TOURCOING -

OPERATION DE RESORPTION D'HABITAT INSALUBRE - TRAITE DE CONCESSION - AVENANT N° 1 - CESSIONS AU PROFIT DE LA SPLA LA FABRIQUE DES QUARTIERS

Vu l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 23-C-0430 du 15 décembre 2023 attribuant la concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites à la SPLA La Fabrique des quartiers ;

Vu le traité de concession du 1er mars 2024 entre la Métropole européenne de Lille (MEL) et la SPLA La Fabrique des quartiers ;

Vu les avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date des 10, 12 et 15 janvier 1er, 2, 14, 19 et 21 février et 12 mars 2024.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la concession, la Fabrique des quartiers doit se rendre propriétaire des immeubles métropolitains situés dans les périmètres d'intervention, l'avenant n° 1 au traité de concession permettant le transfert des biens au titre d'apport pour un montant total de 1 038 560 € HT et ce, pour une liste exhaustive de 28 biens.

Une première phase de cession concerne 24 biens pour un montant s'élevant à 828 500 € HT.

Ainsi, le présent avenant a pour objet de modifier l'article 17.2 du traité de concession ainsi que les annexes 3 et 12 afin d'intégrer les apports en nature dans la participation du concédant.

La participation de la MEL initialement fixée était de 9 533 559 € pour le déficit et 0 € d'apports en nature. Le présent avenant vient préciser les apports en nature de terrains et bâtiments nécessaires au programme et non fléchés initialement pour un montant de 1 038 560 €.

Parmi ces biens, certains étant ciblés initialement en dépenses d'acquisition par la SPLA, cet ajustement vient réduire ce poste de dépenses de 249 450 €, ce qui porte le montant des acquisitions au bilan à 4 241 050 €.

Le présentant avenant aboutit par conséquent aux ajustements suivants :

- une participation au déficit de la MEL à 9 284 109 € ;
- des apports en nature valorisés au prix des Domaines à 1 038 560 € ;
- un ajustement du montant des acquisitions à 4 241 050 €.

L'article 17.2 est ainsi modifié de la façon suivante :

Exprimé sur la base du bilan euros courants.

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, la participation du concédant au cout de l'opération est fixée à 10 322 669 € HT en fonction du bilan prévisionnel en euros courants annexé au présent traité.

Cette participation se décompose de la manière suivante :

- au titre de la participation aux équipements publics, destinés à être intégrés dans le patrimoine du concédant : sans objet ;
- au titre de la participation globale à l'opération : 9 284 109 € HT (hors du champ d'application de la TVA) ;
- au titre des apports en nature de terrains et bâtiments valorisés au prix des Domaines au montant de 1 038 560 € HT.

Les demandes de paiements annuels doivent être adressées au concédant avant le 31 mai de chaque année.

Les avances doivent être effectuées selon leur nature (globale, apport en nature, équipement).

Outre les mentions prévues par la règlementation, la ou les demande(s) de paiement indique(nt) la référence suivante : 22UA3300.

L'annexe 3 est modifiée de la façon suivante :

- Titre : Liste des biens nécessaires à l'opération
- La liste des biens est modifiée de façon à faire apparaitre, d'une part, les biens déjà acquis par la MEL à transférer à la SPLA et, d'autre part, ceux qui seront acquis par la SPLA et valorisés en tant qu'acquisitions.

L'annexe 12 est remplacée par un nouveau bilan financier prévisionnel de concession :

Celui-ci prend en compte les ajustements exposés ci-dessus, portant le nouveau bilan financier prévisionnel de la concession équilibré en dépenses et recettes à un montant stabilisé de 14 885 519 € (hausse de 789 110 € par rapport au dernier bilan approuvé).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 au contrat de concession d'aménagement pour l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites ;

2) D'autoriser la cession au titre d'apports en nature (hors champ d'application de la TVA) des biens repris au tableau ci-annexé au profit de la SPLA La Fabrique des quartiers dans le cadre de la concession d'opération de résorption de l'habitat insalubre (RHI) multi-sites ;

3) De constater une subvention en nature pour un montant de 828 500 € HT ;

4) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout acte et document à intervenir dans le cadre de cette cession, étant entendu que le transfert de propriété interviendra le jour de la signature de l'acte authentique de vente dressé par notaire, tous les frais inhérents demeurant à la charge de l'acquéreur.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Anissa BADERI, Isabelle MARIAGE-DESREUX et Estelle RODES ainsi que MM. Karim AMROUNI, Jean-Philippe ANDRIES, Sébastien FITAMANT, Alexandre GARCIN, Frédéric LEFEBVRE, Jean-François LEGRAND, Christian LEWILLE et Charles-Alexandre PROKOPOWICZ n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

24-C-0187

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ARMENTIERES - LILLE - ROUBAIX - TOURCOING -

OPERATION DE RESORPTION D'HABITAT INSALUBRE - TRAITE DE CONCESSION - AVENANT N° 1 - CESSIONS AU PROFIT DE LA SPLA LA FABRIQUE DES QUARTIERS

Vu l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 23-C-0430 du 15 décembre 2023 attribuant la concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites à la SPLA La Fabrique des quartiers ;

Vu le traité de concession du 1er mars 2024 entre la Métropole européenne de Lille (MEL) et la SPLA La Fabrique des quartiers ;

Vu les avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date des 10, 12 et 15 janvier 1er, 2, 14, 19 et 21 février et 12 mars 2024.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la concession, la Fabrique des quartiers doit se rendre propriétaire des immeubles métropolitains situés dans les périmètres d'intervention, l'avenant n° 1 au traité de concession permettant le transfert des biens au titre d'apport pour un montant total de 1 038 560 € HT et ce, pour une liste exhaustive de 28 biens.

Une première phase de cession concerne 24 biens pour un montant s'élevant à 828 500 € HT.

Ainsi, le présent avenant a pour objet de modifier l'article 17.2 du traité de concession ainsi que les annexes 3 et 12 afin d'intégrer les apports en nature dans la participation du concédant.

La participation de la MEL initialement fixée était de 9 533 559 € pour le déficit et 0 € d'apports en nature. Le présent avenant vient préciser les apports en nature de terrains et bâtiments nécessaires au programme et non fléchés initialement pour un montant de 1 038 560 €.

Parmi ces biens, certains étant ciblés initialement en dépenses d'acquisition par la SPLA, cet ajustement vient réduire ce poste de dépenses de 249 450 €, ce qui porte le montant des acquisitions au bilan à 4 241 050 €.

Le présentant avenant aboutit par conséquent aux ajustements suivants :

- une participation au déficit de la MEL à 9 284 109 € ;
- des apports en nature valorisés au prix des Domaines à 1 038 560 € ;
- un ajustement du montant des acquisitions à 4 241 050 €.

L'article 17.2 est ainsi modifié de la façon suivante :

Exprimé sur la base du bilan euros courants.

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, la participation du concédant au cout de l'opération est fixée à 10 322 669 € HT en fonction du bilan prévisionnel en euros courants annexé au présent traité.

Cette participation se décompose de la manière suivante :

- au titre de la participation aux équipements publics, destinés à être intégrés dans le patrimoine du concédant : sans objet ;
- au titre de la participation globale à l'opération : 9 284 109 € HT (hors du champ d'application de la TVA) ;
- au titre des apports en nature de terrains et bâtiments valorisés au prix des Domaines au montant de 1 038 560 € HT.

Les demandes de paiements annuels doivent être adressées au concédant avant le 31 mai de chaque année.

Les avances doivent être effectuées selon leur nature (globale, apport en nature, équipement).

Outre les mentions prévues par la règlementation, la ou les demande(s) de paiement indique(nt) la référence suivante : 22UA3300.

L'annexe 3 est modifiée de la façon suivante :

- Titre : Liste des biens nécessaires à l'opération
- La liste des biens est modifiée de façon à faire apparaitre, d'une part, les biens déjà acquis par la MEL à transférer à la SPLA et, d'autre part, ceux qui seront acquis par la SPLA et valorisés en tant qu'acquisitions.

L'annexe 12 est remplacée par un nouveau bilan financier prévisionnel de concession :

Celui-ci prend en compte les ajustements exposés ci-dessus, portant le nouveau bilan financier prévisionnel de la concession équilibré en dépenses et recettes à un montant stabilisé de 14 885 519 € (hausse de 789 110 € par rapport au dernier bilan approuvé).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 au contrat de concession d'aménagement pour l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites ;

2) D'autoriser la cession au titre d'apports en nature (hors champ d'application de la TVA) des biens repris au tableau ci-annexé au profit de la SPLA La Fabrique des quartiers dans le cadre de la concession d'opération de résorption de l'habitat insalubre (RHI) multi-sites ;

3) De constater une subvention en nature pour un montant de 828 500 € HT ;

4) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout acte et document à intervenir dans le cadre de cette cession, étant entendu que le transfert de propriété interviendra le jour de la signature de l'acte authentique de vente dressé par notaire, tous les frais inhérents demeurant à la charge de l'acquéreur.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Anissa BADERI, Isabelle MARIAGE-DESREUX et Estelle RODES ainsi que MM. Karim AMROUNI, Jean-Philippe ANDRIES, Sébastien FITAMANT, Alexandre GARCIN, Frédéric LEFEBVRE, Jean-François LEGRAND, Christian LEWILLE et Charles-Alexandre PROKOPOWICZ n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

VILLE	SECTEUR	CODE SECTION NUMERO PARCELLE	NUM VOIRIE	NUM INDICE	NAT VOIRIE	NOM VOIRIE	ADRESSE 1	PRIVE/PUBLIC	acquisitions par la SPLA ESTIMATIONS	propriétés MEL PRIX des DOMAINES	propriété ville	Evolution du Poste "Acquisitions SPLA" p/r Traité de base
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 192	1		COUR	ROUSSEL		PRIVE	149 850 €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 193	1		COUR	ROUSSEL		PRIVE	- €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 191	3		COUR	ROUSSEL		PUBLIC		48 000 €		
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 188	5		COUR	ROUSSEL		PRIVE	86 400 €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 187	9		COUR	ROUSSEL	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		18 000 €		
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 186	7		COUR	ROUSSEL		PRIVE	54 000 €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 196	6		COUR	DUHEM		PUBLIC	60 000 €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 197	5		COUR	DUHEM		PUBLIC	60 000 €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 200	4		COUR	DUHEM		PRIVE	81 000 €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 201	3		COUR	DUHEM	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		58 000 €		
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 204	2		COUR	DUHEM		PRIVE	60 000 €			
ARMENTIERES	ERQUINGHEM	CL 205	1		COUR	DUHEM		PRIVE	122 850 €			
ARMENTIERES	**ERQUINGHEM**								**674 100 €**	**124 000 €**	**- €**	**RAS**
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 260	10		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		4 500 €		
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 261	9		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		4 500 €		
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 262	8		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT		PUBLIC			Ville d'Armentières	
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 265	7		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		4 500 €		
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 266	6		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		4 500 €		
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 269	5		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		4 500 €		
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 270	4		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		5 000 €		
ARMENTIERES	MURETS (Decollewaert)	BM 273	3		RUE	DES MURETS CR DECOLLEWAERT		PRIVE	27 000 €			
ARMENTIERES	**MURETS (Decollewaert)**								**27 000 €**	**27 500 €**	**- €**	**RAS**

VILLE	SECTEUR	CODE SECTION NUMERO PARCELLE	NUM VOIRIE	NUM INDICE	NAT VOIRIE	NOM VOIRIE	ADRESSE 1	PRIVE/PUBLIC	acquisitions par la SPLA ESTIMATIONS	propriétés MEL PRIX des DOMAINES	propriété ville	Evolution du Poste "Acquisitions SPLA" p/r Traité de base
LILLE	BACQUET	BV 81	1	A	RUE	RASPAIL		PRIVE	124 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 93	53		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		99 000 €		
LILLE	BACQUET	BV 96	5	A	RUE	RASPAIL		PRIVE	64 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 98	6	A	RUE	RASPAIL		PRIVE	72 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 99	4	A	RUE	RASPAIL		PRIVE	108 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 100	2	A	RUE	RASPAIL		PRIVE	72 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 101	46		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	120 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 102	45		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		125 000 €		
LILLE	BACQUET	BV 103	44		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	124 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 107	43		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	127 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 108	42		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PUBLIC	118 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 109	41		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PUBLIC	126 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 110	40		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PUBLIC	118 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 111	39		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		54 000 €		
LILLE	BACQUET	BV 112	38		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	96 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 113	37		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		50 000 €		
LILLE	BACQUET	BV 114	36		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	72 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 115	35		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	112 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 121	34		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		96 000 €		
LILLE	BACQUET	BV 122	33		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	64 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 123	32		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	64 500 €			
LILLE	BACQUET	BV 124	31		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PUBLIC	23 810 €			
LILLE	BACQUET	BV 125	30		CITE	BACQUET 170 RUE LANNOY		PRIVE	156 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 84	178		RUE	DE LANNOY (uniquement immeuble de fond de parcelle)		PRIVE	225 000 €			
LILLE	BACQUET	BV 215	3	A	RUE	RASPAIL		PRIVE	93 000 €			
LILLE	**BACQUET**								**2 083 310 €**	**424 000 €**	**- €**	**RAS**
LILLE	GRUSON	CE 70	50		VC	GRUSON 52 RUE MALAKOFF (sol de cour)		PUBLIC	- €	2 060 €		
LILLE	GRUSON	CE 71	4		VC	GRUSON 52 RUE MALAKOFF	SOLIHA	PUBLIC	- €	83 000 €		- 160 500,00
LILLE	GRUSON	CE 72	3		VC	GRUSON 52 RUE MALAKOFF (ensemble n°3-4)	SOLIHA	PUBLIC	- €			
LILLE	GRUSON	CE 73	2		VC	GRUSON 52 RUE MALAKOFF	CENTRE VAUBAN BAT YPRES	PUBLIC	12 500 €			
LILLE	GRUSON	CE 74	1		VC	GRUSON 52 RUE MALAKOFF		PRIVE	37 500 €			
LILLE	**GRUSON**								**50 000 €**	**85 060 €**	**- €**	**RAS**

VILLE	SECTEUR	CODE SECTION NUMERO PARCELLE	NUM VOIRIE	NUM INDICE	NAT VOIRIE	NOM VOIRIE	ADRESSE 1	PRIVE/PUBLIC	acquisitions par la SPLA ESTIMATIONS	propriétés MEL PRIX des DOMAINES	propriété ville	Evolution du Poste "Acquisitions SPLA" p/r Traité de base
ROUBAIX	CONDE PROLONGEE	CX 542	102		RUE	DE CONDE		PRIVE	44 100 €			
ROUBAIX	CONDE PROLONGEE	CX 543	102		RUE	DE CONDE (cf ci-dessus)		PRIVE	- €			
ROUBAIX	CONDE PROLONGEE	CX 539	104		RUE	DE CONDE		PRIVE	14 280 €			
ROUBAIX	CONDE PROLONGEE	CX 538	106		RUE	DE CONDE	VILOGIA	PUBLIC	29 820 €			
ROUBAIX	CONDE PROLONGEE	CX 541	110		RUE	DE CONDE		PRIVE	21 000 €			
ROUBAIX	CONDE PROLONGEE	CX 534	108		RUE	DE CONDE	METROPOLE EUROPENNE DE LILLE	PUBLIC	- €			
ROUBAIX	CONDE PROLONGEE	CX 529	111 B		RUE	DE CONDE		PRIVE	19 320 €			
ROUBAIX	**CONDE PROLONGEE**								**128 520 €**	**- €**	**- €**	**RAS**
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 459			RUE	DE LA VIGNE (annexes)		PRIVE	- €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 458			RUE	DE LA VIGNE (annexes)	mairie Roubaix	PUBLIC			Ville de Roubaix	
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 457			RUE	DE LA VIGNE (annexes)		PRIVE	- €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 456			RUE	DE LA VIGNE (non bâti)		PRIVE	- €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 59	7		VC	DAMERVAL RUE DE LA VIGNE		PRIVE	34 000 €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 58	6		VC	DAMERVAL RUE DE LA VIGNE (ensemble n°4-5-6)		PRIVE	- €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 57	5		VC	DAMERVAL RUE DE LA VIGNE (ensemble n°4-5-6)		PRIVE	- €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 56	4		VC	DAMERVAL RUE DE LA VIGNE (ensemble n°4-5-6)		PRIVE	107 100 €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 55	3		VC	DAMERVAL RUE DE LA VIGNE		PRIVE	28 900 €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 54	2		VC	DAMERVAL RUE DE LA VIGNE (ensemble n°1-2)		PRIVE	- €			
ROUBAIX	AMMERSVAL	AW 53	1		VC	DAMERVAL RUE DE LA VIGNE (ensemble n°1-2)		PRIVE	65 450 €			
ROUBAIX	**AMMERSVAL**								**235 450 €**	**- €**	**- €**	**RAS**
ROUBAIX	DELCROIX	IT 37	11		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL		PRIVE	3 520 €			
ROUBAIX	DELCROIX	IT 38	10		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL		PRIVE	4 600 €			
ROUBAIX	DELCROIX	IT 39	9		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		7 200 €		
ROUBAIX	DELCROIX	IT 40	8		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		9 600 €		
ROUBAIX	DELCROIX	IT 41	7		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		7 200 €		
ROUBAIX	DELCROIX	IT 42	6		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL		PRIVE	45 050 €			
ROUBAIX	DELCROIX	IT 43	5		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL		PRIVE	46 750 €			
ROUBAIX	DELCROIX	IT 44	4		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL		PRIVE	51 000 €			
ROUBAIX	DELCROIX	IT 45	3		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		130 000 €		
ROUBAIX	DELCROIX	IT 46	2		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL		PRIVE	107 950 €			
ROUBAIX	DELCROIX	IT 47	1		CITE	DELCROIX R EDOUARD VAIL	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		90 000 €		
ROUBAIX	**DELCROIX**								**258 870 €**	**244 000 €**	**- €**	**RAS**

VILLE	SECTEUR	CODE SECTION NUMERO PARCELLE	NUM VOIRIE	NUM INDICE	NAT VOIRIE	NOM VOIRIE	ADRESSE 1	PRIVE/PUBLIC	acquisitions par la SPLA ESTIMATIONS	propriétés MEL PRIX des DOMAINES	propriété ville	Evolution du Poste "Acquisitions SPLA" p/r Traité de base
TOURCOING	BOSSUT	ET 272	3	T	COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PRIVE	3 600 €			
TOURCOING	BOSSUT	ET 239	5	B	COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PRIVE	9 600 €			
TOURCOING	BOSSUT	ET 240	13		COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PUBLIC		24 000 €		
TOURCOING	BOSSUT	ET 241	12		COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PRIVE	81 250 €			
TOURCOING	BOSSUT	ET 242	11		COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PRIVE	88 750 €			
TOURCOING	BOSSUT	ET 248	5		COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PUBLIC		40 000 €		- 83 750,00
TOURCOING	BOSSUT	ET 249	4		COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PRIVE	73 750 €			
TOURCOING	BOSSUT	ET 250	3	B	COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PRIVE	19 000 €			
TOURCOING	BOSSUT	ET 251	3		COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PRIVE	3 350 €			
TOURCOING	BOSSUT	ET 252	2		COUR	BOSSUT 94 BIS RUE DE GAND		PUBLIC		23 000 €		- 5 200,00
TOURCOING	**BOSSUT**								**279 300 €**	**87 000 €**	**- €**	**RAS**
TOURCOING	WATTIGNIES	IO 281	262		RUE	DE MOUVAUX		PRIVE	32 400 €			
TOURCOING	WATTIGNIES	IO 222	9		RUE	DE WATTIGNIES (36 garages)		PRIVE	129 600 €			
TOURCOING	WATTIGNIES	IO 222	9		RUE	DE WATTIGNIES		PRIVE	302 500 €			
TOURCOING	WATTIGNIES	IO 213	1		COUR	PARSY 19 RUE DE WATTIGNIES	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		16 000 €		
TOURCOING	WATTIGNIES	IO 214	2		COUR	PARSY 19 RUE DE WATTIGNIES	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		15 000 €		
TOURCOING	WATTIGNIES	IO 215	3		COUR	PARSY 19 RUE DE WATTIGNIES		PRIVE	40 000 €			
TOURCOING	WATTIGNIES	IO 216	4		COUR	PARSY 19 RUE DE WATTIGNIES	HOTEL DE LA METROPOLE CS 50749	PUBLIC		16 000 €		
TOURCOING	**WATTIGNIES**								**504 500 €**	**47 000 €**	**- €**	
									4 241 050 €	**1 038 560 €**		**- 249 450,00**

PREVISION DE TRESORERIE

PREVISION DE TRESORERIE		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	
	POSTE	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	MONTANT HT	Total
	MONTANT TOTAL DES DEPENSES H.T.	**47 443 €**	**1 854 591 €**	**1 447 489 €**	**3 066 901 €**	**2 867 084 €**	**870 104 €**	**1 144 722 €**	**787 417 €**	**857 992 €**	**1 070 447 €**	**740 922 €**	**130 407 €**	**14 885 519 €**
A	**ETUDE DE CALIBRAGE**	**- €**	**241 800 €**	**15 000 €**	**15 000 €**	**15 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**286 800 €**
A1	**Analyse du bâti et diagnostic urbain**	**- €**	**133 800 €**	**15 000 €**	**15 000 €**	**15 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**178 800 €**
A2	**Analyse de l'état foncier et immobilier**	**- €**	**72 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**72 000 €**
A4	**Etude et accompagnement juridique**	**- €**	**36 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**36 000 €**
B	**RELOGEMENT (FRAIS)**	**- €**	**6 120 €**	**14 610 €**	**22 935 €**	**38 730 €**	**63 705 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**146 100 €**
B1	**Plan de relogement**	**- €**	**6 120 €**	**14 610 €**	**22 935 €**	**38 730 €**	**63 705 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**146 100 €**
C	**ACQUISITIONS / FRAIS DE SECURISATON ET DE GESTION / IMPOTS ET TAXES**	**- €**	**1 131 006 €**	**913 417 €**	**1 892 286 €**	**2 161 660 €**	**86 993 €**	**158 443 €**	**22 295 €**	**11 148 €**	**11 148 €**	**11 144 €**	**- €**	**6 399 540 €**
C1	**Apports en nature MEL**	**- €**	**830 560 €**	**83 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**125 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**1 038 560 €**
C21	**Acquisitions (hors immeubles propriétés ville ou MEL)**	**- €**	**271 448 €**	**781 347 €**	**1 823 143 €**	**2 083 592 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**4 959 530 €**
C22	**Frais de notaire et autres frais d'acquisition**													
C3	**Travaux immeubles acquis occupés**	**- €**	**17 850 €**	**26 775 €**	**35 700 €**	**44 625 €**	**53 550 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**178 500 €**
C4	**Urbanisme transitoire**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
C5	**Impots et taxes**	**- €**	**11 148 €**	**22 295 €**	**33 443 €**	**33 443 €**	**33 443 €**	**33 443 €**	**22 295 €**	**11 148 €**	**11 148 €**	**11 144 €**	**- €**	**222 950 €**
D	**TRAVAUX**	**- €**	**45 500 €**	**91 000 €**	**666 663 €**	**191 888 €**	**250 251 €**	**650 653 €**	**418 783 €**	**531 138 €**	**743 593 €**	**531 137 €**	**- €**	**4 120 606 €**
D1	**I - Libération des sols**	**- €**	**45 500 €**	**91 000 €**	**519 108 €**	**142 703 €**	**148 097 €**	**385 052 €**	**258 392 €**	**331 922 €**	**464 691 €**	**331 922 €**	**- €**	**2 718 387 €**
D2	**II - Travaux sur immeubles**	**- €**	**- €**	**- €**	**64 125 €**	**21 375 €**	**53 970 €**	**140 322 €**	**63 521 €**	**69 888 €**	**97 843 €**	**69 886 €**	**- €**	**580 930 €**
D3	**III - Travaux sur emprise foncière**	**- €**	**- €**	**- €**	**83 430 €**	**27 810 €**	**48 184 €**	**125 279 €**	**96 870 €**	**129 328 €**	**181 059 €**	**129 329 €**	**- €**	**821 289 €**
E	**HONORAIRES DE MAITRISE D'ŒUVRE**	**- €**	**26 784 €**	**26 784 €**	**53 568 €**	**53 568 €**	**53 568 €**	**53 568 €**	**64 281 €**	**64 281 €**	**64 281 €**	**64 281 €**	**10 715 €**	**535 679 €**
F	**FRAIS DE MAITRISE D'OUVRAGE**	**6 599 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 367 €**	**29 692 €**	**329 961 €**
G	**REMUNERATION**	**40 844 €**	**374 014 €**	**357 311 €**	**387 082 €**	**376 871 €**	**386 220 €**	**252 691 €**	**252 691 €**	**222 058 €**	**222 058 €**	**104 993 €**	**90 000 €**	**3 066 833 €**
G1	**Enquête sociale (dossiers ANAH)**	**- €**	**37 125 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**37 125 €**
G2	**Ingénierie Relogement et accompagnement social**	**- €**	**71 400 €**	**71 400 €**	**71 400 €**	**71 400 €**	**71 400 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**357 000 €**
G3	**Pilotage général - Conduite de projet**	**40 844 €**	**265 489 €**	**285 911 €**	**315 682 €**	**305 471 €**	**314 820 €**	**252 691 €**	**252 691 €**	**222 058 €**	**222 058 €**	**104 993 €**	**90 000 €**	**2 672 708 €**
G31	Conduite de projet : gestion administrative et suivi opérationnel	40 844 €	265 489 €	285 911 €	296 122 €	285 911 €	275 700 €	194 011 €	194 011 €	163 378 €	163 378 €	26 753 €	- €	2 191 508 €
G32	Mobilisation de subvention	- €	- €	- €	19 560 €	19 560 €	39 120 €	58 680 €	58 680 €	58 680 €	58 680 €	78 240 €	- €	391 200 €
G33	Cloture du contrat de concession	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	90 000 €	90 000 €
H	**FRAIS FINANCIERS**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
	MONTANT TOTAL DES RECETTES H.T.	**- €**	**1 930 560 €**	**1 183 000 €**	**4 195 600 €**	**2 308 925 €**	**1 391 200 €**	**795 909 €**	**586 800 €**	**722 550 €**	**720 725 €**	**916 325 €**	**133 925 €**	**14 885 519 €**
I	**Cessions**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**113 325 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**135 750 €**	**133 925 €**	**133 925 €**	**133 925 €**	**650 850 €**
J	**Participations et Subventions**	**- €**	**1 930 560 €**	**1 183 000 €**	**4 195 600 €**	**2 195 600 €**	**1 391 200 €**	**795 909 €**	**586 800 €**	**586 800 €**	**586 800 €**	**782 400 €**	**- €**	**14 234 669 €**
J1	Participation aux apports en nature MEL	- €	830 560 €	83 000 €	- €	- €	- €	125 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	1 038 560 €
J2	Participation globale MEL	- €	1 100 000 €	1 100 000 €	4 000 000 €	2 000 000 €	1 000 000 €	84 109 €	- €	- €	- €	- €	- €	9 284 109 €
J3	Subvention ANAH	- €	- €	- €	120 600 €	120 600 €	241 200 €	361 800 €	361 800 €	361 800 €	361 800 €	482 400 €	- €	2 412 000 €
J4	Subvention Fond Vert	- €	- €	- €	75 000 €	75 000 €	150 000 €	225 000 €	225 000 €	225 000 €	225 000 €	300 000 €	- €	1 500 000 €

TRESORERIE	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	TOTAL
Trésorerie annuelle	- 47 443 €	75 969 €	- 264 489 €	1 128 699 €	- 558 159 €	521 096 €	- 348 813 €	- 200 617 €	- 135 442 €	- 349 722 €	175 403 €	3 518 €	
Trésorerie cumulée	**- 47 443 €**	**28 526 €**	**- 235 963 €**	**892 736 €**	**334 577 €**	**855 673 €**	**506 860 €**	**306 243 €**	**170 801 €**	**- 178 921 €**	**- 3 518 €**	**- €**	

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110663-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0188

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ARMENTIERES -

SECTEUR MURETS ET ERQUINGHEM - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative,

Vu l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL,

Vu la délibération n°23-C-0430 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 qui attribue à la SPLA La fabrique des quartiers une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing.

Sur la commune d'Armentières, deux périmètres sont concernés : Murets (cour Decollewaert) et Erquinghem.

L'objectif est la démolition des îlots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.

La démolition des immeubles permettra le réaménagement de l'îlot avec la redistribution de jardins pour les maisons de front à rue.

Ces deux périmètres feront l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- Une réunion d'information collective,

- Un dépliant, diffusé toutes boîtes, dans les rues situées autour des périmètres concernés,
- Une information sur le site internet de la Métropole européenne de Lille,
- Une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

A l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres Murets (cour Decollewaert) et Erquinghem ;
2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;
3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0188

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ARMENTIERES -

SECTEUR MURETS ET ERQUINGHEM - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative,

Vu l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL,

Vu la délibération n°23-C-0430 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 qui attribue à la SPLA La fabrique des quartiers une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing.

Sur la commune d'Armentières, deux périmètres sont concernés : Murets (cour Decollewaert) et Erquinghem.

L'objectif est la démolition des îlots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.

La démolition des immeubles permettra le réaménagement de l'îlot avec la redistribution de jardins pour les maisons de front à rue.

Ces deux périmètres feront l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- Une réunion d'information collective,

- Un dépliant, diffusé toutes boîtes, dans les rues situées autour des périmètres concernés,
- Une information sur le site internet de la Métropole européenne de Lille,
- Une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

A l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres Murets (cour Decollewaert) et Erquinghem ;
2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;
3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110664-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0189

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LILLE -

SECTEURS GRUSON ET BACQUET - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative ;

Vu l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL ;

Vu la délibération n° 23-C-0430 du Conseil en date du 15 décembre 2023 attribuant à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing. Sur la commune de Lille, deux périmètres sont concernés : Gruson et Bacquet.

L'objectif est la démolition des ilots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.
La démolition des immeubles permettra le réaménagement de l'ilot.

Ce périmètre fera l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- une réunion d'information collective ;
- un dépliant, diffusé toutes boites, dans les rues situées autour du périmètre concerné ;
- une information sur le site internet de la Métropole européenne de Lille ;

- une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

À l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres Gruson et Bacquet ;

2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;

3) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0189

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LILLE -

SECTEURS GRUSON ET BACQUET - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative ;

Vu l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL ;

Vu la délibération n° 23-C-0430 du Conseil en date du 15 décembre 2023 attribuant à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing. Sur la commune de Lille, deux périmètres sont concernés : Gruson et Bacquet.

L'objectif est la démolition des ilots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.
La démolition des immeubles permettra le réaménagement de l'ilot.

Ce périmètre fera l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- une réunion d'information collective ;
- un dépliant, diffusé toutes boites, dans les rues situées autour du périmètre concerné ;
- une information sur le site internet de la Métropole européenne de Lille ;

- une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

À l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres Gruson et Bacquet ;

2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;

3) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110665-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0190

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ROUBAIX -

SECTEURS AMMERSVAL, DELCROIX ET CONDE - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative.

Vu l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL.

Vu la délibération n°23-C-0430 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 attribuant à la SPLA La fabrique des quartiers une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing.
Sur la commune de Roubaix, trois périmètres sont concernés : Ammersval, Delcroix, Condé.

L'objectif est la démolition des îlots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.

La démolition des immeubles permettra le réaménagement de l'îlot, selon le périmètre, grâce à la redistribution de jardins pour les maisons de front à rue, la création d'espaces partagés ou la reconstruction de logements.

Ces trois périmètres feront l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- Une réunion d'information collective,

- Un dépliant, diffusé toutes boîtes, dans les rues situées autour des périmètres concernés,
- Une information sur le site internet de la Métropole Européenne de Lille,
- Une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

À l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres : Ammersval, Delcroix, Condé ;
2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;
3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0190

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ROUBAIX -

SECTEURS AMMERSVAL, DELCROIX ET CONDE - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative.

Vu l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL.

Vu la délibération n°23-C-0430 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 attribuant à la SPLA La fabrique des quartiers une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing.
Sur la commune de Roubaix, trois périmètres sont concernés : Ammersval, Delcroix, Condé.

L'objectif est la démolition des îlots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.

La démolition des immeubles permettra le réaménagement de l'îlot, selon le périmètre, grâce à la redistribution de jardins pour les maisons de front à rue, la création d'espaces partagés ou la reconstruction de logements.

Ces trois périmètres feront l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- Une réunion d'information collective,

- Un dépliant, diffusé toutes boîtes, dans les rues situées autour des périmètres concernés,
- Une information sur le site internet de la Métropole Européenne de Lille,
- Une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

À l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres : Ammersval, Delcroix, Condé ;
2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;
3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110666-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0191

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

TOURCOING -

SECTEURS BOSSUT ET WATTIGNIES - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative,

Vu l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL,

Vu la délibération n°23-C-0430 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 validant l'attribution à la SPLA « Fabrique des quartiers » d'une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing.
Sur la commune de Tourcoing, deux périmètres sont concernés : Bossut et Wattignies.

L'objectif est la démolition des îlots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.

La démolition des immeubles permettra le réaménagement des îlots selon les périmètres, grâce à la redistribution de jardins, du stationnement ou la reconstruction de logements.

Ces deux périmètres feront l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- Une réunion d'information collective,
- Un dépliant, diffusé toutes boîtes, dans les rues situées autour des périmètres concernés,

- Une information sur le site internet de la Métropole européenne de Lille,
- Une information sur le site internet de la ville de Tourcoing,
- Une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

À l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres : Bossut et Wattignies ;
2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;
3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0191

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

TOURCOING -

SECTEURS BOSSUT ET WATTIGNIES - OPERATION DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - LANCEMENT D'UNE CONCERTATION PREALABLE

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme qui permet l'organisation d'une concertation facultative,

Vu l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, qui indique que les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la MEL,

Vu la délibération n°23-C-0430 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 validant l'attribution à la SPLA « Fabrique des quartiers » d'une concession d'aménagement relative à l'opération de résorption de l'habitat insalubre multi-sites.

I. Exposé des motifs

L'opération de résorption d'habitat insalubre (RHI) d'une durée 11 ans concerne 9 périmètres répartis sur les communes d'Armentières, Lille, Roubaix et Tourcoing.
Sur la commune de Tourcoing, deux périmètres sont concernés : Bossut et Wattignies.

L'objectif est la démolition des îlots insalubres, dont le traitement passe par plusieurs étapes : acquisition, relogement des occupants, démolition, travaux de confortation et aménagement des sols libérés.

La démolition des immeubles permettra le réaménagement des îlots selon les périmètres, grâce à la redistribution de jardins, du stationnement ou la reconstruction de logements.

Ces deux périmètres feront l'objet d'une procédure de DUP aménagement.

Il convient d'engager la concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes du quartier. Conformément au traité de concession, la SPLA sera en charge du dossier, pour le compte de la MEL, qui définit les modalités de concertation dans le cadre de la procédure de DUP.

Les modalités envisagées pour cette concertation sont les suivantes :

- Une réunion d'information collective,
- Un dépliant, diffusé toutes boîtes, dans les rues situées autour des périmètres concernés,

- Une information sur le site internet de la Métropole européenne de Lille,
- Une information sur le site internet de la ville de Tourcoing,
- Une exposition sur le projet constituée d'un panneau de présentation, d'un document d'information, d'un registre destiné à recevoir les observations recueillies en mairie.

À l'issue de la concertation, un bilan sera tiré en incluant les remarques qui auront pu être faites sur les différents registres et sur le site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement des périmètres : Bossut et Wattignies ;
2) d'engager la concertation préalable à ce projet selon les modalités définies ci-dessus ;
3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder à toutes formalités à intervenir dans le cadre de la procédure de concertation.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110667-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0192

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ROUBAIX -

RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - 7EME TRANCHE - CONVENTION DE MANDAT - AVENANT N° 11

Vu la délibération n° 12 C 0346 du 29 juin 2012 relative à la mise en œuvre des dispositions opérationnelles et financières de l'opération de résorption de l'habitat insalubre 7ème tranche (RHI 7) sur Roubaix et à la convention de mandat correspondante confiée à La Fabrique des quartiers - Métropole européenne de Lille SPLA pour une durée de 6 ans ;

Vu la délibération n° 12 C 0656 du 9 novembre 2012 relative à l'avenant n° 1 confiant à la SPLA la mission de dépôt des dossiers de demandes de subvention auprès des financeurs ;

Vu la délibération n° 13 C 0071 du 15 février 2013 relative à l'avenant n° 2 confiant à La Fabrique des quartiers la gestion des biens de quatre cours prioritaires : cours Verfaillie, Pollet, Vreck-Lenne et Plamont Noguez, pour un montant de 42 226 € TTC ;

Vu la délibération n° 13 C 0275 du 21 juin 2013 relative à l'avenant n° 3 qui avait pour objet la gestion des biens des douze dernières cours de l'opération RHI 7 pour un montant de 187 285 € TTC ;

Vu la délibération n° 14 C 0883 du 19 décembre 2014 relative à l'avenant n° 4 précisant les modalités de cession des terrains libérés après démolition sur le périmètre de la cour Pollet et étendant le périmètre d'intervention du mandat de l'opération RHI tranche 7 à quelques parcelles ;

Vu la délibération n° 17 C 0118 du 10 février 2017 relative à l'avenant n° 5 ajustant la convention de mandat afin d'intégrer le financement des missions relatives à la mise en sécurité et la gestion des biens, sans impact financier ;

Vu la délibération n° 18 C 0297 du 15 juin 2018 relative à l'avenant n° 6 qui a prolongé la durée du mandat initiale de 3 ans, soit jusqu'au mois d'août 2021, dans l'attente de l'aboutissement des procédures de déclaration d'utilité publique, afin de permettre à La Fabrique des quartiers de terminer ses missions ;

Vu la délibération n° 19 C 0301 du 28 janvier 2019 relative à l'avenant n° 7 qui a modifié l'article 2 "contenu de la mission" de la convention de mandat, actant le transfert du dossier de subvention de l'Anah à la MEL en tant que maitre d'ouvrage ;

Vu la délibération n° 20 C 0430 relative à l'avenant n° 8 qui avait pour objet d'actualiser le bilan d'opération, permettant d'intégrer la subvention de l'Anah d'un montant de 671 182 € ;

Vu la délibération n° 21 C 0331 du 28 juin 2021 relative à l'avenant n° 9 qui a prolongé la durée du mandat de 3 ans, soit jusqu'au 31 août 2024, dans l'attente de l'aboutissement des procédures de déclaration d'utilité publique, afin de permettre à La fabrique des quartiers de terminer ses missions ;

Vu la délibération n° 21-C-0492 du 15 octobre 2021 relative à l'avenant n° 10 qui a intégré des travaux imprévus et des évolutions de programme imposées ainsi qu'une rémunération complémentaire pour le suivi des travaux et des missions annexes pour un montant global estimé à 694 696 € TTC.

I. Exposé des motifs

Le montant des dépenses estimées au bilan prévisionnel est de 5 138 284 € TTC. Dix avenants successifs sont déjà intervenus pour ce dossier.

Un seul périmètre reste à démolir dans le cadre du mandat d'opération RHI 7 Roubaix : le périmètre "Sept-Ponts-Nouveau Monde" comprenant la cour Saint-Antoine.

L'accès à la cour Saint-Antoine étant exigu, la démolition sera effectuée par la parcelle adjacente propriété de la Métropole européenne de Lille (MEL). Afin de réaliser les travaux, une mise à disposition par la MEL de la parcelle AX 511 est donc nécessaire.

Cette complexité d'accès entraine un retard dans le planning des travaux.

La durée du mandat est ainsi prolongée jusqu'au 31 décembre 2024. Cette prolongation n'a pas d'incidence financière.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 11 à la convention de mandat relative à l'opération de résorption d'habitat insalubre, tranche 7, sur Roubaix.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Anissa BADERI, Isabelle MARIAGE-DESREUX et Estelle RODES ainsi que MM. Karim AMROUNI, Jean-Philippe ANDRIES, Sébastien FITAMANT, Alexandre GARCIN, Jean-François LEGRAND, Christian LEWILLE et Charles-Alexandre PROKOPOWICZ n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0192

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ROUBAIX -

RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE - 7EME TRANCHE - CONVENTION DE MANDAT - AVENANT N° 11

Vu la délibération n° 12 C 0346 du 29 juin 2012 relative à la mise en œuvre des dispositions opérationnelles et financières de l'opération de résorption de l'habitat insalubre 7ème tranche (RHI 7) sur Roubaix et à la convention de mandat correspondante confiée à La Fabrique des quartiers - Métropole européenne de Lille SPLA pour une durée de 6 ans ;

Vu la délibération n° 12 C 0656 du 9 novembre 2012 relative à l'avenant n° 1 confiant à la SPLA la mission de dépôt des dossiers de demandes de subvention auprès des financeurs ;

Vu la délibération n° 13 C 0071 du 15 février 2013 relative à l'avenant n° 2 confiant à La Fabrique des quartiers la gestion des biens de quatre cours prioritaires : cours Verfaillie, Pollet, Vreck-Lenne et Plamont Noguez, pour un montant de 42 226 € TTC ;

Vu la délibération n° 13 C 0275 du 21 juin 2013 relative à l'avenant n° 3 qui avait pour objet la gestion des biens des douze dernières cours de l'opération RHI 7 pour un montant de 187 285 € TTC ;

Vu la délibération n° 14 C 0883 du 19 décembre 2014 relative à l'avenant n° 4 précisant les modalités de cession des terrains libérés après démolition sur le périmètre de la cour Pollet et étendant le périmètre d'intervention du mandat de l'opération RHI tranche 7 à quelques parcelles ;

Vu la délibération n° 17 C 0118 du 10 février 2017 relative à l'avenant n° 5 ajustant la convention de mandat afin d'intégrer le financement des missions relatives à la mise en sécurité et la gestion des biens, sans impact financier ;

Vu la délibération n° 18 C 0297 du 15 juin 2018 relative à l'avenant n° 6 qui a prolongé la durée du mandat initiale de 3 ans, soit jusqu'au mois d'août 2021, dans l'attente de l'aboutissement des procédures de déclaration d'utilité publique, afin de permettre à La Fabrique des quartiers de terminer ses missions ;

Vu la délibération n° 19 C 0301 du 28 janvier 2019 relative à l'avenant n° 7 qui a modifié l'article 2 "contenu de la mission" de la convention de mandat, actant le transfert du dossier de subvention de l'Anah à la MEL en tant que maitre d'ouvrage ;

Vu la délibération n° 20 C 0430 relative à l'avenant n° 8 qui avait pour objet d'actualiser le bilan d'opération, permettant d'intégrer la subvention de l'Anah d'un montant de 671 182 € ;

Vu la délibération n° 21 C 0331 du 28 juin 2021 relative à l'avenant n° 9 qui a prolongé la durée du mandat de 3 ans, soit jusqu'au 31 août 2024, dans l'attente de l'aboutissement des procédures de déclaration d'utilité publique, afin de permettre à La fabrique des quartiers de terminer ses missions ;

Vu la délibération n° 21-C-0492 du 15 octobre 2021 relative à l'avenant n° 10 qui a intégré des travaux imprévus et des évolutions de programme imposées ainsi qu'une rémunération complémentaire pour le suivi des travaux et des missions annexes pour un montant global estimé à 694 696 € TTC.

I. Exposé des motifs

Le montant des dépenses estimées au bilan prévisionnel est de 5 138 284 € TTC. Dix avenants successifs sont déjà intervenus pour ce dossier.

Un seul périmètre reste à démolir dans le cadre du mandat d'opération RHI 7 Roubaix : le périmètre "Sept-Ponts-Nouveau Monde" comprenant la cour Saint-Antoine.

L'accès à la cour Saint-Antoine étant exigu, la démolition sera effectuée par la parcelle adjacente propriété de la Métropole européenne de Lille (MEL). Afin de réaliser les travaux, une mise à disposition par la MEL de la parcelle AX 511 est donc nécessaire.

Cette complexité d'accès entraine un retard dans le planning des travaux.

La durée du mandat est ainsi prolongée jusqu'au 31 décembre 2024. Cette prolongation n'a pas d'incidence financière.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 11 à la convention de mandat relative à l'opération de résorption d'habitat insalubre, tranche 7, sur Roubaix.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Anissa BADERI, Isabelle MARIAGE-DESREUX et Estelle RODES ainsi que MM. Karim AMROUNI, Jean-Philippe ANDRIES, Sébastien FITAMANT, Alexandre GARCIN, Jean-François LEGRAND, Christian LEWILLE et Charles-Alexandre PROKOPOWICZ n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110702-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0193

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LOOS -

APPROBATION DU REGLEMENT MUNICIPAL FIXANT LES CONDITIONS DU CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX DESTINES A L'HABITATION

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au Logement et un Urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 367-7 et suivants, L651-2 et suivants ;

Vu le code du tourisme et notamment les articles L324-1 et suivants et D324-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-2 ;

Vu le programme local de l'habitat 2022-2028 adopté par délibération n°23 C 0178 du 30 juin 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Loos, n°2022-09-29-08 du 29 septembre 2022, rendant un avis favorable au projet de programme local de l'habitat métropolitain.

I. Exposé des motifs

Transformer un local à usage d'habitation en un local professionnel ou commercial est un changement d'usage tel que défini dans le code de la construction et de l'habitation.

Il est possible d'encadrer le changement d'usage sur sa commune par la mise en place d'un règlement imposant une autorisation préalable au changement d'usage. Cette disposition est prise compte tenu de la pression immobilière. Il s'agit d'un des outils de régulation du parc privé repris dans le Programme local de l'habitat adopté en juin 2023.

Deux règlements sur le changement d'usage existent déjà sur la commune de Lille depuis 2019 et sur la commune de La Madeleine depuis 2023.

Deux possibilités sont ouvertes alternativement aux autres communes de la Métropole Européenne de Lille (MEL) :

- Soit elles sont dans la zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants (liste fixée par décret) : elles peuvent alors solliciter la Métropole européenne de Lille qui est compétente pour la mise en place d'un règlement ;
- Soit elles ne font pas partie de la zone d'urbanisation et doivent alors solliciter le Préfet pour la mise en place d'un règlement.

La commune de Loos est dans le premier cas. Elle souhaite mettre en place un règlement de changement d'usage sur son territoire, pour réguler le développement des meublés de tourisme, dans un contexte de marché du logement très tendu.

En effet, la MEL (95 communes) compte 59 communes en zone tendue, "où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social" (article 232 du Code général des impôts (CGI).

La commune de Loos située parmi les 59 communes de la zone tendue, est classée en zone A, témoignant du déséquilibre accru, sur son territoire, entre l'offre et la demande de logement (sur le territoire de la MEL : 8 communes en zone A et 60 communes en zone B1).

Il en résulte une difficulté d'accès au parc locatif privé comme social de la commune, pour les étudiants, jeunes ou familles à revenu modeste :

- Les loyers privés y sont élevés notamment ceux des logements de petite taille, et situés dans les secteurs les plus prisés pour le développement des meublés de tourisme. Ainsi, les T1 ont un prix médian au m² de 14,5 euros en 2022 (source : observatoire local des loyers) ;
- L'accès au parc locatif social est limité du fait d'une tension locative en progression (de 3,8 en 2021 à 5,2 en 2023 ; source SNE). En 2023, 236 attributions ont été réalisées pour 1247 demandeurs, un demandeur attendait en moyenne 22 mois pour se voir attribuer un logement contre 17 mois en 2019.

Les prix des biens mis en vente ont fortement augmenté rendant également difficile le parcours résidentiel des ménages à revenus intermédiaires : le prix médian des maisons a augmenté de 16% entre 2016-2018 et 2020-2022 (passant de 157 250€ à 182 000€), celui des appartements de 20% (passant de 2 193€/m2 à 2 630€/m2 ; source PERVAL).

Enfin, le parc de logements vacants de plus de 2 ans offre peu d'opportunités de mobilisation, avec 165 logements recensés (2,2% du parc privé ; source : LOVAC 2022), l'essentiel de la vacance recensée à Loos étant une vacance de courte durée, dite de rotation entre deux locations (9,9 % en 2021 ; source INSEE).

Dans ce contexte, toute soustraction de logements à d'autre usage pèse lourdement sur le parcours des ménages.

Or, l'offre de meublés de tourisme est en développement sur Loos, commune limitrophe de Lille, ville centre, déjà dotée d'un règlement d'usage.

Ce développement concerne tous les types de logements sur l'ensemble du périmètre communal. En matière de meublés à vocation touristique, il est ainsi observé entre 2020 et 2023 :

- + 92% d'offres de logements entiers réservables dans la commune, contre +15% dans la MEL ;
- + 286% de logement entiers réservables plus de 120 jours par an, soit 27 logements en 2023, contre +37.8% dans la MEL ;
- 15 logements entiers réservés plus de 120 jours en 2023, soit +650% par rapport à 2020, contre +261% dans la MEL ;
- Les logements entiers réservés plus de 120 jours par an représentent 31.3% des logements entiers réservables en 2023 dans la commune de La Madeleine, contre 35.8% pour la MEL.

Pour préserver son offre de logements et ne pas accroître encore la tension locative, un règlement du changement d'usage est ainsi proposé sur le territoire loossois, afin de pouvoir agir en amont d'un développement plus important des meublés. Il est présenté en annexe à la présente délibération.

L'instruction, la délivrance des autorisations et le contrôle des usages autorisés seront effectués par les services de la commune conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation. La commune mettra en place un système municipal d'enregistrement des meublés de tourisme.

Comme le prévoit l'article L. 651-2 du même code, le produit des amendes sera versé à la commune sur laquelle est situé le local.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

D'approuver le règlement municipal de la ville de Loos fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations. Le règlement s'appliquera aux demandes déposées à compter du 1er janvier 2025.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0193

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LOOS -

APPROBATION DU REGLEMENT MUNICIPAL FIXANT LES CONDITIONS DU CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX DESTINES A L'HABITATION

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au Logement et un Urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 367-7 et suivants, L651-2 et suivants ;

Vu le code du tourisme et notamment les articles L324-1 et suivants et D324-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-2 ;

Vu le programme local de l'habitat 2022-2028 adopté par délibération n°23 C 0178 du 30 juin 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Loos, n°2022-09-29-08 du 29 septembre 2022, rendant un avis favorable au projet de programme local de l'habitat métropolitain.

I. Exposé des motifs

Transformer un local à usage d'habitation en un local professionnel ou commercial est un changement d'usage tel que défini dans le code de la construction et de l'habitation.

Il est possible d'encadrer le changement d'usage sur sa commune par la mise en place d'un règlement imposant une autorisation préalable au changement d'usage. Cette disposition est prise compte tenu de la pression immobilière. Il s'agit d'un des outils de régulation du parc privé repris dans le Programme local de l'habitat adopté en juin 2023.

Deux règlements sur le changement d'usage existent déjà sur la commune de Lille depuis 2019 et sur la commune de La Madeleine depuis 2023.

Deux possibilités sont ouvertes alternativement aux autres communes de la Métropole Européenne de Lille (MEL) :

- Soit elles sont dans la zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants (liste fixée par décret) : elles peuvent alors solliciter la Métropole européenne de Lille qui est compétente pour la mise en place d'un règlement ;
- Soit elles ne font pas partie de la zone d'urbanisation et doivent alors solliciter le Préfet pour la mise en place d'un règlement.

La commune de Loos est dans le premier cas. Elle souhaite mettre en place un règlement de changement d'usage sur son territoire, pour réguler le développement des meublés de tourisme, dans un contexte de marché du logement très tendu.

En effet, la MEL (95 communes) compte 59 communes en zone tendue, "où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social" (article 232 du Code général des impôts (CGI).

La commune de Loos située parmi les 59 communes de la zone tendue, est classée en zone A, témoignant du déséquilibre accru, sur son territoire, entre l'offre et la demande de logement (sur le territoire de la MEL : 8 communes en zone A et 60 communes en zone B1).

Il en résulte une difficulté d'accès au parc locatif privé comme social de la commune, pour les étudiants, jeunes ou familles à revenu modeste :

- Les loyers privés y sont élevés notamment ceux des logements de petite taille, et situés dans les secteurs les plus prisés pour le développement des meublés de tourisme. Ainsi, les T1 ont un prix médian au m² de 14,5 euros en 2022 (source : observatoire local des loyers) ;
- L'accès au parc locatif social est limité du fait d'une tension locative en progression (de 3,8 en 2021 à 5,2 en 2023 ; source SNE). En 2023, 236 attributions ont été réalisées pour 1247 demandeurs, un demandeur attendait en moyenne 22 mois pour se voir attribuer un logement contre 17 mois en 2019.

Les prix des biens mis en vente ont fortement augmenté rendant également difficile le parcours résidentiel des ménages à revenus intermédiaires : le prix médian des maisons a augmenté de 16% entre 2016-2018 et 2020-2022 (passant de 157 250€ à 182 000€), celui des appartements de 20% (passant de 2 193€/m2 à 2 630€/m2 ; source PERVAL).

Enfin, le parc de logements vacants de plus de 2 ans offre peu d'opportunités de mobilisation, avec 165 logements recensés (2,2% du parc privé ; source : LOVAC 2022), l'essentiel de la vacance recensée à Loos étant une vacance de courte durée, dite de rotation entre deux locations (9,9 % en 2021 ; source INSEE).

Dans ce contexte, toute soustraction de logements à d'autre usage pèse lourdement sur le parcours des ménages.

Or, l'offre de meublés de tourisme est en développement sur Loos, commune limitrophe de Lille, ville centre, déjà dotée d'un règlement d'usage.

Ce développement concerne tous les types de logements sur l'ensemble du périmètre communal. En matière de meublés à vocation touristique, il est ainsi observé entre 2020 et 2023 :

- + 92% d'offres de logements entiers réservables dans la commune, contre +15% dans la MEL ;
- + 286% de logement entiers réservables plus de 120 jours par an, soit 27 logements en 2023, contre +37.8% dans la MEL ;
- 15 logements entiers réservés plus de 120 jours en 2023, soit +650% par rapport à 2020, contre +261% dans la MEL ;
- Les logements entiers réservés plus de 120 jours par an représentent 31.3% des logements entiers réservables en 2023 dans la commune de La Madeleine, contre 35.8% pour la MEL.

Pour préserver son offre de logements et ne pas accroître encore la tension locative, un règlement du changement d'usage est ainsi proposé sur le territoire loossois, afin de pouvoir agir en amont d'un développement plus important des meublés. Il est présenté en annexe à la présente délibération.

L'instruction, la délivrance des autorisations et le contrôle des usages autorisés seront effectués par les services de la commune conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation. La commune mettra en place un système municipal d'enregistrement des meublés de tourisme.

Comme le prévoit l'article L. 651-2 du même code, le produit des amendes sera versé à la commune sur laquelle est situé le local.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

D'approuver le règlement municipal de la ville de Loos fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations. Le règlement s'appliquera aux demandes déposées à compter du 1er janvier 2025.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Règlement métropolitain relatif à la Ville de Loos fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en application de la section 2 du chapitre 1er du titre III du livre VI du Code de la construction et de l'habitation

Conformément aux dispositions de la section 2 (changements d'usage et usages mixtes de locaux d'habitation) du chapitre 1er du titre III du livre VI du code de la construction et de l'habitation (CCH), le changement d'usage de locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable délivrée par le Maire de Loos selon les modalités définies par le présent règlement.

Article 1 : Champ d'application

Constituent des locaux destinés à l'habitation toutes catégories de logements et leurs annexes, y compris les logements-foyers, logements de gardien, chambres de service, logements de fonction, logements inclus dans un bail commercial, locaux meublés donnés en location dans les conditions de l'article L. 632-1.

Un local est réputé à usage d'habitation s'il était affecté à cet usage au 1er janvier 1970. Cette affectation peut être établie par tout mode de preuve. Les locaux construits ou faisant l'objet de travaux ayant pour conséquence d'en changer la destination postérieurement au 1er janvier 1970 sont réputés avoir l'usage pour lequel la construction ou les travaux sont autorisés.

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la commune de Loos.

Article 2 : Dispositions générales applicables à toutes les demandes d'autorisation

Toute demande d'autorisation est soumise aux dispositions des articles L. 631-7 à L. 631-9 du Code de la construction et de l'habitation.

Il existe deux régimes d'autorisation :

- Autorisation à titre personnel : l'autorisation de changement d'usage obtenue sans compensation est accordée à titre personnel. Elle cesse de produire effet lorsqu'il est mis fin, à titre définitif, pour quelque raison que ce soit, à l'exercice professionnel du bénéficiaire.

Toutes les autorisations octroyées sans compensation le seront à titre personnel et non cessibles. En

cas de changement de titulaire de l'autorisation délivrée à titre personnel, une nouvelle demande de changement d'usage sera à obtenir.

- Autorisation à titre réel : l'autorisation subordonnée à une compensation revêt quant à elle un caractère réel. Elle doit faire l'objet d'un changement de destination attaché au local et devient définitive au regard des règles d'urbanisme en application de l'article R421-17 du Code de l'urbanisme.

L'autorisation de changement d'usage est accordée en tenant compte des objectifs de mixité sociale, de l'équilibre entre habitat et emploi dans les différents quartiers de la ville et de la nécessité de ne pas aggraver l'insuffisance de logements, précisés par le Programme Local de l'Habitat et le Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille en vigueur.

Les changements d'usage sont accordés à condition que les locaux objets du changement d'usage conservent les aménagements existants indispensables à l'habitation. Cette disposition ne s'applique pas dans les cas où l'autorisation est soumise à compensation et dans le cas où l'autorisation s'accompagne d'un changement de destination au sens du Code de l'urbanisme.

Le cas échéant et notamment pour les locaux situés en rez-de-chaussée: les autorisations de changements d'usage sont délivrées sous réserve qu'elles n'empêchent pas l'accès aux étages supérieurs et que les locaux situés aux étages conservent un accès direct et indépendant depuis la voie publique.

Toute autorisation de changement d'usage est accordée sous réserve des droits des tiers et, en particulier, des stipulations du bail ou du règlement de copropriété.

Concernant les professions libérales, l'autorisation est conférée à chaque professionnel libéral et non à la structure sociétale constituée entre eux.

Les autorisations délivrées à titre personnel sont incessibles et cessent de produire effet lorsqu'il est mis fin, à titre définitif, pour quelque raison que ce soit, à l'activité du bénéficiaire au titre de laquelle l'autorisation a été accordée.

En vue de préserver l'équilibre au sein d'une même copropriété ou d'une même unité foncière, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Loos, la demande de changement d'usage à titre personnel ou réel ne devra pas conduire à ce que la surface d'habitation soit inférieure à 50 % de la surface totale de l'immeuble.
Cette donnée s'obtient en additionnant les surfaces réelles totales de chacun des locaux à usage d'habitation de l'immeuble après déduction des surfaces des dépendances incorporées directement accessibles depuis l'intérieur des locaux, comme les garages ou les caves.
La détermination de l'usage des surfaces de l'immeuble tient compte des autorisations de changement d'usage déjà délivrées et en cours de validité dans l'immeuble.
La surface réelle est la surface retenue par l'administration fiscale pour déterminer la superficie d'un logement. Elle est composée de sa partie principales et de ses dépendances incorporées (directement accessibles depuis l'intérieur du local, comme les garages ou les caves).

Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle :

- dans les cas d'implantation d'activité, de quelque nature qu'elle soit affectant la totalité de l'immeuble ;

- dans le cas de la réalisation d'un équipement d'intérêt public ou collectif.

  L'équipement d'intérêt collectif correspond à une installation assurant un service d'intérêt général correspondant à un besoin collectif de la population, indépendamment du caractère privé ou public du porteur de projet, de son mode de gestion ou de son objet.

Article 3 : Durée et droits attachés aux autorisations de changement d'usage

Les autorisations de changement d'usage sont obtenues à titre personnel, pour une durée de 2 ans reconductibles, elles sont non cessibles.

Article 4 : Dispositions particulières relatives aux changements d'usage en meublé de tourisme

Il s'agit de la mise en location d'un local meublé destiné de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile.

Lorsque le local à usage d'habitation constitue la résidence principale du loueur, la résidence principale étant entendue comme le logement occupé au moins huit mois par an, l'autorisation de changement d'usage n'est pas nécessaire pour le louer pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile (dans la limite de 120 nuitées par an donc). Au-delà de 120 nuitées de location par an, l'autorisation de changement d'usage est nécessaire.

Concernant les demandes d'autorisation de changements d'usage d'un local d'habitation en vue d'y réaliser un meublé de tourisme, une autorisation temporaire peut être accordée, sans compensation, à titre personnel, pour une durée de 2 ans, non-renouvelable, et dans la limite d'une seule autorisation par propriétaire personne physique.

Ces demandes sont soumises aux dispositions de l'article 3 du présent règlement.

Article 5 : Conditions et modalités d'instruction des demandes d'autorisations

En application de l'article L.631-8 du C.C.H, lorsque le changement d'usage fait l'objet de travaux entrant dans le champ d'application du permis de construire, la demande de permis de construire (PC) ou la déclaration préalable (DP) vaut demande de changement d'usage. Le demandeur devra, néanmoins, compléter le formulaire de demande d'autorisation de changement d'usage parallèlement à une demande de PC ou d'une DP.

Ces travaux ne peuvent être exécutés qu'après l'obtention de l'autorisation mentionnée à l'article L.631-7 du C.C.H.

Dès lors qu'une autorisation de changement d'usage est requise, le pétitionnaire doit déposer un formulaire de demande accompagné des pièces justificatives, listées en annexe du formulaire au Service économie, Mairie de Loos, Hôtel de Ville, 104 rue du Maréchal Foch, 59120 LOOS.

Un formulaire est disponible pour les demandes de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) d'un local d'habitation à un autre usage que l'habitation.

Si le pétitionnaire est propriétaire du local faisant l'objet de la demande et que celui-ci est situé dans une copropriété, il devra fournir une attestation justifiant que le règlement de copropriété ne s'oppose pas au changement d'usage. Si le pétitionnaire n'est pas propriétaire du local ou ne dispose pas de droits réels sur ce local, il devra fournir un document attestant que le changement d'usage est autorisé par les ayants droits (accord écrit du propriétaire et règlement de copropriété). En tout état de cause, la Ville informera la copropriété (syndic ou président du conseil syndical) de la demande d'autorisation de changement d'usage.

À compter de la réception du formulaire, les services de la Mairie de Loos disposent de deux mois pour délivrer l'autorisation ou notifier le refus d'autorisation. En l'absence de réponse passé ce délai, l'autorisation est obtenue tacitement.

Dans le cas où la demande de PC ou DP vaut demande de changement d'usage, le délai d'instructionet de délivrance de l'autorisation est identique à celui de l'autorisation d'urbanisme concernée.

Article 6 : Stationnement

Lorsqu'il existe une place de stationnement véhicule rattachée au logement, soit en propre soit par le biais d'une location soit par le biais d'une concession lors de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme, celle-ci doit obligatoirement être indiquée dans la demande et mise à disposition des utilisateurs du meublé de tourisme.

Lorsqu'il n'existe pas de place de stationnement véhicule, aucune mise à disposition n'est exigée.

Lorsqu'il existe une ou plusieurs places de stationnement cycle rattachée au logement, soit en propre soit par le biais d'une location soit par le biais d'une concession lors de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme, celle(s)-ci doi(ven)t obligatoirement être indiquée(s) dans la demande et mise(s) à disposition des utilisateurs du meublé de tourisme.

Lorsqu'il n'existe pas de place de stationnement cycle, aucune mise à disposition n'est exigée.

Article 7 : Effectifs maximum pouvant être accueillis dans les logements et les immeubles

L'effectif maximum du nombre de personnes pouvant être accueillies dans le logement devra être conforme aux exigences du code de la construction et de l'habitation en termes de surfaces et volumes minimum à affecter par personnes dans un logement.

Le nombre maximum de personnes pouvant être accueillies dans les différents logements affectés à un usage temporaire de meublés de tourisme dans un même immeuble est strictement limité à 15 et ce, quelle que soit la nature juridique de l'immeuble et la qualité de son ou ses propriétaires.

Ne sont pas incluses à ces effectifs les personnes accueillies en meublés de tourisme :
- dans les résidences principales d'habitation
- dans les logements dont le changement d'usage a été obtenu de façon provisoire.

Article 8 : Infractions

En cas d'infraction aux dispositions de l'article L.631-7 du Code de la construction et de l'habitation, des poursuites auprès du tribunal de grande instance de Lille peuvent être engagéespour mettre en œuvre les sanctions prévues aux articles L.651-2 et L.651-3 du même Code :

- Toute personne qui enfreint les dispositions de l'article L. 631-7 ou qui ne se conforme pas aux conditions ou obligations imposées en application dudit article est passible d'une amende civile dont le montant ne peut excéder 50 000 euros par local irrégulièrement transformé. Cette amende est prononcée à la requête du ministère public par le président du tribunal de grande instance du lieu de l'immeuble, statuant en référé ; Le président du tribunal ordonne le retour à l'habitation des locaux transformés sans autorisation dans un délai qu'il fixe. À l'expiration de celui-ci, il prononce une astreinte d'un montant maximal de **1 000 euros par jour et par mètre carré utile des locaux irrégulièrement transformés**. Passé ce délai, l'administration peut procéder d'office, aux frais du contrevenant, à l'expulsion des occupants et à l'exécution des travaux nécessaires.
- Quiconque a sciemment fait de fausses déclarations, quiconque a, à l'aide de manœuvresfrauduleuses, dissimulé ou tenté de dissimuler les locaux soumis à déclaration, est passible d'un **emprisonnement d'un an** et d'une **amende de 80 000 euros** ou de l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal correctionnel prononce, en outre, la résiliation du bail et l'expulsion des locataires irrégulièrement installés.
- La non-reconductibilité dudit contrat liant la municipalité au tiers est engagée lorsque celle-ci fait l'objet de plainte de riverains concernant le tapage nocturne et autres nuisances sur la voie publique (déchets, stationnement gênant) pouvant être occasionnées par l'usage du bien en question.

Article 9 : Modalités d'exécution d'entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2025.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110701-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0194

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ROUBAIX -

APPROBATION DU REGLEMENT MUNICIPAL FIXANT LES CONDITIONS DU CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX DESTINES A L'HABITATION

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 367-7 et suivants, L651-2 et suivants ;

Vu le Code du tourisme et notamment les articles L324-1 et suivants et D324-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-2 ;

Vu le Programme local de l'habitat 2022-2028 adopté par délibération n°23-C-0178 du Conseil métropolitain du 30 juin 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Roubaix, n°281, du 6 octobre 2022, rendant un avis favorable sur le projet de programme local de l'habitat métropolitain.

I. Exposé des motifs

Transformer un local à usage d'habitation en un local professionnel ou commercial est un changement d'usage tel que défini dans le code de la construction et de l'habitation.

Il est possible d'encadrer le changement d'usage sur une commune par la mise en place d'un règlement imposant une autorisation préalable au changement d'usage. Cette disposition est prise compte tenu de la pression immobilière. Il s'agit d'un des outils de régulation du parc privé repris dans le Programme local de l'habitat adopté en juin 2023.

Deux règlements sur le changement d'usage existent déjà sur la commune de Lille depuis 2019 et sur la commune de La Madeleine depuis 2023.

Deux possibilités sont ouvertes alternativement aux autres communes de la MEL :

- soit elles sont dans la zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants (liste fixée par décret) : elles peuvent alors solliciter la Métropole européenne de Lille qui est compétente pour la mise en place d'un règlement,

- soit elles ne font pas partie de la zone d'urbanisation et doivent alors solliciter le Préfet pour la mise en place d'un règlement.

Roubaix est dans le premier cas. La commune souhaite mettre en place un règlement de changement d'usage sur son territoire, pour réguler le développement des meublés de tourisme, dans un contexte de marché du logement très tendu.

En effet, la Métropole Européenne de Lille (MEL) (95 communes) compte 59 communes en zone tendue, "où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social" (article 232 du Code général des impôts (CGI).

La commune de Roubaix située parmi les 59 communes de la zone tendue, est classée en zone B1, témoignant du déséquilibre accru, sur son territoire, entre l'offre et la demande de logement (sur le territoire de la MEL : 8 communes en zone A et 60 communes en zone B1).

Il en résulte une difficulté d'accès au parc locatif privé comme social de la commune, pour les étudiants, jeunes ou familles à revenu modeste :

- Les loyers privés y sont élevés notamment ceux des logements de petite taille, et situés dans les secteurs les plus prisés pour le développement des meublés de tourisme. Ainsi, les T1 dans le secteur de Roubaix ont un prix médian au m² de 14,5 euros en 2022 (source : observatoire local des loyers) ;
- L'accès au parc locatif social est limité du fait d'une tension locative en progression (de 5,3 en 2021 à 8,6 en 2023 ; source SNE). En 2023, 652 attributions ont été réalisées pour 5635 demandeurs, un demandeur attendait en moyenne près de 27 mois pour se voir attribuer un logement contre 23 mois en 2019.

Les prix des biens mis en vente ont fortement augmenté rendant également difficile le parcours résidentiel des ménages à revenus intermédiaires : le prix médian des maisons a augmenté de 15% entre 2016-2018 et 2020-2022 (passant de 105 000€ à 121 256€), celui des appartements de 18% (passant de 1 734€/m2 à 2 045€/m2 ; source PERVAL).

Dans ce contexte, toute soustraction de logements à d'autre usage pèse lourdement sur le parcours des ménages.

Or, l'offre de meublés de tourisme est en développement sur la commune de Roubaix où la quasi-totalité du parc de résidences secondaires est mis en location sur la plateforme Airbnb, et où on observe qu'une partie des propriétaires bailleurs qui possèdent des logements de mauvaise qualité énergétique (étiquettes E, F et G)

sortent leurs logements de la location classique vers du meublé de tourisme de manière à échapper aux obligations de la loi Climat et résilience.

Le développement des meublés de tourisme concerne tous les types de logements sur le territoire de la commune. En matière de meublés à vocation touristique, il est ainsi observé entre 2020 et 2023 :

- + 103% d'offres de logements entiers réservables dans la commune, contre +15% dans la MEL
- + 200% de logement entiers réservables plus de 120 jours par an, soit 153 logements en 2023 (51 en 2020), contre +37.8% dans la MEL
- * 67 logements entiers réservés plus de 120 jours en 2023, soit +1240% par rapport à 2020, contre +260% dans la MEL
- Les logements entiers réservés plus de 120 jours par an représentent 25% des logements entiers réservables en 2023 sur la commune de Roubaix contre 35.8% pour la MEL.

Pour préserver son offre de logements et ne pas accroître encore la tension locative, un règlement du changement d'usage est ainsi proposé sur le territoire roubaisien. Il est présenté en annexe à la présente délibération.

L'instruction, la délivrance des autorisations et le contrôle des usages autorisés seront effectués par les services de la commune conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation. La commune mettra en place pour ce faire un système municipal d'enregistrement des meublés de tourisme.

Comme le prévoit l'article L. 651-2 du même code, le produit des amendes sera versé à la commune sur laquelle est situé le local.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

D'approuver le règlement municipal de la ville de Roubaix fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations. Le règlement municipal d'appliquera aux demandes de changement d'usage déposées à compter du 1er janvier 2025.
Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0194

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ROUBAIX -

APPROBATION DU REGLEMENT MUNICIPAL FIXANT LES CONDITIONS DU CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX DESTINES A L'HABITATION

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 367-7 et suivants, L651-2 et suivants ;

Vu le Code du tourisme et notamment les articles L324-1 et suivants et D324-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-2 ;

Vu le Programme local de l'habitat 2022-2028 adopté par délibération n°23-C-0178 du Conseil métropolitain du 30 juin 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Roubaix, n°281, du 6 octobre 2022, rendant un avis favorable sur le projet de programme local de l'habitat métropolitain.

I. Exposé des motifs

Transformer un local à usage d'habitation en un local professionnel ou commercial est un changement d'usage tel que défini dans le code de la construction et de l'habitation.

Il est possible d'encadrer le changement d'usage sur une commune par la mise en place d'un règlement imposant une autorisation préalable au changement d'usage. Cette disposition est prise compte tenu de la pression immobilière. Il s'agit d'un des outils de régulation du parc privé repris dans le Programme local de l'habitat adopté en juin 2023.

Deux règlements sur le changement d'usage existent déjà sur la commune de Lille depuis 2019 et sur la commune de La Madeleine depuis 2023.

Deux possibilités sont ouvertes alternativement aux autres communes de la MEL :

- soit elles sont dans la zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants (liste fixée par décret) : elles peuvent alors solliciter la Métropole européenne de Lille qui est compétente pour la mise en place d'un règlement,

- soit elles ne font pas partie de la zone d'urbanisation et doivent alors solliciter le Préfet pour la mise en place d'un règlement.

Roubaix est dans le premier cas. La commune souhaite mettre en place un règlement de changement d'usage sur son territoire, pour réguler le développement des meublés de tourisme, dans un contexte de marché du logement très tendu.

En effet, la Métropole Européenne de Lille (MEL) (95 communes) compte 59 communes en zone tendue, "où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social" (article 232 du Code général des impôts (CGI).

La commune de Roubaix située parmi les 59 communes de la zone tendue, est classée en zone B1, témoignant du déséquilibre accru, sur son territoire, entre l'offre et la demande de logement (sur le territoire de la MEL : 8 communes en zone A et 60 communes en zone B1).

Il en résulte une difficulté d'accès au parc locatif privé comme social de la commune, pour les étudiants, jeunes ou familles à revenu modeste :

- Les loyers privés y sont élevés notamment ceux des logements de petite taille, et situés dans les secteurs les plus prisés pour le développement des meublés de tourisme. Ainsi, les T1 dans le secteur de Roubaix ont un prix médian au m² de 14,5 euros en 2022 (source : observatoire local des loyers) ;
- L'accès au parc locatif social est limité du fait d'une tension locative en progression (de 5,3 en 2021 à 8,6 en 2023 ; source SNE). En 2023, 652 attributions ont été réalisées pour 5635 demandeurs, un demandeur attendait en moyenne près de 27 mois pour se voir attribuer un logement contre 23 mois en 2019.

Les prix des biens mis en vente ont fortement augmenté rendant également difficile le parcours résidentiel des ménages à revenus intermédiaires : le prix médian des maisons a augmenté de 15% entre 2016-2018 et 2020-2022 (passant de 105 000€ à 121 256€), celui des appartements de 18% (passant de 1 734€/m2 à 2 045€/m2 ; source PERVAL).

Dans ce contexte, toute soustraction de logements à d'autre usage pèse lourdement sur le parcours des ménages.

Or, l'offre de meublés de tourisme est en développement sur la commune de Roubaix où la quasi-totalité du parc de résidences secondaires est mis en location sur la plateforme Airbnb, et où on observe qu'une partie des propriétaires bailleurs qui possèdent des logements de mauvaise qualité énergétique (étiquettes E, F et G)

sortent leurs logements de la location classique vers du meublé de tourisme de manière à échapper aux obligations de la loi Climat et résilience.

Le développement des meublés de tourisme concerne tous les types de logements sur le territoire de la commune. En matière de meublés à vocation touristique, il est ainsi observé entre 2020 et 2023 :

- + 103% d'offres de logements entiers réservables dans la commune, contre +15% dans la MEL
- + 200% de logement entiers réservables plus de 120 jours par an, soit 153 logements en 2023 (51 en 2020), contre +37.8% dans la MEL
- * 67 logements entiers réservés plus de 120 jours en 2023, soit +1240% par rapport à 2020, contre +260% dans la MEL
- Les logements entiers réservés plus de 120 jours par an représentent 25% des logements entiers réservables en 2023 sur la commune de Roubaix contre 35.8% pour la MEL.

Pour préserver son offre de logements et ne pas accroître encore la tension locative, un règlement du changement d'usage est ainsi proposé sur le territoire roubaisien. Il est présenté en annexe à la présente délibération.

L'instruction, la délivrance des autorisations et le contrôle des usages autorisés seront effectués par les services de la commune conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation. La commune mettra en place pour ce faire un système municipal d'enregistrement des meublés de tourisme.

Comme le prévoit l'article L. 651-2 du même code, le produit des amendes sera versé à la commune sur laquelle est situé le local.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

D'approuver le règlement municipal de la ville de Roubaix fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations. Le règlement municipal d'appliquera aux demandes de changement d'usage déposées à compter du 1er janvier 2025.
Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Règlement métropolitain relatif à la Ville de Roubaix fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en application de la section 2 duchapitre 1er du titre III du livre VI du Code de la construction et de l'habitation

Préambule

Conformément aux dispositions de la section 2 (changements d'usage et usages mixtes de locaux d'habitation) du chapitre 1er du titre III du livre VI du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), le changement d'usage de locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable délivrée par le Maire de Roubaix selon les modalités définies par le présent règlement.

Article 1 : Champ d'application

Constituent des locaux destinés à l'habitation toutes catégories de logements et leurs annexes, y compris les logements-foyers, logements de gardien, chambres de service, logements de fonction, logements inclus dans un bail commercial, locaux meublés donnés en location dansles conditions de l'article L. 632-1.

Un local est réputé à usage d'habitation s'il était affecté à cet usage au 1er janvier 1970. Cette affectation peut être établie par tout mode de preuve. Les locaux construits ou faisant l'objet de travaux ayant pour conséquence d'en changer la destination postérieurement au 1er janvier 1970 sont réputés avoir l'usage pour lequel la construction ou les travaux sont autorisés.

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la commune de Roubaix.

Article 2 : Dispositions générales applicables à toutes les demandes d'autorisation

Toute demande d'autorisation est soumise aux dispositions des articles L. 631-7 à L. 631-9 du Code de la construction et de l'habitation.

Il existe deux régimes d'autorisation :

- Autorisation à titre personnel : l'autorisation de changement d'usage obtenue sans compensation est accordée à titre personnel. Elle cesse de produire effet lorsqu'il est mis fin, à titre définitif, pour quelque raison que ce soit, à l'exercice professionnel du bénéficiaire.
  Toutes les autorisations octroyées sans compensation le seront à titre personnel et non cessibles. En cas de changement de titulaire de l'autorisation délivrée à titre personnel, une nouvelle demande de changement d'usage sera à obtenir.

- Autorisation à titre réel : l'autorisation subordonnée à une compensation revêt quant à elle un caractère réel. Elle doit faire l'objet d'un changement de destination attaché au local et devient définitive au regard des règles d'urbanisme en application de l'article R421-17 du Code de l'urbanisme (CU).

L'autorisation de changement d'usage est accordée en tenant compte des objectifs de mixité sociale, de l'équilibre entre habitat et emploi dans les différents quartiers de la ville et de la nécessité de ne pas aggraver l'insuffisance de logements, précisés par le Programme Local de l'Habitat et le Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille en vigueur.

Les changements d'usage sont accordés à condition que les locaux objets du changement d'usage conservent les aménagements existants indispensables à l'habitation. Cette disposition ne s'applique pas dans les cas où l'autorisation est soumise à compensation et dans le cas où l'autorisation s'accompagne d'un changement de destination au sens du Code de l'urbanisme.

Le cas échéant et notamment pour les locaux situés en rez-de-chaussée : les autorisations dechangements d'usage sont délivrées sous réserve qu'elles n'empêchent pas l'accès aux étages supérieurs et que les locaux situés aux étages conservent un accès direct et indépendant depuis la voie publique.

Toute autorisation de changement d'usage est accordée sous réserve des droits des tiers et, en particulier, des stipulations du bail ou du règlement de copropriété.

Concernant les professions libérales, l'autorisation est conférée à chaque professionnel libéral et non à la structure sociétale constituée entre eux.

Les autorisations délivrées à titre personnel sont incessibles et cessent de produire effet lorsqu'il est mis fin, à titre définitif, pour quelque raison que ce soit, à l'activité du bénéficiaire au titre de laquelle l'autorisation a été accordée.

En vue de préserver l'équilibre au sein d'une même copropriété ou d'une même unité foncière, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Roubaix, la demande de changement d'usage à titre personnel ou réel ne devra pas conduire à ce que la surface à usage d'habitation de l'immeuble considéré soit inférieure à 75 % de la surface totale de l'immeuble. Cette donnée s'obtient en additionnant les surfaces réelles totales de chacun des locaux à usage d'habitation de l'immeuble après déduction des surfaces des dépendances incorporées directement accessibles depuis l'intérieur des locaux, comme les garages ou les caves. La détermination de l'usage des surfaces de l'immeuble tient compte des autorisations de changement d'usage déjà délivrées et en cours de validité dans l'immeuble.
La surface réelle est la surface retenue par l'administration fiscale pour déterminer la superficie d'un logement. Elle est composée de sa partie principale et de ses dépendances incorporées (directement accessibles depuis l'intérieur du local, comme les garages ou les caves).

Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle :

- Dans les cas d'implantation d'activité, de quelque nature qu'elle soit affectant la totalité de l'immeuble ;
- Dans le cas de la réalisation d'un équipement d'intérêt public ou collectif.

L'équipement d'intérêt collectif correspond à une installation assurant un service d'intérêt général correspondant à un besoin collectif de la population, indépendamment du caractère privé ou public du porteur de projet, de son mode de gestion ou de son objet.

Article 3 : Dispositions particulières relatives aux autorisations de changement d'usage autres que celles destinées à la création de meublés touristiques

En cohérence avec les objectifs locaux en matière de logement, rappelés dans le Programme Local de l'Habitat, et notamment l'objectif de préservation et de développement

d'une offre de logements à destinations des familles, les demandes d'autorisation de changement d'usagedont l'objet n'est pas la création de meublés de tourisme sont soumises au principe de compensation dès lors qu'elles portent sur des logements familiaux dont la définition est adaptée selon les zones définies à l'article 3.1

Article 3.1 : Champ d'application

Les changements d'usage de locaux d'habitation peuvent être autorisés, sous condition de compensation, et dans les conditions fixées aux articles 3 et 4 :

- En zone 1, dite de linéaires commerciaux :
    - Pour l'ensemble des locaux d'habitation situés dans ces périmètres ;

- En zone 2, dite de grand déficit de logements familiaux :
    - Les logements familiaux comprenant 3 pièces principales ou plus ou faisantplus de 60 m² de surface habitable ;
    - Les logements livrés depuis moins de 5 ans. ;
    - Les logements en accession sociale à la propriété pendant 10 ans. Sont définis ainsi les logements ayant bénéficié d'une TVA à taux réduit, d'un Prêt social location-accession, d'un bail réel solidaire ou tout logement comptabilisé comme accession sociale ou maîtrisée au titre de la servitude de mixité sociale, du permis de construire ou du programme d'une opérationd'aménagement (Emplacement Réservé Logement, Zone d'Aménagement Concertée, Concession d'aménagement…) ;
    - Les logements faisant l'objet d'un conventionnement avec l'Etat en application de l'article L.351-2 et l'article R.321-23 du code de la construction et de l'habitation ainsi que d'un conventionnement avec l'ANAH en application de l'article L.321-4 ducode de l'habitation et de la construction, ainsi que pour des logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire ;

Article 3.2 : Conditions d'autorisation

Les changements d'usage pourront être accordés à condition que les locaux, objets du changement d'usage, conservent les aménagements existants indispensables à l'habitation, permettant ainsi de réaffecter sans délai les locaux à un usage d'habitation à la cessation de l'activité.

Cette disposition ne s'applique pas dans les cas où l'autorisation est soumise à compensation et dans le cas où l'autorisation s'accompagne d'un changement de destination au sens du code de l'urbanisme.

Il est rappelé que toute autorisation de changement d'usage, qu'elle soit accordée à titre personnel ou à titre réel, est accordée sous réserve des droits des tiers et, en particulier, des stipulations du bail ou du règlement de copropriété.

Article 3.3 : Dérogations

Par dérogation à l'article 3.1, peuvent-être autorisés sans compensation :

- Le changement d'usage pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif ;
- Le changement d'usage pour la réalisation d'un local public ou d'intérêt collectif ;
- Le changement d'usage pour les locaux situés aux étages des linéaires commerciauxen zone 1 ;
- Le changement d'usage pour la réalisation de locaux d'activité en rez-de-chaussée avec vitrine pour les locaux d'habitation situés en zone 1 : linéaires commerciaux ;

- Les changements d'usage nécessaires aux projets d'aménagement transitoires développés dans les secteurs de projet suivants :
    - Périmètre du Programme Métropolitain de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés,
    - Périmètres du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;
- Les autorisations sollicitées à l'occasion du remplacement d'un professionnel régulièrement installé, ou d'un renouvellement de demande d'autorisation pour les professionnels régulièrement installés. Toutefois, dans le cas où la totalité des professionnels exerçant dans le local cessent leur activité, le local revient à son usage d'habitation ;

Autorisations d'usage mixte à titre personnel :
La délivrance des autorisations d'usage mixte est encadrée par les articles L. 631-7-2 à L. 631-7-5 du code de la construction et de l'habitation.

Les autorisations prévues aux articles L. 631-7-2 et L. 631-7-5 du Code de la construction et de l'habitation peuvent être accordées si la surface réservée à un autre usage que l'habitation est inférieure à 50 % de la surface totale du local. Cette surface n'est pas soumise à compensation :

- Dès lors qu'aucune stipulation contractuelle prévue dans le bail ou le règlement de copropriété ne s'y oppose, l'exercice d'une activité professionnelle, y compris commerciale, peut être autorisé dans une partie d'un local à usage d'habitation, dès lors que l'activité considérée n'est exercée que par le ou les occupants ayant leur résidence principale dans ce local ; et dès lors qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti conformément à l'article L 631-7-2 du Code de la construction et de l'habitation.

- Dès lors qu'aucune stipulation contractuelle prévue dans le bail ou le règlement de copropriété ne s'y oppose, l'exercice d'une activité professionnelle, à l'exclusion des activités commerciales, peut être autorisé dans une partie d'un local à usage d'habitation appartenant aux organismes mentionnés à l'article L.411-2 du code de laconstruction et de l'habitation, dès lors que l'activité considérée n'est exercée que parle ou les occupants ayant leur résidence principale dans ce local ; et dès lors qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti conformément à l'article L 631-7-5 du Code de la construction et de l'habitation.

- Dès lors qu'aucune stipulation contractuelle prévue dans le bail ou le règlement de copropriété ne s'y oppose, l'exercice d'une activité professionnelle, y compris commerciale, peut être autorisé dans une partie d'un local d'habitation appartenant aux organismes mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation et situé au rez-de-chaussée, pourvu que l'activité considérée ne soit exercée que par le ou les occupants ayant leur résidence principale dans ce local, qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti.

L'autorisation délivrée en application des deux derniers paragraphes est précédée d'un avis dupropriétaire du local. Passé un délai d'un mois, cet avis est réputé favorable.

Article 3.4 : Conditions Générales de Compensation

En application des dispositions de l'article L631-7-1 du code de la construction et de l'habitation, la compensation consiste en la transformation concomitante en habitation de locaux ayant un autre usage que l'habitation au 1er janvier 1970 ou ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme changeant leur destination postérieurement au 1er janvier 1970 et n'ayant pas déjà été utilisés à titre de compensation.

Néanmoins, la compensation peut également consister en l'achat de droits dits « de commercialité », auprès de propriétaires autorisés à créer un ou plusieurs logements par changement de destination. Dans ce cas, il sera produit à l'appui de la demande d'autorisation de changement d'usage contre compensation, une convention de cession de commercialité.

Les locaux proposés en compensation doivent être de qualité et de surface au moins équivalentes à ceux faisant l'objet du changement d'usage. Les locaux objets du changementd'usage situés en zone 1 (linéaires commerciaux) et en zone 2 (zone de grand déficit de logements familiaux) peuvent être compensés indistinctement en zone 1 ou en zone 2.

Les locaux proposés en compensation doivent être décents et présenter toutes les conditionsnormales de sécurité et de salubrité.

Les locaux proposés en compensation doivent être situés :

- Dans la même zone de Servitude de mixité sociale si le fait générateur de la compensation est le statut d'accession sociale à la propriété ou de logement conventionné avec l'Etat ou l'ANAH
- Dans la même zone de Servitude de taille de logement si le fait générateur de la compensation est la taille du logement

Les dossiers sont examinés en fonction de la qualité d'habitabilité des locaux. Si plusieurs locaux sont appelés à être compensés, ils peuvent l'être par un nombre moindre de locaux d'habitation de compensation, à la condition que la surface totale soit au moins équivalente à la surface cumulée des locaux à compenser.

Article 4 : Dispositions particulières relatives aux changements d'usage destinésà la création de meublés de tourisme

Article 4.1 : Définitions

Conformément aux dispositions des articles L. 324-1-1 et D. 324-1 du Code du Tourisme, les meublés de tourisme sont des villas, appartements, ou studios meublés, à l'usage exclusif du locataire, offerts en location à une clientèle de passage qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois, et qui n'y élit pas domicile.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, « la résidence principale est entendue comme le logement occupé au moins huit mois par an, sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure, soit par le preneur ou son conjoint, soit par une personne à charge au sens du code de la construction et de l'habitation ».
Le fait de louer un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile constitue un changement d'usage au sens de l'article L631-7 du code de la construction et de l'habitation.

Article 4.2 : Principe

La location en meublé de tourisme d'un local à usage d'habitation constitue un changement d'usage.

La délivrance de l'autorisation de changement d'usage d'un local destiné à l'habitation en location meublée de tourisme est soumise au principe de compensation précisé à l'article 3.3 du présent Règlement.

Article 4.3 : Exceptions

4.3.1. Lorsque le local à usage d'habitation est vacant depuis plus de 5 ans, le local n'est pas soumis au principe de compensation.
Par vacant, il est entendu que le local n'a été ni loué ni occupé par son propriétaire sur la totalité des cinq années antérieures à la date de dépôt de la demande de changement d'usage.
Il reviendra au déposant d'apporter la preuve de cette vacance par tout document utile (avis d'imposition sur la taxe sur les logements vacants, dédits de bail, arrêtés préfectoraux ou municipaux d'interdiction d'habiter, etc.)

4.3.2. Lorsque le local à usage d'habitation constitue la résidence principale du loueur, aucune autorisation de changement d'usage n'est nécessaire pour le proposer à la location de courte durée.

Il est toutefois rappelé que la location d'un meublé de tourisme qui est déclaré comme une résidence principale ne peut se faire au-delà de cent vingt jours au cours d'une même année civile, sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure (Code du Tourisme, article L. 324-1-1).

Article 5 : Conditions et modalités d'instruction des demandes d'autorisations

En application de l'article L.631-8 du C.C.H, lorsque le changement d'usage fait l'objet de travaux entrant dans le champ d'application du permis de construire, la demande de permis de construire (PC) ou la déclaration préalable (DP) vaut demande de changement d'usage. Le demandeur devra, néanmoins, compléter le formulaire de demande d'autorisation de changement d'usage parallèlement à une demande de PC ou d'une DP.

Ces travaux ne peuvent être exécutés qu'après l'obtention de l'autorisation mentionnée à l'article L.631-7 du C.C.H.

Dès lors qu'une autorisation de changement d'usage est requise, le pétitionnaire doit faire parvenir un formulaire de demande accompagné des pièces justificatives, listées en annexe du formulaire à la Direction Habitat Hygiène Urbanisme Immobilier – Service Urbanisme – 17 Grand Place CS 70 737 59066 ROUBAIX Cedex.

Deux formulaires sont disponibles :

- L'un pour les demandes de changement d'usage à caractère réel (avec compensation) d'un local d'habitation à un autre usage que l'habitation. Pour ces demandes, une demande d'autorisation d'urbanisme doit également être déposée auprès de la direction de l'urbanisme afin de modifier la destination du local.
- L'autre pour les demandes de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) d'un local d'habitation à un autre usage que l'habitation

Si le pétitionnaire est propriétaire du local faisant l'objet de la demande et que celui-ci est situé dans une copropriété, il devra fournir une attestation justifiant que le règlement de copropriété ne s'oppose pas au changement d'usage. Si le pétitionnaire n'est pas propriétaire du local ou ne dispose pas de droits réels sur ce local, il devra fournir un document attestant que le changementd'usage est autorisé par les ayants droits (accord écrit du propriétaire et règlement de copropriété). En tout état de cause, la Ville informera la copropriété (syndic ou président du conseil syndical) de la demande d'autorisation de changement d'usage.

A compter de la réception du formulaire, les services de la Mairie de Roubaix disposent d'un délai de deux mois pour délivrer l'autorisation ou notifier le refus d'autorisation. En l'absence de réponse passé ce délai, l'autorisation est obtenue tacitement.

Dans le cas où la demande de PC ou DP vaut demande de changement d'usage, le délai d'instruction et de délivrance de l'autorisation est identique à celui de l'autorisation d'urbanisme concernée.

Article 6 : Infractions

En cas d'infraction aux dispositions de l'article L.631-7 du Code de la construction et de l'habitation, des poursuites auprès du tribunal de grande instance de Lille peuvent être engagées pour mettre en œuvre les sanctions prévues aux articles L.651-2 et L.651-3 du même Code :

- Toute personne qui enfreint les dispositions de l'article L. 631-7 ou qui ne se conforme pas aux conditions ou obligations imposées en application dudit article est passible d'une amende civile dont le montant ne peut excéder 50 000 euros parlocal irrégulièrement transformé. Cette amende est prononcée à la requête du ministère public par le président du tribunal de grande instance du lieu de l'immeuble, statuant en référé ;
  Le président du tribunal ordonne le retour à l'habitation des locaux transformés sans autorisation dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de celui-ci, il prononce une astreinte d'un montant maximal de **1 000 euros par jour et par mètre carré utile des locaux irrégulièrement transformés**. Passé ce délai, l'administration peut procéder d'office, aux frais du contrevenant, à l'expulsion des occupants et à l'exécution des travaux nécessaires.
- Quiconque a sciemment fait de fausses déclarations, quiconque a, à l'aide de manœuvres frauduleuses, dissimulé ou tenté de dissimuler les locaux soumis à déclaration, est passible d'un **emprisonnement d'un an** et d'une **amende de 80 000 euros** ou de l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal correctionnel prononce, en outre, la résiliation du bail et l'expulsion des locataires irrégulièrement installés.

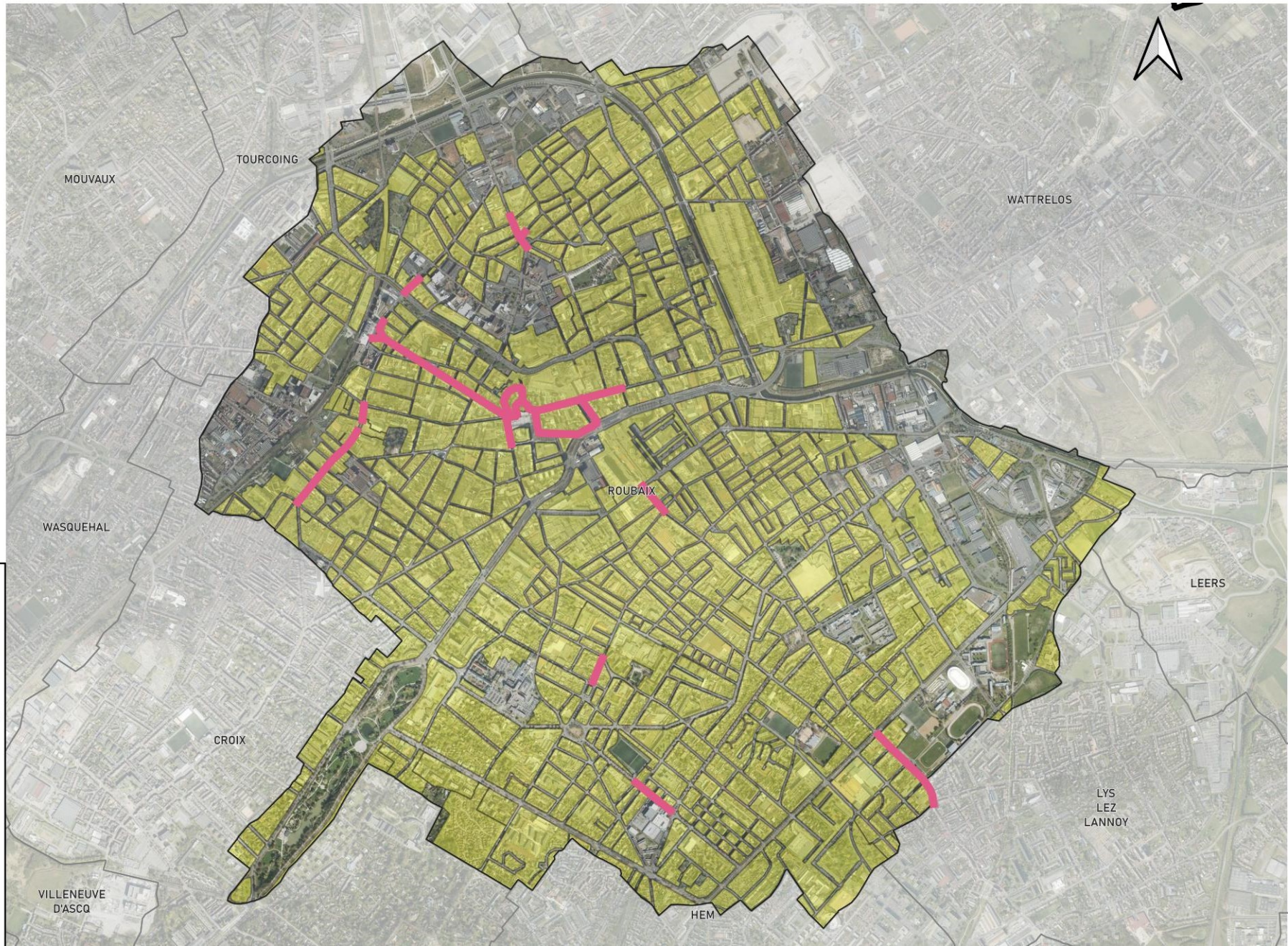
Article 7 : Dispositions transitoires

Le présent règlement est applicable à compter du 1er janvier 2025.

24-C-0194

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Roubaix - Linéaires commerciaux et UCA au PLU3



Légende

- Linéaires commerciaux
- Zonage UCA (Villes-centres d'agglomération)
- Limite communale

0 500 1 000 m

289/7

Cartographie MEL, Direction Habitat, mars 2023. Données du PLU3 transmis aux communes en juillet 2022

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110699-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0195

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LA MADELEINE -

MODIFICATION DU REGLEMENT FIXANT LES CONDITIONS DU CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX DESTINES A L'HABITATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 631-7 et suivants ;

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 324-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 23-C-0089 du Conseil en date du 14 avril 2023 portant approbation du règlement municipal fixant les conditions du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation à La Madeleine ;

Vu la délibération n° 01/03 du conseil municipal de La Madeleine en date du 19 octobre 2022 rendant un avis favorable au projet métropolitain de programme local de l'habitat ;

Vu la délibération n°01/07 du conseil municipal de La Madeleine en date du 10 avril 2024 approuvant le lancement des démarches auprès de la Métropole européenne de Lille en vue de modifier le règlement métropolitain relatif à la ville de La Madeleine afin de renforcer les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation ;

Vu la délibération n°01/XX du conseil municipal de La Madeleine en date du XX juin 2024 approuvant le règlement métropolitain fixant les conditions du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation à La Madeleine ;

I. Exposé des motifs

Le règlement de changement d'usage madeleinois est entré en application le 1er octobre 2023 pour réguler le développement des meublés de tourisme, dans un contexte de marché du logement très tendu.

En effet, la Métropole européenne de Lille (MEL) (95 communes) compte 59 communes en zone tendue, "où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entrainant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le

nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social" (article 232 du code général des impôts).

La commune de La Madeleine, située parmi les 59 communes de la zone tendue, est classée en zone A, témoignant du déséquilibre accru sur son territoire entre l'offre et la demande de logement (sur le territoire de la MEL : 8 communes en zone A et 60 communes en zone B1).

Il en résulte une difficulté d'accès au parc locatif privé comme social de la commune, pour les étudiants, jeunes ou familles à revenu modeste :

- les loyers privés y sont élevés, notamment ceux des logements de petite taille, et situés dans les secteurs les plus prisés pour le développement des meublés de tourisme. Ainsi, les T1 dans le secteur de La Madeleine ont un prix médian au m² de 17,40 € en 2022 (source : observatoire local des loyers) ;
- l'accès au parc locatif social est limité du fait d'une tension locative en progression (de 4,5 en 2021 à 6,4 en 2023 - source : SNE). En 2023, 192 attributions ont été réalisées pour 1232 demandeurs.

Les prix des biens mis en vente ont fortement augmenté, rendant également difficile le parcours résidentiel des ménages à revenus intermédiaires : le prix médian des maisons a augmenté de 36,5 % entre 2016-2018 et 2020-2022 (passant de 238 000 € à 325 000 €), celui des appartements de 23,6 % (passant de 2 699 €/m² à 3 337 €/m² - source : Perval).

Enfin, le parc de logements progresse peu. La construction connait un ralentissement très net depuis 2020 : – 7 % pour les logements commencés et – 22 % pour les logements autorisés (source : Sitadel), alors que le parc de logements vacants de plus de deux ans offre peu d'opportunités de mobilisation, avec 126 logements recensés (0,4 % du parc privé - source : LOVAC 2022), l'essentiel de la vacance recensée à La Madeleine étant une vacance de courte durée, dite de rotation entre deux locations (8,4 % en 2021 - source INSEE).

Dans ce contexte, toute soustraction de logements à d'autre usage pèse lourdement sur le parcours des ménages.

En matière de meublés à vocation touristique, il est ainsi observé entre 2020 et 2023 :

- + 63,6 % d'offres de logements entiers réservables dans la commune, contre + 15 % dans la MEL ;
- + 85,7 % de logement entiers réservables plus de 120 jours par an, soit 117 logements en 2023, contre + 37,8 % dans la MEL ;
- 68 logements entiers réservés plus de 120 jours en 2023, soit + 656 % par rapport à 2020, contre + 261 % dans la MEL ;

- les logements entiers réservés plus de 120 jours par an représentent 32,2 % des logements entiers réservables en 2023 dans la commune de La Madeleine, contre 35,8 % pour la MEL.

Cette évolution aggrave la tension décrite sur l'offre de logements tandis qu'il est constaté une augmentation des plaintes reçues en mairie liées à la mise en location de meublés de tourisme et aux nuisances générées par celle-ci.

Depuis la mise en œuvre du règlement de changement d'usage, seulement une dizaine de dossiers de demande de changement d'usage a été déposée ; ceux-ci concernent exclusivement des meublés de tourisme.

La transformation du parc de logements en meublés de tourisme n'est que partiellement endiguée.

De plus, l'évolution du règlement lillois depuis le 1er avril 2024, qui soumet dorénavant au principe de compensation toute demande de changement d'usage, est susceptible de reporter la demande sur la première couronne lilloise et La Madeleine en particulier.

Il est ainsi proposé de modifier le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage sur la commune de La Madeleine.

Les autorisations de changement d'usage destinées à créer un meublé de tourisme sont soumises au principe de compensation sur l'ensemble des locaux d'habitation. Ainsi, l'article 4 du règlement dédié au changement d'usage vers le meublé de tourisme est modifié en supprimant la possibilité d'une autorisation temporaire à titre personnel de trois ans non renouvelable au profit d'une autorisation à titre réel (formulaires idoines en annexe) adossée à une obligation de compensation.

Le meublé de tourisme au sein d'une résidence principale reste autorisé dans la limite de 120 jours par an, comme prévu par la loi.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'approuver les modifications apportées au règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation pour la commune de La Madeleine et ses annexes, lesquelles entreront en vigueur le 1er septembre 2024.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0195

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LA MADELEINE -

MODIFICATION DU REGLEMENT FIXANT LES CONDITIONS DU CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX DESTINES A L'HABITATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 631-7 et suivants ;

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 324-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 23-C-0089 du Conseil en date du 14 avril 2023 portant approbation du règlement municipal fixant les conditions du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation à La Madeleine ;

Vu la délibération n° 01/03 du conseil municipal de La Madeleine en date du 19 octobre 2022 rendant un avis favorable au projet métropolitain de programme local de l'habitat ;

Vu la délibération n°01/07 du conseil municipal de La Madeleine en date du 10 avril 2024 approuvant le lancement des démarches auprès de la Métropole européenne de Lille en vue de modifier le règlement métropolitain relatif à la ville de La Madeleine afin de renforcer les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation ;

Vu la délibération n°01/XX du conseil municipal de La Madeleine en date du XX juin 2024 approuvant le règlement métropolitain fixant les conditions du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation à La Madeleine ;

I. Exposé des motifs

Le règlement de changement d'usage madeleinois est entré en application le 1er octobre 2023 pour réguler le développement des meublés de tourisme, dans un contexte de marché du logement très tendu.

En effet, la Métropole européenne de Lille (MEL) (95 communes) compte 59 communes en zone tendue, "où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entrainant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le

nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social" (article 232 du code général des impôts).

La commune de La Madeleine, située parmi les 59 communes de la zone tendue, est classée en zone A, témoignant du déséquilibre accru sur son territoire entre l'offre et la demande de logement (sur le territoire de la MEL : 8 communes en zone A et 60 communes en zone B1).

Il en résulte une difficulté d'accès au parc locatif privé comme social de la commune, pour les étudiants, jeunes ou familles à revenu modeste :

- les loyers privés y sont élevés, notamment ceux des logements de petite taille, et situés dans les secteurs les plus prisés pour le développement des meublés de tourisme. Ainsi, les T1 dans le secteur de La Madeleine ont un prix médian au m² de 17,40 € en 2022 (source : observatoire local des loyers) ;
- l'accès au parc locatif social est limité du fait d'une tension locative en progression (de 4,5 en 2021 à 6,4 en 2023 - source : SNE). En 2023, 192 attributions ont été réalisées pour 1232 demandeurs.

Les prix des biens mis en vente ont fortement augmenté, rendant également difficile le parcours résidentiel des ménages à revenus intermédiaires : le prix médian des maisons a augmenté de 36,5 % entre 2016-2018 et 2020-2022 (passant de 238 000 € à 325 000 €), celui des appartements de 23,6 % (passant de 2 699 €/m² à 3 337 €/m² - source : Perval).

Enfin, le parc de logements progresse peu. La construction connait un ralentissement très net depuis 2020 : – 7 % pour les logements commencés et – 22 % pour les logements autorisés (source : Sitadel), alors que le parc de logements vacants de plus de deux ans offre peu d'opportunités de mobilisation, avec 126 logements recensés (0,4 % du parc privé - source : LOVAC 2022), l'essentiel de la vacance recensée à La Madeleine étant une vacance de courte durée, dite de rotation entre deux locations (8,4 % en 2021 - source INSEE).

Dans ce contexte, toute soustraction de logements à d'autre usage pèse lourdement sur le parcours des ménages.

En matière de meublés à vocation touristique, il est ainsi observé entre 2020 et 2023 :

- + 63,6 % d'offres de logements entiers réservables dans la commune, contre + 15 % dans la MEL ;
- + 85,7 % de logement entiers réservables plus de 120 jours par an, soit 117 logements en 2023, contre + 37,8 % dans la MEL ;
- 68 logements entiers réservés plus de 120 jours en 2023, soit + 656 % par rapport à 2020, contre + 261 % dans la MEL ;

- les logements entiers réservés plus de 120 jours par an représentent 32,2 % des logements entiers réservables en 2023 dans la commune de La Madeleine, contre 35,8 % pour la MEL.

Cette évolution aggrave la tension décrite sur l'offre de logements tandis qu'il est constaté une augmentation des plaintes reçues en mairie liées à la mise en location de meublés de tourisme et aux nuisances générées par celle-ci.

Depuis la mise en œuvre du règlement de changement d'usage, seulement une dizaine de dossiers de demande de changement d'usage a été déposée ; ceux-ci concernent exclusivement des meublés de tourisme.

La transformation du parc de logements en meublés de tourisme n'est que partiellement endiguée.

De plus, l'évolution du règlement lillois depuis le 1er avril 2024, qui soumet dorénavant au principe de compensation toute demande de changement d'usage, est susceptible de reporter la demande sur la première couronne lilloise et La Madeleine en particulier.

Il est ainsi proposé de modifier le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage sur la commune de La Madeleine.

Les autorisations de changement d'usage destinées à créer un meublé de tourisme sont soumises au principe de compensation sur l'ensemble des locaux d'habitation. Ainsi, l'article 4 du règlement dédié au changement d'usage vers le meublé de tourisme est modifié en supprimant la possibilité d'une autorisation temporaire à titre personnel de trois ans non renouvelable au profit d'une autorisation à titre réel (formulaires idoines en annexe) adossée à une obligation de compensation.

Le meublé de tourisme au sein d'une résidence principale reste autorisé dans la limite de 120 jours par an, comme prévu par la loi.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'approuver les modifications apportées au règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation pour la commune de La Madeleine et ses annexes, lesquelles entreront en vigueur le 1er septembre 2024.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Règlement métropolitain relatif à la Ville de La Madeleine fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation

en application de la section 2 du chapitre 1er du titre III du livre VI du Code de la construction et de l'habitation

Préambule

Par la prise de trois délibérations municipales, la Ville de La Madeleine s'est engagée à réguler le développement des meublés de tourisme dont le nombre ne fait que croitre.

La multiplication de l'offre d'hébergement de tourisme, dans un contexte de forte tension qui pèse sur l'offre de logements, ne fait qu'aggraver une situation critique. De même, il est constaté une augmentation des plaintes reçues en mairie liées à la mise en location de meublés de tourisme et aux nuisances générées par celle-ci.

La Ville de La Madeleine tient à préserver sa fonction résidentielle qui la caractérise et à garantir la tranquillité et la salubrité publiques.

Entre 2020 et 2022, la Ville de La Madeleine connait une multiplication des meublés de tourisme de +292% pour des logements entiers.

Sur la période récente, 2022-2023, il est observé :

- **+ 63.6% d'offres de logements entiers réservables dans la commune, contre +15% dans la MEL**
- **+ 85.7% de logement entiers réservables plus de 120 jours par an, soit 117 logements en 2023, contre +37.8% dans la MEL**
- **68 logements entiers réservés plus de 120 jours en 2023, soit +656% par rapport à 2020, contre +261% dans la MEL**

- **Les logements entiers réservés plus de 120 jours par an représentent 32.2% des logements entiers réservables en 2023 dans la commune de La Madeleine, contre 35.8% pour la MEL.**

Le règlement de changement d'usage madeleinois est entré en application au 1er octobre 2023. Depuis 18 demandes de changement d'usage ont été déposées et ceux-ci concernent exclusivement des meublés de tourisme.
En février 2024, la Ville de Lille a supprimé la dérogation à la compensation permettant la création des meublés de tourisme. Cette nouvelle disposition soumet dorénavant au principe de compensation toute demande de changement d'usage, y compris les meublés de tourisme. L'évolution du règlement lillois est susceptible de reporter la demande sur la première couronne de la Métropole et en particulier sur La Madeleine qui est, après Lille, la commune qui compte le plus de meublés de tourisme. Il y a lieu pour la Ville de La Madeleine d'éviter cet effet report et de stopper la spéculation autour des meublés de tourisme.
Ainsi, conformément aux dispositions de la section 2 (changements d'usage et usages mixtes de locaux d'habitation) du chapitre 1er du titre III du livre VI du Code de la Construction et de l'Habitation, le règlement métropolitain relatif à La Madeleine et fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux destinés à l'habitation a été modifié afin de soumettre à compensation l'ensemble des demandes visant à créer des meublés de tourisme.

Contexte de tension sur le marché du logement
En 2020, la ville de La Madeleine comptait 12 933 logements dont 11 391 résidences principales soit 88 % du nombre total de logements. Il était de 92% en 2009.

Les résidences secondaires et logements occasionnels représentent 363 logements, soit 2,80 % du nombre total de logements. A titre de comparaison, en 2009 il y avait 192 résidences secondaires soit 1.6% du nombre total de logements *(dernières données disponibles au 1er/01/2023 - INSEE).*
Ainsi, l'augmentation de la part de résidences secondaires dans le volume de logements diminue le stock de logements disponibles pour une occupation en location de longue durée.

Le taux de logements vacants sur la ville est de 8,4 % en 2021, et représente 856 logements vacants tous logements confondus. Or, il faut distinguer la vacance de courte durée dite de rotation entre deux locations, de celle structurelle de plus de 2 ans. Selon les données LOVAC 2022, les logements vacants, depuis plus de 2 ans, sont au nombre de 126 sur la commune (0,43 % du parc privé). Le gisement potentiel de logements vacants à mobiliser sur le marché

locatif est faible car il s'agit en majorité d'une vacance de rotation.

Les prix des biens mis en vente ont fortement augmenté rendant difficile le parcours résidentiel des ménages à revenus intermédiaires : entre 2016-2018 et 2020-2022 le prix médian des maisons a augmenté de 36,55 % (passant de 238 000 € à 325 000€), celui des appartements de 23,64% (passant de 2 699€/m2 à 3 337€/m2) (source PERVAL). Les ménages locataires du parc privé se trouvent ainsi en difficulté croissante pour accéder à la propriété.

Les loyers du parc privés sont très élevés notamment sur les logements de petites tailles, et dans les secteurs les plus prisés pour le développement des meublés de tourisme. Ainsi, pour les T1 en zone 1 (observatoire local des loyers) ont un prix médian au m² de 18 euros en 2022.
En outre, il faut distinguer les loyers de stock (logement non reloué dans l'année) des loyers de marché (où le locataire est entré dans les lieux depuis moins d'un an).
Les loyers de marché sont plus élevés que les loyers de stock, ce qui signifie que les locataires qui emménagent actuellement paient un loyer plus élevé que ceux qui ont emménagé il y a plus longtemps, cet écart est révélateur de la tension du marché locatif actuel : le loyer médian de marché est de 15 euros/m² et loyer médian tout logement

Les montants des loyers doivent être mis en corrélation avec les revenus des personnes.Or, les étudiants, jeunes actifs et personnes seules ont des revenus faibles, voire modestes, qui n'ont pas augmenté. Ces publics se retrouvent ainsi captifs, ne pouvant ni se loger dans un parc locatif privé accessible et de qualité, ni dans un parc social très tendu.

Le nombre de demandeurs de logement social s'accroit : augmentation de 10% entre 2021 et 2023, et représente 1 232 demandes de localisation en premier choix pour La Madeleine (source SNE) pour 192 attributions de logements en 2023.
La tension est passée de 4,54 en 2021 à 6,42 en 2023 (Tension de la demande = nombre de demandes pour 1 attribution). Ainsi un demandeur en 2023 attend en moyenne 24,91 mois contre 20,79 en 2019.

La pénurie de logements a été reconnue par le classement en zone tendue de 8 communes en zone A et près de 60 en zone B1 sur la MEL. Attestant ainsi qu'il existe un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant. (Selon les dispositions de l'article 18-0 bis C de l'annexe 4 du code général des impôts, les zones Abis, A et B1 présentent un « déséquilibre important » entre l'offre et la demande de logements).

La construction connait un ralentissement ces dernières années ainsi entre les deux périodes suivantes : 2016-2019 et 2023-2023, on peut noter moins 20 % pour les logements commencés et moins 61% pour les logements autorisés (Source SITADEL). L'évolution du parc est très faible par la construction et tout ce qui soustrait du parc de logement pèse lourdement sur le parcours des ménages.
Ces données illustrent une situation de pénurie de logements sur la Ville de La Madeleine : de location de longue durée notamment pour les ménages modestes mais également de courte durée pour les étudiants, les jeunes actifs ou les personnes seules à faible ou modestes revenus justifiant la régulation plus complète des meublés touristiques.

Il y a donc lieu de réguler plus fortement l'offre de tourisme dont l'expansion ne permet de pas répondre aux enjeux locaux en matière d'accès au logement tels qu'ils ont été rappelés dans le PLH 3 pour la période 2022-2028.

Les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation à respecter sont les suivantes :

Article 1 : Champ d'application

Constituent des locaux destinés à l'habitation toutes catégories de logements et leurs annexes, y compris les logements-foyers, logements de gardien, chambres de service, logements de fonction, logements inclus dans un bail commercial, locaux meublés donnés en location dans les conditions de l'article L. 632-1.
Un local est réputé à usage d'habitation s'il était affecté à cet usage au 1er janvier 1970. Cette affectation peut être établie par tout mode de preuve. Les locaux construits ou faisant l'objet de travaux ayant pour conséquence d'en changer la destination postérieurement au 1er janvier 1970 sont réputés avoir l'usage pour lequel la construction ou les travaux sont autorisés.
Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville de La Madeleine.

Article 2 : Dispositions générales applicables à toutes les demandes d'autorisation

Toute demande d'autorisation est soumise aux dispositions des articles L. 631-7 à L. 631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation (section 2, changements d'usage et usages mixtes de locaux d'habitation du chapitre 1er du titre III du livre VI du CCH).
Il existe deux régimes d'autorisation :

- Autorisation à titre personnel : l'autorisation de changement d'usage obtenue sans compensation est accordée à titre personnel. Elle cesse de produire effet lorsqu'il est

mis fin, à titre définitif, pour quelque raison que ce soit, à l'exercice professionnel du bénéficiaire.

Toutes les autorisations octroyées sans compensation le seront à titre personnel et non cessibles. En cas de changement de titulaire de l'autorisation délivrée à titre personnel, une nouvelle demande de changement d'usage sera à obtenir.

- Autorisation à titre réel : l'autorisation subordonnée à une compensation revêt quant à elle un caractère réel. Elle doit faire l'objet d'un changement de destination attaché au local et devient définitive au regard des règles d'urbanisme en application de l'article R421-17 du Code de l'urbanisme.

L'autorisation de changement d'usage est accordée en tenant compte des objectifs de mixité sociale, de l'équilibre entre habitat et emploi dans les différents quartiers de la ville et de la nécessité de ne pas aggraver l'insuffisance de logements, précisés par le Programme Local de l'Habitat et le Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille en vigueur.
Les changements d'usage sont accordés à condition que les locaux objets du changement d'usage conservent les aménagements existants indispensables à l'habitation. Cette disposition ne s'applique pas dans les cas où l'autorisation est soumise à compensation et dans le cas où l'autorisation s'accompagne d'un changement de destination au sens du Code de l'urbanisme.
Le cas échéant et notamment pour les locaux situés en rez-de-chaussée : les autorisations de changements d'usage sont délivrées sous réserve qu'elles n'empêchent pas l'accès aux étages supérieurs et que les locaux situés aux étages conservent un accès direct et indépendant depuis la voie publique.
Toute autorisation de changement d'usage est accordée sous réserve des droits des tiers et, en particulier, des stipulations du bail ou du règlement de copropriété.
Concernant les professions libérales, l'autorisation est conférée à chaque professionnel libéral et non à la structure sociétale constituée entre eux.
Les autorisations délivrées à titre personnel sont incessibles et cessent de produire effet lorsqu'il est mis fin, à titre définitif, pour quelque raison que ce soit, à l'activité du bénéficiaire au titre de laquelle l'autorisation a été accordée.
En vue de préserver l'équilibre au sein d'une même copropriété ou d'une même unité foncière, sur l'ensemble du territoire de la Ville de La Madeleine, la demande de changement d'usage à titre personnel ou réel ne devra pas conduire à ce que la surface d'habitation de l'immeuble considéré soit inférieure à 75 % de la surface totale de l'immeuble. Cette donnée s'obtient en additionnant les surfaces réelles totales de chacun des locaux à usage d'habitation de l'immeuble après déduction des surfaces des dépendances incorporées directement

accessibles depuis l'intérieur des locaux, comme les garages ou les caves. La détermination de l'usage des surfaces de l'immeuble tient compte des autorisations de changement d'usage déjà délivrées et en cours de validité dans l'immeuble.
La surface réelle est la surface retenue par l'administration fiscale pour déterminer la superficie d'un logement. Elle est composée de sa partie principales et de ses dépendances incorporées (directement accessibles depuis l'intérieur du local, comme les garages ou les caves).
Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle :

- dans les cas d'implantation d'activité, de quelque nature qu'elle soit affectant la totalité de l'immeuble ;
- dans le cas de la réalisation d'un équipement d'intérêt public ou collectif.

L'équipement d'intérêt collectif correspond à une installation assurant un service d'intérêt général correspondant à un besoin collectif de la population, indépendamment du caractère privé ou public du porteur de projet, de son mode de gestion ou de son objet.

Article 3 : Dispositions particulières relatives aux autorisations soumises à compensation

Article 3.1 : Champ d'application

Les changements d'usage de locaux d'habitation peuvent être autorisés, sous condition de compensation, et dans les conditions fixées aux articles 3 et 4 :

- **En zone 1, dite de linéaires commerciaux** (rue du Général De Gaulle, rue du Président Georges Pompidou)
  - Pour l'ensemble des locaux d'habitation situés dans ces périmètres.
  - A l'exception, des locaux situés aux étages des linéaires commerciaux (dérogation à la compensation) et pour la réalisation de locaux en rez-de-chaussée avec vitrine pour les locaux d'habitation ceux-ci seront autorisés sans compensation (cf. 3.2 Dérogations) ;

- **En zone 2, dite de grand déficit de logements familiaux**, qui correspond à la zone en servitude de taille de logement hors linéaires commerciaux, pour
  - Les logements familiaux comprenant 3 pièces principales ou plus **ou** faisant plus de 60 m² de surface habitable ;
  - Les logements livrés depuis moins de 5 ans ;
  - Les logements en accession sociale à la propriété pendant 10 ans. Sont définis ainsi les logements ayant bénéficié d'une TVA à taux réduit, d'un Prêt social location-accession, d'un bail réel solidaire ou tout logement comptabilisé comme

accession sociale ou maîtrisée au titre de la servitude de mixité sociale, du permis de construire ou du programme d'une opération d'aménagement (Emplacement Réservé Logement, Zone d'Aménagement Concertée, Concession d'aménagement…) ;

- Les logements faisant l'objet d'un conventionnement avec l'Etat en application de l'article L.351-2 et l'article R.321-23 du code de la construction et de l'habitation ainsi que d'un conventionnement avec l'ANAH en application de l'article L.321-4 du code de l'habitation et de la construction, ainsi que pour des logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire.

Article 3.2 : Dérogations

Par dérogation à l'article 3.1, peuvent-être autorisés sans compensation :

- Le changement d'usage pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif ;
- Le changement d'usage pour la réalisation d'un local public ou d'intérêt collectif
- Le changement d'usage pour les locaux situés aux étages des linéaires commerciaux en zone 1
- Le changement d'usage pour la réalisation de locaux d'activité en rez-de-chaussée avec vitrine pour les locaux d'habitation situés en zone 1 : linéaires commerciaux
- Les autorisations sollicitées à l'occasion du remplacement d'un professionnel régulièrement installé, ou d'un renouvellement de demande d'autorisation pour les professionnels régulièrement installés. Toutefois, dans le cas où la totalité des professionnels exerçant dans le local cessent leur activité, le local revient à son usage d'habitation ;

<u>Autorisations d'usage mixte à titre personnel :</u>

La délivrance des autorisations d'usage mixte est encadrée par les articles L. 631-7-2 à L. 631- 7-5 du code de la construction et de l'habitation.

Les autorisations prévues aux articles L. 631-7-2 et L. 631-7-5 du Code de la construction et de l'habitation peuvent être accordées si la surface réservée à un autre usage que l'habitation est inférieure à 50 % de la surface totale du local. Cette surface n'est pas soumise à compensation.

- Dès lors qu'aucune stipulation contractuelle prévue dans le bail ou le règlement de copropriété ne s'y oppose, l'exercice d'une activité professionnelle, y compris commerciale, peut être autorisé dans une partie d'un local à usage d'habitation, dès lors que l'activité considérée n'est exercée que par le ou les occupants ayant leur résidence principale dans ce local ; et dès lors qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger

pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti conformément à l'article L 631-7-2 du Code de la construction et de l'habitation.

- Dès lors qu'aucune stipulation contractuelle prévue dans le bail ou le règlement de copropriété ne s'y oppose, l'exercice d'une activité professionnelle, à l'exclusion des activités commerciales, peut être autorisé dans une partie d'un local à usage d'habitation appartenant aux organismes mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation, dès lors que l'activité considérée n'est exercée que par le ou les occupants ayant leur résidence principale dans ce local ; et dès lors qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti conformément à l'article L 631-7-5 du Code de la construction et de l'habitation.

- Dès lors qu'aucune stipulation contractuelle prévue dans le bail ou le règlement de copropriété ne s'y oppose, l'exercice d'une activité professionnelle, y compris commerciale, peut être autorisé dans une partie d'un local d'habitation appartenant aux organismes mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation et situé au rez-de-chaussée, pourvu que l'activité considérée ne soit exercée que par le ou les occupants ayant leur résidence principale dans ce local, qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti.

L'autorisation délivrée en application des deux derniers paragraphes est précédée d'un avis du propriétaire du local. Passé un délai d'un mois, cet avis est réputé favorable.

Article 3.3 : Conditions générales de compensation

La compensation consiste en la transformation concomitante en habitation de locaux ayant un autre usage que l'habitation au 1er janvier 1970 ou ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme changeant leur destination postérieurement au 1er janvier 1970 et n'ayant pas déjà été utilisés à titre de compensation.

La compensation peut également consister en l'achat de droits dits « de commercialité », auprès de propriétaires autorisés à créer un ou plusieurs logements par changement de destination. Dans ce cas, il sera produit à l'appui de la demande d'autorisation de changement d'usage contre compensation, une convention de cession de commercialité.

Les locaux proposés en compensation **doivent être de qualité et de surface au moins équivalentes** à ceux faisant l'objet du changement d'usage. Les locaux objets du changement

d’usage situés en zone 1 (linéaires commerciaux) et en zone 2 (zone de grand déficit de logements familiaux) peuvent être compensés indistinctement en zone 1 ou en zone 2. Le zonage est annexé au présent règlement (annexe 1).

Les locaux proposés en compensation doivent être décents et présenter toutes les conditions normales de sécurité et de salubrité.

Les dossiers sont examinés en fonction de la qualité d’habitabilité des locaux.

Si plusieurs locaux sont appelés à être compensés, ils peuvent l’être par un nombre moindre de locaux d’habitation de compensation, à la condition que la surface totale soit au moins équivalente à la surface cumulée des locaux à compenser.

Article 4 : Dispositions particulières relatives aux changements d’usage en meublé de tourisme

Il s’agit de la mise en location d’un local meublé destiné de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n’y élit pas domicile.

Au sens de l’article L. 631-7 du Code de la construction et de l’habitation, le fait de louer un local meublé destiné à l’habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n’y élit pas domicile constitue un changement d’usage.

La délivrance de l’autorisation de changement d’usage d’un local destiné à l’habitation en location de meublée de tourisme **est soumise au principe de compensation tel qu’il est précisé à l’article 3.3 du présent règlement.**

Ainsi, toute création d’un meublé de tourisme par transformation d’un local à usage d’habitation **devra être compensée par la création d’un nouveau logement de même surface et de même typologie** en changement de destination d’un local d’activité ;

Lorsque le local à usage d'habitation constitue la résidence principale du loueur, au sens de *l'article 2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs*, l'autorisation de changement d'usage prévue n'est pas nécessaire pour le louer pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile.

Néanmoins, la location d’un meublé de tourisme qui est déclaré en résidence principales ne peut se faire au-delà de 120 nuitées de location par an. Dans ce cas, l’autorisation de changement d’usage est nécessaire.

L’enregistrement du meublé de tourisme permettant l’obtention d’un numéro d’enregistrement ainsi que les formalités liées à la taxe de séjour sont obligatoires en application de la délibération 01/02 du Conseil municipal du 18 octobre 2023 et des articles L.324-1-1 et D.324-1-1 du Code du tourisme.

Article 5 : Conditions et modalités d'instruction des demandes d'autorisations

En application de l'article L.631-8 du C.C.H, lorsque le changement d'usage fait l'objet de travaux entrant dans le champ d'application du permis de construire, la demande de permis de construire (PC) ou la déclaration préalable (DP) vaut demande de changement d'usage. Le demandeur devra, néanmoins, compléter le formulaire de demande d'autorisation de changement d'usage parallèlement à une demande de PC ou d'une DP.

En cas de division d'un logement, une autorisation est à solliciter pour chaque nouveau logement issu de cette division qui serait destiné à la location meublée touristique.

Ces travaux ne peuvent être exécutés qu'après l'obtention de l'autorisation mentionnée à l'article L.631-7 du C.C.H.

Rappel concernant les divisions de logement

Une demande d'Autorisation Préalable de Division (APD) est à réaliser obligatoirement avant tous travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un même immeuble.

Plus d'information sur : https://www.ville-lamadeleine.fr/demarches/logement/permis-de-louer-et-de-diviser-un-logement

Dès lors qu'une autorisation de changement d'usage est requise, le pétitionnaire doit déposer un formulaire de demande accompagné des pièces justificatives, listées en annexe du formulaire à la Direction Urbanisme, Logement, Commerce, Service Logement, Hôtel de Ville, 160 rue du Général De Gaulle, CS 20218, 59562 LA MADELEINE cédex.

Deux formulaires sont disponibles :

- l'un pour les demandes de changement d'usage à caractère réel (avec compensation) d'un local d'habitation à un autre usage que l'habitation. Pour ces demandes, une demande d'autorisation d'urbanisme doit également être déposée auprès de la direction de l'urbanisme afin de modifier la destination du local.

- l'autre pour les demandes de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) d'un local d'habitation à un autre usage que l'habitation.

Si le pétitionnaire est propriétaire du local faisant l'objet de la demande et que celui-ci est situé dans une copropriété, il devra s'assurer le règlement de copropriétaire ne s'oppose pas au changement d'usage.

Si le pétitionnaire n'est pas propriétaire du local ou ne dispose pas de droits réels sur ce local, il devra fournir un document attestant que le changement d'usage est autorisé par les ayants droits (accord écrit du propriétaire et règlement de copropriété). En tout état de

cause, la Ville informera la copropriété (syndic ou président du conseil syndical) de la demande d'autorisation de changement d'usage.

A compter de la réception du formulaire, les services de la Mairie de La Madeleine disposent de deux mois pour délivrer l'autorisation ou notifier le refus d'autorisation. En l'absence de réponse passé ce délai, l'autorisation est obtenue tacitement.

Dans le cas où la demande de PC ou DP vaut demande de changement d'usage, le délai d'instruction et de délivrance de l'autorisation est identique à celui de l'autorisation d'urbanisme concernée.

Article 6 : Infractions

En cas d'infraction aux dispositions de l'article L.631-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, des poursuites auprès du Tribunal de Grande Instance de Lille peuvent être engagées pour mettre en œuvre les sanctions prévues aux articles L.651-2 et L.651-3 du même Code :

- Toute personne qui enfreint les dispositions de l'article L. 631-7 ou qui ne se conforme pas aux conditions ou obligations imposées en application dudit article est passible d'une amende civile dont le montant ne peut excéder 50 000 euros par local irrégulièrement transformé. Cette amende est prononcée à la requête du ministère public par le président du tribunal de grande instance du lieu de l'immeuble, statuant en référé ;

  Le président du tribunal ordonne le retour à l'habitation des locaux transformés sans autorisation dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de celui-ci, il prononce une astreinte d'un montant maximal de 1 000 euros par jour et par mètre carré utile des locaux irrégulièrement transformés. Passé ce délai, l'administration peut procéder d'office, aux frais du contrevenant, à l'expulsion des occupants et à l'exécution des travaux nécessaires.
- Quiconque a sciemment fait de fausses déclarations, quiconque a, à l'aide de manœuvres frauduleuses, dissimulé ou tenté de dissimuler les locaux soumis à déclaration, est passible d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 80 000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal correctionnel prononce, en outre, la résiliation du bail et l'expulsion des locataires irrégulièrement installés.

De plus, si le propriétaire méconnait le code de l'urbanisme ou le règlement sanitaire départemental, il s'expose également à des poursuites sur le fondement de ces législations.

Article 7 : Modalités d'exécution d'entrée en vigueur du présent règlement et transition des autorisations délivrées antérieurement

Le présent règlement entrera en vigueur à compter du 1er septembre 2024.

Les autorisations de changement d'usage à titre personnel et temporaire délivrées depuis le 1er octobre 2023 continueront de produire leurs effets jusqu'à l'expiration des durées de validité prévues dans les arrêtés d'autorisation. À l'issue de cette date, le propriétaire, s'il entend poursuivre son activité de location de meublés de tourisme devra se conformer au présent règlement en déposant une nouvelle demande d'autorisation selon les conditions et modalités notamment prévues aux articles 3, 4, 5 et 7.

Les demandes d'autorisations de changement d'usage reçues à compter du 1er septembre 2024 seront instruites dans le respect des dispositions du présent règlement.

ANNEXES

- Annexe 1 : Cartes des zones ;
- Annexe 2 :

• Formulaire de demande de changement d’usage à caractère réel (avec compensation)

• Liste des pièces à joindre

- Annexe 3 :

• Formulaire de demande de changement d’usage à titre personnel, sans compensation

• Liste des pièces à joindre

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110731-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0236

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

PLAN NATIONAL POUR LE LOGEMENT D'ABORD (2023-2027) - MISE EN ŒUVRE ACCELEREE SUR LE TERRITOIRE DE LA MEL - CONVENTION ÉTAT-MEL 2024

Vu le deuxième plan national pour le Logement d'abord 2023-2027 prenant la suite du premier plan national pour le Logement d'abord 2018-2022 ;

Vu le courrier ministériel du 3 janvier 2023 confirmant la poursuite du soutien financier de l'État aux "Territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord", dont la Métropole européenne de Lille.

I. Exposé des motifs

Le plan Logement d'abord, c'est d'abord la conviction que tout le monde a le droit et est capable d'habiter un logement. C'est la volonté de créer des solutions de logements abordables et adaptées aux besoins des personnes sans domicile ou menacées de l'être. C'est enfin rappeler le caractère indispensable de l'accompagnement social et pluridisciplinaire et des professionnels qui le font vivre au quotidien.

1. Le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord (2023-2027)

À l'occasion du lancement du deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord (LDA), l'État a présenté le bilan du premier plan LDA, les enjeux et les trois axes du deuxième plan LDA :

- produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité ;
- conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations ;
- accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé.

Pour accélérer cette lutte contre la grande exclusion et faire évoluer les pratiques du secteur Accueil Hébergement Insertion (AHI) comme du secteur du logement, l'État propose également de s'appuyer sur les avancées du premier plan, dont :

- **la logique d'innovation** à travers notamment le développement d'actions spécifiques pour l'accompagnement de ménages cumulant les vulnérabilités ;
- **le rôle central du SIAO** (service intégré d'accueil et d'orientation) en tant que clé de voute du service public de la rue au logement ;

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110731-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

- **l'engagement au niveau local de l'État et des collectivités territoriales** afin d'assurer l'articulation des différentes compétences dédiées au logement, à l'hébergement et à l'accompagnement social. Cela se traduit par la contractualisation entre l'État et 44 territoires de mise en œuvre accélérée, dont la Métropole européenne de Lille (MEL).

2. L'actualisation de la feuille de route métropolitaine Logement d'abord (2024-2027)

À l'échelle de la MEL, l'année 2023 a été une année de transition permettant de réaliser (cf. annexes 1) :

- le bilan des principaux indicateurs de l'observation sociale pour le LDA (Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole) ;
- l'évaluation de la gouvernance et de la feuille de route métropolitaine LDA 2018-2022 (service *Évaluation des politiques publiques* de la MEL). La délibération n° 24-C-0231 inscrite au Conseil du 28 juin 2024 prend ainsi acte des enseignements et préconisations ;
- l'évaluation des actions cofinancées au titre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) LDA par l'État et la MEL entre 2018 et 2022 (Action Tank).

Sur la période 2018-2022, l'État et la MEL ont mobilisé 5,6 millions d'euros pour l'accès et le maintien des ménages sans domicile ou mal logés dans le cadre des deux contractualisations AMI LDA et CALPAE (convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi).

Ces enseignements ont été présentés au comité de pilotage LDA du 26 janvier 2024 afin d'échanger sur les perspectives 2024-2027 et mobiliser les partenaires, ceci dans un contexte très différent de 2018, date d'engagement du territoire. En effet, le contexte national et local s'est dégradé, en particulier les capacités à produire ou à mobiliser une offre de logement abordable. Le consensus partagé autour des principes du LDA pourrait en pâtir, freinant ainsi les ambitions et les réalisations futures.

L'actualisation de la feuille de route métropolitaine LDA a pour ambition de poursuivre les initiatives pertinentes déjà engagées, tout en élargissant les leviers d'action et en assurant les articulations nécessaires avec le Contrat de ville et des solidarités, en particulier sur les volets logement, jeunesse et accès aux droits.

De façon synthétique, les principaux enjeux à relever sur 2024-2027 sont les suivants :

- **Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé**

Ce qui est engagé, à poursuivre : la production de logements sociaux abordables PLAI, de PLAI-adaptés et de pensions de famille, la mobilisation du parc privé à vocation sociale, l'attribution de logements dans le parc social aux sortants d'hébergement et aux sans-abris.

Ce qui est à développer : la production de résidence accueil, de résidences habitat jeunes, la réhabilitation de structures spécifiques.

- **Assurer un accompagnement global et personnalisé des ménages**

Ce qui est engagé, à poursuivre : le lancement de la coordination accompagnement Logement d'abord (CALDA) et de coordination Logement d'abord et santé (CLAS), les actions d'accompagnement spécifiques, l'évolution du règlement du FSL, du FNAVDL (fonds national d'accompagnement vers et dans le logement), de l'IML (InterMédiation locative).

Ce qui est à développer : le renforcement du rôle du SIAO, pivot des parcours d'accompagnement vers et dans le logement, les actions d'accompagnement global (logement - santé - insertion).

- **Favoriser l'accès aux droits liés au logement et prévenir les ruptures**

Ce qui est engagé, à poursuivre : la mise en œuvre des préconisations de l'étude accès aux droits et appui aux CCAS, le déploiement de Soliguide, la création d'une boite à outils Logement FALC (facile à lire et à comprendre).

Ce qui est à développer (en cohérence avec le volet "solidarités" du contrat de ville et des solidarités) : la coordination des acteurs et des permanences sociojuridiques, l'engagement de la MEL dans le copilotage de la CCAPEX (commission de coordination des actions de prévention des expulsions), l'élaboration de la charte Prévention des expulsions, les enseignements des expérimentations "Territoires zéro non recours" à Lille et Wattrelos.

De façon transversale, il importe également de poursuivre les travaux d'observation sociale (mieux connaitre la demande et les besoins pour piloter l'action publique), de sensibilisation (suivre les principes du logement d'abord dans un contexte contraint) et d'animation (associer les ménages concernés, développer les partenariats avec les communes, partager les initiatives engagées, échanger sur les pratiques professionnelles, etc.).

3. La convention 2024 pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord sur le territoire de la MEL

Dans le cadre de la convention pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord au titre de 2024, l'État et la MEL s'engagent à mettre en œuvre un programme d'actions en accord avec les enjeux identifiés dans la feuille de route métropolitaine 2024-2027, à cofinancer ces actions en 2024 et à en assurer le suivi et l'évaluation.

Le programme des actions et la répartition des co-financements (hors pilotage métropolitain) au titre de 2024 par l'État (247 000 €, soit 49 %) et la MEL (250 976 €, soit 51 %) font l'objet d'une délibération du bureau en date du 28 juin 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'adopter la convention État-MEL pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord 2024 ;

2. D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention État-MEL pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord 2024 ;

3. D'imputer les recettes d'un montant de 247 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0236

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

PLAN NATIONAL POUR LE LOGEMENT D'ABORD (2023-2027) - MISE EN ŒUVRE ACCELEREE SUR LE TERRITOIRE DE LA MEL - CONVENTION ÉTAT-MEL 2024

Vu le deuxième plan national pour le Logement d'abord 2023-2027 prenant la suite du premier plan national pour le Logement d'abord 2018-2022 ;

Vu le courrier ministériel du 3 janvier 2023 confirmant la poursuite du soutien financier de l'État aux "Territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord", dont la Métropole européenne de Lille.

I. Exposé des motifs

Le plan Logement d'abord, c'est d'abord la conviction que tout le monde a le droit et est capable d'habiter un logement. C'est la volonté de créer des solutions de logements abordables et adaptées aux besoins des personnes sans domicile ou menacées de l'être. C'est enfin rappeler le caractère indispensable de l'accompagnement social et pluridisciplinaire et des professionnels qui le font vivre au quotidien.

1. Le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord (2023-2027)

À l'occasion du lancement du deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord (LDA), l'État a présenté le bilan du premier plan LDA, les enjeux et les trois axes du deuxième plan LDA :

- produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité ;
- conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations ;
- accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé.

Pour accélérer cette lutte contre la grande exclusion et faire évoluer les pratiques du secteur Accueil Hébergement Insertion (AHI) comme du secteur du logement, l'État propose également de s'appuyer sur les avancées du premier plan, dont :

- **la logique d'innovation** à travers notamment le développement d'actions spécifiques pour l'accompagnement de ménages cumulant les vulnérabilités ;
- **le rôle central du SIAO** (service intégré d'accueil et d'orientation) en tant que clé de voute du service public de la rue au logement ;

- **l'engagement au niveau local de l'État et des collectivités territoriales** afin d'assurer l'articulation des différentes compétences dédiées au logement, à l'hébergement et à l'accompagnement social. Cela se traduit par la contractualisation entre l'État et 44 territoires de mise en œuvre accélérée, dont la Métropole européenne de Lille (MEL).

2. L'actualisation de la feuille de route métropolitaine Logement d'abord (2024-2027)

À l'échelle de la MEL, l'année 2023 a été une année de transition permettant de réaliser (cf. annexes 1) :

- le bilan des principaux indicateurs de l'observation sociale pour le LDA (Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole) ;
- l'évaluation de la gouvernance et de la feuille de route métropolitaine LDA 2018-2022 (service *Évaluation des politiques publiques* de la MEL). La délibération n° 24-C-0231 inscrite au Conseil du 28 juin 2024 prend ainsi acte des enseignements et préconisations ;
- l'évaluation des actions cofinancées au titre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) LDA par l'État et la MEL entre 2018 et 2022 (Action Tank).

Sur la période 2018-2022, l'État et la MEL ont mobilisé 5,6 millions d'euros pour l'accès et le maintien des ménages sans domicile ou mal logés dans le cadre des deux contractualisations AMI LDA et CALPAE (convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi).

Ces enseignements ont été présentés au comité de pilotage LDA du 26 janvier 2024 afin d'échanger sur les perspectives 2024-2027 et mobiliser les partenaires, ceci dans un contexte très différent de 2018, date d'engagement du territoire. En effet, le contexte national et local s'est dégradé, en particulier les capacités à produire ou à mobiliser une offre de logement abordable. Le consensus partagé autour des principes du LDA pourrait en pâtir, freinant ainsi les ambitions et les réalisations futures.

L'actualisation de la feuille de route métropolitaine LDA a pour ambition de poursuivre les initiatives pertinentes déjà engagées, tout en élargissant les leviers d'action et en assurant les articulations nécessaires avec le Contrat de ville et des solidarités, en particulier sur les volets logement, jeunesse et accès aux droits.

De façon synthétique, les principaux enjeux à relever sur 2024-2027 sont les suivants :

- **Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé**

Ce qui est engagé, à poursuivre : la production de logements sociaux abordables PLAI, de PLAI-adaptés et de pensions de famille, la mobilisation du parc privé à vocation sociale, l'attribution de logements dans le parc social aux sortants d'hébergement et aux sans-abris.

Ce qui est à développer : la production de résidence accueil, de résidences habitat jeunes, la réhabilitation de structures spécifiques.

- **Assurer un accompagnement global et personnalisé des ménages**

Ce qui est engagé, à poursuivre : le lancement de la coordination accompagnement Logement d'abord (CALDA) et de coordination Logement d'abord et santé (CLAS), les actions d'accompagnement spécifiques, l'évolution du règlement du FSL, du FNAVDL (fonds national d'accompagnement vers et dans le logement), de l'IML (InterMédiation locative).

Ce qui est à développer : le renforcement du rôle du SIAO, pivot des parcours d'accompagnement vers et dans le logement, les actions d'accompagnement global (logement - santé - insertion).

- **Favoriser l'accès aux droits liés au logement et prévenir les ruptures**

Ce qui est engagé, à poursuivre : la mise en œuvre des préconisations de l'étude accès aux droits et appui aux CCAS, le déploiement de Soliguide, la création d'une boite à outils Logement FALC (facile à lire et à comprendre).

Ce qui est à développer (en cohérence avec le volet "solidarités" du contrat de ville et des solidarités) : la coordination des acteurs et des permanences sociojuridiques, l'engagement de la MEL dans le copilotage de la CCAPEX (commission de coordination des actions de prévention des expulsions), l'élaboration de la charte Prévention des expulsions, les enseignements des expérimentations "Territoires zéro non recours" à Lille et Wattrelos.

De façon transversale, il importe également de poursuivre les travaux d'observation sociale (mieux connaitre la demande et les besoins pour piloter l'action publique), de sensibilisation (suivre les principes du logement d'abord dans un contexte contraint) et d'animation (associer les ménages concernés, développer les partenariats avec les communes, partager les initiatives engagées, échanger sur les pratiques professionnelles, etc.).

3. La convention 2024 pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord sur le territoire de la MEL

Dans le cadre de la convention pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord au titre de 2024, l'État et la MEL s'engagent à mettre en œuvre un programme d'actions en accord avec les enjeux identifiés dans la feuille de route métropolitaine 2024-2027, à cofinancer ces actions en 2024 et à en assurer le suivi et l'évaluation.

Le programme des actions et la répartition des co-financements (hors pilotage métropolitain) au titre de 2024 par l'État (247 000 €, soit 49 %) et la MEL (250 976 €, soit 51 %) font l'objet d'une délibération du bureau en date du 28 juin 2024.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'adopter la convention État-MEL pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord 2024 ;

2. D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention État-MEL pour la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord 2024 ;

3. D'imputer les recettes d'un montant de 247 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

JUIN 2024



OBSERVATION SOCIALE POUR LE LOGEMENT D'ABORD DANS LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Évolutions 2018-2022

l'Agence DE DÉVELOPPEMENT ET D'URBANISME DE Lille Métropole

24-C-0236

Directeur de publication : **Didier DECOUPIGNY**
Responsable de publication : **Anne VANDEWIELE**
Avec l'appui du pôle cartographie, géomatique, statistiques
Crédit photo image de couverture : **© ADULM**
Impression : **AD Concept**

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

SYNTHÈSE 6

1 L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENT TRÈS SOCIAL, DE LOGEMENT ADAPTÉ ET D'HÉBERGEMENT 10

1.1. L'accès au parc social 11
A. Une tension de plus en plus forte entre l'offre et la demande de logement social 11
B. 2 305 ménages « sans abri » et 2 398 ménages « sortants d'hébergement » relogés en 5 ans 12
C. Un effort important sur la priorisation des publics 15
D. Un effort poursuivi sur la production de logements sociaux abordables et adaptés 23
1.2. Le logement adapté 31
A. La relance de l'intermédiation locative 31
B. Le développement de places en logement adapté durable 33
C. Une offre de résidences sociales à rénover et à conforter 34
1.3. L'hébergement 35
A. Une offre d'hébergement qui s'est développée à l'occasion de la crise sanitaire 35
B. Une hausse de 31% du nombre de personnes hébergées entre 2019 et 2023 38

2 L'ÉVOLUTION DES BESOINS 42

2.1. Les besoins répertoriés des personnes sans domicile et non hébergées 43
A. Une demande d'hébergement faite au 115 en hausse 43
B. Migrants intra-européens : baisse du nombre de ménages en bidonvilles, hausse du nombre de ménages en errance 51
2.2. Les personnes en liste d'attente pour un hébergement ou un logement 57
A. 2 016 ménages en demande d'hébergement ou de logement via le SI-SIAO 57
B. Une hausse du nombre de personnes en demande d'hébergement ou de logement via le SI-SIAO 61
2.3. Les expulsions locatives 62
A. Moins de démarrage de procédures d'expulsions 62
B. Un nombre d'expulsions exécutées multiplié par 2 entre 2018 à 2022 62

CONCLUSION 66

INTRODUCTION

Une observation sociale réalisée depuis 2018 par l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole dans le cadre de la mise en œuvre locale du plan national pour le Logement d'abord

En 2018, la Métropole Européenne de Lille a répondu à l'Appel à manifestation d'intérêt lancé par la Direction interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) dans le cadre du plan national pour le Logement d'abord. La MEL a fait ainsi partie des territoires de mise en œuvre accélérée de la politique du Logement d'abord pour la période 2018-2022. Cette politique fait de l'accès direct au logement une priorité pour la réinsertion des personnes sans domicile.

Dans ce cadre, la MEL et la DIHAL ont confié à l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole une mission d'observation sociale afin de venir éclairer la mise en œuvre de l'action publique sur le territoire de la MEL par la connaissance des besoins des publics concernés : leur nombre, leurs profils, leurs parcours, les problématiques qu'ils rencontrent et la pertinence des solutions proposées.

De 2018 à 2022, l'Agence a ainsi réalisé une observation :

- sur un plan quantitatif : à partir de données transmises par les partenaires, traitées et analysées par l'Agence, éclairées par des entretiens avec les partenaires ;
- et sur un plan qualitatif à partir d'études sociologiques basées sur des entretiens avec des personnes sans domicile ou vulnérables vis-à-vis du logement, ou ayant vécu cette situation.

En 2023, une observation portant sur l'évolution des besoins et de l'offre de 2018 à 2022 avant le lancement d'un second plan Logement d'abord 2023-2027

L'année 2023 a été une année charnière entre le plan Logement d'abord 2018-2022 et le plan Logement d'abord 2024-2027. Elle a été l'occasion, pour la MEL, de réaliser une évaluation de la mise en œuvre de cette politique sur son territoire. L'observation réalisée par l'Agence constitue un des trois volets de cette évaluation, à côté de l'évaluation de la gouvernance et de la feuille de route réalisée par le service évaluation des politiques publiques de la MEL et à côté de l'évaluation de 10 actions d'accompagnement réalisée par l'Action Tank Entreprises et Pauvreté.

Le travail d'observation réalisé par l'Agence vise à mettre en évidence les évolutions constatées sur le territoire concernant :

- les besoins des publics sans-domicile ou vulnérables vis-à-vis du logement ;
- et également l'offre qui a été développée en termes de logement, de logement adapté et d'hébergement.

L'objectif de ce travail, réalisé au cours de l'année 2023, est donc de retracer ces évolutions à partir de données statistiques annuelles de 2018 à 2022. Pour certaines données, les éléments observés vont jusqu'au printemps de l'année 2023 (appels au 115, liste d'attente et liste d'hébergement du SIAO, données de la plateforme Résorption bidonvilles).

La méthode : un travail partenarial

Le travail d'observation réalisé repose sur un groupe de travail partenarial qui a permis de :

- définir le champ d'observation ;
- mettre à disposition les ressources nécessaires à l'observation que ce soit en termes d'accès à des données ou en termes d'accès aux acteurs de terrain et aux publics accompagnés ;
- valider et compléter les analyses.

Ont participé à ces travaux :

- la direction Habitat de la MEL ;
- les services de l'Etat (Direction départementale emploi travail et solidarité, Direction territoriale des territoires et de la mer) ;
- le Conseil départemental du Nord ;
- la Coordination mobile d'accueil et d'orientation ;
- l'Union régionale pour l'habitat Hauts-de-France ;
- la Fédération des acteurs de la solidarité ;
- la Fondation Abbé Pierre.

Un large champ d'observation

Le champ de l'observation sociale pour le Logement d'abord défini par les partenaires, est volontairement large. Il concerne :

- les personnes sans domicile, qu'elles soient hébergées ou sans abri et les personnes vulnérables vis-à-vis du logement, c'est-à-dire qui sont actuellement dans un logement mais qui présentent un risque de le perdre, ou qui sont actuellement en institution (hôpital, détention, placement dans le cadre de l'Aide sociale à l'enfance) et présentent des fragilités pouvant mettre en péril leur accès au logement lors de la suite de leur parcours ;
- les personnes présentant toutes les conditions administratives pour accéder au logement (droit de séjour et revenus), aussi bien que les personnes qui ne remplissent pas ces conditions au moment de la réalisation de cette observation, notamment les personnes sans titre de séjour et les jeunes migrants isolés en procédure de reconnaissance de minorité ;
- les personnes en demande active d'hébergement ou de logement, aussi bien que les personnes en situation de non recours, que ce soit par manque d'information ou parce qu'elles ont renoncé ;
- les personnes ayant pour projet d'accéder au logement, aussi bien que celles qui ne formulent pas ce projet.

Un document en deux parties

Ce document s'organise autour de deux parties :

- la première partie met en évidence l'évolution de l'offre à travers :
  - l'accès au logement à loyer modéré des ménages les plus fragiles et la production de logements abordables ;
  - l'offre en logement adapté : l'intermédiation locative, les pensions de familles et résidences accueil, les résidences sociales ;
  - l'hébergement.
- la seconde partie décrit l'évolution des besoins des publics sans domicile ou vulnérables vis-à-vis du logement concernant :
  - les besoins des personnes sans domicile et non hébergées : via les appels au 115 et le suivi des ménages en bidonvilles ;
  - la liste d'attente du SIAO[1] pour l'hébergement et le logement ;
  - les expulsions locatives.

[1] SIAO : Service intégré d'accueil et d'orientation.
Voir page 57.

SYNTHÈSE

L'observation sociale pour le Logement d'abord réalisée en 2023 par l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole permet de dégager trois enseignements principaux pour le territoire de la Métropole Européenne de Lille quant à la mise en œuvre du plan Logement d'abord de 2018 à 2022.

1. Une tension de plus en plus forte entre la demande et l'offre de logement social

Tout d'abord, la mise en œuvre de la politique du Logement d'abord s'est déroulée dans un cadre contraignant, celui d'un manque de logements. En particulier, pour les personnes ayant les ressources les plus faibles, la tension est de plus en plus forte concernant l'accès au parc de logements à loyers modérés.

6,2 demandes de logements sociaux pour une attribution

Le nombre de demandes de logements sociaux augmente de 13% entre 2018 et 2022 tandis que le nombre d'attributions diminue de 14%. On compte ainsi 62 700 demandes fin 2022 pour 10 100 attributions au cours de l'année.

En 4 ans, la tension passe ainsi de 4,7 demandes pour une attribution à 6,2.

32 communes déficitaires en logements sociaux

On compte, en effet, dans le territoire de la MEL, 32 communes déficitaires en logements sociaux au titre de la loi SRU car bien que comptant plus de 3 500 habitants, elles comptent moins de 25% de logements sociaux.

Les communes les plus déficitaires en nombre de logements sociaux sont Marcq-en-Barœul (1 019 logements manquants), Lambersart (934 logements), Mouvaux (581 logements), Faches-Thumesnil (437 logements), Neuville-en-Ferrain (420 logements)[2].

Un manque de certaines typologies de logements sociaux

Tous les logements sociaux ne manquent pas de la même manière sur le territoire. La tension est la plus forte sur les plus petites typologies de logements à faible niveau de loyer, en particulier les T2. Inversement, il manque de grandes typologies à destination des familles nombreuses (T4 et T5). Une vigilance est à porter également sur le manque de logements adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Une production de logements sociaux très abordables grevée par les démolitions et les ventes

Entre 2018 et 2022, le territoire compte 446 logements PLAI[3] supplémentaires en moyenne par an (pour un objectif de 500 par an dans le cadre du PLH2 2012-2018 et de 800 par an dans le cadre du PLH3 2022-2028).

Dans le même temps, en raison des démolitions liées aux programmes de renouvellement urbain mais aussi des ventes, le nombre de logements HLM/O d'avant 1977[4] et de logements PLUS d'avant 1977 diminue respectivement de 213 et de 125 en moyenne par an.

Pendant cette période, 10 communes ont pris en charge la moitié du nouveau parc de PLAI : Lille (23%) et Armentières (5,8%) en tête, puis Marquette-lez-Lille, Ronchin, Seclin, Villeneuve d'Ascq, Wambrechies, Tourcoing, Wasquehal et Wattrelos.

[2] Source : Programme local de l'habitat, octobre 2023.

[3] Logements PLAI : logements dont la construction est financée par le Prêt locatif aidé d'intégration qui permet la production des logements ayant le plus bas niveau de loyer.

Le parc privé, un des leviers du Logement d'abord

Le parc privé constitue un axe du plan national Logement d'abord et vient compléter l'offre de logements sociaux. C'est pourquoi l'intermédiation locative a été développée depuis 2019. En mai 2023, on compte 8 opérateurs et 336 logements en intermédiation locative occupés par des ménages et 520 ménages en liste d'attente. Les enjeux sont la mobilisation du parc privé sur cette solution et la possibilité pour les ménages de basculer vers un bail ordinaire.

Les pensions de famille, une réponse adaptée pour les personnes ayant connu de long parcours sans domicile

L'offre des pensions de famille et résidences accueil est reconnue comme pertinente dans le cadre du Logement d'abord. Et il existe un besoin de places supplémentaires. Les actions des acteurs du territoire ont permis de proposer 125 places supplémentaires en pensions de famille entre décembre 2017 et décembre 2022.

Les acteurs continuent à s'engager sur le développement de cette offre. Le PLH3 affiche un objectif de 2 pensions de famille ou résidences accueil supplémentaires par territoire pour la période 2022-2028, soit 400 logements. En 2023, 63 places nouvelles ont été proposées. Pour 2025-2027, 6 projets sont identifiés correspondant à 140 logements.

Deux enjeux demeurent : la répartition territoriale de cette offre de logements adaptés , ainsi que le développement des résidences accueils afin de répondre aux besoins des personnes avec un handicap psychique.



2. Une hausse des relogements des publics prioritaires

Malgré ce contexte contraignant, les actions mises en œuvre par les acteurs du territoire ont permis d'augmenter le nombre d'attributions de logements au bénéfice des publics les plus vulnérables.

Sur la dernière année, près de 728 relogements prioritaires supplémentaires par rapport à 2018

En 2022, 2 092 ménages reconnus prioritaires au titre du Plan départemental pour l'accès au logement et à l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) ou du Droit au logement opposable (DALO) ont accédé à un logement social. Cela représente 20,7% des attributions de logements sociaux en 2022, contre 11,6% en 2018[5].

Au total, en 5 ans, plus de 4 700 ménages sans abri ou sortant d'hébergement relogés dans le parc social

Entre 2018 et 2022, le nombre de ménages sans abri relogés dans le parc social passe de 407 à 507 par an. Celui des ménages sortants d'hébergement de 1 409 à 1 645. Sur l'ensemble de la période 2018-2022, ce sont 4 700 ménages sans abri ou sortant d'hébergement qui ont ainsi été relogés[6].

Un fléchissement des attributions depuis 2021

Les indicateurs de suivi mettent en évidence :

- une stagnation du nombre de relogements des ménages sortant d'hébergement en 2021 et une baisse en 2022 ;
- et une stagnation du nombre des relogements des ménages sans abri en 2022.

Il importe donc d'être vigilant car la demande de ces ménages est en hausse.

Une hausse du nombre de ménages hébergés

L'objectif du Logement d'abord est de permettre l'accès au logement mais cela n'est pas possible pour tous les ménages. L'accès au logement nécessite un droit de séjour long sur le territoire français, ainsi qu'un revenu. De plus, certains ménages préfèrent réaliser une demande d'hébergement. Le territoire de la MEL compte 5 400 places d'hébergement fin 2022[7].

[4] Les logements HLM/O d'avant 1977 sont l'équivalent des logements PLAI pour la période d'avant 1977 car ils sont les logements à plus bas niveaux de loyers.

[5] Source : SYPLO.

[6] Source : SNE.

[7] Source : DDETS (hébergement d'urgence, hébergement d'insertion-stabilisation, ALT, villages d'insertion et hébergement dans le cadre de la demande d'asile). Traitement : ADULM.

Le territoire de la MEL a vu augmenter le nombre de places d'hébergement à l'occasion de la crise sanitaire liée au covid-19, avec près de 950 places d'hébergement supplémentaires ouvertes au printemps 2020 (dont 650 au sein du parc hôtelier). Trois ans plus tard, en mars 2023, une part de cette offre a été pérennisée. On compte ainsi 186 ménages (1 024 personnes) supplémentaires hébergés début avril 2023 par rapport à début mai 2019, ce qui représente une hausse de 10% du nombre de ménages hébergés[8].



3. Des besoins qui ne cessent de croître

Malgré tous les efforts entrepris par les différents acteurs dans le cadre de la mise en œuvre du plan Logement d'abord, la situation des personnes sans abri reste dramatique dans la métropole lilloise.

Une demande d'hébergement d'urgence non pourvue

Au cours du mois de mars 2023, 935 ménages différents ont appelé le 115 pour une demande d'hébergement et ont déclaré avoir dormi à la rue, la veille, ce qui représente 1 821 personnes. Face aux 300 à 400 appels quotidiens, la CMAO[9] n'a, en moyenne, que 3 solutions d'hébergement à proposer chaque jour aux ménages en demande.

Baisse du nombre de ménages en bidonvilles et reprise des expulsions

En avril 2023, on compte 271 ménages de culture Rom vivant en bidonvilles (soit 980 personnes). D'avril 2019 à avril 2020, une série d'opérations de résorption des bidonvilles a permis à de nombreux ménages d'accéder à un logement.

Depuis l'été 2021, hormis l'opération liée au bidonville des Pyramides à Lille en janvier 2023, il a été constaté des expulsions sans solutions pérenne d'hébergement ou de logement. Cela a pour conséquence de multiples réinstallations, la hausse du nombre de sites, la dégradation des conditions de vie (et de scolarisation) et un nombre croissant de ménages en errance.

Une demande d'hébergement en hausse

En mars 2023, le nombre de ménages ayant appelé le 115 a augmenté de 4% par rapport à mars 2019 (+23 ménages, ce qui représentent +113 personnes).

Pendant la même période, le nombre de ménages inscrits sur la liste d'attente du SIAO[10] pour de l'hébergement d'insertion ou du logement a augmenté de 8% (+155 ménages, +884 personnes) atteignant 2 016 ménages (soit 4 085 personnes).

Une hausse du nombre de familles sans domicile

Que ce soit pour les appels au 115, la liste d'attente du SIAO pour l'hébergement d'insertion et le logement ou pour les ménages hébergés, on constate à chaque fois, une hausse du nombre de familles concernées.

Une demande due à de nouvelles fragilités multiples

La hausse de la demande d'hébergement et de logement est alimentée par des fragilités multiples qu'on peut regrouper en deux types de flux différents :

- l'appauvrissement de personnes déjà présentes sur le territoire :
  - des personnes dont la situation économique s'est dégradée en lien avec l'inflation, la perte d'emploi, et/ou des problématiques de santé, notamment psychique,
  - des personnes en rupture de titre de séjour en lien avec l'augmentation des délais de traitement des renouvellements de titre de séjour. Le non renouvellement de ces titres a des répercussions sur l'accès à l'emploi et aux aides sociales, et donc sur les capacités des ménages à se maintenir dans leur logement ;
- l'arrivée de personnes sans abri sur le territoire :
  - dans le cadre de migrations internationales,
  - et depuis d'autres secteurs de la région ou du territoire français.

[8] Source : CMAO, SI-SIAO, ménages hébergés (hors hébergement asile). Traitement : ADULM.

[9] CMAO : coordination mobile d'accueil et d'orientation. Voir page 57.

[10] SIAO : service d'information et d'orientation. Voir page 57.



© Pascaline CHOMBART / MEL

1

L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENT TRÈS SOCIAL, DE LOGEMENT ADAPTÉ ET D'HÉBERGEMENT

1. L'ACCÈS AU PARC SOCIAL

La réussite de la mise en œuvre de la politique du Logement d'abord est conditionnée par l'accès au parc de logement pour les ménages les plus précaires et donc par la disponibilité d'une offre de logements, au sein de laquelle l'offre de logement social à bas niveau de loyer joue un rôle prépondérant.

A. Une tension de plus en plus forte entre l'offre et la demande de logement social

La mise en œuvre du Logement d'abord dans la Métropole Européenne de Lille s'est réalisée dans le cadre contraint d'un fort déséquilibre entre la demande et l'offre de logements sociaux.

6,2 fois plus de demandes que d'attributions en 2022

En 2022, le système national d'enregistrement comptabilise 62 713 demandes de logements sociaux dans la MEL, soit 6,2 fois plus de demandes que d'attributions (10 127 attributions).

Une hausse des demandes, une baisse des attributions

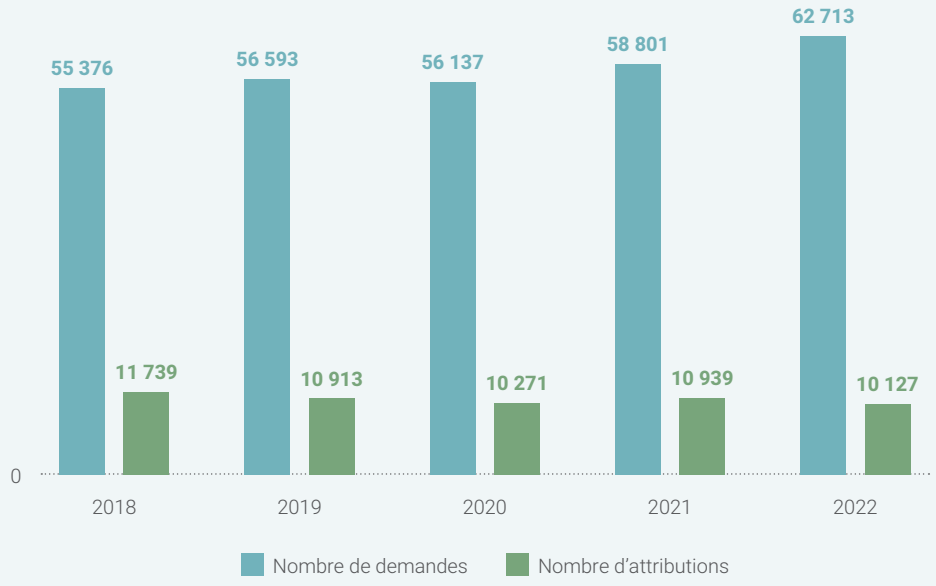
De 2018 à 2022, la tension augmente fortement dans le parc social : on passe de 4,7 demandes pour une attribution à 6,2 :

- **avec une hausse du nombre de demandes : passant de 55 376 à 62 713, soit une hausse de 13% sur l'ensemble de la période (7 337 demandes supplémentaires). Hormis l'année 2020, marquée par une pause lors de la crise sanitaire, cette hausse est constante chaque année ;**


Logements sociaux à Lannoy © Vincent LECIGNE / MEL

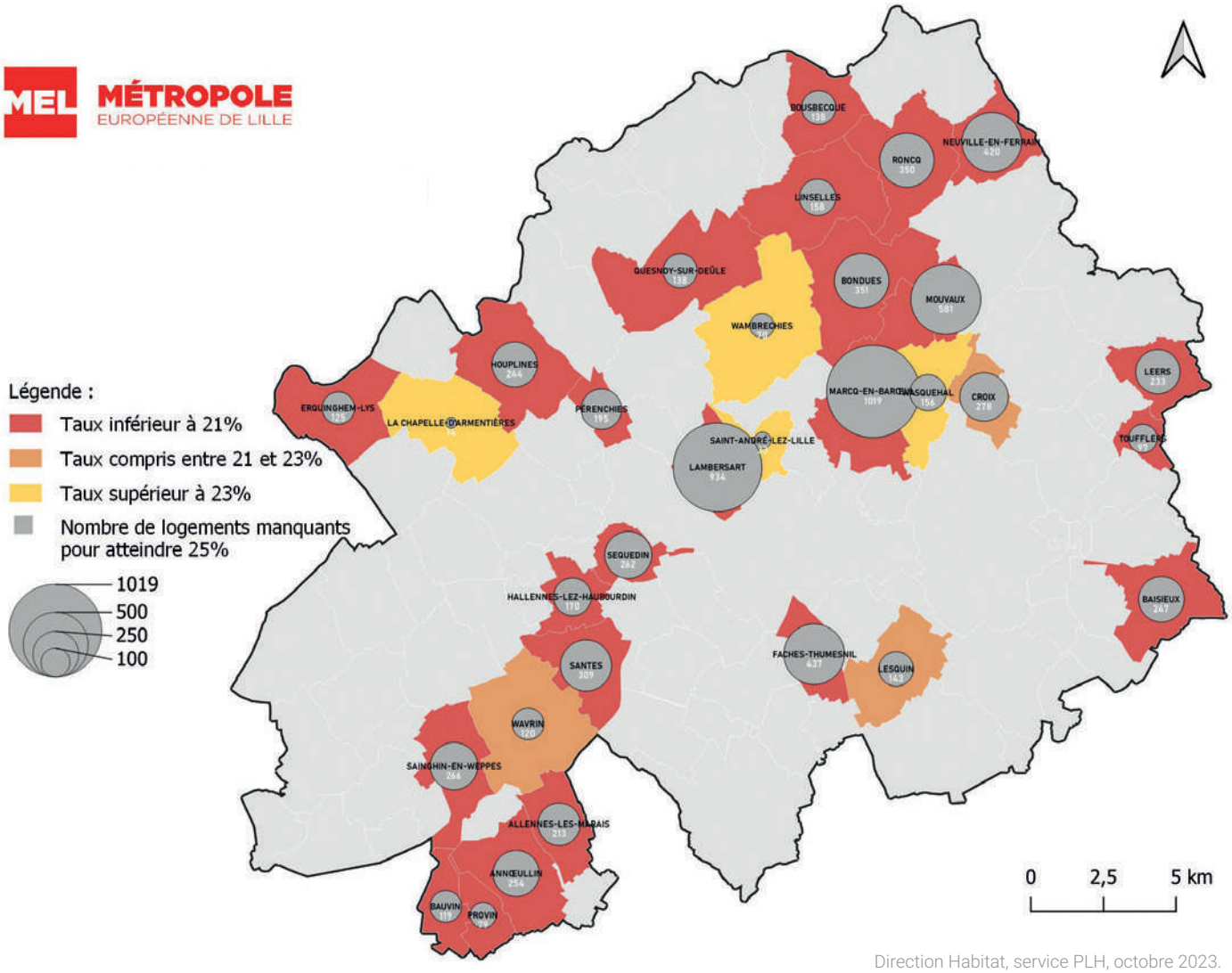
- **avec une baisse des attributions : passant de 11 739 à 10 939, soit une baisse de 14% (1 612 attributions de moins). Là aussi, hormis la période de la crise sanitaire avec une chute plus marquée du nombre d'attributions en 2020, il s'agit d'une évolution continue de 2018 à 2022.**

Évolution du rapport entre les demandes de logement social et les attributions dans la MEL de 2018 à 2022



Source : DDETS, Système national d'enregistrement extrait en début d'année N+1.

TAUX DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX DANS LES COMMUNES SRU



Direction Habitat, service PLH, octobre 2023.

32 communes déficitaires en logements sociaux

Le taux de tension entre l'offre et la demande de logement social dépassant le seuil pivot de 4 demandes pour une attribution, le taux de logements sociaux demandé aux communes de plus de 3 500 habitants dans le cadre de la loi SRU est passé de 20% à 25%, ce qui a pour conséquence d'augmenter le nombre de communes déficitaires dans la MEL, pour atteindre 32 communes.

Les communes les plus déficitaires en nombre de logements sociaux sont Marcq-en-Barœul (1 019 logements manquants), Lambersart (934 logements), Mouvaux (581 logements), Faches-Thumesnil (437 logements) et Neuville-en-Ferrain (420 logements).

B. 2 305 ménages « sans abri » et 2 398 ménages « sortants d'hébergement » relogés en 5 ans

Malgré ce contexte, les indicateurs de suivi national de la mise en œuvre du Logement d'abord, basés sur le Système nationale d'enregistrement (SNE)[11] de la demande de logement mettent en évidence une forte hausse des attributions de logement aux publics cibles.

[11] Dans le SNE, la situation déclarée par les ménages n'est pas vérifiée par un travailleur social si elle ne passe pas par l'inscription parmi les ménages prioritaires dans le cadre du CTT, voir page 17.

Une forte progression des attributions aux ménages « sans abri » entre 2018 et 2021

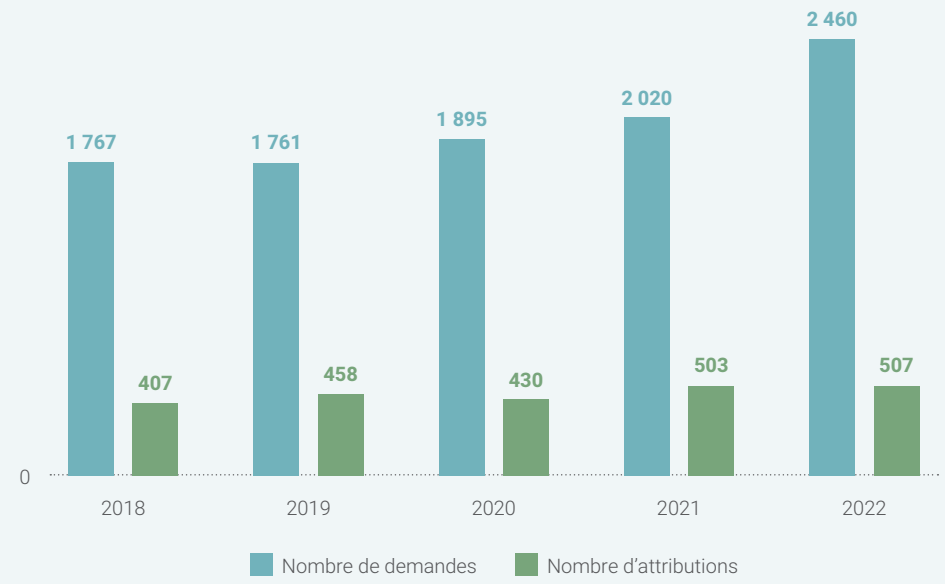
Entre 2018 et 2022, le nombre de demandes de logement social des ménages « sans abri » augmente de 39% (+693 demandes en 2022 par rapport à 2018).

Parallèlement, le nombre d'attributions réalisées au profit de ces ménages augmente entre 2018 et 2021 de 25%, soit 96 attributions supplémentaires en 2021 par rapport à 2018. C'est un résultat positif important du plan Logement d'abord dans un contexte où le nombre total d'attributions de logement social diminue.

Un nombre d'attributions qui stagne en 2022

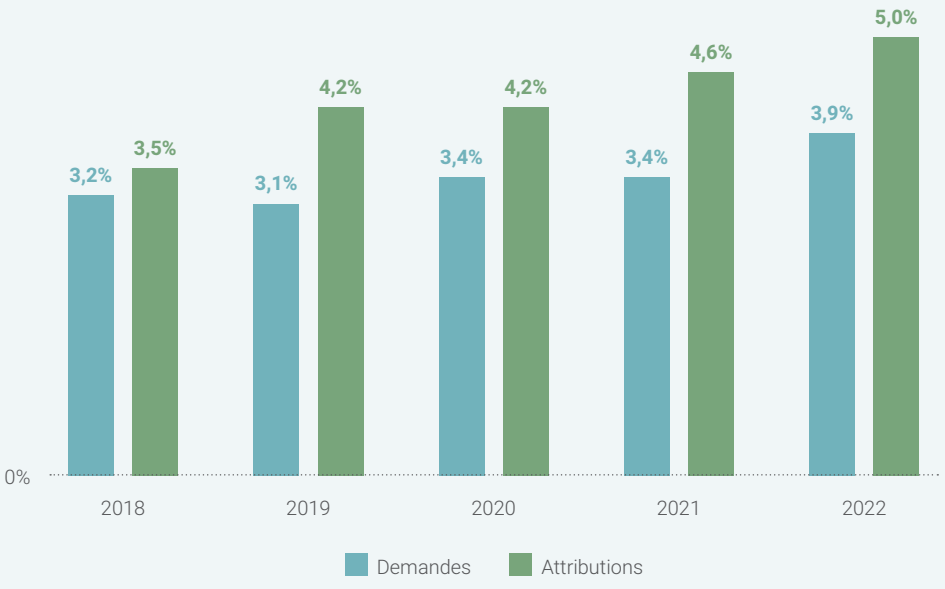
Toutefois, on constate **une stagnation du nombre d'attributions** au profit des ménages « sans abri » entre 2021 et 2022.

Accès au logement social des ménages « sans abri » : demandes et attributions dans la MEL de 2018 à 2022



Sources : MEL, SNE. Traitement : ADULM.

Accès au logement social des ménages « sans abri » : part dans le total des demandes et des attributions dans la MEL de 2018 à 2022



Sources : MEL, SNE. Traitement : ADULM.

Une forte progression des attributions aux ménages « sortant d'hébergement » entre 2018 et 2020

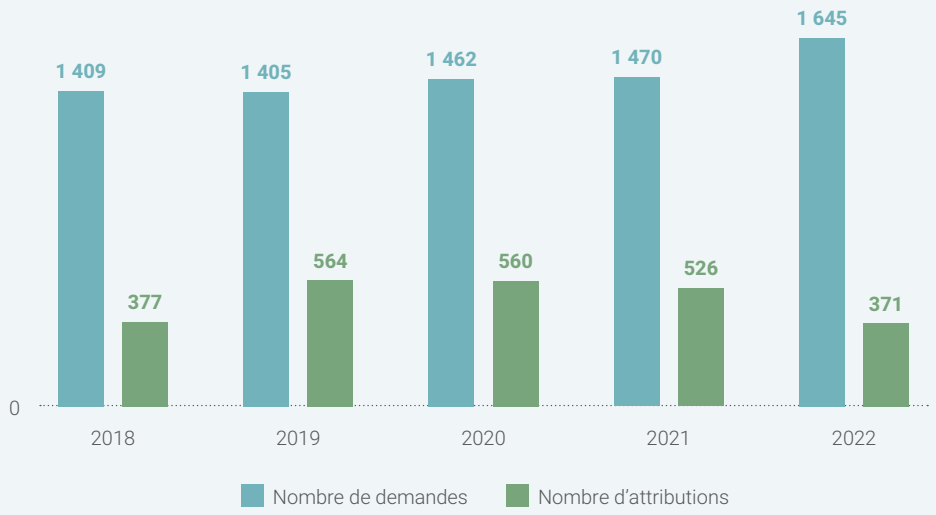
Entre 2018 et 2020, le nombre de demandes de logement social des ménages « sortant d'hébergement » augmente de 17% (+236 demandes en 2020 par rapport à 2018).

Parallèlement, le nombre d'attributions réalisées au profit de ces ménages augmente entre 2018 et 2020 de 39%, soit 149 attributions supplémentaires en 2021 par rapport à 2018. C'est, là aussi, un résultat positif important du plan Logement d'abord dans un contexte où le nombre total d'attributions de logement social diminue.

Un nombre d'attributions qui stagne en 2021 et diminue en 2022

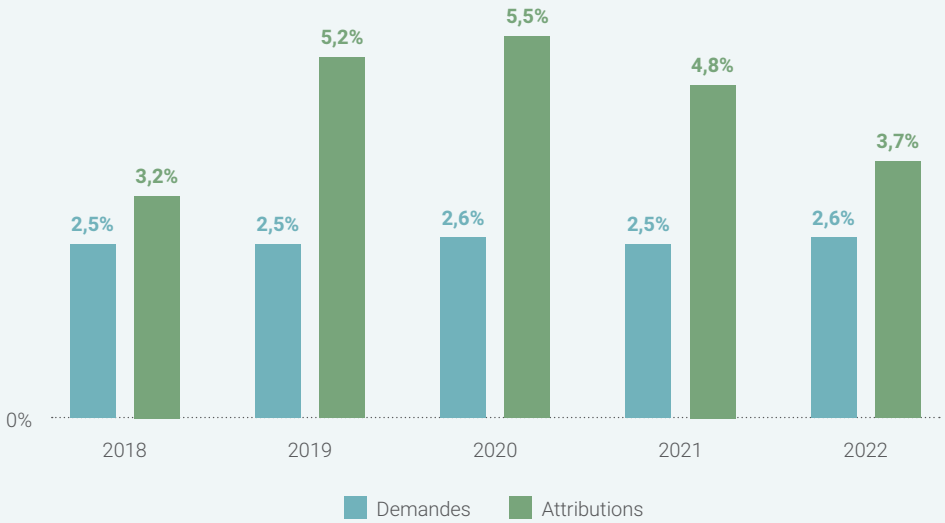
Il convient d'être vigilant car les attributions de logements sociaux au profit des ménages « sortant d'hébergement » montre **un fléchissement avec un nombre qui stagne entre 2020 et 2021, puis diminue entre 2021 et 2022** (-29%, -155 attributions).

Accès au logement social des ménages « sortant d'hébergement » : demandes et attributions dans la MEL de 2018 à 2022



Sources : MEL, SNE. Traitement : ADULM.

Accès au logement social des ménages « sortant d'hébergement » : part dans le total des demandes et des attributions dans la MEL de 2018 à 2022



Sources : MEL, SNE. Traitement : ADULM.

C. Un effort important sur la priorisation des publics

Dans un contexte de forte tension entre l'offre et la demande de logement social, l'effort des partenaires locaux s'est fortement porté sur la priorisation des publics à travers :

- **un travail important d'identification des ménages les plus fragiles ;**
- **et une augmentation des attributions prioritaires de logements en leur faveur.**

Ces efforts ont permis d'améliorer l'accès des ménages les plus défavorisés vis-à-vis du logement.

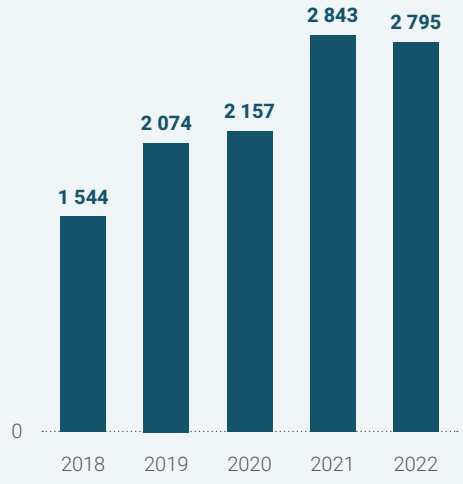
Un nombre d'inscrits prioritaires en hausse de 81% de 2018 à 2022

Entre 2018 et 2022, le nombre de ménages inscrits sur la liste des ménages prioritaires pour l'accès au logement social dans le cadre du PDALHPD (cf. encadré ci-contre) a augmenté de 81% avec 1 251 ménages supplémentaires fin 2022 par rapport à fin 2018.

Cette forte hausse est liée :

- à la réécriture du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) 2019-2024 qui marque la volonté de renforcer l'identification de ces publics ;
- ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux critères en 2021 et 2022 (handicap, indécence, traite humaine, retour à l'emploi) et à la suppression d'un critère d'ancienneté de demande de logements pour les ménages hébergés chez un tiers.

Nombre total de ménages inscrits prioritaires dans le cadre du PDALHPD dans l'arrondissement de Lille



Source : DDTM, tableau de bord du CTT.



Logements sociaux à Lomme © ADULM

Les Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) définissent les objectifs et les moyens pour aider les personnes fragilisées, sans abri ou mal logées, à accéder à des hébergements ou à des logements adaptés à leurs besoins et à construire des parcours leur permettant de s'y maintenir durablement.

Le PDALHPD est co-piloté par l'Etat et le Département du Nord. Le PDALHPD 2019-2024 s'articule autour de :

- l'accès au logement et à l'hébergement ;
- la prévention des expulsions locatives ;
- la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique.

Les publics prioritaires pour l'accès au logement social sont :

- les personnes en situation de handicap dans le parc privé ;
- les ménages confrontés à des taux d'effort excessifs du loyer dans le parc privé ;
- les sortants de détention ;
- les ménages hébergés en dispositif institutionnel ;
- les sortants de logement adapté, accompagné ou de transition ;
- les personnes retrouvant un emploi après une longue période de chômage ;
- les ménages en logement insalubre ou en logement non décent ;
- les personnes victimes de violence ou de traite humaine ;
- les ménages en situation de suroccupation dans le parc privé ;
- les personnes dépourvues de logement ou hébergées chez des tiers,
- les ménages menacés d'expulsion.

Le Comité technique territorial (CTT) est l'instance opérationnelle du PDALHPD

Le CTT reçoit, à l'échelle de chaque arrondissement, les demandes de relogement dans le parc social des publics prioritaires. Dans l'arrondissement de Lille, il est piloté par l'Etat, le Département et la MEL, et réunit l'ensemble des bailleurs sociaux, soit environ 25 personnes.

Créé en 2013 dans le cadre du 1er PDALHPD 2013-2018 à la demande de la Préfecture qui souhaitait que les ménages les plus précaires puissent davantage être logés par les bailleurs sociaux, il va plus loin dans le cadre du plan actuel 2019-2024, en réalisant un travail sur les demandes, situation par situation.

Le CTT de l'arrondissement de Lille se réunit une fois par mois. Chaque CTT dure une journée complète :

- **Il valide la liste des nouvelles situations prioritaires** au titre du PDALHPD (environ 250 nouvelles situations par mois). Les bailleurs sociaux sont alors appelés à se positionner afin de proposer des logements à ces ménages.
- **Au bout de trois mois, si une situation de ménage n'a vu aucun bailleur se positionner, le secrétariat du CTT désigne un bailleur en fonction du taux de mobilisation du contingent préfectoral de chaque bailleur** et du souhait du ménage en termes de communes et de typologie de logement, ceci au prorata du contingent préfectoral de chacun des bailleurs. Le contingent préfectoral correspond à 30% des attributions réalisées hors mutations auxquelles il faut retrancher 5% d'attributions à destination des fonctionnaires. En raison de la baisse du nombre d'attributions réalisées, ce mode de calcul implique que le contingent préfectoral est en baisse (-8% dans la MEL en 2022). De plus, il est grevé par les relogements liés à l'ANRU pour lesquels il est prévu 11% des attributions en 2023.
- **Les situations complexes sont présentées lors des CTT par des travailleurs sociaux** qui mettent en lumière, la situation, le parcours, la façon dont les ménages peuvent se mobiliser.
- **Le CTT étudie les situations « bloquées »** : le secrétariat du CTT comptabilise, fin juin 2023, environ 1 200 situations « bloquées » c'est-à-dire en attente depuis plus de 9 mois sur un total d'environ 3 000 demandes prioritaires. Chaque CTT étudie environ 80 situations bloquées. Le bailleur explique alors quel est le frein au relogement : attente d'une typologie de logement correspondant au besoin, situation de dette non réglée, ménage non joignable, problème de titre de séjour, etc.
- **Le CTT qualifie les refus des ménages** : quand un ménage reçoit une proposition de logement, il dispose d'un délai de 10 jours pour répondre. À la suite d'un premier refus, le CTT sollicite une seconde proposition mais peut supprimer le caractère prioritaire de la demande en cas de refus à caractère particulièrement abusif (exemple : exigence d'un logement neuf, d'un garage, d'un balcon, etc.). La recevabilité des refus est étudiée au cas par cas afin de définir si le logement répond aux besoins et aux ressources des personnes concernées : capacité financière, taille et composition du foyer, état de santé, disponibilité des moyens de transport, localisation des lieux de travail ou d'activité (suivi médical, scolarisation d'un enfant handicapé, travail en horaires décalés, proximité avec un agresseur en cas de violence). L'état du logement, en cas de non décence, peut également justifier un refus. Les ménages peuvent aussi refuser d'être relogés dans un immeuble voué à la démolition dans le cadre du Nouveau programme de renouvellement urbain (NPRU). **En cas de 2 refus qualifiés de non recevables, le ménage est radié de la liste prioritaire au titre du PDALHPD pendant une durée de 2 ans.**

La mise en œuvre du Logement d'abord a contribué à faire accepter l'idée que les personnes en situation de rue peuvent accéder directement au logement.

Selon le secrétariat du CTT, le CTT parvient à mobiliser les bailleurs sur les situations des personnes en situation de rue qui sont complexes et urgentes. Le secrétariat du CTT juge que les résultats sont positifs car les bailleurs se positionnent pour proposer des logements. Il note que la majorité des relogements de ces publics sont des réussites, même si certains relogements sont plus difficiles avec parfois des échecs liés au relais d'accompagnement. En effet, à l'entrée dans le logement, tous les ménages ont un accompagnement : dans le cadre du FSL, du droit commun, du CCAS, etc. Mais le secrétariat du CTT remarque que de nombreux accompagnements s'arrêtent très vite à l'entrée dans le logement.

Les motifs d'hébergement chez des tiers ou « dépourvus de logement » sont les plus invoqués

678 ménages hébergés chez des tiers

Fin 2022, parmi l'ensemble des ménages de la MEL prioritaires dans le cadre du PDALHPD, la catégorie la plus nombreuse est celle des ménages hébergés chez un tiers qui sont 678.

Ce nombre a plus que doublé entre 2018 et 2022 avec 366 ménages supplémentaires inscrits fin 2022 par rapport à fin 2018.

602 ménages dépourvus de logement

En 2022, 602 ménages dépourvus de logement sont inscrits comme prioritaires. Cela représente une augmentation de 83% depuis 2018 (soit +273 ménages).

Ces deux catégories, des ménages « hébergés chez un tiers » et des ménages « dépourvus de logement » relèvent dans les faits, selon les acteurs du PDALHPD, de réalités très proches et poreuses. La limite à franchir entre l'hébergement chez des tiers et la rue est souvent très fine. Ces deux catégories seront prochainement regroupées dans une seule.

Baisse récente du nombre de ménages prioritaires en hébergement institutionnel, en lien avec la baisse de fluidité vers le parc social

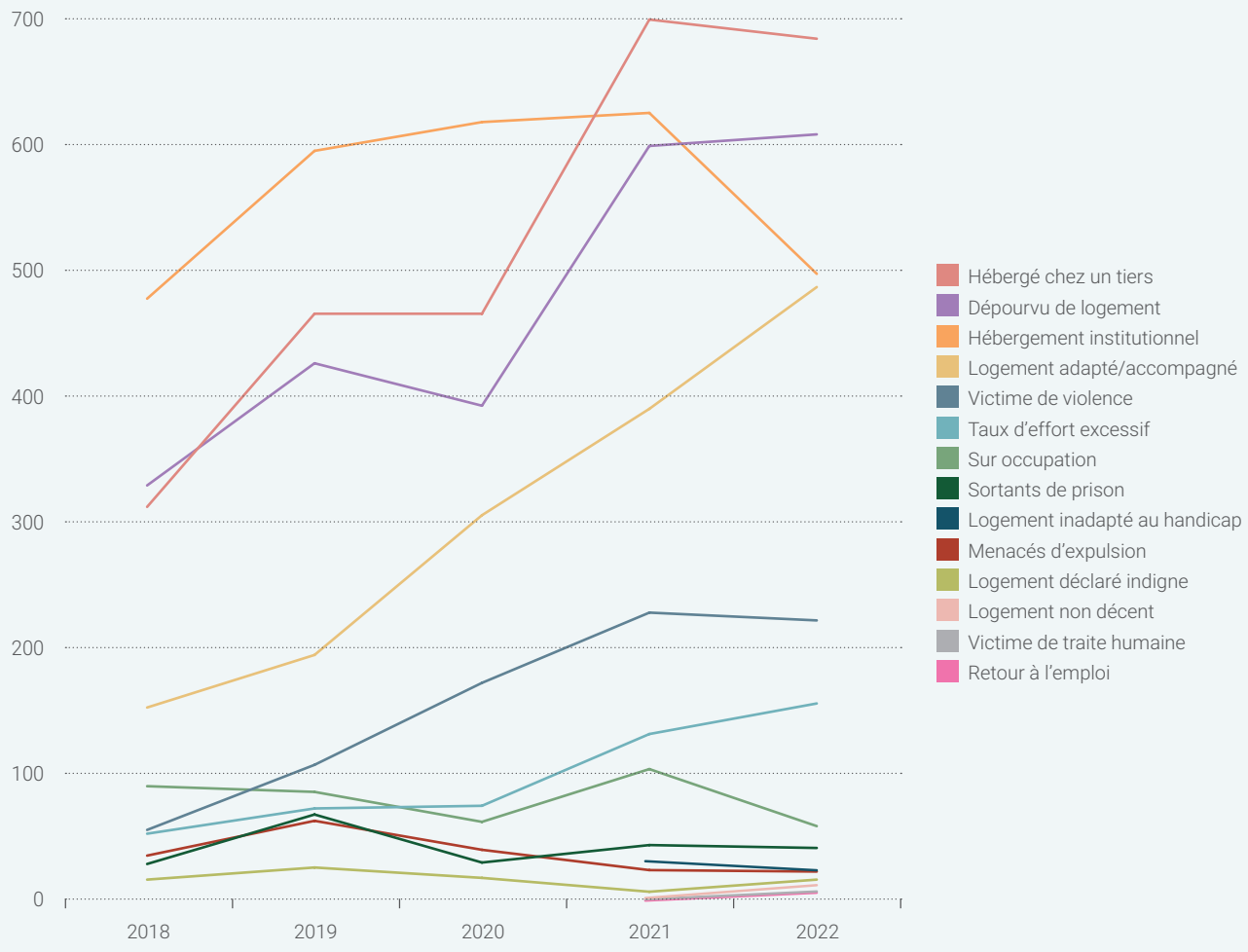
On compte, fin 2022, 496 ménages prioritaires pour le motif d'hébergement institutionnel.

Le nombre de ces ménages a fortement augmenté entre 2018 et 2021 : +30% (142 ménages supplémentaires). Il a diminué sur la dernière année, en 2022, revenant à un niveau proche de 2018. Cela s'explique, en partie, par la baisse des relogements des ménages issus de l'hébergement institutionnel qui a généré moins de flux au sein des hébergements.

La plus forte hausse concerne le nombre de ménages prioritaires en logement adapté ou accompagné

Fin 2022, 481 ménages prioritaires sont en logement adapté ou accompagné. Il s'agit des ménages en résidences sociales et résidences habitat jeunes. C'est une très forte augmentation relative avec un chiffre multiplié par 3 entre fin 2018 et fin 2022 (328 ménages supplémentaires).

Évolution du nombre d'inscriptions du public prioritaire dans le cadre du PDALHPD dans l'arrondissement de Lille



Source : DDTM, tableau de bord du CTT.

Les motifs qui connaissent la plus forte progression concernent les victimes de violence et les taux d'effort excessif

On compte fin 2022, 217 ménages prioritaires car victimes de violence, soit une hausse de 288% sur 4 ans (+161 ménages). Ce nombre a très fortement augmenté de 2018 à 2021 et s'est stabilisé en 2022.

Les ménages prioritaires en raison d'un taux d'effort excessif sont au nombre de 151 fin 2022, soit une hausse de 185% sur 4 ans (+98 ménages).

Peu de ménages inscrits pour les 4 nouveaux critères apparus en 2021

Le repérage des critères de « retour à l'emploi » et de « victime de traite humaine » reste faible. À noter que pour ce dernier critère, il faut prendre en compte les freins administratifs liés au droit de séjour qui ne permettent pas à certains ménages de se tourner vers une solution de logement dans le parc social.

Les deux autres nouveaux critères apparus en 2021 n'ont pas engendré de hausse notable des inscriptions en 2021 et 2022 : 24 ménages sont inscrits pour « logement inadapté au handicap » en 2022 et seulement 7 pour « logement non décent ».


© Pascaline CHOMBART / MEL

Évolution du nombre d'inscrits restés prioritaires par public dans le cadre du PDALHPD

Motif d'inscription	2018	2019	2020	2021	2022	Part des inscrits 2022	Progression 2018-2022	
Dépourvu de logement	329	424	391	593	602	21%	+83%	+273
Hébergé chez un tiers	312	463	463	693	678	25%	+117%	+366
Hébergement institutionnel	477	590	612	619	496	22%	+4%	+19
Logement adapté/accompagné	153	194	303	386	481	14%	+214%	+328
Menacés d'expulsion	34	58	38	24	23	1%	-32%	-11
Taux d'effort excessif	53	72	74	128	151	5%	+185%	+98
Sur occupation	87	83	62	99	59	4%	-32%	-28
Logement déclaré indigne	14	21	15	7	14	0%	+0%	+0
Victime de violence	56	106	169	223	217	8%	+288%	+161
Sortants de prison	29	63	30	42	40	2%	+38%	+11
Logement inadapté au handicap				26	24	1%		
Logement non décent				2	7	0%		
Victime de traite humaine				1	2	0%		
Retour à l'emploi				0	1	0%		
TOTAL	**1 544**	**2 074**	**2 157**	**2 843**	**2 795**	**100%**	**+84%**	**+1 299**

Source : tableau de bord du CTT, données pour l'arrondissement de Lille.

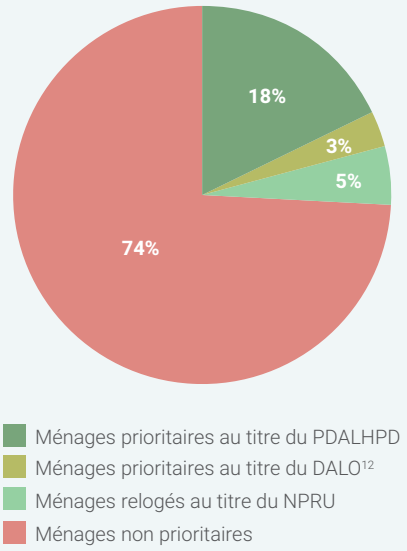
Une hausse du nombre de relogements des publics prioritaires malgré la baisse du nombre d'attributions

Entre 2018 et 2022, **le nombre de relogements des publics prioritaires a augmenté de 53%** dans l'arrondissement de Lille, avec 2 092 relogements en 2022 (1 969 via le PDALHPD, 123 via le DALO[12]), soit 728 relogements supplémentaires en 2002 par rapport à 4 ans auparavant.

Il faut rappeler que cette hausse des relogements s'effectue dans un contexte contraint :

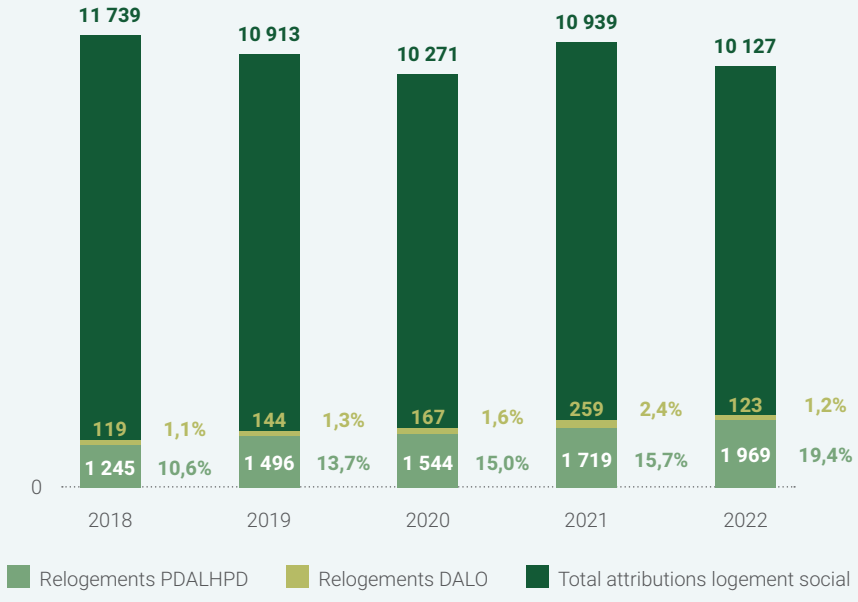
- le nombre d'attributions de logements sociaux a diminué pendant cette période (-14%, soit 1 612 attributions de moins) ;
- des attributions ont été effectuées dans le cadre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (5% en 2022), qui entraine des démolitions de logements sociaux qui viennent diminuer le stock de logements disponibles dans la métropole lilloise.

L'attribution de logements aux ménages prioritaires parmi l'ensemble des attributions dans la MEL en 2022



Source : DDTM, tableau de bord du CTT. Traitement : ADULM.

L'évolution du relogement des publics prioritaires parmi l'ensemble des attributions de logements sociaux dans la MEL de 2018 à 2022



Sources : DDTM, CTT du PDALHPD, DDETS.

[12] DALO : Droit au logement opposable.

1,5 fois plus de demandes en instance que d'attributions

Fin 2022, on compte 2 795 demandes de logements en instance dans le cadre du PDALHPD pour 1 769 attributions réalisées dans l'année, soit 1,6 fois plus de demandes que d'attributions.

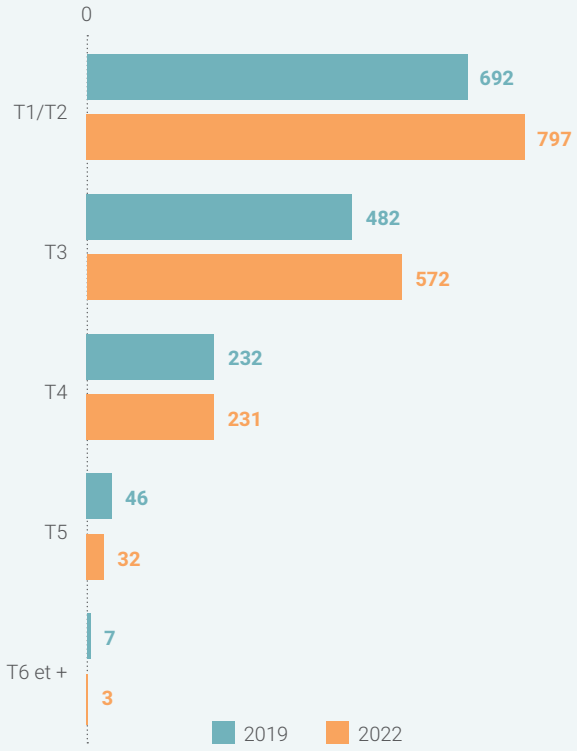
Une tension très forte sur les petites typologies

La tension la plus forte concerne les petites typologies (T1 et T2) qui représentent 62% des demandes et pour lesquelles la demande est 2 fois plus importante que les attributions.

Pour des volumes nettement moins importants, la tension est forte aussi pour les T4 avec 1,8 fois plus de demandes que d'attributions, ainsi que pour les T5 (2,1 fois) et les T6 (2,3 fois).

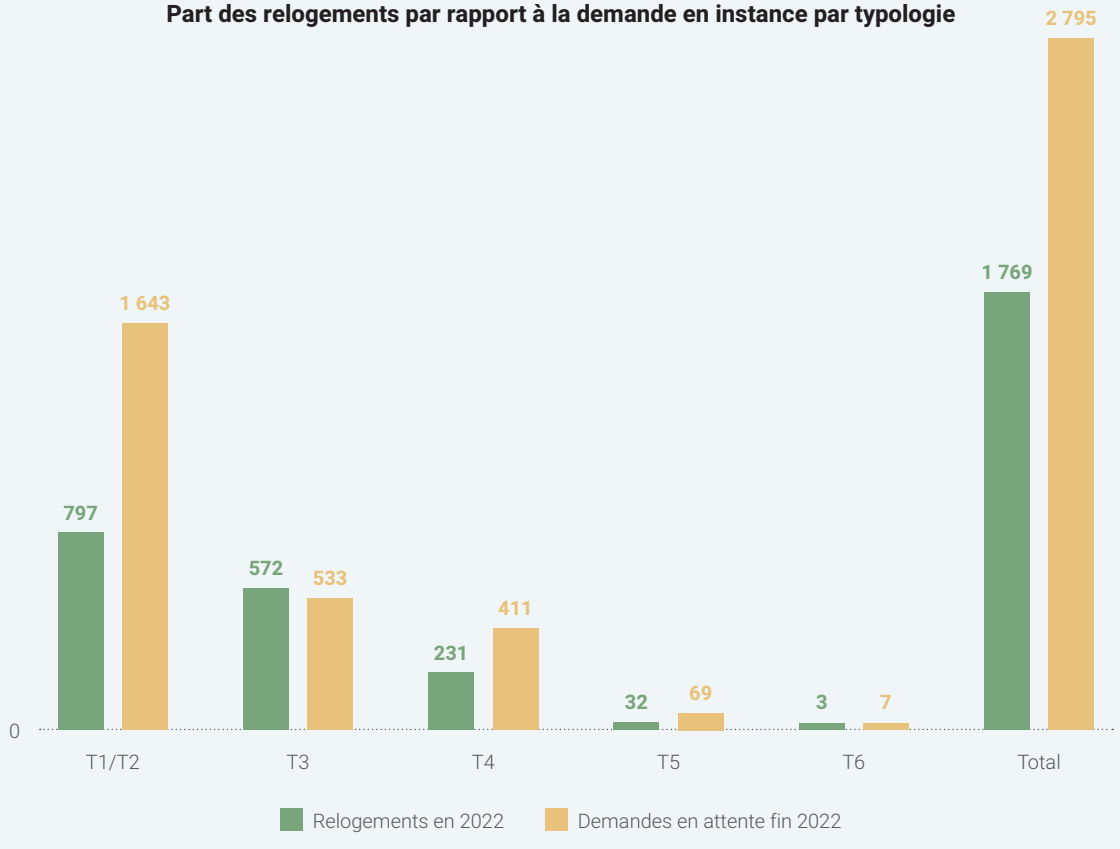
Entre 2019 et 2022, le nombre de logements attribués aux ménages prioritaires du PDALHPD augmente pour les petites et moyennes typologies (du T1/T2 au T3), stagne pour les T4 et diminue pour les plus grandes typologies (T5, T6 et plus).

Évolution du nombre d'attributions dans le cadre du PDALHPD par typologies de logements



Sources : DDTM 59, baromètre du CTT. Traitement : ADULM.

Part des relogements par rapport à la demande en instance par typologie



Sources : DDTM 59, tableau de bord du CTT. Traitement : ADULM.

Le nombre d'attributions diminuant dans le parc social tandis que le nombre de ménages prioritaires inscrits au PDALHPD augmente, la situation est de plus en plus tendue au cours de la période 2019-2022.

Des délais de relogement un peu plus long en 2022 qu'en 2019

En 2022, le délai médian de relogement des ménages prioritaires est de :

- 5,8 mois à partir de l'inscription dans SYPLO[13] (contre 4 mois en 2019) ;
- 13,4 mois à partir de la demande de logement social (contre 13 mois en 2019).

Un nombre de situations « bloquées » multiplié par 2 en 4 ans

Au 30 janvier 2023, le CTT recense 1 169 situations en attente depuis plus de 9 mois (appelées « situations bloquées »), ce qui représente 41% de la demande en instance. Ce sont 791 situations bloquées de plus que 4 ans auparavant, soit un nombre multiplié par 2.

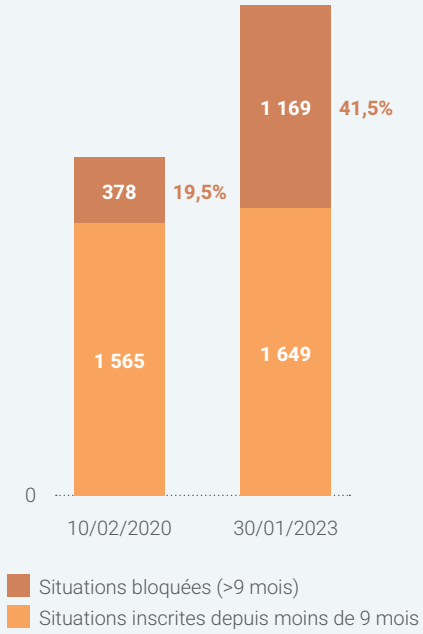
Plus précisément, on compte, début juillet 2023, 17% de situations en attente depuis plus d'un an (503 situations), dont 4% depuis plus de 2 ans (122 situations de ménages).

Des vitesses de relogement différentes selon les publics

Selon le secrétariat du CTT, la vitesse de relogement n'est pas du tout la même selon le profil des ménages :

- les demandes soutenues par le service logement d'une commune sont très vite satisfaites ;
- inversement, d'autres demandes aboutissent difficilement ou n'aboutissent pas :
  - en raison de la disponibilité des produits demandés : les demandes pour un T4 ou T5, ou pour un logement adapté aux personnes à mobilité réduite (norme PMR ou demande d'un logement avec une douche sans seuil ou un rez-de-chaussée sans marche),
  - en raison du prix du loyer : les demandes de personnes isolées au RSA pour qui il est difficile de trouver des T2 en PLAI,
  - pour les ménages ayant des arriérés de dettes locatives,
  - en raison de discriminations : certains patronymes (par exemple, ceux des gens du voyage) pourraient faire l'objet de discrimination sans que cela soit objectivable.

Évolution du nombre et de la part des situations bloquées parmi les demandes prioritaires en attente dans le cadre du PDALHPD de 2019 à 2023



Sources : DDTM 59, baromètre du CTT. Traitement : ADULM.

[13] SYPLO (Système Priorité Logement) est un outil informatique partagé entre plusieurs acteurs du logement (Etat, bailleurs sociaux, SIAO, Action logement) afin de stocker les informations sur tous les demandeurs de logement social reconnus prioritaires et de mieux gérer le lien entre le contingent de l'Etat et les demandeurs du département reconnus prioritaires.

Les ménages dépourvus de logement et les ménages en hébergement et logement temporaire[14] : le plus grand décalage en nombre entre les demandes et les relogements

Concernant les ménages dépourvus de logement, on compte, en 2022, 358 relogements, soit 0,59 relogement pour une demande en attente. Le nombre de relogements de cette catégorie est stable en 2022 par rapport à 2021. La majorité de ces ménages sont en fait hébergés chez un tiers. C'est pourquoi les catégories « hébergés chez un tiers » (489 attributions en 2022) et « dépourvus de logement » sont fusionnées à partir de 2023.

Concernant les ménages en hébergement institutionnel et en logement adapté, on compte, en 2022, 592 relogements, soit 0,61 relogement pour une demande en attente. De plus, le nombre de relogements de cette catégorie est en forte baisse en 2022 par rapport à 2021 (98 relogements de moins). Ce chiffre met en évidence le manque de fluidité dans l'accès au logement pour ces personnes, ce qui vient par conséquent, limiter les flux entrants dans ces dispositifs.

Les sortants de détention et les personnes dans un logement indécent, les publics proportionnellement les moins souvent relogés

On comptait fin 2022, 40 ménages prioritaires en attente d'un logement car sortants de détention.

Au cours de l'année 2022, 6 de ces ménages se sont vus attribuer un logement, soit 0,15 attribution pour une demande. Le nombre d'attributions pour cette catégorie est stable entre 2021 et 2022.

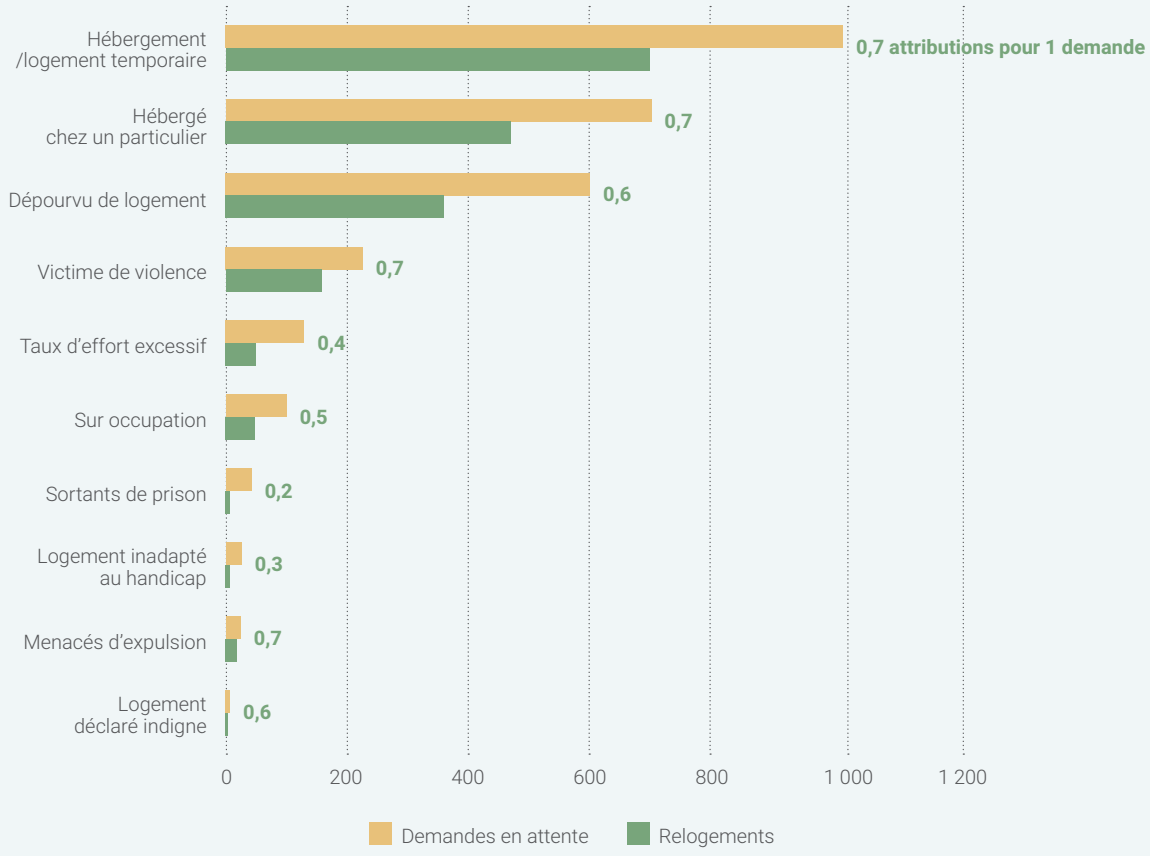
Concernant les ménages en logement indécent, on compte 7 ménages en attente fin 2022, pour 2 attributions, soit un ratio de 0,29 attribution pour une demande. Il s'agit d'un nouveau critère depuis 2022.

Ménages en logement indigne et ménages menacés d'expulsion : un meilleur ratio de relogement

En 2022, les meilleurs ratios entre les demandes et les attributions concernent :

- les ménages dans un logement déclaré indigne : 12 relogements en 2022, pour 14 demandes en attente, soit 0,86 attribution pour une demande ;
- les ménages menacés d'expulsion avec 14 relogements pour 23 demandes en attente (0,61 relogement pour une demande). (Voir page 62 les données et l'analyse des expulsions locatives).

Ménages inscrits prioritaires et relogements par motifs en 2021 dans l'arrondissement de Lille



Sources : DDTM 59, tableau de bord du CTT, relogements. Traitement : ADULM.

D. Un effort poursuivi sur la production de logements sociaux abordables et adaptés

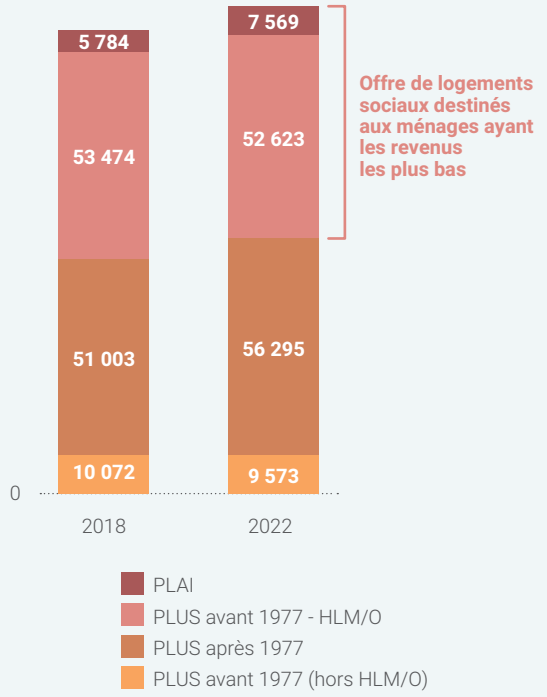
43,3% du parc locatif social destiné aux ménages ayant les plus bas revenus

La Métropole Européenne de Lille compte 138 909 logements locatifs sociaux au 1er janvier 2022, ce qui représente 27,6% de son parc total de résidences principales[15]. Parmi le parc de logements sociaux, le parc à loyers modérés, destiné aux ménages ayant des revenus modestes, comprend :

- des logements destinés aux ménages ayant les revenus les plus faibles :
  - 7 569 logements financés dans le cadre du Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)[16], soit 5,4% du parc locatif social,
  - 52 623 logements HLM/O d'avant 1977, soit 37,9% du parc social.

  Ce sont ces logements qui présentent les loyers les plus bas et donc les plus abordables pour les ménages précarisés.
- des logements à loyer modéré destinés à des ménages ayant des revenus un peu moins bas :
  - 56 298 logements PLUS après 1977,
  - 9 573 logements PLUS d'avant 1977.

Évolution du nombre de logements PLUS et PLAI dans la MEL de 2018 à 2022



Source : RPLS 01/01/2018 et 01/01/2022 - SDES/DREAL. Traitement : ADULM.

Logements sociaux PLAI, PLUS, PLS, PLI…

Les ménages peuvent accéder, sous certaines conditions, à des logements à loyer modéré. Ceux-ci sont désignés selon le mode de financement qui a permis de les construire : logements PLAI, PLUS, PLS et PLI. Les candidats locataires doivent justifier de ressources égales ou inférieures aux plafonds réglementés. En contrepartie, les bailleurs, qu'ils soient privés ou publics sont tenus d'appliquer des plafonds de loyer.

Les logements PLAI, financés par le Prêt Locatif Aidé d'Intégration, sont attribués aux locataires en situation de grande précarité. Les plafonds de ressources sont de 1 003 euros par mois pour une personnes seule et de 1 955 euros par mois pour 4 personnes ou 1 personne seule avec 2 personnes à charge. Le loyer plafond de ces logements est de 5,35 euros par m².

Les logements PLUS, financés par le Prêt Locatif à Usage Social correspondent aux locations HLM (habitation à loyer modéré). Les plafonds de ressources sont de 1 823 euros par mois pour une personnes seule et de 3 535 euros par mois pour 4 personnes ou 1 personne seule avec 2 personnes à charge. Le loyer moyen plafond de ces logements est de 6,01 euros par m².

Les logements PLS, financés par le Prêt Locatif Social, sont attribués aux candidats locataires ne pouvant prétendre aux locations HLM, mais ne disposant pas de revenus suffisants pour se loger dans le privé. Les plafonds de ressources sont de 2 370 euros par mois pour une personnes seule et de 4 595 euros par mois pour 4 personnes ou 1 personne seule avec 2 personnes à charge.

Les logements PLI, financés par le Prêt Locatif Intermédiaire et également attribués aux personnes dont les revenus sont trop élevés pour pouvoir être éligibles à un logement HLM, mais trop faibles pour se loger dans le parc privé. Les plafonds de ressources sont de 2 559 euros par mois pour une personnes seule et de 4 961 euros par mois pour 4 personnes ou 1 personne seule avec 2 personnes à charge.

Source des niveaux de ressources : https://www.actionlogement.fr/guides/trouver-un-logement/logements-plai-pli-plus-plus consulté le 15/09/2023

[14] Les ménages en logement temporaire sont les ménages en résidences sociales et résidences habitat jeunes.

[15] Source : DGFiP/Cerema, fichiers fonciers 1er janvier 2022 ; Traitement : ADULM 2023.

[16] Source : MEL, RPLS.

Une offre de logements sociaux abordables concentrée

51% des logements PLAI et HLM/O situés à Lille, Tourcoing, Roubaix et Villeneuve d'Ascq

51% des logements PLAI et HLM/O d'avant 1977 se trouvent dans 4 communes :

- 21,5 % sont situés à Lille-Hellemmes-Lomme (12 952 logements) ;
- 10% à Tourcoing (6 075 logements) ;
- 10% à Roubaix (6 035 logements) ;
- 9% à Villeneuve d'Ascq (5 540 logements).

5 autres communes proposent 19,5% de l'offre abordable

On distingue ensuite 5 communes proposant entre 2,5% et 6,5% de l'offre métropolitaine de PLAI et de HLM/O d'avant 1977 :

- Wattrelos propose 6,5% de l'offre ;
- Mons-en-Barœul, 4,6% ;
- Loos, 3,1% ;
- Hem, 2,8% ;
- Wattignies, 2,6%.

13 communes accueillent une proportion de logements sociaux abordables nettement supérieure à la moyenne de la MEL

En moyenne dans la MEL, le parc de logements PLAI et HLM/O d'avant 1977 représente 11,6 % du parc total de résidences principales. 13 communes présentent un taux supérieur.

5 communes ont un taux de PLAI et HLM/O supérieur à 20% du parc de résidences principales

Il s'agit de communes accueillant des quartiers de grands ensembles :

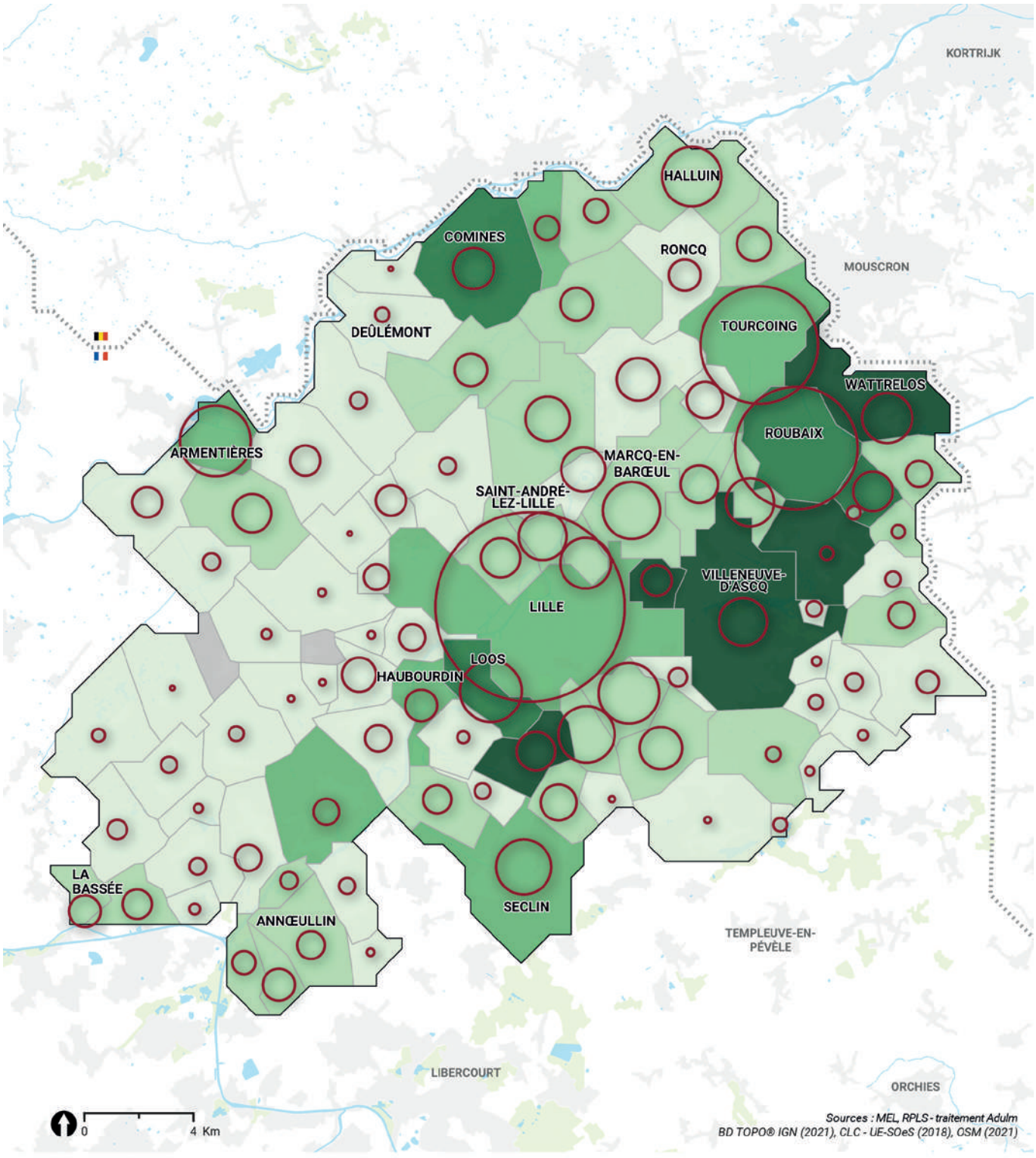
- Mons-en-Barœul (31% du parc des résidences principales) ;
- Wattrelos (23%) ;
- Hem (23%) ;
- Wattignies (23%) ;
- et Villeneuve d'Ascq (21%).

5 communes ont un taux de PLAI et HLM/O compris entre 12% et 18% du parc de résidences principales

Il s'agit de :

- Comines (18%) ;
- Loos (17%) ;
- Roubaix (16%) ;
- Lys-lez-Lannoy (16%) ;
- Tourcoing (15%) ;
- Seclin (15%) ;
- Haubourdin (13%) ;
- Wervicq-Sud (12%).

LES LOGEMENTS SOCIAUX DESTINÉS AUX MÉNAGES AYANT LES PLUS FAIBLES REVENUS DANS LA MEL EN 2022



Nombre de logements PLAI* par commune au 01/01/2022

1 819
900
300
100
10

Part des logements PLAI* et et HLM/O parmi les résidences principales de la commune au 01/01/2022**

- moins de 5%
- de 5% à 10%
- de 10% à 15%
- de 15% à 20%
- 20% et plus
- pas de PLAi et HLM/O

**Logement financé par le prêt locatif aidé d'intégration*
***Habitation à loyer modéré ordinaire*

- Frontière France/Belgique (Fr/B)
- Métropole Européenne de Lille (MEL)
- Limite de commune

Septembre 2023

l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Les logements PLAI-adaptés : un programme de logements très sociaux à bas niveau de quittance

Les bailleurs sociaux peuvent bénéficier de subventions complémentaires à la subvention PLAI dès lors que les projets répondent à certaines contreparties sociales : ciblages des logements vers les ménages les plus fragiles, bas niveau de quittance, mise en place d'une gestion locative adaptée, et si besoin, d'un accompagnement ciblé sur le logement.

Ces logements s'adressent à des ménages fragiles rencontrant des difficultés non seulement économiques mais aussi sociales.

Selon le document cadre du programme de logements très sociaux à bas niveau de quittance PLAI adapté, ces projets doivent répondre :

- en priorité, aux situations des ménages reconnus prioritaires au DALO ou répondant aux critères d'éligibilité au DALO ;
- également aux publics prioritaires, tels que définis par l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitat, identifiés dans les programmes d'action des PDALHPD, dans les accords collectifs ou conventions intercommunales d'attributions, pour lesquels l'offre existante ou prévue ne peut répondre aux besoins ;
- ainsi qu'aux besoins des ménages en situation de surendettement, qui nécessitent un accompagnement spécifique.

Le plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018/2022, qui a fait de l'accélération de la production de logements très sociaux l'une de ses priorités, **appelle à une mobilisation nationale et locale pour le montage des opérations de PLAI adaptés.**

La convention du 21 décembre 2018 signée entre l'Etat et les acteurs du logements (organismes HLM, associations de maîtrise d'ouvrage d'insertion, collectivités) a posé un objectif de financement de 4 000 logements PLAI adaptés. À ce titre, **un objectif moyen de 4% de PLAI adaptés est recherché dans les programmations.**



Immeubles « les aviateurs » logement social, quartier Bois-blanc à Lille © Vincent LECIGNE / MEL

Une hausse de 446 logements PLAI par an entre 2018 et 2022

Entre 2018 et 2022, le nombre de logements PLAI dans la MEL passe de 5 772 à 7 569, soit 1 797 logements supplémentaires, ce qui représente une hausse de 446 logements PLAI par an en moyenne, soit +31% sur l'ensemble de la période.

Dans le même temps, le nombre de logements PLUS passe de 114 511 à 118 494, soit 3 983 logements supplémentaires, ce qui représente une hausse de 996 logements PLUS par an, soit +3,5% sur l'ensemble de la période.

La production de logements PLAI correspond ainsi à 31% du total des logements PLUS et PLAI produits entre 2018 et 2022.

Une production de PLAI adaptés qui tarde à se concrétiser

Parmi les PLAI, la production de PLAI adaptés est quasiment à l'arrêt depuis le retrait de SOLIHA Nord Métropole de la production de ces logements. On compte 46 logements PLAI adaptés financés entre 2018 et 2022, soit une moyenne de 9,2 logements par an. Cette programmation correspond quasi exclusivement à des logements destinés aux gens du voyage.

Une hausse minorée par une perte de 213 logements HLM/O d'avant 1977 par an

En même temps que le nombre de logements PLAI, correspondant au parc social récent ayant les plus bas revenus de loyer augmente, le nombre de logements sociaux abordables les plus anciens (HLM/O d'avant 1977 et PLUS d'avant 1977) diminue en raison des démolitions (dans le cadre d'opération de renouvellement urbain) et des ventes.

On compte ainsi 851 logements HLM/O d'avant 1977 en moins entre 2018 et 2022, ce qui correspond à une moyenne de 213 logements en moins par an. De même, on compte 499 logements PLUS d'avant 1977 en moins sur cette période, ce qui correspond à une moyenne de 125 logements en moins par an.

Le PLH 2022-2028 porte des ambitions plus importantes sur la production de logements sociaux

L'ambition du PLH 2022-2028 est de produire :

- 6 200 logements par an pour répondre aux besoins liés aux évolutions démographiques et aux parcours résidentiels ;
- parmi cette production, au moins 30% de logement social (soit environ 2 300 logements PLUS et PLAI par an) ;
- et parmi ces logements sociaux, 880 logements PLAI par an :
  - 400 PLAI familiaux (hors reconstitution de l'offre liée aux programmes de renouvellement urbain),
  - 100 PLAI adaptés (hors reconstitution de l'offre),
  - 200 PLAI en structure collective,
  - 180 PLAI familiaux au titre de la reconstitution de l'offre NPRU.

Dix communes rassemblent la moitié du nouveau parc de PLAI supplémentaires entre 2018 et 2022

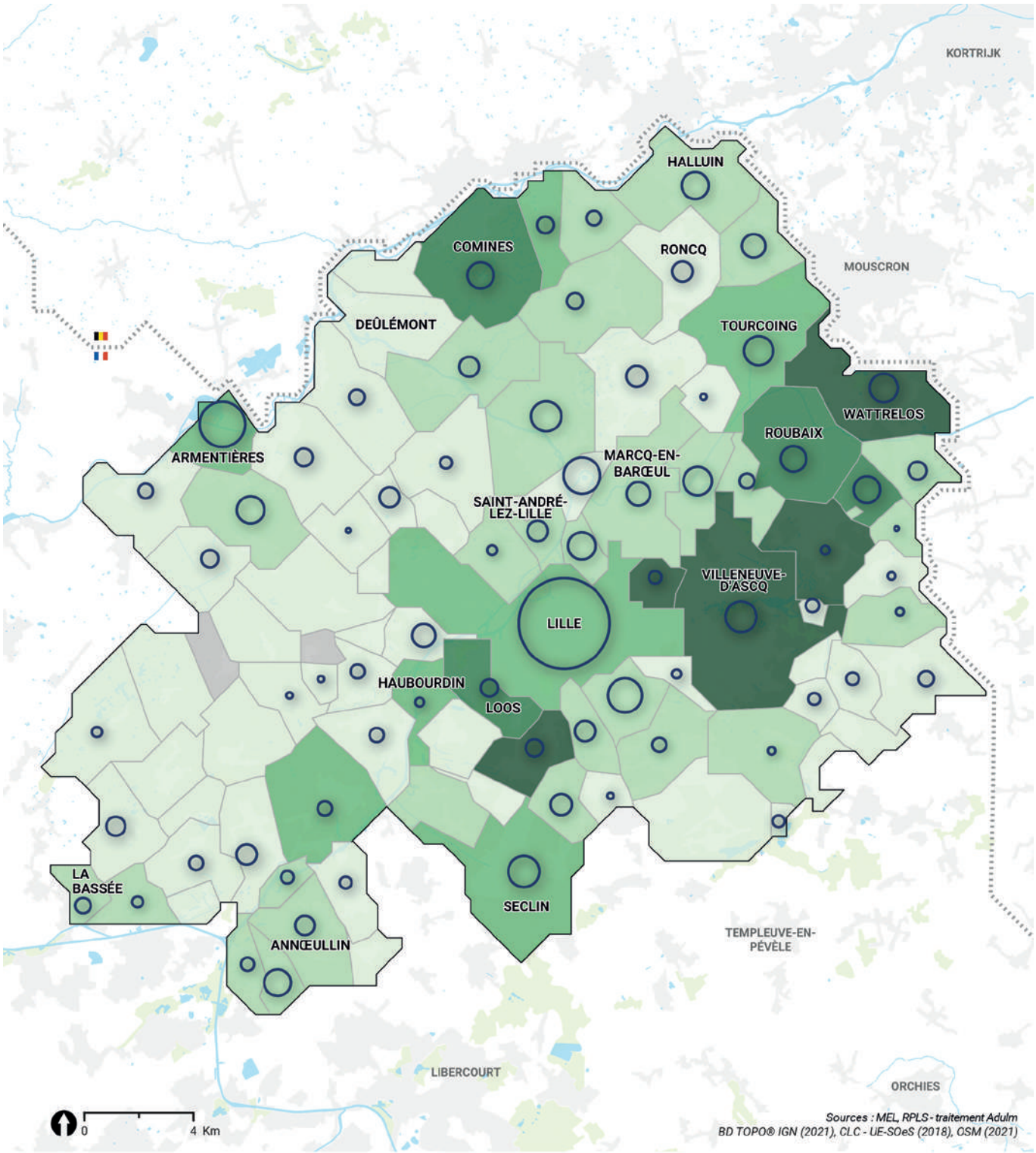
Les communes où le parc de logements PLAI s'est le plus accru en nombre sont :

- Lille avec 417 logements PLAI supplémentaires en 2022 par rapport à 2018 (soit 23,2% du parc supplémentaire PLAI de la MEL) ;
- et Armentières (avec 104 logements supplémentaires, soit 5,8% du parc PLAI supplémentaire de la MEL).

On trouve ensuite 8 communes où le parc de logements PLAI supplémentaires est de plus de 40 logements :

- Marquette-lez-Lille : +46 logements PLAI ;
- Ronchin : +59 logements PLAI ;
- Seclin : +49 logements PLAI ;
- Villeneuve d'Ascq : +48 logements PLAI ;
- Wambrechies : +46 logements PLAI ;
- Tourcoing : +43 logements PLAI ;
- Wasquehal : +41 logements PLAI ;
- Wattrelos : +41 logements PLAI.

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS SOCIAUX DESTINÉS AUX MÉNAGES AYANT LES PLUS FAIBLES REVENUS DANS LA MEL DE 2018 A 2022



Nombre de logements PLAI* supplémentaires par commune entre le 01/01/2018 et le 01/01/2022

417
200
100
50
10

Part des logements PLAI* et HLM/O parmi les résidences principales de la commune au 01/01/2022**

- moins de 5%
- de 5% à 10%
- de 10% à 15%
- de 15% à 20%
- 20% et plus
- pas de PLAi et HLM/O

- Frontière France/Belgique (Fr/B)
- Métropole Européenne de Lille (MEL)
- Limite de commune

*Logement financé par le prêt locatif aidé d'intégration
**Habitation à loyer modéré ordinaire

Septembre 2023

l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Prévisionnel de livraisons : pas de hausse en perspective mais une répartition territoriale un peu plus équilibrée

Un niveau de livraisons de logements prévues[17] dans la continuité

Les informations que les bailleurs transmettent à la MEL ne montrent pas d'évolution dans le niveau de livraison des logements PLAI et PLUS par rapport aux années précédentes :

- un niveau de PLAI livrés qui devrait approcher les 450 en 2022 ;
- un peu plus de 1 000 logements PLUS en 2022 ;
- aucun PLAI adapté prévu à la livraison en 2022 et seulement 4 en 2023.

Un prévisionnel avec un peu plus de répartition sur le territoire

Pour la période 2022-2025, les 3 communes où le plus de livraisons de logements PLAI sont prévues devraient accueillir 33% de la nouvelle offre de PLAI à elles trois.

Il s'agit de :

- Lille-Hellemmes-Lomme (515 logements, 23,2% des logements prévus) ;
- Tourcoing (160 logements, 7,2% des logements prévus) ;
- Roubaix (120 logements, 5,4% des logements prévus.

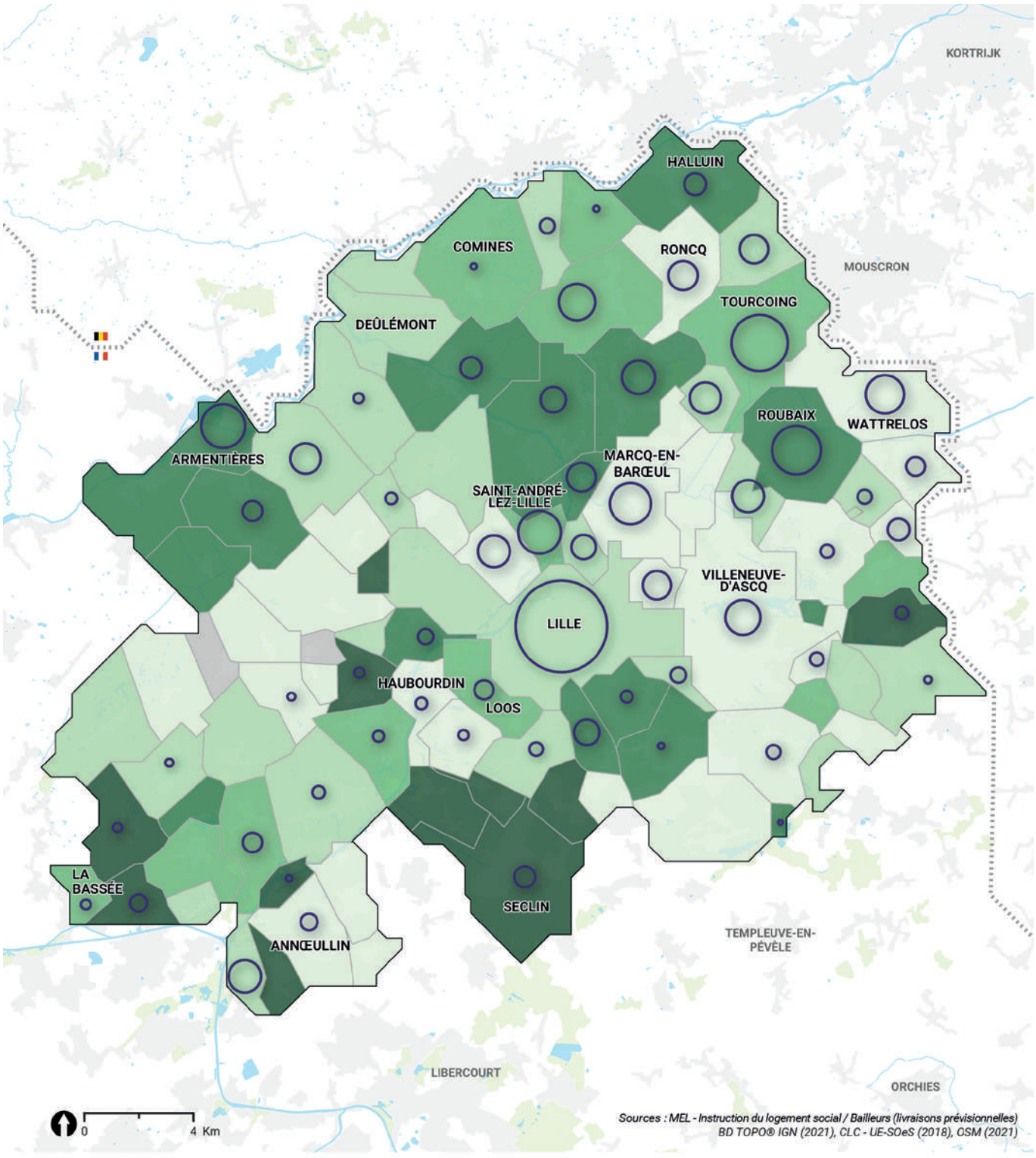
Ces communes accueillent, début 2022, 43% de l'offre en PLAI. Le prévisionnel est donc moins localisé dans ces communes.

On trouve ensuite 11 communes représentant 38% du prévisionnel des livraisons. Dans ces communes sont prévues entre 50 et 100 logements livrés :

- Armentières, qui a déjà une offre importante : 97 logements prévus, 4,4% des logements prévus ;
- Saint-André-lez-Lille : 92 logements, 4,2% ;
- Marcq-en-Barœul : 86 logements, 3,9% ;
- Wattrelos : 74 logements, 3,3% ;
- Linselles : 67 logements, 3% ;
- Villeneuve d'Ascq : 62 logements, 2,8% ;
- Bondues : 56 logements, 2,5% ;
- Bauvin : 52 logements, 2,4% ;
- Croix : 52 logements, 2,3% ;
- Lambersart : 51 logements, 2,3%.

[17] Données au 08/08/2023 : informations incomplètes dépendantes de la remontée d'information des bailleurs. Tableau prenant en compte l'année 2022 non encore couverte pas RPLS (prochain millésime RPLS 2023 couvrant l'année 2022 disponible début 2024).

LE PRÉVISIONNEL DE LIVRAISONS DE LOGEMENTS PLAI* DE 2022 À 2025



Nombre de logements PLAI* prévisionnel par commune sur la période de 2022 à 2025

424
200
100
50
10

Part des logements PLAI* parmi les résidences principales de la commune au 01/01/2022

- moins de 1%
- de 1% à 1,5%
- de 1,5% à 2%
- de 2% à 2,5%
- 2,5 % et plus
- pas de PLAi

- Frontière France/Belgique (Fr/B)
- Métropole Européenne de Lille (MEL)
- Limite de commune

Logement financé par le prêt locatif aidé d'intégration

Septembre 2023

l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

2. LE LOGEMENT ADAPTÉ

Le logement adapté comprend deux types de logements :

- **des logements occupés pour une durée limitée ;**
- **des logements occupés sans limitation de durée.**

A. La relance de l'intermédiation locative

Le parc privé à vocation sociale constitue désormais un axe important de la politique publique en faveur du logement des ménages en précarité. Il présente les caractéristiques suivantes[18] :

- **sa disponibilité : une offre locative importante avec un taux de mobilité élevé ;**
- **sa mixité en termes de typologies de logements et de ménages ;**
- **sa complémentarité avec l'offre de logements sociaux.**

En septembre 2017, l'Etat s'engageait pour le Logement d'abord afin de diminuer le nombre de personnes sans domicile en prévoyant notamment la création de 40 000 places en intermédiation locative en 5 ans à l'échelle nationale.

Des ménages dans des situations diverses

Le SI-SIAO enregistre au 5 mai 2023, 336 logements occupés dans le cadre d'une intermédiation locative dans la MEL, 56% des logements via la sous-location, 44% via un mandat de gestion.

Une majorité des ménages concernés sont bénéficiaires du RSA, d'autres de l'Allocation adultes handicapés (AAH) mais un nombre important dispose de revenus d'activité.

On trouve beaucoup de ménages ayant été hébergés chez un tiers, des femmes victimes de violences conjugales, des personnes ayant vécu une séparation conjugale conflictuelle, des sortants de CADA[19].

On compte très peu de personnes ayant vécu à la rue ou de personnes ayant été en hébergement institutionnel. La principale raison évoquée par la CMAO est le prix du logement en intermédiation locative qui est généralement plus élevé que le prix du logement social.

Un développement récent de l'intermédiation locative

Depuis 2019, l'offre et la demande sont centralisées au sein du SIAO par la CMAO, ce qui a permis :

- **la création d'une liste d'attente ;**
- **le développement de l'offre ;**
- **et la communication auprès des partenaires de l'information sur les logements proposés vacants.**

En 2023, 8 opérateurs proposent de l'intermédiation locative dans la MEL :

- **3 opérateurs historiques : le GRAAL, Soliha, et AIVS 59 ;**
- **5 nouveaux opérateurs suite à l'appel à projet de 2020 : SOS, La Sauvegarde du Nord, Habitat Humanisme, les Petits frères des pauvres et Coallia.**

Une offre à renouveler

Les ménages en intermédiation locative ayant vocation à « glisser » vers un bail ordinaire implique que le parc des logements concernés soit régulièrement renouvelé.

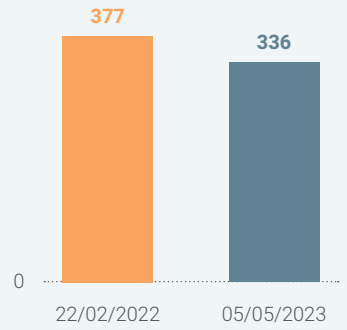
Début mai 2023, le SI-SIAO enregistre 41 logements de moins qu'un an auparavant (-11%) car on comptait 377 ménages en intermédiation locative le 22 février 2022.

On compte 520 ménages en attente pour un logement en intermédiation locative au SI-SIAO au 2 mai 2023 dont 58% sont des personnes seules.

En 2022, 114 logements ont été nouvellement captés et 140 logements attribués.

Bien qu'il n'existe pas à ce jour de données sur le nombre de baux ayant « glissé », les personnes interrogées à la CMAO estiment que c'est peu fréquent. Les ménages qui accèdent à un logement ordinaire dans le cadre d'un bail de droit commun sont peu nombreux.

Nombre de logements en intermédiation locative occupés dans la MEL



Sources : CMAO, SI-SIAO. Traitement : ADULM.

[18] Voir l'étude la Fédération des associations et des acteurs pour le promotion et l'insertion par le logement : « Développer l'IML en mandat de gestion », décembre 2022.

[19] CADA : Centre d'accueil pour demandeurs d'asile : ils ont pour mission d'héberger et d'accompagner socialement et administrativement les demandeurs d'asile admis au séjour.

L'intermédiation locative : un logement pleinement autonome pour des ménages ayant encore besoin d'un accompagnement

L'intermédiation locative peut prendre deux formes différentes :

- la location/sous-location : l'association s'acquitte du loyer et des charges que le logement soit occupé ou non et doit s'acquitter des éventuelles dégradations causées par le ménage ;
- le mandat de gestion : le risque locatif est porté par le propriétaire bailleur auquel sont proposés des outils de sécurisation propres à l'intermédiation locative (cautionnement Visale[20], contrat-cadre d'assurance SADA[21]).

Les règles de l'intermédiation locative sont définies par l'Etat à l'échelle départementale. Dans le Nord, il n'y a pas de logement social en intermédiation locative. **L'intermédiation locative est conclue au sein du parc privé dans la perspective de glisser vers un bail ordinaire.** D'une durée de 12 mois à partir de la déclaration du logement dans le SI-SIAO, elle est renouvelable, avec au total une durée allant le plus souvent de 18 à 24 mois. Dans l'idéal, les occupants sont locataires et l'accent est mis sur l'importance que le bail glisse afin de permettre un accès au logement ordinaire.

L'intermédiation locative comprend un accompagnement sur les aspects financiers, l'entretien du logement et les relations avec le voisinage.

Son financement correspond à un montant égal à 2,5 forfaits par logement (1 forfait = 2 375 euros).

La poursuite d'Un Chez Soi d'Abord : les appartements de coordination thérapeutique « Un Chez Soi d'Abord » dédiés aux personnes sans domicile fixe atteintes de pathologies psychiques « sévères » :

Cette expérimentation lancée en 2011 a été pérennisée en 2016 et permet de proposer **des appartements de coordination thérapeutique « Un Chez Soi d'Abord »** aux personnes sans domicile fixe atteintes de pathologies psychiques « sévères » avec :

- l'accès rapide à un logement ;
- l'accompagnement par une équipe pluridisciplinaire joignable 24h/24 ;
- un accompagnement accès sur la notion de rétablissement en santé mentale.

Un Chez Soi d'Abord propose, dans la MEL, 100 places + 50 places dédiées aux 18-25 ans financées en intermédiation locative et par un financement de l'ARS.

5 acteurs institutionnels constitués en Groupement de coopération médico-social porte le dispositif : abej SOLIDARITÉ, EPSM Lille Métropole, CHRU de Lille, EPSM agglomération lilloise, CSAPA Cèdr'Agir.

Des limites identifiées

Différentes limites sont identifiées par les acteurs locaux :

- le parc privé est difficile à mobiliser : on constate une baisse des captations de logements depuis l'été 2022 et la réforme « Locavantage » qui diminue les avantages fiscaux octroyés aux propriétaires ;
- le nombre de situations « complexes » est en hausse, ce qui se révèle à travers des ruptures d'accompagnement et des expulsions et interroge les modalités d'orientation ;
- les prix des logements sont variables et restent la plupart du temps plus élevés que dans le parc social.

Des pistes de travail pour l'avenir

Plusieurs pistes sont identifiées par la MEL et par l'Etat afin de développer une offre en intermédiation locative répondant aux besoins des ménages :

- les éléments de suivi de l'intermédiation locative sont en cours de construction par les services de l'Etat. Ils permettront, à terme, de suivre le nombre et le profil des ménages occupant un logement en intermédiation locative et le nombre de baux qui ont glissé ;
- la MEL identifie l'opportunité de travailler plus globalement sur la mobilisation du parc privé à vocation sociale, par exemple en articulant l'intermédiation locative et le conventionnement des logements (800 logements mi 2023) ;
- une réflexion est en cours sur la possibilité de proposer l'intermédiation locative à un public plus précarisé en rendant possible une réorientation en cas d'échec. Le ménage serait alors inscrit sur la liste des ménages prioritaires pour l'accès au parc social dans le cadre du PDALHPD.


© Pascaline CHOMBART / MEL

B. Le développement de places en logement adapté durable

L'Etat finance dans la MEL au 31 décembre 2022 :

- 578 places en pensions de familles ;
- et 59 places en résidences accueil.

Le nombre de places en pensions de familles a augmenté de 125 entre décembre 2017 et décembre 2022, soit +28% en 5 ans.

Une offre reconnue comme pertinente dans le cadre du Logement d'abord

Cette offre correspond aux attentes du plan Logement d'abord. Car elle offre :

- un logement durable ;
- pour des publics ayant eu un long parcours à la rue et ayant un fort besoin de lien social ;
- un logement adapté aux faibles ressources de ces personnes.

Les pensions de famille et résidences accueil ont fait la preuve d'une acceptation et d'un succès[22].

Un besoin de places supplémentaires

Le nombre de places ne répond pas à l'ensemble des besoins sur le territoire :

- 147 personnes étaient en liste d'attente au 13/01/2022 (136 personnes au 31/12/2018) ;
- d'autre part, il est nécessaire de développer des places en résidences accueil pour répondre au besoin des personnes avec un handicap psychique : 9% de places en résidences accueil pour un objectif d'un tiers dans le cadre du plan quinquennal national pour le Logement d'abord.

Dans le cadre du PLH 2022-2028, la MEL prévoie la réalisation de 2 pensions de familles ou résidences accueil supplémentaires par territoire soit environ 400 logements.

Pour la période 2025-2027, six projets sont identifiés correspondant à 140 logements supplémentaires :

- 116 places en pensions de familles ;
- 24 places en résidences accueil.

Les pensions de famille

La pensions de famille est une forme de résidence sociale, c'est-à-dire un établissement destiné au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes, dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non, et des locaux communs affectés à la vie collective.

Il s'agit d'une offre alternative au logement pour des personnes à faible niveau de ressources, en situation d'isolement ou d'exclusion sociale, et ayant pour la plupart fréquenté de façon répétée les structures d'hébergement provisoire. De taille réduite, ces structures proposent un accompagnement à la vie quotidienne assuré par un hôte.

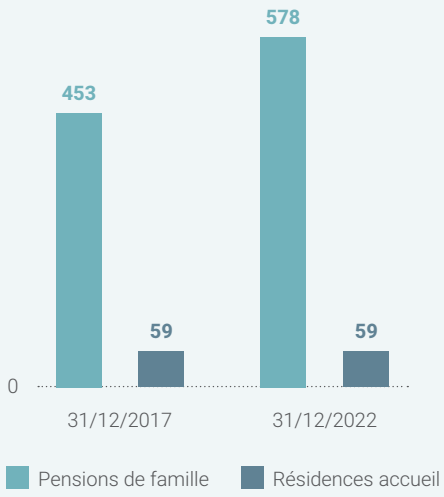
L'accueil y est sans limitation de durée, à vocation pérenne.

Les résidences accueil

La résidence accueil est une modalité de pension de famille destinée au même public cible, lorsque leur état de santé nécessite un suivi renforcé par le secteur sanitaire.

Pour plus d'éléments sur ces structures et le parcours des personnes qui y logent, voir l'étude de l'Agence « *Observation sociale pour le Logement d'abord : l'adaptation de l'offre de logements des pensions de famille et des résidences accueil aux besoins du territoire de la Métropole Européenne de Lille* », juin 2022.

Évolution du nombre de places en pensions de famille et en résidences accueil dans la MEL en 4 ans



Source : DDETS.

[20] Dispositif de cautionnement gratuit, porté par Action Logement Services, qui permet aux propriétaires de se prémunir contre les impayés locatifs et depuis février 2019, les dégradations locatives.

[21] La Fapil a négocié avec un assureur privé un contrat-cadre afin que ses adhérents disposent d'un outil de sécurisation des risques locatifs à proposer aux propriétaires.

[22] Observation sociale pour le Logement d'abord : l'adaptation de l'offre de logement des pensions de famille et résidences accueil aux besoins du territoire de la Métropole Européenne de Lille, ADULM 2022.


© abej SOLIDARITÉ

C. Une offre de résidences sociales à rénover et à conforter

L'Etat finance dans la MEL au 31 décembre 2022, 2 140 places en résidences sociales :

- 365 places en Foyers de travailleurs migrants dans trois résidences (mi-2023, il ne reste plus que 218 places, le foyer de Roubaix étant inscrit en démolition dans le cadre de l'ANRU) ;
- 985 places en Résidences habitat jeunes ;
- 1 032 places en Résidences sociales « classiques ».

La très grande majorité de ses places (86%) sont dans des structures de logement collectives.

L'offre de résidences sociales est déficitaire et présente de forts enjeux de renouvellement. Ce constat, largement partagé par les acteurs du logement sur le territoire, mériterait une investigation.

Les foyers de travailleurs migrants (FTM)

Les FTM font partie des logements foyers. Ils permettent d'accueillir des travailleurs (ou d'anciens travailleurs) migrants isolés, quels que soient leur âge, nationalité et situation administrative, régulière ou non.

La durée de séjour est d'un mois, tacitement renouvelable.

Les Résidences habitat jeunes (RHJ)

Également, appelées Foyers de jeunes travailleurs, les RHJ sont des logements-foyers et des établissements médico-sociaux. Ils accueillent des jeunes, de 16 à 25 ans, en activité ou en voie d'insertion sociale et professionnelle, dans une résidence adaptée à leurs besoins, avec des services socio-éducatifs.

La durée de séjour a vocation à être temporaire : réglementairement sans limitation de durée, l'accueil varie entre 1 mois et 2 ans maximum.

Pour plus d'éléments sur ces structures et le parcours des personnes qui y logent, voir l'étude de l'Agence « *Observation sociale pour le Logement d'abord : les jeunes et le Logement d'abord dans la Métropole Européenne de Lille* », mars 2023.

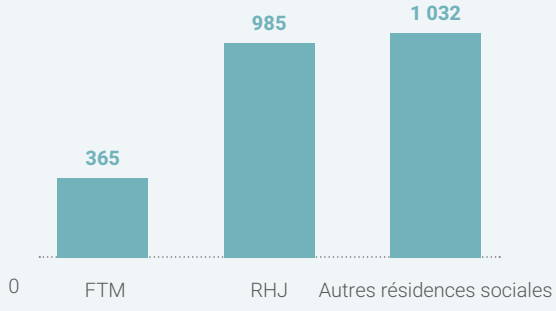
Les résidences sociales « classiques »

Les résidences sociales « classiques » proposent des logements meublés à des ménages défavorisés dont les ressources, les difficultés sociales ou la mobilité sociale ne permettent pas d'envisager l'accès au logement à court terme.

Elles sont une modalité de logement foyer : forme d'habitat associant sur un même site plusieurs espaces privatifs et des espaces collectifs.

Elles se distinguent des résidences sociales plus spécifiques comme les pensions de familles et les résidences accueil (voir page 33) notamment par la durée de séjour : à vocation non pérenne. L'occupation temporaire, d'un mois renouvelable par tacite reconduction, est prévue pour durée entre 1 mois et deux ans.

Places en résidences sociales (hors PF et RA) dans la MEL au 31/12/2022



Source : DDETS.

3. L'HÉBERGEMENT

La mobilisation de l'hébergement est observée à travers deux sources de données :

- **le nombre de places financées par l'Etat au 31 décembre 2022 ;**
- **l'évolution du nombre de personnes hébergées entre le printemps 2019 et le printemps 2023 enregistrées dans le SI-SIAO.**

A. Une offre d'hébergement qui s'est développée à l'occasion de la crise sanitaire

L'Etat finance dans la MEL au 31 décembre 2022 :

- **4 599 places d'hébergement hors demande d'asile ;**
- **et 801 places d'hébergement pour les demandeurs d'asile.**

Ce nombre de places ne comprend pas les nuitées hôtelières.

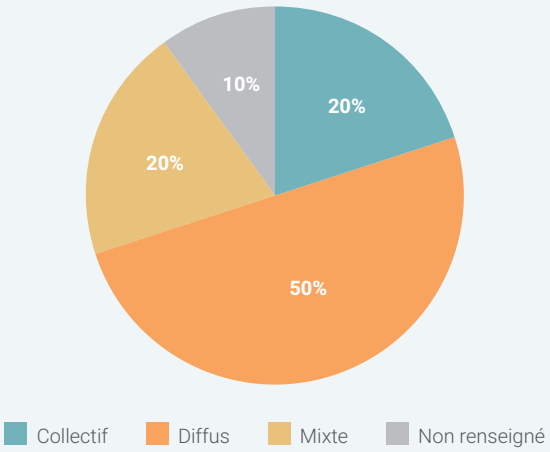
4 599 places d'hébergement hors « asile »

Les places d'hébergement comprennent :

- **principalement de l'hébergement d'urgence : 2 678 places, soit 58% des places d'hébergement hors asile ;**
- **des places d'hébergement d'insertion : 1 407 places, 31% ;**
- **des places dans le cadre de l'allocation de logement temporaire (ALT) : 225 places ;**
- **des places d'hébergement de stabilisation : 155 places ;**
- **et des places en villages d'insertion : 134 places.**

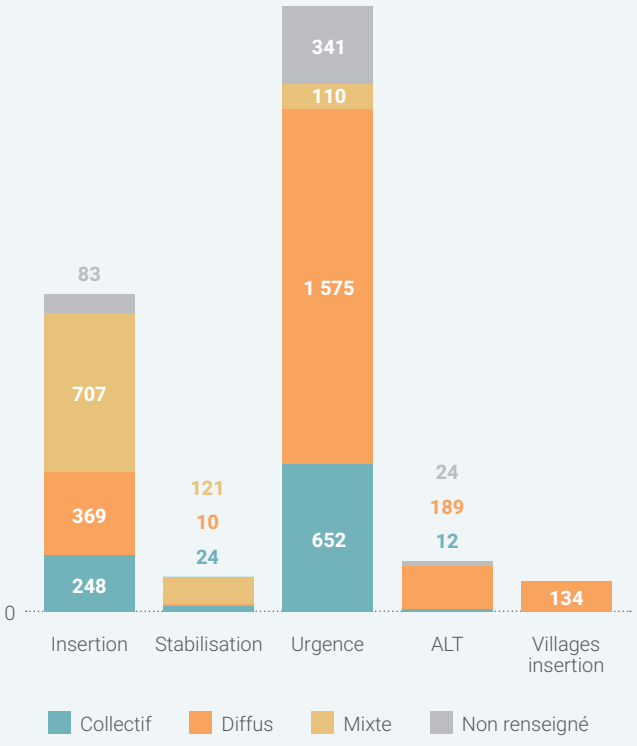
Au moins la moitié des places d'hébergement se situent dans le diffus, c'est-à-dire dans des appartement répartis dans la ville. Inversement, 20% des places d'hébergement se situent dans des structures collectives. 20% des places sont sur un modèle mixte.

Modalités des places d'hébergement financés par l'État (hors asile) dans la MEL au 31/12/2023



Source : DDETS.

Places d'hébergement (hors asile) dans la MEL au 31/12/2022



Source : DDETS.

Places d'hébergement (hors asile) dans la MEL au 31/12/2022

	Modalités				
Type d'hébergement	**Collectif**	**Diffus**	**Mixte**	**Non renseigné**	**Total**
Insertion	248	369	707	83	**1 407**
Stabilisation	24	10	121	0	**155**
Urgence	652	1 575	110	341	**2 678**
ALT	12	189	0	24	**225**
Villages Insertion		134			**134**
Total hébergement	**936**	**2 277**	**938**	**448**	**4 599**

Source : DDETS.

801 places d'hébergement pour demandeurs d'asile

L'Etat finance dans la MEL dans le cadre de la demande d'asile :

- 427 places d'hébergement dédiées aux demandeurs d'asile ;
- 234 places en SAS ;
- 140 places en Centre provisoire d'hébergement.

Près des trois quarts des places d'hébergement dédiées aux demandeurs d'asile (72%) se situent dans des structures d'hébergement collectif.

L'hébergement des demandeurs d'asile

Les personnes déposant une demande d'asile en France peuvent bénéficier d'un hébergement dans un centre d'accueil pour demandeur d'asile ou dans une structure similaire, selon leur situation et la disponibilité des places.

Les demandeurs d'asile bénéficient dans ces structures d'un accompagnement social et administratif. Toute forme d'aide est soumise à l'acceptation de cet hébergement.

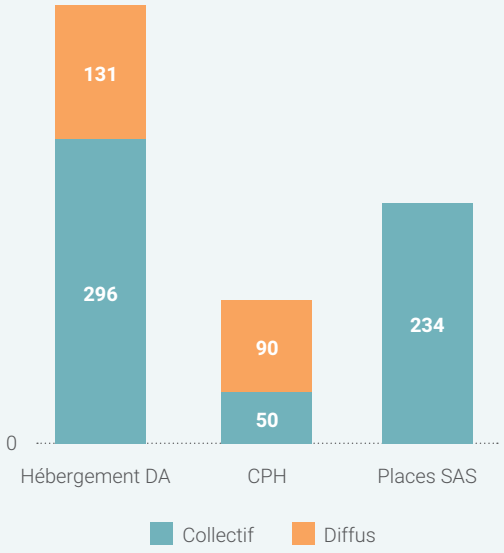
Une participation financière peut être demandée en fonction des ressources.

Les personnes bénéficient de cet hébergement pendant toute la durée d'examen de leur demande d'asile y compris pendant la période de recours devant la Cour nationale du droit d'asile ou jusqu'au transfert vers un autre pays européen.

Si aucune place n'est disponible, les demandeurs d'asile sont inscrits sur une liste d'attente et sont orientés vers des solutions provisoires d'hébergement dans une structure collective ou un hôtel.

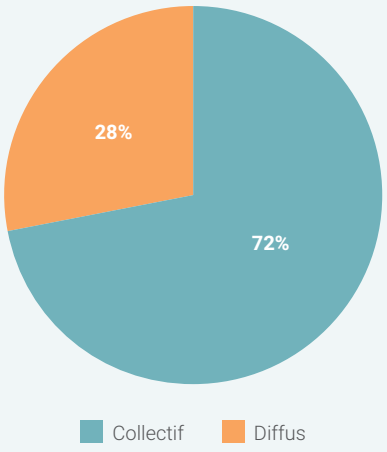
À l'obtention de l'asile, les personnes ont un délai de 3 mois, renouvelable une fois, pour quitter le lieu d'hébergement. Si l'asile est refusé, les personnes doivent quitter l'hébergement dans un délai d'un mois.

Places d'hébergement pour les demandeurs d'asile dans la MEL au 31/12/2022



Source : DDETS.

Modalités des places d'hébergement financées par l'État dans le cadre de la demande d'asile dans la MEL au 31/12/2022



Source : DDETS.

Places d'hébergement pour demandeurs d'asile dans la MEL au 31/12/2022

	Modalités				
Type d'hébergement	**Collectif**	**Diffus**	**Mixte**	**Non renseigné**	**Total**
Hébergement DA	296	131	0	0	**427**
CPH	50	90	0	0	**140**
Places SAS	234	0	0	0	**234**
Total hébergement	**580**	**221**	**0**	**0**	**801**

Source : DDETS.

L'évolution du nombre de places d'hébergement

Avec la crise sanitaire, un effort considérable a été réalisé par l'Etat afin de créer de nouvelles places d'hébergement. C'est pourquoi, au printemps 2023, le nombre de place d'hébergement se situe à un niveau historiquement haut.

Une forte hausse du nombre de places d'hébergement lors de la crise sanitaire

La crise sanitaire a amené les pouvoirs publics à ouvrir davantage de places d'hébergement, ceci d'une manière inédite, avec des effets positifs sur l'offre d'hébergement encore constatés mi-2023.

Au printemps 2020, lors de la crise sanitaire, des moyens exceptionnels supplémentaires ont été mis en place par les services de l'Etat dans la MEL en vue de répondre à la demande d'hébergement.

Près de 950 places d'hébergement supplémentaires dont 650 places auprès du parc hôtelier dans 8 hôtels ont été ouvertes lors du premier confinement au printemps 2020, à Tourcoing, Roubaix, Marcq-en-Barœul, Lezennes, Lomme, Mons-en-Barœul et Lille.

L'objectif pendant la crise sanitaire et les différents confinements était de maintenir et/ou d'engager des démarches d'accès aux droits.

Ces places ont permis d'héberger :

- des personnes qui étaient en attente ;
- ainsi que des grands marginaux qui refusaient jusqu'alors toute proposition d'hébergement.



Un cadre de gestion du parc d'hébergement en cours d'évolution

Depuis l'instruction ministérielle du 26 mai 2021, le cadre de gestion du parc d'hébergement est en cours d'évolution afin de transformer les places d'hébergement ouvertes pendant la crise sanitaire. Selon les services de l'Etat, il s'agit de « *la fin de la gestion dite " au thermomètre " des places d'hébergement d'urgence à l'origine de ruptures de parcours induites par un dispositif temporaire. En cohérence avec la politique du Logement d'abord, l'objectif est l'insertion durable des personnes.* »

L'offre d'hébergement et d'accompagnement de manière pluriannuelle et territoriale dans le Nord pour 2022-2024 est reconfigurée :

- ajustement des capacités d'hébergement après le niveau historiquement haut atteint en 2020 et renforcement de la dynamique de transformation du parc (prise en charge plus qualitative, développement de l'accompagnement hors les murs, limitation du recours à l'hôtel) ;
  - pas d'ouverture de places d'hébergement supplémentaires lors de l'hiver 2022-2023 (hors dispositifs temporaires liés au froid),
  - annualisation des dispositifs anciennement de veille saisonnière ;
- pérennisation de 212 places d'hébergement dans la MEL (135 places familles, 13 places femmes seules, 64 places hommes seuls) essentiellement en logement diffus ;
- renforcement des moyens humains pour 6 accueils de jour et 3 maraudes/équipes mobiles.

Pour la période hivernale, des dispositifs temporaires liés au froid continuent à être mobilisés au gré des besoins (intensification des dispositifs d'aller vers et recours à des places de mise à l'abri temporaire (hôtels et/ou gymnases).

Un parc hôtelier transformé

Depuis la fin de la crise sanitaire, le parc hôtelier mobilisé pour l'hébergement a fait l'objet de deux vagues de transformation :

- entre juin et septembre 2021, fermeture de 5 hôtels (sur les 8 mobilisés) encadrée par le principe du « zéro sortie sèche » et priorisation des personnes hébergées à l'hôtel dans l'accès aux dispositifs pérennes ;
- dès le début du second semestre 2022, seconde vague de transformation avec le lancement d'un appel à candidature.

Début novembre 2023, 286 places d'hôtel ont été transformées en places d'hébergement pérennes et qualitatives, essentiellement dans le diffus.

Fin 2023, selon les services de l'Etat, l'ensemble des ménages hébergés ont été réorientés vers un dispositif pérenne signifiant l'aboutissement de la **résorption de plus de 650 places d'hôtel ouvertes en 2020 au plus fort de la crise sanitaire.**

Des nouveaux projets pour accompagner différemment les personnes avec des besoins particuliers

De manière récente, le territoire de la MEL a vu se développer de nouvelles offres d'hébergement :

- **L'expérimentation « Pro'pause » animée par la Sauvegarde du Nord à destination des grands marginaux :** Mise en œuvre depuis mars 2021, cette expérimentation doit porter sur 3 ans. Elle vise à aller vers des jeunes de 18 à 25 ans, en errance et vers des personnes refusant d'aller vers l'offre existante d'hébergement ou de logement accompagné, par le moyen de maraudes et avec un camion itinérant.
  Les personnes concernées se voient proposer un séjour temporaire d'une durée de 15 jours maximum dans un lieu de répit situé à Houplin-Ancoisne.
- **L'expérimentation du dispositif médico-social « Les Portes du Soleil » animée par l'abej-SOLIDARITÉ et Cédr'Agir :** ce lieu d'accueil médico-social est destiné aux femmes à la rue avec des addictions actives sans demande de prise en charge. Il est situé à Hellemmes et propose 10 places en chambres individuelles depuis mars 2023.
- **Le dispositif « Olympe » animé par Solfa et La Sauvegarde du Nord** propose un hébergement d'urgence pour les femmes et enfants en situation de vulnérabilité et victimes de violences familiales. Une équipe pluridisciplinaire assure l'accompagnement des femmes et de leurs enfants. Ce lieu de vie situé à Armentières propose, depuis l'été 2023, 55 places (dont 45 places en collectif) pour des séjours d'une durée de 6 mois avec accompagnement renforcé.

B. Une hausse de 31% du nombre de personnes hébergées entre 2019 et 2023

Les fichiers du SI-SIAO portant sur les personnes hébergées permettent de comparer le nombre de personnes hébergées aux dates du 2 mai 2019 (1er fichier extrait dans le cadre de l'observation sociale pour le Logement d'abord) et du 6 avril 2023.

On compte, dans le SI-SIAO, 4 309 personnes hébergées dans la MEL au 2 mai 2023[23] :

- 3 500 personnes hébergées dans le cadre du SI-insertion ;
- et 809 personnes hébergées dans le cadre du SI-115 (urgence).

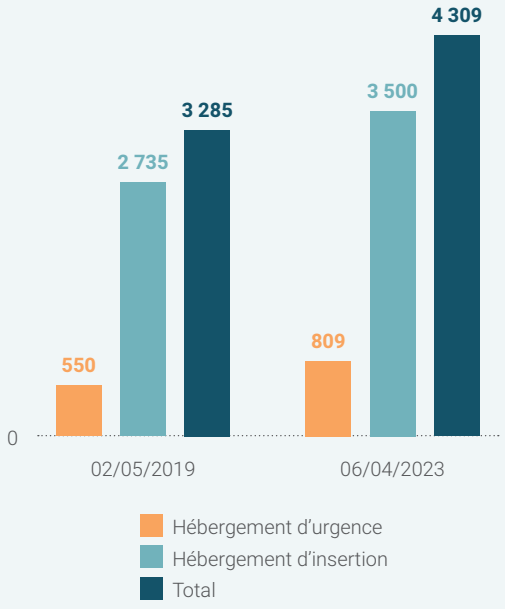
Ce sont 186 ménages hébergés supplémentaires soit +10% en quatre ans. Et cela correspond à 1 024 personnes hébergées supplémentaires par rapport au 2 mai 2019, soit une hausse de 31%.

Une hausse de 28% du nombre de personnes en hébergement d'insertion

L'hébergement d'insertion accueille, en avril 2023, 765 personnes supplémentaires par rapport à mai 2019, ce qui représente une hausse de 28%.

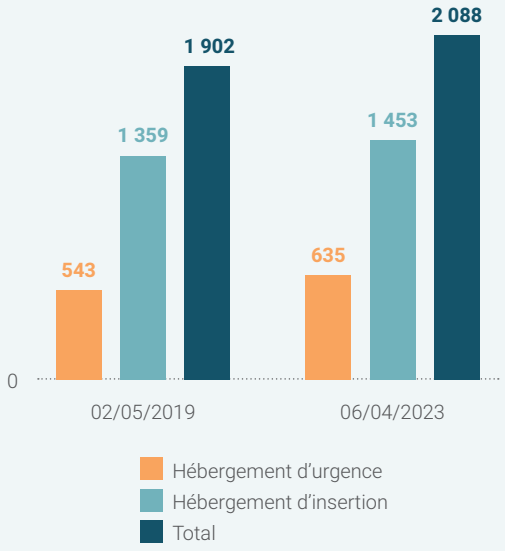
Le nombre de ménages hébergés dans ce cadre (1 453) augmente moins vite : +94 ménages, soit +7%.

Évolution du nombre de personnes hébergées (hors dispositifs d'asile) dans la MEL de 2019 à 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO. Traitement : ADULM.

Évolution du nombre de ménages hébergées (hors dispositifs d'asile) dans la MEL de 2019 à 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO. Traitement : ADULM.

[23] Ces éléments ne comprennent pas l'hébergement pour les demandeurs d'asile..

Parmi les personnes hébergées en insertion :

- **stabilité du nombre de personnes seules et de couples sans enfant ;**
- **hausse des groupes d'adultes avec ou sans enfant.**

Entre mai 2019 et avril 2023, parmi les personnes hébergées dans le cadre du SI Insertion, on observe :

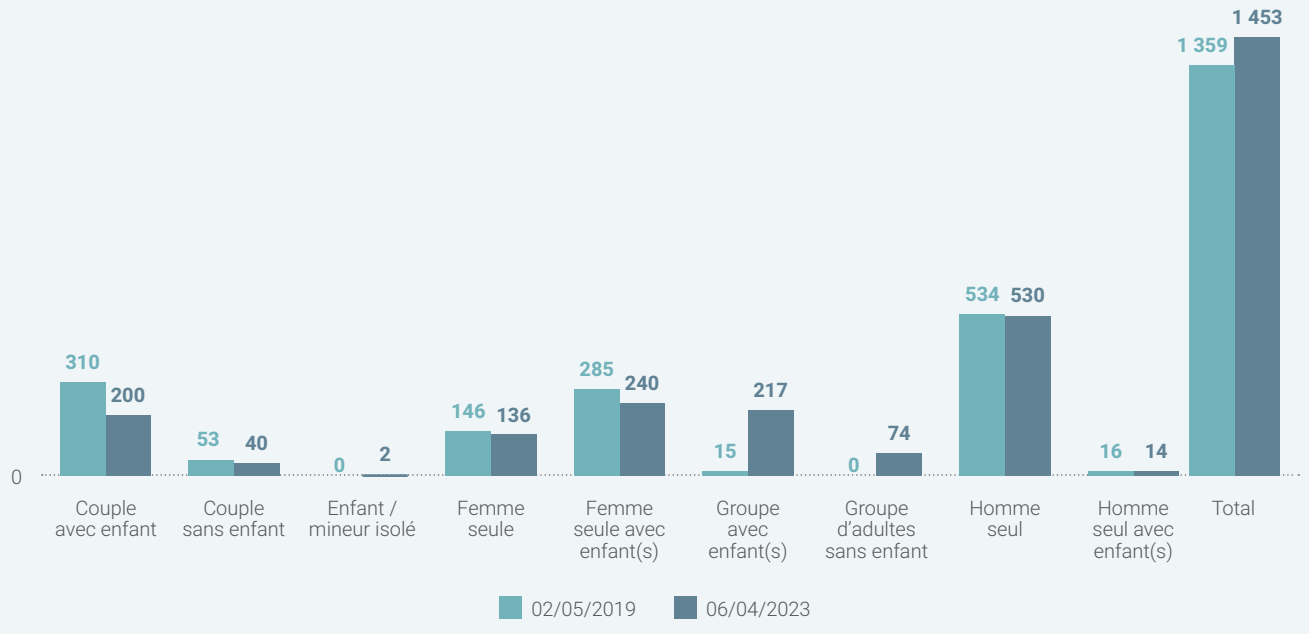
- une stabilité, voire une légère baisse de certains types de ménages :
  - les hommes seuls : 530 personnes (-4 par rapport à 2019),
  - les couples sans enfant (-13),
  - et les femmes seules (-10) ;
- la diminution de la présence de certaines typologies :
  - les couples avec enfant(s) (-110, -35%),
  - et les femmes seules avec enfant(s) (-45, -16%) ;
- une hausse du nombre de groupes d'adultes :
  - que ce soit des groupes avec enfants (217 groupes en 2023, contre 15 en 2019),
  - ou des groupes d'adultes sans enfants (74 groupes en 2023, aucun en 2019).

Un hébergement en insertion dans 61 structures gérées par 17 associations différentes

	Personnes hébergées
Afeji	786
Soliha	505
Eole	383
La Sauvegarde du Nord	367
Solfa	279
Relais Soleil Tourquennois	226
Adoma	184
Visa	159
FADS	138
Abej SOLIDARITÉ	124
France Horizon	96
Home des Flandres	86
Evie	73
Alefpa	50
Arcadis	22
AFR	16
Fondation le Refuge	5

Source : CMAO.

Évolution de la typologie des ménages hébergés via le SI Insertion dans la MEL de 2019 à 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO. Traitement : ADULM.

Une hausse de 47% du nombre de personnes en hébergement d'urgence

Le nombre de personnes hébergées dans le cadre du SI-115 augmente fortement avec 259 personnes supplémentaires en avril 2023 comparativement à quatre ans auparavant, soit +47%.

En lien avec la hausse du nombre de familles, le nombre de ménages hébergés dans ce cadre du SI-115 (635) augmente nettement moins vite, avec 92 ménages supplémentaires, soit +17%.

La plupart des ménages hébergés dans le cadre du SI-115 sont des personnes seules :

- 365 hommes seules (57%), un nombre en baisse (-35 hommes, -9%) ;
- 150 femmes seules (24%), un nombre en hausse de (+18 femmes, soit +14%).

Entre mai 2019 et avril 2023, le nombre de ménages hébergés dans le cadre du SI-115 qui ont le plus augmenté concerne :

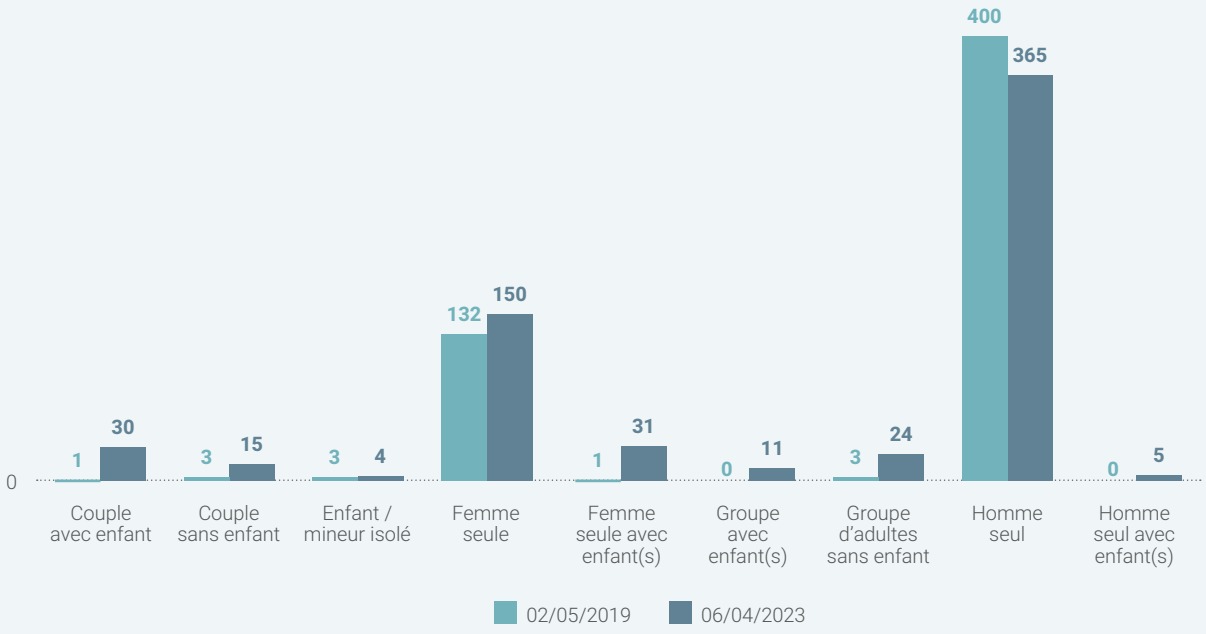
- les femmes seules avec enfant(s) : +30 ménages ;
- les couples avec enfant(s) : +29 ménages ;
- les groupes d'adultes sans enfant : +21 ménages.

Un hébergement d'urgence dans 15 structures gérées par 8 associations

	Personnes hébergées
AFR	256
FADS	84
Evie	78
Eole	47
Visa	36
Solfa	31
Air	10
Capharnaum-Alefpa	8

Source : CMAO.

Évolution de la typologie des ménages hébergés via le SI-115 dans la MEL de 2019 à 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO. Traitement : ADULM.



Hommes devant le centre d'hébergement de l'abej-SOLIDARITÉ à Lille © ADULM

2

L'ÉVOLUTION DES BESOINS

1. LES BESOINS RÉPERTORIÉS DES PERSONNES SANS DOMICILE ET NON HÉBERGÉES

Le premier champ d'observation des besoins dans le cadre du Logement d'abord concerne les personnes dans les situations les plus précaires : celles sans domicile et sans hébergement, c'est-à-dire sans abri, qu'elles soient physiquement dans la rue, sous une tente, dans une voiture, visibles ou non depuis l'espace public, dans le centre de Lille, dans des centres urbains ou dans des espaces plus éloignés des centres villes.

Il est impossible de connaître le nombre précis de ces personnes sans abri car aucun fichier ne les recense de manière exhaustive. De plus, les situations de ces personnes fluctuent : si certaines personnes restent plusieurs mois voire plusieurs années sans abri, d'autres vont accéder plus rapidement à un hébergement plus ou moins précaire, voire faire des allers-retours entre la rue et un hébergement, ou encore quitter le territoire.

Toutefois, afin d'éclairer les politiques publiques, certains fichiers issus de l'activité des partenaires qui accompagnent ces personnes permettent de donner des ordres de grandeur et de suivre les évolutions des situations qu'ils permettent de renseigner :

- **le fichier des appels au 115 issus du SI-SIAO[24] : depuis le début de sa mission d'observation, l'ADULM a obtenu chaque année auprès de la CMAO, le fichier des appels reçus au 115 pour le mois de mars, ce qui permet un comparatif dans la durée ;**
- **les données d'observation des personnes migrantes intra européennes en bidonvilles renseignées par la Sauvegarde du Nord dans la Plateforme numérique nationale Résorption Bidonvilles : les personnes en bidonvilles ne passent quasiment aucun appel au 115 car leurs demandes passent par le SI-Insertion (voir page 57).**

A. Une demande d'hébergement faite au 115 en hausse

En mars 2023, 935 ménages ont appelé le 115 en déclarant avoir dormi à la rue

En mars 2023, les équipes du 115 ont décroché aux appels de 935 ménages différents localisés dans la Métropole Européenne de Lille, soit 1 821 personnes, en demande d'hébergement et ayant déclaré avoir dormi à la rue la veille de leur appel. En moyenne, pendant cette période, 369 personnes dans cette situation ont ainsi contacté quotidiennement le 115.

Lors de la crise sanitaire, moins de personnes à la rue

L'analyse des évolutions montre que, dans un premier temps, entre mars 2019 et mars 2020, la situation s'est dégradée, le nombre de ménages appelant le 115 et se déclarant à la rue étant en hausse de 15% (+134 ménages, soit +228 personnes).

Dans un second temps, la crise sanitaire liée au covid-19 a marqué une pause dans cette évolution : entre mars 2020 et mars 2021, le nombre de ménages appelant le 115 et se déclarant à la rue a diminué de 26% (-271 ménages, soit -313 personnes). Cette baisse est due :

- **d'une part, à l'effort important fait par l'Etat pour proposer des places d'hébergement supplémentaire pendant cette période (voir page 37 l'évolution de l'offre d'hébergement) ;**
- **et d'autre part, à la fermeture des frontières et donc à l'arrêt de l'arrivée de migrants sans domicile sur le territoire.**

Depuis la fin de la crise sanitaire, la reprise de la hausse du nombre de personnes à la rue

Dans un troisième temps, avec la fin de la crise sanitaire, le nombre de personnes appelant le 115 et ayant déclaré avoir dormi à la rue a de nouveau augmenté :

- **de 16% entre mars 2021 et mars 2022 (+123 ménages, soit +313 personnes) ;**
- **de 4% entre mars 2022 et mars 2023 (+37 ménages, soit +113 personnes).**



Homme sans abri devant la gare © ADULM

[24] SI-SIAO : Système d'information du servie intégré d'accueil et d'orientation. Voir le description page 44.

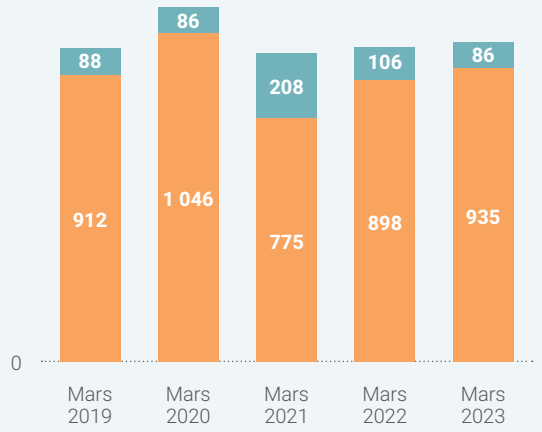
En mars 2023, par rapport à mars 2019, 23 ménages de plus appellent le 115 en déclarant avoir dormi à la rue

Au total, par rapport à mars 2019, date du début de l'observation sociale dans le cadre du Logement d'abord dans la Métropole Européenne de Lille, les ménages ayant contacté par téléphone le 115 pour une demande d'hébergement et ayant déclaré avoir dormi à la rue la veille de leur appel sont 4% plus nombreux qu'en mars 2023.

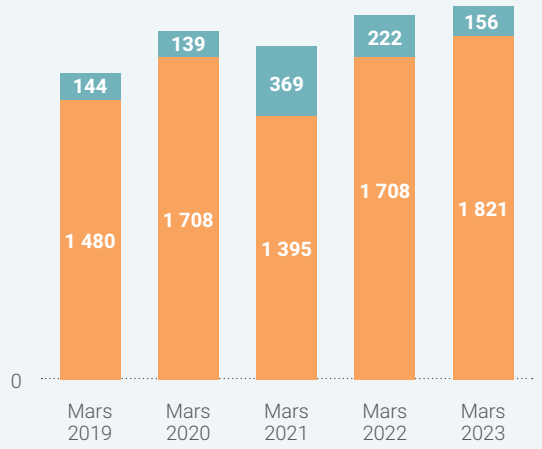
L'évolution est beaucoup plus importante si l'on compte en nombre de personnes qui sont 23% plus nombreuses en mars 2023 (+113 personnes).

Les ménages appelant le 115 sont, en effet, de plus en plus souvent des familles.

Évolution du nombre de ménages différents ayant appelé le 115 pour une demande d'hébergement au cours du mois



Évolution du nombre de personnes différentes ayant appelé le 115 pour une demande d'hébergement au cours du mois



Sources : CMAO, SIAO, appels au 115. Traitement : ADULM.

115

Les appels au 115

« *Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence.* » (Article L345-2-2 du Code de l'action sociale et des familles).

Afin de permettre la réalisation de ce droit, le 115 est un numéro national d'urgence et d'accueil des personnes sans abri, gratuit et accessible 24 heures sur 24.

Pour l'arrondissement de Lille, soit un territoire un peu plus grand que la Métropole Européenne de Lille, c'est une association, la Coordination mobile d'accueil et d'orientation (CMAO), qui gère la réponse aux appels tous les jours de 7h30 à 23h30. Le relais est pris la nuit alternativement par les associations AFR et Eole.

Au sein de la CMAO, et sous la responsabilité d'un chef de service, 8 travailleurs sociaux se relaient pour :

- évaluer la situation d'urgence sociale afin d'apporter la réponse la plus adaptée possible, en se coordonnant avec l'ensemble des partenaires ;
- recenser quotidiennement les offres et demandes d'hébergement pour les mettre en lien ;
- orienter et proposer un hébergement selon les possibilités aux personnes et familles en difficulté ;
- informer sur les ressources locales en matières d'aide alimentaire, de vestiaires, d'accueils de jour, d'accès aux soins et à l'hygiène, de services sociaux ;
- apporter des réponses aux question administratives, juridiques, et d'ouverture de droits ;
- assurer le lien avec le Samu social s'agissant des situations signalées et des besoins repérés ;
- écouter attentivement les personnes dans le but d'une reconnexion sociale et du maintien d'un lien.

En mars 2023, le 115 a décroché 11 257 appels de demande d'hébergement localisés dans la MEL.

La CMAO estime habituellement décrocher pour l'ensemble des numéros appelant sur une journée, même si certaines personnes doivent appeler plusieurs fois avant d'obtenir un répondant en ligne.

Toutes les personnes en besoin d'hébergement n'appellent pas le 115 soit par manque de connaissance du dispositif, soit par choix, soit par renoncement en raison du peu de chance d'obtenir un hébergement lors d'un appel.

Par exemple, l'abej SOLIDARITÉ signale qu'un nombre important de personnes fréquentant ses accueils de jours et sans abri n'appellent plus le 115.

Une demande quotidienne non pourvue pour la très grande partie des appels

La CMAO estime qu'en règle générale, sur 300 à 400 appels quotidiens au 115, seules 3 solutions d'hébergement vont être trouvées.

Des solutions qui se mettent en place sur une plus long durée

Toutefois, en regardant l'évolution des demandes sur la durée, la CMAO estime qu'en 2022, on peut considérer qu'environ 35% des personnes appelant le 115 et 40% des personnes inscrites au SIAO entrent en hébergement ou en logement adapté au cours de l'année :

- 5 666 ménages ont fait une demande d'hébergement via le 115, 4 948 ménages via le SIAO ;
- 1 959 ménages ont reçu une réponse positive : 1 434 en hébergement, 341 en hébergement « asile », 85 en intermédiation locative, 35 en pension de famille, 44 en résidence sociale, 20 en résidence habitat jeunes.

Une baisse de 17% du nombre d'hommes seuls appelant le 115 entre 2019 et 2023

En mars 2023, 437 hommes seuls ont appelé le 115 et ont déclaré avoir dormi à la rue la veille. Ils représentent 47% des ménages ayant appelé le 115 et ayant déclaré avoir dormi à la rue la veille.

Leur nombre a fortement diminué depuis mars 2019 avec une baisse de 17%, soit 93 hommes seuls de moins ayant appelé.

Une hausse du nombre de familles se déclarant à la rue

En mars 2023, 282 familles ont appelé le 115 et ont déclaré avoir dormi à la rue la veille :

- 119 couples avec enfant(s) ;
- 102 femmes seules avec enfant(s) ;
- 44 groupes d'adultes avec enfant(s) ;
- 17 hommes seuls avec enfant(s).

Ces familles représentent 1 097 personnes, soit 60% des personnes pour qui un appel au 115 a été passé.

Entre mars 2019 et mars 2023, le nombre de familles à la rue ayant appelé le 115 a fortement augmenté : +51%, soit 96 familles supplémentaires.

Les personnes interrogées à la CMAO signalent toutefois que les familles en besoin d'hébergement ou de logement appellent de moins en moins le 115 dès lors qu'elles sont inscrites au SI-SIAO sur la liste d'attente pour de l'hébergement ou de l'insertion. Celles qui continuent à appeler le 115 sont celles qui sont dans les situations les plus précaires, sans solution de secours pour se mettre à l'abri. Les accueils de jour les incitent en effet à continuer à appeler afin de pouvoir prouver l'urgence de leur situation.

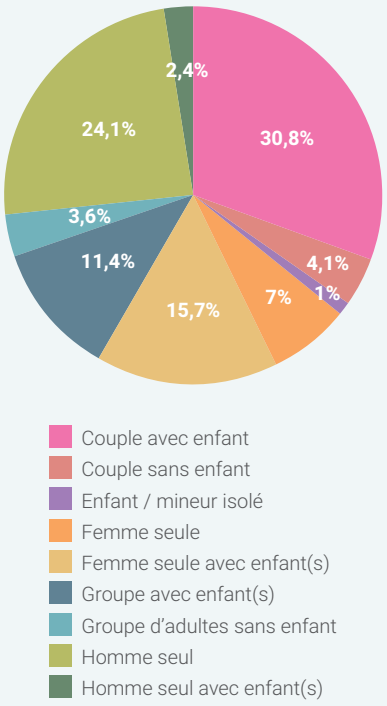
D'après des entretiens avec les professionnels de la CMAO, qui gère le 115 et les équipes mobiles qui se rendent auprès des personnes sans abri, ces familles sont essentiellement des familles étrangères, qui ont soit tenté une demande d'asile et ont été déboutées, soit n'ont pas fait de demande d'asile.

Selon les données diffusées par le ministère de l'Intérieur, le nombre de premières demandes d'asile a augmenté de 31% en 2022 à l'échelle nationale par rapport à 2021, atteignant un chiffre proche du record de 2019.

Si on prend en compte les cas des mineurs, les ré-examens de dossier et les procédures Dublin, le ministère indique que le record de 2019 a été dépassé[25].

Des données de l'Ofii permettraient de savoir si le nombre de demandes d'asile a augmenté de la même façon dans la MEL sur la période[26].

Situation de ménage des personnes ayant appelé le 115 et ayant déclaré avoir dormi à la rue la veille, dans la MEL en mars 2023

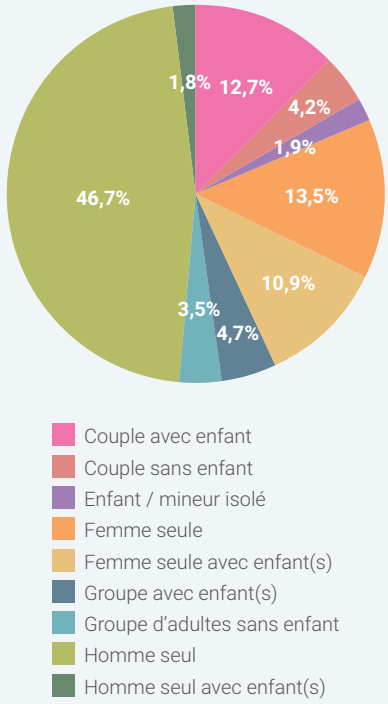


Sources : CMAO, SIAO, appels au 115. Traitement : ADULM.

[25] Les chiffres 2022 (publication annuelle parue le 22 juin 2023) / Chiffres-clés, séjour, visas, éloignements, asile, accès à la nationalité / Études et statistiques / Info-ressources - Direction générale des étrangers en France - Ministère de l'Intérieur (interieur.gouv.fr) consulté le 05/09/2023

[26] Ces données avaient été transmises à l'Agence par l'Ofii pour 2019 et 2020. Elles ne sont plus communiquées depuis.

Composition des ménages ayant appelé le 115 et ayant déclaré avoir dormi à la rue la veille, dans la MEL en mars 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO, appels au 155. Traitement : ADULM.

630 enfants concernés par les appels au 115 au cours du mois de mars 2023 : une baisse de 8,2% par rapport à 2019

Pour l'ensemble du mois de mars 2023, ce sont 630 enfants qui ont été signalés comme ayant dormi à la rue la veille d'un appel au 115 dans la MEL.

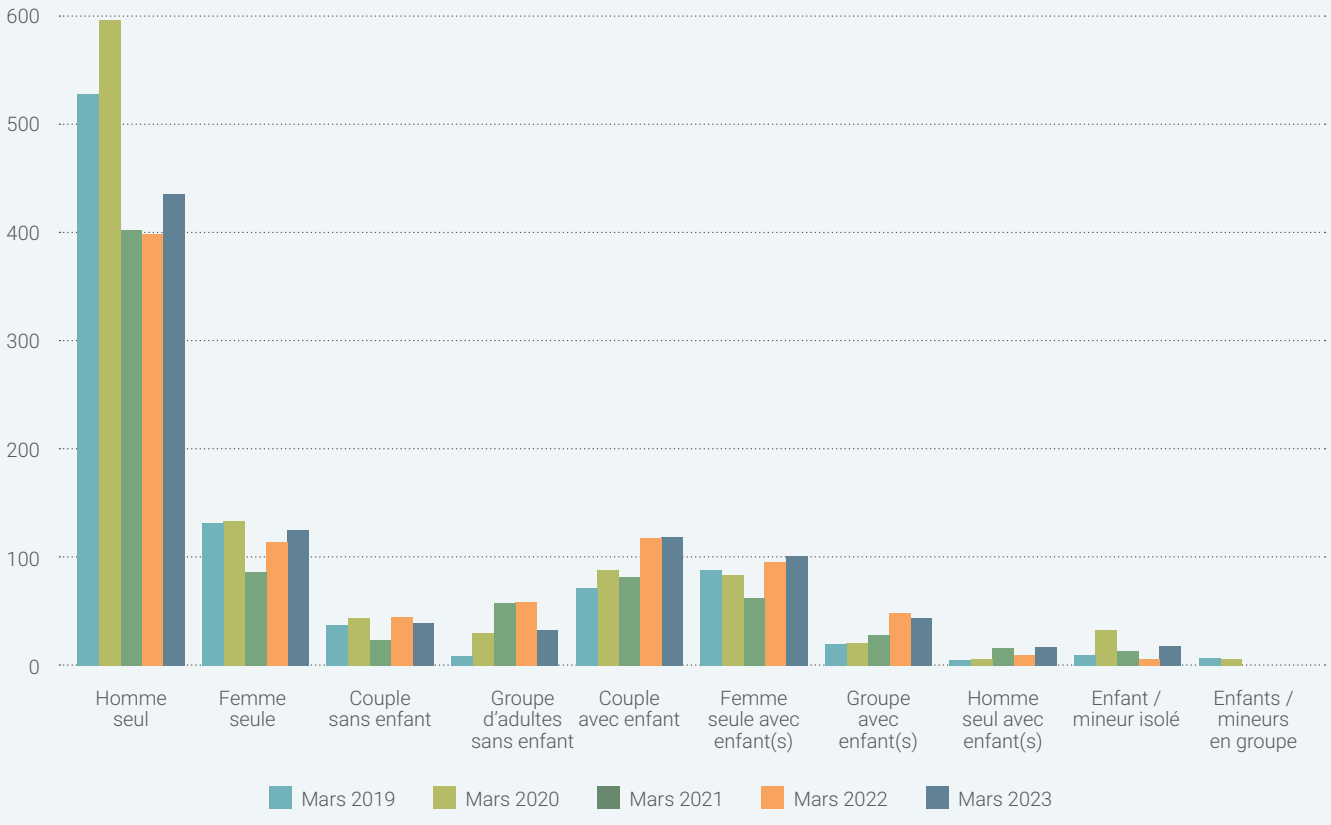
Par rapport aux appels passés au 115 quatre ans auparavant, en mars 2019, ce sont 56 enfants de moins, soit une baisse de 8,2%.

Ces données évoluent différemment selon les tranches d'âge avec :

- une hausse du nombre d'enfants de moins de 1 an, passé de 51 à 56, soit +10% ;
- une forte baisse du nombre d'enfants de 5 à 9 ans, passé de 195 à 158, soit -19%.


Réception des appels au 115 pendant la crise sanitaire © CMAO

Évolution du nombre de ménages à la rue par typologie dans la MEL de 2019 à 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO, appels au 155. Traitement : ADULM.



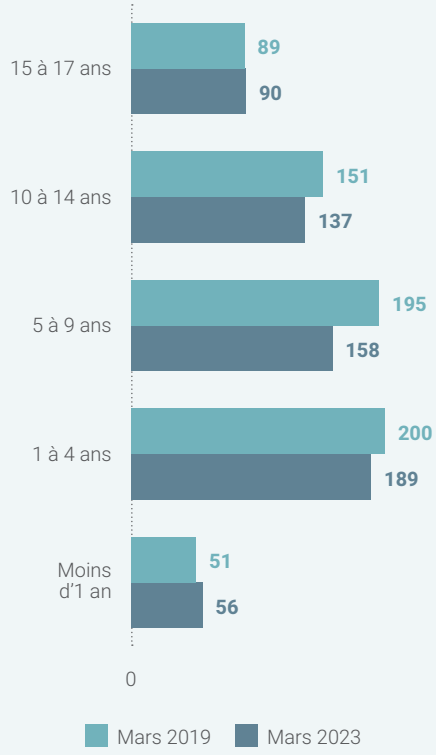
© CMAO

Éléments tirés du Baromètre « Enfants à la rue » de la Fédération des acteurs de la solidarité et de l'Unicef d'août 2023

Selon ce baromètre, **dans la nuit du 21 au 22 août 2023, dans le Département du Nord, au moins 349 enfants sont restés sans solutions d'hébergement** à la suite de la demande de leur famille au 115, faute de places disponibles ou adaptées pour les accueillir. Cela représente une augmentation de 46% par rapport à l'année précédente.

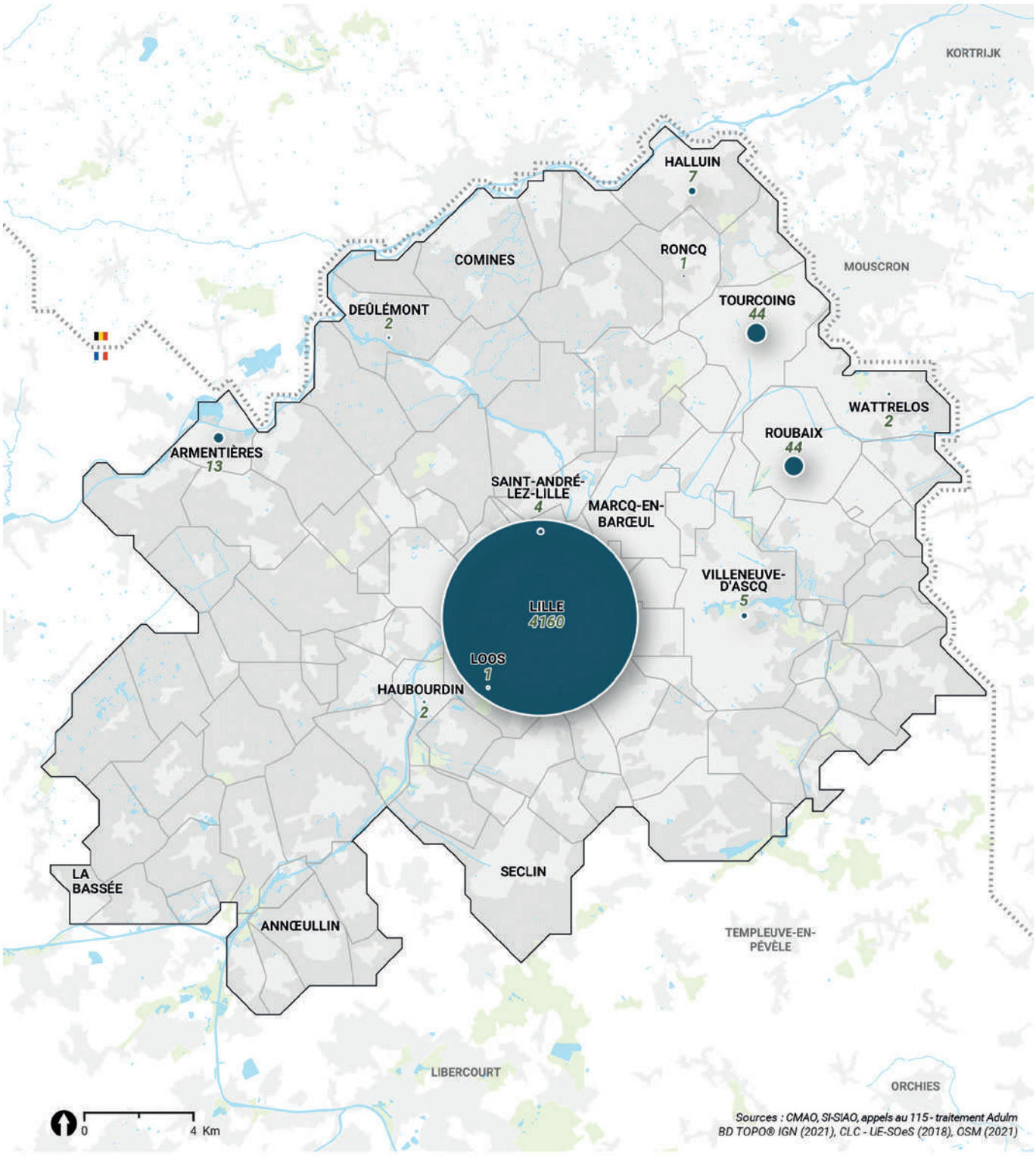
Si Paris reste le département qui comptabilise le plus grand nombre de demandes non pourvues (620), la situation est également tendue en Seine-Saint-Denis (459) et dans **le département du Nord (349) qui arrive en troisième position** devant la Haute-Garonne (202) et le Rhône (87).

Évolution du nombre d'enfants signalés comme ayant dormi à la rue lors d'un appel au 115 dans la MEL de mars 2019 à mars 2023

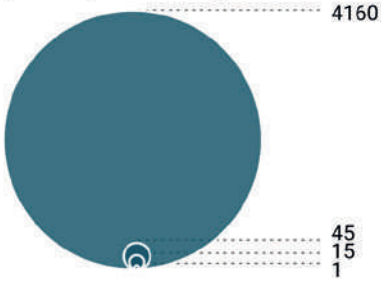


Sources : CMAO, SIAO, appels au 115. Traitement : ADULM.

LES APPELS AU 115 DES PERSONNES À LA RUE EN MARS 2023



Nombre d'appels reçus au 115 pour une demande d'hébergement par des personnes ayant déclaré avoir dormi à la rue la veille



Frontière France/Belgique (Fr/B)
Métropole Européenne de Lille (MEL)
Limite de commune

Septembre 2023

l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Témoignages d'acteurs au sujet de la hausse du nombre de personnes sans abri due à de multiples fragilités

Le fichier des appels au 115 ne permet pas de connaître les raisons pour lesquelles les personnes qui appellent se sont retrouvées sans abri.

Afin d'apporter des éléments d'explication, l'ADULM a interrogé plusieurs acteurs associatifs intervenants auprès des personnes sans abri afin de recueillir leur analyse et comprendre cette hausse de la demande d'hébergement sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille entre 2019 et 2023, période pendant laquelle s'est pourtant mise en œuvre, à l'échelle locale, la feuille de route métropolitaine pour le Logement d'abord.

Les partenaires interrogés sont la CMAO, l'abej SOLIDARITÉ, la Fondation Abbé Pierre et la Fédération des acteurs de la solidarité.

Selon ces acteurs, la hausse du nombre de personnes sans abri est alimentée par plusieurs phénomènes :

- **Des personnes déjà présentes sur le territoire de la MEL se sont appauvries et se retrouvent sans abri :**
  - ils identifient des « nouveaux pauvres », c'est-à-dire des personnes dont la situation socio-économique s'est dégradée, notamment en lien avec l'inflation. Parmi ceux qui sont rencontrés en accueil de jour, un grand nombre rencontrent, en parallèle, des problèmes psychiques. « *Il s'agit de personnes qui demandent de l'aide souvent trop tard en raison d'un manque d'information et d'un sentiment de honte. Ce sont des situations complexes et des personnes qui adhèrent peu à l'aide proposée.* » (abej SOLIDARITÉ) ;
  - des personnes en rupture de titres de séjour : les acteurs associatifs constatent depuis plusieurs mois un allongement des délais de traitement des demandes de renouvellement des titres de séjour. Le non renouvellement d'un titre de séjour entraîne des conséquences importantes sur la situation des personnes concernées : pertes de droit, rupture du contrat de travail, perte du logement.

  Les acteurs mettent ces évolutions en lien aussi avec la hausse du nombre d'expulsions qui ont été multipliées par 2 dans la MEL en 2022 (voir page 62).
- **De nombreuses personnes sans abri sont nouvellement arrivées sur le territoire de la MEL :**
  - avec la réouverture des frontières après la crise sanitaire liée au covid-19, il y a eu, selon les acteurs interrogés, une hausse des arrivées de personnes dans le cadre de migrations internationales, notamment sans titre de séjour ;
  - parmi les personnes arrivant dans le cadre de migrations internationales, les acteurs signalent une centaine de jeunes migrants qui sont dans une démarche de reconnaissance de leur minorité, sans solution d'hébergement et pour qui la seule réponse repose sur des initiatives privées ;
  - les acteurs constatent également, depuis 2 à 3 ans, l'arrivée de consommateurs de drogues venus d'autres régions françaises. Ils sont, d'après eux, attirés par le prix moins élevé des produits stupéfiants à Lille, notamment la cocaïne. « *On en voit arriver 4 à 5 nouveaux par semaine à l'accueil de jour de l'abej SOLIDARITÉ. Ils n'appellent pas le 115.* » (abej SOLIDARITÉ).

La multiplicité des causes qui engendrent les situations de sans-abrisme entraîne une diversification des publics sans solution :

- de plus en plus de femmes concernées, qui sont soit des femmes consommatrices de drogue, soit des femmes en précarité avec ou sans enfants ;
- des publics avec des problématiques d'addiction et de santé psychique, avec très peu de solutions d'accueil adapté ;
- et aussi, de plus en plus de familles.

Témoignage de la CMAO : des appels de plus en plus nombreux et une difficulté à orienter des personnes sans droit de séjour

Les demandes d'hébergement reçues par la CMAO via les appels au 115 sont de plus en plus nombreux et une grande proportion des personnes appelant n'ont plus de droits et n'ont pas de solution d'accueil chez des tiers. Il devient difficile pour l'équipe de la CMAO de trouver des solutions auprès des centres d'hébergement. En effet, ces derniers doivent limiter le nombre de personnes accueillies ne possédant pas de document leur donnant droit au séjour sur le territoire français car ces personnes risquent fortement d'être amenées à rester très longtemps en hébergement à défaut d'obtenir les titres de séjour leur donnant accès à un logement. Cette situation contribue à bloquer des places d'hébergement sur du long terme. De plus, ce sont des personnes qui n'ont pas, pour la plupart, besoin d'un accompagnement.

« *Il y a un effet d'entonnoir : 80% des demandes d'hébergement émanent de personnes qui ne sont pas de nationalité française. Or, ces personnes représentent seulement 60% des personnes hébergées et seulement 20% des personnes qui accèdent au logement* ».

Tant que les personnes ne sont pas régularisées, elles ne trouvent pas de solution. La CMAO constate qu'un nombre important de personnes déboutées restent sur le territoire de la MEL dans l'attente d'une régularisation dont l'issue est incertaine.

Extraits du rapport de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives de juin 2023 « *TREND : Substances psychoactives, usagers et marchés – Tendances récentes à Lille et dans les Hauts-de-France en 2022* »

Des usagers venus d'ailleurs qui s'installent et se précarisent à Lille

« **À Lille, la disponibilité et la qualité réputée « bonne » des drogues, leurs prix bas, le fractionnement à des doses inférieures à un gramme attirent des consommateurs venant de la région** (Douai, Lens, Saint-Omer, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Valenciennes, Laon, etc.), **de la Belgique ou d'autres régions de France** (Sud de la France, Bretagne, Normandie, Paris, etc.). Certains d'entre eux effectuent des allers et retours réguliers, d'autres finissent par s'installer à Lille, parfois à long terme : « *J'ai l'exemple d'une femme qui vient de Normandie et qui fait des allers-retours entre Normandie et Lille. Sauf qu'à chaque fois qu'elle arrive à Lille, elle a du mal à repartir pendant plusieurs mois, voire même plus. Elle reste bloquée, c'est une faille spatio-temporelle. Ils sont plusieurs à le décrire d'ailleurs. Le fait que la coke ne soit pas chère à tellement d'endroits différents…* » (éducatrice en CAARUD, MEL)

La saturation des foyers dans la MEL conduit ces personnes à s'installer dans les rues de Lille et en squat. L'éloignement des administrations (Pôle emploi ou CAF) de leur département de résidence aggrave leur situation. Pour les usagers originaires de Belgique, la précarisation est d'autant plus importante qu'ils s'éloignent des dispositifs sociaux de leur pays et ne peuvent faire valoir certains droits français (comme le droit au RSA par exemple). De nombreux usagers décrivent une incapacité presque « physique » à repartir chez eux. Un élément vient toujours les freiner : une envie de consommer, un usager présent ce jour-là dans la gare, une galère, etc. »

Conditions de vie des femmes usagères de drogues et sans-abri

« **Parfois seules, parfois accompagnées par un homme**, les femmes usagères de drogues et très précarisées sont toujours sujettes à des conditions de vie difficiles et sollicitent moins que les hommes les CAARUD[27] et CSAPA[28] de la région.

Dans l'ensemble de la région, elles présentent souvent un parcours de violences diverses et d'agressions subies qui précèdent les usages d'alcool et de drogues. »

« **Dans l'espace public, une visibilité importante du nombre de femmes isolées usagères de drogues** (moins de 30 ans) est repérée en 2022 par le Samu social et certains CAARUD de Lille et alentour (certaines d'entre elles viennent de villes éloignées : Valenciennes, Lens, etc.) : « *On a toujours eu des dames en rue, mais les dames consommatrices auparavant étaient davantage des dames en couple ou en tout cas associé à un monsieur sans forcément être en couple mais en binôme, avec un compagnon de rue. On avait des dames seules avec une problématique d'alcool en l'occurrence, qui sont un petit peu plus marginalisées. Des dames plus âgées. Aujourd'hui, on est vraiment sur des dames jeunes, toutes seules à la rue, consommatrices d'héroïne, cocaïne majoritairement.* » (Assistante sociale au Samu Social, Lille) »

« *Elles sont plutôt jeunes, à peu près 30 ans je dirais en moyenne. Souvent à la rue depuis longtemps, qui connaissent les foyers, qui consomment depuis pas mal d'années [consommations de cocaïne et d'héroïne notamment].* » (Éducatrice en CAARUD, MEL)

« **Quand elles sont seules, notamment à Lille, elles sont souvent moins accessibles en maraudes** du fait de leur mobilité permanente. Elles craignent de se faire repérer par les autres usagers ou finissent par ne plus se sentir en sécurité dans les hébergements de fortune : « *Des dames qui font des tests en squat en disant : « bon je vais essayer ce squat-là ». Et puis finalement le squat il n'est pas très sécure parce qu'il y a des passages d'hommes qui ne sont pas forcément hyper fréquentables.* » (Assistante sociale au Samu Social, Lille) »

« **Par ailleurs, elles ne s'attardent pas forcément dans les structures d'accompagnement** et ont tendance à naviguer davantage entre différentes structures. Les professionnels des services d'addictologie, des CAARUD, des CSAPA et du Samu social de Lille notent une difficulté à installer un suivi sur le long terme mais également parfois un manque de coordination entre les différents acteurs impliqués. »

[27] CAARUD : centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues.

[28] CSAPA : centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie.

B. Migrants intra-européens : baisse du nombre de ménages en bidonvilles, hausse du nombre de ménages en errance

En avril 2023, 271 ménages en bidonvilles dans la MEL

Après avoir atteint son niveau le plus important en 2013 avec 2 644 personnes, **le nombre de personnes en bidonvilles a beaucoup baissé** depuis dans la MEL. De nombreuses familles ne sont pas restées sur le territoire, d'autres ont accédé à l'emploi et au logement.

En avril 2023, la Sauvegarde du Nord recense 271 ménages vivant en bidonvilles dans la Métropole Européenne de Lille, ce qui correspond à 980 personnes. En plus de cela, l'association comptabilise 100 personnes migrantes intra-européennes en errance sur le territoire.

Un nombre de ménages en baisse de 6% entre 2019 et 2020

Entre avril 2019 et avril 2020, avec la mise en œuvre d'une politique de résorption des bidonvilles, le nombre de ménages en bidonvilles a diminué de 6%, soit 20 ménages de moins dans cette situation (ce qui représente -340 personnes). Ces opérations menées pendant l'été 2019 à Lille, Villeneuve d'Ascq et Loos ont permis de loger ou d'héberger la plupart des occupants des sites concernés. Pendant cette même période, 2 nouveaux SAS d'insertion ont été installés à Villeneuve d'Ascq et à Loos.

Depuis 2021, le nombre de ménages en bidonvilles oscille

Depuis 2021, des expulsions nombreuses de bidonvilles ont été réalisées[29]. Entre avril 2020 et avril 2023, le nombre de ménages en bidonvilles oscille, il augmente entre avril 2020 et avril 2022 (+10,3%, +31 ménages) et diminue entre avril 2022 et avril 2023 (-18,4%, -61 ménages). Cela correspond, d'après les acteurs interrogés, aux fréquents allers-retours que ces personnes effectuent dans leurs pays d'origine, et ne correspond ni à des arrivées ni à des départs du territoire, et à très peu d'accès à l'hébergement et au logement (voir l'analyse de la Sauvegarde du Nord page 55).

Au total, entre avril 2019, début de l'observation sociale pour le Logement d'abord, et avril 2023, le nombre de ménages en bidonvilles a diminué de 16% soit 52 ménages de moins. En nombre de personnes, cela correspond a une baisse de 17% dans la MEL (-197 personnes). Le nombre de migrants intra européens en errance a été multiplié par 3 passant de 30 en avril 2020 à 100 en mars 2023.

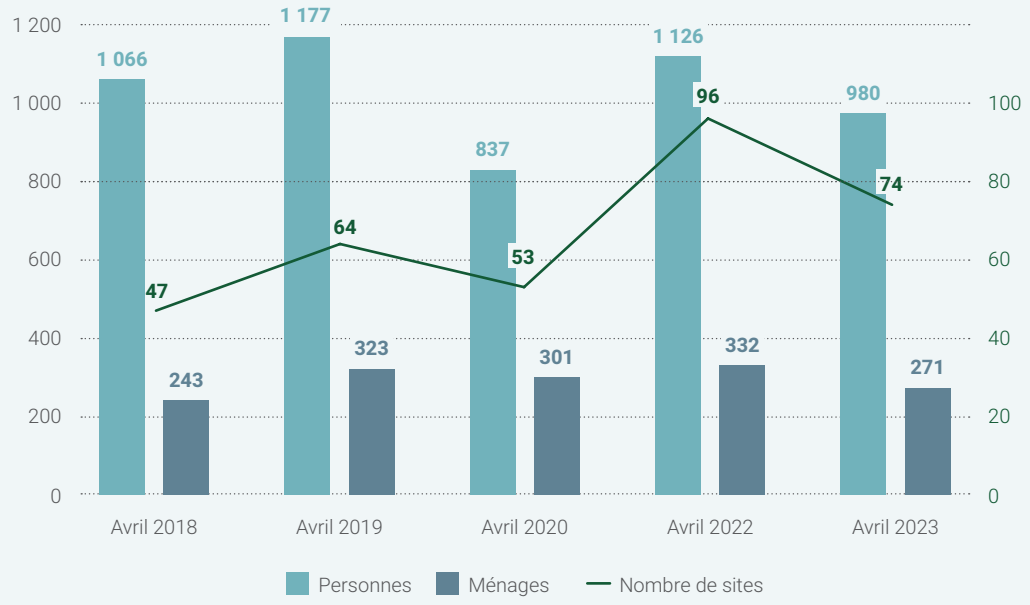
Définition

Un bidonville est un terrain, une friche ou un immeuble bâti généralement dépourvu des services de bases (eau, électricité, gestion des déchets) et occupés illégalement par plusieurs familles.

Les habitants de ces bidonvilles sont majoritairement des ressortissants de l'Union européenne, venant principalement de Roumanie et de Bulgarie. Souvent désignés comme Roms, notamment dans leur pays d'origine, ils sont, aux yeux de la République française, des citoyens européens bénéficiant de la liberté de circulation. Ils ne sont pas nomades.

[29] Source : Observatoire des expulsions des lieux de vie informels. 17 expulsions de novembre 2020 à octobre 2021, 13 expulsions de novembre 2021 à octobre 2022.

Nombre de personnes et de ménages en bidonvilles et de sites dans la MEL d'avril 2018 à avril 2023



Source : Sauvegarde du Nord, Plateforme résorption bidonvilles. Traitement : ADULM.

Plus de la moitié des personnes vivant en bidonvilles dans la MEL sont des enfants

On compte 508 personnes de moins de 18 ans parmi les habitants des bidonvilles, soit 52% en avril 2023. Cette part est un peu plus élevée qu'en avril 2020 où elle était de 47%.

95% de ressortissants de l'Union Européenne

La très grande majorité des personnes en bidonvilles sont des ressortissants de l'Union Européenne. Environ une cinquantaine de personnes ne sont pas issues de l'Union Européenne soit 5%.

Des bidonvilles répartis sur 74 sites

Les bidonvilles de la MEL sont localisés dans 74 lieux en avril 2023 :

- 27 terrains sur lesquels les personnes vivent dans des abris de fortune ou dans des caravanes :
  - 1 terrain avec 157 personnes,
  - 2 terrains avec 74 et 76 personnes,
  - 12 terrains avec 10 à 34 personnes,
  - 2 terrains avec moins de 10 personnes ;
- 47 immeubles bâtis vacants et le plus souvent dégradés faisant l'objet d'un squat :
  - 10 immeubles avec 10 à 14 personnes,
  - 37 immeubles avec moins de 10 personnes.

Une hausse du nombre de sites entre 2019 et 2023

Le nombre de sites a tout d'abord diminué entre avril 2019 et avril 2020 passant de 64 à 53, ceci en lien avec les mesures de résorption des bidonvilles mises en œuvre.

Puis, entre avril 2020 et avril 2022, le nombre de sites a fortement augmenté passant à 96 sites.

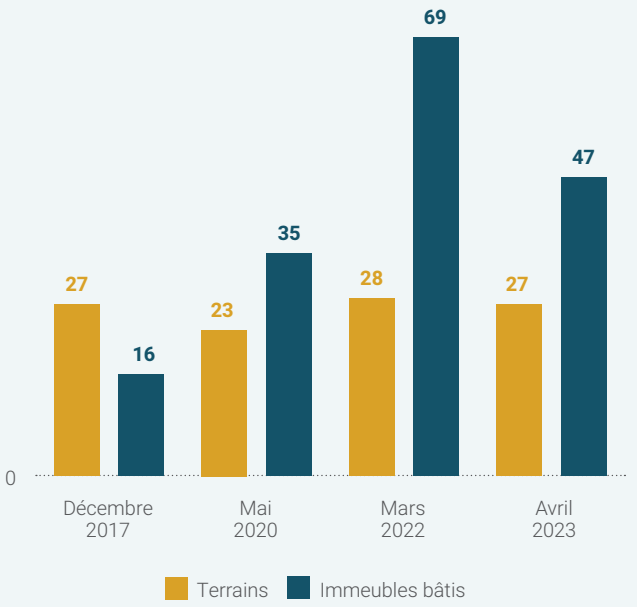
Entre avril 2022 et avril 2023, le nombre de sites a de nouveau diminué passant à 74. Cette baisse est à mettre en lien avec les nombreuses expulsions réalisées en 2022 et 2023. Cela a pour conséquence de multiples réinstallations, la hausse du nombre de sites, la dégradation des conditions de vie (et de scolarisation) et un nombre croissant de ménages en errance.

Un tiers des personnes en bidonvilles vivent en squat en avril 2023

331 personnes accompagnées par la Sauvegarde du Nord identifiées comme migrantes intra-européennes vivent en squat dans un immeuble bâti. Cela représente 34% des personnes en bidonvilles. Elles se situent principalement à Roubaix (20 sites) et à Lille (16 sites).

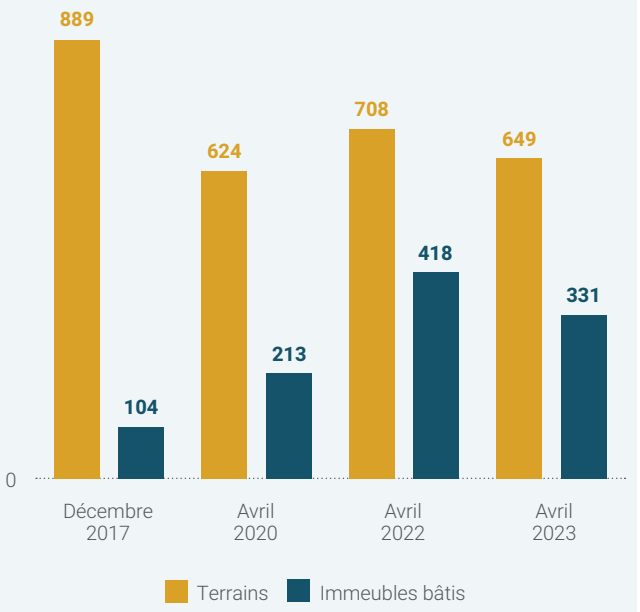
Entre avril 2020 et avril 2023, le nombre de personnes habitant en squat a augmenté de 36% (+118 personnes). Le nombre de sites faisant l'objet d'un squat a, quant à lui, triplé entre décembre 2017 et avril 2023, passant de 16 à 47 sites.

Évolution du nombre de sites en bidonvilles dans la MEL par types de 2017 à 2023



Sources : Plateforme Résorption Bidonvilles, La Sauvegarde du Nord, MEL. Traitement : ADULM.

Évolution du nombre de personnes en bidonvilles dans la MEL par type de sites de 2017 à 2023



Sources : Plateforme Résorption Bidonvilles, La Sauvegarde du Nord, MEL. Traitement : ADULM.

Lille, Villeneuve d'Ascq et Roubaix sont les 3 communes qui accueillent le plus de personnes en bidonvilles

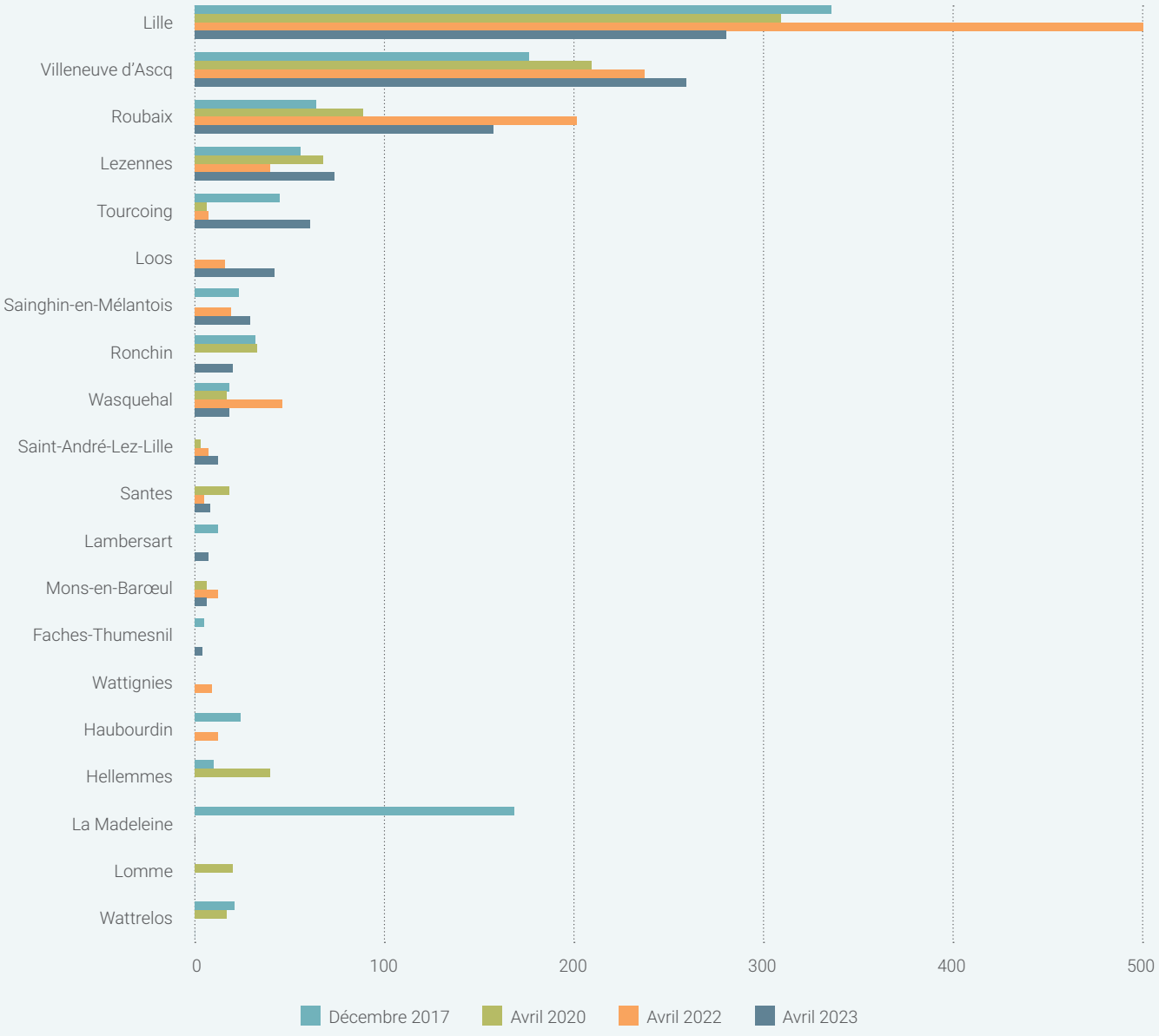
71% des personnes en bidonvilles habitent l'une de ces 3 communes :

- Lille, où le nombre de personnes en bidonvilles avaient fortement augmenté entre 2017 et 2022 (+48%, soit +165 personnes). En 2023, en lien avec l'expulsion du site des pyramides (qui accueillait 141 personnes en avril 2022), ce nombre a fortement diminué pour revenir à un niveau inférieur à 2017.
  En avril 2023, cette commune accueille 337 personnes en bidonvilles réparties dans 9 terrains et 16 immeubles bâtis.
- Villeneuve d'Ascq, où le nombre de personnes en bidonvilles est en constante augmentation depuis 2017 : +47% (+83 personnes). Cette commune accueille en avril 2023, 177 personnes en bidonvilles réparties dans 8 terrains.
- Roubaix, où on constate, comme à Lille, une hausse du nombre de personnes en bidonvilles entre 2017 et 2022 (+215%, soit +138 personnes), puis une baisse entre 2022 et 2023 (-22%, soit -44 personnes). Cette commune accueille en avril 2023, 158 personnes en bidonvilles réparties dans 2 terrains et 20 immeubles bâtis.

Puis, on trouve :

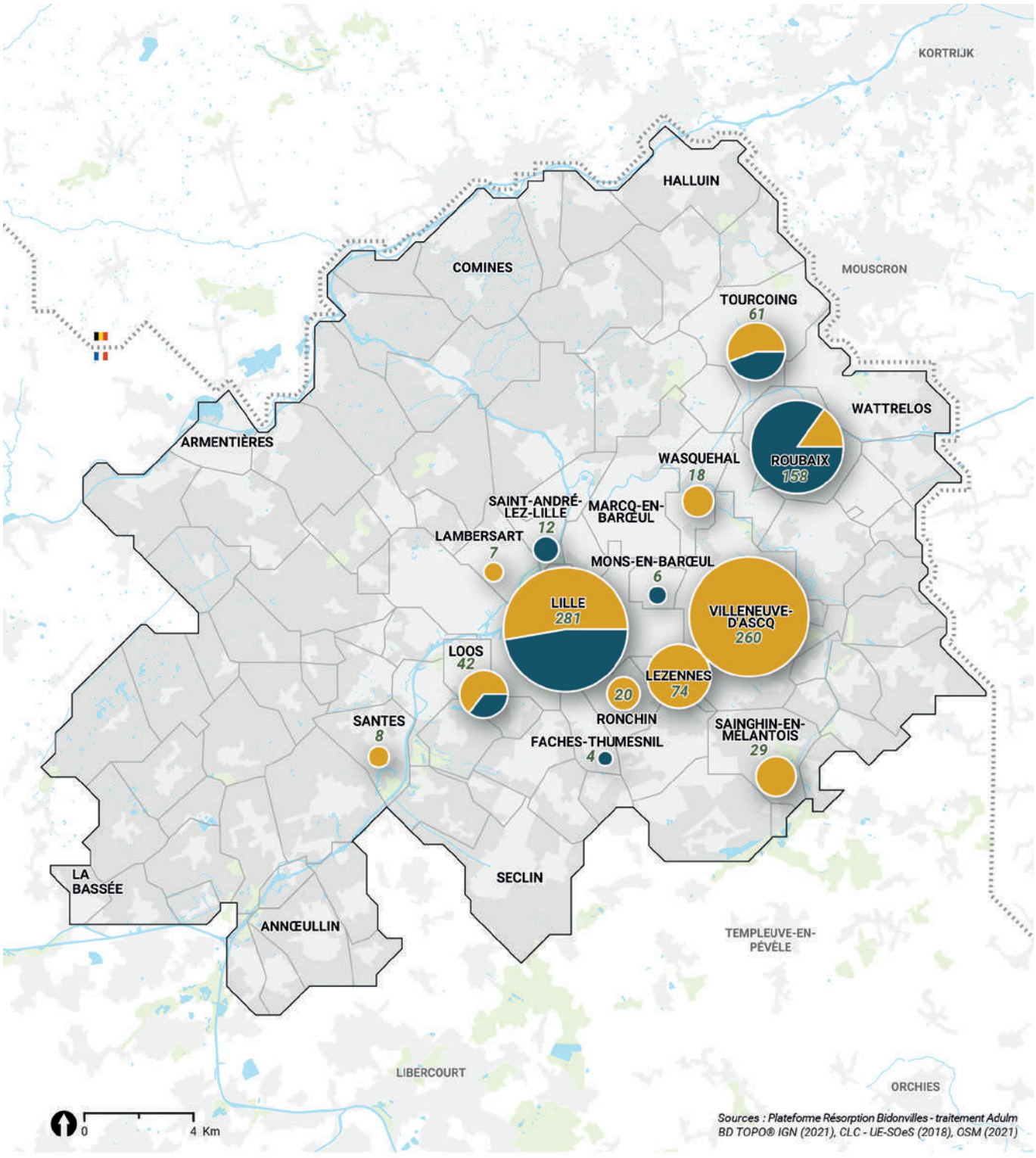
- Lezennes avec 56 personnes en bidonvilles sur un seul terrain ;
- et Tourcoing avec 45 personnes en bidonvilles (réparties sur 1 terrain et dans 5 immeubles bâtis).

Évolution du nombre de personnes en bidonvilles par communes dans la MEL de 2017 à 2023



Sources : Plateforme Résorption Bidonvilles, Sauvegarde du Nord, MEL. Traitement : ADULM.

LES PERSONNES EN BIDONVILLES EN AVRIL 2023



Nombre de personnes vivant en bidonvilles recensées par la direction Tsigane et voyageurs de la Sauvegarde du Nord



Personne en campement sur des terrains

Personnes en squat dans des immeubles bâtis

Frontière France/Belgique (Fr/B)

Métropole Européenne de Lille (MEL)

Limite de commune

Total : 980 personnes

Septembre 2023

l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Témoignage de La Sauvegarde du Nord sur l'évolution de la situation des personnes en bidonvilles dans la MEL de 2019 à 2023

La Sauvegarde du Nord est missionnée par l'Etat et l'ARS pour accompagner les migrants intra-européens d'un point de vue social, médico-social et éducatif.

Au sein de sa direction Tsiganes et voyageurs, la Sauvegarde du Nord, anime un service dédié aux ressortissants européens de culture Rom *sur l'ensemble des départements du Nord et du Pas-de-Calais.*

Une équipe d'une quinzaine de professionnels intervient sur les lieux de vie et d'accueil du public dans le but de favoriser l'accès aux droits dans tous les domaines. Les lieux d'intervention concernent l'ensemble des lieux de vie de cette population : aires d'accueil, terrains d'habitat adapté, terrains familiaux, stationnements spontanés, aires de grands passages, habitat classique, squats, bidonvilles, dispositifs SAS.

Ce service mène également une mission d'observation et de veille sociale. *Il contribue à alimenter la base de données nationales de la plateforme numérique Résorption Bidonvilles.*

L'association estime que la situation des personnes de culture Roms s'est dégradée depuis 2019

L'association constate une hausse des expulsions de bidonvilles dans la métropole lilloise. Certaines familles ont été expulsées plusieurs fois au cours d'une même l'année.

« Les expulsions récentes réalisées sont sans solutions hormis quelques nuitées d'hôtel »

L'association estime que l'opération de résorption du bidonville des Pyramides à Lille en janvier 2023 a été une exception avec l'accès de quelques familles au SAS de Loos et au logement.

Selon l'association, les dernières expulsions vont jusqu'à la destruction des caravanes sans possibilité pour les personnes d'en sortir leurs affaires. L'association cite l'exemple d'une famille expulsée quelques jours avant l'entretien, famille dont les adultes travaillaient et dont les enfants étaient scolarisés. Elle estime que leur situation n'a pas été prise en compte.

Une hausse du nombre de personne en errance

Selon l'association, les expulsions réalisées ne font pas diminuer le nombre de personnes Roms présentes sur le territoire de la MEL mais ont pour conséquences l'augmentation du nombre de personnes en errance qui se retrouvent sous une tente, dans une voiture, ou hébergées de manière précaire chez un tiers. « Sur les 1 000 personnes que nous accompagnons, 10%, environ 100 personnes, sont en situation d'errance. »

« Les expulsions nombreuses réalisées rendent difficile l'accompagnement des personnes »

Les personnes expulsées sont amenées à changer de lieu de vie. L'association constate que le sentiment d'insécurité engendré chez ces personnes provoque un changement des priorités et un temps de latence entre la nouvelle installation et la reprise de la scolarisation et du suivi médical.

Les expulsions amènent une hausse du nombre de sites de bidonvilles. Or, pour l'association, une intervention d'accompagnement dans un squat comprenant un, deux ou trois ménages au maximum est différente d'une intervention en campement qui permet de rencontrer 20 ménages. « Le travail d'accompagnement en squat nécessite un nombre plus important de travailleurs sociaux pour une même population. »

L'accès à l'emploi des populations de culture Rom reste stable

L'association estime que 50 à 60 personnes de culture Rom accèdent chaque année à l'emploi dans la métropole lilloise et que 20% des ménages en bidonvilles auraient ainsi des ressources liées à l'emploi.

Un accès rare au logement malgré l'inscription au SIAO

Les familles n'appellent plus le 115 : « Elles sont fatalistes par rapport à l'obtention de places d'hébergement. Elles savent qu'on va les renvoyer vers la Sauvegarde du Nord. »

En revanche, les trois quarts des familles (200 familles, 800 personnes) ont un dossier de demande d'hébergement ou de logement active auprès du SIAO.

En 2022, 33 ménages (100 personnes) ont accédé à un hébergement ou à un logement : parmi eux, seuls 6 ménages ont accédé à un logement, la grande majorité accédant à un hébergement. « Le Logement d'abord n'existe pas pour les migrants intra-européens, même quand ils ont des ressources liées à l'emploi. »

« Le manque de lieux d'accueil transitoires pose problème »

« Il n'y a actuellement plus que le SAS de Loos, or c'est un outil indispensable entre le bidonville et le logement : il permet la stabilisation du ménage, le travail administratif, l'évaluation des capacités à habiter. »

Un besoin d'intervention sur l'eau et les déchets

Selon l'association, depuis la nouvelle politique de l'Etat local d'expulsion des bidonvilles sans solution, plus aucun nouveau raccordement de terrain à l'eau n'est réalisé.

L'association indique avoir réalisé avec Solidarité Internationale, un diagnostic sur les déchets et plaidé pour la mise en place de conteneurs.

Témoignage de la MEL sur son action au profit des personnes vivant en bidonvilles

L'accueil des populations migrantes est une compétence de l'Etat. En appui de ses compétences propres (aménagement, habitat et logement, distribution d'eau potable, collecte des déchets ménagers etc.), la Métropole Européenne de Lille intervient aux cotés de l'État en faveur de l'accueil et de l'amélioration des conditions de vie de ces populations à travers la mise en place d'une série d'actions et de dispositifs.

À l'occasion de la crise sanitaire de 2019, sur demande de la Préfecture, la MEL s'est mobilisée pour permettre l'alimentation en eau des bidonvilles du territoire :

- six points d'eau ont été installés aux abords de plusieurs sites permettant d'assurer l'accès à l'eau « d'une manière ou d'une autre » de tous les bidonvilles de la métropole. Bien qu'identifiés comme prioritaires, certains sites n'ont malheureusement pas pu être équipés en eau, les études de faisabilité ayant révélé l'absence de réseau de distribution de l'eau potable à proximité ;
- pour pallier cette difficulté technique, 9 cuves à eau ont été installées avec un remplissage hebdomadaire effectué par le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) du Nord ;
- à l'issue d'un diagnostic réalisé par l'ONG Solidarités International (avec le soutien de l'Etat dans le cadre de la stratégie pauvreté) visant l'amélioration des conditions sanitaires d'accès à l'eau des bidonvilles, la MEL a de nouveau été sollicitée pour collaborer à la mise en place de solutions techniques plus pérennes d'alimentation en eau des bidonvilles. Quinze autres branchements à l'eau ont ainsi été réalisés.

Différentes propositions d'insertion ont été mises en œuvre par la MEL :

- **via l'aménagement de SAG :** courant 2012, le Conseil de la MEL a délibéré en faveur de la création des Sites à Aménager et à Gérer (SAG), au sein des bidonvilles existants. Ces sites visaient à l'amélioration des conditions de vie des familles vivant en bidonville par la mise en place d'équipements sanitaires (WC et point d'eau) et par la collecte des déchets ménagers. Six SAG ont ainsi été créés parmi lesquels 3 perdurent toujours ;
- **par l'aménagement de « villages d'insertion » permettant un accompagnement social renforcé des populations par l'association Afeji :**
  - en 2009, à Faches-Thumesnil et à Halluin,
  - en 2010, à Roubaix,
  - en 2012, à Lezennes,
  - en 2013 à Tourcoing,
  - en 2014 à Hellemmes,
  - en 2015 à Lille (relocalisation du village d'insertion initial réalisé à Lille-Fives).

Ces dispositifs d'hébergement temporaire ont été réalisés dans un délai très court, sur des fonciers parfois fléchés pour d'autres projets, au moyen d'une autorisation d'urbanisme délivrée à titre précaire (donc limitée dans le temps).

Bien que conçus pour être provisoires, les villages insertion ont permis à de nombreuses familles d'accéder au logement.

À partir de 2016, ont été mise en place des SAS, accompagnés par la Sauvegarde du Nord

Autre dispositif d'hébergement provisoire visant à l'accueil des familles vivant en bidonvilles et dont l'accompagnement social et effectué par la Sauvegarde du Nord :

- en 2016, sur le site des Pyramides à Lille ;
- en 2018, à Haubourdin et à Lambersart ;
- en 2019, à Villeneuve d'Ascq ;
- en 2020, à Loos.

En septembre 2020, il ne reste plus qu'un seul SAS, à Loos.

2. LES PERSONNES EN LISTE D'ATTENTE POUR UN HÉBERGEMENT OU UN LOGEMENT

L'utilisation des données du SI-SIAO permet de connaître le nombre de personnes et la composition des ménages en attente d'un hébergement ou d'un logement au sein de la Métropole Européenne de Lille.



Le SI-SIAO

C'est une plateforme informatique nationale et gratuite qui permet à la structure gérant le service intégré d'accueil et d'orientation (pour l'arrondissement de Lille, la CMAO) :

- **d'orienter les personnes en recherche d'une solution d'hébergement** et de suivre leurs demandes depuis la première rencontre avec un travailleur social jusqu'à la sortie des dispositifs de logement ou d'hébergement ;
- **de produire des indicateurs d'activité** : les demandes et les offres de places d'hébergement d'insertion et de logement adapté traitées par les SIAO sont informatisées.

L'application est conçue pour être utilisée en réseau par le SIAO et ses partenaires : instructeurs, structures d'hébergement et de logement.

Les demandes d'hébergement ou de logement sont formulées directement sur le SI-SIAO par tout service ou toute association proposant un accompagnement dans l'ouverture et le maintien des droits (Maison Nord Solidarités, Centre Communal d'Action Sociale, Missions locales, clubs de prévention, hôpitaux, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, Service Médico-Psychologique Régional, référents RSA, Pôle emploi…). Pour ce faire, ils doivent solliciter la création d'un compte auprès de la CMAO.

Afin de demeurer active, toute demande doit être renouvelée au bout de 3 mois.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Logement d'abord, le SIAO joue un rôle pivot. Il a évolué vers une plateforme hébergement, logement et accompagnement. Il est devenu garant du parcours des ménages dans le cadre de la mise en place d'un service public « de la rue au logement ».

La CMAO

C'est une association composée de 25 associations adhérentes et d'un membre associé : associations du secteur de l'accueil de l'hébergement et l'insertion (abej SOLIDARITÉ, Afeji, Sauvegarde du Nord, Fondation Armée du Salut…), acteurs du logement (URH Hauts-de-France, SOLIHA…), associations représentant les personnes accompagnées (ATD Quart Monde, L'île de Solidarité), tête de réseaux (FAS, URIOPSS)…

Avec l'aide de 37 professionnels, elle anime pour l'arrondissement de Lille, le 115, le SAMU social, le SIAO (Service intégré d'accueil et d'orientation), l'instruction des dossiers DAHO (Droit à l'hébergement opposable) et le signalement des situations préoccupantes dans le cadre des demandes d'asile.

A. 2 016 ménages en demande d'hebergement ou de logement via le SI-SIAO

La liste d'attente pour de l'hébergement ou de l'insertion[30] compte 2 016 ménages en date du 6 avril 2023, soit 4 085 personnes.

Une demande émanant à 31% de ménages à la rue

La situation de ces ménages en attente[31] se répartit ainsi :

- 31% étaient à la rue (630 ménages) ;
- 25% étaient hébergés chez des tiers (496 ménages),
- 10% en hébergement institutionnel d'urgence (210 ménages) ;
- 3,5% en hébergement institutionnel hors urgence (70 ménages).

Les 30% restants se répartissent entre la détention, le parc locatif privé, la fin de prise en charge de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), l'hôpital, le logement accompagné, des dispositifs médicaux, etc.

60% des ménages en attente sont des personnes seules

En avril 2023, les ménages en attente sont principalement des personnes seules : 44% sont des hommes seuls (883 personnes) et 16% des femmes seules (324 personnes).

Les familles représentent 32% des ménages en attente.

Les ménages restants sont des couples sans enfant (4,8%, 97 ménages), des groupes d'adultes sans enfant (1,7%, 35 ménages) et des enfants isolés (1,3%, 27 personnes).

666 familles en liste d'attente

Le plus grand nombre de personnes en liste d'attente sont en famille : 2 573 personnes, constituant 666 ménages avec autant de couples avec enfants (267 ménages) que de femmes seules avec enfants (268 ménages). On compte beaucoup moins d'hommes seuls avec enfants (29 ménages).

Il y a également un nombre important de groupes d'adultes avec enfants (102 ménages soit 440 enfants).

[30] Demandes inscrites en lites d'attente uniquement. Si on ajoute les demandes transmises mais non encore inscrites, on compte, au total, 4 153 personnes soit 2 221 ménages. Pour des raisons de comparabilité avec les données de 2019, on gardera ici uniquement les demandes inscrites en liste d'attente.

[31] La situation est renseignée dans le SIAO par le référent lors de la création de la demande et à l'occasion du renouvellement.

Une majorité de familles avec 1 ou 2 enfants

Parmi les familles en attente d'un hébergement ou d'un logement, une grande majorité ont un ou deux enfants : 73% des femmes seules avec enfants, 79% des hommes seuls avec enfants, 60% des groupes d'adultes avec enfants, 53% des couples avec enfants.

Un nombre conséquent de familles nécessitant des hébergements ou des logements de grande taille

On compte 173 familles de grande taille :

- comprenant 3 ou 4 enfants : 88 couples avec enfants, 55, femmes seules avec enfants, 5 hommes seuls ;
- ainsi que 25 groupes d'adultes avec enfants comprenant 5 ou 6 personnes.

On compte aussi 45 familles de très grande taille :

- des familles avec 5 enfants ou plus : 28 couples avec enfants, 9 femmes seules avec enfants ;
- ainsi que 9 groupes avec 7 personnes ou plus.

Les familles sur la liste d'attente pour un hébergement ou un logement dans la MEL au 6 avril 2023*

	Nombre
Couples avec enfant(s)	
Couples avec 1 ou 2 enfant(s)	131
Couples avec 3 ou 4 enfants	88
Couples avec 5 ou 6 enfants	23
Couples avec 7 enfants ou +	5
Groupes avec enfant(s)	
Groupes avec enfants 3 ou 4 personnes	52
Groupes avec enfants 5 ou 6 personnes	25
Groupes avec enfants 7 ou 8 personnes	7
Groupes avec enfants 9 personnes ou +	2
Femmes seules avec enfant(s)	
Femmes seules avec 1 ou 2 enfant(s)	171
Femmes seules avec 3 ou 4 enfants	55
Femmes seules avec 5 ou 6 enfants	8
Hommes seuls avec enfant(s)	
Hommes seuls avec 1 ou 2 enfant(s)	19
Hommes seuls avec 3 ou 4 enfants	5
Hommes seuls avec 5 ou 6 enfants	0

Sources : CMAO, SI-SIAO, personnes en liste d'attente au SI-Insertion.

Note de lecture : * Familles dont la situation familiale est renseignée.

Près de la moitié des ménages en attente depuis moins de 6 mois

À la date du 6 avril 2023, près de la moitié des demandes d'hébergement ou de logement auprès du SI-SIAO sont actives depuis moins de 6 mois :

- 30% depuis moins de 3 mois (615 ménages) ;
- 19% depuis 3 à 6 mois (388 ménages).

19% des demandes ont une ancienneté de 6 mois à 1 an (380 ménages).

31% des demandes ont une ancienneté supérieure à 1 an :

- 14% de 1 à 2 ans (279 ménages) ;
- 7% de 2 à 3 ans (141 ménages) ;
- 11% de plus de 3 ans (213 ménages).

La moitié des ménages en attente ont une situation administrative stable sur la longue durée par rapport au droit de séjour

La moitié des ménages en attente d'un logement ou d'un hébergement au SI-SIAO sont dans une situation administrative assurant une stabilité de longue durée pour le droit au séjour :

- 33% des ménages en attente sont de nationalité française ;
- 11% sont des ressortissants européens ;
- 7% ont une carte de résident.

7% des ménages en attente ont un droit de séjour de plus courte durée :

- 6% ont une carte de séjour temporaire ;
- 1% ont une autorisation provisoire de séjour.

15% des ménages ont une demande en cours :

- 9% sont des demandeurs d'asile ;
- 6% ont un récépissé de demande de titre de séjour ou de demande de renouvellement.

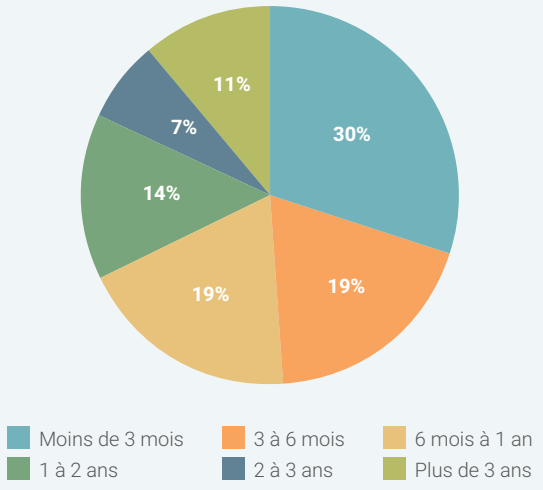
21% des ménages sur la liste d'attente sont dans une situation administrative non régulière par rapport au droit de séjour.

6% des ménages ont une demande qui n'est pas renseignée par rapport au droit de séjour.

Les personnes étrangères sans droit de séjour ne sont pas toutes issues de la demande d'asile mais un grand nombre ont bénéficié dans un premier temps de visa qui n'a pas été renouvelé.

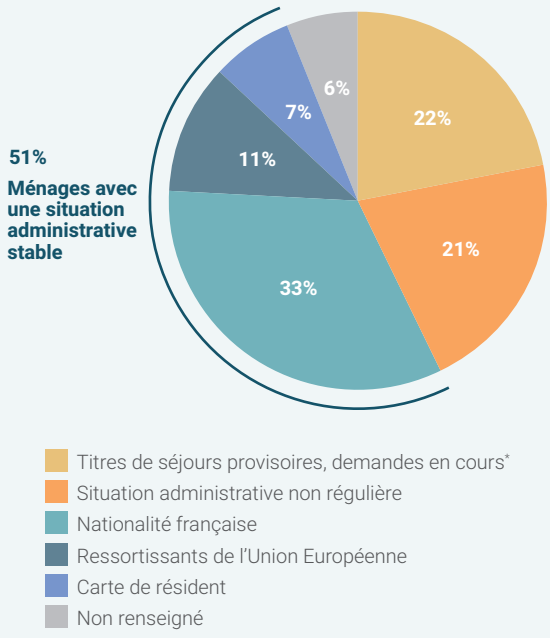


Ancienneté des demandes d'hébergement et de logement inscrites en liste d'attente au SI-SIAO dans la MEL au 6 avril 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO, demandes inscrites en liste d'attente. Traitement : ADULM.

Droit de séjour des ménages inscrits en liste d'attente au SI-SIAO pour de l'hébergement ou du logement dans la MEL au 6 avril 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO, demandes inscrites en liste d'attente. Traitement : ADULM.

Note de lecture : *Autorisation provisoire de séjour, carte de séjour temporaire, demandeurs d'asile, récépissé de demande de titre de séjour.

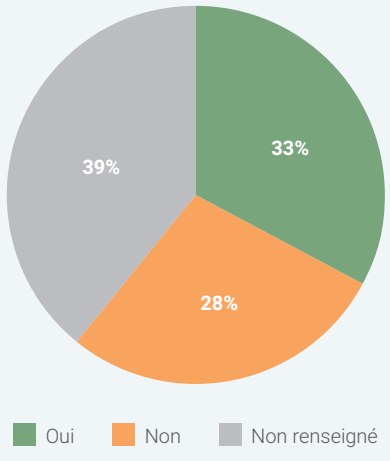
Au moins un tiers des ménages en attente disposent de ressources

Parmi les ménages inscrits en liste d'attente pour de l'hébergement ou du logement, 39% ont une situation de ressources non renseignée, 33% ont des ressources, 28% n'ont pas de ressources.

Les ressources des ménages en attente s'échelonnent ainsi :

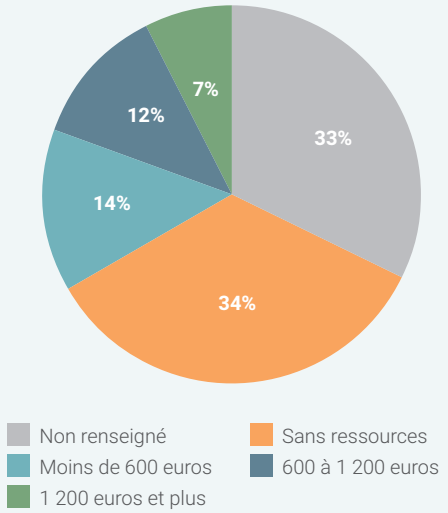
- **14% des ménages inscrits ont des ressources mensuelles inférieures à 600 euros** (2% ont moins de 300 euros, 12% entre 300 et 599 euros). À titre indicatif, le montant du RSA, est de 607,75 euros par mois au 1er avril 2023 pour une personne seule, tandis que l'Allocation d'aide au demandeur d'asile est de 14,60 euros par jour pour une personne seule à qui aucun hébergement n'a été proposé, soit 426 euros pour un mois de 30 jours ;
- **13% des ménages ont des ressources mensuelles comprises entre 600 et 1 199 euros** (4% entre 600 et 899 euros, 8% entre 900 et 1 199 euros). À titre indicatif, le montant du RSA, au 1er avril 2023, est de 911,62 euros pour un couple, de 1 093,95 euros pour un couple avec un enfant, de 1 276 euros pour un couple avec 2 enfants, tandis que l'Allocation d'aide au demandeur d'asile est de 24,40 euros par jour pour une famille de 4 personnes à qui aucun hébergement n'a été proposé, soit 732 euros pour un mois de 30 jours ;
- **5% des ménages ont des ressources mensuelles entre 1 200 et 1 799 euros** : 60 ménages entre 1 200 et 1 499 euros, 35 ménages entre 1 500 et 1 799 euros ;
- **2% des ménages ont des ressources mensuelles supérieures à 1 800 euros** : 28 ménages entre 1 800 et 2 099 euros, 7 ménages entre 2 100 et 2 399 euros, 12 ménages entre 2 400 euros et 2 999 euros, 5 ménages de plus de 3 000 euros.

Présence de ressources pour les ménages en liste d'attente pour de l'hébergement ou du logement dans la MEL au 6 avril 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO, demandes inscrites en liste d'attente. Traitement : ADULM.

Niveau de ressources des ménages en attente d'un hébergement ou d'un logement dans la MEL au 6 avril 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO, demandes inscrites en liste d'attente. Traitement : ADULM.

Ressources des ménages en liste d'attente pour de l'hébergement ou du logement dans la MEL au 6 avril 2023

Niveau de ressources mensuelles	Nombre de ménages
Non renseigné	653
Sans ressources	691
Moins de 300 euros	36
300 à 599 euros	246
600 à 899 euros	86
900 à 1 199 euros	157
1 200 à 1 499 euros	60
1 500 à 1 799 euros	35
1 800 à 2 099 euros	28
2 100 à 2 399 euros	7
2 400 euros et plus	17

Sources : CMAO, SI-SIAO, demandes inscrites en liste d'attente (ressources du demandeur principal). Traitement : ADULM.

B. Une hausse du nombre de ménages en demande d'hébergement ou de logement via le SI-SIAO

155 ménages de plus en liste d'attente entre 2019 et 2023

Entre avril 2019 et avril 2023, le nombre de ménages inscrits sur la liste d'attente du SI-SIAO pour de l'hébergement ou du logement passe de 1 861 à 2 016, ce qui correspond à une hausse de 8% au total sur cette période de 4 ans.

Le nombre de personnes augmente plus vite, passant de 3 201 à 4 085, soit une hausse de 28%.

La demande qui augmente le plus est celle des familles

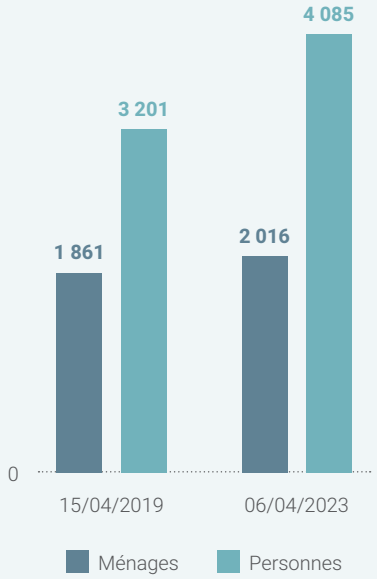
Les ménages dont le nombre augmente le plus entre 2019 et 2023 sont :

- les groupes avec enfants : +92 ménages ;
- les groupes d'adultes sans enfants : +54 ménages ;
- les mineurs isolées : +45 ménages.

Viennent ensuite, les femmes seules avec enfants (+32 ménages), les femmes seules (+26 personnes) et les hommes seuls avec enfants (+18 ménages).

En revanche, le nombre de couples, qu'ils soient avec ou sans enfants, est stable. Et le nombre d'hommes seuls est en forte baisse (-112 personnes).

Évolution des demandes d'hébergement et de logement en liste d'attente via le SI-SIAO dans la MEL de 2019 à 2023

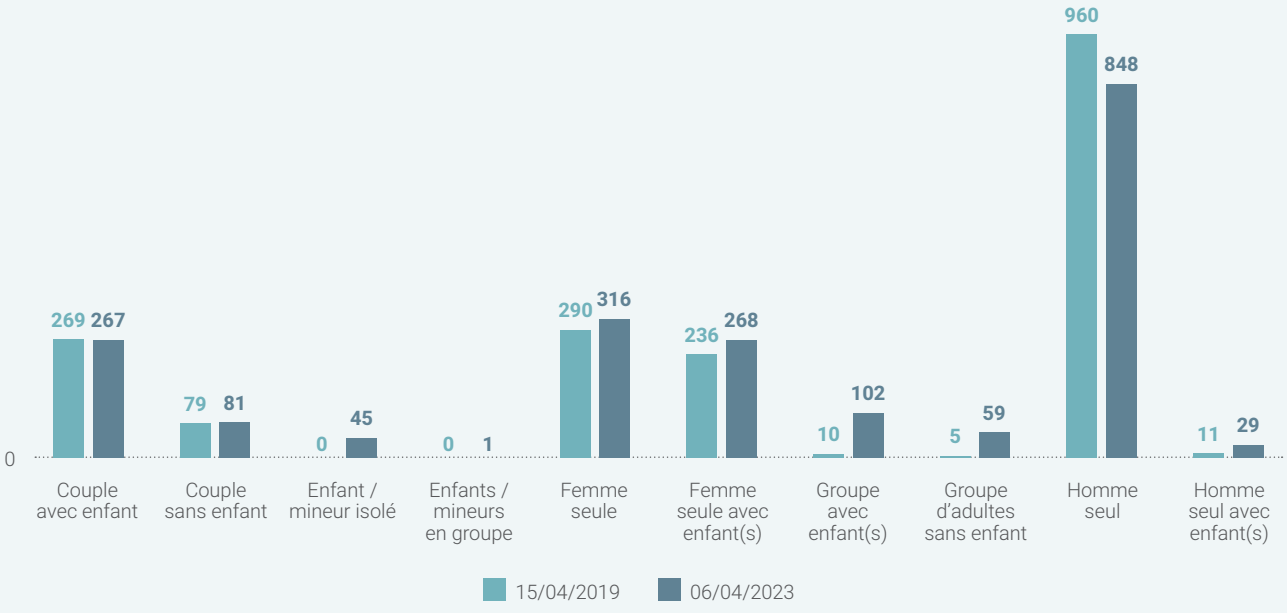


Sources : CMAO, SI-SIAO, demandes inscrites en liste d'attente.
Traitement : ADULM.

Cette hausse du nombre de ménages inscrit sur la liste d'attente pour de l'hébergement ou du logement traduit deux phénomènes :

- d'une part, la hausse du nombre de personnes ayant un besoin d'hébergement ou de logement ;
- d'autre part, l'amélioration de l'inscription des ménages ayant ce type de besoin dans le SI-SIAO grâce au travail partenarial important en matière de pédagogie et d'identification des besoins.

Évolution de la typologie des ménages en demande d'hébergement et de logement au SI-SIAO dans la MEL entre 2019 et 2023



Sources : CMAO, SI-SIAO, demandes inscrites en liste d'attente.Traitement : ADULM.

3. LES EXPULSIONS LOCATIVES

L'objectif de la politique du Logement d'abord est de permettre aux personnes sans logement d'accéder à un logement, et aussi de développer un volet préventif qui vise à éviter que des personnes avec un logement se retrouvent à la rue.

C'est pourquoi le champ d'observation comprend également un volet sur les ménages confrontés à une procédure d'expulsion locative[32].

Du début de la procédure entamée par l'assignation jusqu'à l'octroi de la force publique, des solutions peuvent être trouvées par l'Etat tandis que d'autres ménages font le choix de partir d'eux-mêmes du logement dont ils ne parviennent plus à payer le loyer.

A. Moins de démarrage de procédures d'expulsions

8% d'assignations en moins

En 2022 dans l'arrondissement de Lille, 2 707 ménages ont fait l'objet d'une assignation pour non-paiement après un commandement de payer un retard de loyer via un huissier. Cela représente une baisse de 8% par rapport à 2018 (-205 assignations).

Le nombre d'assignations avait tout d'abord augmenté entre 2018 et 2019 (+2,6%, +77 assignations). Puis, la crise sanitaire a freiné le nombre de procédures en 2020 (-7% avec -205 assignations) et en 2021 (-2,5%, -58 assignations). Au sortir de la crise sanitaire, en 2022, le nombre d'assignations a augmenté de 21% (+466 assignations) mais sans atteindre le niveau de 2018.

18% de commandements de quitter les lieux en moins

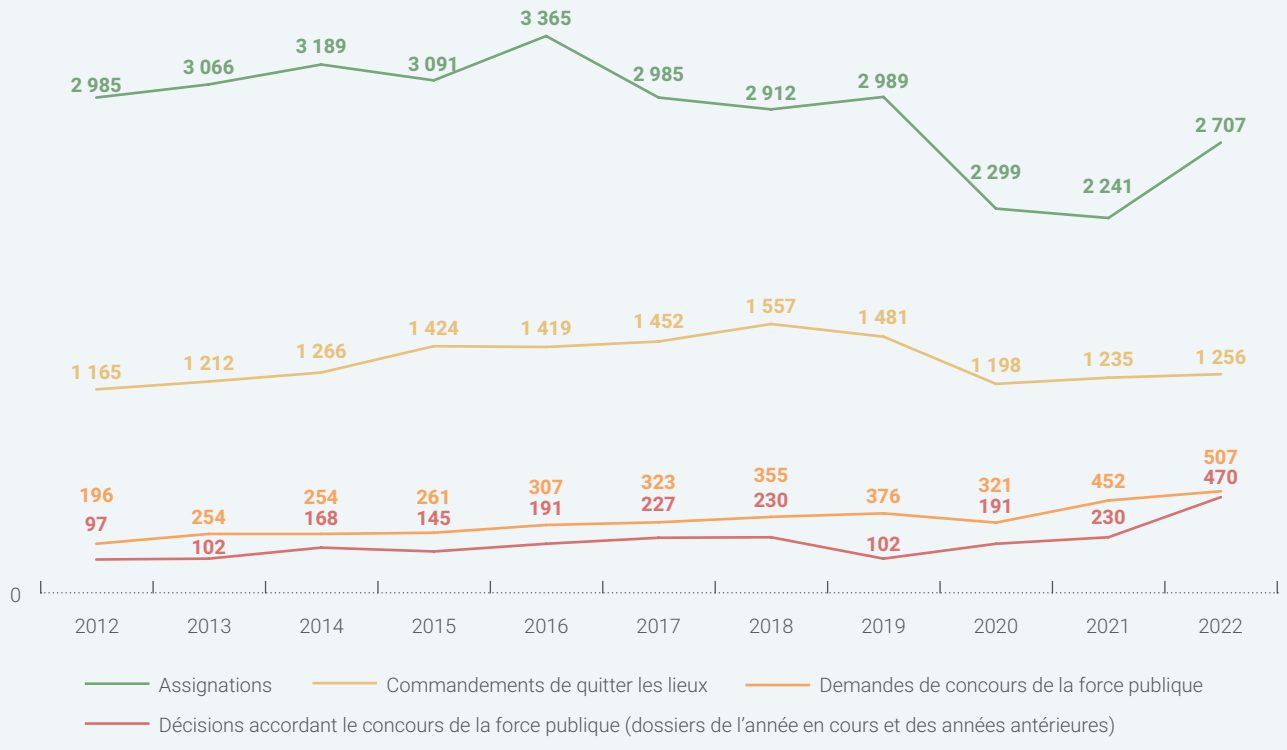
En 2022, 1 256 ménages ont reçu un commandement de quitter leur domicile dans le cadre d'une procédure d'expulsion. Le nombre de commandements de quitter les lieux a également diminué lors de la crise sanitaire mais de manière moins marquée que pour les assignations.

B. Un nombre d'expulsions éxécutées multiplié par 2 entre 2018 et 2022

25% de demandes de concours de la force publique en plus

En 2022, 507 ménages ont fait l'objet d'une demande de concours de la force publique dans le cadre d'une expulsion locative, soit une hausse de 78% par rapport à 2018 (+131

Évolutions des expulsions locatives dans l'arrondissement de Lille de 2012 à 2022



Source : DDETS.

[32] Voir l'étude de l'ADULM « Les personnes vulnérables vis-à-vis du logement », 2020.

demandes). Hormis l'année 2020 qui a marqué un recul de ce nombre, on constate une augmentation chaque année entre 2018 et 2022, avec notamment un effet de rattrapage en 2021 (+41%).

Un doublement du nombre d'octrois de la force publique en plus

En 2022, 470 ménages ont été concernés par une décision d'octroi de la force publique dans le cadre d'une procédure d'expulsion contre 230 en 2018. Ce nombre a plus que doublé en 4 ans, avec 240 décisions supplémentaires (+104%) en 2022 par rapport à 2018.

En 2019, on constate une baisse du nombre d'accords de la force publique : -56% soit 128 décisions de moins.

C'est entre 2021 et 2022 que la hausse est la plus forte : 240 octrois de la force publique supplémentaires. Il s'agit d'un rattrapage des expulsions qui n'ont pu être réalisées pendant la crise sanitaire et aussi de la volonté que les procédures engagées soient finalisées.

23 ménages prioritaires au titre du PDALHPD pour motif d'expulsion en 2022

En 2022, on compte 23 ménages prioritaires au titre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) pour le motif d'une menace d'expulsion. Ce nombre est un peu moins élevé qu'en 2018 (34 ménages) avec une baisse de 29% (-10 ménages).

Il faut noter que les ménages en procédure d'expulsion sont soumis à des conditions afin de pouvoir être inscrits comme prioritaires au titre du PDALHPD :

- **d'une part, leur dette doit avoir été reprise ;**
- **et, d'autre part, les ménages expulsés du parc social ne peuvent être inscrits comme prioritaires au PDALHPD.**

Un risque élevé de hausse des expulsions en 2023 et en 2024

Les acteurs sont inquiets sur l'évolution du nombre d'expulsion à venir en 2023 et 2024 en lien avec :

- **l'inflation élevée constatée en 2023, en particulier sur les charges locatives en lien avec la hausse des prix de l'énergie (+15% en février, +10% en août), il est probable qu'un nombre plus important de ménages ne parviennent plus à payer leurs loyers et leurs charges locatives ;**
- **le blocage des parcours résidentiels avec la difficulté croissante d'accéder au parc de logement social tout comme la hausse des prix de l'immobilier ;**
- **la réduction des délais de procédure et l'évolution des pouvoirs du juge dans le cadre de la loi du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre les occupations illicites.**

Dès l'été 2023, les acteurs associatifs interrogés ont fait part de leur constatation, dans les accueils de jour, de la hausse du nombre de ménages expulsés début 2023 parmi les ménages qu'ils rencontrent (voir le témoignage de la CMAO, de l'abej SOLIDARITE, de la Fondation Abbé Pierre et de la Fédération des acteurs de la solidarité page 49).

Extrait : « *Eclairage Régional Hauts-de-France – L'Etat de mal-logement en France 2023* » Fondation Abbé Pierre

« Les actions développées dans le cadre de la crise sanitaire sont un premier pas pour améliorer la prévention des expulsions locatives et l'accompagnement des ménages menacés d'expulsion. Les démarches d'aller-vers, le plus en amont possible, permettent d'activer le plus tôt possibles les leviers mobilisables pour résoudre les situations d'impayés.

L'accompagnement des locataires gagnerait néanmoins à associer plus fortement des compétences juridiques pour permettre aux personnes de faire valoir leurs droits, et à s'inscrire dans des dynamiques collectives de nature à atténuer l'isolement et le sentiment d'impuissance rencontrés par les personnes menacées d'expulsion. Plus largement, **les dispositifs existants ne sont pas toujours opérants** (critères d'éligibilité, appréciation de la bonne volonté des personnes à s'en sortir, démarches préalables attendues) **et manquent de moyens pour être réellement efficaces**. La meilleure prise en compte de la parole et du vécu des personnes concernées doit également permettre de construire des réponses plus adaptées, dans le respect de la dignité de chacun.

Enfin, **la prévention des expulsions n'a de sens que si elle s'inscrit dans des politiques sociales de l'habitat ambitieuses** qui s'attaquent au décrochage croissant entre loyers et revenus des personnes et permettent à chacun de vivre durablement dans des conditions de logement dignes et adaptées à sa situation sociale, financière et familiale. »

Les expulsions domiciliaires

Au sein de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité, la mission accès au logement assure à la fois le rôle de prévention des expulsions et, en cas d'échec des mesures de prévention, le rôle de préparation des dossiers d'expulsions forcées pour la décision du préfet.

Une procédure d'expulsion en 5 étapes

Étape 1 : le commandement à payer

À la suite du constat d'un impayé de loyer, le propriétaire est en droit d'adresser, via un huissier de justice, un commandement de payer à son locataire préalablement à toute saisine du juge. Le locataire dispose alors d'un délai de 2 mois pour apurer sa dette et arrêter la procédure.

Étape 2 : l'assignation

Si le commandement de payer est resté infructueux, le locataire est assigné en résiliation de bail ; l'information simultanée du préfet par l'huissier est obligatoire. Un délai de deux mois entre la notification de l'assignation et l'audience permet au préfet de réunir les informations sur la situation familiale et sociale du ménage concerné, qu'il communique au juge avant l'audience.

C'est dans cette séquence de la procédure que se déploie le dispositif de prévention des expulsions et que se concentrent les efforts des différents acteurs de la prévention tels que le déclenchement d'aides de solidarité (Fonds de solidarité logement, aide au maintien des lieux etc.), le partage d'information entre les différents acteurs, la recherche de solutions amiables au travers la négociation d'un plan d'apurement de la dette ou encore un accompagnement social des locataires par les services sociaux.

Étape 3 : l'audience et la décision de justice

Si le dispositif de prévention n'a pas abouti, le juge instruit le dossier. Il examine notamment la situation sociale du locataire et peut lui accorder, même d'office, des délais de paiement pour apurer sa dette. Pendant les délais ainsi accordés et si les modalités de paiement fixées dans le jugement sont respectées par le locataire, le bail est maintenu. Dans le cas contraire, le bail est résilié.

Le juge de l'exécution (JEX) peut accorder des délais supplémentaires pour retrouver un logement.

À l'issue de ces délais éventuels, la décision du juge revêt un caractère exécutoire

Étape 4 : commandement de quitter les lieux

Si le jugement de résiliation de bail est devenu définitif, la décision du juge doit être exécutée.

La mise en œuvre de la décision du juge revient au propriétaire et à l'huissier qu'il mandate et qui signifie au locataire un commandement de quitter les lieux dans le délai de 2 mois.

Le préfet est systématiquement informé de la délivrance du commandement et en informe le maire de la commune.

Étape 5 : expulsion

Au terme du délai, si le locataire n'a pas quitté les lieux, l'huissier procède à une tentative d'expulsion. En cas d'échec de la tentative, l'huissier dresse un procès-verbal de tentative d'expulsion et peut solliciter le concours de la force publique auprès du préfet pour réaliser une expulsion forcée.

Cette décision ne relève pas d'un pouvoir d'appréciation du préfet mais vise à permettre l'exécution d'une décision de justice. À défaut d'octroi, l'État (et donc le contribuable) est tenu d'indemniser le propriétaire pour non-exécution d'une décision de justice.

Les expulsions ne peuvent s'effectuer qu'entre le 1er novembre et le 15 mars (trêve hivernale) sauf si le relogement des intéressés est assuré et exception faite des personnes entrées dans les lieux par voie de fait (squatters).

La commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX) est un outil du Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Son objectif est de coordonner le travail des acteurs de la prévention des expulsions en leur donnant la possibilité, sur un même dossier et de manière simultanée, de donner un avis partagé sur les solutions à mettre en œuvre pour éviter l'expulsion.

La commission a vocation à s'occuper prioritairement des situations complexes et qui nécessitent la coordination de plusieurs acteurs et outils de prévention.

La loi Alur vise à favoriser l'intervention de la Ccapex le plus tôt possible afin d'éviter la constitution de dettes locatives insurmontables :

- les huissiers doivent désormais signaler les commandements de payer pour les bailleurs personnes physiques, dès que la dette locative dépasse un seuil fixé par arrêté préfectoral ;
- parallèlement, les bailleurs personnes morales ont l'obligation de saisir la Ccapex deux mois avant la délivrance d'une assignation en justice ;
- enfin, la réalisation d'un diagnostic social et financier est obligatoire au stade de l'assignation afin d'évaluer la situation du ménage.

La Ccapex peut être consultée sur le cas des ménages ayant déposé un recours devant la commission du droit au logement opposable (DALO) motivé par une menace d'expulsion.

Elles peuvent émettre toutes suggestions ou avis susceptibles d'améliorer les différents dispositifs et actions favorisant la prévention des expulsions.



Tente en centre ville de Lille © ADULM

CONCLUSION : DE NOMBREUX LEVIERS À METTRE EN ŒUVRE

Les éléments de l'observation montrent qu'il existe plusieurs leviers d'action afin de faciliter l'accès au logement et à l'hébergement des ménages les plus précaires dans le cadre du Logement d'abord.

Le développement d'une offre de logements accessibles par :

- la construction plus importante de logements à loyers modérés abordables pour les revenus les plus faibles (PLAI et PLAI-adapté) en lien avec les objectifs du PLH ;
- la préservation de l'offre de logements existante ;
- la facilitation des parcours résidentiels notamment via l'accession sociale à la propriété ;
- la mobilisation du parc privé : l'intermédiation locative est une solution qui complète l'offre de logements sociaux ;
- le déploiement de l'offre de pensions de famille et résidences accueil, qui est une réponse bien identifiée et sur laquelle les acteurs sont mobilisés.

Le renforcement de l'accompagnement des ménages

Les travaux présentés démontrent combien l'accompagnement social est important pour l'accès aux droits et permettre aux ménages une bonne adaptation et un maintien dans le logement.

Le renforcement de l'offre de logement adapté et d'hébergement

Même si l'objectif est l'accès au logement pérenne, une offre d'hébergement et de logement adapté reste nécessaire. Elle passe par :

- **le développement de l'offre en résidences sociale** qui est sous dimensionnée pour le territoire et dont l'existant nécessite dans le même temps d'importantes réhabilitations ;
- **une offre de places d'hébergement supplémentaires :** face à une demande croissante qui met la CMAO dans l'impossibilité de répondre aux demandes urgentes, y compris celles de familles avec de jeunes enfants, il est essentiel que le territoire soit équipé de davantage de places d'hébergement.



Entrée de la halte de nuit de l'abej SOLIDARITÉ à Lille © ADULM

L'Agence adopte une démarche éco-responsable pour ses publications

L'Agence fait appel à des imprimeurs labellisés **Imprim'vert** ; ce label a pour objectif de favoriser la mise en place, par les entreprises exerçant des activités d'impression, d'actions concrètes conduisant à une diminution des impacts de l'activité sur l'environnement.

Dès que faire se peut, les publications de l'Agence sont imprimées sur du **papier certifié PEFC** : la fabrication puis l'impression de papier certifié PEFC participent à la gestion durable des forêts. La certification PEFC du papier atteste du respect des fonctions environnementales, économiques et sociales des forêts.

L'apposition du **logo Triman** incite nos lecteurs, lorsqu'il souhaite se séparer d'une de nos publications, soit à la donner, soit à la recycler.

L'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

+33 (0)3 20 63 33 50 / agence@adu-lille-metropole.org
Centre Europe Azur / 323 Avenue du Président Hoover / 59000 Lille

adu-lille-metropole.org

DONNEZ OU RECYCLEZ CE DOCUMENT.

Évaluation de la gouvernance et de la feuille de route de l'AMI Logement d'abord 2018-2022

Octobre 2022 – Décembre 2023

Synthèse



PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION (PÉRIMÈTRE, QUESTIONS ÉVALUATIVES, MÉTHODOLOGIE)

Depuis 2018, la MEL fait partie des 44 territoires de mise en œuvre accélérée de Logement d'abord (LDA), dont la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) suit la mise en œuvre à l'échelle nationale.

Lancé en septembre 2017, le plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 fait de l'accès direct au logement une priorité pour la réinsertion des personnes sans domicile. Cela répond aux constats d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

En s'appuyant sur les initiatives institutionnelles ou associatives accomplies depuis une dizaine d'année, la MEL et ses partenaires, réunis au sein du Comité de pilotage « Logement d'abord » se sont donc engagés dans l'appel à manifestation d'intérêt (AMI).

Cet engagement collectif s'est traduit par la formalisation **d'une feuille de route métropolitaine 2019-2022** structurée autour de trois principaux axes :

- ► Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé.
- ► Favoriser l'accès direct au logement des ménages sans-domicile et prévenir les situations à risque en personnalisant l'accompagnement.
- ► Développer l'accès aux droits.

La déclinaison de la feuille de route métropolitaine s'articule autour des points suivants :



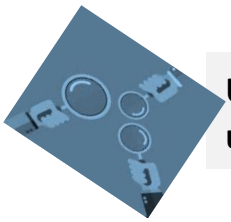
- ☐ La coordination générale de la mise en œuvre accélérée de LDA
- ☐ L'observatoire social et pilotage
- ☐ La coordination opérationnelle de l'offre d'accompagnement à l'accès et au maintien dans le logement
- ☐ Le développement des actions innovantes de l'AMI LDA
- ☐ La sensibilisation territoriale LDA

€ Le déploiement des différents chantiers engagés s'appuie sur les financements de « droit commun » (État, MEL, Département, ARS, bailleurs) et sur les co-financements mobilisés par l'État et la MEL dans le cadre de l'AMI LDA. En effet, la MEL a mobilisé des crédits propres Logement d'abord.

€ Sur la période 2018-2022, la MEL a ainsi validé chaque année les actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA, soit la mobilisation de co-financements État et MEL à hauteur de **1 625 438 Euros : 868 227 Euros (53% État) et 757 211 Euros (47% MEL)**.

Le suivi et l'évaluation de la démarche est prévue dans l'AMI : « *les territoires devront définir des objectifs et modalités de suivi de la mise en œuvre de leur feuille de route, afin de rendre compte à des échéances régulières des résultats de la politique du logement d'abord localement* ».

En clôture du Plan national et de l'AMI LDA 2018-2022, le comité de pilotage LDA a souhaité engager une démarche d'évaluation de la feuille de route métropolitaine, et ce, dans la perspective des orientations 2023-2027 du Plan national Logement d'abord 2 et de l'actualisation du partenariat entre la Dihal et le territoire métropolitain.



Une évaluation partenariale divisée en 3 modules afin de couvrir un large périmètre évaluatif

3 modules d'évaluation avec des méthodologies, des périmètres et des pilotes distincts

Une protocole d'évaluation de la gouvernance et de la feuille de route fondée sur 3 questions évaluatives

Evaluation de la gouvernance et feuille de route réalisée par la MEL

Analyse de l'offre et la demande dans le cadre de l'Observatoire social mis en œuvre par l'Adulm

Analyse des actions AMI LDA confiée à Action Tank Entreprise & Pauvreté

COPIL de restitution finale des 3 modules le 26 janvier 2024, en présence de la VP Logement et Habitat , du VP Contrôle et gestion des risques, de la Préfète déléguée à l'Égalité des Chances et des institutions, associations et communes partenaires.



Registre de l'efficience

Les moyens et les actions mis en place par la MEL, dans le cadre de la politique Logement d'abord, facilitent-ils l'atteinte des objectifs de gouvernance (pilotage, animation, partenariat, coordination, organisation, transversalité, représentativité) et de l'ingénierie (feuille de route, programmation, mise en œuvre) ?

Registre de la cohérence

Dans quelle mesure l'Ami Logement d'abord a-t-elle influé sur la dynamique partenariale ? Remplit-elle son rôle de coordination entre les acteurs et la politique ? Observe-t-on davantage de transversalité et quelles évolutions des pratiques ?

Registre de l'efficacité

Quelles sont les avancées et les limites de la feuille de route et de LDA ? Les effets constatés par les partenaires ?



Plusieurs outils d'investigation ont été mobilisés par la mission d'évaluation :

- ❑ Analyse documentaire
- ❑ Campagne d'entretiens exploratoires : 10 entretiens avec les principaux partenaires institutionnels et associatifs
- ❑ 5 ateliers de restitution des principaux constats évaluatifs du module qui ont permis de partager avec les partenaires et acteurs et alimenter les préconisations et les orientations de la future feuille de route Logement d'abord.
- ❑ Analyse SWOT – forces et faiblesses de la gouvernance et de la feuille de route

LES PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ÉVALUATION

Précautions de lecture** : **Logement d'abord est conçu comme un principe à appliquer. Il n'est ni un dispositif, ni une politique, ni une action.



- *Les politiques, dispositifs et actions concernés sont multiples, entremêlés et pas toujours identifiés comme tels.*
- *Les objectifs et les enjeux (sociétaux) dépassent le cadre métropolitain et les acteurs du territoire.*
- *Les acteurs contribuant à Logement d'abord sont extrêmement nombreux, surtout sur le territoire de la MEL, avec un tissu associatif et social particulièrement dense et actif.*
- *Les échelles temporelles sont diverses, complexes à définir et à identifier .*
- *Le pilotage est multiple et interdépendant.*
- *Quant à la mise en œuvre, elle dépend des institutions, des acteurs sociaux, associatifs, publics et privés, etc.*

→Efficience de la gouvernance et de la feuille de route



► **Le pilotage métropolitain de l'AMI Logement d'abord est reconnu** par l'ensemble des partenaires interrogés comme bénéfique et utile à la dynamique sur le territoire. L'animation de l'AMI LDA donne satisfaction. Les instances correspondent aux attentes, notamment en terme de transversalité et représentativité (même ci-celle-ci peut encore évoluer).

► Le contenu des instances et leurs objectifs méritent d'être précisés. Les partenaires sont en attente de davantage de codécision et d'opérationnalité notamment.

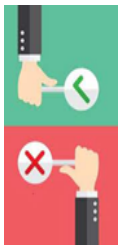
→Cohérence de la gouvernance et de la feuille de route



► **La prise en charge et le pilotage par la MEL de l'AMI LDA apportent une réelle plus-value** selon les acteurs du territoire. La coordination métropolitaine permet de créer une bonne dynamique et de consolider les partenariats. L'évolution des pratiques est indéniable et positive et la coopération entre les acteurs est de plus en plus importante, avec une montée de la prise en charge globale du public.

► Les acteurs interrogés estiment que les résultats sont moins probants en terme de visibilité des actions. En effet, il semble qu'il existe un déficit d'informations et de connaissance sur les différentes actions soutenues dans ce cadre (large!) et sur les résultats obtenus.

→ Efficacité de la gouvernance et de la feuille de route



► **Les acteurs sont unanimes sur le fait que l'évolution des pratiques a été renforcée** grâce à la mise en place accélérée de LDA sur le territoire métropolitain. Il existe des réussites certaines et la prise en charge globale des situations est en progression. La formation et la sensibilisation ont atteint leurs objectifs et doivent encore se développer car celles-ci sont très utiles à l'ensemble des acteurs (notamment la sensibilisation à destination des élus). L'observatoire social mené par l'Adulm est également un plus pour le territoire et permet une analyse de l'évolution de l'offre et de la demande concernant le logement.

► La conjoncture actuelle de crise du logement et l'augmentation de la précarité et des situations d'urgence, prégnantes sur le territoire métropolitain, ne permettent pas d'avoir des effets significatifs sur les situations trop nombreuses rencontrées, regrettent les acteurs. Les spécificités des problématiques rencontrées (addictologie, santé, non recours, personnes sans titre de séjour) complexifient les situations et le travail des acteurs, qui peuvent se sentir démunis. Ceux-ci souhaitent un engagement plus important au niveau stratégique et politique afin de réellement faire bouger les lignes sur le terrain.

PRÉCONISATION ET PISTES D'ÉVOLUTION ISSUES DES CONSTATS ET DES PROPOSITIONS DES DIFFERENTS ACTEURS



En gras : préconisations d'ores et déjà mise en œuvre

#1 - Consolider et promouvoir une politique locale plus intégrée

- ▶ **Développer la sensibilisation et la communication envers les élus**
- ▶ **Développer et consolider les liens avec les principales villes (Lille, Roubaix, Tourcoing)**
- ▶ **Sortir de la logique d'expérimentation : poursuivre les financements des actions qui fonctionnent**
- ▶ Communiquer encore davantage sur LDA, sur les actions innovantes, sur les projets en cours et les réussites
- ▶ Travailler à la mise à disposition d'outils communs et fédérateurs et d'une culture commune, pour favoriser le LDA
- ▶ Conforter le rôle du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)
- ▶ Développer l'accompagnement des professionnels de terrain et conforter l'attractivité des métiers du social
- ▶ Poursuivre la recherche des articulations entre les différents cadres de financement
- ▶ Mettre en avant la question des coûts évités grâce à la logique LDA

#2- Accompagner l'intensification de l'offre de logements

- ▶ Accompagner le développement des mobilités résidentielles
- ▶ Accompagner les expérimentations des formules mixtes, développer la modulabilité : résidence sociales, FJT, habitat inclusif, pensions de famille, …
- ▶ Travailler sur les outils de réhabilitation des bâtis commerciaux
- ▶ Développer les outils de mobilisation du parc privé
- ▶ Augmenter et intensifier les engagements sur le PLAI adapté

#3 –Faire évoluer la gouvernance et les partenariats

- ▶ Réfléchir à la structuration des futures gouvernances de la rue au logement.
- ▶ **Travailler sur d'autres formats d'instances : groupes techniques avec davantage de contribution des participants**
- ▶ Impliquer davantage les personnes concernées par LDA
- ▶ **Développer les coordinations entre les différentes politiques publiques qui contribuent au LDA.**
- ▶ Accentuer les relations opérationnelles et conforter les partenariats existants
- ▶ Poursuivre le rapprochement des sphères hébergement et logement et des sphères santé et insertion

#4 –Aborder, réfléchir , communiquer atour de ces thématiques en particulier

Les dispositifs/outils

- ✓ Les résidences sociales
- ✓ Les pensions de famille
- ✓ Les accueils de jours

La santé

- ✓ Les addictologies et addictions
- ✓ Le handicap
- ✓ La santé mentale et les troubles psychiques
- ✓ Le vieillissement

La typologie des publics

- ✓ Les jeunes
- ✓ Les sans-abris

Les sujets faisant l'objet de politiques spécifiques mais auxquels les acteurs sont souvent confrontés

- ✓ Les bidonvilles et leur résorption
- ✓ Les personnes sans titre de séjour, le droit des étrangers
- ✓ Les gens du voyage



Bilan dans le cadre de l'AMI Logement d'abord - MEL

Module 3 : actions d'accompagnement – Synthèse du bilan dressé

Janvier 2024

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DU NORD

dihal
délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement

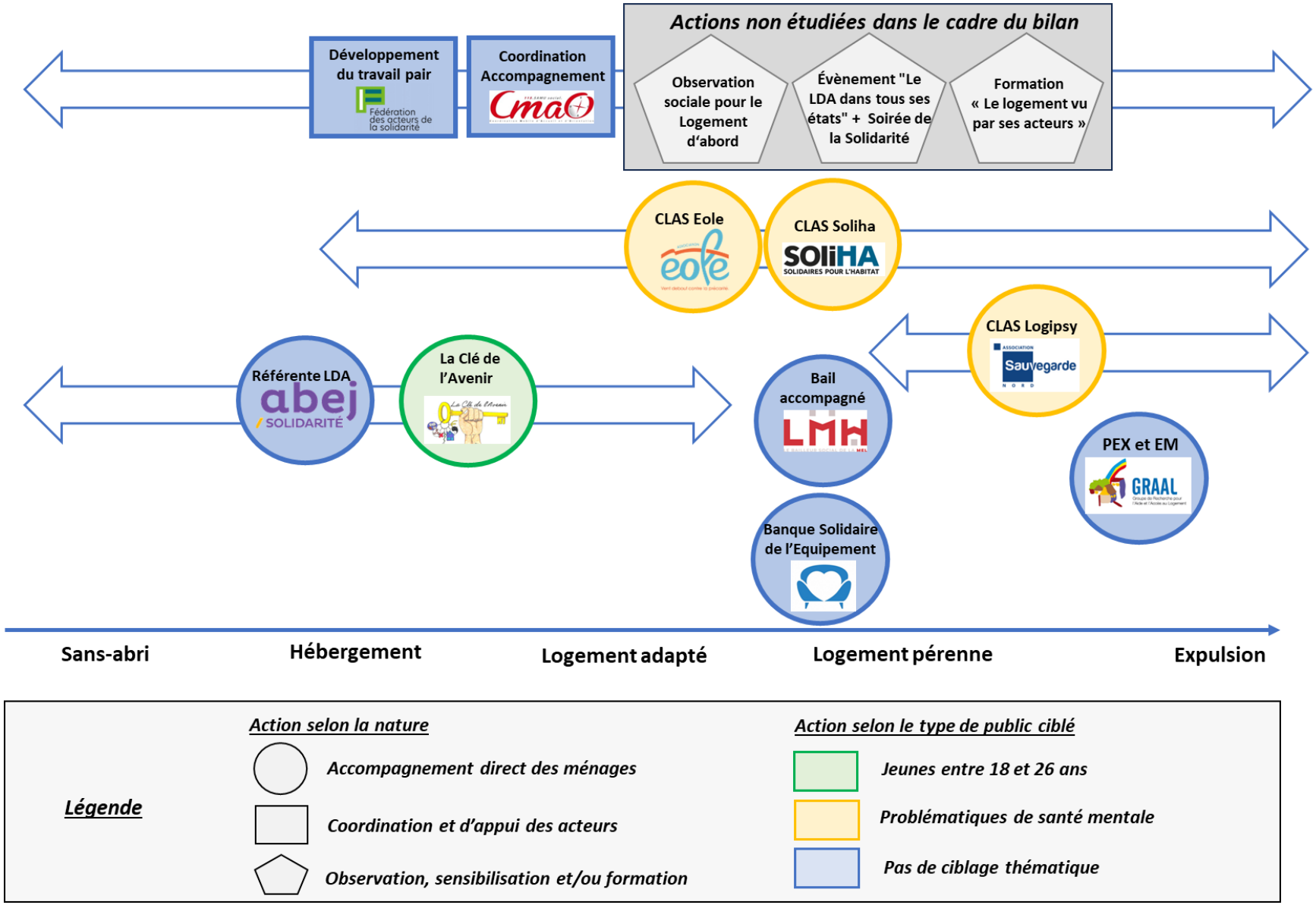
Action Tank Entreprise & Pauvreté

Rappel des objectifs du bilan pour ce module et de la méthodologie suivie



Des actions de natures différentes co-financées par Etat et MEL entre 2018 et 2022

Un bilan ciblant les 10 actions portant sur l'accompagnement direct des ménages et la coordination et l'appui aux acteurs de l'écosystème du Logement d'abord sur les enjeux d'accompagnement



L’objectif du travail pour ce module : dresser un bilan de ces 10 actions

Focus des travaux

Dresser un bilan de ces 10 actions, en particulier :

- **Impact sur la situation des ménages**
- Mobilisation des acteurs engagés et l’évolution de leurs pratiques partenariales et professionnelles, au travers de ces actions

Pour rappel, l’AMI LDA n’avait pas vocation à se substituer aux dispositifs et services de droit commun, qui visent à répondre à la plus grande part des besoins, **mais à** :

- **Tester de nouvelles approches pour répondre à des besoins non ou non entièrement couverts par l’existant**
- **Réinterroger les dispositifs de droit commun et identifier des évolutions possibles**
- **Impulser une transformation du système de prise en charge et d’accompagnement des personnes sans-domicile**, dans la perspective de concrétiser le Logement d’abord

Pour réaliser ce bilan, nous avons cherché à étudier les dimensions et enjeux suivants :

Dimension	*Enjeux explorés*	*Exemple des questions/points abordés*
Partie 1 : **Compréhension générale de l'action ou du dispositif**	**En quoi a consisté l'action ? Quels objectifs visés ?**	• Quels étaient les objectifs précis visés par l'action ? Ex : accès au logement, maintien dans le logement, etc. • Quels publics ciblés ? Quels territoires concernés ?
	Quels ont été les moyens mobilisés pour la mise en œuvre de l'action ?	• Quels moyens humains mobilisés pour l'action ? • Quels processus mis en place ? • Quel budget et modèle économique pour l'action ?
Partie 2 : **Bilan de l'action au regard des principes et de la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord**	**Quels sont les résultats, au regard des objectifs fixés pour le dispositif ?**	• Quels ont été les résultats atteints sur les différents volets du projet (public touché, calendrier) ? Quels impacts démontrés (direct/indirects) ? • Quels difficultés rencontrées, freins ? Facteurs-clés de succès • Quelle efficience de l'action ?
	Quel bilan, au regard du Logement d'abord et enjeux métropolitains ?	• Quelle plus-value recherchée de l'action au regard du Logement d'abord ? Quel apport du cadre et de la dynamique Logement d'abord ? • En quoi l'action répond-elle à des enjeux identifiés pour le territoire de la MEL et adressés au travers du Plan Logement d'abord ?
Partie 3 : **Perspectives au regard du bilan**	**Quelles perspectives, de déploiement/adaptation de l'action?**	• Quel bilan concernant l'opportunité de maintenir ou déployer l'action, au regard des résultats atteints et des besoins sur le territoire de la MEL ? • Quelles perspectives de déploiement, en termes de : extension territoriale ? augmentation du nombre de bénéficiaires ? adaptation à d'autres publics ? • Quelles perspectives en termes de pérennité économique pour l'action ?

Déroulé du travail de bilan sur le module concernant les actions d'accompagnement

Mi-janvier-début février 2023 → *Eté 2023*

Elaboration d'un « référentiel » d'évaluation

Collecte de documents (rapports d'activité) concernant les actions

Entretiens bilatéraux et temps collectif avec les porteurs des actions

Préparation des entretiens

Conduite des entretiens

Echanges sur les parcours de ménages

- **2 entretiens ou plus avec chaque structure**, avec
  - des **représentants porteurs opérationnels** et/ou proches du terrain,
  - des **représentants des équipes managériales ou de direction** des structures
- **Temps collectif** en mai avec l'ensemble des personnes rencontrées, afin de partager les points saillants et compléter le bilan plus transverse que l'on peut tirer

Synthèse – finalisation des conclusions

- **Entretiens complémentaires** avec les associations pour apporter des précisions sur certains points
- **Synthèse et échanges avec les partenaires institutionnels** sur le bilan dressé

★ ***Aujourd'hui***

Temps de restitution et d'échanges

Synthèse du bilan dressé pour chacune des actions étudiées



Coordination accompagnement LDA (CALDA)

CMAO SIAO

Depuis 2021

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **action de coordination***

- **Objectif** : **Coordonner de façon transversale l'accompagnement de ménages** en demande de relogement ou maintien, avec des besoins pluriels d'accompagnement, ou pour qui l'accès au logement n'a pas encore été travaillé. **Publics présentant des parcours complexes, souvent éloignés du logement**.
- **Fonctionnement** :
  1. **Mise en place d'outils et de pratiques pour accélérer l'accès au logement** des ménages orientés(dont information à destination des référents sociaux, à leur demande)
  2. **Dans certains cas, travail direct avec des ménages** orientés en vue de leur accès au logement

Mobilisation de 1 ETP Coordination/Accompagnement, 0,5 ETP assistant coordination et d'un pair-aidant

Financements

AMI LDA : **2021-2023**

Financement 2023 :

100% AMI LDA – MEL LDA

Articulation autres actions LDA

Duo des coordinations CALDA – CLAS
en appui des situations complexes

Résultats à date :

- Depuis 2022, 127 situations suivies ➔ 34 relogements à début septembre 2023 (environ **25% de relogements**).
- **Majorité des orientations** (86%) **qui correspondent à une demande d'accès au logement** plutôt qu'une demande liée à un besoin de maintien

Freins rencontrés / limites à date :

- **CALDA encore peu sollicitée** par les référents sociaux et partenaires de l'écosystème du LDA.
- **Difficulté à mobiliser** rapidement des **solutions de logement** lorsque le travail conjoint d'accompagnement a porté ses fruits.

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value :

- La CALDA est une réponse à un besoin perçu par les acteurs depuis plusieurs années d'apporter une **articulation de l'accompagnement entre des partenaires qui ne travaillent pas directement ensemble**. Elle joue un **rôle pivot d'articulation des partenaires, et avec d'autres coordinations**, notamment CLAS.
- La CALDA joue également un **rôle important dans la diffusion des principes du Logement d'abord** (information, outils, animation de réseaux)

➔ Dispositif conçu en partenariat avec les partenaires institutionnels pour être **un instrument-clé du SIAO, lui permettant de jouer le rôle de plateforme d'information, d'orientation mais également d'accompagnement dans le cadre du Logement d'abord et du service public de la rue au logement.**

Perspectives : La période 2021-2022 a vu la structuration et mise en place de la CALDA – l'enjeu est maintenant qu'elle puisse prendre toute sa place via la poursuite de la communication et de la diffusion du dispositif auprès des partenaires.

Référent Logement d'abord en accueil de jour

abej SOLIDARITÉ

Depuis 2022

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Évolution des pratiques professionnelles / Réponse spécifique aux besoins des ménages***

- **Objectif** : **Accélérer l'accès au logement pérenne pour des personnes fréquentant les accueils de jour**. Plus spécifiquement, l'action vise un accompagnement à la recherche de logement et organise l'accompagnement global. **La spécificité est de positionner ce poste au sein des deux accueils de jour** de l'abej SOLIDARITÉ, pour une orientation des publics accueillis et une évolution des pratiques des équipes au sein de l'accueil de jour.
- **Fonctionnement** : **Orientation des ménages par les équipes de l'accueil de jour** suite à un diagnostic SIAO, rencontre avec la Référente LDA lors d'une permanence sur les lieux, analyse de la situation et orientation vers le service le plus adapté (Service Logement de l'abej SOLIDARITÉ, Action Logement, etc.), et **accompagnement plus ou moins régulier, en fonction des besoins,** et **non limité dans le temps**.

Mobilisation de 1 ETP en CDI (Référente LDA) – accompagnement de 80 ménages « en file active » constante

Financements

AMI LDA : **2022**

2022 : 100% AMI LDA – MEL LDA

Poste pérennisé en 2023 : (financement État - accueil de jour)

Articulation autres actions LDA

Création de poste « Référente Logement » afin d'accélérer l'accès au logement des familles hébergées au sein du Site Insertion Métropole : AFEJI (CALPAE)

Résultats à date :

- **Sur l'année 2022, 93 ménages ont été accompagnés de façon régulière, et 19 de ces ménages ont accédé à une solution** (logement social ordinaire, pension de famille, IML, résidence habitat jeune). Tous ces ménages se sont maintenus à date dans la solutions trouvée (3 en difficulté de maintien).

Freins rencontrés / limites à date :

- Les difficultés principales rencontrées sont liées à la **situation administrative ou financière de certains ménages accompagnés (freins à l'entrée en logement)**, avec des délais parfois très longs pour qu'on ménage obtienne un dossier complet en vue d'accéder au logement social

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value :

- **Création de poste pour accélérer l'accès au logement des ménages fréquentant l'accueil de jour**, permettant :
  - **L'évolution effective des pratiques au sein de l'équipe de l'accueil de jour** (réflexe de demander systématiquement s'il y a souhait d'accès au logement).
  - **Prise en charge de publics sans critères de ressources** (ce qui n'est pas le cas pour le Service Logement, FSL) , et avec un accompagnement qui n'est pas limité dans le temps, s'inscrit dans le cadre du service public de la rue au logement.
- La spécialisation et l'expertise de la Référente Logement d'abord sur la question du logement permettant la connaissance des dispositifs adéquats.

Perspectives : **Poste qui a été intégré et pérennisé depuis 2023 dans le projet social associatif.**

Prévention des expulsions (PEX)

GRAAL
Groupe de Recherche pour l'Aide et l'Accès au Logement

Depuis 2017

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Réponse spécifique aux besoins des ménages***

- **Objectif** : **Aide au maintien dans le logement de locataires du parc privé en cours de procédure d'expulsion** ou pour lesquels il n'y a pas encore de procédure déclenchée mais dont le propriétaire a déjà collaboré avec le GRAAL, ménages **ne bénéficiant pas d'accompagnement logement connu** (FSL, AVDL, MOUS…).
- **Fonctionnement** : L'orientation des ménages dans le programme se fait en plusieurs étapes, permettant d'évaluer l'intensité des besoins et de valider l'intérêt et l'engagement dans le programme. **Accompagnement soutenu, dont accompagnement juridique si nécessaire, travail de médiation avec le bailleur, avec la possibilité en particulier d'activer une convention tripartite** permettant au GRAAL de se substituer pendant un temps au locataire pour le paiement du loyer.

  Mobilisation de 2 ETP pour le dispositif PEX + 2 ETP pour l'équipe mobile (dont la création d'un poste de TISF).

Financements

AMI LDA : **2018-2023**

2023 : (20%) État AMI LDA – MEL FSL Innovation
Autres : (80%) État DDETS, autres

Articulation autres actions LDA

Complémentarité au sein du GRAAL :
- Équipes mobiles (aller vers)
- PLURI-L (problématique associée santé)

Résultats à date :

- Sur la période **2018 – 2021, 263 ménages accompagnés par le dispositif** PEX, pour 111 maintiens ou relogements (**42% de maintien ou relogement**). En 2022, pour 57 accompagnements qui ont pris fin, 19% de maintien et 33% de relogement.

Freins rencontrés / limites à date :

- **Besoins en ressources humaines**, avec une équipe qui atteint ses limites en termes de capacité d'accompagnement au regard des besoins (file d'attente, besoin de priorisation des situations)
- **Difficultés pour permettre les relogements**, à partir de 2020

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value : **Répond à un besoin auquel ne répondaient pas précédemment les autres accompagnements du droit commun**, permettant de travailler le maintien ou le relogement des locataires fragiles du parc privé :

- **possibilité de déroger aux critères de ressources**
- **démarche d'aller-vers** en sollicitant plusieurs fois le ménage
- **accompagnement juridique**
- **travail de médiation entre le locataire et le bailleur**, avec possibilité de mise en place d'une convention tripartite

Perspectives : Poursuite de la consolidation de ce dispositif (chantiers en cours), enjeu de pérennisation (et d'augmentation des ressources d'accompagnement)

La Clé de l'Avenir

abej SOLIDARITÉ

Depuis 2019

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Réponse spécifique aux besoins des ménages***

- **Objectif** : **Faciliter l'accès et l'installation durable dans un logement de jeunes** (de 18 à 27 ans, isolés ou en couple, avec ou sans enfants, en situation régulière sur le territoire, avec des ressources ou perspectives de ressources).
- **Fonctionnement** : **Accompagnement renforcé et adapté** (via coaching individualisé, parrainage bénévole actif, mobilisation de logements temporaires en amont du logement définitif, mise en place d'un fonds de garantie). Pas de durée maximale d'accompagnement avant le relogement. A partir du relogement, la durée maximale d'accompagnement est d'un an.

Mobilisation de 1 ETP poste de Coordinatrice du dispositif + 0,5 ETP d'un éducateur spécialisé + équipe bénévole représentant environ 5 ETP

Financements

AMI LDA : **2019-2023**

2023 : (33%) État AMI LDA – MEL LDA
(67%) État (DDETS), Département, Dons

Articulation autres actions LDA

Complémentarité avec actions (CALPAE) : Tremplin (GRAAL), ARADuL (Home des Flandres) et KIALA (MAJT)

Résultats à date :

- **Pour 85 accompagnements réalisés, 42 relogements depuis 2019** (près de 50% de relogements), **95% d'entre eux sont toujours en logement en 2023**)
- En termes de profils des ménages, nombreux jeunes anciens MNA avec des situation administratives complexes, diversification du public à partir de 2020.

Freins rencontrés / limites à date :

- **Ressources humaines limitées, au regard des besoins** (le dispositif pourrait accompagner davantage de jeunes avec plus de moyens)
- **Nécessité de favoriser des relogements larges sur tout le périmètre de la MEL**, et pas uniquement à Lille ou sur les zones les plus demandées.

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value :

- **L'action répond à un besoin non couvert en proposant un accompagnement renforcé et adapté comportant du coaching individualisé**, par des parrains/marraines bénévoles (un point différenciant important favorisant l'adhésion des jeunes, selon l'abej SOLIDARITÉ), **une présence pendant le relogement, des temps de formation** (gestion budgétaire, insertion professionnelle, santé, etc.)
- L'innovation de l'action repose également sur la **mise en place de plusieurs outils, pour préparer l'accès au logement avec les jeunes et favoriser le maintien** : proposition de logement temporaire, mise en place d'un fonds de garantie permettant de venir en aide aux jeunes en cas de suspension de ressources.

Perspectives : Poursuite de l'action (recherche et confirmation de financements en cours), si les financements le permettaient, ajout d'un poste de coordination pour accompagner davantage de jeunes (le besoin existe, selon l'association, effet de seuil actuellement au regard des ressources humaines).

CLAS Logipsy

Depuis 2016

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Réponse spécifique aux besoins des ménages / Coordination***

- **Objectif** : **Favoriser le maintien ou le retour dans le logement de personnes présentant des troubles psychiques** (locataires en titre ou propriétaires, en difficulté de maintien dans leur logement ou de retour dans celui-ci, pendant et/ou après une période d'hospitalisation, notamment).
- **Fonctionnement** : Orientation via une diversité d'acteurs (EPSM, CHRU, bailleurs, CCAS,…). **Accompagnement renforcé via un trinôme pluridisciplinaire de professionnels** : une éducatrice spécialisée, un technicien de l'intervention sociale et familiale (TISF) et un professionnel du secteur psychiatrique (du secteur de rattachement de la personne accompagnée). La **durée d'un accompagnement est de 3 mois à partir de la rencontre dans le logement et renouvelable une fois**.

Mobilisation de 4 ETP : 2 coordinatrices et 2 TISF, pour un accompagnement d'environ 40 ménages en « file active »

Financements

AMI LDA : **2018-2023**

2023 : (10%) État AMI LDA – MEL FSL Innov
Autres financements : (90%) État DDETS, AVDL, ARS, villes

Articulation autres actions LDA

Mutualisation et coordination des dispositifs intégrés dans le cadre de CLAS ISLOG, Santé mentale SOLIHA, Logipsy, AILES (CALPAE), PLURI-L (CALPAE)

Résultats à date :

- **De 2017 à 2022, 472 ménages accompagnés**. En 2021, 73% sont locataires du parc social, 16% du parc privé, 6% propriétaires occupants.
- En attente des résultats de l'**évaluation engagée par la Fédération régionale de recherche en psychiatrie et santé mentale** (FRRSM).

Freins rencontrés / limites à date :

- Difficultés lorsque le prescripteur n'a pas échangé avec le ménage en amont de l'orientation pour expliquer ce qu'est le dispositif.
- Besoin de **consolider les articulations entre les EPSM et le dispositif Logipsy**, et de **maintenir l'engagement des partenaires.**

Plus-value de l'action au regard du LDA

Plus-value :

- L'innovation de l'action repose sur **l'intervention croisée des professionnels permettant de mieux accompagner les ménages concernés**, avec notamment la présence d'un TISF qui permet un accompagnement au plus près de la personne, la complémentarité du trinôme favorisant l'adhésion de la personne par la diversité des actions proposées. L'action a joué un **rôle facilitateur et accélérateur dans la communication et le travail partenarial avec le secteur médical**.
- Il s'agit de la première action connue visant une **équipe pluridisciplinaire et le développement d'une réponse aux situations où la santé est un frein au maintien dans le logement**, issue du travail du CLSM de Lille, en partenariat étroit d'origine avec trois bailleurs.
- **Permet l'accompagnement de personnes souvent peu connues du secteur du soin**, passant au travers des mailles des dispositifs de droit commun.

CLAS – Prévention en santé mentale

SOLIHA SOLIDAIRES POUR L'HABITAT

Depuis 2018

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Réponse spécifique aux besoins des ménages / Coordination***

- **Objectif** : **Favoriser le maintien ou le retour pérenne dans le logement de personnes souffrant de troubles psychiques** diagnostiqués ou non repérés, logées ou accompagnées par Soliha.
- **Fonctionnement** : Orientation principalement via les travailleurs sociaux de Soliha lorsqu'ils jugent qu'ils n'ont pas la capacité de répondre à la problématique que rencontre la personne, pour l'intervention de la psychologue. Sollicitation de la psychologue possible y compris si la personne a refusé l'accompagnement dans un premier temps, dans une démarche d'aller vers, pour tenter de faire adhérer le ménage. **Il n'y a pas de durée maximale de suivi avant le relogement ou lors de la stabilisation dans le logement actuel**.

Mobilisation de 1,85 ETP : Infirmière en psychiatrie, Psychologue, Soutien administratif, Pilotage de l'action

Financements

AMI LDA : **2022-2023**

2023 : (65%) État AMI LDA – MEL LDA
Autres financements : (35%) FSL innovation

Articulation autres actions LDA

Mutualisation et coordination des dispositifs intégrés dans le cadre de CLAS ISLOG, Santé mentale SOLIHA, Logipsy, AILES (CALPAE), PLURI-L (CALPAE)

Résultats à date :

- **73 ménages accompagnés en 2022, dont : 14 relogements en parc social ou privé**, 2 entrées en résidence sociale, 20 maintiens dans le logement et 1 maintien en résidence sociale.

Freins rencontrés / limites à date :

- Difficultés liées aux ressources humaines, limitant la capacité à accompagner l'ensemble des personnes orientées. En réponse, consolidation de l'équipe avec le temps disponible de l'infirmière en psychiatrie à partir de 2023.

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value :

- Action qui vise la **levée des freins d'accès ou de maintien dans le logement, liés aux problématiques de santé mentale**.
- L'action répond à un besoin remonté par les travailleurs sociaux, confrontés historiquement aux problématiques de santé mentale dans le cadre de l'accompagnement qu'ils réalisent, et exprimant depuis plusieurs années le sentiment d'une accentuation de ces problématiques.
- L'action **contribue au changement des pratiques professionnelles en lien avec ces problématiques de santé mentale, et participe au développement de réponses partenariales**, en favorisant notamment le décloisonnement entre le secteur social et le secteur médical.
- Un facteur-clé de succès est le rattachement du poste de psychologue à la coordination CLAS, qui a permis d'apporter une expertise extérieure et de fluidifier les orientations entre associations engagées.

CLAS - ISLOG

Depuis 2022

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Réponse spécifique aux besoins des ménages / Coordination***

- **Objectif** : **Favoriser le maintien ou le retour pérenne dans le logement de personnes confrontées à des problématiques de santé mentale.**
- **Fonctionnement** :
  - Orientations des ménages via l'un des 7 travailleurs sociaux du service logement d'Eole, ou connus de l'accueil de jour ou les services d'hébergement de l'association.
  - **Accompagnement par la psychologue, pendant la durée de l'accompagnement lié au logement** (AVDL, FSL, etc.). Entretiens bilatéraux entre la personne accompagnée et la psychologue.

Mobilisation de 0,25 ETP pour le poste de psychologue (mutualisé avec le GRAAL pour 0,5 ETP). Cela permet l'accompagnement, en file active à un instant donné, d'environ 12/13 personnes

Financements

AMI LDA : **2022-2023**

2023 : (100%) État AMI LDA – MEL FSL innovation

Articulation autres actions LDA

Mutualisation et coordination des dispositifs intégrés dans le cadre de CLAS ISLOG, Santé mentale SOLIHA, Logipsy, AILES (CALPAE), PLURI-L (CALPAE)

Résultats à date :

- **Depuis septembre 2022, 14 ménages ont été accompagnés, tous maintenus** dans le logement à fin juin 2023.
- Augmentation des accompagnements de personnes âgées avec pathologies chroniques ou de personnes présentant des syndromes de Diogène.

Freins rencontrés / limites à date :

- Temps limité de la psychologue au sein d'Eole, ce qui implique de prioriser les situations et les accompagnements.
- Durée de l'accompagnement par la psychologue limitée à la durée de l'accompagnement lié au logement, ce qui rend difficile le suivi.

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value :

- Action qui vise la **levée des freins d'accès ou de maintien dans le logement, liés aux problématiques de santé mentale.**
- L'intégration du poste de psychologue permet de renforcer l'accompagnement proposé, en déchargeant les travailleurs sociaux des aspects santé afin qu'ils puissent se focaliser sur l'accompagnement logement, tout en les outillant et les accompagnant afin de monter en compétence sur la thématique de la santé mentale.
- **L'action contribue au changement des pratiques professionnelles en lien avec ces problématiques de santé mentale, et participe au développement de réponses partenariales**, en favorisant notamment le décloisonnement entre le secteur social et le secteur médical.

Perspectives : **Enjeu de pérennisation économique du poste, financé pour la partie dédiée à Eole uniquement par l'AMI LDA**.

Banque Solidaire de l'Équipement (BSE)

EMMAÜSDÉFI

Depuis 2021

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Réponse spécifique aux besoins des ménages***

- **Objectif** : **Favoriser le maintien dans le logement en proposant à des ménages, issus de l'hébergement ou de la rue, et accédant à un logement pérenne, des équipements de première nécessité, neufs et à petits prix.**
- **Fonctionnement** : Orientation des ménages par l'intermédiaire de travailleurs sociaux les ayant suivis dans leur précédente situation et dans leur entrée en logement. Fiche de liaison renseignée avec le travailleur social, fixant les besoins et le montant maximal. Visite d'un appartement témoin, revue du catalogue des pièces disponibles et choix des équipements. offre d'équipements variée résultant de différents modes de collaboration avec les partenaires entreprises fournisseurs (invendus, retours clients, financement direct).

Mobilisation de 3 ETP + équipe bénévole (3 bénévoles réguliers et 6 bénévoles ponctuels) pour le volet logistique

Financements

AMI LDA : **2022-2023**

2023 : (13%) État AMI LDA – MEL AMI LDA
Autres financements : (87%) ventes, Département, Fondations

Articulation autres actions LDA

N/A

Résultats à date :

- Depuis 2021, 856 ménages ont été accueillis à la BSE : 51% adultes seuls et 35% de familles monoparentales, 23% des jeunes entre 18 et 25 ans, 24% auparavant hébergés chez tiers, 14% en CHRS, 10% en résidence sociale - 82% intégrant le logement social, 11% logement privé, 6% le logement IML

Freins rencontrés / limites à date :

- Moyens humains : équipe en sous-effectif de mai 2021 à juillet 2022
- Enjeu concernant la disponibilité d'équipements auprès des entreprises partenaires (moins d'invendus), ce qui nécessite une diversification des partenariats pour assurer la pérennité de l'offre d'équipement aux ménages

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value :

- Action qui répond à **un besoin par ailleurs non couvert sur le territoire** et s'inscrit en complémentarité des dispositifs d'accompagnement existants, comme **outil à disposition des travailleurs sociaux du territoire**.
- **Offre de la BSE qui a été adaptée aux spécificités du territoire**.

Perspectives : Modèle qui n'est pas auto-suffisant, une sécurisation de financements (subventions, dons) est nécessaire pour assurer la pérennité du dispositif.
Se pose également la question de l'adéquation entre offre et demande : proposer un nombre croissant de rendez-vous et accueillir un nombre toujours plus important de ménages, avec le risque de décevoir des personnes, qui ne pourraient commander certains équipements non disponibles.

Développement du travail pair dans les associations

Fédération des acteurs de la solidarité

Depuis 2022

Eléments-clés de la démarche

*Type d'action : **Transformation des pratiques professionnelles***

- **Objectif** : **Accompagner des associations volontaires de la région dans l'appropriation de la philosophie du travail pair et à faciliter l'intégration d'un travailleur pair dans leurs équipes.** L'action concerne l'ensemble du territoire régional. 4 associations présentes sur le territoire de la MEL sont concernées par l'action : Home des Flandres, La Sauvegarde du Nord, l'abej SOLIDARITÉ et la CMAO.
- **Fonctionnement** : L'action repose sur la position de la FAS en tant que tête de réseau capable de mobiliser des ressources et qui contribue, via des temps d'animation, à permettre un changement culturel du travail social, en questionnant les pratiques d'accompagnement et les méthodes d'intervention, développer, à travers le recours au travail pair, les pratiques d'« aller-vers » et le fait de mettre la personne au cœur de son accompagnement, s'aligner sur les principes du Logement d'abord.

Mobilisation de 4 membres de l'équipe au niveau régional

Financements

AMI LDA : **2021-2022**

(100%) État AMI LDA – MEL LDA

Action régionale soutenue dans le cadre AAP Stratégie Pauvreté. Financement AMI LDA cible action d'animation métropolitain

Articulation autres actions LDA

CMAO associée à l'action de la FAS au titre du poste Travailleur pair du dispositif CALDA

Résultats à date :

Les quatre associations de la MEL qui participent au dispositif ont recruté un travailleur-pair (entre décembre 2022 et janvier 2023), avec des profils et des parcours de vie très différents.

Freins rencontrés / limites à date :

- Difficultés dans le recrutement des travailleurs-pairs (même si les quatre associations y sont finalement parvenu) : peu de candidatures reçues
- Appropriation de la philosophie du travail-pair qui prend du temps et se heurte aux représentations que s'en font les travailleurs sociaux

Plus-value de l'action au regard du LDA et perspectives

Plus-value :

- **Soutien au changement culturel au sein des structures, notamment en sensibilisant sur la place de la personne au centre de son accompagnement**
- Facteurs-clés de succès : la FAS, en tant que tête de réseau, a créé **un important tissu partenarial autour du projet**, lui permettant de s'appuyer sur l'expérience de structures ou de dispositifs, comme le Un Chez Soi d'abord, par exemple.

Perspectives : L'une des dimensions explorées par la FAS dans le cadre de cette action est la **question du financement et de la pérennisation des postes de travailleurs-pairs, qui reste un enjeu majeur pour la consolidation de l'intégration de l'expérience vécue au sein des associations**.

Constats, enseignements transverses et réflexions sur les perspectives 2024-2027



Part du besoin à laquelle chaque action permet de répondre

➢ **A quelle part du besoin, en termes quantitatifs, chaque action permet-elle de répondre aujourd'hui ?**
Avec les moyens actuels, les actions répondent-elles à l'ensemble des besoins existants ?
Si non, quel est l'écart, et quels seraient les moyens supplémentaires nécessaires ?

- **Les professionnels de terrain peuvent partager les besoins qu'ils observent** et remonter les évolutions de besoins pour le public spécifique ciblé par l'action.
- **L'existence d'une « file d'attente » pour les dispositifs donne également une information sur le volume des besoins pour les publics ciblés**, et sur la capacité des dispositifs à répondre à ces besoins avec les ressources actuelles.
- **Néanmoins, il est aujourd'hui difficile de quantifier finement, à un instant donné, ces besoins** pour des publics spécifiques et donc d'évaluer l'écart relatif à l'existant pour pouvoir répondre à ces besoins.

➢ **Réflexions et pistes pour la prochaine période** :
La démarche d'observation dynamique et de pilotage (Synchrø) en cours de mise en œuvre pour la MEL, **doit permettre d'apporter une réponse à cet enjeu, en appuyant le suivi quantifié des besoins liés au logement sur le territoire, avec un éclairage par public spécifique.**

Analyse des résultats obtenus dans le cadre de chaque action

➢ **Quelle est la plus-value de chaque action, au regard des résultats atteints ?**

Quel bilan de l'efficacité et efficience de chaque action, en comparaison avec la situation précédant sa mise en œuvre ? Par exemple, le taux de relogement constaté pour une action est-il positif, au regard du taux de relogement constaté avant la mise en place de l'action ?

- **On est aujourd'hui capable d'expliciter et de mettre en lumière ce qu'apporte chaque action**, notamment par le biais des retours et appréciations des partenaires et structures porteuses
  ➔ **On peut mettre en avant la plus-value des actions en termes <u>qualitatifs</u>**

- **En revanche, il est plus complexe aujourd'hui de tirer un bilan clair en termes <u>quantitatifs</u>** car :
  - Des données fiables n'ont pas toujours été collectées dans la période précédant le démarrage d'une action (pas de point de référence historique).
  - Les résultats atteints au cours de la mise en œuvre des actions n'ont pas toujours été consignés de la même manière (périmètre des indicateurs pris en compte, temporalité), rendant la comparaison et la production d'une vision d'ensemble complexe.
  - Plus généralement, il y a eu en France peu d'évaluations rigoureuses permettant de comparer différentes interventions.

➢ **Réflexions et pistes pour la prochaine période** :

Opportunité de définir, en amont du démarrage des actions, des indicateurs-clés uniformisés à suivre (par exemple, le taux de relogement au regard du nombre de ménages accompagnés, le taux de maintien à 6 mois, 12 mois et 18 mois après l'entrée en logement).

Intégration des principes du LDA et l'évolution des pratiques

- **Les actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA sur le territoire de la MEL contribuent à faire évoluer les perceptions et pratiques au sein du travail social**, notamment :
  - Les **actions intégrées dans la CLAS**, par l'intégration de professionnels de santé et le décloisonnement des secteurs (accompagnement lié au logement, santé)
  - La **CALDA**, contribue à l'évolution des pratiques pour un accompagnement global vers et dans le logement des ménages
  - L'**action portée par la FAS** qui participe de la **sensibilisation et formation autour du travail-pair**, et plus largement contribue à intégrer la notion du ménage comme étant au centre de son accompagnement

  ➔ Plus largement, **les partenaires notent de réelles évolutions de pratiques des travailleurs de première ligne et une intégration des principes du Logement d'abord**.

➢ **Réflexions et pistes pour la prochaine période** :

Deux types d'acteurs sont des partenaires incontournables du Logement d'abord, dont l'engagement est essentiel pour permettre sa concrétisation:

- **Les bailleurs, notamment les bailleurs sociaux**
- **Les élus du territoire – élus métropolitains, comme élus communaux**

➔ **Enjeu de poursuivre la sensibilisation de ces parties-prenantes clés, via notamment la formation LDA (PREFAS-Cmao-ISL)**

Pérennisation des actions et la feuille de route 2024-2027

- **Le modèle économique des actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA reste basé à ce stade sur des financements « hors droit commun », la pérennisation des dispositifs reste donc un enjeu**
  - Pour les actions qui reposent sur un ou des postes d'accompagnement, peut se poser la question d'explorer des modalités de passage au « droit commun » :
    - A ce jour, seul le poste de la Référente Logement d'abord en accueil de jour de l'abej SOLIDARITÉ a été pérennisé via des financements de droit commun (décision de la structure de pérenniser ce poste, avec des financements DDETS).
    - Interrogées sur ce point, les structures notent le rôle de financements de postes (en comparaison de financements de mesures) dans ce qui constitue la spécificité et l'atout des actions expérimentées (flexibilité de l'accompagnement, disponibilité).

- **Pour pouvoir envisager une poursuite du soutien à toutes, ou certaines, des actions (notamment dans l'hypothèse de crédits Logement d'abord équivalents), la question de la mobilisation (niveau des financements dédiés) et de l'articulation de différentes sources de financements disponibles à l'échelle du territoire semble être un enjeu et une opportunité.**

Annexe
Tableau de synthèse : bilan dressé pour chacune des actions étudiées



Actions liées à des coordinations

Action	Type d'action	Plus-value au regard du LDA	Articulation avec actions LDA soutenues au titre CALPAE	Financements mobilisés
Coordination Accompagnement Logement d'abord (CALDA) **CMAO – SIAO**	Coordination	Diffusion des principes du LDA et appui aux acteurs pour les mettre en œuvre au profit du projet logement des ménages (accès et maintien)	Duo des coordinations CALDA – CLAS en appui des situations complexes	AMI LDA 2021-2023 Financement État 2023 : (100%) AMI LDA – MEL LDA
CLAS ISLOG **Eole**	Coordination / Réponse spécifique aux besoins des ménages	Levée des freins d'accès ou de maintien dans le logement liés aux problématiques de santé mentale, contribution au changement des pratiques professionnelles en lien avec ces problématiques	Mutualisation et coordination des dispositifs intégrés dans le cadre de CLAS ISLOG, Santé mentale SOLIHA, Logipsy, AILES (CALPAE), PLURI-L (CALPAE)	AMI LDA 2022-2023 Financement 2023 : (100%) État AMI LDA – MEL FSL innovation
CLAS Santé mentale **SOLIHA**	Coordination / Réponse spécifique aux besoins des ménages	Idem	Mutualisation et coordination des dispositifs intégrés dans le cadre de CLAS ISLOG, Santé mentale SOLIHA, Logipsy, AILES (CALPAE), PLURI-L (CALPAE)	AMI LDA 2022-2023 Financement 2023 : (65%) État AMI LDA – MEL LDA Autres financements :(35%) FSL innovation
CLAS Logipsy **La Sauvegarde du Nord**	Coordination / Réponse spécifique aux besoins des ménages	Idem	Mutualisation et coordination des dispositifs intégrés dans le cadre de CLAS ISLOG, Santé mentale SOLIHA, Logipsy, AILES (CALPAE), PLURI-L (CALPAE)	AMI LDA 2018-2023 Financement 2023 : (10%) État AMI LDA – MEL FSL Innovation Autres financements : (90%) État DDETS, AVDL, ARS, villes

Actions de réponse spécifique aux besoins des ménages

Action	Type d'action	Plus-value au regard du LDA	Articulation avec actions LDA soutenues au titre CALPAE	Financements mobilisés
La Clé de l'Avenir **abej SOLIDARITE**	Réponse spécifique aux besoins des ménages	Accompagnement renforcé et adapté permettant l'accès au logement pour des jeunes (via coaching individualisé, parrainage bénévole actif, mobilisation de logements temporaires en amont du logement définitif, mise en place d'un fonds de garantie)	Complémentarité avec actions (CALPAE) : Tremplin (GRAAL), ARADuL (Home des Flandres) et KIALA (MAJT)	AMI LDA 2019-2023 Financement 2023 : (33%) État AMI LDA – MEL LDA Autres financements : (67%) État (DDETS), Département, Dons
Banque Solidaire de l'Équipement (BSE) **Emmaüs Défi**	Réponse spécifique aux besoins des ménages	Offre de service non couverte sur le territoire : proposer des équipements neufs à petits prix à des personnes entrant en logement et sortant d'un passage par l'hébergement ou la rue. Adaptation de l'offre BSE aux spécificités du territoire.		AMI LDA 2022-2023 Financement 2023 : (13%) État AMI LDA – MEL AMI LDA Autres financements : (87%) ventes, Département, Fondations
PEX **GRAAL**	Réponse spécifique aux besoins des ménages	Prévention des expulsions locatives via accompagnement spécifique des locataires fragiles du parc privé, médiation avec le bailleur, mobilisation expertise juridique.	Complémentarité au sein du GRAAL : Équipes mobiles (aller vers), PLURI-L (problématique associée santé)	AMI LDA 2018-2023 Financement 2023 : (20%) État AMI LDA – MEL FSL Innovation Autres financements : (80%) État DDETS, autres

Actions œuvrant à la transformation des pratiques professionnelles

Action	Type d'action	Plus-value au regard du LDA	Articulation avec actions LDA soutenues au titre CALPAE	Financements mobilisés
Référente LDA accueil de jour abej SOLIDARITE	Évolution des pratiques professionnelles / Réponse spécifique aux besoins des ménages	Création de poste pour accélérer l'accès au logement des ménages fréquentant l'accueil de jour. Évolution effective des pratiques au sein de l'équipe de l'accueil. Poste intégré et pérennisé dans le projet social associatif.	Création de poste « Référente Logement » dédié à l'accélération de l'accès au logement des familles hébergés au sein du Site Insertion Métropole : AFEJI (CALPAE)	AMI LDA 2022 Financement 2022 : (100%) État AMI LDA – MEL LDA Poste pérennisé en 2023 (financement État DDETS - accueil de jour).
Développement du travail pair FAS	Transformation des pratiques professionnelles	Accompagnement des associations à l'intégration de travailleurs pairs, évolution des pratiques en intégrant « l'expérience du vécu » pour adapter l'accompagnement aux besoins des personnes concernées.	CMAO associée à l'action de la FAS au titre du poste Travailleur pair du dispositif CALDA	AMI LDA 2021 et 2022 Financement (2021 et 2022) : (100%) État AMI LDA – MEL LDA À noter : action régionale soutenue dans le cadre AAP Stratégie pauvreté. Financement AMI LDA cible action d'animation métropolitain

Contacts :

Antonin Loire
06 68 63 98 57
aloire@at-entreprise-pauvrete.org

Emilie Dussauge
06 08 75 32 34
edussauge@at-entreprise-pauvrete.org

Guillaume Ginebre
06 52 66 04 04
gginebre@at-entreprise-pauvrete.org



Action Tank Entreprise & Pauvreté

PRÉFET
DU NORD
Liberté
Égalité
Fraternité

MEL
MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 CONCLUE AVEC LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

Retenue dans le cadre de l'AMI
« Territoire de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord »

Entre

L'État représenté par le Préfet du Nord et par délégation la Préfète Déléguée pour l'Egalite des Chances, et désigné ci-après par les termes « l'État », d'une part,

ET

La Métropole Européenne de Lille, Établissement Public de Coopération Intercommunale (**N° SIRET : 200 093 201 000 81**), représentée par son Président, Monsieur Damien CASTELAIN, agissant en application de la délibération du Conseil n°XXX en date du 28 juin 2024, désignée ci-après par les termes « la MEL » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Pensé par et pour les territoires, le Plan Logement d'Abord est un outil précieux de partenariat opérationnel renforcé entre les services de l'État et les collectivités locales. Retenue comme territoire de mise en œuvre accélérée du Logement d'Abord depuis 2018, il s'agit pour la Métropole européenne de Lille, en lien avec les services de l'Etat, d'aménager les conditions d'une **mise en synergie des ambitions, des compétences et des ressources de l'ensemble des partenaires, au service de réponses concertées et pluridisciplinaires aux situations de difficultés d'accès et de maintien dans le logement**. Après une phase de transition initiée en 2023, cette dynamique se poursuit dans le cadre du second plan Logement d'Abord déployé pleinement à compter de 2024.

Les publics visés par ce plan sont les personnes sans-domicile au sens de l'INSEE ainsi que les personnes en difficultés d'accès ou de maintien dans le logement pouvant mener à des ruptures (expulsions locatives, sorties d'institutions, troubles psychiques…), dont les personnes vivant dans les bidonvilles, des installations illicites ou des squats.

Le premier plan Logement d'Abord (2017-2022) a proposé un nouveau cadre d'action qui a augmenté l'accès au logement des personnes sans-domicile. Le plan propose un changement de paradigme et vise à réorienter rapidement et durablement les personnes sans domicile de l'hébergement vers le logement, grâce à un accompagnement adapté, modulable et pluridisciplinaire.

Pour répondre aux situations de grande précarité qui persistent et poursuivre les grands chantiers stratégiques de transformation et de modernisation du secteur, le deuxième plan Logement d'Abord vise à accélérer la dynamique engagée autour de l'ensemble des acteurs au service des personnes sans domicile. S'inscrivant pleinement dans la continuité des actions déjà engagées, ce nouveau plan est structuré autour des trois axes suivants :

1. Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité : au-delà de l'ambition forte maintenue sur la production de logements très sociaux, l'enjeu réside dans la mobilisation du parc privé à des fins sociales *via* l'intermédiation locative, ainsi que dans la création de nouvelles places de pensions de famille et de résidences sociales ;

2. Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations : le deuxième plan Logement d'abord s'attachera à renforcer les dispositifs de prévention, notamment la prévention des expulsions locatives, pour empêcher la bascule dans la grande pauvreté des ménages présentant des fragilités sociales et financières particulières. L'enjeu réside également dans le soutien aux solutions d'accompagnement pour faciliter les transitions et prévenir les ruptures de parcours, avec une attention particulière portée aux publics spécifiques (femmes victimes de violences, personnes souffrant de troubles de la

santé mentale, personnes sous-main de justice, jeunes, etc.). L'intervention rapide auprès des ménages en difficultés sera rendue possible grâce à une meilleure connaissance des besoins exprimés sur les territoires, en soutenant l'observation sociale ;

3. Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé : il s'agit de poursuivre les efforts pour l'accès rapide au logement social, de moderniser et de renforcer les dispositifs de veille sociale, et de faciliter l'appropriation du Logement d'Abord par les territoires et les professionnels au plus proche de leurs besoins.

Depuis 2018, l'État et la MEL ont défini des priorités partagées, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions conjointes. La dynamique déployée dans ce cadre, ainsi que l'évaluation qui en a été tirée, ont contribué à une connaissance affinée des besoins sur le terrain, s'agissant à la fois des besoins des personnes à la rue ou mal-logées que des besoins des professionnels et acteurs en charge de la mise en œuvre de la politique de lutte contre le sans-abrisme.

Le travail mené depuis 2018 est en effet de nature à renforcer la compréhension de la demande, des parcours et des ruptures auxquelles peuvent être confrontées les personnes d'une part, et des leviers, contraintes et conditions d'exercice des professionnels mobilisés dans la dynamique Logement d'Abord d'autre part. De cette démarche découle un cadre d'action remanié, l'enjeu étant de renforcer la cohérence et l'efficacité des réponses apportées dans la lutte contre le sans-abrisme inscrites dans la feuille de route 2024-2027.

La présente convention vise à poursuivre les efforts engagés dans le cadre de la première contractualisation et à apporter un soutien financier à la MEL qui s'engage à renforcer ses politiques d'accès et de maintien au logement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'État et la MEL poursuivent la stratégie territoriale définie au titre de la 2e vague de contractualisation Logement d'Abord, qui s'inscrit dans la continuité des ambitions et des engagements portés dans le cadre de la première contractualisation initiée en 2018. Ils identifient des priorités conjointes en matière de mise en œuvre du plan Logement d'abord avec des objectifs partagés de résultats et de moyens, et les actions et mesures qui seront mises en œuvre afin de réduire significativement le sans-abrisme.

Dans ce cadre, la MEL s'engage à mettre en œuvre des actions nouvelles ou à renforcer des actions existantes en association étroite avec l'État et l'ensemble de ses partenaires, afin de répondre à des priorités nationales mais aussi à des priorités locales.

Cette convention fixe également l'engagement de la MEL sur le plan financier. Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS CONJOINTS DE LA MEL ET DE L'ETAT

Des engagements de progrès devront être définis conjointement par l'État et la MEL dans le cadre d'un dialogue avec leurs partenaires associatifs et institutionnels et les autres collectivités locales (et notamment les communes et leurs CCAS).

Ces partenaires territoriaux peuvent, s'ils le souhaitent prendre part à la convention par avenant, avec l'accord de l'État et de la MEL.

2.1 Stratégie territoriale fixée autour d'un socle commun d'objectifs

L'État et la MEL présentent les grands axes de la stratégie quinquennale du Logement d'abord sur le territoire ainsi que la gouvernance de mise en œuvre et les partenariats mobilisés. L'État et la MEL s'accordent sur des engagements de progrès qui constituent le socle commun d'objectifs de la présente convention.

Les objectifs poursuivis s'articuleront autour des 3 axes du second plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2023-2027) :

1. Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité ;
2. Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations ;
3. Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé.

2.1.1. Actions d'appui à la mise en œuvre de la stratégie territoriale (crédits « support » de l'AMI)

L'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) repose sur le principe de co-financement et d'engagements conjoints de l'État et du territoire.

L'État présente dans le cadre de cette convention les modalités de son soutien à la mise en œuvre de ces engagements de progrès du territoire. Les crédits délégués par l'État s'inscrivent dans une dynamique partagée au niveau local afin de permettre un effet levier pour la réduction du sans-abrisme.

Les actions retenues dans le cadre de la feuille de route établie conjointement par l'État et la MEL s'articulent autour de six axes d'intervention :

- → Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé ;
- → Assurer un accompagnement global et personnalisé des ménages ;
- → Favoriser l'accès aux droits liés au logement et prévenir les ruptures ;
- → Poursuivre les travaux d'observation sociale, de sensibilisation et d'animation.

Le descriptif détaillé des actions déployées dans ce cadre est joint sous forme de tableau en annexe.

La mobilisation accrue des dispositifs de droit commun (PLAI, pensions de famille, intermédiation locative…) prévue dans la stratégie locale de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord s'inscrit quant à elle dans les cadres et circuits de programmation et de validation existants.

2.2. Financement

La MEL s'engage pour toute la durée de la convention à inscrire des crédits au titre de ces dépenses d'accès et de maintien au logement, d'accompagnement des publics vers ou dans le logement.

2.2.1 Versement des crédits État

Au titre de l'année 2024, le soutien de l'État s'élève à un montant de **247 000 €** réparti comme suit :

- **Coordination Accompagnement Logement d'abord** (CALDA), dont l'objectif est de conforter le SIAO dans son rôle de plateforme d'orientation vers des solutions d'accompagnement en faveur de l'accès et du maintien dans le logement : **49 476 €** ;

- **Développement des actions d'accompagnement à destination des ménages** :
  - **PEX -** Prévenir l'expulsion locative dans le parc privé par la médiation tripartite (GRAAL) : **45 000 €** ;
  - **La Clé de l'avenir -** L'accès et l'installation durable de jeunes dans un logement (abej SOLIDARITÉ): **17 500 €** ;
  - **BSE -** Banque solidaire de l'équipement (Emmaüs défi) : **10 000 €** ;
  - **CLAS Logipsy** (La Sauvegarde du Nord) : **15 000 €** ;
  - **CLAS – Santé mentale** (SOLIHA) : **50 000 €** ;
  - **CLAS – ISLOG** (EOLE) : **10 000 € ;**
  - **OSEE** (Osons les Savoirs d'Expérience de l'Exclusion - ATD-Quart Monde) : **4 024 €** ;

- **Observation sociale** :
  - **Observatoire social Logement d'abord** (ADULM), pour la production d'indicateurs relatifs à l'offre et les besoins du public concerné : **25 000 €** ;
  - **SYNCHRO** (Action Tank), outil d'observation et de pilotage territorial qui rend visible de manière globale, exhaustive et dynamique les situations des ménages sans-abris ou qui risquent de le devenir sur la MEL : **10 000 €** ;

- **Sensibilisation des acteurs du Logement d'abord** :
  - **Sensibilisation « Le Logement d'Abord vu par tous ses acteurs »** (l'ESS LIL - École des sciences de la société - Lille, ICL - Institut catholique de Lille): **11 000 €** ;

L'État verse la dotation due à la collectivité.

La contribution financière de l'État est applicable sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

2.3 Suivi et évaluation de la convention

Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par la MEL et l'État sur une base annuelle.

Le suivi de la convention est assuré dans le cadre du Comité de Pilotage Logement d'Abord, et de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de la MEL associant notamment les services déconcentrés de l'État (DREAL, DREETS, DDETS, DDTM), les acteurs locaux de l'hébergement et du logement, et l'ensemble des partenaires qui ont contribué à la mise en œuvre des objectifs fixés et actions mises en œuvre.

La MEL est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution de la présente convention. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord conduites par la collectivité et ses partenaires sur le territoire. Ce rapport fait l'objet d'une transmission au Préfet au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant la réalisation des actions. Ce rapport sera transmis également à l'adresse suivante : logementdabord@developpement-durable.gouv.fr

Les territoires de mise en œuvre accélérée participeront à un Club des territoires de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord une à deux fois par an. Dans ce cadre, ils pourront échanger sur leurs pratiques et faire remonter les leviers et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de leur feuille de route.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024. Elle fait l'objet, si besoin, d'avenants annuels en cours d'exécution, portant sur les montants financiers alloués et le cas échéant sur les engagements respectifs de l'État et de la Métropole et sur les actions en découlant.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION BUDGETAIRE

La dotation budgétaire fera l'objet d'un versement annuel imputé sur les crédits du programme 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », action 12 « Hébergement et Logement adapté », sous-action 17 « Accélération LDA », activité de programmation 244, de la mission Egalite des territoires et logement, pour l'exercice 2024.

La contribution financière sera créditée sur le compte de la MEL.
Les versements seront effectués sur le compte : 30001 00468 C5970000000 13
Dénomination sociale : Trésorerie de la Métropole Européenne de Lille

Code établissement : 30001
Code guichet : 00468
N° de compte : C5970000000
Clé RIB : 13
IBAN : FR48 3000 1004 68C5 9700 0000 013
BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de département.
Le comptable assignataire est le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Somme.

ARTICLE 5 – DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation doit être adressée au plus tard le 31 décembre de chaque année au Préfet. La Métropole reste soumise aux obligations de l'article 3 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport sur l'exécution de la convention.

ARTICLE 6 – LITIGE

Tous les litiges concernant cette convention feront l'objet d'un règlement amiable. A défaut, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible au lien suivant : www.telerecours.fr.

Lille, le

Pour le Président de la MEL,
La Vice-Présidente déléguée
Logement – Habitat

Anne VOITURIEZ

Pour le Préfet et par délégation,
La Préfète déléguée pour l'Egalite des Chances

Virginie LASSERRE

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110637-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0196

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT, DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION SPECIALISEE LIEE A LA PREVENTION ET A LA GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE - LOT N° 1 - APPEL D'OFFRES OUVERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération n° 22-B-0137 du 18 mars 2022 autorisant la réalisation de prestations d'accompagnement, de sensibilisation et de communication spécialisée liées à la prévention et à la gestion des déchets ménagers et assimilés (lot n° 1 à destination des particuliers et lot n° 2 à destination des publics spécifiques) ;

Vu la notification du lot n° 1 en date du 17 octobre 2022 pour une durée de 4 ans au groupement VOIX PUBLIQUE / BIEN FAIT POUR TA COM' pour un montant minimum quadriennal de 1 000 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 3 500 000 € HT ;

Vu la délibération n° 23-C-0184 du 30 juin 2023 adoptant le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2023-2029 ;

Vu la délibération n° 24-B-0123 du 19 avril 2024 autorisant la signature d'un avenant n° 2 augmentant le montant maximum du lot n° 1 à 3 849 650 € HT ;

I. Exposé des motifs

Au titre de sa compétence relative au service public de gestion des déchets, la métropole européenne de Lille (MEL) assure la communication et la sensibilisation auprès de ses usagers sur les modalités de tri et de collecte des déchets et sur les évolutions en cours et à venir (extension des consignes de tri, tri du verre en points d'apport volontaire, tri à la source des biodéchets, etc.).

Le montant maximum autorisé pour le lot n° 1 à destination des particuliers, actuellement dans sa deuxième année d'exécution, étant bientôt atteint du fait du contexte inflationniste et du PLPDMA impliquant une augmentation du nombre de messages à transmettre aux usagers, il convient de procéder à son renouvellement avec un montant maximum réévalué à la hausse.

Un appel d'offres ouvert a été lancé le 15 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 24 mai 2024.

Trois offres ont été reçues et analysées.

Lors de sa réunion du 26 juin 2024, la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché au groupement ROUGE VIF / CITEO pour une durée de 4 ans et un montant minimum quadriennal de 4 000 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 8 000 000 € HT.

Le marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire dont le montant est estimé à 6 000 000 € HT sur 4 ans.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché de prestations d'accompagnement, de sensibilisation et de communication spécialisée liées à la prévention et à la gestion des déchets ménagers et assimilés à destination des particuliers (lot n° 1) avec le groupement ROUGE VIF / CITEO ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits à inscrire au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0196

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT, DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION SPECIALISEE LIEE A LA PREVENTION ET A LA GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE - LOT N° 1 - APPEL D'OFFRES OUVERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération n° 22-B-0137 du 18 mars 2022 autorisant la réalisation de prestations d'accompagnement, de sensibilisation et de communication spécialisée liées à la prévention et à la gestion des déchets ménagers et assimilés (lot n° 1 à destination des particuliers et lot n° 2 à destination des publics spécifiques) ;

Vu la notification du lot n° 1 en date du 17 octobre 2022 pour une durée de 4 ans au groupement VOIX PUBLIQUE / BIEN FAIT POUR TA COM' pour un montant minimum quadriennal de 1 000 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 3 500 000 € HT ;

Vu la délibération n° 23-C-0184 du 30 juin 2023 adoptant le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2023-2029 ;

Vu la délibération n° 24-B-0123 du 19 avril 2024 autorisant la signature d'un avenant n° 2 augmentant le montant maximum du lot n° 1 à 3 849 650 € HT ;

I. Exposé des motifs

Au titre de sa compétence relative au service public de gestion des déchets, la métropole européenne de Lille (MEL) assure la communication et la sensibilisation auprès de ses usagers sur les modalités de tri et de collecte des déchets et sur les évolutions en cours et à venir (extension des consignes de tri, tri du verre en points d'apport volontaire, tri à la source des biodéchets, etc.).

Le montant maximum autorisé pour le lot n° 1 à destination des particuliers, actuellement dans sa deuxième année d'exécution, étant bientôt atteint du fait du contexte inflationniste et du PLPDMA impliquant une augmentation du nombre de messages à transmettre aux usagers, il convient de procéder à son renouvellement avec un montant maximum réévalué à la hausse.

Un appel d'offres ouvert a été lancé le 15 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 24 mai 2024.

Trois offres ont été reçues et analysées.

Lors de sa réunion du 26 juin 2024, la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché au groupement ROUGE VIF / CITEO pour une durée de 4 ans et un montant minimum quadriennal de 4 000 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 8 000 000 € HT.

Le marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire dont le montant est estimé à 6 000 000 € HT sur 4 ans.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché de prestations d'accompagnement, de sensibilisation et de communication spécialisée liées à la prévention et à la gestion des déchets ménagers et assimilés à destination des particuliers (lot n° 1) avec le groupement ROUGE VIF / CITEO ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits à inscrire au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110728-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0197

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

FOURNITURE ET MAINTENANCE DE BACS ROULANTS - DISTRIBUTION DE SACS - LOTS N° 1 ET 2 - SOCIETE SULO - AVENANTS N° 1 - AUGMENTATION DES MONTANTS MAXIMUMS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu l'article R. 2194-7 du code de la commande publique relatif aux modifications non substantielles ;

Vu la délibération n° 21-C-0501 du 15 octobre 2021 autorisant le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation sur le territoire de la métropole européenne de Lille (MEL) de prestations de fourniture et maintenance des bacs roulants et de prestation de distribution de sacs (3 lots) ;

Vu les notifications des marchés en date du 14 juin 2022 pour une durée de 4 ans à la société SULO concernant :

- la réalisation des prestations de fourniture et maintenance de bacs 2 et 4 roues (hors bacs cloisonnés) et prestations de distribution de sacs sur le territoire Nord-Est de la MEL pour un montant minimum quadriennal de 1 500 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 6 000 000 € HT (lot n° 1) ;

- la réalisation des prestations de fourniture et maintenance de bacs 2 et 4 roues (hors bacs cloisonnés) et prestations de distribution de sacs sur le territoire Sud-Ouest de la MEL pour un montant minimum quadriennal de 1 500 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 6 000 000 € HT (lot n° 2) ;

- la réalisation des prestations de fourniture et maintenance de bacs 2 roues cloisonnés sur le territoire métropolitain pour un montant minimum quadriennal de 1 000 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 7 000 000 € HT (lot n° 3) ;

I. Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet d'autoriser la signature d'avenants n° 1 aux lots n° 1 et n° 2 en vue d'augmenter leur montant maximum quadriennal.

En effet, d'après la prévision réalisée sur l'exécution financière, le montant maximum quadriennal de chacun des lots n° 1 et n° 2 devrait être atteint en septembre 2024, soit en même temps que la notification des nouveaux marchés dont le renouvellement est en cours.

L'augmentation des montants maximums quadriennaux permettra de garantir une période de préparation nécessaire précédant le démarrage des prestations, prévu en novembre 2024.

L'atteinte anticipée des montants maximums des lots n° 1 et n° 2 s'explique principalement par la mise en œuvre de l'harmonisation des consignes de tri reposant sur l'uniformisation de la colorimétrie des couvercles des bacs de tri et, progressivement, des étiquettes de consignes de tri.

Ce grand chantier métropolitain, débuté en janvier 2023, a été l'occasion de réaliser un état exhaustif du parc de bacs. Au regard de son âge moyen (environ 13 ans), il s'est avéré nécessaire de renouveler plus globalement les cuves des bacs de tri (15 % au titre de l'année 2023 en comparaison avec un taux de renouvellement historique de 3 %).

Les émeutes urbaines survenues fin juin et début juillet 2023 ont également détérioré environ 1 600 bacs nécessitant leur remplacement.

Enfin, concernant le lot n° 2, l'évolution des fréquences de collectes sur les cinq communes de la Haute-Deûle (réduction du nombre de collectes pour les ordures ménagères résiduelles) a nécessité une augmentation des dotations des particuliers et administrations, conduisant à la mise en place de plus de 300 nouveaux bacs 4 roues.

Pour assurer une période de préparation de deux mois entre la notification des nouveaux marchés et le démarrage des prestations, il est proposé d'augmenter les montants maximums des lots n° 1 et n° 2 sur la base de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique relatif aux modifications non substantielles.

Conformément à l'article L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales, les projets d'avenants ont été soumis à la Commission d'appel d'offres du 26 juin 2024 qui a émis un avis favorable.

Le montant des avenants aux lots n° 1 et 2 s'élève ainsi à 600 000 € HT pour chaque lot et porte le montant maximum quadriennal de chaque marché à 6 600 000 € HT, ce qui représente une augmentation de 10 % des montants maximums quadriennaux initiaux.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 au lot n° 1 et l'avenant n° 1 au lot n° 2 avec la société SULO ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en sections d'investissement et de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0197

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

FOURNITURE ET MAINTENANCE DE BACS ROULANTS - DISTRIBUTION DE SACS - LOTS N° 1 ET 2 - SOCIETE SULO - AVENANTS N° 1 - AUGMENTATION DES MONTANTS MAXIMUMS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu l'article R. 2194-7 du code de la commande publique relatif aux modifications non substantielles ;

Vu la délibération n° 21-C-0501 du 15 octobre 2021 autorisant le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation sur le territoire de la métropole européenne de Lille (MEL) de prestations de fourniture et maintenance des bacs roulants et de prestation de distribution de sacs (3 lots) ;

Vu les notifications des marchés en date du 14 juin 2022 pour une durée de 4 ans à la société SULO concernant :

- la réalisation des prestations de fourniture et maintenance de bacs 2 et 4 roues (hors bacs cloisonnés) et prestations de distribution de sacs sur le territoire Nord-Est de la MEL pour un montant minimum quadriennal de 1 500 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 6 000 000 € HT (lot n° 1) ;

- la réalisation des prestations de fourniture et maintenance de bacs 2 et 4 roues (hors bacs cloisonnés) et prestations de distribution de sacs sur le territoire Sud-Ouest de la MEL pour un montant minimum quadriennal de 1 500 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 6 000 000 € HT (lot n° 2) ;

- la réalisation des prestations de fourniture et maintenance de bacs 2 roues cloisonnés sur le territoire métropolitain pour un montant minimum quadriennal de 1 000 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 7 000 000 € HT (lot n° 3) ;

I. Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet d'autoriser la signature d'avenants n° 1 aux lots n° 1 et n° 2 en vue d'augmenter leur montant maximum quadriennal.

En effet, d'après la prévision réalisée sur l'exécution financière, le montant maximum quadriennal de chacun des lots n° 1 et n° 2 devrait être atteint en septembre 2024, soit en même temps que la notification des nouveaux marchés dont le renouvellement est en cours.

L'augmentation des montants maximums quadriennaux permettra de garantir une période de préparation nécessaire précédant le démarrage des prestations, prévu en novembre 2024.

L'atteinte anticipée des montants maximums des lots n° 1 et n° 2 s'explique principalement par la mise en œuvre de l'harmonisation des consignes de tri reposant sur l'uniformisation de la colorimétrie des couvercles des bacs de tri et, progressivement, des étiquettes de consignes de tri.

Ce grand chantier métropolitain, débuté en janvier 2023, a été l'occasion de réaliser un état exhaustif du parc de bacs. Au regard de son âge moyen (environ 13 ans), il s'est avéré nécessaire de renouveler plus globalement les cuves des bacs de tri (15 % au titre de l'année 2023 en comparaison avec un taux de renouvellement historique de 3 %).

Les émeutes urbaines survenues fin juin et début juillet 2023 ont également détérioré environ 1 600 bacs nécessitant leur remplacement.

Enfin, concernant le lot n° 2, l'évolution des fréquences de collectes sur les cinq communes de la Haute-Deûle (réduction du nombre de collectes pour les ordures ménagères résiduelles) a nécessité une augmentation des dotations des particuliers et administrations, conduisant à la mise en place de plus de 300 nouveaux bacs 4 roues.

Pour assurer une période de préparation de deux mois entre la notification des nouveaux marchés et le démarrage des prestations, il est proposé d'augmenter les montants maximums des lots n° 1 et n° 2 sur la base de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique relatif aux modifications non substantielles.

Conformément à l'article L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales, les projets d'avenants ont été soumis à la Commission d'appel d'offres du 26 juin 2024 qui a émis un avis favorable.

Le montant des avenants aux lots n° 1 et 2 s'élève ainsi à 600 000 € HT pour chaque lot et porte le montant maximum quadriennal de chaque marché à 6 600 000 € HT, ce qui représente une augmentation de 10 % des montants maximums quadriennaux initiaux.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 au lot n° 1 et l'avenant n° 1 au lot n° 2 avec la société SULO ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en sections d'investissement et de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110717-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0198

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

VILLENEUVE D'ASCQ -

PARC D'ACTIVITE DE LA CIMAISE - COLLECTE DES DECHETS - CONVENTION AVEC LA SOCIETE SERGIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu l'article 3.3.2 du règlement unique de collecte des déchets ménagers et assimilés de la métropole européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Afin de lutter contre les implantations illicites sur le parc d'activité de la Cimaise à Villeneuve d'Ascq, la société SERGIC, en charge de sa gestion, souhaite installer un portique pour sécuriser l'accès au domaine.

La collecte des déchets sur les voies privées fermées à la circulation est conditionnée :

- à l'ouverture desdites voies pour le prestataire de la MEL en charge de la collecte des déchets ménagers : le gestionnaire du site devra permettre un accès aux véhicules et matériel de collecte et devra à ce titre s'engager à veiller au libre accès des camions de collecte sur le site ;
- à la facilitation de la circulation des véhicules de collecte : les voiries empruntées par les véhicules de collecte devront être éclairées et adaptées à leur circulation et au type de collecte pratiqué ;
- au stationnement et à l'entretien des voies : le gestionnaire du site veillera à ce que les riverains respectent les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et entretiennent l'ensemble de leurs biens.

D'autres contraintes techniques s'ajoutent. Une convention détaille les contraintes techniques devant être respectées, mais également le rôle et les responsabilités du gestionnaire du domaine privé pour sécuriser et pour garantir la continuité du service de collecte à domicile.

Il convient donc d'autoriser la signature d'une telle convention avec la société SERGIC pour maintenir la collecte à domicile sur le parc d'activité de la Cimaise à Villeneuve d'Ascq.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec la société SERGIC.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0198

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

VILLENEUVE D'ASCQ -

PARC D'ACTIVITE DE LA CIMAISE - COLLECTE DES DECHETS - CONVENTION AVEC LA SOCIETE SERGIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu l'article 3.3.2 du règlement unique de collecte des déchets ménagers et assimilés de la métropole européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Afin de lutter contre les implantations illicites sur le parc d'activité de la Cimaise à Villeneuve d'Ascq, la société SERGIC, en charge de sa gestion, souhaite installer un portique pour sécuriser l'accès au domaine.

La collecte des déchets sur les voies privées fermées à la circulation est conditionnée :

- à l'ouverture desdites voies pour le prestataire de la MEL en charge de la collecte des déchets ménagers : le gestionnaire du site devra permettre un accès aux véhicules et matériel de collecte et devra à ce titre s'engager à veiller au libre accès des camions de collecte sur le site ;
- à la facilitation de la circulation des véhicules de collecte : les voiries empruntées par les véhicules de collecte devront être éclairées et adaptées à leur circulation et au type de collecte pratiqué ;
- au stationnement et à l'entretien des voies : le gestionnaire du site veillera à ce que les riverains respectent les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et entretiennent l'ensemble de leurs biens.

D'autres contraintes techniques s'ajoutent. Une convention détaille les contraintes techniques devant être respectées, mais également le rôle et les responsabilités du gestionnaire du domaine privé pour sécuriser et pour garantir la continuité du service de collecte à domicile.

Il convient donc d'autoriser la signature d'une telle convention avec la société SERGIC pour maintenir la collecte à domicile sur le parc d'activité de la Cimaise à Villeneuve d'Ascq.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec la société SERGIC.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Convention d'accès à la collecte des déchets ménagers et assimilés sur les voies privées

---

Entre

La METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE, représentée par son Président, M. Damien CASTELAIN, autorisé par délibération du Conseil métropolitain ;

ET

La société SERGIC, gestionnaire du site du parc de la Cimaise à Villeneuve d'Ascq, représentée par son xxxxxx, M. XXXXXX ;

Il est convenu ce qui suit :

La métropole européenne de Lille a pour compétences la collecte sur les voies publiques ouvertes à la circulation et le traitement des déchets ménagers et assimilés sur son territoire,

La SERGIC est gestionnaire du parc de la Cimaise à Villeneuve d'Ascq.

PROJET

Article 1 : Objet

La présente convention vise à définir les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés sur la voie fermée au public d'accès au parc de la Cimaise. Elle est conclue entre la métropole européenne de Lille (MEL) et la SERGIC, gestionnaire du Parc de la Cimaise (cf. plan en annexe).

Elle a pour objet de clarifier la responsabilité des parties, de garantir la sécurité des agents du collecteur et de fixer les règles pour la bonne exécution des prestations de collecte.

Cette convention s'inscrit dans le cadre fixé par le Règlement Unique de Collecte des Déchets Ménagers et assimilés disponible sur le site www.lillemetropole.fr.

ARTICLE 2- Accès à la collecte

La SERGIC doit se conformer aux conditions définies dans le règlement unique de Collecte des Déchets Ménagers et assimilés.

Il stipule que la MEL assure l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés uniquement sur les voies privées citées en annexe de ce présent règlement.

La SERGIC s'engage à respecter l'ensemble des conditions décrites ci-dessous :

Le gestionnaire du site doit permettre un accès aux véhicules et matériel de collecte. À ce titre, il s'engage à veiller au libre accès des camions de collecte sur le domaine du parc de la Cimaise. Aucune clé ou badge ne pourra être confié au collecteur. La barrière sera manuellement ou automatiquement ouverte les jours et pendant les créneaux de collecte (pas de digicode) (article 4 de la convention).

Facilitation de la circulation des véhicules de collecte

La collecte doit se faire en marche normale. La marche arrière ne doit être utilisée que pour faire demi-tour.

Les voiries empruntées par les véhicules de collecte devront être éclairées, adaptées à leur circulation (girations, largeurs des voies, structures de chaussées lourdes adaptées pour des véhicules de 26 tonnes…) et au type de collecte pratiqué. En période hivernale, les voiries doivent être entretenues pour permettre la collecte.

Stationnement et entretien des voies

La SERGIC veillera à ce que les riverains respectent les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et entretiennent l'ensemble de leurs biens (élagage si besoin des arbres, haies...) pour qu'ils ne gênent pas la collecte ou ne représentent pas un risque pour le personnel de collecte.

ARTICLE 3 - Condition de présentation des déchets

Conformément au règlement unique, les ordures ménagères résiduelles (OMR) et les déchets destinés à la collecte sélective (CS - emballages et papiers) doivent être présentés obligatoirement en bacs par le personnel du gestionnaire du site.

Les déchets non pris en charge par cette présente convention sont à faire évacuer par un prestataire privé au choix de la SERGIC.

ARTICLE 4 - Jours et Horaires de collecte (Obligations des parties)

La MEL s'engage à faire collecter par le collecteur les déchets stipulés à l'article 3 sur une fréquence établie au préalable dans le calendrier de collecte des déchets ménagers, accessible sur le site internet de la MEL.

L'organisation de la collecte est donnée à titre indicatif ci-dessous, des modifications pouvant être apportées en fonction de la mise en place des modalités de collecte :

Types de déchets	Jour de collecte	Créneau horaire de collecte
Collecte sélective	Mardi	06h00-13h00
Ordures ménagères résiduels	Jeudi	06h00-13h00

ARTICLE 5 - Communication

Il appartient au gestionnaire de relayer l'information à l'ensemble des parties prenantes de son site.

ARTICLE 6 - Responsabilité

La signature de la présente convention exclut toute responsabilité du titulaire du marché de collecte et de la MEL en matière de dommages matériels dans le cas de non-respect des clauses susvisées et en particulier ceux que pourrait subir la voirie, le local de collecte ou le lieu de stockage, liés à un passage répété du camion de collecte.

Le gestionnaire assure sous sa responsabilité, à ses risques et sans discontinuité, l'entretien et la maintenance des locaux et des points de collecte.

PROJET

ARTICLE 7 - Durée

La présente convention prend effet à compter du XXXXXX.

La MEL et la SERGIC pourront mettre un terme de manière anticipée à cette convention sans aucune contrepartie (financière ou technique) à l'issue d'un préavis de XXXX mois dûment formalisé par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 - Modification de la convention

Toutes les modifications de la présente convention sont constatées par un avenant à la convention initiale.

Fait en deux exemplaires,
Le ……...

Le représentant de la SERGIC,

M.XXXXXXXXX

Le Président de la MEL,

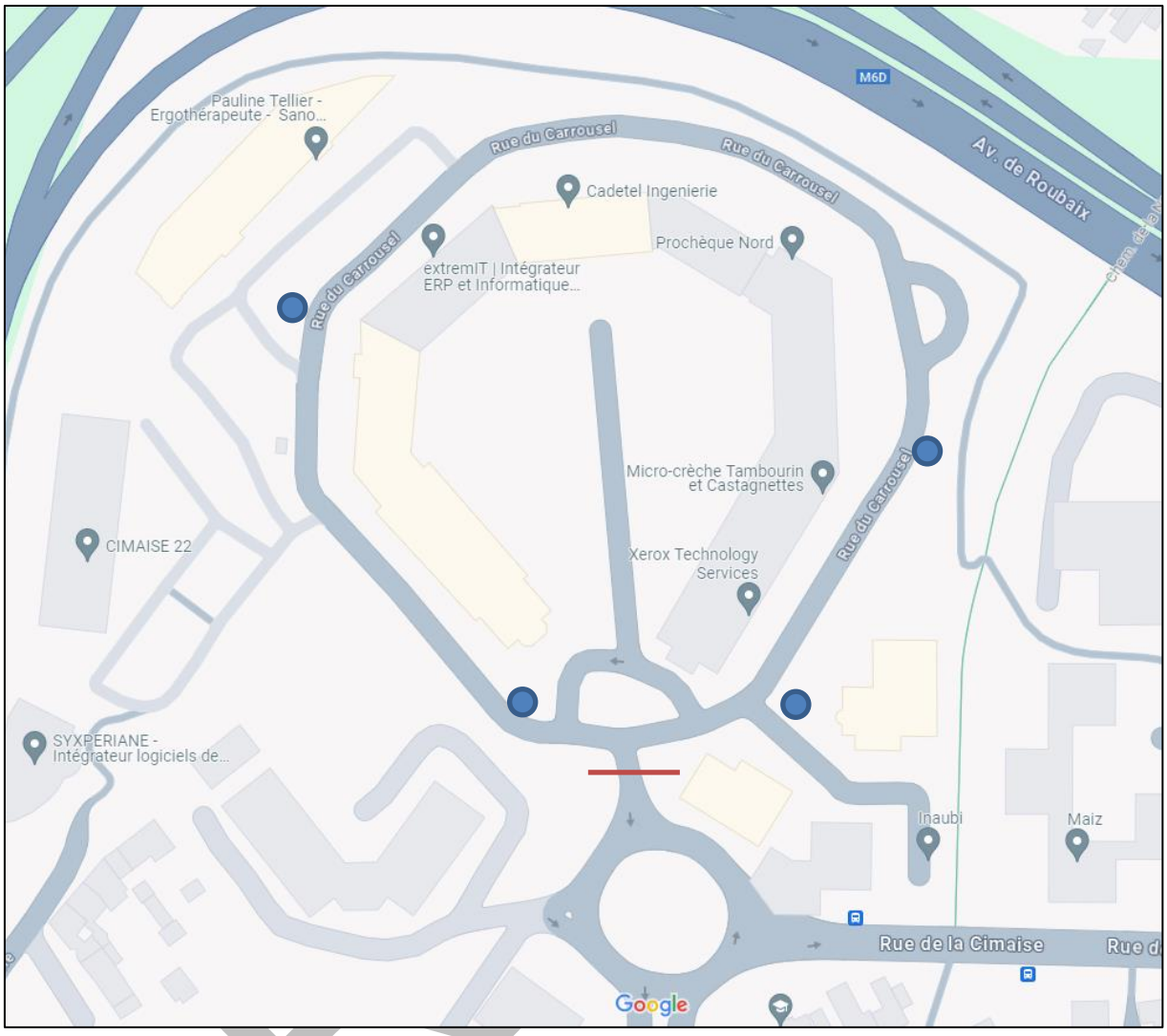
M. Damien CASTELAIN

PROJET

Annexe - Plan de la voie privée à collecter

Éléments à préciser :

- Barrière : ——
- Points de collecte : ●



PROJET

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110693-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0199

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

REVISION DU REGLEMENT D'ACCES AUX DECHETERIES METROPOLITAINES - ADOPTION

Vu la délibération n° 19 C 0960 du 13 décembre 2019 adoptant un nouveau règlement d'accès aux déchèteries métropolitaines ;

Vu les délibérations n° 21 C 0345 du 28 juin 2021 et n° 23-C-0042 du 10 février 2023 modifiant ce règlement d'accès ;

I. Exposé des motifs

A. Éléments de contexte

Une déchèterie est une installation de collecte permettant la massification des déchets volumineux en vue de leur valorisation matière, organique ou énergétique. Relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ces sites accueillent des objets ou des déchets dans des moyens de pré-collecte adaptés à la typologie de ces flux (locaux, bennes, bornes, etc.). Elle peut être appelée "déchèterie fixe" dès lors que le site bâti est pérenne ou "déchèterie mobile" lorsque le service est proposé sur l'espace public à des jours fixés par la MEL.

Ces déchets peuvent relever d'une filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) dont le cadre réglementaire fixe notamment des contraintes sur les conditions d'accès de leurs producteurs et sur l'organisation du geste de tri. Les éco-organismes agréés par l'État sont en charge de la mise en œuvre du principe dit "pollueur – payeur" et prennent en charge opérationnellement les coûts logistique et de traitement de ces flux. Ces organisations spécifiques permettent de réduire notablement la charge restant à supporter par la MEL.
Cela impose par ailleurs un accès gratuit à l'ensemble des usagers, y compris professionnels, pour les flux concernés.

D'autres déchets restent de la responsabilité de la MEL qui organise la filière de valorisation et en assume la totalité des coûts.

B. Objet de la délibération

Après plus de deux années de mise en œuvre, il apparaît nécessaire de réviser ce règlement d'accès pour :

- déployer les nouvelles filières REP, et notamment la filière relative aux produits et matériaux de la construction et du bâtiment (PMCB) ;
- préciser certaines règles d'usage peu opérantes ;
- distinguer les professionnels des ménages pour améliorer la qualité des services qui leur sont destinés.

La présente délibération a pour objet d'autoriser l'adoption du règlement d'accès aux déchèteries, modifié pour répondre aux objectifs suivants :

Déploiement des nouvelles filières REP :

L'article 62 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) prévoit la création de plusieurs filières REP, dont notamment :

- les produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment destinés aux ménages ou aux professionnels (filière dite PMCB) ;
- les jouets ;
- les articles de sport et de loisirs ;
- les articles de bricolage et de jardin.

Pour permettre leur mise en œuvre, la MEL doit se conformer à certaines exigences fixées par celles-ci, dont notamment la reprise gratuite de ces flux indépendamment de la typologie des usagers. Il est donc nécessaire de revoir le règlement d'accès aux déchèteries de la MEL pour permettre ce dépôt par les ménages et les professionnels sans paiement ou limitation d'accès. Cette demande concerne également les autres filières REP citées ci-dessus.

À ce titre, la liste des déchets faisant l'objet d'un dépôt gratuit en déchèterie en fonction de la nature de l'apporteur est précisée dans une liste exhaustive des flux admis/interdits. Cette évolution étend la liste des déchets accueillis gratuitement et réduit celle des déchets pouvant être payants ; la mise en place de la filière PMCB va ainsi rendre l'accès aux dépôts sur les déchèteries de la MEL pour tous les matériaux concernés gratuits pour tous dont les professionnels. Cela représente un flux et un volume très conséquents au sein des déchèteries métropolitaines.

Les flux en dehors du périmètre des REP et sans valeur économique positive font toujours l'objet de décomptes de points et d'une facturation pour les professionnels ou pour les ménages ayant consommé leurs 36 points annuels.

Précision de certaines règles d'usage peu opérantes :

Le projet de règlement prévoit d'autoriser l'accès aux déchèteries aux piétons et aux véhicules deux roues pour tenir compte de la politique en faveur de la mobilité et pour contribuer au PCAET de la MEL.

Ce projet instaure des limites quotidiennes d'apport de certains déchets particuliers (pneus, DDS, bouteilles de gaz), du fait de leur nature et des risques d'incendie générés en cas de forte quantité. La maîtrise des apports permet aux exploitants d'assurer une logistique adaptée pour prévenir ces risques. Ces limitations sont différentes selon la typologie de l'usager.

Distinction des professionnels des ménages pour améliorer la qualité des services qui leur sont destinés :

- il est proposé de limiter l'accès aux véhicules de moins de 3,5 tonnes : ceci évitera des risques sur la tenue des rampes d'accès. Peu de véhicules de ce type se présentent actuellement et, pour les professionnels du BTP par exemple, d'autres sites de dépôts sont accessibles avec le développement de la filière REP ;
- pour éviter des afflux non maîtrisés suite à la mise en place de la gratuité de certains flux en lien avec la mise en place des filières REP, il est proposé de limiter l'accès aux déchèteries aux professionnels installés sur la métropole européenne de Lille ;
- il est aussi proposé, en "contrepoint" de la mise en place des filières REP et notamment de la filière PMCB, de limiter à 18 les passages payants pour les professionnels, quel que soit le type de véhicule autorisé utilisé ;
- de la même façon, il sera demandé une présentation obligatoire d'une carte professionnelle pour les véhicules avec logo commercial et les véhicules aménagés ;
- enfin la liste des déchets interdits pour les professionnels et pour les services techniques municipaux est mise à jour (amiante, bouteilles de gaz, etc.).

Le règlement d'accès aux déchèteries révisé est annexé à la présente délibération.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter le règlement d'accès aux déchèteries révisé avec ses annexes.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0199

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

REVISION DU REGLEMENT D'ACCES AUX DECHETERIES METROPOLITAINES - ADOPTION

Vu la délibération n° 19 C 0960 du 13 décembre 2019 adoptant un nouveau règlement d'accès aux déchèteries métropolitaines ;

Vu les délibérations n° 21 C 0345 du 28 juin 2021 et n° 23-C-0042 du 10 février 2023 modifiant ce règlement d'accès ;

I. Exposé des motifs

A. Éléments de contexte

Une déchèterie est une installation de collecte permettant la massification des déchets volumineux en vue de leur valorisation matière, organique ou énergétique. Relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ces sites accueillent des objets ou des déchets dans des moyens de pré-collecte adaptés à la typologie de ces flux (locaux, bennes, bornes, etc.). Elle peut être appelée "déchèterie fixe" dès lors que le site bâti est pérenne ou "déchèterie mobile" lorsque le service est proposé sur l'espace public à des jours fixés par la MEL.

Ces déchets peuvent relever d'une filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) dont le cadre réglementaire fixe notamment des contraintes sur les conditions d'accès de leurs producteurs et sur l'organisation du geste de tri. Les éco-organismes agréés par l'État sont en charge de la mise en œuvre du principe dit "pollueur – payeur" et prennent en charge opérationnellement les coûts logistique et de traitement de ces flux. Ces organisations spécifiques permettent de réduire notablement la charge restant à supporter par la MEL.
Cela impose par ailleurs un accès gratuit à l'ensemble des usagers, y compris professionnels, pour les flux concernés.

D'autres déchets restent de la responsabilité de la MEL qui organise la filière de valorisation et en assume la totalité des coûts.

B. Objet de la délibération

Après plus de deux années de mise en œuvre, il apparaît nécessaire de réviser ce règlement d'accès pour :

- déployer les nouvelles filières REP, et notamment la filière relative aux produits et matériaux de la construction et du bâtiment (PMCB) ;
- préciser certaines règles d'usage peu opérantes ;
- distinguer les professionnels des ménages pour améliorer la qualité des services qui leur sont destinés.

La présente délibération a pour objet d'autoriser l'adoption du règlement d'accès aux déchèteries, modifié pour répondre aux objectifs suivants :

Déploiement des nouvelles filières REP :

L'article 62 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) prévoit la création de plusieurs filières REP, dont notamment :

- les produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment destinés aux ménages ou aux professionnels (filière dite PMCB) ;
- les jouets ;
- les articles de sport et de loisirs ;
- les articles de bricolage et de jardin.

Pour permettre leur mise en œuvre, la MEL doit se conformer à certaines exigences fixées par celles-ci, dont notamment la reprise gratuite de ces flux indépendamment de la typologie des usagers. Il est donc nécessaire de revoir le règlement d'accès aux déchèteries de la MEL pour permettre ce dépôt par les ménages et les professionnels sans paiement ou limitation d'accès. Cette demande concerne également les autres filières REP citées ci-dessus.

À ce titre, la liste des déchets faisant l'objet d'un dépôt gratuit en déchèterie en fonction de la nature de l'apporteur est précisée dans une liste exhaustive des flux admis/interdits. Cette évolution étend la liste des déchets accueillis gratuitement et réduit celle des déchets pouvant être payants ; la mise en place de la filière PMCB va ainsi rendre l'accès aux dépôts sur les déchèteries de la MEL pour tous les matériaux concernés gratuits pour tous dont les professionnels. Cela représente un flux et un volume très conséquents au sein des déchèteries métropolitaines.

Les flux en dehors du périmètre des REP et sans valeur économique positive font toujours l'objet de décomptes de points et d'une facturation pour les professionnels ou pour les ménages ayant consommé leurs 36 points annuels.

Précision de certaines règles d'usage peu opérantes :

Le projet de règlement prévoit d'autoriser l'accès aux déchèteries aux piétons et aux véhicules deux roues pour tenir compte de la politique en faveur de la mobilité et pour contribuer au PCAET de la MEL.

Ce projet instaure des limites quotidiennes d'apport de certains déchets particuliers (pneus, DDS, bouteilles de gaz), du fait de leur nature et des risques d'incendie générés en cas de forte quantité. La maîtrise des apports permet aux exploitants d'assurer une logistique adaptée pour prévenir ces risques. Ces limitations sont différentes selon la typologie de l'usager.

Distinction des professionnels des ménages pour améliorer la qualité des services qui leur sont destinés :

- il est proposé de limiter l'accès aux véhicules de moins de 3,5 tonnes : ceci évitera des risques sur la tenue des rampes d'accès. Peu de véhicules de ce type se présentent actuellement et, pour les professionnels du BTP par exemple, d'autres sites de dépôts sont accessibles avec le développement de la filière REP ;
- pour éviter des afflux non maîtrisés suite à la mise en place de la gratuité de certains flux en lien avec la mise en place des filières REP, il est proposé de limiter l'accès aux déchèteries aux professionnels installés sur la métropole européenne de Lille ;
- il est aussi proposé, en "contrepoint" de la mise en place des filières REP et notamment de la filière PMCB, de limiter à 18 les passages payants pour les professionnels, quel que soit le type de véhicule autorisé utilisé ;
- de la même façon, il sera demandé une présentation obligatoire d'une carte professionnelle pour les véhicules avec logo commercial et les véhicules aménagés ;
- enfin la liste des déchets interdits pour les professionnels et pour les services techniques municipaux est mise à jour (amiante, bouteilles de gaz, etc.).

Le règlement d'accès aux déchèteries révisé est annexé à la présente délibération.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter le règlement d'accès aux déchèteries révisé avec ses annexes.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Règlement d’accès aux déchèteries de la Métropole européenne de Lille

En date du 18/06/2024

Table des matières

Partie 1 – Les déchèteries fixes 4

Chapitre 1 : Dispositions générales 4

Article 1.2 Régime juridique 4
Article 1.2 Définition et rôles de la déchèterie 4

Chapitre 2 : Organisation de la déchèterie 5

Article 2.1 Localisation 5
Article 2.2 Jours et heures d'ouverture 6

2.2.1 Période du 1er novembre au 31 mars : hiver 6
2.2.2 Période du 1er avril au 31 octobre : été 6
Article 2.3 Affichage 7
Article 2.4 Conditions d'accès 7
2.4.1 Catégories d'usagers 7
2.4.2 Procédures d'obtention de la carte d'accès 8
2.4.3 Accès des véhicules et des piétons 11
2.4.4 Conditions de circulation sur site 11
Article 2.5 Flux acceptés et réglementés 11
2.5.1 Le Réemploi 11
2.5.2 Les déchets acceptés 12
2.5.3 Les déchets interdits/limités pour certaines catégories d'usagers 14
2.5.4. Les déchets interdits pour toutes les catégories d'usager 14
Article 2.6 Limitation des apports et tarification 15
2.6.1 Limitation des apports et nombre de passage en déchèterie 15
2.6.2 Tarification 16
Article 2.7 Service de retrait en déchèterie 18
2.7.1 Modalités de retrait du compost pour les particuliers de la MEL 18
2.7.2 Modalités du retrait de film de conditionnement pour l'amiante pour les particuliers MEL 18

Chapitre 3 : Agents de déchèterie 18

Article 3.1 Rôle et comportement des agents 18
Article 3.2 Interdictions 19

Chapitre 4 : Usagers de la déchèterie 19

Article 4.1 Rôle et comportement des usagers 19
Article 4.2 Interdictions 20
Article 4.3 Sanctions 21
Article 4.4 Vidéo protection 21

PARTIE 2 – Les déchèteries mobiles 22

Article 1 Rôle de la déchèterie 22
Article 2. Modalités d'accès en déchèterie mobile 22
Article 3. Jours et heures d'ouverture 22
Article 4 Contrôle des apports 22
Article 5 Flux acceptés 23

ANNEXE 1 : Flux sous REP et faisant l'objet d'un dépôt gratuit en déchèterie en fonction de la nature de l'apporteur 24

ANNEXE 2 : Les autres lieux de dépôt des déchets en fonction de leur nature – pour les particuliers 25

ANNEXE 3 : Les autres lieux de dépôt - déchets interdits ou limités - pour les professionnels 30

ANNEXE 4 : Visuels des cartes déchèteries 31

ANNEXE 5 : INFORMATIONS AMIANTE LIE 32

ANNEXE 6 : INFORMATION BOUTEILLES DE GAZ 33

- Vu le règlement unique de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Métropole européenne de Lille et son glossaire annexé ;
- Vu le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu la Directive cadre européenne (2008/98/CE) ;
- Vu les termes de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC).

Le réseau des déchèteries de la Métropole européenne de Lille (MEL) est composé des déchèteries fixes et des déchèteries mobiles.

Le présent règlement détaille les conditions d'accès et les modalités d'usage des déchèteries, la nature, le volume et les modalités de dépôt des déchets acceptés, ainsi que les bonnes pratiques relatives à l'hygiène et la sécurité des usagers.

Le présent règlement s'impose à l'ensemble des usagers des déchèteries de la MEL, quel que soit leur statut (particuliers, professionnels, etc.). Il est affiché en permanence dans les déchèteries fixes et consultable sur le site internet de la MEL (www.lillemetropole.fr)

Le règlement d'accès aux déchèteries et ses modifications sont adoptées par délibération du Conseil métropolitain.

Partie 1 – Les déchèteries fixes

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article 1.2 Régime juridique

La déchèterie est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à la loi du 19 juillet 1976. Elle est rattachée par le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 à la rubrique n° 2710 (installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets) de la nomenclature des ICPE.

Article 1.2 Définition et rôles de la déchèterie

La déchèterie est une installation aménagée, surveillée et clôturée où les usagers peuvent apporter certains objets ou déchets qui ne sont pas collectés dans le circuit de ramassage ordinaire des déchets ménagers, du fait de leur encombrement, de leur quantité ou de leur nature. Leur liste est précisée à l'article 2.5 du présent règlement.

Les usagers peuvent également déposer des objets et des matériaux en bon état qui pourront être réemployés. Ils peuvent en outre venir y chercher du compost à certaines périodes de l'année.

Ces objets ou ces déchets doivent être triés avant l'arrivée en déchèterie pour faciliter l'orientation des usagers vers les contenants et/ou locaux dédiés et permettre leur valorisation maximale. Les panneaux de signalisation sur site et les indications de l'agent de déchèterie doivent être respectés.

Les déchets sont soit recyclés ou valorisés dans les filières adaptées, soit éliminés dans les installations autorisées à les recevoir.

La déchèterie permet :

- d'offrir un service de proximité pour gérer, de manière optimale, les déchets non pris en charge par les collectes en porte-à-porte ou en apport volontaire, dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité ;
- de favoriser au maximum le recyclage et la valorisation des déchets, dans les meilleures conditions techniques et économiques existantes, tout en préservant les ressources naturelles ;
- de protéger l'environnement et prévenir les risques de pollution dus aux dépôts sauvages et aux déchets ménagers spéciaux ;
- de développer et d'accompagner les réflexes de tri, d'informer sur le recyclage et la valorisation des déchets collectés et de sensibiliser l'ensemble de la population aux questions de respect et de préservation de l'environnement ;
- d'encourager la réduction des déchets en déposant au local réemploi les objets ou matériaux en bon état et encore utilisables, afin de leur donner une seconde vie, et de contribuer ainsi à la mise en œuvre du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) de la MEL.

La MEL donne la priorité à la prévention des déchets, qui est un ensemble de mesures et d'actions visant à réduire la masse, le volume et la nocivité des déchets produits. Elle est régie par la directive cadre européenne 2008/98/CE transposée par l'ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 et la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

La prévention doit intervenir préalablement au geste du tri, que ce soit sur le plan de la consommation responsable, de la réparation, ou de la fin de vie du produit (réutilisation, réemploi, don, valorisation locale).

Adopté en 2023 pour la période 2023-2029, le PLPDMA vise à réduire de 15 % les quantités de déchets produits sur le territoire métropolitain en 2030 par rapport à l'année 2010, en accompagnant le changement de comportement des métropolitains. Il est consultable sur le site internet de la MEL (www.lillemetropole.fr).

En application de ce principe, les usagers sont invités à :

- réparer ou faire réparer leurs objets avant d'envisager de les jeter ;
- donner, vendre, échanger ou prêter, s'il agit d'un objet et/ou matériau en bon état qui peut encore servir ;
- reconsidérer leurs déchets de jardin comme des ressources pour l'embellir et le préserver : passer à la tonte « mulching » en laissant sur place l'herbe finement coupée pour apporter au sol les éléments nutritifs, utiliser les feuilles mortes, broyats de branches ou tontes de pelouse comme paillage au pied des massifs pour protéger les sols contre le gel et la sécheresse, …

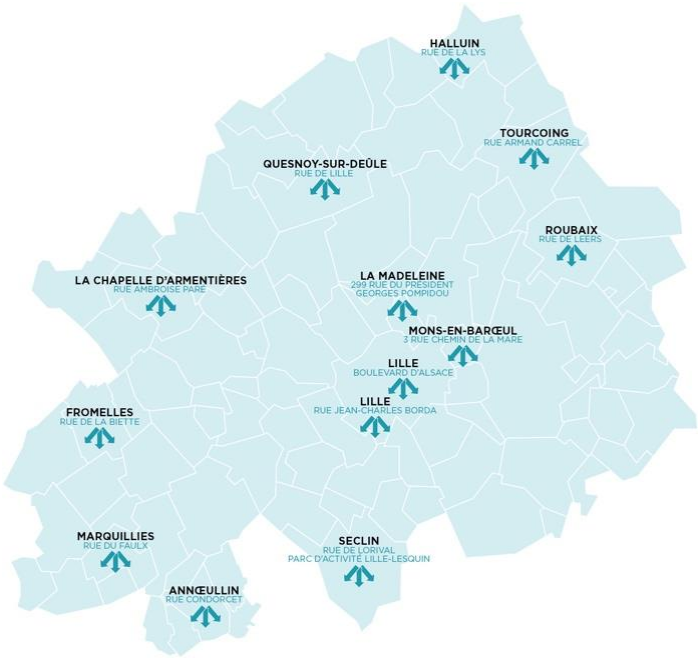
Par ailleurs, les déchèteries disposent de locaux réemploi où il est possible de déposer les objets et matériaux en bon état afin de leur donner une seconde vie. Ils seront récupérés par des entités favorisant l'insertion professionnelle de personnes sans emploi, puis revendus à petit prix dans des ressourceries ou des recycleries.

Les locaux sont placés sous la surveillance des agents des déchèteries et des entreprises d'insertion partenaires. Les usagers peuvent donc y déposer les objets en suivant leurs consignes.

Chapitre 2 : Organisation de la déchèterie

Article 2.1 Localisation

La localisation des déchèteries est également consultable sur le site www.lillemetropole.fr



Carte en date du 21/03/2024

Article 2.2 Jours et heures d'ouverture

Les sites sont ouverts au public tous les jours de l'année, hormis les 1er janvier, 1er mai, et 25 décembre.
Les horaires d'ouverture et de fermeture sont fixés en fonction des saisons.
Toute modification fera l'objet d'une information des usagers sur le site de la MEL, ainsi qu'à l'entrée des déchèteries concernées.

2.2.1 Période du 1er novembre au 31 mars : hiver

Pour les particuliers et les associations	Pour les services techniques des villes	Pour les professionnels et les administrations
Du lundi au samedi de 7h30 à 18h00 y compris les jours fériés Le dimanche de 8h00 à 13h00 y compris les jours fériés	Du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00	Du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00

2.2.2 Période du 1er avril au 31 octobre : été

Pour les particuliers et les associations	Pour les services techniques des villes	Pour les professionnels et les administrations
Du lundi au samedi de 7h30 à 19h00 y compris les jours fériés Le dimanche de 8h00 à 13h00	Du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00	Du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00

y compris les jours fériés		

En dehors des heures d'ouverture, l'accès aux déchèteries est formellement interdit.

En cas de conditions météorologiques défavorables ou dans toute autre situation l'exigeant (travaux, sécurité des usagers…), la MEL se réserve le droit de fermer ses installations sans préavis. Une information de fermeture est alors affichée à l'entrée du site et sur le site internet de la MEL.

Article 2.3 Affichage

Le présent règlement est affiché à l'extérieur des locaux d'accueil de façon à être facilement accessible et lisible pour l'ensemble des usagers du service.

Les heures et les jours d'ouverture, ainsi que la liste des flux acceptés et leur éventuelle tarification sont affichés à l'entrée des déchèteries.

Le règlement est accessible et consultable par les usagers sur le site internet de la MEL ou sur demande auprès de l'agent d'accueil.

Une signalétique permanente informe et oriente les usagers vers les locaux/contenants/bennes de dépôt des flux en fonction de leur nature.

Article 2.4 Conditions d'accès

Les déchèteries sont équipées de dispositifs (types guérites ou barrières) avec présence d'un agent d'accueil permettant de réguler l'entrée sur les sites. La présentation de la carte est obligatoire quelle que soit la catégorie d'usagers, à l'exception des services techniques des villes membres de la MEL.

Chaque usager fait donc l'objet d'un contrôle, à son arrivée, afin :

- d'identifier la nature et la quantité des flux à déposer ;
- d'être orienté vers les locaux et/ou contenants adéquats ;
- d'effectuer des statistiques sur les dépôts effectués et la fréquentation pour améliorer et adapter au mieux le service aux besoins des habitants.

L'accès est interdit si l'usager n'a pas de déchets à déposer sauf accord préalable de la MEL (hors évènements organisés par la MEL, récupération de compost ou film amiante…).

2.4.1 Catégories d'usagers

L'accès aux déchèteries métropolitaines est limité aux :

PARTICULIERS	**Résidents** sur le territoire de la MEL
	Habitants de la CCPC (Communauté de communes de Pévèle Carembault) ayant conventionné avec la MEL pour les communes de Herrin, Gondecourt, Chemy, Camphin-en-Carembault, Phalempin, Attiches, Avelin, Ennevelin Avec accès **uniquement aux déchèteries fixes d'Annœullin et de Seclin**
	Habitants en dehors du territoire de la MEL (et dont la commune de résidence n'a pas conventionné avec la MEL) Sous réserve de paiement immédiat.
PROFESSIONNELS	**Implantés sur le territoire de la MEL** (artisans, auto entrepreneurs, CESU…) Sous réserve de paiement immédiat.
ADMINISTRATIONS ET ASSOCIATIONS	Associations assujetties aux impôts commerciaux
	Associations non assujetties aux impôts commerciaux
	Administrations (établissements publics…)
SERVICES TECHNIQUES DES VILLES DE LA MEL	
SERVICES TECHNIQUES DE LA MEL	

L'accès aux déchèteries est interdit à toute personne ne faisant pas partie de l'une de ces catégories, ainsi qu'à toute personne souhaitant déposer des déchets non conformes aux caractéristiques énoncées à l'article 2.5.

2.4.2 Procédures d'obtention de la carte d'accès

2.4.2.1 Généralités

Pour obtenir le formulaire de demande de carte, les usagers peuvent :

- faire une demande, en ligne, en se connectant sur le site www.lillemetropole.fr ;
- l'obtenir, au format papier, sur les sites des déchèteries fixes, auprès de l'agent d'accueil ;
- à défaut, contacter la direction des Déchets Ménagers de la MEL (par téléphone au 0 800 711 771 ou par mail à : contact-dechets@lillemetropole.fr)

En fonction des catégories d'usagers, les éléments suivants sont demandés :

PARTICULIERS	Formulaire complété, accompagné d'un justificatif de domiciliation dans la Métropole, datant de moins de six mois (factures, quittance…).
PROFESSIONNELS Implantés sur le territoire de la MEL	Formulaire complété, accompagné d'une fiche INSEE récapitulant les activités et le numéro de SIRET.
ADMINISTRATIONS ET ASSOCIATIONS	Formulaire complété, accompagné d'une fiche INSEE récapitulant les activités et le numéro de SIRET, des statuts de l'association

Les usagers s'engagent sur la véracité des renseignements fournis et complétés par leurs soins sur le formulaire de demande de carte. La MEL se réserve le droit de contrôler l'exactitude des informations y figurant.

Cette carte d'accès est gratuite, non cessible et valable sur l'ensemble du réseau métropolitain de déchèteries fixes et mobiles. Le visuel des différentes cartes d'accès est en annexe 4.

Elle est adressée, par courrier, au demandeur.

Il est rappelé **qu'une seule carte est délivrée par foyer**, et qu'elle engage la responsabilité du demandeur. Les professionnels, administrations et associations qui en font la demande peuvent posséder plusieurs cartes, reliées à un même compte utilisateur.

En cas de perte, de vol ou de détérioration, le propriétaire de la carte en informe la MEL pour la désactiver et obtenir son remplacement selon les modalités reprises ci-avant. Le remplacement est gratuit, pour un maximum de deux cartes par an.

2.4.2.2 Validité

La carte est valide sans limite de date.

La MEL se réserve le droit de réitérer sa demande de justificatif de domicile.

Les particuliers doivent signaler tout déménagement pour procéder à la mise à jour de leur carte d'accès aux déchèteries. En cas de déménagement en dehors du territoire de la MEL ou des territoires conventionnés, la carte est désactivée.

2.4.2.3 Cas exceptionnel : dépôt sans carte d'accès

La MEL peut accorder, à titre exceptionnel et sous conditions, la possibilité de déposer gratuitement des déchets dans les déchèteries fixes : aux particuliers ou aux associations non assujetties aux impôts commerciaux, dans des situations particulières comme les vidages d'habitation suite à un décès, un placement en EHPAD…

Dans ces cas exceptionnels, les usagers ont obligation de se rapprocher de la MEL au préalable soit, par téléphone au 0 800 711 771, soit par mail à : contact-dechets@lillemetropole.fr

La dérogation doit être demandée au minimum 5 jours ouvrés avant la date de dépôt.

Les autorisations sont remises au plus tard dans un délai de 48 heures ouvrées.
Elles sont nominatives et mentionnent notamment :

- les véhicules concernés ;
- le lien de parenté (enfant, neveux/nièces, oncle/tante, cousin.e) ;
- l'avis de décès ou de placement en EHPAD ;
- la déchèterie concernée ;
- le début et la fin de validité de ladite dérogation.

L'autorisation sera limitée à une durée maximale d'1 mois.
Elle est à présenter, accompagnée d'une pièce d'identité, lors du passage.

Aucune dérogation ne peut être délivrée pour certains déchets (pneus, amiante…), leur dépôt n'étant pas autorisé sans carte d'accès.

2.4.2.4 Protection des données à caractère personnel

La MEL (2, boulevard des Cités Unies CS 70043 59040 Lille Cedex) met en place un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité la délivrance et la gestion de badges pour l'accès aux déchèteries de la MEL sur la base de l'article 6.1.e (exécution d'une mission d'intérêt public) du Règlement Général de Protection des Données 2016/679 (RGPD).

Conformément aux dispositions du RGPD et de de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez exercer votre droit d'accès, de rectification, d'opposition et d'effacement des données vous concernant, de définir des directives relatives au sort de celles-ci après votre décès et de limitation du traitement , en vous adressant au Délégué à la Protection des Données que la MEL a désigné : Protectdonneesperso@lillemetropole.fr .

Les destinataires habilités à recevoir communication des données à caractère personnel sont :

* la Direction Déchets ménagers de la MEL ;
* la Direction Relation avec les usagers, citoyenneté, jeunesse de la MEL ;
* la Direction des Systèmes d'Information et de Communication de la MEL ;
* le prestataire chargé de la solution de gestion des accès aux déchèteries, déchèteries mobiles ;
* les prestataires chargés de l'exploitation des déchèteries fixes et mobiles.

Les données sont conservées le temps de la durée de validité de la carte d'accès, les copies des pièces justificatives six mois après l'enregistrement de la demande de carte d'accès.

Les cartes non utilisées pendant sept années consécutives sont désactivées et leurs données supprimées ou anonymisées.

Les personnes concernées sont en droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), autorité de contrôle.

2.4.3 Accès des véhicules et des piétons

L'accès aux déchèteries est autorisé aux piétons (toutefois, l'agent d'accueil peut refuser l'accès à un piéton s'il est descendu de son véhicule avec ses déchets car il a refusé de patienter dans la file d'attente), ainsi qu'aux véhicules suivants (défini à l'article R311-1 du Code de la Route) :
- les vélos ;
- les deux roues motorisés ;
- les véhicules légers (avec ou sans remorque) ;
- les véhicules de type utilitaire dont la capacité est inférieure ou égale **à 12m^3 et d'un PTAC < 3,5 tonnes.**

Toute entrée est interdite aux véhicules de plus de 3,5 tonnes.

Sans autorisation spécifique ou conventionnement avec la MEL, tout véhicule logoté et/ou tout véhicule aménagé sera considéré comme professionnel et sera soumis aux conditions qui s'imposent à cette catégorie d'usagers.

2.4.4 Conditions de circulation sur site

La circulation sur les sites est réglementée par le Code de la Route et le présent règlement.

Dans ce cadre, l'ensemble des indications données par les agents de déchèterie doivent être respectées. Il est demandé de rouler au pas, de se stationner de façon à faciliter la circulation des autres véhicules sur le site et de ne pas gêner les zones de déchargement.

Article 2.5 Flux acceptés et réglementés

La MEL a défini les catégories de flux autorisés en déchèteries.

La liste de déchets qui en découle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation et de la création des nouvelles filières de collecte et de traitement.

La liste des déchets admis et refusés n'est donc pas exhaustive.

Les dépôts des déchets acceptés doivent respecter les consignes de tri indiquées dans ce règlement.

2.5.1 Le Réemploi

Peuvent être déposés dans le local « réemploi » tous les objets ou matériaux usuels de la maison s'ils sont complets, fonctionnels et en bon état (quelle que soit leur composition) :
- Éléments d'ameublement (mobilier d'intérieur et d'extérieur, cadres de lits, sommiers et matelas…) ;
- Articles de sports et loisirs (sauf les casques, non repris pour des raisons de sécurité) ;
- Équipements électriques, électroniques et numériques (avec leurs câbles, batteries et chargeurs) ;
- Articles de bricolage et jardin ;

- Jeux et jouets ;
- Produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment ;
- Éléments de décoration (bibelots, cadres…) ;
- Vaisselle et ustensiles de cuisine ;
- Objets culturels (livres, CD, DVD, vinyles, jeux vidéo, instruments de musique…) ;
- Bagagerie et maroquinerie (sacs, valises, parapluies…) ;
- Matériels de puériculture (petite enfance) (les sièges-auto pour enfants avec ceintures ne sont pas repris pour des raisons de sécurité) ;
- Aides techniques médicales (fauteuils roulants, déambulateurs, cannes, béquilles…) ;
- Objets pour animaux.

Ne sont pas repris :
- Gros appareils électroménagers froid et hors-froid, qui doivent être placés dans d'autres bennes prévues à cet effet et feront également l'objet de réemploi ;
- Vêtements, linge de maison et chaussures, qui doivent être déposés dans les bornes prévues à cet effet et feront également l'objet de réemploi.

2.5.2 Les déchets acceptés

Sont acceptés les déchets suivants :

- les métaux et la ferraille (tuyaux, panneaux, grillages…) ;
- les papiers (magazines, papier de bureaux…) ;
- les cartons propres et vides uniquement ;
- les gravats et autres matériaux inertes (béton, béton cellulaire, tuiles, pavés, cailloux, pierres, graviers, briques, parpaings, carrelage, faïence, sanitaires, torchis, terre, argile…) ;
- les végétaux et les déchets verts naturels (feuilles, gazon, branches …) ;
- le bois (porte, fenêtre, palette, lambris, lattes, souches, rondins…) ;
- le verre ;
- le plâtre (carreaux, plaques, cloisons…) ;
- les déchets encombrants ou volumineux comme le polystyrène, les revêtements de sols et muraux, PVC et autres plastiques, isolants, laines de verre…) ;
- les éléments d'ameublement DEA (mobilier intérieur et extérieur...) y compris les rembourrés (chaises…), accessoire de literie (couettes, oreillers, sac de couchage…) et la décoration textile (tapis, stores, rideaux…) ;
- les équipements électriques et électroniques DEEE
  - Le Gros Électroménager Froid (GEM F) : réfrigérateur, congélateur, climatiseur...
  - Le Gros Électroménager Hors Froid (GEM HF) : cuisinière, four, hotte aspirante, chauffe-eau, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge…
  - Les Petits Appareils en Mélange (PAM) : appareils de cuisine, micro-onde bureautique / informatique, entretien / ménage, vidéo, audio, jardinerie…
  - Les écrans (ECR) : télévision, ordinateur, minitel…
- les ampoules et tubes néons ;
- les huiles minérales et lubrifiants avec contenants (vidange des moteurs) ;
- les piles et les accumulateurs portatifs ;
- les batteries automobiles ;
- les huiles végétales avec contenants (friture) ;
- les textiles, les chaussures quel que soit leur état (troués, déchirés…) (TLC) ;
- les articles de sport et de loisirs y compris leurs accessoires (sport de raquette, de glisse,

de ballon, loisirs extérieur, fitness, musculation…) et les vêtements/chaussures dédiés exclusivement à une pratique sportive (combinaison de plongée, patins à glace…) (ASL) ;
- les articles de bricolage et de jardin (électriques, thermiques, outillage à mains, aménagement du jardin…) (ABJ) ;
- les pneumatiques (type VL uniquement) ;
- les déchets diffus spécifiques (DDS) :
  - les peintures, vernis, teintures ;
  - les acides (sulfurique, chlorhydrique, etc.) ;
  - les bases (soude, ammoniaque, etc.) ;
  - les colles, résines, mastic ;
  - les diluants, détergents, détachants, solvants (essence de térébenthine, white-spirit, alcool à brûler...) ;
  - les produits de traitement du bois (imperméabilisants, insecticides, fongicides, décapants, cires, vitrificateurs, etc.) ;
  - les produits de traitement des métaux (dorure, antirouille...)
  - les produits mercuriels (thermomètre à mercure....) ;
  - les produits phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides, engrais...) ;
  - l'outillage du peintre souillé – accessoires nécessaires à l'application de la peinture (pinceaux, rouleaux, manchons, couteaux, camions/bacs à peinture, recharge et grilles…) ;
- les jouets ;
- les radiographies argentiques sans les enveloppes ;
- les cartouches d'encre ;
- les extincteurs ;
- les bouteilles de gaz identifiables et les cartouches uniquement si vides et percées dans les conditions et limites reprises en annexe ;
- les déchets à base d'amiante lié sous conditions spécifiques (reprises en annexe 5) **:** plaques, tôles, tuyaux filmés (interdiction de casser les plaques sur la déchèterie). Des rouleaux de films plastiques sont disponibles à l'accueil de chaque déchèterie ;
- les Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux DASRI : ne concernent que les patients en auto-traitement, (ex : les lancettes, les aiguilles à stylo, les seringues d'insuline ou de glucagon, les cathéters et tout autre objet piquant coupant ou tranchant). Ces déchets doivent être conditionnés dans des boîtes hermétiques, homologuées et gratuites comme stipulés à l'article R.1335-5 de l'arrêté du 26 décembre 2004 du Code de la santé publique et de l'arrêté ministériel d'août 2011 qui précise les pathologies concernées.

Cette liste s'applique aux particuliers sans restriction.

Les autres catégories d'usagers se voient appliquer des interdictions et/ou limites telles que reprises à l'article ci-après.

Outre le dépôt en déchèterie, d'autres lieux de dépôt gratuit de ces déchets sont possibles et sont repris en annexe 2.

Pour certaines catégories de déchets, l'usager se renseignera préalablement sur l'effectivité de la collecte dans la déchèterie où il souhaite se rendre :
- Collecte des ASL et ABJ thermiques dans les déchèteries de Lille Alsace, Seclin et Halluin. Le déploiement de ces collectes aux autres déchèteries sera progressif. Le site internet de la MEL sera mis à jour au fur et à mesure de ce déploiement.
- Collecte des DASRI, uniquement, dans les déchèteries suivantes : Halluin, La Chapelle

d'Armentières, La Madeleine, Tourcoing, Lille Borda, Marquillies, Mons en Baroeul, Quesnoy sur Deûle, Roubaix et Seclin. Les DASRI sont repris gratuitement en pharmacies.

2.5.3 Les déchets interdits/limités pour certaines catégories d'usagers

Pour les professionnels et associations assujetties aux impôts commerciaux, les déchets suivants sont interdits :
- l'amiante ;
- toutes les bouteilles de gaz (dont les bouteilles de protoxydes d'azote) ;
- les déchets diffus spécifiques (DDS) ;
- les pneus ;
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ;
- les articles de sport et de loisirs (ASL) ;
- les articles de bricolage et de jardin thermiques (ABJ TH) ;
- les équipements électriques et électroniques professionnels (DEEE) ;
- les huiles de fritures.

Les informations relatives aux filières disponibles pour les déchets refusés sont reprises en annexe 3 et peuvent être demandées à l'agent d'accueil. Elles figurent également sur le site internet de la MEL.

Pour les services techniques des villes, les déchets suivants sont interdits ou limités :
- les bouteilles de gaz dont les protoxydes d'azote : interdites sauf filière REP ;
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) : interdits ;
- les déchets diffus spécifiques (DDS) : limite de 30L par passage ;
- les pneus : limite de 20 pneus par passage.

Pour les particuliers et les associations non assujetties aux impôts commerciaux, les catégories de déchet suivant sont limitées en nombre par passage :
- les pneus : 4 pneus par passage ;
- les DDS : caisse de 30 litres par passage ;
- les bouteilles des gaz (selon liste en annexe 6) : 2 bouteilles par passage.

Au-delà, un nouveau passage est décompté.

2.5.4. Les déchets interdits pour toutes les catégories d'usagers

La liste suivante n'est pas exhaustive et susceptible d'évoluer :

- les sacs opaques et fermés ;
- les ordures ménagères non recyclables (à déposer dans le bac de collecte des ordures ménagères résiduelles). La collecte est organisée en porte-à-porte ou en apport volontaire par la MEL ;
- les médicaments non utilisés (MNU) : à déposer en pharmacies ;
- les cadavres d'animaux : les vétérinaires et équarrissages en sont les filières d'élimination (art. L.226-2 du Code rural) ;
- les produits radioactifs ;
- l'amiante en vrac non lié ;
- le mercure ;
- les déchets industriels spéciaux ;

- les déchets électriques et électroniques médicaux ;
- les bouteilles de gaz professionnelles et d'acétylène ;
- les engins explosifs, les armes et munitions ;
- les véhicules hors d'usage (VHU) et éléments de carrosserie ;
- les traverses de chemins de fer ;
- le carburant.

Article 2.6 Limitation des apports et tarification

2.6.1 Limitation des apports et nombre de passage en déchèterie

La carte d'accès est créditée au 1er janvier de chaque année d'un nombre de passages utilisables sur l'année civile et non cumulables d'une année à l'autre. Si au cours de l'année le nombre de passages crédités est épuisé, alors l'accès devient payant.

À chaque utilisation de la carte d'accès, les heures de passages, le nom de l'utilisateur, ainsi que la nature des déchets sont enregistrés.

Les fichiers informatiques qui en découlent permettent à la MEL ou à son exploitant de contrôler le seuil des passages par an et ainsi de rechercher d'éventuelles utilisations frauduleuses des équipements.

Le nombre de passage est proratisé en fonction de la date à laquelle la carte est remise à l'usager.
Ex : Remise le 01er juin : 7/12 de x nombre de passages.

Catégorie d'usagers	Nombre de passages
PARTICULIERS	**36 passages gratuits par an pour les piétons, vélos, 2 roues et véhicules légers sans remorque**. À partir du 37e passage, l'entrée devient payante (pour les flux soumis à tarification). ou **18 passages gratuits par an pour les véhicules légers avec remorque et les utilitaires**. À partir du 19e passage, l'entrée devient payante (pour les flux soumis à tarification). Le paiement doit être effectué par carte bancaire uniquement.
PARTICULIERS HORS MEL	Les apports de cette catégorie d'usagers sont facturés dès le premier passage pour les flux soumis à tarification.
PROFESSIONNELS MEL	Les apports de cette catégorie d'usagers sont facturés dès le premier passage et limités à 18 passages par an. Au-delà, l'accès est interdit aux professionnels pour les

	flux soumis à tarification (et en dehors des filières REP identifiées). Les professionnels peuvent accéder au maximum 2 fois par jour sur l'ensemble des déchèteries. Le paiement doit être effectué par carte bancaire uniquement. ***Cas particulier : Pour les professionnels chèque CESU :*** Les apports sont gratuits pour les professionnels payés en chèque CESU et chargés d'apports en déchèterie pour le compte de particuliers de la MEL. Le professionnel doit présenter la carte du mandataire et une autorisation signée du mandataire. Le passage en déchèterie est débité de la carte du mandataire
ASSOCIATION ASSUJETTIES AUX IMPÔTS COMMERCIAUX	Le fonctionnement est similaire aux professionnels.
ASSOCIATIONS NON-ASSUJETTIES AUX IMPÔTS COMMERCIAUX	Le fonctionnement est similaire aux particuliers MEL.
ADMINISTRATIONS	Les apports en déchèteries sont facturés dès le premier passage. Il n'y a pas de quota mais les entrées sont soumises à la validation de la MEL. La refacturation se fait annuellement par émission d'un titre de recette
SERVICES TECHNIQUES DES VILLES	Il n'y a pas de quota, mais les entrées sont soumises à la validation de la MEL, notamment pour ne pas saturer les déchèteries. Il est demandé aux villes de privilégier la mise en place de bennes dans leurs Centres Techniques Municipaux (CTM ou autre) en cas de gros volume récurrent. L'entrée se fait sans carte, mais avec un code d'entrée remis par la MEL.
SERVICES TECHNIQUES DE LA MEL	Les véhicules des services de la Métropole accèdent gratuitement et de façon illimitée aux déchèteries.

2.6.2 Tarification

Le dépôt en déchèterie est gratuit pour un grand nombre de flux (réemploi, carton, métal), notamment quand ils sont pris en charge par certaines filières REP (responsabilité élargie des producteurs) tels que l'ameublement, les textiles….
La liste des flux, sous contrat REP, dont le dépôt est gratuit, est repris en annexe 1.

Les retraits de film de conditionnement pour l'amiante et de compost sont également gratuits.

Toutefois, le dépôt de certains déchets fait l'objet d'une tarification en fonction de la catégorie d'usagers, de la typologie des véhicules, du nombre de passage et du volume.

Les tarifs sont consultables sur le site www.lillemetropole.fr et sur les panneaux d'informations à l'entrée de chaque déchèterie et repris ci-dessous.

Catégorie de flux soumis à tarification

Flux	Gratuit pour les Particuliers	Payant pour les particuliers	Payant pour les professionnels
Déchets verts	x	Dépassement du nombre de passages autorisés	Dès le 1er passage
Tout venant / Incinérable	x	Dépassement du nombre de passages autorisés	Dès le 1er passage
Bois (non pris en charge par les filières REP)	x	Dépassement du nombre de passages autorisés	Dès le 1er passage

La liste des flux, sous convention REP et gratuits, est reprise en annexe 1.

Catégorie de véhicules soumis à tarification

<table>
<tr><th>Usagers/ types de véhicules</th><th>Déchets acceptés</th><th colspan="2">Tarifs par passage</th></tr>
<tr><td colspan="4">Particuliers MEL</td></tr>
<tr><td>Véhicule léger sans remorque + Vélo + Piétons +
2 roues
  </td><td rowspan="4">Triés</td><td>36 passages gratuits
1 apport = 1 passage déduit des 36 annuels</td><td>Payant à partir du 37e passage
Tarif : Ce tarif, fixé chaque année par délibération du Conseil Métropolitain, figure sur le site internet de la MEL.</td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Utilitaire jusqu'à 12 m3
 
Véhicule léger avec remorque</td><td>18 passages gratuits
1 apport =1 passage</td><td>Payant à partir du 19e passage
Tarif : Ce tarif, fixé chaque année par délibération du Conseil Métropolitain, figure sur le site internet de la MEL</td></tr>
</table>

			
Associations à but non lucratif, particuliers hors MEL et administrations et associations non assujetties aux impôts commerciaux			
Pour tout type de véhicule	Triés	Payant à partir du 1er passage Tarif : il est fixé chaque année par délibération du conseil métropolitain et figure sur le site internet de la MEL	
Professionnels, associations assujetties aux impôts commerciaux			
Pour tout type de véhicule	Triés	Payant à partir du 1er passage Dans la limite de 18 passages par an	
Services techniques des Villes et services de la MEL			
Pour tout type de véhicule	Triés	Gratuit dans la limite des déchets autorisés	

Article 2.7 Service de retrait en déchèterie

La MEL donne la possibilité aux particuliers de son territoire de retirer en déchèterie du compost issu de son Centre de Valorisation Organique ou du film de protection pour la collecte de l'amiante.

2.7.1 Modalités de retrait du compost pour les particuliers de la MEL

Du compost peut être retiré sur l'ensemble des déchèteries fixes de la MEL, ainsi que sur la déchèterie mobile de Wattrelos selon l'approvisionnement et la disponibilité.

Le retrait du compost n'est pas conditionné à un apport quelconque en déchèterie.

Un particulier peut retirer du compost conditionné en sac dans la limite d'un sac par an et par foyer. Le retrait en benne ou remorque se fait sans limite de volume.

2.7.2 Modalités du retrait de film de conditionnement pour l'amiante pour les particuliers MEL

Les usagers doivent venir en amont de leur dépôt, dans la déchèterie de leur choix pour retirer un film de conditionnement de l'amiante.

Chaque retrait de film est tracé sur un registre de suivi avec signature de l'usager.

L'amiante devra être déposé et empaqueté proprement et hermétiquement pour être accepté.

Chapitre 3 : Agents de déchèterie

Article 3.1 Rôle et comportement des agents

Les agents de déchèterie doivent faire appliquer et respecter le règlement. Leur rôle est d'accueillir, d'orienter, d'informer, de sensibiliser et d'aider les usagers.

Ils doivent ainsi :

- faire preuve d'un comportement exemplaire avec les usagers ;
- contrôler la validité de la carte d'accès à la déchèterie ;
- orienter les usagers vers les bennes et lieux de dépôts adaptés. *(Rappeler si nécessaire aux usagers qu'il est obligatoire de déposer au local réemploi les objets ou matériaux en bon état et encore utilisables, et qu'il est interdit de détériorer de tels objets dans l'enceinte de la déchèterie.)* ;
- accompagner l'usager jusqu'au local réemploi et garder le local réemploi fermé à clé quand il n'est pas utilisé ;
- aider, à titre exceptionnel, au déchargement des déchets pré-triés des usagers sans se mettre eux-mêmes en danger ;
- faire respecter les règles de sûreté, d'hygiène et de sécurité par les usagers ;
- refuser si nécessaire, les déchets non admissibles, conformément aux dispositions de l'article 2.5, et informer le cas échéant des autres lieux de dépôts adéquats ;
- identifier, quantifier et enregistrer tous les passages des usagers ;
- enregistrer les plaintes et les réclamations des usagers et informer la MEL de toute infraction au règlement ;
- rectifier les erreurs de tri, notamment en défaveur du réemploi, sans se mettre eux-mêmes en danger.

Les obligations faites aux agents au titre de l'exploitation de la déchèterie sont les suivantes :
- ouvrir et fermer, sécuriser le site de la déchèterie ;
- sensibiliser l'usager à la prévention et au tri ;
- s'assurer du vidage régulier pour éviter la saturation des bennes ou contenants ;
- réceptionner, différencier et stocker les déchets dangereux spéciaux ;
- éviter toute pollution accidentelle.

Article 3.2 Interdictions

Il est strictement interdit aux agents de déchèteries de/d' :
- travailler sans porter leurs EPI (Équipements de Protection Individuelle) ;
- fumer sur les sites ;
- introduire ou consommer des boissons alcoolisées et/ou des produits stupéfiants ;
- pratiquer le chiffonnage ou recevoir des pourboires ;

Tout agent récupérant des déchets à des fins personnelles ou aidant d'autres personnes à en récupérer est susceptible de sanctions disciplinaires et de poursuites pénales ;
- autoriser les usagers à récupérer des objets ou matériaux déposés au local réemploi ;
- descendre dans les bennes présentes sur le site afin de respecter les règles de sécurité et de prévention des risques.

Chapitre 4 : Usagers de la déchèterie

Article 4.1 Rôle et comportement des usagers

Les usagers ont l'obligation de prendre connaissance du règlement et de le respecter.
Il est recommandé de porter une tenue appropriée, afin de prévenir les risques et pour effectuer en toute sécurité le déchargement des déchets.

L'usager est civilement responsable des dommages et dégradations qu'il cause aux biens et aux personnes dans l'enceinte et aux abords de la déchèterie.
La MEL décline toute responsabilité en cas d'incident et d'accident.

Le déchargement de déchets dans les bennes se fait aux risques et périls des usagers.

L'usager est seul responsable des pertes et vols de matériels lui appartenant à l'intérieur des déchèteries.

L'usager doit :

- se renseigner sur les conditions d'accès et de dépôt ;
- se présenter à l'agent et respecter les contrôles et conditions d'accès ;
- avoir un comportement courtois et respectueux envers l'agent de déchèterie et les autres usagers ;
- trier ses déchets avant de les déposer dans les contenants mis à sa disposition (bennes, conteneurs, plateforme) ;
- déposer obligatoirement au local réemploi tout objet ou matériaux pouvant faire l'objet d'une réutilisation ;
- quitter le site après le déchargement de ses déchets pour éviter l'encombrement des voies d'accès et du site ;
- respecter le Code de la Route et la signalétique sur le site ;
- se conformer aux consignes de sécurité ;
- manœuvrer avec prudence ;
- respecter le matériel et les infrastructures du site ;
- s'assurer de la validité de sa carte et des informations contenues ;
- en cas de saturation des bennes ou contenants, s'adresser à l'agent d'accueil de la déchèterie afin de connaître la démarche à suivre.

Tout usager qui refuse de trier ses déchets pourra se voir interdire l'accès aux déchèteries.

Une attention particulière sera portée aux risques de chute depuis le quai de déchargement sur le haut du quai. Il est impératif de respecter la file d'attente, les garde-corps et de ne pas les escalader.

Article 4.2 Interdictions

Il est strictement interdit aux usagers :

- de s'introduire dans la déchèterie en dehors des horaires d'ouverture ;
- de constituer un dépôt sauvage ;
- de s'introduire dans les contenants de déchets, de descendre dans les bennes et de pénétrer dans le local de stockage des déchets dangereux et tout autre local (réemploi, ASL…) ;
- de menacer ou de violenter toute personne présente sur le site ;
- de se livrer à tout chiffonnage ou de donner un quelconque pourboire à un agent de déchèterie ou aux autres usagers ;
- de fumer sur le site, consommer des boissons alcoolisées et/ou des produits illicites,
- de pénétrer dans le local du personnel, sauf en cas de nécessité absolue et en lien avec les agents de déchèterie ;
- de circuler sur le haut de quai avec des enfants de moins de 10 ans ;
- de circuler avec des animaux, même tenus en laisse.

Article 4.3 Sanctions

Tout contrevenant au présent règlement sera poursuivi conformément aux lois en vigueur.

La MEL se réserve le droit d'interdire l'accès à la déchèterie, de suspendre la carte (durée de 1 à 6 mois en fonction de la gravité des faits) et, le cas échéant, d'entamer des poursuites pénales.

Sont considérées comme des infractions au présent règlement-:

- tout apport de déchets interdits ;
- toute détérioration sur le site de la déchèterie d'objets ou de matériaux aptes au réemploi ;
- toute action de chiffonnage dans les conteneurs situés à l'intérieur des déchèteries ;
- toute action qui, d'une manière générale, entrave le bon fonctionnement de la déchèterie ;
- toute intrusion dans la déchèterie en dehors des horaires d'ouverture (violation de propriété privée) ;
- tout dépôt sauvage de déchets devant ou aux abords du portail d'entrée ;
- toute action de dégradation ou de vandalisme effectuée sur le site ;
- toute violence, qu'elle soit verbale ou physique, vis-à-vis des agents d'accueil, d'autres usagers ou de toute autre personne présente sur le site.

Cette liste n'est pas limitative.
L'usager récidiviste se verra interdire l'accès aux déchèteries métropolitaines.

Tous les frais engagés par la MEL pour l'élimination des déchets abandonnés ou déposés contrairement au présent règlement seront intégralement récupérés auprès du contrevenant sans préjudice de poursuites éventuelles.
Il est rappelé que le dépôt à l'extérieur de la déchèterie est considéré comme un dépôt sauvage sanctionné par l'article R. 635-8 du code pénal.

Article 4.4 Vidéo protection

Afin d'assurer la sécurité des agents, des usagers et des biens, les déchèteries métropolitaines sont placées sous vidéo protection.
Le système de vidéo protection est soumis aux dispositions règlementaires de l'article L.251-2 du code de la sécurité intérieure.
Toute personne peut demander à la direction des Déchets Ménagers de la MEL par écrit (par mail à contact-dechets@lillemetropole.fr ou par courrier), un accès aux enregistrements la concernant.

PARTIE 2 – Les déchèteries mobiles

Les déchèteries mobiles complètent le maillage des déchèteries fixes pour optimiser le service rendu aux usagers. Elles permettent de collecter des déchets encombrants, DDS, DEEE, déchets verts…à proximité de leurs lieux de production.

Les bennes sont implantées sur des terrains accessibles, proposés par les communes, en accord avec la MEL (carte disponible sur le site internet de la MEL).

Les usagers de la MEL accèdent à ce service sur présentation obligatoire de la carte.

Article 1 Rôle de la déchèterie

Le fonctionnement de la déchèterie mobile répond principalement aux objectifs suivants :

- permettre aux usagers d'apporter leurs déchets volumineux sur des points d'accueil afin qu'ils soient traités dans des conditions satisfaisantes en vue de leur valorisation ;
- compléter l'offre de service de proximité proposée aux usagers ;
- limiter la multiplication des dépôts sauvages sur le territoire métropolitain.

Article 2. Modalités d'accès en déchèterie mobile

- L'accès en déchèterie est réservé uniquement aux particuliers métropolitains munis d'une carte
- L'accès est strictement interdit aux professionnels

L'agent d'accueil assure en permanence l'accueil des usagers et contrôle la carte d'accès via un tracker.

Article 3. Jours et heures d'ouverture

Les déchèteries mobiles sont ouvertes suivant un calendrier préétabli. Ce calendrier est disponible auprès de votre commune et consultable sur le site internet www.lillemetropole.fr
Les déchèteries mobiles sont ouvertes du 1er mars au 30 novembre de chaque année.

Article 4 Contrôle des apports

L'accès à la déchèterie est validé par l'agent d'accueil.
Il contrôle obligatoirement et systématiquement le chargement du véhicule et procède à une estimation visuelle du volume des apports.
Les usagers sont ensuite autorisés par l'agent d'accueil à déposer les déchets dans les espaces appropriés.
Les usagers refusant de présenter leur carte ou leurs déchets ne seront pas autorisés à accéder au site.

Article 5 Flux acceptés

Les flux autorisés sont les suivants :

- Les objets et matériaux du réemploi

- Les déchets verts

- Le mobilier

- Les Textiles, Linge de maison, Chaussures TLC

- Les différents déchets volumineux ou déchets issus du bricolage familial : portes, fenêtres, revêtement de sol…

- Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) volumineux

- Les Déchets Diffus Spécifiques (DDS)

- Les gravats : uniquement dans les déchèteries mobiles de Wattrelos et Chereng

Tout autre déchet est interdit.

Il est précisé que cette liste peut évoluer.
L'usager est donc invité à la consulter dans le calendrier des déchèteries mobiles disponible sur le site internet de la MEL avant de se déplacer.



ANNEXE 1 : Flux sous REP et faisant l'objet d'un dépôt gratuit en déchèterie en fonction de la nature de l'apporteur

Sous réserve d'être triés à la source, à défaut le paiement sera demandé.

Flux sous convention avec une filière REP	Gratuit particuliers	Gratuits professionnels
DEA	x	X Sur presentation de la carte nominative ECOMAISON en cours de validité
Piles et accumulateurs	x	x
Ampoules et néons	x	x
Emballages et papiers graphiques	x	x
Huiles de moteur	x	x
Jouets	x	x Sur présentation de la carte nominative ECOMAISON en cours de validité
ABJ Outillage à mains Aménagement du jardin	x	x Sur présentation de la carte nominative ECOMAISON en cours de validité
PMCB Flux inertes/gravats Bois Plâtre	 x x x	 x (PMCB uniquement)
PMCB DDS	x	Interdit
Autres DDS	x	Interdit
DEEE	x	Interdit
DASRI	x	Interdit
Textiles (TLC)	x	Interdit
Pneus	x	Interdit
ASL	x	Interdit
ABJ Thermiques	x	Interdit
ABJ Outillage du peintre	x	Interdit
Amiante lié	x	Interdit
Bouteilles de gaz – système de consigne ou reprise	x	Interdit

ANNEXE 2 : Les autres lieux de dépôt des déchets en fonction de leur nature – pour les particuliers

Les principaux produits du quotidien peuvent être ramenés en magasin dans les bacs de collecte mis à disposition (piles, DEEE…)
La loi « AGEC » a étendu les obligations de reprise en magasin à de nouveaux produits. Ainsi, depuis le 1er janvier 2022, les éléments d'ameublement et les produits chimiques peuvent être ramenés en magasin. Depuis le 1er janvier 2023, cette obligation s'applique également aux jouets, aux articles de sports et de loisirs, ainsi qu'aux articles de bricolage et de jardin.

FAQ reprise en magasin_0.pdf (ecologie.gouv.fr)

Flux des particuliers	**Reprise à l'achat** **Reprise sans frais d'un produit équivalent pour l'achat d'un produit neuf**	**Reprise en point de collecte** **Reprise sans frais de produits équivalents à ceux vendus par le magasin, sans obligation d'achat d'un produit neuf**	**Trouver un point de collecte**	**Pourquoi trier ? Que deviennent-ils?**
Équipements électriques et électroniques - DEEE **Fonctionnant avec piles, batteries ou sur secteur**	Le magasin a l'obligation de reprendre le produit usagé au moment de l'achat en point de vente ou au moment de la livraison.	Dépôt en conteneur approprié Ou à l'accueil du magasin Centre commercial Points de vente et distributeurs (magasin d'alimentation, d'électroménager…)	Donner une seconde vie à mes équipements électriques | ecosystem	https://www.ecosystem.eco/donner-recycler/liste-equipements
Ampoules et néons		Dépôt en conteneur approprié Ou à l'accueil du magasin Centre commercial Points de vente et distributeurs (magasin d'alimentation, de bricolage, d'électroménager…) Établissements publics (mairies…)	https://www.ecosystem.eco/donner-recycler/equipement/ampoules	Comment et où recycler vos ampoules usagées ? | ecosystem

Piles et batteries **Batteries de vélo à assistance électrique**		Dépôt en conteneur approprié Ou à l'accueil du magasin Centre commercial Points de vente et distributeurs (magasin d'alimentation, de bricolage, d'électroménager…) Établissements publics (mairies…)	Carte des points de collecte | Je recycle mes piles	https://www.jerecyclemespiles.com/recycler-cest-utile/pourquoi-recycler-les-piles-et-les-petites-batteries-usagees/
Eléments d'ameublement DEA	Sous conditions, le magasin a l'obligation de reprendre le produit usagé au moment de l'achat en point de vente ou au moment de la livraison. Verifier les conditions de reprise auprès du magasin.	Points de vente et distributeurs (magasin de bricolage, d'ameublement) Verifier les conditions de reprise auprès du magasin.	https://ecomaison.com/acceder-a-nos-points-de-collecte-pres-de-chez-vous/	https://www.youtube.com/watch?v=cKETSH6z0LI https://www.youtube.com/watch?v=6KJwAlG_bjw&t=1s https://ecomaison.com/actualites/2012-2022-la-success-story-de-la-valorisation-des-matelas-usages/
Produits et matériaux de la construction et du bâtiment PMCB **(Plâtre, inertes, bois, métal, plastiques, huisseries…)**		Points de vente et distributeurs (Magasin de bricolage…) Verifier les conditions de reprise auprès du magasin.	https://oca-batiment.org/reseau-points-de-collecte/	
Articles de sport et de loisirs – ASL **(hors équipement**	Sous conditions, le magasin a l'obligation de reprendre le produit usagé au moment de l'achat en point de vente ou au	Points de vente et distributeurs (magasin de sports…)	https://www.ecologic-france.com/ecologic/filiere-asl/ou-deposer-asl-uses.html#:~:text=Vous%20	Media / Infographie Que deviennent les ASL (ecologic-france.com)

électriques et électroniques)	moment de la livraison. Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin	Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin	pouvez%20d%C3%A9poser%20les%20%C3%A9quipements,ou%20en%20point%20de%20r%C3%A9utilisation	
Articles de bricolage et de jardin thermiques ABJ TH		Points de vente et distributeurs (magasin de bricolage, jardinerie…)	Où déposer ses articles de bricolage et jardin thermiques usagés ?, Filière ABJ (ecologic-france.com)	Que deviennent les Articles de Bricolage et de Jardinage Thermiques confiés à Ecologic ?, Que deviennent les ABJ Th ? (ecologic-france.com)
Articles de bricolage et de jardin **(Hors équipement électriques, électroniques et thermiques)**	Sous conditions, le magasin a l'obligation de reprendre le produit usagé au moment de l'achat en point de vente ou au moment de la livraison. Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin.	Points de vente et distributeurs (magasin de bricolage, jardinerie…) Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin	https://ecomaison.com/acceder-a-nos-points-de-collecte-pres-de-chez-vous/	
Jeux et jouets	Sous conditions, le magasin a l'obligation de reprendre le produit usagé au moment de l'achat en point de vente ou au moment de la livraison. Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin.	Points de vente et distributeurs (magasin de jouets…) Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin	https://ecomaison.com/acceder-a-nos-points-de-collecte-pres-de-chez-vous/	Comment s'organise la reprise obligatoire des jouets usagés en magasin ? - ecomaison

Textiles, linge de maison, chaussures - TLC		Conteneurs de rue Certains magasin de vêtements Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin.	Refashion.fr/citoyen | Refashion citoyen est le site destiné aux particuliers pour identifier le point d'apport de textiles et chaussures usagés le plu	Tout savoir sur le devenir des vêtements et chaussures usagés - Exportation de fripes - Refashion.fr/citoyen
Déchets dangereux	Sous conditions, le magasin a l'obligation de reprendre le produit usagé au moment de l'achat en point de vente. Verifier les conditions de reprise auprès du magasin.	Points de vente et distributeurs (magasin de bricolage…) Vérifier les conditions de reprise auprès du magasin	Où déposer vos déchets chimiques ? Carte des déchetteries | EcoDDS	Tout savoir sur les déchets chimiques | EcoDDS Le parcours des produits chimiques : de leur achat à leur traitement sécurisé - 2020 (youtube.com)
Huiles minérales et lubrifiants **(huile de vidange…)**		Lieux de vente, garagistes ou centres auto		
Huile de friture			Point d'apport volontaire - Huile de fritures usagées (gecco.fr)	Point d'apport volontaire - Huile de fritures usagées (gecco.fr)
Extincteurs		Magasins de bricolage, garagistes… Vérifier les conditions de reprise.	Donner ou recycler vos appareils électriques | ecosystem	Donner ou recycler vos appareils électriques | ecosystem

Cartouches d'encre		Dépôt en conteneur approprié à disposition Centre commercial Points de vente et distributeurs (magasin d'alimentation, de bricolage, d'éléctroménager, de fourniture de bureau…) Etablissements publics (mairies…)	Comment et où recycler vos cartouches d'encre ? | ecosystem	Comment et où recycler vos cartouches d'encre ? | ecosystem
Pneus		Lieux de vente, garagistes ou centres auto		
DASRI		Pharmacies	Géolocalisation des points de collecte | Dastri	
Bouteilles de gaz		Point de vente et distributeurs Via un système de consigne	https://www.francegazliquides.fr/ou-ramener-une-bouteille-de-gaz/#one Site internet de chaque marque	

Vous ne savez toujours pas quoi faire de vos objets/produits usagés : https://quefairedemesdechets.ademe.fr/

ANNEXE 3 : Les autres lieux de dépôt - déchets interdits ou limités - pour les professionnels

DEPOT LIMITE	
DEA professionnels **Sous reserve d'une carte ECOMAISON**	Découvrez la Carte Pro : et si c'était pour vous ? - Ecomaison

DEPOT INTERDIT – AUTRES LIEUX DE DEPOT ***(déchèteries professionnelles, distributeurs, plateformes d'inertes)***	
Déchets dangereux **(amiante, huiles usagées, DEEE, produits goudronnés, terres polluées…)**	Centre de traitement des déchets et déchetteries de chantier. (ffbatiment.fr)
Amiante	Les adresses des installations de stockage des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès des préfectures, des Conseils départementaux, des mairies, des DREAL et de l'ADEME (consulter le site Sinoe Déchets)
DEEE	https://pro.ecosystem.eco/profil/detenteur

DECHETS AUTORISES - AUTRES LIEUX DE DEPOT ***(déchèteries professionnelles, distributeurs, plateformes d'inertes)***	
Déchets non dangereux – non inertes **(bois, déchets verts, emballages, laines minérales, métal, menuiseries…)**	Centre de traitement des déchets et déchetteries de chantier. (ffbatiment.fr) ou https://oca-batiment.org/reseau-points-de-collecte/
Déchets non dangereux inertes **(béton, enrobe bitumineux, inertes mélangés, terres non polluées, carrelage…)**	Centre de traitement des déchets et déchetteries de chantier. (ffbatiment.fr) ou https://oca-batiment.org/reseau-points-de-collecte/

ANNEXE 4 : Visuels des cartes déchèteries



Ancienne carte : Particuliers uniquement







ANNEXE 5 : INFORMATIONS AMIANTE LIE

INFOS AMIANTE

Uniquement pour les particuliers

1 Avant le dépôt préparez vos apports

- Estimez votre quantité de déchets d'amiante lié
- Remplissez le formulaire remis par l'agent d'accueil pour obtenir le film de protection (collant non fourni)
- Emballez les déchets chez vous



CARTE DÉCHÈTERIES
FAMILIALE
STRICTEMENT RÉSERVÉE À L'USAGE DU FOYER | FAM
AMC
ENSEMBLE, RÉDUISONS NOS DÉCHETS !

2 Le jour du dépôt

- Présentez votre «Pass» déchèteries à l'accueil
- Faites enregistrer les quantités à l'accueil
- Déposez vos déchets filmés dans la benne dédiée

Merci de restituer à l'accueil le film non utilisé



L'agent d'accueil n'est pas autorisé à manipuler l'amiante pour des raisons de sécurité

3 Conditions DE REFUS

- Non présentation du «Pass» déchèteries
- Conditionnement non conforme
- Déchets non conformes



Réglementation en vigueur au 1er janvier 2016

Code de l'Environnement
Article L541-2
Toute personne qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination dans des conditions propres.

Circulaire du 22/02/2005
Relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Précaution de manipulation

Chez vous, lors de la manipulation, il est fortement préconisé de prendre certaines précautions :

- protégez-vous avec un masque (FFP3), une combinaison jetable et des gants
- évitez de casser les plaques ou les tuyaux
- transportez vos déchets filmés en déchèterie



Tout apport ne respectant pas ces prescriptions sera systématiquement **REFUSÉ**
Merci pour votre compréhension

MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

ANNEXE 6 : INFORMATION BOUTEILLES DE GAZ

Les bouteilles de gaz acceptées en déchèterie fixe sont les suivantes (UNIQUEMENT PAR LES PARTICULIERS MEL) :

- Les bouteilles de gaz propane et butane distribuées et reprises par les marques suivantes : Antargaz ; Butagaz ; Primagaz ; Campingaz ; Vitogaz:



- Les bouteilles de protoxyde d'azote



- Les bouteilles d'helium



- Les cartouches de gaz vides et percées



Toutes les autres bouteilles de gaz sont interdites en déchèterie, notamment :



Toutes les bouteilles de gaz à usage professionnelle et industrielle type bouteilles d'azote, acetylène, oxygène, argon… et toutes les autres bouteilles non mentionnées ne sont pas acceptées.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110674-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0200

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DU NORD ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - AXE 1 ACTION 5 - AVENANT

Vu la délibération n° 22 C 0127 du Conseil en date du 24 juin 2022 actant l'engagement réciproque du Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille pour intervenir conjointement au service des habitants du territoire métropolitain, chacun dans leurs périmètres.

I. Exposé des motifs

En 2022, la MEL et le Département du nord ont signé une convention de partenariat afin de coordonner leurs périmètres de compétences respectifs en matière de service aux usagers du territoire. Cette convention s'articule autour de 5 axes et 14 actions.

L'action 5 de l'axe 1 « Mettre en cohérence les actions de rayonnement territorial » fixe le partenariat entre le Département du Nord et la MEL en matière d'accessibilité des services au public.

Dans ce cadre, la MEL soutient le camion bleu du Pays Lillois de France Services à hauteur de 15 000 euros en vue de desservir 15 communes rurales du territoire métropolitain.

Forts de ce succès, le Département du Nord et la MEL ont souhaité élargir ce dispositif afin de desservir cinq communes supplémentaires. Cette modification nécessite de prévoir une subvention complémentaire d'un montant de 5000 euros.

Pour ces arrêts supplémentaires, un avenant à la convention initiale est nécessaire.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'accorder une subvention complémentaire d'un montant de 5 000 euros au Département du Nord ;

2) D'autoriser M. le Président ou son représentant délégué à signer la convention de financement, relative à l'axe 1 action 5 de la convention de partenariat, à intervenir avec le Département du Nord ;

3) D'autoriser M. le Président à signer l'avenant à la convention de partenariat initiale entre le Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille afin d'élargir le dispositif des camions bleus France Service aux cinq communes supplémentaires ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 5 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Doriane BECUE, Barbara COEVOET, Elisabeth MASSE, Marie TONNERRE-DESMET et Karima ZOUGGAGH ainsi que MM. Hiazid BELABBES, Loïc CATHELAIN, François-Xavier CADART, Régis CAUCHE, Alexis HOUSET, Sébastien LEPRETRE, Didier MANIER, Jean-Claude MENAULT, Max-André PICK et Michel PLOUY n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-C-0200

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DU NORD ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - AXE 1 ACTION 5 - AVENANT

Vu la délibération n° 22 C 0127 du Conseil en date du 24 juin 2022 actant l'engagement réciproque du Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille pour intervenir conjointement au service des habitants du territoire métropolitain, chacun dans leurs périmètres.

I. Exposé des motifs

En 2022, la MEL et le Département du nord ont signé une convention de partenariat afin de coordonner leurs périmètres de compétences respectifs en matière de service aux usagers du territoire. Cette convention s'articule autour de 5 axes et 14 actions.

L'action 5 de l'axe 1 « Mettre en cohérence les actions de rayonnement territorial » fixe le partenariat entre le Département du Nord et la MEL en matière d'accessibilité des services au public.

Dans ce cadre, la MEL soutient le camion bleu du Pays Lillois de France Services à hauteur de 15 000 euros en vue de desservir 15 communes rurales du territoire métropolitain.

Forts de ce succès, le Département du Nord et la MEL ont souhaité élargir ce dispositif afin de desservir cinq communes supplémentaires. Cette modification nécessite de prévoir une subvention complémentaire d'un montant de 5000 euros.

Pour ces arrêts supplémentaires, un avenant à la convention initiale est nécessaire.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'accorder une subvention complémentaire d'un montant de 5 000 euros au Département du Nord ;

2) D'autoriser M. le Président ou son représentant délégué à signer la convention de financement, relative à l'axe 1 action 5 de la convention de partenariat, à intervenir avec le Département du Nord ;

3) D'autoriser M. le Président à signer l'avenant à la convention de partenariat initiale entre le Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille afin d'élargir le dispositif des camions bleus France Service aux cinq communes supplémentaires ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 5 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Doriane BECUE, Barbara COEVOET, Elisabeth MASSE, Marie TONNERRE-DESMET et Karima ZOUGGAGH ainsi que MM. Hiazid BELABBES, Loïc CATHELAIN, François-Xavier CADART, Régis CAUCHE, Alexis HOUSET, Sébastien LEPRETRE, Didier MANIER, Jean-Claude MENAULT, Max-André PICK et Michel PLOUY n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Convention de partenariat Métropole Européenne de Lille – Département du Nord

Axe 1 – Action 5 - France Services et accessibilité des services au public - Avenant

Le Département du Nord (CD59) et la Métropole Européenne de Lille (MEL) interviennent conjointement auprès des habitants du territoire métropolitain, chacun dans leurs périmètres de compétences respectifs.

OBJET DE L'AVENANT

Par délibération n° 22-C-0127 du 24 juin 2022, la Métropole Européenne de Lille et le Département du Nord ont acté leur engagement réciproque pour répondre aux enjeux sociétaux de notre territoire par une convention s'articulant autour de 5 axes et 14 actions phares.

La convention MEL / Département du Nord prévoit dans l'axe 1 - action 5, une participation de 15 000 € de la MEL en investissement de France Services itinérante (camion bleu du pays lillois). 15 Communes du territoire métropolitain sont desservies par le camion bleu du pays lillois.

CONTENU DE L'AVENANT

Suite à de nouveaux échanges entre la MEL et le Département du Nord, 5 arrêts supplémentaires ont été identifiés augmentant la participation financière en investissement de la MEL de 5 000 euros.

Fait à LILLE, le

Département du Nord	Métropole Européenne de Lille,
Le Président Monsieur Christian POIRET	Le Président, Monsieur Damien CASTELAIN

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110696-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0201

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

REPARATION, ENTRETIEN, MAINTENANCE ET FOURNITURE DE MATERIEL ET PIECES DE RECHANGE DES EQUIPEMENTS ELECTROMECANIQUES ET HYDRAULIQUES POUR LES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DE LA MEL - MARCHES A BONS DE COMMANDE ET SUR QUANTITES REELLEMENT EXECUTEES (8 LOTS) - APPEL D'OFFRES OUVERT - DECISION - FINANCEMENT

I. Exposé des motifs

La métropole européenne de Lille (MEL) a en charge l'exploitation des postes de pompage d'eaux usées et pluviales des stations d'épuration inférieures à 15 000 Équivalent Habitants, des bassins de stockage de lutte contre les inondations et/ou la pollution, des ouvrages annexes et des équipements électromécaniques des écluses du canal de Roubaix, représentant un peu plus de 600 ouvrages.

Les marchés relatifs à la réparation, à l'entretien, à la maintenance et à la fourniture de matériel et pièces de rechanges des équipements électromécaniques et de canalisations (8 lots), d'un montant global minimum quadriennal de 3 315 000 € HT et d'un montant global maximum quadriennal de 15 850 000 € HT, arrivant à échéance en février 2025, il convient de procéder à leur renouvellement.

À titre d'information, après trois années d'exécution, le montant global des commandes, tous lots confondus, s'élève à environ 6 600 000 € HT. À ce jour, la consommation prévisionnelle de l'ensemble des lots est estimée à 8 800 000 €HT à l'échéance des marchés.

Il est donc nécessaire d'organiser une procédure de mise en concurrence pour la réparation, l'entretien, la maintenance et la fourniture de matériel et pièces de rechange des équipements électromécaniques et hydrauliques des ouvrages d'assainissement.

Les prestations seront décomposées en 8 lots et la forme des marchés ainsi que leurs modalités d'exécution seront adaptées à la typologie des prestations (capacité d'anticipation ou prestations urgentes ou non prévisibles), conformément au détail des lots repris en annexe.

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché d'une durée de 4 ans qui sera exécuté en partie par l'émission de bons de commande (accord-cadre mono-

attributaire) et en partie sur prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

La somme des montants minimums de ces marchés est de 4 000 000 € HT sur 4 ans.

La somme des montants maximums de ces marchés est de 16 000 000 € HT sur 4 ans.

La somme des dépenses estimée est de 9 300 000 € HT sur 4 ans.

Le détail par marché est joint en annexe.

Un appel d'offres ouvert sera donc lancé.

La mise en œuvre de clauses d'insertion sociale sera étudiée au cas par cas, pour chaque lot, en concertation avec la maison de l'emploi.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de réaliser les prestations de réparation, d'entretien, de maintenance et de fourniture de matériel et pièces de rechange des équipements électromécaniques et hydrauliques des ouvrages d'assainissement (8 lots) ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à lancer un appel d'offres ouvert ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant légal à signer les marchés publics ;

4) d'autoriser, au cas où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, le lancement soit d'un nouvel d'appel d'offres, soit d'une procédure avec négociation, soit d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables prévu à l'article prévu à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique ;

5) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en sections de fonctionnement et d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0201

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

REPARATION, ENTRETIEN, MAINTENANCE ET FOURNITURE DE MATERIEL ET PIECES DE RECHANGE DES EQUIPEMENTS ELECTROMECANIQUES ET HYDRAULIQUES POUR LES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DE LA MEL - MARCHES A BONS DE COMMANDE ET SUR QUANTITES REELLEMENT EXECUTEES (8 LOTS) - APPEL D'OFFRES OUVERT - DECISION - FINANCEMENT

I. Exposé des motifs

La métropole européenne de Lille (MEL) a en charge l'exploitation des postes de pompage d'eaux usées et pluviales des stations d'épuration inférieures à 15 000 Équivalent Habitants, des bassins de stockage de lutte contre les inondations et/ou la pollution, des ouvrages annexes et des équipements électromécaniques des écluses du canal de Roubaix, représentant un peu plus de 600 ouvrages.

Les marchés relatifs à la réparation, à l'entretien, à la maintenance et à la fourniture de matériel et pièces de rechanges des équipements électromécaniques et de canalisations (8 lots), d'un montant global minimum quadriennal de 3 315 000 € HT et d'un montant global maximum quadriennal de 15 850 000 € HT, arrivant à échéance en février 2025, il convient de procéder à leur renouvellement.

À titre d'information, après trois années d'exécution, le montant global des commandes, tous lots confondus, s'élève à environ 6 600 000 € HT. À ce jour, la consommation prévisionnelle de l'ensemble des lots est estimée à 8 800 000 €HT à l'échéance des marchés.

Il est donc nécessaire d'organiser une procédure de mise en concurrence pour la réparation, l'entretien, la maintenance et la fourniture de matériel et pièces de rechange des équipements électromécaniques et hydrauliques des ouvrages d'assainissement.

Les prestations seront décomposées en 8 lots et la forme des marchés ainsi que leurs modalités d'exécution seront adaptées à la typologie des prestations (capacité d'anticipation ou prestations urgentes ou non prévisibles), conformément au détail des lots repris en annexe.

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché d'une durée de 4 ans qui sera exécuté en partie par l'émission de bons de commande (accord-cadre mono-

attributaire) et en partie sur prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

La somme des montants minimums de ces marchés est de 4 000 000 € HT sur 4 ans.

La somme des montants maximums de ces marchés est de 16 000 000 € HT sur 4 ans.

La somme des dépenses estimée est de 9 300 000 € HT sur 4 ans.

Le détail par marché est joint en annexe.

Un appel d'offres ouvert sera donc lancé.

La mise en œuvre de clauses d'insertion sociale sera étudiée au cas par cas, pour chaque lot, en concertation avec la maison de l'emploi.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de réaliser les prestations de réparation, d'entretien, de maintenance et de fourniture de matériel et pièces de rechange des équipements électromécaniques et hydrauliques des ouvrages d'assainissement (8 lots) ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à lancer un appel d'offres ouvert ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant légal à signer les marchés publics ;

4) d'autoriser, au cas où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, le lancement soit d'un nouvel d'appel d'offres, soit d'une procédure avec négociation, soit d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables prévu à l'article prévu à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique ;

5) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en sections de fonctionnement et d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Conseil du 28 juin 2024 : Réparation, entretien, maintenance et fourniture de matériel et pièces de rechange des équipements électromécaniques et hydrauliques pour les ouvrages d'assainissement de la MEL - Marchés à bons de commande et sur quantités réellement exécutées (8 lots) - Appel d'offres ouvert - Décision - Financement

Annexe : Détail des lots

Numéros et intitulés de lots	Montants minimums HT sur 4 ans	Montants maximums HT sur 4 ans	Montants estimés HT sur 4 ans	Forme des marchés
Lot n° 1 - Électromécanique : Achat de matériels et pièces de rechanges	1 200 000 €	4 800 000 €	2 820 000 €	Bons de commandes
Lot n° 2 - Electricité-Automatisme-métrologie: Achat de matériel et pièces de rechanges	400 000 €	1 600 000 €	900 000 €	Bons de commandes
Lot n° 3 - Maintenance, réparation et renouvellement des onduleurs sur les stations de pompage, bassins de stockage, stations d'épuration et ouvrages annexes du territoire de la MEL	50 000 €	200 000 €	90 000 €	Bons de commandes
Lot n° 4 - Maintenance et réparation des groupes électrogènes sur les stations de pompage, bassins de stockage, stations d'épuration et ouvrages annexes du territoire de la MEL	40 000 €	160 000 €	90 000 €	Bons de commandes et prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées
Lot n° 5 - Maintenance, réparation et renouvellement des centrales hydrauliques et des systèmes hydrauliques sous pressions sur les stations de pompage, bassins de stockage, stations d'épuration et ouvrages annexes du territoire de la MEL	160 000 €	640 000 €	450 000 €	Bons de commandes et prix unitiares appliqués aux quantités réellement exécutées
Lot n°6 - Réparation, entretien, maintenance et renouvellement dans les domaines de l'électromécanique, la mécanique, la chaudronnerie, l'électricité et l'automatisme (hors renouvellement complet des armoires électriques faisant partie du lot 8) sur les stations d'épuration d'eaux usées exploitées en Régie	250 000 €	1 000 000 €	450 000 €	Bons de commandes et prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées
Lot n° 7 - Réparation, entretien, maintenance et renouvellement dans les domaines de l'électromécanique, la mécanique, la chaudronnerie, l'électricité et l'automatisme (hors renouvellement complet des armoires électriques faisant partie du lot 8) sur tous les ouvrages liés au pompage d'eaux usées et/ou pluviales sur le territoire de la MEL à l'exception des stations d'épuration intégrées au lot 6	1 500 000 €	6 000 000 €	3 500 000 €	Bons de commandes et prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées
Lot n° 8 - Renouvellement des armoires électriques en tout ou partie, avec ou sans automatisme, des ouvrages de pompages d'eaux usées et/ou pluviales, des bassins de stockage de lutte contre l'inondation et/ou la pollution et des stations d'épuration sur le territoire de la MEL	400 000 €	1 600 000 €	1 000 000 €	Bons de commandes
TOTAL	**4 000 000 €**	**16 000 000 €**	**9 300 000 €**	

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110697-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0202

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ALLENNES-LES-MARAIS - ANNOEULLIN - BAUVIN - CARNIN - PROVIN -

CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) D'ASSAINISSEMENT DE L'EX CCHD - SUEZ EAU DE FRANCE - PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la fusion entre la métropole européenne de Lille (MEL) et la Communauté de Communes de la Haute-Deûle (CCHD) en date du 14 mars 2020 ;

Vu le transfert à la MEL, au titre de sa compétence assainissement, du contrat de délégation de service public d'assainissement de l'ex-CCHD pour les communes d'Allennes-les-Marais, Annœullin, Bauvin, Carnin et Provin ;

Vu le contrat d'affermage confié à la société SUEZ Eau de France pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2024 et ayant fait l'objet de 3 avenants ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la fin de contrat, un protocole doit être établi entre la MEL et la société SUEZ Eau de France afin notamment de prévoir :

- la procédure pour la remise en état des biens en bon état d'entretien et de fonctionnement ;
- les conditions de transfert des données nécessaire à la future exploitation du périmètre délégué notamment concernant le système d'information dédié ;
- le transfert des différentes conventions liant le délégataire avec un tiers ;
- les principes et la procédure de bilan financier de la concession ;
- la gestion et le transfert du fichier des abonnés ;
- la mise en place d'un comité de tuilage avec les futurs exploitants ;
- les pénalités en cas de non-respect du protocole de fin de contrat.

Ce protocole n'a pas d'incidence financière sur l'économie du contrat.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le protocole de fin de contrat relatif à la délégation de service public d’assainissement sur les communes d'Allennes-les-Marais, Annoeullin, Bauvin, Carnin et Provin avec SUEZ Eau France.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0202

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ALLENNES-LES-MARAIS - ANNOEULLIN - BAUVIN - CARNIN - PROVIN -

CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) D'ASSAINISSEMENT DE L'EX CCHD - SUEZ EAU DE FRANCE - PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la fusion entre la métropole européenne de Lille (MEL) et la Communauté de Communes de la Haute-Deûle (CCHD) en date du 14 mars 2020 ;

Vu le transfert à la MEL, au titre de sa compétence assainissement, du contrat de délégation de service public d'assainissement de l'ex-CCHD pour les communes d'Allennes-les-Marais, Annœullin, Bauvin, Carnin et Provin ;

Vu le contrat d'affermage confié à la société SUEZ Eau de France pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2024 et ayant fait l'objet de 3 avenants ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la fin de contrat, un protocole doit être établi entre la MEL et la société SUEZ Eau de France afin notamment de prévoir :

- la procédure pour la remise en état des biens en bon état d'entretien et de fonctionnement ;
- les conditions de transfert des données nécessaire à la future exploitation du périmètre délégué notamment concernant le système d'information dédié ;
- le transfert des différentes conventions liant le délégataire avec un tiers ;
- les principes et la procédure de bilan financier de la concession ;
- la gestion et le transfert du fichier des abonnés ;
- la mise en place d'un comité de tuilage avec les futurs exploitants ;
- les pénalités en cas de non-respect du protocole de fin de contrat.

Ce protocole n'a pas d'incidence financière sur l'économie du contrat.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le protocole de fin de contrat relatif à la délégation de service public d’assainissement sur les communes d'Allennes-les-Marais, Annoeullin, Bauvin, Carnin et Provin avec SUEZ Eau France.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT SUR LES COMMUNES D'ALLENNES LES MARAIS, ANNOEULLIN, BAUVIN, CARNIN ET PROVIN

PROTOCOLE

PROJET

Entre les soussignés,

La Métropole européenne de Lille, ci-après désigné par « la MEL », sise 2 boulevard de cités unies CS 700043 59040 Lille Cedex, représentée par son Président Monsieur Damien CASTELAIN, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération n°XX,

Ci-après « le Délégant »

D'une part ;

Et

La société SUEZ EAU France, ci-après dénommée « le délégataire », SAS inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro XX dont le siège social est situé au 4XX, représentée par XXX, ayant pouvoir à cette effet,

Ci-après « le Délégataire »

D'autre part ;

Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

PRÉAMBULE 4

ARTICLE 1. MODALITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DE FIN DE CONTRAT 5

ARTICLE 2. REMISE DES BIENS EN BON ETAT D'ENTRETIEN ET DE FONCTIONNEMENT 7

2.1. CLASSIFICATION DES BIENS 7
2.2. TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT 7
2.3. NETTOYAGE ET STOCKS DE BOUES 8

ARTICLE 3. SYSTÈMES D'INFORMATION 9

3.1. OUTILS APPLICATIFS 9
3.2. MATÉRIELS ET INFRASTRUCTURES 11
3.3. DONNÉES DU SERVICE EN VERSION INFORMATISÉE 12
3.4. IDENTIFIANTS ET MOTS DE PASSE 13

ARTICLE 4. AUTORISATION DE DÉVERSEMENT ET CONVENTIONS SPÉCIALES DE DÉVERSEMENT 14

ARTICLE 5. TRANSFERTS D'EFFLUENTS 14

ARTICLE 6. SORT DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) DU DOMAINE PUBLIC 14

ARTICLE 7. INVENTAIRE DES SERVITUDES 14

ARTICLE 8. PLAN D'EPANDAGE ET CONVENTIONS AVEC LES AGRICULTEURS 15

ARTICLE 9. SORT DES AUTRES CONTRATS DES CONVENTIONS AVEC DES TIERS 15

ARTICLE 10. SORT DES TRAVAUX ET ÉTUDES ENCORE EN COURS EN FIN DU CONTRAT (POUR LE COMPTE DU DÉLÉGATAIRE) 17

10.1. TRAVAUX D'ENTRETIEN DE RENOUVELLEMENT OU NEUFS PRÉVUS DANS LE CADRE DU CONTRAT DE DÉLÉGATION 17
10.2. TRAVAUX DE BRANCHEMENTS NEUFS 18

ARTICLE 11. BILAN FINANCIER DE LA CONCESSION 19

11.1. PRINCIPES 19
11.2. CONTENU DU BILAN 19
11.3. PROCÉDURE 19

ARTICLE 12. MODALITÉS DE RÉGULARISATION DES SOMMES DUES 20

ARTICLE 13. CONDITIONS DU RACHAT DES BIENS DE REPRISE 21

ARTICLE 14. CONDITIONS DU RACHAT DU STOCK DE CONSOMMABLES ET DE PETITS MATERIELS 21

ARTICLE 15. COMMUNICATION DES DONNÉES RELATIVES AU PERSONNEL 22

ARTICLE 16. COMMUNICATION DES DONNÉES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE 25

ARTICLE 17. COMMUNICATIONS DES DONNÉES RELATIVES AUX SINISTRES ET LITIGES 28

ARTICLE 18. COMMUNICATION DES DONNÉES RELATIVES AU SYSTÈME D'INFORMATION 28

ARTICLE 19. COMMUNICATION DES DONNÉES RELATIVES À LA FACTURATION 29

PROJET

19.1. GRILLES TARIFAIRES 29
19.2. DOCUMENTS CLIENTÈLE 29
ARTICLE 20. PÉNALITÉS 31
ARTICLE 21. COMITÉ DE TRANSITION 32
ARTICLE 22. TUILAGE - PASSATION DES CONSIGNES - INFORMATION DU/DES FUTUR(S) EXPLOITANT(S) 32
ARTICLE 23. CLAUSE GÉNÉRALE 33
ARTICLE 24. DATE D'EFFET 33

PROJET

PRÉAMBULE

Par contrat d'affermage réceptionné en préfecture du Nord le 29 novembre 2012, la collectivité a confié au délégataire la gestion de son service d'assainissement.

Ce contrat a été modifié par trois avenants :

- L'avenant n° 1 en date du 8 février 2017
- L'avenant n° 2 en date du 21 novembre 2019
- L'avenant n° 3 en date du 28 avril 2022

Le présent protocole trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité du service public affirmée par le Conseil Constitutionnel (décision n°79-105 DC du 25 juillet 1979) et rappelée par le Conseil d'Etat (CE, 13 juin 1980, *Mme Bonjean*, Rec. p.274). Ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers, et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;

- Dans les dispositions contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat. Afin de préparer et de faciliter la réalisation des opérations de fin de contrat, il est apparu nécessaire d'apporter des compléments au contrat. Ce protocole de fin de contrat, a notamment pour objet :

    - D'organiser et de définir les modalités précises de mise en œuvre des opérations de fin d'exploitation (responsabilités, calendrier, livrables, prise en charge financière, ressources humaines, contrôle a posteriori par le Délégant);

    - De préparer le transfert du service au futur exploitant, en vue d'assurer la continuité de service, en définissant les modalités de la remise du service au Délégant ;

    - De définir et de valider la mise à jour et la remise des données techniques et financières du contrat.

PROJET

Chapitre 1 : Modalités opérationnelles de déroulement des opérations de fin de contrat

ARTICLE 1. MODALITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DE FIN DE CONTRAT

Afin de garantir le respect des principes rappelés dans le préambule, plusieurs dates jalons ont été fixées :

- Le 2 mai 2024, les parties conviennent que les livrables du présent protocole seront transmises par le Délégataire au Délégant de manière provisoire afin de constituer un dossier de consultation des entreprises décrivant suffisamment le service pour mettre les candidats en capacité d'élaborer utilement leur offre en toute connaissance de cause et pour assurer une pleine égalité entre les candidats.

- Le 30 septembre 2024, le Délégant doit disposer des données et des informations détaillées et définitives (à jour) concernant le service public délégué jusqu'ici. Le 15 octobre 2024, le nouvel exploitant est susceptible d'être désigné et doit être en position de préparer concrètement la prise en charge du service devant intervenir au 1er janvier 2025.

- Au plus tard le 31 mai 2025, le Délégataire s'engage à remettre l'ensemble des documents demandés dans le présent protocole en version finale et définitive (le contrat de délégation de service public arrivant à échéance le 31 décembre 2024).

Les parties conviennent de ce fait que :

- Le Délégataire s'engage à satisfaire à toute sollicitation du Délégant, formulée avec un préavis minimum de, vingt (20) jours calendaires concernant le contrôle et le suivi des données remises conformément aux stipulations présentées ci-après ;

- Le Délégant pourra demander au Délégataire d'ici le 15 septembre 2024 tout élément complémentaire ou correctif, prévu dans le cadre du contrat et dans le respect du secret des affaires, visant à placer le Délégant en position de préparer le nouveau mode de gestion du service et, le cas échéant, de lancer une procédure de mise en concurrence pour sa gestion en assurant une pleine information des candidats et leur égalité ;

- Le Délégant doit posséder au 15 octobre 2024 tous les éléments lui permettant de réussir la préparation opérationnelle du service et être ainsi en mesure d'assurer une parfaite continuité du service à l'échéance du contrat ;

- Le Délégataire devra s'assurer, dans le respect des stipulations contractuelles, de la permanence de l'exploitation jusqu'à l'échéance du contrat de délégation de service public afin de permettre une continuité du service.

PROJET

De manière générale, les données, documents et livrables expressément visés au présent protocole seront transmises à titre gratuit au Délégant :

- Sur la profondeur historique disponible

- Lorsqu'elles sont actuellement sous forme informatique, par transmission des fichiers natifs correspondants à jour, sous leur format actuel et en l'état, sans aucune modification. Pour les plans et les dossiers des ouvrages exécutés, le format informatique de remise est prioritairement « .DWG ». La transmission de chaque fichier, lorsque cela est nécessaire pour sa compréhension, sera alors accompagnée d'une note décrivant :

    - Le format informatique ;

    - La structure du fichier ;

    - Les champs lorsqu'il s'agit d'une base de données.

- Lorsqu'elles ne sont pas sous forme informatique et uniquement dans ce cas, par scan des documents papier sous format .PDF.

Dans le seul cas où le format informatique ne serait pas standard, la conversion en format standard bureautique sera réalisée par le Délégataire sous un format convenu avec le Délégant.

Les données seront remises par le Délégataire sur la plateforme de transmission définie par le Délégant, ou le cas échéant sur une plateforme de transmission conforme au règlement général sur la protection des données – RGPD.

Au sens du présent protocole, une information disponible s'entend comme une information existante ou comme une information nécessitant des opérations limitées de traitement et de mise en forme de données existantes. Les livrables et données présumés disponibles sont :

1/ les informations relatives aux prescriptions contractuelles pour l'exploitation du service,

2/ les informations relatives aux biens et ressources utilisés pour l'exploitation du service,

3/ Les données de l'exploitation et leur historique,

4/ les éléments financiers relatifs à l'exploitation du service.

Lorsque l'information demandée n'est pas disponible, le Délégataire adresse au délégant :

1/ Dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande, une notification de l'indisponibilité de l'information demandée, accompagnée, le cas échéant, de la liste des informations approchantes disponibles ;

2/ Dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la réception de la demande, l'indication du délai, qui ne saurait excéder 18 jours ouvrés à compter de la réception de la demande, dans lequel l'information demandée ou, à défaut, une information approchante peut être communiquée. Sous réserve d'avoir satisfait aux obligations précitées, le Délégataire ne peut être sanctionné par l'application de pénalités.

Le Délégataire ne peut demander aucune contrepartie financière pour la constitution ou le retraitement d'une information disponible.

PROJET

Chapitre 2 : Sort des biens du service

ARTICLE 2. REMISE DES BIENS EN BON ETAT D'ENTRETIEN ET DE FONCTIONNEMENT

2.1. Classification des biens

Dans le cadre des articles 11.2, 71 et 72 de la délégation de service public, le Délégataire remet un inventaire distinguant les biens de retour, les biens de reprise et les biens propres en conformité avec les dispositions de l'article L. 3132-4 du code de la commande publique tel qu'interprétée par la jurisprudence administrative.

2.2. Travaux de remise en état

Pour l'application de l'article 71 du contrat, le Délégant et le Délégataire s'accordent, sur les travaux nécessaires à la remise des biens en bon état d'entretien et de renouvellement selon la procédure ci-dessous.

Dans le cadre de la fin de contrat, un état des biens du service a eu lieu en février 2024 sur les deux STEPs.

Suite à cet état des biens, il est convenu que :

- Les points contrôlés des stations d'épuration lors des visites réalisées les 20 et 21 février 2024 pour lesquels aucune remarque ou réserve n'aura été formulée seront considérés comme en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

- Les points contrôlés des stations d'épuration lors des visites réalisées les 20 et 21 février 2024 pour lesquels des remarques ont été formulées feront l'objet d'un programme de remise en état déterminé d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'un planning de réalisation à l'issu duquel un deuxième constat sera réalisé. Les travaux de remise en état devront avoir lieu au plus tard le 30/11/2024. Dans ce cadre, le Délégataire s'engage à :

    - remettre au Délégant, un programme de travaux de remise en état du patrimoine du service sous 45 jours ouvrés après l'envoi des remarques précitées. Ce programme fera l'objet d'un suivi entre le Délégataire et le Délégant et sera amendé autant que nécessaire après accord du Délégant,

    - à réaliser les travaux de remise en état normal d'entretien et de fonctionnement du patrimoine du service, issus du programme, au plus tard le 30/11/2024.

- Un état contradictoires des stations de relevage sera réalisé en avril 2024. Dans ce cadre, le Délégataire s'engage à :

    - remettre au Délégant, un programme de travaux de remise en état du patrimoine du service à la date limite du 30 juin 2024 après l'envoi des remarques qui auront été établies lors des visites précitées. Ce programme fera l'objet d'un suivi entre le Délégataire et le Délégant et sera amendé autant que nécessaire après accord du Délégant,

PROJET

- à réaliser les travaux de remise en état normal d'entretien et de fonctionnement du patrimoine du service, issus du programme précité défini entre les parties, au plus tard le 30/11/2024 conformément aux obligations d'entretien du contrat

- Les points non-contrôlés des stations d'épurations ou des stations de relevage lors des visites de février et d'avril pourront faire l'objet d'un contrôle contradictoire avec le Délégant et/ou le/les exploitants entrants et le cas échéant cela pourra donner lieu à une liste d'intervention de remise en état à la charge du Délégataire sortant en cas de constat de non-respect de ses obligations contractuelles, avec élaboration d'une liste de remise en état déterminée contradictoirement en accord des deux parties.

Le cas échéant, le Délégant et le Délégataire s'accorderont sur le versement d'une indemnité par le Délégataire plutôt que la réalisation de certains travaux de remise en bon état d'entretien et de fonctionnement :

- Soit au motif qu'il serait finalement préférable de les confier au futur exploitant ;

- Soit au motif qu'ils ne pourraient pas être réalisés par le Délégataire avant le terme du contrat.

Ces travaux et le montant des indemnités correspondant feront l'objet d'un PV établi contradictoirement entre les parties.

Faute d'accord entre les parties, il sera fait application de la procédure prévue à l'article 67 du contrat.

Au terme du contrat, le Délégataire devra avoir procédé au nettoyage des équipements et installations du service délégué ainsi qu'à l'évacuation de tous les déchets et objets inutilisables.

2.3. Nettoyage et stocks de boues

2.3.1. Nettoyage

Conformément à l'article 71.1 du contrat, à la date de son départ le Délégataire assure le nettoyage des ouvrages équipements et installations du service affermé ainsi que l'évacuation de tous les objets inutilisables et déchets issus du traitement des eaux.

Le Délégataire s'engage à maintenir un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à l'échéance du contrat notamment en ce qui concerne les déchets.

Au terme du contrat, le traitement et l'évacuation de la totalité des déchets issus de l'exploitation et stockés sur les sites sont à la charge du Délégataire.

2.3.2. Gestion des stocks de boues

Le Délégataire s'engage à maintenir un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à l'échéance du contrat en ce qui concerne le stockage des boues des stations d'épuration et des bassins.

Il est convenu entre les parties que le délégataire s'engage à respecter les plans d'épandage et à s'assurer du déstockage des plateformes de stockage des boues des stations au 1er septembre 2024.

Au terme du contrat, il est convenu que le délégataire indemnisera la collectivité du tonnage de boues stockées entre le 1er septembre 2024 et le 31 décembre 2024 au coût unitaire

PROJET

d'évacuation et d'élimination des boues prévu au contrat soit 25€HT (valeur 1er janvier 2024) sur la base d'un tonnage estimé d'un commun accord entre les parties.

Il sera demandé au Délégataire de procéder au minimum à une analyse permettant de valider la conformité du lot.

En cas de lot non-conforme, le Délégataire devra prendre à sa charge le surcoût lié à l'élimination du lot.

ARTICLE 3. SYSTÈMES D'INFORMATION

3.1. Outils applicatifs

Les modalités de restitution au Délégant des applications sont décrites ci-dessous :

Applications	Modalités
TOPKAPI	Concernant les STEPs, l'application est un bien de retour du Délégant. Le Délégataire s'engage : - À lui transmettre l'application (dont code d'accès) et les documentations afférentes en précisant la version installée pour l'ensemble des licences - À lui communiquer les numéros des licences Topkapi et les options associées - À lui communiquer les contrats de licence et de maintenance (avec références des contrats chez l'éditeur et le prestataire), en précisant les caractéristiques des licences actuelles et des gammes de maintenance, et conformément à l'Article 9 - À lui transmettre les programmes / configurations / paramétrages conformément à l'Article 3.2.3. pour l'ensemble du périmètre délégué (traitement et collecte) - Pour le 15 décembre 2024, le Délégataire s'engage à permettre le report de la supervision des différents ouvrages sur la supervision de la MEL sur l'ensemble du périmètre délégué (collecte et traitement). Ce report se fera par le biais d'un double adressage (Suez et MEL) si possible, sinon la MEL fera le nécessaire pour rendre possible le reporting à sa supervision.
GMAO – MAXIMO - outil d'inventaire	Les données de la GMAO sont des biens de retour du Délégant. Il est convenu entre les parties que cette GMAO - mise à jour des caractéristiques du matériel, avec date de 1ère installation (hors cas d'une date non disponible pour les

PROJET

	équipements et ouvrages mis en service antérieurement à l'exploitation par le délégataire), date de dernier renouvellement, durée de vie présagée selon constructeur, montant de l'actif sur la totalité du périmètre (collecte et traitement) - fait office d'inventaire du patrimoine confié Le Délégataire s'engage : - À lui transmettre la base de données de GMAO dans son intégralité, conformément à l'article 70 du contrat, y compris les gammes opératoires des sites délégués. - À lui transmettre les données de GMAO visées à l'Article 16 du présent protocole.
SIG	Les données du SIG sont des biens de retour du Délégant. Le Délégataire s'engage : - À lui transmettre la base de données dans son intégralité, conformément à l'article 70 - À lui transmettre les données du SIG visées à l' Article 16 du présent protocole.
Outil de diagnostic permanent	Les données du diagnostic permanent (à minima, fichiers excel des points de mesure, rapport) sont des biens de retour du client. Le Délégataire s'engage : - À lui transmettre les données et la méthodologie du diagnostic permanent visées à l'Article 16 du présent protocole ; les données seront transmises sur support numérique.
Données des usagers	Le fichier des données relatives des usagers sont des biens de retour du Délégant. Le Délégataire s'engage : - À lui transmettre sur support numérique la base de données dans son intégralité lui aura été préalablement remise par le délégataire de l'eau potable et par Noréade, conformément à l'article 73.1 du contrat complété par l'article 19.2.2 du présent protocole .

Toute base de données transmise sera accompagnée de son dictionnaire de données (définition des champs) et du modèle conceptuel de données (structure de relation entre les tables) pour faciliter leur migration dans un nouveau Système d'Information conformément à l'Article 18 du présent protocole.

PROJET

3.2. Matériels et infrastructures

L'ensemble des éléments qui constituent des biens de retour du SI et SI Industriel (SII) devra être remis au Délégant en fin du contrat. Il s'agit donc :

- Des équipements physiques qui seront remis en bon état d'entretien et de fonctionnement,

- Des programmes (commentés) sources des automates, des IHM et des supervisions qui seront remis sous forme de sauvegarde,

- De l'inventaire complet des stocks des équipements d'automatisme

- Des onduleurs ainsi que leur capacité d'autonomie

- Des paramètres des équipements de réseau : routeurs, switchs, modems…

- De la documentation décrivant de façon exhaustive et univoque le fonctionnement, les modes d'exploitation, les fonctionnements en modes dégradé / mode repli et le maintien en conditions opérationnelles des SI et SII bien de retour.

3.2.1. Inventaire SI et SII

Il concerne notamment des serveurs, des supports de stockage réseau, des ordinateurs fixes et portables, des systèmes de communication réseau (commutateurs, ou switchs) et télécommunication (modem, routeurs non loués), des systèmes d'alimentations et onduleurs, des consoles techniques, des équipements de cybersécurité, des capteurs, actionneurs, et des automates.

Il inclut également des solutions applicatives identifiées comme bien de retour (à minima les licences TOPKAPI).

Cet inventaire SI et SII sera effectué par le Délégataire et remis au Délégant suivant les dates jalon de l'article 1 du présent protocole, en précisant pour chaque matériel / solution applicative si disponible (hors cas des biens de retour pour lesquels la totalité des champs ci-dessous sera à fournir) : le numéro de série, la référence constructeur et version, la date de 1ère installation ou de renouvellement, la durée de garantie constructeur ou date de fin de garantie, le montant de l'actif, la localisation, la codification logique dans le SI, la codification physique dans les locaux/installations, la date de sa dernière maintenance, la version d'OS ou de firmware installé, la date de fin de maintenance chez le constructeur.

3.2.2. Description du fonctionnement du SI et SII

Pour permettre au Délégant ou à tout autre tiers la reprise de l'exploitation dans les meilleures conditions pour le Service, le Délégataire remettra à la Collectivité les documentations SI et SII s à l'architecture réseau des SI et SII et à leurs descriptions fonctionnelles, aux dates jalon de l'article 1.

Cela inclut à minima :

- Le plan d'adressage des équipements,

- Le schéma de la typologie des réseaux de communication et télécommunication faisant apparaitre les équipements présents dans l'inventaire, leurs liaisons et les protocoles associés (i.e. la cartographie du réseau, faire apparaitre s'il y a lieu les segmentations du réseau…),

PROJET

- Pour chaque STEP, le schéma d'architecture détaillé du SI industriel avec représentation des serveurs TOPKAPI, des postes clients (et autres postes utilisés pour le service), les équipements de communication (modem/routeur/switch), et les automates,

- La cartographie applicative du SI industriel bien de retour : liens entre les solutions applicatives inventoriées, localisation des bases de données correspondantes, middleware, etc.

- La (les) politique(s) de sécurité et d'accès aux données mise(s) en œuvre,

- Les manuels d'utilisation et guides de configuration.

Cette liste complète et précise celle visée à l'Article 16.

3.2.3. Sauvegarde des programmes et paramètres

Concernant les automates, IHM, capteurs, onduleurs, variateurs de fréquences, démarreurs…et éléments de communication (routeurs, switchs, modems, firewall…) composants le SI industriel bien de retour, le Délégataire remettra à la Collectivité 1 mois avant la fin de contrat une sauvegarde :

- Des programmes embarqués dans ces systèmes,

- Leurs codes source,

- Leurs fichiers de configuration et paramétrage.

Concernant les superviseurs TOPKAPI, il remettra également sous le même délai une sauvegarde du/des dossier(s) du/des application(s) de supervision, des codes sources des programmes et des synoptiques qu'il aura conçus pendant le contrat et qui seront déployés sur les serveurs TOPKAPI à cette date.

Les parties s'entendront préalablement sur le support numérique de transmission ou de mise à disposition le plus adapté, à défaut d'accord, la transmission se fera par clé USB.

3.3. Données du service en version informatisée

En complément de l'article 71.2 du contrat, les parties conviennent que les données du service sont essentielles à la continuité et au bon fonctionnement du service.

Le Délégataire s'engage, au terme du contrat, à transférer au(x) futur(s) exploitant(s) l'ensemble des données du système d'information, en l'état et au format d'utilisation standard (accessible par le Délégant), tel que mentionnées à l' Article 18 du présent protocole.

Lorsqu'elles ne sont pas sous forme informatique, et uniquement dans ce cas, les données seront transmises au Délégant par numérisation des documents papier sous format .PDF ou par transmission (ou mise à disposition) des documents papier.

Dans le cas où des systèmes d'information (SI) ne seraient pas la propriété du Délégataire, ce dernier s'engage, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, à procéder à l'extraction comportant les informations disponibles requises par le délégant pour l'intégration des données vers les SI du/des futur(s) exploitant(s), qu'il s'agisse d'un autre opérateur privé en cas de renouvellement de la délégation de service public ou d'une régie en cas de reprise du service en régie. Cela concerne par exemple les données du SIG.

PROJET

À cette fin, le Délégataire s'engage à répondre aux sollicitations du Délégant et du/des futur(s) exploitant(s) à compter du 30 septembre 2024.

Chaque donnée transmise devra répondre aux caractéristiques définies dans le tableau ci-dessous :

Type de Donnée	Format de Fichier	Projection	Autres Spécifications
Plans de recollement	DWG	Lambert 93 (L93)	-
Inspections télévisuelles	TXT, Vidéos, Photos	-	Rapports en PDF
Études de sol	PDF	-	Inventaire en Excel (localisation et qualification)
Levés géomètres	DWG	Lambert 93 (L93)	-
Rapports d'enquête	PDF	-	Registre en Excel (localisation et inventaire)
Ouvrages de gestion des eaux pluviales	SIG (SHAPE ou Géodatabase)	Lambert 93 (L93)	-

Chaque fichier devra inclure des métadonnées claires (auteur, date de création, sources). À défaut, un inventaire des données, reprenant les métadonnées sera fourni dans un tableau au format Excel.

À cette fin, le Délégataire s'engage à répondre aux sollicitations du Délégant et du/des futur(s) exploitant(s) à compter du 30 septembre 2024.

3.4. Identifiants et mots de passe

La totalité des identifiants et mot de passe nécessaires à la gestion des matériels, infrastructures, applicatifs et plus généralement à leur maintenance et à la continuité du service sera livrée au plus tard à la fin du contrat au Délégant.

PROJET

Chapitre 3 : Sort des contrats conclus par le Délégataire

ARTICLE 4. AUTORISATION DE DÉVERSEMENT ET CONVENTIONS SPÉCIALES DE DÉVERSEMENT

Par principe et conformément à l'article 73.1 du contrat, les autorisations de déversement et conventions spéciales de déversement sont accordées et signées par les autorités compétentes en matière de collecte des eaux usées.

4.1.- Le Délégataire s'engage à adresser au Délégant, au plus tard aux dates jalons indiquées dans l'Article 1 du présent protocole, un inventaire exhaustif des rejets non domestiques et assimilés domestiques, ainsi que les éventuelles autorisations et conventions afférentes, tel que prévu à l'article 73.1 du contrat.

En l'absence de conventions régulièrement signées, le Délégataire s'engage à transmettre au futur exploitant l'ensemble de la documentation dont il est en possession relative à chacun de ces rejets (y compris les analyses des rejets).

4.2.- Les abonnements et conventions de déversement spéciales qui auraient été conclus uniquement par le Délégataire seront résiliés au terme de la Convention. En lien avec le Délégant, le Délégataire s'engage à apporter une information aux abonnés/titulaires de conventions de déversement spéciale sur les modalités de fin et de renouvellement de leurs conventions de déversement spéciales, au plus tard 3 mois avant le terme de la Convention, soit le 30 septembre 2024.

S'agissant de ces conventions de déversement spéciales, le Délégataire procèdera à un relevé et à une facturation d'arrêt des comptes au jour de leur résiliation.

Le Délégataire fera son affaire du recouvrement des factures émises jusqu'au dernier jour de la Convention, y compris du recouvrement forcé.

ARTICLE 5. TRANSFERTS D'EFFLUENTS

sans objet

ARTICLE 6. SORT DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) DU DOMAINE PUBLIC

Le Délégataire s'engage à remettre au Délégant un inventaire complet des AOT dont il est titulaire. Il transmet la copie de chacun de ces AOT ainsi que les montants supportés par le Délégataire sur les deux derniers exercices le cas échéant.

Le Délégataire s'engage à garantir le Délégant et le futur exploitant en cas de litige relatif à l'exécution de ces AOT, pour des faits survenus avant le terme du contrat.

Le Délégataire s'engage enfin à remettre au Délégant, au terme du contrat, la liste des éventuelles AOT qui seraient à régulariser.

Le Délégataire s'engage à remettre les documents et informations précitées aux dates jalons indiquées dans l'article 1.

ARTICLE 7. INVENTAIRE DES SERVITUDES

Le Délégataire s'engage à remettre au Délégant un inventaire complet des servitudes dont bénéficient les biens du service et dont il a connaissance.

PROJET

Le Délégataire s'engage à garantir le Délégant et le futur exploitant en cas de litige relatif à l'exécution de ces servitudes, pour des faits survenus avant le terme du contrat.

Le Délégataire s'engage enfin à remettre au Délégant la liste des éventuelles servitudes qui seraient à régulariser (occupation par les biens du service de propriétés privées, hors servitudes légales ou conventionnelles). Le Délégataire n'a pas la charge de régulariser lesdites servitudes d'ici le terme du Contrat. Sauf urgence et sur demande du délégant auquel cas il procédera à ces régularisations à ses frais.

Le Délégataire s'engage à remettre les documents et informations précitées aux dates jalons de l'Article 1 du présent protocole.

ARTICLE 8. PLAN D'EPANDAGE ET CONVENTIONS AVEC LES AGRICULTEURS

Conformément à l'article 22.3 du contrat, les boues sont éliminées par épandage agricole.

Le Délégataire transmet au Délégant le plan d'épandage autorisé par arrêté préfectoral et le cahier d'épandage en vigueur ainsi que l'ensemble des conventions signées avec les agriculteurs. Il transmet également au Délégant l'ensemble des contacts et coordonnées des agriculteurs concernés ainsi que les procédures en œuvre pour la mise en œuvre du plan d'épandage.

Il transmet les données de bilan des plans d'épandage réalisés sur les 10 dernières années ainsi que les données au format SANDRE.

Il cartographie sous le SIG les parcelles concernées, si disponible.

Il transmet les données en format sandre depuis leur apparition ainsi que les données SIG des parcelles.

Le Délégataire s'engage à remettre les documents et informations précitées aux dates jalons de l'Article 1 du présent protocole.

ARTICLE 9. SORT DES AUTRES CONTRATS DES CONVENTIONS AVEC DES TIERS

8-1- Aux dates jalon de l'article 1, le Délégataire s'engage à remettre au Délégant la liste des contrats et conventions conclus avec des tiers pour l'exécution du contrat (prestataires, fournisseurs, Agence de l'eau…).

8.2 - En outre, le Délégataire remettra au Délégant et/ou à son futur exploitant la liste des matériels en LLD ou LOA.

8.3 - Aux dates jalon de l'article 1, le Délégataire transmettra également les informations sur ses contrats pour l'approvisionnement en électricité, en eau potable, télécom et en réactif du service avec :

Pour l'approvisionnement en électricité :

- Caractéristiques techniques (kW souscrits) ;
- Puissance souscrite par site et par abonnement ;
- Fournisseur ;
- Durée et échéance du contrat.

PROJET

- Les points de livraison
- Consuel
- Dernière facture par PDL

Pour l'approvisionnement en réactif :

- Type de réactifs : formulation, concentration ;
- Conditionnement ;
- Lieu de livraison et lieu d'utilisation.

Pour l'approvisionnement en eau potable:

- Volumes consommés ;
- Contrat d'abonnement ;
- Points de service ouverts et fermés

Pour les données télécoms :

Le Délégataire s'engage à transmettre au futur exploitant les informations concernant ses contrats pour les liaisons de télécommunication (tant fixes que mobiles) utilisées pour l'exploitation. Il précisera :

- Les modes de communication et Type de ligne (téléphonie fixe, téléphonie mobile, xDSL, internet mobile, mixte, etc.) nécessaire à la continuité du service public ;
- Caractéristique de l'abonnement ;
- Personnel ou service bénéficiaire ;
- Numéro de ligne / d'appel / de contrat ;
- Opérateur ;
- Lieu de livraison ;
- Durée et échéance du contrat.

Le Délégataire s'engage à remettre une liste des contrats précités avec, pour chacun d'eux, son objet, le nom du cocontractant, sa durée, ses conditions financières, les conditions d'une résiliation au terme du contrat ainsi que le cas échéant les conditions d'une cession aux dates jalons indiquées dans l'article 1.

Les parties se rapprocheront, avec le futur exploitant, durant les six derniers mois du contrat afin de traiter toute demande de cession.

Le Délégataire s'engage à fournir ses meilleurs efforts pour accompagner les discussions avec les cocontractants concernés.

En cas de cession de tout ou partie de ces contrats par le Délégataire au futur exploitant, le Délégataire s'engage à garantir le Délégant et le futur exploitant en cas de litige relatif à l'exécution de ces contrats, pour des faits survenus avant le terme du contrat.

PROJET

En l'absence de cession, le Délégataire ne pourra solliciter aucune indemnité s'il devait supporter des coûts de résiliation.

ARTICLE 10. SORT DES TRAVAUX ET ÉTUDES ENCORE EN COURS EN FIN DU CONTRAT (POUR LE COMPTE DU DÉLÉGATAIRE)

10.1. Travaux d'entretien de renouvellement ou neufs prévus dans le cadre du contrat de délégation

Sous réserve d'un accord qui serait conclu entre le Délégataire et le futur exploitant, le Délégataire s'engage par principe à ne pas conclure sous sa maîtrise d'ouvrage de marchés de travaux, de fournitures ou de services dont l'exécution prévisionnelle ne serait pas achevée au terme du contrat. Par exécution, il convient d'entendre réception sans réserve des prestations.

Dans l'hypothèse d'un retard à la réception sans réserve des marchés qui étaient prévus pour être réceptionnés avant le terme du contrat, ces-derniers devront être résiliés aux frais et risques du Délégataire, sauf accord préalable exprès du/des futur(s) exploitant(s) sur un transfert de ces marchés.

Par dérogation et avec l'accord préalable exprès du Délégant entre le 1er septembre 2024 et le 31 décembre 2024 puis avec l'accord supplémentaire préalable et exprès du/des futur(s) exploitant(s) à compter du 15 octobre 2024, le Délégataire pourra conclure des marchés de travaux, de fournitures ou de services dont l'exécution prévisionnelle irait au-delà du terme du contrat.

Dans ce cas, ainsi que dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2 du présent article :

- Les marchés feront l'objet d'une demande de transfert par le Délégataire au(x) futur(s) exploitant(s) pour les marchés ayant fait l'objet d'un accord préalable exprès du Délégant jusqu'au 15 octobre 2024 ;

- Les marchés pourront être transférés par le Délégataire au(x) futur(s) exploitant(s), avec l'accord de ce-dernier pour les marchés ayant fait l'objet d'un accord préalable exprès du /des futur(s) exploitant(s) pendant la période de tuilage définie à l'article 22. Les actes de transfert devront être tripartites entre le Délégataire, le(s) futur(s) exploitant(s) et le titulaire du marché.

En l'absence d'accord des cocontractants du Délégataire sur un transfert, les marchés concernés devront être résiliés. Le Délégataire ne pourra solliciter aucune indemnité s'il devait alors supporter des coûts de résiliation.

Les acomptes versés par le Délégataire pour le paiement des marchés en cause, pour des prestations non réalisées au terme du contrat, devront lui être reversés par le futur exploitant, dans le cadre d'une convention spécifique à conclure entre le Délégataire et le futur exploitant relative au transfert des marchés en cours.

Les éventuelles subventions notifiées au Délégataire mais non encore perçues par ce-dernier, pour des prestations non réalisées au terme du contrat, devront faire l'objet d'un transfert au futur exploitant, dans le cadre d'une convention spécifique à conclure entre le Délégataire et le futur exploitant.

Le Délégataire s'engage à rester contractuellement responsable vis-à-vis du Délégant et du/des futur(s) exploitant(s) (vis-à-vis de ce-dernier, la responsabilité du Délégataire devra être stipulée dans la convention spécifique relative au transfert des marchés en cours précitée) au titre des missions de maîtrise d'ouvrage réalisées jusqu'au terme du contrat.

PROJET

Par ailleurs, le Délégant ou le(s) futur(s) exploitant(s) pourront rechercher la responsabilité du Délégataire pour tout préjudice subi, ou l'appeler en garantie le cas échéant, au titre des marchés transférés, pour la période antérieure au terme du contrat.

10.2. Travaux de branchements neufs

Le délégataire réalise avant le 31 décembre 2024 les branchements neufs commandés avant le 30 octobre 2024. A compter du 30 octobre 2024, le délégataire réceptionne les demandes de devis de branchements neufs et transmet à la collectivité. En cas d'urgence une analyse au cas par cas sera faite et si nécessaire le délégataire réalise un devis et réalise les travaux avant le 31 décembre 2024.

La Collectivité réalise les branchements ainsi commandés entre le 30 octobre et le 31 décembre à compter du 1er janvier 2025 Les demandes de devis effectués auprès du délégataire entre le 30 octobre et le 31 décembre ne seront pas instruite par ce dernier mais par la collectivité. Le délégataire précise sur les devis établis avant le 30 octobre les délais d'acceptation pour une réalisation des travaux avant le 31 décembre 2024.

PROJET

Chapitre 4 : Clôture financière du contrat

ARTICLE 11. BILAN FINANCIER DE LA CONCESSION

11.1. Principes

Les parties s'engagent à établir un bilan de clôture du contrat de concession.

L'objet de ce bilan est strictement financier. Il porte sur les dettes et créances respectives de chaque partie à l'égard de l'autre partie. Il ne vaut pas quitus de la gestion du service par le Délégataire.

11.2. Contenu du bilan

Le bilan fera apparaître au crédit du Délégataire :

- Le cas échéant, le montant de l'indemnité de rachat des biens de reprise, conformément à l' Article 13 du présent protocole;

- Le cas échéant, le montant de l'indemnité de rachat du stock de consommables et de petit matériel, conformément à l'Article 14 du présent protocole.

Le bilan fera apparaître au débit du Délégataire :

- Le cas échéant, les pénalités appliquées en exécution du contrat;

- Le cas échéant l'indemnité de remise en état des biens de retour, prévue à l'Article 1 du présent protocole.

- Le cas échéant, les travaux de renouvellement prévus au programme de renouvellement et non réalisés conformément à l'article 41.4 du contrat

11.3. Procédure

Le compte du solde du contrat de délégation sera établi selon les principes repris ci-dessus et selon la procédure suivante.

Un projet de solde devra être établi par le Délégataire et notifié à la MEL dans un délai de 1mois suivant le terme du contrat et en toute hypothèse une fois entièrement exécuté l'ensemble des obligations du Délégataire au titre du présent protocole et du contrat de concession.

Dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires suivant la notification du projet de solde, le Délégant s'engage à transmettre au Délégataire soit son accord, soit ses observations ou modifications.

En l'absence d'observation ou de modification du projet par le Délégant, le solde du contrat devient définitif à compter de la notification du projet de solde non modifié par le Délégant au Délégataire.

En cas d'observation ou de modification du projet par la MEL, le Délégataire disposera d'un délai de trente (30) jours ouvrés suivant la notification par la MEL du projet modifié pour l'accepter ou le contester.

En cas d'acceptation ou en l'absence de réponse expresse dans le délai précité, le solde rectifié notifié par le Délégant devient définitif.

PROJET

En cas de désaccord exprès du Délégataire sur le projet de solde rectifié notifié par le Délégant, le Délégataire devra notifier au Délégant les motifs de son désaccord dans le délai de trente (30) jours précité.

Si dans un nouveau délai de quinze (15) jours ouvrés, le Délégant n'a pas expressément notifié son accord au Délégataire, la partie la plus diligente pourra alors soit saisir le tribunal compétent du litige qui les oppose soit proposer, avec l'accord de l'autre partie, de suivre une procédure de conciliation ou de médiation selon des modalités qu'elles détermineront à cette occasion.

En cas d'accord, le versement des sommes visées au présent article s'effectuera dans un délai d'un (1) mois après la notification du solde définitif et l'émission du titre de recette par le Délégant.

ARTICLE 12. MODALITÉS DE RÉGULARISATION DES SOMMES DUES

La régularisation des créances nées du contrat de DSP, dont l'exécution se termine au 31 décembre 2024, seront assurées par les exploitants en charge de la facturation de l'eau et de l'assainissement, sur le territoire des 5 communes concernées pour l'exercice 2024.

À cet effet, une convention de régularisation sera conclue par le Délégataire et le Délégant avec l'exploitant facturier, au plus tard avant le 1er septembre 2024.

Chaque exploitant facturier assurera la facturation et le recouvrement des produits revenant au Délégataire sur la première facture périodique, ou facture de clôture en cas de résiliation, émise sur l'exercice 2025.

Les modalités de facturation et de recouvrement, ainsi que les conditions de reversement des produits ainsi facturés seront fixées dans les conventions de régularisation établies avec les opérateurs facturiers.

Deux cas de figure sont envisageables :

a) Facturation par l'exploitant d'eau potable des créances non facturées à l'occasion des premières factures périodiques des abonnés sur l'exercice N+1 :

   i) Si la facture est basée sur un index estimé : utilisation d'une consommation journalière moyenne (CMJ) basée sur les deux derniers index réels relevés sur le point de desserte, et application du nombre de jours entre la dernière facture émise avant la fin du contrat et le 31/12/2024

   ii) Si la facture est basée sur un index réel : application d'un prorata temporis à la consommation mesurée depuis le dernier réel connu, sur la période allant de date du dernier index réel facturé au 31/12/2024, en déduisant les éventuelles factures estimatives intermédiaires.

b) Facturation de solde au 31/12/2024 de l'ensemble des abonnés : utilisation d'une consommation journalière moyenne (CMJ) basée sur les deux derniers index réels relevés & facturés sur le point de desserte, et application du nombre de jours entre la dernière facture émise avant la fin du contrat et le 31/12/2024

Les conventions de régularisation préciseront également les modalités de contrôle par la collectivité des produits facturés et recouvrés pour le compte du Délégataire.

PROJET

ARTICLE 13. CONDITIONS DU RACHAT DES BIENS DE REPRISE

Le Délégant s'engage à notifier au Délégataire ou à ce que le(s) futur(s) exploitant(s) notifie au Délégataire la liste des biens de reprise figurant à l'inventaire visé à l'article 72 du contrat, autres que le stock de consommables et de petits matériels mentionnés à l' Article 14 du présent protocole, qu'il souhaite racheter au plus tard un mois avant le terme du contrat.

La liste des biens de reprise est présentée dans l'inventaire en annexe X du présent protocole.

Passée cette date, le Délégant ou le futur exploitant pourront solliciter le rachat de biens de reprise listés à l'inventaire, mais le Délégataire sera libre de le refuser.

La valeur de rachat des biens de reprise est fixée à l'amiable ou à dire d'expert.

Le montant des biens de reprise rachetés est figé au terme du contrat ; il est soit porté au crédit du Délégataire dans le décompte général visé à l' Article 11 du présent protocole, soit versé directement par le futur exploitant si la demande de rachat émane de ce-dernier.

ARTICLE 14. CONDITIONS DU RACHAT DU STOCK DE CONSOMMABLES ET DE PETITS MATERIELS

Le Délégataire s'engage à fournir un inventaire qualitatif, quantitatif par type de biens ou ensemble de biens et valorisé du stock de petits matériels, pièces détachées et consommables affectés à l'exécution du contrat.

Le Délégataire s'engage à remettre l'inventaire aux dates jalons indiquées dans l'Article 1.

Conformément à l'article 72, les biens objet de cet inventaire sont qualifiés de biens de reprise.

Il est acté une valeur de rachat des éléments du stock précité selon la méthode Prix Unitaire Moyen Pondéré au 31 décembre 2024.

Le montant des éléments du stock précités rachetés est figé au terme du contrat ; il est soit porté au crédit du Délégataire dans le décompte général visé à l'Article 11 du présent protocole, soit versé directement par le futur exploitant si la demande de rachat émane de ce-dernier.

Sans préjudice des stipulations précédentes, le Délégataire s'engage à transmettre au futur exploitant, sur le site des STEPs, un stock minimum de produits chimiques représentant environ trois (3) semaines de stocks, ceci afin de permettre une continuité d'exploitation à l'échéance du contrat de concession, ce stock a fait l'objet d'un rachat par la méthode précitée.

Le stock de pièces et petits matériels établi dans le cadre des analyses de risque et de défaillances sont quant à eux transmis gratuitement à la collectivité étant nécessaires à l'exécution du service.

PROJET

Chapitre 5 : Éléments à communiquer d'ici le terme du contrat

ARTICLE 15. COMMUNICATION DES DONNÉES RELATIVES AU PERSONNEL

La transmission à la Métropole Européenne de Lille et/ou à son nouvel opérateur des données relatives au personnel du Délégataire se fait en conformité avec le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Deux besoins se présentent :

1) Transmission de données individualisées transmissibles dans le cadre de la préparation et la mise en œuvre du choix du nouveau mode de gestion. Ces données seront transmises sur demande de la Métropole Européenne de Lille ;

2) Transmission de données individualisées dans le cadre d'un tuilage et d'un transfert de personnel entre le délégataire et le futur opérateur, établies de façon individuelle et nominative.

L'ensemble des données relatives aux moyens humains présenté ci-après est remis sous la forme d'un tableau, avec une ligne pour chaque salarié.

Liste des données		**2)**
Âge		**x**
Date de naissance		x
Ancienneté professionnelle		**x**
Date d'embauche		x
Historique de formation professionnelle, attestations de formation et habilitations des 24 derniers mois.		**x**
Compétences et le niveau de qualification professionnelle au regard de la convention collective		**x**
Nature du contrat de travail (CDI, CDD, autre, etc.)		**x**
Contrat de travail et l'ensemble des avenants au contrat de travail		x
Statut de l'agent (salarié détaché ou non)		**x**
Lieu d'affectation		x
Filière		**x**
Affectation sous-filière :		x

PROJET

- Exploitation/technique : distribution, production, maintenance, analyse, étude - Clientèle : relevé / intervention, gestion clientèle - Support : service considéré (RH, compta, qualité, etc.)		
Emploi Repère		**x**
Unité fonctionnelle de rattachement		**x**
Temps partiel éventuel		x
Modalités du temps partiel		**x**
Part de l'affectation à l'exécution du contrat de délégation		x
Convention collective ou statuts applicables		**x**
Salaire brut hors primes		**x**
Eventuelle invalidité, après autorisation préalable du salarié		x
Eventuel statut particulier retraite		**x**
Avantages particuliers (véhicule, logement de fonction, logement en location, etc.)		x
Existence éventuelle dans le contrat ou dans le statut, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher ou conditionner le transfert du contrat de travail à un autre employeur		**x**
Détail des engagements d'indemnités de fin de carrière applicables		x
Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises)		**x**
volume annuel d'heures supplémentaires		x
volume annuel d'astreintes		**x**
Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente en distinguant la rémunération brute et les cotisations patronales		**x**
Structure détaillée de la rémunération complète : détail du salaire brut hors primes, des indemnités de toutes sortes, des primes de toutes natures, des avantages, des autres compléments de salaire, de l'épargne salariale (participation et intéressement)		x
Feuilles de paie sur 12 mois (à compter de l'identification des salariés transférés)		**x**

PROJET

Droits en termes de RTT		x
Droits en termes de congés		**x**
Historique des Arrêts de travail depuis le 1er janvier 2021.		**x**
Etat du compte épargne-temps		x
Derniers avis d'aptitude ou d'inaptitude médicale connu		**x**
Nom des salariés handicapés identifiés ainsi que les documents en attestant après autorisation du salarié		x
Copie des entretiens professionnels depuis 2 années pleines, selon dispositions des articles L.6315-1 et 6323-13 du Code du Travail		**x**
Notifications de sanction de moins de trois ans (via le dossier personnel)		**x**
Dossiers contentieux devant les prud'hommes toujours en cours à la date du transfert, uniquement pour les salariés transférables.		x

En parallèle de cette transmission, le Délégataire fournit son bilan social, ce bilan pouvant être utilisé et communiqué par la Métropole Européenne de Lille dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau mode de gestion.

La Métropole Européenne de Lille se réserve le droit de solliciter d'autres données non listées au présent article, notamment pour répondre à d'éventuelles demandes reçues dans le cadre du choix du futur opérateur.

Par ailleurs, le Délégataire s'engage à communiquer au Délégant une note précisant l'existence ou non d'une entité économique autonome.

Le Délégataire s'engage à remettre au Délégant les informations précitées qui lui seront nécessaires aux dates jalons indiquées dans l'Article 1.

le Délégataire s'engage à ne pas modifier substantiellement la composition (sauf départ ou mobilité volontaire exprimée par les personnes concernées) et le régime de rémunération ou d'indemnisation du personnel affecté au service délégué dans les 6 derniers mois du contrat.

Le Délégataire pourra toutefois affecter temporairement à l'exécution du contrat du personnel supplémentaire nécessaire à la réalisation des missions spécifiques aux opérations de fin de contrat (travaux de renouvellement, mise en œuvre du présent protocole, opérations spécifiques liées à la période de tuilage).

Le Délégataire tient informé la MEL des processus et conditions de reprise du personnel par le nouvel opérateur, et justifie de la bonne mise en œuvre des textes applicables et des bonnes pratiques en ce qui le concerne.

Le Délégataire facilitera les échanges entre les salariés transférables et le nouvel opérateur.

PROJET

Le Délégataire fait ses meilleurs efforts pour conclure un accord de méthode sur le transfert du personnel traitant au moins des sujets suivants :

- Identification du personnel transférable ;
- Méthodologie de communication ;
- Transfert de l'ensemble des créances sociales et mise à disposition des salariés transférés à un nouvel exploitant ;
- Gestion des autres dettes et créances ;
- Mise à disposition des salariés en amont du transfert ;
- Transfert de documentation : informations attendues et modalités de transmission ;
- Sort des litiges dont le fait générateur est antérieur à la date de transfert ;
- Format et modalités de transmission des documents ;
- Solde financier ;
- Protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 16. COMMUNICATION DES DONNÉES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE

Aux dates jalons de l'Article 1, le Délégataire s'engage à transmettre au Délégant l'ensemble des dernières données d'exploitation et de maintenance disponibles listées ci-après :

- Conduite et supervision en temps réel des équipements (les fichiers historiques (DT, alarmes et événements (HIS) au format Topkapi : 2 à 3 ans de données) ;
- Analyse et autosurveillance du système de collecte et de traitement sur un historique de 5 ans;
- Fiches de déclaration d'incident sur 5 ans d'historique
- Dernier rapport d'audit agence de l'eau
- Jugement de conformité sur un historique de 5 ans
- Loi de mesures et calage modèle pour les déversoirs d'orage ;
- Gestion du patrimoine et maintenance des équipements et réseaux ;
- Relève et gestion des consommations des fluides ;
- Gestion des interventions réseau ;
- Diagnostic permanent dont méthode de calage du modèle utilisé et état du réseau ;
- Les ITV réalisées sur les ouvrages sur 5 ans d'historique ;
- L'état des stocks et la liste des fournisseurs.

PROJET

Le Délégataire s'engage à remettre au Délégant les données d'exploitation précitées aux dates jalons indiquées dans l'Article 1.

À partir du 31 mai 2024 le Délégataire s'engage à tenir à disposition et à transmettre sur demande du Délégant puis du/des futur(s) exploitant(s) la totalité des documents et données techniques disponibles à jour et en sa possession tels que définis dans la liste ci-dessous :

- La gestion des ouvrages, y compris les DOE en version informatique (et en version papier si ceux-ci sont en possession du Délégataire) des extensions réalisées depuis le début du contrat, comprenant :
    - Les dossiers d'intervention ultérieurs sur les ouvrages (DIUO) lorsqu'ils existent (s'il y a eu mission de coordination SPS lors de la construction) ;
    - Les PID ;
    - Le Plan des ouvrages ;
    - La Description des installations ;
    - Les consignes des automates ;
    - Les plans techniques des installations, par corps de métier ;
    - Les analyses fonctionnelles et tables d'échange ;
    - Les Analyses Détaillées des Risques ;
    - Les notices techniques ;
    - Les manuels d'utilisation ;
    - Les notices d'exploitation des constructeurs d'équipements ;
    - Les notices d'entretien et de maintenance des fabricants ;
    - Les fiches de vie équipements ;
    - Les schémas électriques ;
    - Les fiches de paramétrages et d'étalonnage instrumentation et organe de régulation ;
    - Les bilans d'exploitation des sytèmes de collecte et de traitement des eaux usées ;
- Les inventaires des biens de retour (patrimoine ouvrage et patrimoine réseau) suivant la composition prévue contractuellement. Il comprendra notamment les caractéristiques techniques de chaque équipements (marque, puissance, diamètre, débit, modèle…) permettant d'évaluer la taille de l'équipement, ainsi que la description de l'état du patrimoine (vétusté, criticité). Pour chaque inventaire fournit, le Délégataire transmettra le dictionnaire de données permettant une bonne compréhension des données fournies ;
- La gestion du réseau avec les historiques d'exploitation du SIG, relatifs aux réseaux et aux ouvrages et équipements sur réseau (curage, points noirs…) ;

PROJET

- Les données de la maintenance curative et préventive par l'extraction de la base de données GMAO propres aux sites délégués ;

- Les analyses d'eaux d'entrée et de sortie sur les paramètres définis aux arrêtés préfectoraux ;

- Les données d'autosurveillance au format sandre ;

- Les données de comptages des équipements définis au MAS sur un historique de 5 ans;

- Les données de supervision et d'exploitation ;

- Les données relatives à la gestion des boues y compris la liste des contrats conclus avec des tiers pour leur valorisation, les conventions éventuelles conclues avec les agriculteurs utilisateurs de boues, la surveillance de la qualité des boues ;

- L'organigramme des clés et des badges ;

- La gestion des ANC : bilan des contrôles des ANC et liste des contrôles en cours et/ou programmés ;

- La gestion des déchets et épandage :

    - le listing de l'ensemble des déchets, y compris ceux produits par les stations d'épuration, comprenant :

        - leur bilan quantitatif, qualitatif et massique ;

        - leur destination finale ;

    - l'ensemble des plans d'épandage autorisés ainsi que les conventions associées ;

    - l'ensemble des autres types de contrats de traitement de déchets.

- la liste des garanties décennales, garanties contractuelles, garanties de parfait achèvement, garanties de bon fonctionnement et à caractériser les biens du service restant couverts par ces garanties après l'échéance du contrat.

A la date jalon 1, le Délégataire s'engage à tenir à disposition du Délégant puis du/des futur(s) exploitant(s) la totalité des rapports techniques en sa possession se rapportant à l'exploitation tels que définis dans la liste ci- dessous :

- Rapports de contrôle règlementaire technique (installations électriques, de levage EPI, EPC agents chimiques...) ;

- Rapport d'étalonnage des appareils de mesures.

- Bilans annuels (5 ans)

Au 15 décembre 2024, le Délégataire s'engage à transmettre les éléments physiques (Clés, cylindres, badges,...) permettant l'exploitation future des différents ouvrages.

PROJET

ARTICLE 17. COMMUNICATIONS DES DONNÉES RELATIVES AUX SINISTRES ET LITIGES

Le Délégataire s'engage à transmette à date au Délégant un tableau de synthèse relatif aux litiges en cours, que ce soit avec un abonné ou un tiers, et intégrant les informations relatives aux précontentieux ou situations susceptibles de déboucher sur un litige.

Le Délégataire s'engage à remettre au Délégant les données précitées :

- Pour la première échéance : date jalon 1 ;
- Pour la deuxième échéance : date jalon 2 ;
- Au terme du contrat.

ARTICLE 18. COMMUNICATION DES DONNÉES RELATIVES AU SYSTÈME D'INFORMATION

Aux dates jalon de l'article 1, le Délégataire remettra toute la documentation mise à jour nécessaire à l'exploitation des données (dictionnaire des données, modèle conceptuel de données, description de la base de données et/ou de l'entrepôt de données, modalités de requêtage, manuel d'installation, dossier d'architecture, etc.).

La documentation SI restituée comprendra, si elle existe (pour les biens de retour, la totalité des éléments ci-dessous est à fournir dans tous les cas :

- Les documents d'architecture technique (DAT) ;
- Les éventuels documents d'architecture logicielle (DAL) ;
- Les documents d'exploitation ;
- Les documents fonctionnels tels que les spécifications technico-fonctionnelles, manuel d'utilisation ou manuel d'installation ;
- Les dossiers de spécifications et de conception des développements spécifiques ;
- La documentation projet, notamment les dossiers de spécification, de conception générale, dossier de conception détaillé, cahiers de test et recette ;
- Les modèles et dictionnaire de données pour les bases de données restituées ;
- Les codes source des développements spécifiques du périmètre ;
- Pour les applications locales le cas échéant : notices explicatives (fonction et fonctionnement des tableurs).

Il remettra les informations permettant la reprise des contrats de type SaaS par le nouvel opérateur et la poursuite de l'exploitation des applications afférentes.

Il documentera les formats d'échange et contrats d'interface susceptible de pouvoir être réutilisés par le nouvel opérateur.

Enfin, il documentera les sous-traitances (infogérance, tierce maintenance applicative, etc.) permettant ou facilitant la reprise du système d'information par le nouvel opérateur.

PROJET

Le Délégataire s'engage à remettre également au Délégant l'inventaire exhaustif du patrimoine SI physique affecté à l'exécution ainsi que les Schémas/Synoptiques d'architecture informatique (architecture réseau et architecture applicative) aux dates jalons de l'Article 1.

ARTICLE 19. COMMUNICATION DES DONNÉES RELATIVES À LA FACTURATION

19.1. Grilles tarifaires

Le Délégataire s'engage à remettre les documents suivants aux dates jalons définies à l'Article 1 du présent protocole, selon les éléments transmis par le délégataire de l'eau potable :

- Les grilles tarifaires applicables au 1er janvier de l'exercice complètes et comprenant les tarifs spécifiques le cas échéant, sur les trois (3) derniers exercices ;

- La décomposition du chiffre d'affaires (évalué sur la base des volumes facturés) du service sur les trois (3) derniers exercices selon les grilles tarifaires appliquées et en vigueur au 31 décembre de l'exercice par commune (et/ou périmètre) complétés des rattrapages éventuels de facturation selon les grilles tarifaires antérieures à l'exercice ;

- Le nombre d'abonnés par catégorie tarifaire sur les trois (3) derniers exercices ;

- Les volumes assujettis facturés par catégorie tarifaire sur les trois (3) derniers exercices.

19.2. Documents clientèle

Le Délégataire établira et remettra au Délégant l'ensemble des données listées ci-après aux dates jalons définies à l'Article 1 du présent protocole

19.2.1. Bilan des impayés

A la date jalon n°1, le délégataire fournit un bilan des impayés sur les 3 derniers exercices en fonction des éléments transmis par le délégataire de l'eau potable.

19.2.2. Fichier des usagers

Cet article complète l'article 73.1 du contrat. Le fichier des abonnés contient a minima les informations suivantes, sur la base des informations transmises par le délégataire de l'eau potable et de Noréade et est fourni sous format informatique exploitable par des outils les plus courants du marché (ex : Excel, CSV, Access, …).

S'agissant des données transmissibles à des tiers dans le cadre du processus du choix du nouvel exploitant, les précisions sur les formats à respecter, correspondant aux indications de la seconde colonne du tableau, sont les suivantes :

1) Éléments du fichier usagers

- Nom de l'usager et adresse de facturation ;

- Adresse du point de collecte ;

- Index et consommations, relevés et facturés au cours des deux dernières années, avec date et nature (estimation/réel) des relèves ;

- Volumes et montants dégrévés le cas échéant ;

- Caractéristiques du branchement si connu ;

PROJET

- Chainage compteur général / compteur divisionnaire pour les immeubles collectifs avec individualisation des abonnements au service de l'eau et de l'assainissement ;

- Mode de paiement : prélèvement mensuel, prélèvement à l'échéance, autre mode de paiement ;

2) Autres éléments à transmettre :

   a) Liste des Raccordable non raccordés et date de raccordabilité

   b) Conventions de déversement spécial (et conventions de déversement ordinaire (si formalisées)

   c) Inventaires de rejets industriels

   d) Inventaire des contrôles de branchements réalisés et branchements non conformes à jour

3) Remise de l'état des comptes des usagers en fin de contrat tels que prévu à l'article 47.4 du contrat

Le Délégataire transmet les fichiers indépendants de chaque item, compteur, module, PDS, client, facturation et un fichier consolidé adapté pour les PDS non rattaché à un compte ou à un client.

PROJET

Chapitre 6 : PENALITES

ARTICLE 20. PÉNALITÉS

En cas de retard dans la transmission des documents ou informations mentionnés dans le présent protocole, le Délégant pourra appliquer les pénalités P1 et P2 du contrat en vigueur suivant les cas.

PROJET

Chapitre 7 : CLAUSES GENERALES

ARTICLE 21. COMITÉ DE TRANSITION

Deux comités de transition seront mis en place, le premier effectif à partir du mois de mai 2024 réunira les services du délégant reprenant l'exploitation de la collecte. Le deuxième sera mis en place à compter du 1er octobre. Des réunions (à un rythme au plus mensuel) pourront être organisées par la MEL et le(s) nouvel/nouveaux opérateur(s), dès le début de la période de tuilage et jusqu'à l'échéance du contrat de délégation de service public, en présence du Délégataire.

Elles viseront à faire un point sur les travaux en cours au titre des dispositions contractuelles en vigueur et des termes du présent protocole de fin de contrat.

ARTICLE 22. TUILAGE - PASSATION DES CONSIGNES - INFORMATION DU/DES FUTUR(S) EXPLOITANT(S)

En complément de l'article 78 du contrat, pendant la période de tuilage, les dispositions suivantes sont mises en place afin d'assurer la continuité du service à l'issue du présent marché et l'information du/des futur(s) exploitant(s). La période de tuilage s'entend comme la période de préparation et de prise en main pour les nouveaux exploitants. Pour ce faire et afin d'assurer la continuité du service le délégataire s'engage à se rendre disponible et à rendre disponible son personnel auprès de la MEL et des nouveaux exploitants dès le 02 mai 2024 dans la limite des impératifs de l'exploitation du service public.

Avant le démarrage de son marché, le(s) futur(s) exploitant (s)peut :

- accéder aux installations et aux informations techniques fournies et élaborées dans le cadre du contrat de délégation de service public,
- observer l'exploitation des stations, des postes et autres ouvrages,
- obtenir de la part du délégataire les renseignements indispensables à la conduite des installations après arbitrage - si nécessaire - entre les parties au protocole

Le délégataire doit :

- permettre au(x) futur(s) exploitant(s) l'accès aux installations et aux informations demandées,
- fournir au(x) futur(s) exploitant(s) les informations et renseignements utiles à la continuité de service~~,~~
- Fournir les informations dont il dispose en vue de la migration et intégration des données des outils SI du délégataire dans les outils SI du/des futurs exploitant(s)
- Mettre à disposition du personnel du Délégataire pour assister à des réunions, ateliers ou visites d'ouvrage dans la limite de 8 jours-hommes, dans la limite des impératifs d'exploitation du service afin d'accompagner la reprise en régie de la collecte.

Il est bien entendu que le(s) futur(s) exploitant(s) n'a qu'un droit de regard sur les installations et ne peut prendre aucune initiative ni responsabilité par rapport à l'exploitation.

PROJET

ARTICLE 23. CLAUSE GÉNÉRALE

Toutes les clauses et conditions générales du contrat demeurent applicables en tant qu'elles ne contredisent pas les dispositions du présent protocole, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Le présent protocole ne dégage pas le Délégataire de sa responsabilité sur des désordres pouvant découler de sa responsabilité dans le cadre de l'exécution du contrat.

ARTICLE 24. DATE D'EFFET

Le présent protocole entre en vigueur après signature par l'ensemble des Parties et après l'accomplissement de l'ensemble des mesures nécessaires, y compris sa notification après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait à Lille,

Le Date,

La MEL	La société SUEZ EAU FRANCE
Représenté par son Président	Représentée par son Directeur Général Délégué

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110709-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0203

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CREATION DE DISPOSITIFS D'AIDE AUX ENTREPRISES AGRICOLES : AIDE A LA MOBILISATION DE FINANCEMENT ET AIDE A L'IMPLANTATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1511-1, L.1511-2, L.1511-3, L.5217-2;

Vu la délibération n°20171159 du Conseil régional en date du 29 septembre 2017, adoptant la stratégie agricole de la Région ;

Vu le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°2022.01821 du Conseil régional en date du 8 décembre 2022 ;

Vu la délibération n° 23-C-0086 du Conseil métropolitain du 14 avril 2023 approuvant les orientations du SRDEII ;

Vu la délibération n°21-C-0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 portant l'adoption du projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET) ;

Vu la délibération n° 202301091 du Conseil régional en date du 22 juin 2023 relative à l'adoption des cadres régionaux d'intervention pour les aides économiques aux entreprises ;

Vu la délibération n° 2023.01980 du Conseil régional en date du 15 décembre 2023, adoptant la convention de partenariat relative au financement des entreprises entre la Région et la MEL ;

Vu la délibération n° 23-C-0413 du conseil métropolitain en date du 15 décembre 2023, adoptant la convention de partenariat relative au financement des entreprises entre la Région et la MEL ;

I. Exposé des motifs

L'agriculture constitue un atout majeur pour le territoire de la MEL notamment au regard de l'importante activité économique qu'elle déploie. La production agricole primaire représente en 2020, 757 entreprises pour 1 772 Équivalents Temps Plein directs et un potentiel de production de 154 millions d'euros, pour une mise en valeur de 45% du foncier métropolitain.
Cependant, entre 2010 et 2020, 98 exploitations ont disparu. Au rythme du renouvellement actuel des générations agricoles, d'ici 2027, le nombre d'exploitations métropolitaines diminuera d'un quart, passant de 757 à 548.

Quatre sécheresses, des tempêtes, des épisodes de gel tardifs, des inondations, des crises sanitaires, et un contexte mondial instable ont marqué ces dernières années. La vulnérabilité des sols, la perte de biodiversité, la volatilité des marchés des produits et des intrants sont autant de facteurs déstabilisant le secteur économique de la production agricole. Le changement climatique vient percuter l'agriculture et le quotidien des agriculteurs complexifiant la conduite et le calendrier cultural, favorisant l'émergence de nouveaux parasites, détruisant les outils de production par la récurrence d'aléas météorologiques extrêmes.

Les récentes manifestations du monde agricole ont mis un peu plus encore en exergue les difficultés sociales et économiques rencontrées par les exploitants agricoles.

Ces constats et les données issues des recensements agricoles de 2010 et 2020 mettent en exergue 4 enjeux essentiels pour lesquels l'engagement économique de la MEL aux côtés des exploitants peut constituer un levier d'action favorable :

1. Enrayer la chute du nombre d'exploitations agricoles ;
2. Assurer la transition des modèles économiques agricoles afin de faire face aux changements climatiques ;
3. Favoriser le maintien et la diversification des exploitations agricoles ;
4. Favoriser le recours aux aides supra-territoriales existantes relatives au développement des exploitations agricoles.

La création d'un dispositif d'aide à la mobilisation de financements pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles et d'un dispositif d'aide à l'implantation pour toute première installation ou reprise d'exploitation permettra d'apporter une réponse territoriale, lisible et forte au regard des leviers à disposition de la MEL.

1) Aide à la mobilisation de financement pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles (65 000 € annuels jusqu'en 2029)

Il s'agit de créer un dispositif d'aide consistant en un accompagnement individualisé de tout exploitant agricole du territoire métropolitain ayant un projet d'investissement concourant au développement économique et/ou environnemental de l'exploitation.

Lors de cet accompagnement, le projet d'investissement sera analysé, voire amendé avec l'exploitant en cohérence avec la trajectoire économique et environnementale de son exploitation. Le plan de financement sera optimisé et l'exploitant sera accompagné dans la mobilisation des financements identifiés, de la demande au solde des subventions.

Une veille et deux présentations par an de l'ensemble des dispositifs de financement existant permettront d'apporter plus de connaissances aux exploitants et favoriser le recours aux aides.

L'accompagnement des agriculteurs représente une valeur forfaitaire de 3 000 € TTC par projet. Il leur sera consenti à titre gracieux.

L'effet recherché sur les exploitations métropolitaines par ce dispositif est d'augmenter leurs chances de financements par une accessibilité plus forte aux dispositifs régionaux, nationaux et européens en réduisant les démarches administratives et de lutter contre le non recours aux dispositifs (très élevé chez les agriculteurs) en prenant en charge une part de la complexité administrative de ces financements.

Ce dispositif d'aide fera l'objet d'un appel à projet permanent jusqu'en 2029.

Les critères d'éligibilité de l'aide et les modalités de financement de la Métropole européenne de Lille sont détaillés en annexe 1 de cette délibération.

Cette aide étant hors champs immobilier d'entreprise, il est nécessaire de compléter la convention MEL-Région relative aux financements des entreprises afin d'être autorisé par la collectivité compétente à la mettre en œuvre. L'avenant est annexé à la présente délibération (annexe 2).

2) Aide à l'implantation des exploitations agricoles (390 000 € annuels jusqu'en 2029)

Il s'agit de créer un dispositif d'aide finançant les investissements de biens immeubles (bâtiments de stockage matériel ou produits agricoles, serres, locaux de vente directe sur l'exploitation, bâtiments de transformation, …) à l'occasion d'une première installation ou d'une première reprise d'exploitation.

L'aide est octroyée sous la forme d'une subvention directe à un taux d'intervention de 65% des dépenses éligibles, en respectant un plafond de 30 000 €. Le taux d'intervention pourra être porté à 80 % sous conditions liées à la contribution de l'investissement à des objectifs de développement durable (ex: adaptation au changement climatique, gestion efficace des ressources naturelles ; à l'arrêt et à l'inversion du processus d'appauvrissement de la biodiversité…), au bien-être animale et pour des investissements portés par les jeunes agriculteurs. (Cf. annexe 1 de cette délibération).

Les bénéficiaires éligibles devront être âgés de 18 à 50 ans, inscrit dans le parcours à l'installation du Point Accueil Installation Transmission (PAIT) Hauts de France et s'engageant à valider le Parcours de Professionnalisation Personnalisé (PPP) et à suivre le stage « 21 heures ».

Ce dispositif d'aide fera l'objet d'un appel à projet permanent jusqu'en 2029.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110709-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

Ce dispositif d'aide permettra de multiplier par un facteur 2.5 les aides à l'installation nationales ou régionales moyennes dont bénéficient les nouveaux exploitants installés sur le territoire métropolitain.

Les critères d'éligibilité de l'aide et les modalités de financement de la Métropole Européenne de Lille sont détaillés en annexe 1 de cette délibération.

Il est également précisé que les dossiers seront priorisés sur la base de critères Environnementaux (mise en place d'une démarche qualité, le niveau des pratiques d'irrigation, le niveau d'entretien des sols, la prise en compte des émissions de gaz à effet de serre…) Sociaux (ex : politique de formation, embauche inclusive…) et de Gouvernance (ex : impact environnemental ou sociétal dans des décisions de l'entreprise, démarche collective, transmission…) ainsi que sur des ratios économiques comprenant l'analyse de la solvabilité, la rentabilité et la structuration financière de l'entreprise.

Enfin, dans l'objectif de faire connaitre ces dispositifs d'aides, favoriser leur appropriation par les partenaires et bénéficiaires et s'assurer de leur recours, un plan de communication sera établi pour un montant de 10 000 € annuels.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de valider la création du dispositif d'aide à la mobilisation de financement pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant à la convention avec la Région autorisant la MEL à octroyer des aides économiques aux entreprises ;

3) de valider la création du dispositif d'aide à l'implantation des exploitations agricoles pour toute première installation ou reprise d'exploitation ;

4) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à lancer les appels à projets permanents jusqu'au 31 octobre 2029 tels que prévus par la présente délibération ;

5) D'imputer les dépenses d'un montant de 390 000 € TTC aux crédits 2024 inscrits au budget général en section investissement et aux crédits 2025 à 2029 à inscrire au budget général en section investissement ;

6) D’imputer les dépenses d’un montant de 75 000 € TTC aux crédits 2024 inscrits au budget général en section fonctionnement et aux crédits 2025 à 2029 à inscrire au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Florence BARISEAU, Stéphanie DUCRET, Saliha KHATIR, Hélène MOENECLAEY, Dominique PIERRE-RENARD et Danièle PONCHAUX ainsi que MM. Guillaume DELBAR, Eric DURAND, Bernard GERARD, Yvan HUTCHINSON et Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-C-0203

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CREATION DE DISPOSITIFS D'AIDE AUX ENTREPRISES AGRICOLES : AIDE A LA MOBILISATION DE FINANCEMENT ET AIDE A L'IMPLANTATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1511-1, L.1511-2, L.1511-3, L.5217-2;

Vu la délibération n°20171159 du Conseil régional en date du 29 septembre 2017, adoptant la stratégie agricole de la Région ;

Vu le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n°2022.01821 du Conseil régional en date du 8 décembre 2022 ;

Vu la délibération n° 23-C-0086 du Conseil métropolitain du 14 avril 2023 approuvant les orientations du SRDEII ;

Vu la délibération n°21-C-0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 portant l'adoption du projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET) ;

Vu la délibération n° 202301091 du Conseil régional en date du 22 juin 2023 relative à l'adoption des cadres régionaux d'intervention pour les aides économiques aux entreprises ;

Vu la délibération n° 2023.01980 du Conseil régional en date du 15 décembre 2023, adoptant la convention de partenariat relative au financement des entreprises entre la Région et la MEL ;

Vu la délibération n° 23-C-0413 du conseil métropolitain en date du 15 décembre 2023, adoptant la convention de partenariat relative au financement des entreprises entre la Région et la MEL ;

I. Exposé des motifs

L'agriculture constitue un atout majeur pour le territoire de la MEL notamment au regard de l'importante activité économique qu'elle déploie. La production agricole primaire représente en 2020, 757 entreprises pour 1 772 Équivalents Temps Plein directs et un potentiel de production de 154 millions d'euros, pour une mise en valeur de 45% du foncier métropolitain.
Cependant, entre 2010 et 2020, 98 exploitations ont disparu. Au rythme du renouvellement actuel des générations agricoles, d'ici 2027, le nombre d'exploitations métropolitaines diminuera d'un quart, passant de 757 à 548.

Quatre sécheresses, des tempêtes, des épisodes de gel tardifs, des inondations, des crises sanitaires, et un contexte mondial instable ont marqué ces dernières années. La vulnérabilité des sols, la perte de biodiversité, la volatilité des marchés des produits et des intrants sont autant de facteurs déstabilisant le secteur économique de la production agricole. Le changement climatique vient percuter l'agriculture et le quotidien des agriculteurs complexifiant la conduite et le calendrier cultural, favorisant l'émergence de nouveaux parasites, détruisant les outils de production par la récurrence d'aléas météorologiques extrêmes.

Les récentes manifestations du monde agricole ont mis un peu plus encore en exergue les difficultés sociales et économiques rencontrées par les exploitants agricoles.

Ces constats et les données issues des recensements agricoles de 2010 et 2020 mettent en exergue 4 enjeux essentiels pour lesquels l'engagement économique de la MEL aux côtés des exploitants peut constituer un levier d'action favorable :

1. Enrayer la chute du nombre d'exploitations agricoles ;
2. Assurer la transition des modèles économiques agricoles afin de faire face aux changements climatiques ;
3. Favoriser le maintien et la diversification des exploitations agricoles ;
4. Favoriser le recours aux aides supra-territoriales existantes relatives au développement des exploitations agricoles.

La création d'un dispositif d'aide à la mobilisation de financements pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles et d'un dispositif d'aide à l'implantation pour toute première installation ou reprise d'exploitation permettra d'apporter une réponse territoriale, lisible et forte au regard des leviers à disposition de la MEL.

1) Aide à la mobilisation de financement pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles (65 000 € annuels jusqu'en 2029)

Il s'agit de créer un dispositif d'aide consistant en un accompagnement individualisé de tout exploitant agricole du territoire métropolitain ayant un projet d'investissement concourant au développement économique et/ou environnemental de l'exploitation.

Lors de cet accompagnement, le projet d'investissement sera analysé, voire amendé avec l'exploitant en cohérence avec la trajectoire économique et environnementale de son exploitation. Le plan de financement sera optimisé et l'exploitant sera accompagné dans la mobilisation des financements identifiés, de la demande au solde des subventions.

Une veille et deux présentations par an de l'ensemble des dispositifs de financement existant permettront d'apporter plus de connaissances aux exploitants et favoriser le recours aux aides.

L'accompagnement des agriculteurs représente une valeur forfaitaire de 3 000 € TTC par projet. Il leur sera consenti à titre gracieux.

L'effet recherché sur les exploitations métropolitaines par ce dispositif est d'augmenter leurs chances de financements par une accessibilité plus forte aux dispositifs régionaux, nationaux et européens en réduisant les démarches administratives et de lutter contre le non recours aux dispositifs (très élevé chez les agriculteurs) en prenant en charge une part de la complexité administrative de ces financements.

Ce dispositif d'aide fera l'objet d'un appel à projet permanent jusqu'en 2029.

Les critères d'éligibilité de l'aide et les modalités de financement de la Métropole européenne de Lille sont détaillés en annexe 1 de cette délibération.

Cette aide étant hors champs immobilier d'entreprise, il est nécessaire de compléter la convention MEL-Région relative aux financements des entreprises afin d'être autorisé par la collectivité compétente à la mettre en œuvre. L'avenant est annexé à la présente délibération (annexe 2).

2) Aide à l'implantation des exploitations agricoles (390 000 € annuels jusqu'en 2029)

Il s'agit de créer un dispositif d'aide finançant les investissements de biens immeubles (bâtiments de stockage matériel ou produits agricoles, serres, locaux de vente directe sur l'exploitation, bâtiments de transformation, …) à l'occasion d'une première installation ou d'une première reprise d'exploitation.

L'aide est octroyée sous la forme d'une subvention directe à un taux d'intervention de 65% des dépenses éligibles, en respectant un plafond de 30 000 €. Le taux d'intervention pourra être porté à 80 % sous conditions liées à la contribution de l'investissement à des objectifs de développement durable (ex: adaptation au changement climatique, gestion efficace des ressources naturelles ; à l'arrêt et à l'inversion du processus d'appauvrissement de la biodiversité…), au bien-être animale et pour des investissements portés par les jeunes agriculteurs. (Cf. annexe 1 de cette délibération).

Les bénéficiaires éligibles devront être âgés de 18 à 50 ans, inscrit dans le parcours à l'installation du Point Accueil Installation Transmission (PAIT) Hauts de France et s'engageant à valider le Parcours de Professionnalisation Personnalisé (PPP) et à suivre le stage « 21 heures ».

Ce dispositif d'aide fera l'objet d'un appel à projet permanent jusqu'en 2029.

Ce dispositif d'aide permettra de multiplier par un facteur 2.5 les aides à l'installation nationales ou régionales moyennes dont bénéficient les nouveaux exploitants installés sur le territoire métropolitain.

Les critères d'éligibilité de l'aide et les modalités de financement de la Métropole Européenne de Lille sont détaillés en annexe 1 de cette délibération.

Il est également précisé que les dossiers seront priorisés sur la base de critères Environnementaux (mise en place d'une démarche qualité, le niveau des pratiques d'irrigation, le niveau d'entretien des sols, la prise en compte des émissions de gaz à effet de serre…) Sociaux (ex : politique de formation, embauche inclusive…) et de Gouvernance (ex : impact environnemental ou sociétal dans des décisions de l'entreprise, démarche collective, transmission…) ainsi que sur des ratios économiques comprenant l'analyse de la solvabilité, la rentabilité et la structuration financière de l'entreprise.

Enfin, dans l'objectif de faire connaitre ces dispositifs d'aides, favoriser leur appropriation par les partenaires et bénéficiaires et s'assurer de leur recours, un plan de communication sera établi pour un montant de 10 000 € annuels.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de valider la création du dispositif d'aide à la mobilisation de financement pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant à la convention avec la Région autorisant la MEL à octroyer des aides économiques aux entreprises ;

3) de valider la création du dispositif d'aide à l'implantation des exploitations agricoles pour toute première installation ou reprise d'exploitation ;

4) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à lancer les appels à projets permanents jusqu'au 31 octobre 2029 tels que prévus par la présente délibération ;

5) D'imputer les dépenses d'un montant de 390 000 € TTC aux crédits 2024 inscrits au budget général en section investissement et aux crédits 2025 à 2029 à inscrire au budget général en section investissement ;

6) D’imputer les dépenses d’un montant de 75 000 € TTC aux crédits 2024 inscrits au budget général en section fonctionnement et aux crédits 2025 à 2029 à inscrire au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mmes Florence BARISEAU, Stéphanie DUCRET, Saliha KHATIR, Hélène MOENECLAEY, Dominique PIERRE-RENARD et Danièle PONCHAUX ainsi que MM. Guillaume DELBAR, Eric DURAND, Bernard GERARD, Yvan HUTCHINSON et Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

ANNEXE 1 : Règlements des dispositifs d'aide

Aide à la mobilisation de financement pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles

Cadre :

- Régime exempté SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029
    - *Pour un règlement d'intervention : « Dispositif d'aide pris en application du régime d'aides exempté n° SA.109081, relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE) du 21 décembre 2022 »* ;
    - *Pour les conventions et délibération : « Aide allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.109081, relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ».*
- L 1511-2 du CGCT ;
- Délibération n° 2024.xxxxxx de la commission permanente du conseil régional, en date du xx xxxx 2024 adoptant l'avenant n°1 à la convention de partenariat entre la Région Hauts de France et la Métropole Européenne de Lille relative au financement des entreprises
- Délibération XX C XXXX du Conseil Métropolitain du 28 juin 2024 relative à la création de dispositifs d'aides aux entreprises agricole ;

Bénéficiaires

Les PME actives dans la production agricole primaire dont le siège est situé sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille ayant un projet d'investissement concourant au développement économique et/ou environnementale de l'exploitation.

Engagements des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les rendez-vous fixés avec l'accompagnant et de lui faciliter l'accès aux documents nécessaires à la constitution des dossiers de demande d'aide.

Accompagnement du bénéficiaire

L'accompagnement du bénéficiaire consistera en :

DOCUMENT DE TRAVAIL

- un 1er rendez-vous
    - Présentation par le bénéficiaire du projet d'investissement
    - Analyse de la cohérence du projet d'investissement au regard de la trajectoire économique et environnementale de l'exploitation
    - Identification des financements les plus adéquats, vérification de l'éligibilité du bénéficiaire et des dépenses et calendrier des échéances
    - Adaptation et optimisation du projet et du plan de financement si nécessaire

- un accompagnement à la constitution des dossiers de demande d'aide
    - Compilation des pièces dont les formulaires de demande de financement
    - Vérification de la complétude des dossiers
    - Accompagnement au dépôt des demandes

- de suivre les demandes d'aide
    - Suivi des instances d'attribution
    - Accompagner la rédaction des demandes d'avance ou d'acompte le cas échéant
    - Suivi de l'avancée du projet d'investissement en conformité avec les délais indiqués dans les conventions de financement.

- Un accompagnement à la demande de solde
    - compilation des pièces justificatives de demande de solde
    - Vérification de la complétude des dossiers
    - Accompagnement au dépôt des demandes de solde.

La MEL n'est pas responsable du projet d'investissement déposé et n'est pas garant de l'obtention de la subvention.

Modalités de l'aide

L'accompagnement est consenti à titre gracieux. A titre d'information il s'agit d'une prestation forfaitaire de 3 000 € TTC alloué sur la base du régime d'aide exempté n° SA.109081, relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022.

Procédure d'instruction et décision

Le présent dispositif fait l'objet d'un appel à projet permanent jusqu'au 31 octobre 2029. Pour bénéficier de l'accompagnement, le porteur de projet doit déposer un dossier composé :

- d'un courrier de candidature ;

DOCUMENT DE TRAVAIL

- du dossier de demande dument complété comprenant une description de l'exploitation et du projet d'investissement ;
- du tableau de scoring Environnemental, Social et Gouvernance dument complété ;
- de la dernière liasse fiscale.

Le dépôt de dossier se fait au fil de l'eau.

Une priorisation des dossiers à lieu sur analyse du tableau de scoring Environnemental, Social et Gouvernance ainsi qu'une analyse de ratio économique comprenant l'analyse de la solvabilité, la rentabilité et la structuration financière de l'entreprise.

Si l'enveloppe budgétaire se révélait insuffisante à couvrir l'ensemble des demandes, les projets non retenus seront prioritaires, à notation ESG et financière équivalente, à l'ouverture de l'enveloppe budgétaire suivante.

Les projets d'investissement sur le territoire des communes concernées par le PEANP et compatibles avec son plan d'actions sont prioritaires à notation ESG et financière équivalente.

Procédure de règlement

Une délibération permet la signature d'une convention définissant les engagements réciproques.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Aide à l'implantation des exploitations agricoles

Cadre :

- Régime exempté SA 107520 « Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire »
    - *Pour un règlement d'intervention : « Dispositif d'aide pris en application du régime d'aides exempté n° SA.107520, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE) du 21 décembre 2022 »* ;
    - *Pour les conventions et délibération : « Aide allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.107520, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ».*
- L 1511-3 du CGCT ;
- Délibération XX C XXXX du Conseil Métropolitain du 28 juin 2024 relative à la création de dispositifs d'aides aux entreprises agricole ;

Bénéficiaires

Les porteurs de projets de 18 à 50 ans de création d'une PME active dans la production agricole primaire :

- étant inscrit dans le parcours à l'installation du Point Accueil Installation Transmission (PAIT) Hauts de France ;
- s'engageant à valider le Parcours de Professionnalisation Personnalisé (PPP) et à suivre le stage « 21 heures » ;
- pour toute première installation ou première reprise d'exploitation.

Les cotisants solidaires ne sont pas éligibles au présent dispositif.

Le futur siège de la structure doit être situé sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille.

Engagements des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à être agriculteur pendant 5 ans minimum.

Ils s'engagent, en cas de bonification lié à un Signe de l'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO), de conserver ce SIQO pendant 5 ans minimum.

Ils s'engagent également à effectuer dans les trois ans suivant l'installation, si nécessaire, les travaux de mise en conformité des équipements repris.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Investissements éligibles

- Tout investissement immobilier lié à la production agricole primaire (serre, volet immobilier de la rénovation de bâtiment agricole, système d'irrigation inféodé au foncier…) ;

Dépenses éligibles :

  - Coûts de construction, d'acquisition ou de rénovation de biens immeubles ;
  - L'acquisition de terrain pour un montant ne dépassant pas 10% du total des coûts admissibles de l'opération concernée ;
  - Frais généraux liés à ces investissements à savoir les frais d'étude, d'architecte, ingénieur et consultant, les honoraires relatifs à des conseils sur la durabilité environnementale et économique, y compris les études de faisabilité …).

Les montants de dépenses éligibles sont Hors Taxe. La TVA n'est pas admissible sauf si elle n'est pas récupérable en vertu de la législation nationale.

Investissement inéligibles

- Le matériel d'occasion ;
- L'achat de droits de production et de droits au paiement ;
- Des investissements de mise aux normes nationales ou de l'Union Européenne en vigueur ;
- Les investissements ou dépenses réalisés en crédit-bail ou dispositifs assimilés ;
- Des investissements dans la création ou l'expansion d'un réservoir à des fins d'irrigation ;
- Tout investissement ou dépense en inadéquation avec les principes du PCAET.

Modalités de l'aide

L'aide est octroyée sous la forme d'une subvention directe à la société créée et non à la personne.

Le taux de subvention est porté à 65 % des dépenses éligibles, en respectant un plafond de 30 000 €.

Cette intensité peut être porté à 80 % pour les investissements hors matériel et équipements d'irrigation :

- liés à un ou plusieurs des objectifs suivants :
  - la contribution à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en favorisant la séquestration du carbone, ainsi qu'en promouvant l'énergie durable et l'efficacité énergétique ;

DOCUMENT DE TRAVAIL

- la contribution à la bioéconomie circulaire durable et le renforcement du développement durable et de la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et l'air, y compris en réduisant la dépendance chimique ;
- la contribution à l'arrêt et à l'inversion du processus d'appauvrissement de la biodiversité, à l'amélioration des services écosystémiques et à la préservation des habitats et des paysages ;
- le bien-être animal ;

- réalisés par les jeunes agriculteurs ;

Les investissements dans les matériels et équipements d'irrigation permettant de réaliser une économie d'eau sur la parcelle ne pourront bénéficier d'un taux supérieur à 65 % des coûts éligibles.

Procédure d'instruction et décision

Le présent dispositif fait l'objet d'un appel à projet permanent jusqu'au 31 octobre 2029. Le dépôt de dossier se fait au fil de l'eau. Il est composé :

- d'un courrier de candidature ;
- du dossier dument complété comprenant une description du projet d'installation ;
- des justificatifs d'inscription au PAIT, d'inscription au PPP et au stage « 21 heures » ;
- d'un prévisionnel économique sur 5 ans de l'entreprise ;
- du tableau de scoring Environnemental, Social et Gouvernance dument complété ;
- des devis ou autres éléments financiers prévisionnels justifiant des dépenses éligibles ;
- du plan de financement du projet d'investissement ;

Les projets sont instruits en 2 salves annuelles pour les dossiers déposés avant le 30 avril puis avant le 1er septembre.

Une priorisation des dossiers à lieu sur analyse du tableau de scoring Environnemental, Social et Gouvernance ainsi qu'une analyse de ratio économique comprenant l'analyse de la solvabilité, la rentabilité et la structuration financière de l'entreprise.

Les projets d'investissement sur le territoire des communes concernées par le PEANP et compatibles avec son plan d'actions sont prioritaires.

Si l'enveloppe budgétaire se révélait insuffisante à couvrir l'ensemble des demandes, les projets non retenus seront prioritaires à l'ouverture de l'enveloppe budgétaire suivante.

Procédure de règlement

DOCUMENT DE TRAVAIL

Une délibération permet la signature d’une convention définissant les engagements réciproques.

Une avance de 30 % du montant de l’aide pourra être versée au bénéficiaire sur présentation de l’attestation de la Mutualité Sociale Agricole justifiant l’installation effective du porteur de projet et d’un courrier de sollicitation.

L’aide, ou le solde en cas d’avance, sera versée sur présentation d’un courrier d’appel de fonds, des factures acquittées accompagnées d’un rapport photographique des mises en œuvre, et d’une attestation de régularité fiscale et sociale.

DOCUMENT DE TRAVAIL

ANNEXE 2

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION HAUTS DE FRANCE ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE RELATIVE AU FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Entre

La Région Hauts de France ; 151 avenue du Président Hoover 59555 LILLE Cedex ; représentée par son Président Monsieur Xavier BERTRAND, habilité à cet effet par délibération n° 2024.xxxxx du Conseil régional en date du xx xxxx 2024,

dénommée ci-après « la Région »,

d'une part,

et

La Métropole Européenne de Lille (MEL) ; 1 rue du Ballon CS 50749 – 59034 LILLE Cedex ; représentée par son Président, Monsieur Damien CASTELAIN agissant en application de la délibération du Conseil Métropolitain n° XX C XXXX du XX XXXX 2024,

dénommée ci-après « la MEL »,

d'autre part.

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1511-2 et L. 5217-2 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice 2024, adoptées à ce jour ;

Vu la délibération n°21C0056 du conseil métropolitain du 19 février 2021 portant l'adoption du projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET) ;

Projet

Vu la délibération n°20171159 du conseil régional en date du 29 septembre 2017, adoptant la stratégie agricole de la Région ;

Vu le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n° 2022.01821 du Conseil régional en date du 8 décembre 2022 et rendu exécutoire le 15 décembre 2022 ;

Vu la délibération n° 23-C-0086 du conseil métropolitain du 14 avril 2023 approuvant les orientations du SRDEII ;

Vu la délibération n°20171159 du Conseil régional Hauts-de-France en date du 29 septembre 2017, adoptant la stratégie agricole de la Région ;

Vu la délibération n° 2020.01553 du conseil régional en date du 13 octobre 2020, relative à l'adoption du Plan Agro-écologie Hauts-de-France 2020-2025 ;

Vu la délibération n° 2023.00133 du conseil régional du 26 janvier 2023, relative à l'adoption du plan de développement de l'Agriculture Biologique en Hauts-de-France ;

Vu la délibération n° 20170246 du conseil régional du 27 février 2017 relative à l'adoption du « Programme Régional pour la Création et la Transmission en Agriculture » ;

Vu la délibération n° 202301091 du conseil régional en date du 22 juin 2023 relative à l'adoption des cadres régionaux d'intervention pour les aides économiques aux entreprises ;

Vu la délibération n° 2023.01980 du conseil régional en date du 15 décembre 2023, adoptant la convention de partenariat relative au financement des entreprises entre la Région et la MEL ;

Vu la délibération n° 23-C-0413 du conseil métropolitain en date du 15 décembre 2023, adoptant la convention de partenariat relative au financement des entreprises entre la Région et la MEL ;

Vu la délibération n° 24 C XXXX du Conseil métropolitain de la MEL autorisant le Président de la MEL à signer la présente convention ;

Vu la délibération n° 2024.xxxxxx de la commission permanente du conseil régional, en date du xx xxxx 2024 autorisant le Président du Conseil régional à signer la présente convention ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Région a adopté le SRDEII en conseil régional du 8 décembre 2022 stipulant que les actions mises en œuvre dans le SRDEII 2022/2028, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie agricole régionale porteront notamment sur un soutien :

1. à la structuration de filières productrices de biomasse (lin, chanvre, etc.) ;
2. à la structuration de filières agricoles avec une approche d'économie circulaire ;
3. au développement de l'approvisionnement local ;

4. au développement plus important des énergies renouvelables à la ferme ;
5. à l'accompagnement des agriculteurs dans leur transition agroécologique ;
6. à l'investissement pour des projets de commercialisation de produits agricoles réduisant la mobilité des personnes et des biens et de transformation de produits ;
7. à l'investissement pour des matériels plus économes en énergie, ou pour faciliter la transition agroécologique.

Enfin, les coopérations existantes avec d'autres niveaux de collectivités en matière agricole pourront être poursuivies, que ce soit avec les Départements ou avec les EPCI. Le SRDEII pose ainsi le principe, entre autres, d'établir des conventionnements d'autorisation sur les aides aux entreprises afin de permettre aux territoires d'accompagner les projets de création et de développement d'entreprises quelque soient leur taille.

La Métropole Européenne de Lille a adopté en conseil métropolitain du 19 février 2021 (21C0056) son projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET) dans lequel elle affirme que :

> *« Ces entreprises [agricoles] sont, au même titre que les entreprises d'autres secteurs, confrontées à des défis majeurs de transformations pour mieux répondre aux nouvelles attentes du consommateur, pour participer de la transition écologique, pour faire face aux risques croissants qui les impactent, pour avoir une plus grande maitrise des techniques de productions et des mutations technologiques et du numérique qui participent de la compétitivité de la filière.*
> *Le dimensionnement de l'accompagnement qui sera proposé se basera sur un travail de co-construction entre les services et ce en lien étroit avec le réseau des chambres d'agriculture et les acteurs mobilisés dans le cadre de la stratégie agricole et alimentaire métropolitaine.*
> *Cet accompagnement pourrait notamment cibler des enjeux liés à la digitalisation, à l'insertion dans de nouvelles chaines de valeurs, à l'optimisation des systèmes de production et de distribution, à la conversion de l'activité. Il devrait aussi regarder les questions de formations et de transmission d'activités. »*

Dans le cadre de sa politique agricole, la MEL entend poursuivre son implication dans le développement d'une agriculture durable sur les plans économique, environnemental et social en accompagnant les exploitants, leurs groupements ou associations au côté de la Région.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de compléter la convention de partenariat relative au financement des entreprises, établie entre la Région et la MEL, notamment en termes d'intervention dans le secteur d'activité agricole.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « ORGANISATION DU PARTENARIAT »

L'article 2 de la convention initiale est complété comme suit :

Au point « A/ octroyer des aides économiques sur la base de critères qui lui sont propres pour accompagner : » est ajouté le texte suivant :

- le développement des PME actives dans la production agricole primaire (annexe 7).

Au point « **2. Participation de la Métropole Européenne de Lille aux financements des aides à destination des PME »** est ajouté le paragraphe suivant :

2.2- Aides au développement des PME actives dans la production agricole primaire

En cohérence avec l'objectif du cadre général adopté par le Conseil Régional par délibération n° 2023.01091 du 22 juin 2023 sur l'aide au développement des PME, la MEL souhaite accompagner le développement des entreprises actives dans la production agricole primaire pour une agriculture durable sur les plans économique, social et environnemental.
Dans cet objectif, la MEL a travaillé en lien étroit avec le réseau des chambres d'agriculture et les acteurs du monde agricole pour définir une aide à la mobilisation de financement pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles.

Les critères d'éligibilité de l'aide et les modalités de financement de la Métropole Européenne de Lille sont détaillés en annexe 7 de ce document.

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 9 « ANNEXES »

L'article 9 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

La présente convention comprend 7 annexes qui font partie intégrale de la convention.

ARTICLE 5 – Disposition générales

Les autres dispositions de la convention initiale sont inchangées et demeurent applicables.

ARTICLE 7 – ANNEXE A l'AVENANT

Le présent avenant comporte 1 annexe qui fait partie intégrale de l'avenant :
- Annexe 1 : *Annexe 7 - aide à la mobilisation de financement pour des investissements concourant au développement des exploitations agricoles*

ARTICLE 6 – DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant à la convention prend effet à compter de la notification de l'avenant signée par les deux parties. Il sera applicable dans les mêmes termes que la convention initiale.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le tribunal administratif de Lille.

Le cas échéant, le tribunal administratif pourra être saisi par l'application Télérecours accessible par le site https://www.telerecours.fr/.

Fait en double exemplaire

A Lille, le

Pour la Métropole Européenne de Lille,
Le Président du Conseil métropolitain

A Lille, le

Pour la Région Hauts-de-France,
Le Président du Conseil régional

Projet

ANNEXE 1 :

Annexe 7 :

AIDE À LA MOBILISATION DE FINANCEMENT POUR DES INVESTISSEMENTS CONCOURANT AU DÉVELOPPEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

1. **Cadre général en référence au cadre des aides économiques adopté par le Conseil Régional**
   Aide au développement des PME

2. **Objectif**
   En cohérence avec le cadre adopté par le Conseil Régional par délibération n°2023.01091 du 22 juin 2023, l'objectif est de favoriser le développement des PME actives dans la production agricole primaire en finançant un service de conseil et d'accompagnement pour mobiliser des financements relatifs à des investissements visant l'amélioration des performances économiques et environnementales de l'exploitation agricole.

3. **Zone géographique d'application et durée de mise en œuvre**
   Le présent cadre d'intervention est applicable sur l'ensemble du territoire de la métropole.

   Il entre en application à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant et demeure applicable tant qu'il reste conforme au SRDEII et aux règles européennes en matière d'aide d'État.

4. **Bénéficiaires éligibles et exclusions**
   a) Bénéficiaires éligibles

      Peuvent bénéficier d'une aide sur la base du présent cadre d'intervention, les PME actives dans la production agricole primaire dont le siège et les activités sont situés sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille ayant un projet d'investissement visant l'amélioration des performances économiques et/ou environnementales de l'exploitation agricole.

   b) Secteurs d'activités exclus
      Sont exclus de ce dispositif d'aide tout secteur d'activité autre qu'agricole.

5. **Modalité d'attribution de l'aide**

   L'aide consiste à l'accompagnement du bénéficiaire par la MEL qui consiste à analyser la cohérence du projet d'investissement, identifier le ou les financements les plus adéquats, accompagner la constitution des dossiers de demande d'aide, et de suivre la demande jusqu'au solde.

   Le présent dispositif fait l'objet d'un appel à projet permanent.

   Le dépôt de dossier se fait au fil de l'eau.

6. **Montants et intensité des aides**

L'accompagnement est consenti à titre gracieux. A titre d'information il s'agit d'une prestation forfaitaire de 3 000 € TTC.

7. Modalités d'instruction et de versement de l'aide

Pour toute entreprise éligible à ce dispositif se situant sur le périmètre de la Métropole Européenne de Lille, le financement de l'aide sera du ressort de la MEL.

L'intervention de la MEL s'exercera sous réserve des crédits votés au budget métropolitain.

8. Évaluation du cadre d'intervention

Les modalités d'évaluation de ce dispositif se feront en cohérence avec les modalités définies dans le cadre de l'évaluation du SRDEII.

9. Fondements juridiques

- Article L1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Le régime cadre exempté de notification SA.109081, relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des article 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE) du 21 décembre 2022.

Projet

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110676-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0204

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ARBRES ENTRE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

Vu la délibération n°16-C-1068 du Conseil métropolitain en date du 02 décembre 2016, adoptant la stratégie « Espaces Naturels 2016 – 2026 » ;

Vu la délibération n°21-C-0044 du Conseil métropolitain en date du 19 février 2021, approuvant Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) ;

Vu la délibération n°21-C-0513 du Conseil métropolitain en date du 15 octobre 2021, adoptant la stratégie de renforcement des trames écologiques du territoire métropolitain ;

Vu la délibération n°2021.01832 du Conseil régional relative à la convention de partenariat concernant la mise en oeuvre du Plan arbres entre la Région Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille (MEL) et plantation d'arbres dans les établissements d'enseignement publics ;

Vu la délibération n° 24-C-0068 du Conseil métropolitain en date du 19 avril 2024, adoptant la stratégie « Nature et Eau en Métropole » dont l'Action 5 « Désimperméabiliser, verdir, renaturer » cible la renaturalisation en milieu périurbain et rural dans le cadre du Plan Boisement.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la stratégie Nature et Eau voté le 19 avril 2024, la MEL se donne pour ambition la plantation d'un million d'arbres d'ici 2035.
Pour répondre en partie à cette volonté de plantation, elle dispose d'une stratégie de renforcement des trames écologiques qui permet d'intervenir directement sur les espaces publics du territoire où les corridors écologiques nécessitent d'être renforcés.
Les projets de plantations mis en œuvre dans le cadre de cette stratégie de renforcement des trames écologiques de la MEL bénéficient de subventions de la Région Hauts-de-France dans le cadre de son plan « Arbres » et du Département de Nord dans le cadre de son dispositif « Plantation et Renaturation ».

L'objectif de la MEL et de la Région de contribuer conjointement à augmenter le nombre d'arbres et d'arbustes présents sur le territoire de la MEL s'est traduit par la signature d'une convention de partenariat le 28 octobre 2022 dont les engagements sont :

- le soutien financier par la Région aux plantations d'arbres proposées par la MEL sur les propriétés publiques sur présentation d'un programme annuel ;
- l'accompagnement commun des projets portés par les collectivités du territoire métropolitain.

Au regard du bilan positif de sa mise en œuvre et compte tenu de son arrivée à échéance, il s'agit pour la Métropole Européenne de Lille de signer une nouvelle convention de partenariat de mise en œuvre du Plan "Arbres" avec la Région Hauts-de-France.
En effet, pour un coût total d'environ 330 000 €, cette première convention a permis le financement à près de 50 %, de 29 164 végétaux (création de 10 hectares de boisement sur des espaces publics) renforçant ainsi les corridors écologiques de la MEL, soit 5,1 km de haies champêtres, 2,56 hectares de boisements arbustifs et arborés, 660 arbres isolés et arbres fruitiers de hautes tiges (vergers). Il est précisé que le Département du Nord finance les plantations à hauteur d'environ 30 % du coût.

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2027. Malgré des conditions de soutien financiers maintenues, l'objectif durant cette période est, compte tenu de l'augmentation de coûts de prestation, de maintenir le rythme de boisement et d'assurer une couverture minimale de 5 ha supplémentaires sur le territoire métropolitain.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver la convention de partenariat entre la Région Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille dont le projet de convention est présenté en annexe de la présente délibération ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Florence BARISEAU, Stéphanie DUCRET, Saliha KHATIR, Hélène MOENECLAEY, Dominique PIERRE-RENARD et Danièle PONCHAUX ainsi que MM. Guillaume DELBAR, Eric DURAND, Bernard GERARD, Yvan HUTCHINSON et Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-C-0204

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ARBRES ENTRE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

Vu la délibération n°16-C-1068 du Conseil métropolitain en date du 02 décembre 2016, adoptant la stratégie « Espaces Naturels 2016 – 2026 » ;

Vu la délibération n°21-C-0044 du Conseil métropolitain en date du 19 février 2021, approuvant Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) ;

Vu la délibération n°21-C-0513 du Conseil métropolitain en date du 15 octobre 2021, adoptant la stratégie de renforcement des trames écologiques du territoire métropolitain ;

Vu la délibération n°2021.01832 du Conseil régional relative à la convention de partenariat concernant la mise en oeuvre du Plan arbres entre la Région Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille (MEL) et plantation d'arbres dans les établissements d'enseignement publics ;

Vu la délibération n° 24-C-0068 du Conseil métropolitain en date du 19 avril 2024, adoptant la stratégie « Nature et Eau en Métropole » dont l'Action 5 « Désimperméabiliser, verdir, renaturer » cible la renaturalisation en milieu périurbain et rural dans le cadre du Plan Boisement.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la stratégie Nature et Eau voté le 19 avril 2024, la MEL se donne pour ambition la plantation d'un million d'arbres d'ici 2035.
Pour répondre en partie à cette volonté de plantation, elle dispose d'une stratégie de renforcement des trames écologiques qui permet d'intervenir directement sur les espaces publics du territoire où les corridors écologiques nécessitent d'être renforcés.
Les projets de plantations mis en œuvre dans le cadre de cette stratégie de renforcement des trames écologiques de la MEL bénéficient de subventions de la Région Hauts-de-France dans le cadre de son plan « Arbres » et du Département de Nord dans le cadre de son dispositif « Plantation et Renaturation ».

L'objectif de la MEL et de la Région de contribuer conjointement à augmenter le nombre d'arbres et d'arbustes présents sur le territoire de la MEL s'est traduit par la signature d'une convention de partenariat le 28 octobre 2022 dont les engagements sont :

- le soutien financier par la Région aux plantations d'arbres proposées par la MEL sur les propriétés publiques sur présentation d'un programme annuel ;
- l'accompagnement commun des projets portés par les collectivités du territoire métropolitain.

Au regard du bilan positif de sa mise en œuvre et compte tenu de son arrivée à échéance, il s'agit pour la Métropole Européenne de Lille de signer une nouvelle convention de partenariat de mise en œuvre du Plan "Arbres" avec la Région Hauts-de-France.
En effet, pour un coût total d'environ 330 000 €, cette première convention a permis le financement à près de 50 %, de 29 164 végétaux (création de 10 hectares de boisement sur des espaces publics) renforçant ainsi les corridors écologiques de la MEL, soit 5,1 km de haies champêtres, 2,56 hectares de boisements arbustifs et arborés, 660 arbres isolés et arbres fruitiers de hautes tiges (vergers). Il est précisé que le Département du Nord finance les plantations à hauteur d'environ 30 % du coût.

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2027. Malgré des conditions de soutien financiers maintenues, l'objectif durant cette période est, compte tenu de l'augmentation de coûts de prestation, de maintenir le rythme de boisement et d'assurer une couverture minimale de 5 ha supplémentaires sur le territoire métropolitain.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver la convention de partenariat entre la Région Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille dont le projet de convention est présenté en annexe de la présente délibération ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Florence BARISEAU, Stéphanie DUCRET, Saliha KHATIR, Hélène MOENECLAEY, Dominique PIERRE-RENARD et Danièle PONCHAUX ainsi que MM. Guillaume DELBAR, Eric DURAND, Bernard GERARD, Yvan HUTCHINSON et Frédéric LEFEBVRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ARBRES

ENTRE

La Région Hauts-de-France
dont le siège social est situé 151 avenue du Président Hoover à Lille
représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Xavier Bertrand,
et désignée ci-après « la Région »,

ET

La Métropole Européenne de Lille
dont le siège social est situé 2, boulevard des Cités Unies à Lille
représentée par son Président Damien Castelain
et désignée ci-après « la MEL »

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Contrat de plan Etat-Région Hauts-de-France pour la période 2021-2027, signé le 9 janvier 2023,

Vu le protocole d'accord CPER 2021-2027, adopté par délibération n°2021.00481 du 4 février 2021,

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice 2024 adoptées à ce jour,

Vu la délibération n°2020.00289 du Conseil régional du 30 avril 2020 approuvant le plan « un million d'arbres en Hauts-de-France » pour la période 2020-2022,

Vu la délibération n°2021.01832 de la commission permanente du conseil régional du 23 novembre 2021 relative au Plan arbres - Convention de partenariat concernant la mise en œuvre du Plan arbres entre la Région Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille (MEL) et plantation d'arbres dans les établissements d'enseignement publics,

Vu la délibération n°2022.01058 de la commission permanente du conseil régional du 28 juin 2022 relative à la prolongation et actualisation du plan arbres en Hauts-de-France - Mise à jour du dispositif Nature en Chemins (NACH),

Vu la délibération n° 2024.00732 de la commission permanente du conseil régional du 30 mai 2024 relative à la convention de partenariat concernant la mise en œuvre du Plan arbres entre la Région Hauts-de-France et la Métropole de Lille (MEL),

PRÉAMBULE

Les effets du changement climatique sont déjà perceptibles et les prévisions à court terme portent sur une hausse des températures avec des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes et intenses, des risques plus importants de sécheresse, des précipitations plus fortes avec des risques d'inondation accrus.

Le plan national pour l'adaptation au changement climatique reconnait la valeur de la biodiversité et des fonctions qu'elle réalise et services qu'elle rend, et privilégie les solutions fondées sur la nature.

Les arbres présentent des capacités de séquestration du carbone qu'il ne faut pas négliger. Ils présentent également de multiples autres intérêts : ils participent à la qualité du cadre de vie et répondent aux aspirations de la population à vivre dans un environnement dans lequel la présence de la nature est plus visible, ils sont propices au développement de la biodiversité, ils contribuent à limiter les îlots de chaleur en milieu urbanisé, ils captent les poussières et les aérosols, peuvent s'inscrire dans des opérations permettant une meilleure infiltration des eaux pluviales et présentent des opportunités intéressantes pour le développement d'actions de sensibilisation de la population. Les arbres produisent également du bois d'œuvre (construction, charpente, parquet, ébénisterie) et participent également à la production d'énergies renouvelables (pellets, biomasse, bois de chauffage).

Considérant :

Pour la Région :

- La délibération du Conseil régional n°2020.00289 du 30 avril 2020 qui adopte le plan « 1 million d'arbres en Hauts-de-France » 2020-2022. Ce plan se compose de plusieurs axes de travail ayant pour finalité de mobiliser les territoires, les acteurs des territoires et les habitants afin d'atteindre la plantation d'1 million d'arbres au cours des 3 prochaines années, avec le soutien de la Région ;

- La délibération du Conseil régional n° 2020.02138 du 19 novembre 2020 qui transforme l'appel à projets relatif aux plantations sur propriétés publiques en dispositif permanent ;

- La délibération du Conseil Régional n°2020.01266 du 1er juillet 2020 qui transforme l'appel à projets « La Nature en chemins » en dispositif permanent ;

- La délibération du Conseil régional n°2021.01832 relative à la convention de partenariat concernant la mise en oeuvre du Plan arbres entre la Région Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille (MEL) et plantation d'arbres dans les établissements d'enseignement publics ;

- La délibération n°2022.01058 de la commission permanente du 28 juin 2022 qui actualise et prolonge le plan Arbres en Hauts-de-France jusqu'en 2027 et met à jours les critères d'éligibilité du dispositif Nature en Chemins (NACH) ;

- L'axe 2 du plan Arbres en Hauts-de France : « Accompagner et valoriser les initiatives territoriales », son objectif 2-2 – « Développer de nouvelles actions », et son Action 13 : « susciter des projets de plantations sur propriétés publiques (domaine public ou propriété privée des collectivités), projets pouvant être portés par une collectivité ou une association en partenariat avec une collectivité, et associant au maximum les habitants, en participant à l'achat des plants et protections ».

Pour la Métropole Européenne de Lille :

- La Stratégie « Espaces Naturels 2016 – 2026 » de la MEL votée en Conseil Métropolitain le 02 décembre 2016 (délibération n°16C1068) ;

- La délibération n°21 C 0044 votée en Conseil Métropolitain le 19 février 2021 approuvant Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) qui définit la politique métropolitaine de lutte contre le changement climatique ;

- La délibération n°21 C 0513 votée en Conseil Métropolitain du 15 octobre 2021 qui a pour vocation de redéfinir les contours de la Stratégie Métropolitaine de Boisement (délibération n°13 C 0563 votée en Conseil Métropolitain le 18 octobre 2013) afin de la faire évoluer vers une stratégie plus globale. Elle formalise ainsi la Stratégie de renforcement des trames écologiques du territoire métropolitain ;

- La délibération n°24-C-0068 du Conseil métropolitain en date du 19 avril 2024, adoptant la stratégie « Nature et Eau en Métropole » dont l'Action 5 « Désimperméabiliser, verdir, renaturer » cible la renaturalisation en milieu périurbain et rural dans le cadre du Plan Boisement.;

- La volonté de la MEL d'articuler sa stratégie de boisement en cohérence avec les autres stratégies de boisement mises en œuvre sur le territoire régional.

Pour la Région et pour la Métropole Européenne de Lille :

Le bilan de la précédente convention 2021-2023 (cf. annexe 1) ayant permis pour 2021 et 2022, la plantation de 22 671 végétaux (création de 9 hectares de boisement sur des espaces publics) renforçant ainsi les corridors écologiques de la MEL, soit 4,6 km de haies champêtres, 1,9 hectares de boisements arbustifs et arborés, 577 arbres isolés et arbres fruitiers de hautes tiges.

La programmation pour l'hiver 2023/printemps 2024 qui prévoit la plantation de 6 493 végétaux (création de 1,5 hectares de boisement sur des espaces publics) renforçant ainsi les corridors écologiques de la MEL, soit près de 500 mètres de haies champêtres, 6 625 m² de boisements arbustifs et arborés, 83 arbres isolés et arbres fruitiers de hautes tiges.

Le souhait conjoint de la Région et de la Métropole Européenne de Lille d'aider à la plantation d'arbres par le soutien de la Région via son plan Arbres et par le développement de plantations via le plan Boisement de la MEL sur le territoire métropolitain.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est de décrire les modalités du partenariat entre la Région et la Métropole Européenne de Lille au service de l'objectif partagé visant à favoriser la plantation d'arbres sur le territoire de la MEL, en région Hauts-de-France.

ARTICLE 2 – CADRE D'INTERVENTION DE LA REGION

Le plan Arbres en Hauts-de-France de la Région est structuré en trois axes - être exemplaire, accompagner les initiatives territoriales, encourager la mobilisation citoyenne – 7 objectifs et 21 actions.

Intervention sur le patrimoine régional

En matière d'exemplarité (axe 1), la Région agit à la fois sur ses propriétés en développant la plantation d'arbres et d'arbustes sur ses délaissés fonciers et sur le périmètre des lycées. Pour mobiliser les lycées, la Région a lancé en juin dernier un appel à manifestation d'intérêt pour les établissements d'enseignement publics relevant de la compétence de la Région ainsi qu'un appel à projets destiné aux établissements d'enseignement privé relevant de la compétence régionale. Ce dernier est devenu un dispositif permanent depuis fin novembre 2020. En janvier 2023, le dispositif permanent Lycée et nature a pris le relai de ces initiatives en permettant aux lycées publics et privés d'être soutenus par la Région à la fois dans leurs opérations de plantation mais aussi d'inventaires biodiversité et d'actions en faveur de la reconquête de la biodiversité.

Accompagnement des collectivités locales et de leur groupement, des opérateurs et établissements publics, des associations (sur terrains publics)

En matière d'accompagnement des initiatives territoriales (axe 2), l'un des objectifs poursuivis est de développer de nouvelles actions. Pour y répondre, un appel à projets puis un dispositif permanent concernant les plantations sur propriétés publiques ont été lancés pour les collectivités locales et les associations (action 14). Les projets présentés concernent des propriétés publiques (domaine public ou domaine privé des collectivités) et peuvent prendre différentes formes :

- Boisements en plein ;
- Bandes boisées, ripisylves ;
- Bosquets d'arbres ;
- Alignement d'arbres ;
- Plantations coordonnées sur plusieurs sites.

Les collectivités reconnues « Territoire Engagé pour la Nature » (reconnaissance dans laquelle la Région s'est engagée auprès de l'État, attribuée aux collectivités qui s'investissent en faveur de la biodiversité en prenant en compte cette dimension dans l'exercice de toutes leurs compétences) pourront de surcroit solliciter la signature d'un « contrat nature » pluriannuel (3 ans) avec la Région permettant à celles-ci de bénéficier d'un accompagnement financier pour mettre en œuvre notamment des projets de plantation (en espace urbain, en milieu rural).
Ceci permet à la collectivité de s'engager dans une dynamique pluriannuelle de reconquête de la biodiversité, basée sur un diagnostic complet de territoire, en prenant en compte les objectifs de la Région, en bénéficiant d'un accompagnement financier, et en s'inscrivant dans le moyen terme, permettant ainsi de développer des projets plus complexes à mener.

En compléments, à travers le dispositif Nature En Chemins, la Région soutient la plantation de haies et d'arbres fruitiers le long des chemins ruraux et/ou des voies communales et intercommunales ainsi que des délaissés adjacents par les collectivités, leur groupement ou les associations.

ARTICLE 3 – CADRE D'INTERVENTION DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

La Stratégie de renforcement des trames écologiques de la MEL a été votée lors du Conseil Métropolitain du 15 octobre 2021 (délibération n°21 C 0513). Elle ambitionne d'accroître la surface boisée du territoire métropolitain et acte deux grands objectifs : favoriser la qualité écologique et la qualité de vie de la métropole au travers de la préservation et du développement de la biodiversité et des trames écologiques, de la protection des ressources, de la réduction des ilots de chaleurs, des pollutions, et des nuisances.

Cette délibération a pour objectif de conserver ces grands axes et de préciser les modalités de mise en œuvre, notamment :

- des projets de plantation conçus en concertation avec les communes, et en lien avec un accompagnement scientifique (conseil et appui technique des Espaces Naturels Régionaux) ;
- une cartographie de l'ensemble du territoire métropolitain permettant de cibler des zones à enjeux pour le développement ou le renforcement des continuités écologiques (trames verte, bleue, noire et sous-trames plus urbaines) ;
- le renforcement et l'amélioration de certains aspects plus techniques directement liés à la réalisation des plantations : végétaux sauvages d'origine locale privilégiés, entretien des plantations réalisé par l'entreprise pendant deux ans, suivi de chantier accru, garantie de reprise de trois ans.

Accompagnement des collectivités locales

L'objectif de la MEL est d'augmenter la surface boisée de son territoire en développant et en renforçant les corridors écologiques métropolitains et communaux. Pour ce faire, la MEL a élaboré une cartographie de son territoire définissant des niveaux de priorisation d'intervention, sur la base de données issues des outils de planification (SRCE, PLU, SCOT). Les projets de plantations, situés sur une parcelle communale, et s'insérant judicieusement dans les trames écologiques métropolitaines et communales, sont privilégiés.

La MEL propose aux communes un accompagnement dans la conception des projets de plantations, la réalisation des plantations, et leur entretien sur une durée de deux ans par le prestataire retenu par la MEL dans le cadre de son marché public.

Cette prestation est prise en charge dans son intégralité par la MEL qui dispose d'un marché public dédié à la réalisation de ces plantations (fourniture, plantation et entretien), dont l'accord cadre à bons de commande est en cours de renouvellement afin de poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie de boisement pour une durée de 4 ans.

Une convention de coopération est établie entre la MEL et chaque commune. La MEL et les communes concourent à la réalisation de l'objectif commun, d'intérêt général, suivant :
Contribuer au renforcement et au développement de la trame verte métropolitaine et locale, et à la restauration de milieux naturels, au travers de la mise en œuvre de projets de reboisement du territoire.
La MEL procède à l'intégration des plantations dans ses bases des données.

ARTICLE 4 – OBJECTIFS COMMUNS DE LA REGION ET DE LA METROPOLE EUROPENNE DE LILLE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ARBRES

Accompagnement par la Région des plantations réalisées par la MEL sur les parcelles publiques

Pour accompagner la mise en œuvre du plan « arbres », la MEL s'engage à passer en revue le foncier public sur lequel elle sera autorisée à planter, afin de repérer et d'examiner les possibilités de plantations d'arbres et d'arbustes et d'établir un programme de plantation annuel allant au-delà de ce qui est traditionnellement réalisé dans le cadre de sa Stratégie de boisement.

Ce programme annuel de plantation fera l'objet d'une revue de projet au minimum une fois par an, entre la MEL et la Région pour étude des modalités d'accompagnement financier. Les modalités prévues dans le cadre du dispositif « plantations sur propriétés publiques » seront retenues de manière privilégiée.

Accompagnement des projets de plantations portés par les collectivités locales

Afin de favoriser l'émergence de projets de plantation de qualité portés par les collectivités ou la MEL mais aussi de garantir un accompagnement optimal des porteurs de projet, la Région et la MEL s'engagent à :

- s'informer mutuellement des dispositifs et politiques en cours et de leurs évolutions ;
- partager et mutualiser le suivi des projets portés par la Région et par la MEL ;
- harmoniser si possible certains critères de ces dispositifs et en particulier la liste des espèces imposées ;
- proposer au porteur de projet, de s'orienter vers la MEL, point d'entrée privilégié dans le dispositif de boisement ou de plantation à l'échelle du territoire métropolitain afin de disposer de conseils, d'appui technique pour concevoir son projet ou l'améliorer et s'informer sur les dispositifs de financement existants (MEL, Département du Nord, Région, …) ;
- organiser un comité des financeurs composé des services concernés de la Région et la MEL visant à optimiser l'intervention (répartition des financements) et démultiplier l'action ;
- associer la MEL ou associer la Région aux différents comités de pilotage et comités techniques et rencontres territoriales pour mutualiser les expertises et expériences.

Conclusion d'un contrat nature entre la Région et la MEL

Suite au dépôt de candidature de la MEL en janvier 2024 pour être reconnue Territoire Engagé pour la Nature, la Région et la MEL s'engagent à étudier la possibilité de conclure un contrat nature qui permettra à la MEL de bénéficier du soutien financier de la Région pour mener de nouvelles actions de reconquête de la biodiversité dans le cadre d'une stratégie globale.

ARTICLE 5 – DISPOSITIF DE VALORISATION ET DE SUIVI DE LA CONVENTION

La Région s'engage à valoriser la contribution de la MEL à la réussite du plan Arbres en Hauts-de-France dans ses documents de présentation, sa « boîte à outils » et actions de communication du plan chaque fois que possible.

La MEL s'engage à mentionner sa participation au plan Arbres en Hauts-de-France dans ses documents de présentation et de communication chaque fois que possible.

Afin de mener à bien la conduite de ce partenariat à visée opérationnelle entre la Région et la MEL, les contractants s'engagent à se réunir au moins une fois par an pour faire le point sur la mise en œuvre de la convention. Les partenaires formaliseront les principes et/ou supports méthodologiques de suivi (tableaux de bord, géolocalisation des plantations...) afin d'en assurer une évaluation quantitative et qualitative.

ARTICLE 6 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention dûment signée par les parties prend effet à compter de sa réception par la Région, et est conclue jusqu'au terme de l'exécution administrative pour permettre la satisfaction des obligations prévues.
Elle est conclue pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2027.
À la suite de cette période, les parties conviendront de la suite à donner à la présente convention.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'application de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant établi selon les mêmes modalités que la présente convention.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 – LITIGE

En cas de litiges sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable. Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera soumis à la compétence exclusive du tribunal administratif de Lille.

ARTICLE 10 – INFORMATION DES PARTENAIRES – COMMUNICATION SUR LA CONVENTION

La Région et la MEL s'engagent à faire mention du présent partenariat dans leurs communications respectives.
Une information sur la présente convention sera assurée auprès des partenaires par chacune des parties signataires de la présente convention, afin de donner la meilleure visibilité de ce partenariat aux autres acteurs concernés par ces questions et ces projets.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Région Hauts-de-France
Le Président du Conseil régional

Monsieur Xavier BERTRAND

Pour la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président de la MEL
Le Vice-Président Agriculture et Espaces Naturels

Monsieur Jean-François LEGRAND

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110645-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0206

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CROIX - WASQUEHAL - VILLENEUVE D'ASCQ -

MARCHE DE TRAVAUX DE RESTAURATION HYDRAULIQUE, ECOLOGIQUE ET PAYSAGERE DE LA BRANCHE DE CROIX - LOT N° 2 "DEMOLITION ET GENIE CIVIL" - AVENANT N° 1

Vu l'article L. 2194-1 du code de la commande publique ;

Vu l'article L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 16 C 0479 du 24 juin 2016 portant lancement de l'étude de maitrise d'œuvre pour le projet de restauration hydraulique, écologique et paysagère de la Branche de Croix ;

Vu la délibération n° 21 C 0110 du 19 février 2021 portant lancement d'un appel d'offres ouvert pour les travaux de restauration hydraulique, écologique et paysagère de la Branche de Croix ;

Vu la délibération n° 21 C 0344 du 28 juin 2021 portant validation du plan de reconquête des cours d'eau métropolitains ;

Vu la délibération n° 23-C-0309 du 20 octobre 2023 portant un avenant financier pour le lot 1 d'un montant de 4 240 000 € HT ;

I. Exposé des motifs

En application de la délibération du 19 février 2021 susvisée, un marché a été notifié le 20 mai 2022 à la société Bouygues Travaux Publics Régions France SAS.

Située sur les communes de Croix, Wasquehal et Villeneuve-d'Ascq, la Branche de Croix est un site dans un état très dégradé (envasement, pollution, risque d'inondation, déstabilisation des ouvrages). Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle et sectorielle du Plan Bleu, la Métropole européenne de Lille (MEL) a décidé de réaliser le projet de restauration hydraulique, écologique et paysagère de la Branche de Croix.

Ce projet s'appuie sur le principe de la renaturation qui vise à supprimer les ouvrages non indispensables et à retrouver un fonctionnement autonome : curage des sédiments, reprise des berges, suppression d'anciens ouvrages, remise à ciel ouvert d'une section enterrée, réalisation des nouveaux ouvrages de franchissement,

reprise de l'assainissement, création d'une voie verte longeant la branche, plantations, etc.

Le marché de travaux n° 21AHC4 ayant pour objet l'aménagement de la Branche de Croix a été attribué aux entreprises suivantes :

- lot n° 1 "curage, terrassement, VRD et assainissement" : Vinci Construction Terrassement / Navarra Terrassements Spéciaux / Jean Lefebvre Lille Flandres / Ramery Travaux Publics pour un montant de 12 567 203,29 € HT ;
- lot n° 2 "démolition et génie civil" : Bouygues Travaux Publics Régions France SAS pour un montant de 4 198 896,20 € HT ;
- lot n° 3 "aménagement paysager" : ID Verde - Agence de Lille / SOREVE SAS Groupe Terenvi pour un montant de 1 776 777,3 € HT.

Les travaux du lot n° 2 sont en cours de finalisation.

Pendant le chantier, des adaptations ont été nécessaires, impliquant des plus-values et des moins-values.

Les adaptations sont de deux types et concernent la partie génie civil du projet, à savoir les constructions nouvelles : un pont, quatre passerelles, des nouveaux quais en palplanches.

Les premières sont techniques : certaines parties d'ouvrages ont en effet été réduites en dimensions et donc en quantités, d'autres ont été augmentées. Certains matériaux ou équipements ont également été modifiés.

Les secondes sont liées à la mise en œuvre elle-même : dans un site aussi contraint, le chantier s'est avéré complexe, en particulier en ce qui concerne l'hydrologie du cours d'eau et la stabilité des sols (géotechnique).

Cela a eu deux conséquences :

- d'une part, des adaptations dans le dimensionnement des fondations d'ouvrages, ce qui a généré des surcouts en matière d'étude et de calcul de structure ;
- d'autre part, des adaptations en matière de méthodes de réalisation et du matériel utilisé (augmentation des terrassements, gestion des eaux pendant le chantier, etc.).

Après négociation avec l'entreprise, le surcout est de 166 813,47 € HT.

Aussi, le code de la commande publique autorisant la conclusion d'un avenant pour des travaux supplémentaires devenus nécessaires, un avenant peut être conclu.

Le montant de l'avenant n° 1 s'élève ainsi à 166 813,47 € HT et porte le montant du marché à 4 365 709,67 HT, ce qui représente une augmentation de 3,97 % du montant initial du marché.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 pour un montant de 166 813,47 € HT, soit 3,97 % de son montant initial ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 200 176,16 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Alexandre GARCIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0206

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CROIX - WASQUEHAL - VILLENEUVE D'ASCQ -

MARCHE DE TRAVAUX DE RESTAURATION HYDRAULIQUE, ECOLOGIQUE ET PAYSAGERE DE LA BRANCHE DE CROIX - LOT N° 2 "DEMOLITION ET GENIE CIVIL" - AVENANT N° 1

Vu l'article L. 2194-1 du code de la commande publique ;

Vu l'article L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 16 C 0479 du 24 juin 2016 portant lancement de l'étude de maitrise d'œuvre pour le projet de restauration hydraulique, écologique et paysagère de la Branche de Croix ;

Vu la délibération n° 21 C 0110 du 19 février 2021 portant lancement d'un appel d'offres ouvert pour les travaux de restauration hydraulique, écologique et paysagère de la Branche de Croix ;

Vu la délibération n° 21 C 0344 du 28 juin 2021 portant validation du plan de reconquête des cours d'eau métropolitains ;

Vu la délibération n° 23-C-0309 du 20 octobre 2023 portant un avenant financier pour le lot 1 d'un montant de 4 240 000 € HT ;

I. Exposé des motifs

En application de la délibération du 19 février 2021 susvisée, un marché a été notifié le 20 mai 2022 à la société Bouygues Travaux Publics Régions France SAS.

Située sur les communes de Croix, Wasquehal et Villeneuve-d'Ascq, la Branche de Croix est un site dans un état très dégradé (envasement, pollution, risque d'inondation, déstabilisation des ouvrages). Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle et sectorielle du Plan Bleu, la Métropole européenne de Lille (MEL) a décidé de réaliser le projet de restauration hydraulique, écologique et paysagère de la Branche de Croix.

Ce projet s'appuie sur le principe de la renaturation qui vise à supprimer les ouvrages non indispensables et à retrouver un fonctionnement autonome : curage des sédiments, reprise des berges, suppression d'anciens ouvrages, remise à ciel ouvert d'une section enterrée, réalisation des nouveaux ouvrages de franchissement,

reprise de l'assainissement, création d'une voie verte longeant la branche, plantations, etc.

Le marché de travaux n° 21AHC4 ayant pour objet l'aménagement de la Branche de Croix a été attribué aux entreprises suivantes :

- lot n° 1 "curage, terrassement, VRD et assainissement" : Vinci Construction Terrassement / Navarra Terrassements Spéciaux / Jean Lefebvre Lille Flandres / Ramery Travaux Publics pour un montant de 12 567 203,29 € HT ;
- lot n° 2 "démolition et génie civil" : Bouygues Travaux Publics Régions France SAS pour un montant de 4 198 896,20 € HT ;
- lot n° 3 "aménagement paysager" : ID Verde - Agence de Lille / SOREVE SAS Groupe Terenvi pour un montant de 1 776 777,3 € HT.

Les travaux du lot n° 2 sont en cours de finalisation.

Pendant le chantier, des adaptations ont été nécessaires, impliquant des plus-values et des moins-values.

Les adaptations sont de deux types et concernent la partie génie civil du projet, à savoir les constructions nouvelles : un pont, quatre passerelles, des nouveaux quais en palplanches.

Les premières sont techniques : certaines parties d'ouvrages ont en effet été réduites en dimensions et donc en quantités, d'autres ont été augmentées. Certains matériaux ou équipements ont également été modifiés.

Les secondes sont liées à la mise en œuvre elle-même : dans un site aussi contraint, le chantier s'est avéré complexe, en particulier en ce qui concerne l'hydrologie du cours d'eau et la stabilité des sols (géotechnique).

Cela a eu deux conséquences :

- d'une part, des adaptations dans le dimensionnement des fondations d'ouvrages, ce qui a généré des surcouts en matière d'étude et de calcul de structure ;
- d'autre part, des adaptations en matière de méthodes de réalisation et du matériel utilisé (augmentation des terrassements, gestion des eaux pendant le chantier, etc.).

Après négociation avec l'entreprise, le surcout est de 166 813,47 € HT.

Aussi, le code de la commande publique autorisant la conclusion d'un avenant pour des travaux supplémentaires devenus nécessaires, un avenant peut être conclu.

Le montant de l'avenant n° 1 s'élève ainsi à 166 813,47 € HT et porte le montant du marché à 4 365 709,67 HT, ce qui représente une augmentation de 3,97 % du montant initial du marché.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Climat et écologie, Gestion de l'eau et des déchets, ENM, Agriculture consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 pour un montant de 166 813,47 € HT, soit 3,97 % de son montant initial ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 200 176,16 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Alexandre GARCIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110633-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0207

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ASSOCIATION COMPETENCES ET EMPLOIS - SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-10 ;

Vu l'aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.58981, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) ;

I. Exposé des motifs

L'association Compétences et Emplois développe de nouvelles réponses en faveur de l'emploi à l'échelle de l'arrondissement de Lille, en impliquant dans sa réflexion les territoires, les syndicats de salariés et d'employeurs et le secteur associatif. La Métropole Européenne de Lille (MEL) soutient cette association depuis 2015.

a. Description des objectifs

La présente délibération expose les principaux éléments du programme de travail 2024 de l'association qui souhaite cibler son action sur deux priorités :

- Une mobilisation accrue sur les enjeux de mobilité vers l'emploi ;
- Le développement de l'emploi senior, en ajoutant aux dispositifs de promotion, des actions de recrutement.

Ainsi, l'association sollicite le soutien de la MEL sur trois axes de son programme de travail.

b. Modalités du partenariat

1/ MobiliMEL

Ce dispositif est destiné à accompagner les personnes en démarche d'insertion vers une solution de mobilité pérenne et adaptée à leurs besoins. En 2023, Mobilimel a été présenté lors des différents forums d'emploi et jobs dating organisés dans l'année sur le territoire. Aussi, un travail de sensibilisation des entreprises a été effectué afin de favoriser les actions liant recrutement et mobilité. Enfin, la plateforme numérique MobiliMel a fait l'objet de mises à jour régulières afin de diffuser une information adaptée et pertinente aux utilisateurs.

Pour 2024, il s'agira d'améliorer la visibilité du dispositif, par les objectifs suivants :

- Développer l'axe entreprise de sorte que les enjeux relatifs à la mobilité soient davantage intégrés dans leur logique de recrutement ;
- Mettre en place un programme de formation à la mobilité solidaire des acteurs de l'emploi qui interviennent auprès des publics les plus éloignés, notamment les conseillers d'insertion des Maisons de l'Emploi et de France Travail.

2/ Le développement de l'emploi des seniors

Au titre des actions conduites en 2023 sur cet objectif, on peut citer :

- L'organisation d'un Job Dating Tour. Un premier bilan établi en novembre 2023 fait état de 144 embauches parmi les 469 candidats repérés (au total 950 candidats s'étaient rendus sur l'un des 6 jobs dating) ;
- L'installation d'un comité territorial qui a donné lieu à l'organisation des Rencontres territoriales de l'emploi senior, événement ayant rassemblé 180 personnes.

Ces initiatives complètent la poursuite de la communauté Atout Age qui réunit des professionnels en RH dans les entreprises et vise à accompagner le parcours des seniors en favorisant les bonnes pratiques

Pour 2024, outre la poursuite d'Atout Age, l'association identifie deux principaux objectifs:

- Relancer la dynamique d'adhésion des recruteurs privés et publics à la charte senior afin de formaliser des engagements de leur part en matière d'emploi des séniors ;
- En s'appuyant sur le bilan positif du Job Dating Tour, développer des initiatives de recrutement innovantes en faveur de l'emploi senior.

3/ L'observation de l'emploi

En 2023, l'association a produit quatre bulletins trimestriels sur l'emploi, et deux bulletins thématiques, respectivement sur l'emploi salarié privé et les embauches. Elle a également organisé une conférence sur l'emploi pour présenter les tendances en cours sur la situation de l'emploi. En 2024, Compétences et emplois continuera de produire ses publications habituelles en portant une attention particulière sur les mutations économiques du territoire.
Le soutien à cette action est appelé à une évolution en 2025. En effet, la MEL a besoin pour ses politiques de pouvoir davantage croiser l'analyse de l'emploi avec d'autres

données territoriales et elle va s'appuyer à cette fin sur les compétences de l'agence de développement et d'urbanisme.

Au total, afin de soutenir le programme de travail 2024, il est proposé le versement d'une subvention de 265 000 €, les autres financeurs de l'association étant l'État (DREETS) pour 75 018 € et l'Union européenne (FSE) pour 31 241 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail 2024 de l'association Compétences et Emplois ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 265 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'association Compétences et Emplois ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 265 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Barbara RUBIO-COQUEMPOT ainsi que M. Martin DAVID-BROCHEN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0207

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ASSOCIATION COMPETENCES ET EMPLOIS - SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-10 ;

Vu l'aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.58981, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) ;

I. Exposé des motifs

L'association Compétences et Emplois développe de nouvelles réponses en faveur de l'emploi à l'échelle de l'arrondissement de Lille, en impliquant dans sa réflexion les territoires, les syndicats de salariés et d'employeurs et le secteur associatif. La Métropole Européenne de Lille (MEL) soutient cette association depuis 2015.

a. Description des objectifs

La présente délibération expose les principaux éléments du programme de travail 2024 de l'association qui souhaite cibler son action sur deux priorités :

- Une mobilisation accrue sur les enjeux de mobilité vers l'emploi ;
- Le développement de l'emploi senior, en ajoutant aux dispositifs de promotion, des actions de recrutement.

Ainsi, l'association sollicite le soutien de la MEL sur trois axes de son programme de travail.

b. Modalités du partenariat

1/ MobiliMEL

Ce dispositif est destiné à accompagner les personnes en démarche d'insertion vers une solution de mobilité pérenne et adaptée à leurs besoins. En 2023, Mobilimel a été présenté lors des différents forums d'emploi et jobs dating organisés dans l'année sur le territoire. Aussi, un travail de sensibilisation des entreprises a été effectué afin de favoriser les actions liant recrutement et mobilité. Enfin, la plateforme numérique MobiliMel a fait l'objet de mises à jour régulières afin de diffuser une information adaptée et pertinente aux utilisateurs.

Pour 2024, il s'agira d'améliorer la visibilité du dispositif, par les objectifs suivants :

- Développer l'axe entreprise de sorte que les enjeux relatifs à la mobilité soient davantage intégrés dans leur logique de recrutement ;
- Mettre en place un programme de formation à la mobilité solidaire des acteurs de l'emploi qui interviennent auprès des publics les plus éloignés, notamment les conseillers d'insertion des Maisons de l'Emploi et de France Travail.

2/ Le développement de l'emploi des seniors

Au titre des actions conduites en 2023 sur cet objectif, on peut citer :

- L'organisation d'un Job Dating Tour. Un premier bilan établi en novembre 2023 fait état de 144 embauches parmi les 469 candidats repérés (au total 950 candidats s'étaient rendus sur l'un des 6 jobs dating) ;
- L'installation d'un comité territorial qui a donné lieu à l'organisation des Rencontres territoriales de l'emploi senior, événement ayant rassemblé 180 personnes.

Ces initiatives complètent la poursuite de la communauté Atout Age qui réunit des professionnels en RH dans les entreprises et vise à accompagner le parcours des seniors en favorisant les bonnes pratiques

Pour 2024, outre la poursuite d'Atout Age, l'association identifie deux principaux objectifs:

- Relancer la dynamique d'adhésion des recruteurs privés et publics à la charte senior afin de formaliser des engagements de leur part en matière d'emploi des séniors ;
- En s'appuyant sur le bilan positif du Job Dating Tour, développer des initiatives de recrutement innovantes en faveur de l'emploi senior.

3/ L'observation de l'emploi

En 2023, l'association a produit quatre bulletins trimestriels sur l'emploi, et deux bulletins thématiques, respectivement sur l'emploi salarié privé et les embauches. Elle a également organisé une conférence sur l'emploi pour présenter les tendances en cours sur la situation de l'emploi. En 2024, Compétences et emplois continuera de produire ses publications habituelles en portant une attention particulière sur les mutations économiques du territoire.
Le soutien à cette action est appelé à une évolution en 2025. En effet, la MEL a besoin pour ses politiques de pouvoir davantage croiser l'analyse de l'emploi avec d'autres

données territoriales et elle va s'appuyer à cette fin sur les compétences de l'agence de développement et d'urbanisme.

Au total, afin de soutenir le programme de travail 2024, il est proposé le versement d'une subvention de 265 000 €, les autres financeurs de l'association étant l'État (DREETS) pour 75 018 € et l'Union européenne (FSE) pour 31 241 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail 2024 de l'association Compétences et Emplois ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 265 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'association Compétences et Emplois ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 265 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Barbara RUBIO-COQUEMPOT ainsi que M. Martin DAVID-BROCHEN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110670-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0208

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024-2027

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/168 du 27 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du pacte national des solidarités à travers des pactes et des contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les métropoles pour les années 2024-2027 ;

Vu le pacte local des solidarités 2024-2027 qui prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté initiée par le Gouvernement en 2018, prévoit la contractualisation de l'État avec les métropoles du contrat local des solidarités ;

Vu la délibération n° 24-C-0073 du Conseil en date du 19 avril 2024 portant contrat de ville et des solidarités ;

I. Exposé des motifs

Le pacte national des solidarités, présenté le 18 septembre 2023 par la Première ministre, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté pour la période 2024 à 2027.

Il regroupe à l'échelle nationale 25 mesures et s'organise autour de quatre thématiques :

- prévenir la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits ;
- construire une transition écologique et solidaire.

Sa mise en œuvre pour la période 2024-2027 est renforcée dans les territoires à travers les pactes locaux des solidarités, à l'instar des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) signées entre 2020 et 2023. Ces nouveaux pactes locaux des solidarités s'adressent aux départements et aux métropoles et se déclinent en deux documents complémentaires :

- un pacte signé par l'ensemble des partenaires associés ;
- un contrat signé entre les deux parties prenantes, État et métropole d'un côté et État et département de l'autre, et comprenant les engagements financiers respectifs et l'ensemble des fiches actions.

Localement, l'État et la Métropole européenne de Lille (MEL) ont décidé de fusionner contrat de ville et pacte local des solidarités afin de se doter d'un outil unique et structurant de lutte contre la pauvreté. L'objectif est de gagner en lisibilité et de renforcer la coordination des outils visant à agir au bénéfice des habitants les plus vulnérables. Ce "contrat de ville et des solidarités" a été validé par la délibération du 19 avril 2024 susvisée.

Au titre du volet "solidarités" de ce nouveau contrat, l'État et la MEL s'engagent donc à travers une convention 2024-2027 (cf. annexe 1) pour :

- mettre en œuvre un programme d'actions répondant aux enjeux du contrat de ville et des solidarités, articulées ou complémentaires à celles dédiées aux quartiers politique de la ville et assorties d'objectifs mesurables ;
- cofinancer ces actions à parité entre l'État et la MEL, soit un engagement prévisionnel de 2 millions d'euros par an, dont 50 % État et 50 % MEL ;
- assurer le suivi de la convention par la mise en place d'un comité de suivi intégré à la gouvernance du contrat de ville et des solidarités, le suivi des indicateurs de chacune des actions et un rapport d'exécution à mi-parcours (au 31 décembre 2025) intégrant un bilan financier. Enfin, une étude d'impact sera menée sur une des actions.

Le programme des actions prévisionnelles 2024-2027 et la répartition des cofinancements mobilisés au titre de 2024 par l'État et la MEL à hauteur de 2 millions d'euros font l'objet d'une délibération du Bureau en date du 28 juin 2024.

Parmi ces actions, il est proposé de lancer un appel à manifestation d'intérêt "MEL à table" pour favoriser un meilleur maillage des dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire et accompagner la transition alimentaire durable au plus près des publics démunis (cf. annexe 2).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter le contrat local des solidarités 2024-2027 ;
2) D'autoriser le Président ou son représentant à signer le contrat local des solidarités 2024-2027 ;
3) D'approuver les objectifs et d'adopter le règlement de l'appel à manifestation d'intérêt "MEL à table" ;
4) D'imputer les recettes d'un montant de 1 000 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0208

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024-2027

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/168 du 27 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du pacte national des solidarités à travers des pactes et des contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les métropoles pour les années 2024-2027 ;

Vu le pacte local des solidarités 2024-2027 qui prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté initiée par le Gouvernement en 2018, prévoit la contractualisation de l'État avec les métropoles du contrat local des solidarités ;

Vu la délibération n° 24-C-0073 du Conseil en date du 19 avril 2024 portant contrat de ville et des solidarités ;

I. Exposé des motifs

Le pacte national des solidarités, présenté le 18 septembre 2023 par la Première ministre, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté pour la période 2024 à 2027.

Il regroupe à l'échelle nationale 25 mesures et s'organise autour de quatre thématiques :

- prévenir la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits ;
- construire une transition écologique et solidaire.

Sa mise en œuvre pour la période 2024-2027 est renforcée dans les territoires à travers les pactes locaux des solidarités, à l'instar des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) signées entre 2020 et 2023. Ces nouveaux pactes locaux des solidarités s'adressent aux départements et aux métropoles et se déclinent en deux documents complémentaires :

- un pacte signé par l'ensemble des partenaires associés ;
- un contrat signé entre les deux parties prenantes, État et métropole d'un côté et État et département de l'autre, et comprenant les engagements financiers respectifs et l'ensemble des fiches actions.

Localement, l'État et la Métropole européenne de Lille (MEL) ont décidé de fusionner contrat de ville et pacte local des solidarités afin de se doter d'un outil unique et structurant de lutte contre la pauvreté. L'objectif est de gagner en lisibilité et de renforcer la coordination des outils visant à agir au bénéfice des habitants les plus vulnérables. Ce "contrat de ville et des solidarités" a été validé par la délibération du 19 avril 2024 susvisée.

Au titre du volet "solidarités" de ce nouveau contrat, l'État et la MEL s'engagent donc à travers une convention 2024-2027 (cf. annexe 1) pour :

- mettre en œuvre un programme d'actions répondant aux enjeux du contrat de ville et des solidarités, articulées ou complémentaires à celles dédiées aux quartiers politique de la ville et assorties d'objectifs mesurables ;
- cofinancer ces actions à parité entre l'État et la MEL, soit un engagement prévisionnel de 2 millions d'euros par an, dont 50 % État et 50 % MEL ;
- assurer le suivi de la convention par la mise en place d'un comité de suivi intégré à la gouvernance du contrat de ville et des solidarités, le suivi des indicateurs de chacune des actions et un rapport d'exécution à mi-parcours (au 31 décembre 2025) intégrant un bilan financier. Enfin, une étude d'impact sera menée sur une des actions.

Le programme des actions prévisionnelles 2024-2027 et la répartition des cofinancements mobilisés au titre de 2024 par l'État et la MEL à hauteur de 2 millions d'euros font l'objet d'une délibération du Bureau en date du 28 juin 2024.

Parmi ces actions, il est proposé de lancer un appel à manifestation d'intérêt "MEL à table" pour favoriser un meilleur maillage des dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire et accompagner la transition alimentaire durable au plus près des publics démunis (cf. annexe 2).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter le contrat local des solidarités 2024-2027 ;
2) D'autoriser le Président ou son représentant à signer le contrat local des solidarités 2024-2027 ;
3) D'approuver les objectifs et d'adopter le règlement de l'appel à manifestation d'intérêt "MEL à table" ;
4) D'imputer les recettes d'un montant de 1 000 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Imputation budgétaire
Programme : 304
Actions : 23
Sous actions : 23 / 24 / 25 / 26
Activités : 030450232302 / 030450232402 / 030450232502 / 030450232602
GM : 10.05.01

Contrat local des Solidarités

2024 - 2027

Entre

L'État, représenté par M. Bertrand GAUME Préfet du Département du Nord, et désigné ci-après par les termes « le Préfet », d'une part,

Et

La Métropole de Lille, représentée par M. Damien CASTELAIN, le Président de la Métropole européenne de Lille, et désigné ci-après par les termes « la Métropole » d'autre part,

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

Vu l'instruction n° DGCS/SD1B/2023/168 du 24 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils métropolitains pour les années 2024-2027

Vu la délibération n°24-C-0208 du Conseil de Métropole européenne de Lille en date du 28 juin 2024 autorisant le Président de la Métropole européenne de Lille à signer la présente convention du pacte local des solidarités,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Pacte des solidarités prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Il repose sur quatre piliers, chacun ancré dans l'un des grands chantiers du quinquennat :

la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ; l'accès à l'emploi, à l'insertion pour les publics qui en sont le plus éloignés ; la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités entend poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie pauvreté avec les collectivités avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités.

Le Pacte comme la réforme France Travail portent l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

C'est dans ce cadre que les pactes et contrats locaux des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et déclinent des actions territoriales dans les champs de la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la politique d'accès à l'emploi pour tous, la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ; et la transition écologique solidaire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Préfète/le Préfet et la/le Président(e) de la Métropole définissent des engagements réciproques relevant du Pacte des Solidarités, dans quatre champs : la prévention de la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, l'accès à l'emploi, l'accès aux droits essentiels, et la transition écologique et solidaire.

Ces engagements réciproques se traduisent par la mise en œuvre d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats, permettant de développer et améliorer la qualité de l'offre, renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, la Métropole mettra en œuvre des actions nouvelles ou renforcera des actions existantes, en association étroite avec l'État, ses partenaires et des personnes concernées.

Cette convention fixe également l'engagement de l'État et de la Métropole sur le plan financier.

Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DE LA MÉTROPOLE ET DE L'ÉTAT

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements tant de la Métropole que de l'État.

Les engagements sont définis conjointement par l'État et la Métropole dans le cadre d'un dialogue et d'une gouvernance associant les autres collectivités locales, les acteurs de la protection sociale et de l'emploi, les partenaires associatifs et tout acteur concerné par les champs et les actions du pacte local.

Les partenaires peuvent, s'ils le souhaitent, prendre part à la convention, avec l'accord de l'État et de la Métropole.

Par ailleurs, un dialogue de gestion entre l'État et la Métropole permet d'assurer le suivi du contrat, de la mise en œuvre des actions et des financements. Les engagements des deux parties sont décrits annexe 3 (tableau financier).

2.1. Actions mises en œuvre

Le contrat porte sur les 4 axes au sein desquels la Métropole et l'État déterminent les actions à conduire, en cohérence avec leur champ de compétence et dans le cadre des référentiels nationaux. Ces engagements sont décrits en annexe 2 (programme d'actions 2024-2027). Les fiches action, parties intégrantes de la convention, précisent le calendrier de réalisation de chaque action. Chaque action comporte des indicateurs de suivi que la Métropole renseigne annuellement dans le tableau des actions et suivi de leurs indicateurs correspondant (annexe 1).

2.2. Les engagements financiers de l'État et de la Métropole

L'État apporte son soutien financier à la Métropole dans le cadre de la présente convention, pour la réalisation des actions décrites infra.

Sur la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2027, le soutien financier de l'État s'élève à :

- Un montant de 1 000 000 € au titre de l'année 2024 ;
- Un montant prévisionnel de 1 000 000 € pour l'année 2025 qui sera précisé par avenant à la présente convention ;
- Un montant prévisionnel de 1 000 000 € pour l'année 2026 qui sera précisé par avenant à la présente convention ;

Un montant prévisionnel de 1 000 000 € pour l'année 2027 qui sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé par avenant à la présente convention. Les contributions financières de l'État sont applicables sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

Une partie des crédits peut être réduite l'année suivante (année n+1), si l'exécution comptable des actions en année n fait état d'une sous-consommation manifeste de certaines actions, sans lien avec la trajectoire de montée en charge prévue et sans justification opérante de la part de la Métropole.

- Le soutien financier de l'État au titre des crédits de l'année 2024 se répartit ainsi :
- Au titre de l'axe « Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance » : 495 000 € ;
- Au titre de l'axe « Accès à l'emploi » : 81 000 € ;
- Au titre de l'axe « Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits » : 58 000 € ;
- Au titre de l'axe « Construire une transition écologique solidaire » : 366 000 €.

La Métropole s'engage sur des montants financiers par action figurant dans le tableau financier récapitulatif annexé à la présente convention. Elle s'engage à apporter au moins 50% des crédits dévolus à chaque action contractualisée.

Tout au long de la période de conventionnement, la Métropole s'engage à préciser les fiches actions qui seraient modifiées ou nouvellement créées, ainsi que le calendrier de réalisation de ces actions, lequel ne devra pas dépasser l'échéance de la présente convention.

Les actions financées par la présente convention devront porter le logo du Pacte des solidarités et du Préfet dans leurs documents de communication.

2.3. Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par la Métropole et l'État. Les modalités de pilotage au niveau métropolitain sont définies entre le préfet de département et le Conseil métropolitain. La Métropole renseigne chaque année le niveau d'atteinte des indicateurs locaux à partir des fiches actions (annexe n°2) et établit un état d'avancement succinct des actions contractualisées. Un dialogue de gestion annuel est mis en place entre les services de l'État et la collectivité dans le cadre du pacte local des solidarités.

Dans le cadre de l'évaluation du pacte local à mi-parcours, la Métropole est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution du contrat. Ce rapport couvre la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025, soit deux années civiles. Il décrit, pour chaque action du contrat, les résultats obtenus ainsi que le niveau d'atteinte des objectifs fixés et dans la mesure du possible l'impact social de l'action sur ses bénéficiaires ; il contient un bilan financier des actions mises en œuvre et précise en annexe l'exécution budgétaire des crédits contractualisés dans un tableau financier et le renseignement de la matrice des indicateurs des engagements contractualisés et des indicateurs nationaux. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole et ses partenaires sur le territoire.

Ce rapport fait l'objet d'une délibération métropolitaine en vue d'une transmission à au préfet de région et au préfet de département au plus tard le 31 mars 2026.

2.4. Communication

Le porteur de projet s'engage à faire publicité du financement de l'~~administration~~ État dans toute communication visuelle au public au moyen d'une insertion du logo du Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités et du Pacte national des solidarités.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS

L'État apporte son soutien financier à la Métropole dans le cadre du présent contrat à hauteur de 1 000 000 € en 2024 sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Ce montant est ventilé au profit de 4 piliers du Pacte des solidarités sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » pour l'année 2024, selon l'imputation suivante :

- 495 000 € sur l'action 23, sous-action 23 « Pilier 1 Prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 1 », code activité 0304 50 23 23 02 ;

- 81 000 € sur l'action 23, sous-action 24 « Pilier 2 Sortie pauvreté par l'activité et emploi », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 2 », code activité 0304 50 23 24 02 ;
- 58 000 € sur l'action 23, sous-action 25 « Pilier 3 Plan 100% d'accès aux droits », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 3 », code activité 0304 50 23 25 02 ;
- 366 000 € sur l'action 23, sous-action 26 « Pilier 4 Transition solidaire », activité de programmation 02 « Contractualisation avec les métropoles pilier 4 », code activité 0304 50 23 26 02 ;

La contribution l'~~administration~~ État pour 2024 est versée en totalité dans les quinze jours suivant la signature de la convention. Pour les années suivantes, la contribution financière annuelle est déterminée par avenant.

La contribution financière sera créditée sur le compte du Conseil Métropolitain de Lille selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués sur le compte : 30001 00468 C5970000000 13
Dénomination sociale : Trésorerie de Métropole Européenne de Lille
Code établissement : 30001
Code guichet : 00468
N° de compte : C5970000000
Clé RIB : 13
IBAN : FR48 3000 1004 65c5 9700 0000 013
BIS : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet du département du Nord.

Le comptable assignataire est le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Somme, domicilié à l'adresse suivante : 22 Rue de l'Amiral Courbet, - 80000 Amiens.

La dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ».

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

Les dispositions de la présente convention sont conclues pour une durée de quatre ans et couvrent la période du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2027.

ARTICLE 5 – CONTRÔLE FINANCIER DE L'~~ADMINISTRATION~~ ETAT

L'État contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'action. La Métropole veille à ce qu'il n'y ait aucun report des crédits au-delà de la durée d'exécution de la présente convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Métropole, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer les services de l'État sans délai.

À titre exceptionnel, l'État peut exiger le remboursement des sommes indues en cas d'observation d'inexécution des dépenses prévues au présent contrat.
Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'~~administration~~ État, dans le cadre du suivi de l'exécution de la convention prévu à l'article 2 ou dans le cadre du contrôle financier. La Métropole s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée en cours d'exécution d'un commun accord par les deux parties. Les modifications ainsi effectuées sont formalisées par un avenant.

ARTICLE 7 – DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation doit être adressée au plus tard 2 mois avant la fin de la convention au Préfet ou à la Métropole. La Métropole reste soumise aux obligations résultant de l'article 2 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution de la convention.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

ARTICLE 8 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de administratif de Lille (5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille Cedex – courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr) après la recherche d'une résolution amiable.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Fait à Lille, le

Pour le Président de la Métropole européenne de Lille, et par délégation	Le Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord
Doriane BECUE Vice-Présidente Emploi, insertion, lutte contre la pauvreté	Bertrand GAUME

Pour visa, le directeur régional des finances publiques de la Somme.

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DE LA MEL

Tous acteurs du bien-être alimentaire !

Appel à Manifestation d'Intérêt

MEL A TABLE

Soutien aux projets citoyens au service de la transition alimentaire du territoire de la MEL



PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DE LA MEL

PRESENTATION

Le Projet Alimentaire Territorial de la MEL, adopté le 11 octobre 2019, renvoie à plusieurs enjeux qui placent l'habitant et les collectifs d'habitants au cœur de la dynamique territoriale qu'il cherche à impulser.

Il s'adresse à toutes les structures sans but lucratif et associations qui souhaitent développer de nouvelles activités autour d'une alimentation saine, locale et durable. Elles s'inscrivent dans le Projet Alimentaire Territorial de la MEL et ses 4 orientations stratégiques :

- Contribuer au bien- être alimentaire des habitants et des visiteurs,
- Développer une économie agricole et alimentaire ancrée sur le territoire métropolitain et respectueuse de son écosystème,
- Co-construire une métropole alimentaire, durable, conviviale et solidaire,
- Faire de chacun l'acteur du Projet Alimentaire Territorial.

L'AMI MEL à table est une expérimentation au titre de l'année 2024 uniquement. Son éventuelle reconduction dépendra de l'évaluation des impacts des projets soutenus sur le territoire. Les actions soutenues devront être réalisées dans un délai de 12 mois à compter de la notification.

L'édition 2024 de l'AMI s'articule autour de deux thématiques :

1. La lutte contre le gaspillage alimentaire et les déchets d'emballage ainsi que de valorisation des déchets alimentaires
2. La lutte contre la précarité alimentaire, développement de groupements d'achat et de projets de solidarité producteurs-consommateurs

PROJET - ne pas diffuser

MODALITES DE CANDIDATURE

L'AMI « MEL à table » soutient les projets émergents, en phase de démarrage, expérimentations et leur essaimage. L'AMI « MEL à table » facilitera les micro-financements permettant de développer des activités nouvelles pour la structure, de la fourche à la fourchette.

QUI PEUT CANDIDATER ?

Seront éligibles les actions nouvelles portées par des collectifs d'habitants (sous réserve d'être doté d'un statut juridique), structures sans but lucratif, et associations.
La structure porteuse du projet doit être implantée sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille ou y avoir une large part de ses actions.

LES ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET, FUTUR AMBASSADEUR DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DE LA MEL !

L'envoi d'un dossier de candidature équivaut à l'acceptation des **engagements** suivants :

- Contribue à l'adoption durable de changements de comportements alimentaire et à l'implication ou l'engagement des habitants de la MEL,
- Porte et relaie les 4 orientations stratégiques du PAT, contribue à leur atteinte,
- Informe au préalable la MEL des temps forts liés à la réalisation de l'action,
- Communique les supports qui valorisent l'action,
- Restitue un bilan écrit au plus tard 12 mois après réception du financement.

COMMENT CANDIDATER ?

Les candidatures (dossier de candidature complet, budget de l'opération et autres annexes, à la discrétion du candidat) devront être envoyées sous format dématérialisé à l'adresse suivante :
alimentation@lillemetropole.fr.
Les pièces jointes additionnelles sont acceptées.

QUAND CANDIDATER ?

En 2024, date de dépôt de dossier : avant le 20 Août 2024,

DÉPENSES ÉLIGIBLES

Les dépenses d'investissement matériel (hors foncier, immobilier) et dépenses de fonctionnement sont éligibles.
L'AMI est doté d'un **plafond d'intervention indicatif** de 5 000€ pour les projets à l'échelle d'un quartier / d'une commune et 10 000€ pour les projets intercommunaux ou d'intérêt métropolitain.
Compte tenu de la nature des projets soutenus, 100% de l'aide accordée seront versés à la signature de la convention.
Seules les dépenses engagées postérieurement au dépôt du dossier pourront faire l'objet d'une prise en charge.

EVALUATION / BILAN D'ACTIVITÉ À N+1

Les bilans réalisés par les porteurs de l'initiative devront permettre de mesurer les effets des projets soutenus, pour améliorer l'accompagnement de la métropole dans le cadre de cet appel à projets et pour valoriser la dynamique métropolitaine.
En complémentarité, le porteur de projet pourra être sollicité par la MEL pour participer à un événement de capitalisation, dans l'objectif de porter à connaissance les initiatives et de permettre leur développement sur le territoire de la MEL.

PROJET - ne pas diffuser

COMPOSITION DU JURY

Un jury technique sera composé des représentants des directions concernées de la MEL, ainsi que des communes concernées par les projets ainsi que des services de l'État (Draaf, Ademe...).

LES CRITÈRES DE SÉLECTION

Chaque projet fera l'objet d'une instruction selon les critères suivants :

- dimension territoriale
- méthode d'évaluation qualitative et d'impact du projet sur le territoire ciblé
- thématique(s) ciblée(s)
- participation des publics jeunes
- focale sur des publics précaires
- cofinancements et dynamique partenariale du projet (communes, structures associatives, etc.)

Les dossiers incomplets, ou dossiers soumis hors délais (sur avis de la commission technique réunissant les représentants des services de la MEL concernés) seront considérés comme non éligibles.

LES PIÈCES ADMINISTRATIVES À JOINDRE AU DOSSIER DE CANDIDATURE

En fonction du statut de la structure, merci de joindre :

- Copie des statuts du porteur de projet
- Compte financiers de l'année N-1
- Budget prévisionnel de l'année N en cours
- Contrat d'Engagement Républicain (si concerné)
- Composition de l'instance dirigeante
- Compte-rendu de la dernière instance dirigeante
- Attestation sur l'honneur certifiant que la structure est en règle vis-à-vis des administrations sociales et fiscales
- Liste des membres de l'organe de gouvernance (en précisant la présence d'élus métropolitains le cas échéant)

PROJET - ne pas diffuser

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE PORTEUSE DE L'INITIATIVE

NOM DE LA STRUCTURE

Date de création :

Objet :

N°de SIRET : Code APE :

Site internet ou réseau social

Adresse du siège social :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Courriel :

Représentant légal, en qualité de :

Nom, Prénom :

Téléphone :

Courriel :

Référent technique (si différent), en qualité de :

Nom, Prénom :

Téléphone :

Courriel :

La structure bénéficie t-elle déjà d'aides de la part de MEL ? (mise à disposition, subvention…).

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, joindre une attestation

PROJET - ne pas diffuser

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DE L'ACTION / DU PROJET

Intitulé : ……

ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET / DE L'ACTION

CONTRIBUTION DU PROJET AUX OBJECTIFS DE L'AMI « MEL À TABLE » :

(Cocher le(s) case(s) correspondante(s))

	Actions **de lutte contre le gaspillage alimentaire et les déchets d'emballage / zéro déchets**, de valorisation des déchets alimentaires
	Actions contribuant au **développement de groupements de consommateurs, de coopératives alimentaires et de projets de solidarité alimentaire** s'inscrivant dans une logique de (re)localisation de l'approvisionnement et de renforcement des liens entre producteurs et consommateurs, ou d'autoproduction.

Détailler ici la **manière** dont l'action contribue à cet/ces objectif(s) et les **indicateurs** d'évaluation de l'action afférents

PROJET - ne pas diffuser

PRÉSENTATION DU PROJET

PROJET - ne pas diffuser

PARTENAIRES DE L'ACTION / DU PROJET :

Structure	Contact	Rôle dans le partenariat

BUDGET SIMPLIFIÉ

Le porteur de projet devra également présenter un budget détaillé de l'action (dernière partie du dossier de candidature).

Coût du projet (hors valorisation du bénévolat) :		Montant de l'aide sollicitée auprès de la MEL	
Eléments de contribution en nature		Autres financements recherchés /obtenus *(rayer la mention inutile)*	
Valorisation du bénévolat		Autres financements recherchés /obtenus *(rayer la mention inutile)*	
		Autres financements recherchés /obtenus *(rayer la mention inutile)*	

PROJET - ne pas diffuser

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'ACTION

QUELS SONT LES CONSTATS, LES BESOINS À L'ORIGINE DE CETTE INITIATIVE ?

EN QUOI CETTE INITIATIVE RÉPOND-ELLE AUX ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL ?

SUR QUEL TERRITOIRE SE DÉROULE L'INITIATIVE : QUARTIER, COMMUNE, MEL ?

……
……

Le projet se déroule-t-il dans un territoire en politique de la ville ? Le(s)quel(s) ?

……
……

QUELS SONT LE(S) PUBLIC(S) CIBLE(S) ?

Typologie(s) de public : ……

Nombre de bénéficiaires attendu :

	Nombre de bénéficiaires (total)		Personnes formées, accompagnées

Conformément à l'orientation stratégique du Projet Alimentaire Territorial « Faire de chacun l'acteur du PAT », les actions et projets devront favoriser l'engagement et les changements de comportements durables – en mobilisant les leviers nécessaires pour assurer la pérennité des impacts de l'action.

PROJET - ne pas diffuser

QUELS SERONT LES MOYENS HUMAINS, MATÉRIELS, TECHNIQUES MOBILISÉS POUR RÉALISER L'INITIATIVE ?

QUELLES SONT LES RELATIONS AVEC LA OU LES COMMUNES CONCERNÉES PAR L'INITIATIVE?

QUELLES SONT LES ÉTAPES DE RÉALISATION (RÉALISATION DANS LES 12 MOIS QUI SUIVENT LE FINANCEMENT)?

Date de démarrage	Durée prévisionnelle	Description de l'étape	Résultats attendus et critères d'évaluation[1]

L'action a-t-elle vocation à se pérenniser au-delà de ce calendrier ? par quels moyens (si vous avez les avez déjà identifiés) ?

PROJET - ne pas diffuser

COMMENT S'ORGANISE LA MOBILISATION ET L'ENGAGEMENT DES CITOYENS ? COMMENT LE PROJET OFFRE-T-IL LA POSSIBILITÉ DE VENIR ACTEUR DE SON ALIMENTATION ET DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DANS LA DURÉE ?

EN QUOI L'INITIATIVE EST-ELLE COMPLÉMENTAIRE ET/OU NOVATRICE PAR RAPPORT À CE QUI EXISTE DÉJÀ SUR LE TERRITOIRE ?

AVEC QUELS AUTRES PROJETS L'ACTION S'ARTICULE-T-ELLE ?

QUELS SONT LES TEMPS ET SUPPORTS DE COMMUNICATION PRÉVUS ?

☐ Prévoyez-vous un temps fort dans le cadre de la Journée européenne de réduction des déchets ?
Si oui, merci de préciser ici le format souhaité, et dans la mesure du possible la date, l'heure, le lieu ainsi que la cible

QUELLE CAPITALISATION DU PROCESSUS ET DE L'ACTION EST-ELLE PRÉVUE ?

PROJET - ne pas diffuser

BUDGET PRÉVISIONNEL DU PROJET

À joindre obligatoirement à la présente candidature selon le modèle du CERFA 12 156*06

PROJET - ne pas diffuser

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110726-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0209

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENNETIERES-EN-WEPPES -

COMPLEXE SPORTIF - RECONNAISSANCE DE L'INTERET METROPOLITAIN

Par délibération n° 5 C du 20 novembre 2000, la communauté urbaine de Lille a déclaré que l'intérêt communautaire de la compétence en matière « d'équipements et réseaux d'équipements sportifs » « repose sur la valeur ajoutée apportée par la communauté urbaine et sur l'importance des équipements et réseaux d'équipement pour le rayonnement et pour l'accès de tous les citoyens aux équipements ». L'intervention originelle dans cette compétence repose ainsi sur la capacité de l'intercommunalité à apporter une valeur ajoutée par rapport à la gestion communale en favorisant un égal accès aux équipements (mise en réseau), diminuant les charges de centralité

Par délibération n° 23-C-0322 du 20 octobre 2023, le Conseil de la MEL a validé l'acquisition d'un complexe sportif situé à Ennetières-en-Weppes représentant une superficie totale de 68 538 m², composé notamment d'un double gymnase dédié entre autre à l'accueil du handball/basketball, d'une salle polyvalente, d'un terrain de football en herbe, d'un terrain de rugby/football en synthétique avec piste d'athlétisme de 800 m, et de quatre terrains de tennis clôturés.

I. Exposé des motifs

Cet équipement doit permettre de poursuivre le développement de la politique sportive de la MEL au profit des clubs métropolitains complétant l'offre du Stadium qui fait l'objet d'une forte affluence. La complémentarité avec le Stadium, s'agissant des espaces sportifs disponibles, doit permettre de renforcer notre offre au profit des clubs de haut niveau soutenus par la MEL. Ces espaces pourront également être proposés pour les entraînements d'équipes, en articulation avec les événements accueillis au Stadium et à la Decathlon Arena Stade Pierre Mauroy.

Ce site pourra également accueillir diverses manifestations, notamment des événements d'intérêts métropolitains (des courses « hors stades » par exemple).

Enfin, par sa localisation, l'exploitation de cet équipement sportif permettra de participer à l'animation sportive du territoire et ainsi contribuer à l'objectif métropolitain de favoriser l'accès au sport pour tous

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De déclarer d'intérêt métropolitain le complexe sportif situé à Ennetière-en-Weppes, en application de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Eric MOUVEAU s'étant abstenu.

Pour rendu exécutoire

24-C-0209

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENNETIERES-EN-WEPPES -

COMPLEXE SPORTIF - RECONNAISSANCE DE L'INTERET METROPOLITAIN

Par délibération n° 5 C du 20 novembre 2000, la communauté urbaine de Lille a déclaré que l'intérêt communautaire de la compétence en matière « d'équipements et réseaux d'équipements sportifs » « repose sur la valeur ajoutée apportée par la communauté urbaine et sur l'importance des équipements et réseaux d'équipement pour le rayonnement et pour l'accès de tous les citoyens aux équipements ». L'intervention originelle dans cette compétence repose ainsi sur la capacité de l'intercommunalité à apporter une valeur ajoutée par rapport à la gestion communale en favorisant un égal accès aux équipements (mise en réseau), diminuant les charges de centralité

Par délibération n° 23-C-0322 du 20 octobre 2023, le Conseil de la MEL a validé l'acquisition d'un complexe sportif situé à Ennetières-en-Weppes représentant une superficie totale de 68 538 m², composé notamment d'un double gymnase dédié entre autre à l'accueil du handball/basketball, d'une salle polyvalente, d'un terrain de football en herbe, d'un terrain de rugby/football en synthétique avec piste d'athlétisme de 800 m, et de quatre terrains de tennis clôturés.

I. Exposé des motifs

Cet équipement doit permettre de poursuivre le développement de la politique sportive de la MEL au profit des clubs métropolitains complétant l'offre du Stadium qui fait l'objet d'une forte affluence. La complémentarité avec le Stadium, s'agissant des espaces sportifs disponibles, doit permettre de renforcer notre offre au profit des clubs de haut niveau soutenus par la MEL. Ces espaces pourront également être proposés pour les entraînements d'équipes, en articulation avec les événements accueillis au Stadium et à la Decathlon Arena Stade Pierre Mauroy.

Ce site pourra également accueillir diverses manifestations, notamment des événements d'intérêts métropolitains (des courses « hors stades » par exemple).

Enfin, par sa localisation, l'exploitation de cet équipement sportif permettra de participer à l'animation sportive du territoire et ainsi contribuer à l'objectif métropolitain de favoriser l'accès au sport pour tous

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De déclarer d'intérêt métropolitain le complexe sportif situé à Ennetière-en-Weppes, en application de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Eric MOUVEAU s'étant abstenu.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110711-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0210

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENNETIERES-EN-WEPPES -

COMPLEXE SPORTIF - CREATION D'UNE GRILLE TARIFAIRE

Vu la délibération n° 23-C-0322 du Conseil en date du 20 octobre 2023, actant l'acquisition par la Métropole Européenne de Lille auprès de l'Université Catholique de Lille (UCL) en qualité d'intervenant au nom et pour le compte de la SCI Saint Martin, un site à usage de complexe sportif, situé à Ennetières-en-Weppes ;

Vu la délibération n° 24-B-0097 du Bureau en date du 29 mars 2024 actant la jouissance du site par l'université catholique jusqu'au 30 juin 2024, afin de permettre l'utilisation du complexe sportif par les étudiants de l'établissement jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

Vu la délibération n° 24-C-0209 du Conseil en date du 28 juin 2024, reconnaissant le complexe sportif d'Ennetières-en-Weppes d'intérêt métropolitain.

I. Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet :

1. La création de tarifs basés sur le type de structure sollicitant la mise à disposition de l'équipement :

- Tarification à une structure sportive (association, clubs), une collectivité, établissements scolaires ou universitaires, pour une utilisation épisodique, à l'unité et au forfait ;
- Tarification à une structure privée (sportive ou non) pour une utilisation épisodique, à l'unité et au forfait.

2. Une grille tarifaire intégrant la mise à disposition des équipements du complexe d'Ennetières-en-Weppes, soit :

- Tarif à l'heure et en journée pour l'utilisation des terrains collectifs ;
- Tarif à l'heure pour l'utilisation des espaces sportifs intérieurs ;
- Tarif à l'heure pour l'utilisation des espaces évènementiels ;
- Tarif à l'heure pour les dépassements d'horaire ;
- Tarif à l'heure pour les mobilisations techniques ;
- Tarif au forfait pour le nettoyage ;
- Tarif au forfait pour les demandes autres configurations.

Les forfaits pour les structures occupant le complexe sportif d'Ennetières-en-Weppes intègrent une dégressivité du coût horaire en fonction du volume d'heures de pratique sur les espaces sportifs, réceptifs et terrains soit :

- Entre 0 et 200 heures de pratique par an : 0
- Entre 201 et 500 heures de pratique par an : 30%
- Entre 501 et 1000 heures de pratique par an : 50%
- Entre 1001 et 2500 heures de pratique par an : 60%
- À partir de 2501 heures de pratique par an : 70%

Il est proposé au Conseil de la métropole de valider les nouveaux tarifs du site d'Ennetières-en-Weppes repris en annexe et applicables dès la création de la régie.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De valider la grille tarifaire.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0210

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENNETIERES-EN-WEPPES -

COMPLEXE SPORTIF - CREATION D'UNE GRILLE TARIFAIRE

Vu la délibération n° 23-C-0322 du Conseil en date du 20 octobre 2023, actant l'acquisition par la Métropole Européenne de Lille auprès de l'Université Catholique de Lille (UCL) en qualité d'intervenant au nom et pour le compte de la SCI Saint Martin, un site à usage de complexe sportif, situé à Ennetières-en-Weppes ;

Vu la délibération n° 24-B-0097 du Bureau en date du 29 mars 2024 actant la jouissance du site par l'université catholique jusqu'au 30 juin 2024, afin de permettre l'utilisation du complexe sportif par les étudiants de l'établissement jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

Vu la délibération n° 24-C-0209 du Conseil en date du 28 juin 2024, reconnaissant le complexe sportif d'Ennetières-en-Weppes d'intérêt métropolitain.

I. Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet :

1. La création de tarifs basés sur le type de structure sollicitant la mise à disposition de l'équipement :

- Tarification à une structure sportive (association, clubs), une collectivité, établissements scolaires ou universitaires, pour une utilisation épisodique, à l'unité et au forfait ;
- Tarification à une structure privée (sportive ou non) pour une utilisation épisodique, à l'unité et au forfait.

2. Une grille tarifaire intégrant la mise à disposition des équipements du complexe d'Ennetières-en-Weppes, soit :

- Tarif à l'heure et en journée pour l'utilisation des terrains collectifs ;
- Tarif à l'heure pour l'utilisation des espaces sportifs intérieurs ;
- Tarif à l'heure pour l'utilisation des espaces évènementiels ;
- Tarif à l'heure pour les dépassements d'horaire ;
- Tarif à l'heure pour les mobilisations techniques ;
- Tarif au forfait pour le nettoyage ;
- Tarif au forfait pour les demandes autres configurations.

Les forfaits pour les structures occupant le complexe sportif d'Ennetières-en-Weppes intègrent une dégressivité du coût horaire en fonction du volume d'heures de pratique sur les espaces sportifs, réceptifs et terrains soit :

- Entre 0 et 200 heures de pratique par an : 0
- Entre 201 et 500 heures de pratique par an : 30%
- Entre 501 et 1000 heures de pratique par an : 50%
- Entre 1001 et 2500 heures de pratique par an : 60%
- À partir de 2501 heures de pratique par an : 70%

Il est proposé au Conseil de la métropole de valider les nouveaux tarifs du site d'Ennetières-en-Weppes repris en annexe et applicables dès la création de la régie.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De valider la grille tarifaire.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Tarifs de location

applicables aux Associations (sportives uniquement) et Clubs sportifs, Collectivités, Établissements scolaires ou Universitaires, Fédérations et ligues sportives

Application de la T.V.A en vigueur à la date de location

Sont exclus de la présente grille tarifaire les utilisations du site d'Ennetières-En-Weppes qui s'inscrivent dans le cadre de la délibération N°7C du 20 novembre 2000 relative à l'accueil d'événements d'intérêt exceptionnel et qui feront l'objet d'une autre procédure spécifique.

En € H.T	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Terrains de jeux collectifs	
Terrain engazonné (terrain de sports + accès vestiaires)	200,00 €/j
	9,00 €/h
Terrain synthétique (terrain de sports + accès vestiaires)	200,00 €/j
	9,00 €/h
Espace sportif intérieur	
Espace sportif	20,00 €/h
Espaces évènementiels	
Espace réceptif à usage évènementiels	60,00 €/h
Dépassement d'horaire	
Dépassement d'horaire	Tarif horaire x 2
Mobilisation techniques	
Mobilisation de technicien spécialisé suivant besoins spécifiques	50,00 €/h
Sécurisation par société privée (prix pour 1 agent)	100,00 €/h
Nettoyage	
Forfait nettoyage Espace sportif	300,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires)	600,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires) + espace sportif	850,00 €
Mobiliers	
Configuration Auditorium	400 €
Configuration repas assis	450 €
Configuration cocktail déjeunatoire	350 €
Demande autre configuration :	
Demande autre configuration. Mobilisation de Manutentionnaire	35 €/h

Tarifs de location

applicables aux Associations (non sportives), aux Entreprises (sportive ou non), particuliers et aux Sociétés à objet commercial (sportive ou non).

Application de la TVA en vigueur à la date de location

Sont exclus de la présente grille tarifaire les utilisations du site d'Ennetières-En-Weppes qui s'inscrivent dans le cadre de la délibération N°7C du 20 novembre 2000 relative à l'accueil d'événements d'intérêt exceptionnel et qui feront l'objet d'une autre procédure spécifique.

En € H.T	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Terrains de jeux collectifs	
Terrain engazonné (terrain de sports + accès vestiaires)	400,00 €/j
	17,00 €/h
Terrain synthétique (terrain de sports +accès vestiaires)	400,00 €/j
	17,00 €/h
Espace sportif intérieur	
Espace sportif	30,00 €/h
Espaces évènementiels	
Espace réceptif à usage évènementiels	80,00 €/h
Forfait Evénement non commercial (2 jours)	415,00 €
Dépassement d'horaire	
Dépassement d'horaire	Tarif horaire x 2
Mobilisation techniques	
Mobilisation de technicien spécialisé suivant besoins spécifiques	60,00 €/h
Sécurisation par société privée (prix pour 1 agent)	120,00 €/h
Nettoyage	
Forfait nettoyage Espace sportif	300,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires)	600,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires) + espace sportif	850,00 €
Mobiliers	
Configuration Auditorium	600 €
Configuration repas assis	700 €
Configuration cocktail déjeunatoire	500 €
Demande autre configuration :	
Demande autre configuration. Mobilisation de Manutentionnaire	45€/h

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110691-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0211

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - REVISION DE LA GRILLE TARIFAIRE

Vu la délibération du Conseil métropolitain n° 23-C-0193 du 30 juin 2023 adoptant la grille tarifaires 2023.

I. Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet de revoir les tarifs pour tenir compte de l'évolution du Stadium par la création de nouveaux tarifs afin de répondre aux évolutions des équipements (notamment la tribune annexe, l'espace de récupération et divers) et la suppression de tarifs pour les équipements devenus obsolètes.

Il est proposé de valider l'ajout et la révision de tous ces tarifs.

Ceux-ci seront applicables immédiatement dès rendu exécutoire de la délibération.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter les modifications proposées ;

2) De valider la nouvelle grille ci-annexée.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0211

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - REVISION DE LA GRILLE TARIFAIRE

Vu la délibération du Conseil métropolitain n° 23-C-0193 du 30 juin 2023 adoptant la grille tarifaires 2023.

I. Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet de revoir les tarifs pour tenir compte de l'évolution du Stadium par la création de nouveaux tarifs afin de répondre aux évolutions des équipements (notamment la tribune annexe, l'espace de récupération et divers) et la suppression de tarifs pour les équipements devenus obsolètes.

Il est proposé de valider l'ajout et la révision de tous ces tarifs.

Ceux-ci seront applicables immédiatement dès rendu exécutoire de la délibération.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter les modifications proposées ;

2) De valider la nouvelle grille ci-annexée.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Tarifs de location

applicables aux Associations (sportives uniquement) et Clubs sportifs, Collectivités, Établissements scolaires ou Universitaires, Fédérations et ligues sportives

Sont exclus de la présente grille tarifaire les utilisations du Stadium qui s'inscrivent dans le cadre de la délibération n°7C du 20 novembre 2000 relative à l'accueil d'événements d'intérêt exceptionnel et qui feront l'objet d'une autre procédure pécifique.

En € H.T	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Terrains de jeux collectifs	
Terrain honneur (comprenant accès terrain + vestiaires)	450,00 €/jour
	100,00 €/h
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, Salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 tribune - forfait nettoyage inclus	1400,00 €/jour
	ouverture 2eme tribune : 625,00 €/jour en supplément
Terrain T1 (terrain de sports T1 + accès vestiaires tribune annexe + tribune annexe) - forfait nettoyage inclus	450,00 €/j
	13,00 €/h
Terrain T2 (terrain de sports T2 +accès vestiaires)	200,00 €/j
	9,00 €/h
Terrain T3 (terrain de sports T3 +accès vestiaires)	250,00 €/j
	11,00 €/h
Terrain T4 (terrain de sports T4 +accès vestiaires)	100,00 €/j
	5,00 €/h
tarif heure : calculé au temps d'occupation sur une journée de 7h -> au delà, passage en tarif jour	
tarif jour : pour compétition ou évènement sur toute la journée	
Terrains de jeux extérieur (hors terrains de sports collectifs)	
Aire de lancer	2,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de handball uniquement	15,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de basketball uniquement	15,00 €/h
Piste annexe (y compris piste finlandaise)	10,00 €/h
Piste honneur (y compris piste finlandaise)	20,00 €/h
Espace sportif intérieur	
Espace sportif	20,00 €/h
Espace réceptif à usage sportif	30,00 €/h
Espace sportif + espace réceptif à usage sportif	45,00 €/h
Espace récupération (1ere heure indivisible)	40,00 €/h
Espaces de travail	
Salles de réunion 1, 2 et salon du Président (20 à 25 personnes max)	11,00 €/h
Cafétéria	20,00 €/h
Bureau - Tarif au m^2, charges comprises (eau, électricité, ordures)	4,00 €/ m²/ mois
Espaces évènementiels (avec nettoyage inclus)	
Espace réceptif à usage évènementiel (300 personnes max)	80,00 €/h
Espace "Bars" au sein de la tribune honneur (200 personnes max)	60,00 €/h
Espaces évènementiels grande ampleur	
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement non sportif**	part fixe : 40 000 €
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement sportif**	part fixe : 20 000 €
Dépassement d'horaire	
Dépassement d'horaire	Tarif horaire x 2
Mobilisation techniques	
Mobilisation de technicien spécialisé suivant besoins spécifiques	50,00 €/h
Dépassement forfaitaire de service de sécurité	250,00 €/h
coût agent en dépassement	40,00 €/h
Mobiliers	
Configuration Mobilier :	
Mobilier Espace réceptif (forfait nettoyage inclus)	
Configuration auditorium	600 €
Configuration repas assis	800 €
Configuration cocktail déjeunatoire	400 €
Mobilier Terrain Honneur (forfait nettoyage inclus)	
Configuration bar fumé	200 € /bar
Demande autre configuration :	
Demande autre configuration. Mobilisation de Manutentionnaire	35 €/h
Mobilier Terrain honneur en forfait évènement	
Location de l'écran géant de 10 m²	100,00 €
Location des 2 écrans géants de 25 m²	300,00 €
Location de LED bord terrain 1,20 mètres linéaires (ml) Dans la limite de : 60 ml pour le Terrain honneur.	200,00 €
possibilité de 30 ml supplémentaires	100,00 €
Mobilier terrainT1 en forfait évènement	
Location de l'écran géant	100,00 €
Location sonorisation	200,00 €
Autres	
location de cabine WC "évènementiel"	200,00 €
Location tonnelle 4,5x3	60,00 €
Location tonnelle 2x2	50,00 €
Location tonnelle 3x3	55,00 €
Location estrade	50,00 €

Location praticable	25,00 €

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

LE STADIUM UN CENTRE SPORTIF DE LA MEL

Tarifs de location

applicables aux Associations (non sportives), aux Entreprises (sportive ou non) et aux Sociétés à objet commercial (sportive ou non).
Application de la TVA en vigueur à la date de location

Sont exclus de la présente grille tarifaire les utilisations du Stadium qui s'inscrivent dans le cadre de la délibération n°7C du 20 novembre 2000 relative à l'accueil d'événements d'intérêt exceptionnel et qui feront l'objet d'une autre procédure spécifique.

En € H.T	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Terrains de jeux collectifs	
Terrain honneur (comprenant accès terrain + vestiaires)	600,00 €/j
	150,00 €/h
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, Salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 tribune -forfait nettoyage inclus	1700,00 €/jour
	ouverture 2eme tribune : 625,00 €/jour en supplément
Terrain T1 (terrain de sports T1+ accès vestiaires tribune annexe + tribune annexe) - forfait nettoyage inclus	600,00 €/j
	20,00 €/h
Terrain T2 (terrain de sports T2 + accès vestiaires)	300,00 €/j
	12,00 €/h
Terrain T3 (terrain de sports T3 + accès vestiaires)	350,00 €/j
	15,00 €/h
Terrain T4 (terrain de sports T4 + accès vestiaires)	150,00 €/j
	10,00 €/h
tarif heure : calculé au temps d'occupation sur une journée de 7h -> au delà, passage en tarif jour	
tarif jour : pour compétition ou évènement sur toute la journée	
Terrains de jeux extérieur (hors terrains de sports collectifs)	
Aire de lancer	3,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de handball uniquement	20,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de basketball uniquement	20,00 €/h
Piste annexe (y compris piste finlandaise)	15,00 €/h
Piste honneur (y compris piste finlandaise)	30,00 €/h
Espace sportif intérieur	
Espace sportif	30,00 €/h
Espace réceptif à usage sportif	40,00 €/h
Espace sportif + espace réceptif à usage sportif	60,00 €/h
Espace de récupération (1ere heure indivisible)	55,00 €/h
Espaces de travail	
Salles de réunion 1, 2 et salon du Président (20 à 25 personnes max)	15,00 €/h
Cafétéria	30,00 €/h
Bureau - Tarif au m^2, charges comprises (eau, électricité, ordures)	7,00€ / m² / mois
Espaces évènementiels (nettoyage inclus)	
Espace réceptif à usage évènementiel (300 personnes max)	100,00 €/h
Espace "Bars" au sein de la tribune honneur (200 personnes max)	80,00 €/h
Espaces évènementiels grande ampleur	
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement non sportif**	part fixe : 40 000 €
	Part variable : 7% du chiffre d'affaire sur la vente de billets
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement sportif**	part fixe : 20 000 €
	Part variable : 7% du chiffre d'affaire sur la vente de billets
Dépassement d'horaire	
Dépassement d'horaire	Tarif horaire x 2
Forfaits techniques	
Mobilisation de technicien spécialisé suivant besoins spécifiques	65,00 €/h
Dépassement forfaitaire de service de sécurité	250 €/h
coût agent en dépassement	40 €/h
Configuration Mobilier :	
Mobiliers Espace réceptif , en forfait avec nettoyage inclus	
Configuration auditorium	800 €
Configuration repas assis	1 000 €
Configuration cocktail déjeunatoire	600 €
Mobilier Terrain Honneur en forfait avec nettoyage inclus	
Configuration bar fumé	250 €/bar
Demande autre configuration :	
Demande autre configuration. Mobilisation de Manutentionnaire	50 €/h
Mobilier Terrain honneur, en forfait évènement	
Location de l'écran géant de 10 m²	130,00 €
Location des 2 écrans géants de 25 m²	400,00 €
Location de LED bord terrain 1,20 ml Dans la limite de : 60 ml	250,00 €

possibilité de 30 ml supplémentaires	130,00 €
Mobilier terrainT1, en forfait évènement	
Location de l'écran géant	130,00 €
Location sonorisation	250,00 €
Autres	
location de cabine WC "évènementiel"	200,00 €
Location tonnelle 4,5x3	80,00 €
Location tonnelle 2x2	65,00 €
Location tonnelle 3x3	75,00 €
Location estrade	65,00 €
Location praticable	35,00 €

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

LE STADIUM UN CENTRE SPORTIF DE LA MEL

En € H.T **ANNEXE 1**	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Frais de remboursement dommage sur matériels	(à l'unité)
Barrière	50,00 €
Tonnelle	
Tonnelle 4,5x3	600,00 €
Tonnelle 2x2	500,00 €
Tonnelle 3x3	550,00 €
Estrade	500,00 €
Praticable	250,00 €
Table	
Tables basses bois	200,00 €
Tables pique-nique + bancs intégrés	200,00 €
Tables plastiques	150,00 €
Tables hautes	300,00 €
Tables basses	250,00 €
Tables hautes plateau carré	500,00 €
Tables hautes plateau rond	500,00 €
Tables pliables	300,00 €
Tables blanches	350,00 €
Mange-debout	200,00 €
Chaises et assises	
Sièges tribune	70,00 €
Chaises pliantes	50,00 €
Chaises bois ou plastiques	50,00 €
Chaises roulantes grises	75,00 €
Chaises hautes	120,00 €
Crapauds	120,00 €
Poufs	85,00 €
Bancs blancs	60,00 €
Tabourets hauts blancs et bordeaux	75,00 €
Équipements divers	
Bars mobiles	700,00 €
Pupitres	250,00 €
Claustrats	200,00 €
Champignons chauffants	500,00 €
Échelles de juge	150,00 €
Mini-buts	250,00 €
Haies athlétisme	75,00 €
Chevalets bois	50,00 €
Claustrats lourd	250,00 €
Claustrats sur roulette	200,00 €
Grille d'exposition	150,00 €
Autres équipements non listés	Selon devis de remise en état
Matériels et équipements électriques / vidéo / sonorisation	Selon devis de remise en état
Sono mobile avec 2 micros sans-fil + 1 prise jack + lecteur CD et USB	Selon devis de remise en état
Sono mobile avec 1 micro sans-fil + 1 prise jack + lecteur CD et USB	Selon devis de remise en état
Enceintes de 400 watts	300,00 €
Enceinte portative avec micro filaire + jack	500,00 €
Vidéoprojecteur	500,00 €
Écran pour vidéoprojecteur	200,00 €
Enrouleurs électriques de 40 m	200,00 €
Rallonge de 5 m pour prise	25,00 €
Multiprises	20,00 €
Bords terrain LED	Selon devis de remise en état
Écran 10m² LED	Selon devis de remise en état
Tous autres matériels électriques, vidéo, sonorisation	Selon devis de remise en état
Matériels de musculation	Selon devis de remise en état
Équipements de restauration	Selon devis de remise en état
Nettoyage	(au forfait)
Forfait nettoyage 1 ou 2 tribunes et abords	1 500,00 €
Forfait nettoyage Espace sportif	300,00 €

Forfait nettoyage Espace récupération	400,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires)	600,00 €
Forfait nettoyage Tribune annexe	600,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires) + espace sportif	850,00 €



Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110692-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0212

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - REVISION DES TARIFS FORFAITAIRES DES STRUCTURES RESIDENTES

Vu la délibération n° 23-C-0449 du Conseil en date 15 décembre 2023 validant la dégressivité du coût horaire en fonction du volume d'heures de pratique sur les espaces sportifs, réceptifs et terrains du stadium ;

Vu la délibération n° 24-C-0211 du Conseil en date du 28 juin 2024 adoptant la nouvelle grille tarifaire du Stadium.

I. Exposé des motifs

Les clubs ayant transmis leurs besoins d'usages pour la saison 2024/2025, il est proposé d'appliquer les forfaits d'utilisation suivants du 19 aout 2024 au 31 juillet 2025, soit :

42 000 € TTC pour l'Olympique Marcquois Rugby « OMR » :

Le forfait correspond globalement à environ :

- 10 journées "stade Honneur" pour l'organisation de matchs ;
- 1 475 heures d'utilisation de terrains de jeux collectifs ;
- 400 heures de salles de réunion, 925 heures d'utilisation de l'espace sportif,
- 70 heures d'utilisation de l'espace réceptif pour des évènements ;
- 20 heures de l'espace de récupération, 400 heures d'utilisation de la cafeteria ;
- 2 forfaits de nettoyage tribunes et autres forfaits de location de mobiliers, d'écrans et de LED bord terrain.

13 200 TTC pour le Stade Villeneuvois Lille Métropole « SVLM » :

Le forfait correspond globalement à environ :

- 1 journée "stade Honneur" pour l'organisation d'un match ;
- 500 heures d'utilisation de terrains de jeux collectifs ;
- 700 heures d'utilisation de l'espace sportif ;
- 7 heures d'utilisation de l'espace réceptif ;
- 2 heures de l'espace de récupération ;
- 2 heures d'utilisation de la cafeteria ;
- 25 heures de salles de réunion ;

- 14 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires ;
- 1 forfait de nettoyage de la tribune honneur et autres forfaits de location de mobiliers, d'écrans et de LED bord terrain.

42 500 TTC pour l'association du LOSC Lille :

Le forfait correspond globalement à environ :

- 10 journées "tribune annexe" pour l'organisation de matchs;
- 1 utilisation de "stade honneur" ;
- 2 050 heures d'utilisation de terrains de jeux collectifs ;
- 200 heures d'utilisation de l'espace sportif ;
- 22 heures de l'espace de récupération ;
- 200 heures d'utilisation de la cafeteria ;
- 50 heures de salles de réunion ;
- 462 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires ;
- 10 nettoyages de la tribune annexe ;
- 1 nettoyage de la tribune honneur ainsi qu'à des forfaits de location de mobiliers et de l'écran.

8 100 TTC pour le Lille Métropole Athlétisme « LMA » :

Le forfait correspond globalement à environ 175 heures d'utilisation de la piste annexe et à la location de bureaux.

15 150 TTC, pour la Ligue des Hauts de France d'Athlétisme « LHDFA » :

Le forfait correspond globalement à environ 875 d'heures d'utilisation de pistes honneur et annexes et à la location de bureaux.

25 500 TTC pour la Ligue des Hauts de France de rugby « LHDFR » :

Le forfait correspond globalement à environ :

- 2 journées d'utilisation "tribune annexe" et terrains pour l'organisation des finales régionales ;
- 21 heures d'utilisation d'espaces réceptif pour 3 évènements ;
- 161 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires
- Des forfaits de location de mobiliers, de nettoyage et à la location de bureaux.

9 000 € TTC pour le service départemental de l'UNSS :

- Le forfait correspond globalement à environ :
- 21 heures d'utilisation de piste honneur pour des cross et courses ;
- 28 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires ;
- Des forfaits de location de mobiliers, de nettoyage et à la location des bureaux.

Tous les besoins complémentaires venant en dépassement de ces bases forfaitaires et/ou dommages constatés seront facturés suivants les tarifs horaires précisés dans la grille tarifaire de la délibération n° 24-C-0211 du Conseil en date du 28 juin 2024.

Si une crise sanitaire ou des travaux du Stadium venaient à affecter l'occupation des espaces du Stadium, les montants pourront être révisés au regard des occupations réellement effectuées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De valider les forfaits annuels adaptés à chacune des 7 structures résidentes du Stadium, tels que définis ci-dessus ;

2) D'imputer les recettes aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0212

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - REVISION DES TARIFS FORFAITAIRES DES STRUCTURES RESIDENTES

Vu la délibération n° 23-C-0449 du Conseil en date 15 décembre 2023 validant la dégressivité du coût horaire en fonction du volume d'heures de pratique sur les espaces sportifs, réceptifs et terrains du stadium ;

Vu la délibération n° 24-C-0211 du Conseil en date du 28 juin 2024 adoptant la nouvelle grille tarifaire du Stadium.

I. Exposé des motifs

Les clubs ayant transmis leurs besoins d'usages pour la saison 2024/2025, il est proposé d'appliquer les forfaits d'utilisation suivants du 19 aout 2024 au 31 juillet 2025, soit :

42 000 € TTC pour l'Olympique Marcquois Rugby « OMR » :

Le forfait correspond globalement à environ :

- 10 journées "stade Honneur" pour l'organisation de matchs ;
- 1 475 heures d'utilisation de terrains de jeux collectifs ;
- 400 heures de salles de réunion, 925 heures d'utilisation de l'espace sportif,
- 70 heures d'utilisation de l'espace réceptif pour des évènements ;
- 20 heures de l'espace de récupération, 400 heures d'utilisation de la cafeteria ;
- 2 forfaits de nettoyage tribunes et autres forfaits de location de mobiliers, d'écrans et de LED bord terrain.

13 200 TTC pour le Stade Villeneuvois Lille Métropole « SVLM » :

Le forfait correspond globalement à environ :

- 1 journée "stade Honneur" pour l'organisation d'un match ;
- 500 heures d'utilisation de terrains de jeux collectifs ;
- 700 heures d'utilisation de l'espace sportif ;
- 7 heures d'utilisation de l'espace réceptif ;
- 2 heures de l'espace de récupération ;
- 2 heures d'utilisation de la cafeteria ;
- 25 heures de salles de réunion ;

- 14 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires ;
- 1 forfait de nettoyage de la tribune honneur et autres forfaits de location de mobiliers, d'écrans et de LED bord terrain.

42 500 TTC pour l'association du LOSC Lille :

Le forfait correspond globalement à environ :
- 10 journées "tribune annexe" pour l'organisation de matchs;
- 1 utilisation de "stade honneur" ;
- 2 050 heures d'utilisation de terrains de jeux collectifs ;
- 200 heures d'utilisation de l'espace sportif ;
- 22 heures de l'espace de récupération ;
- 200 heures d'utilisation de la cafeteria ;
- 50 heures de salles de réunion ;
- 462 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires ;
- 10 nettoyages de la tribune annexe ;
- 1 nettoyage de la tribune honneur ainsi qu'à des forfaits de location de mobiliers et de l'écran.

8 100 TTC pour le Lille Métropole Athlétisme « LMA » :

Le forfait correspond globalement à environ 175 heures d'utilisation de la piste annexe et à la location de bureaux.

15 150 TTC, pour la Ligue des Hauts de France d'Athlétisme « LHDFA » :

Le forfait correspond globalement à environ 875 d'heures d'utilisation de pistes honneur et annexes et à la location de bureaux.

25 500 TTC pour la Ligue des Hauts de France de rugby « LHDFR » :

Le forfait correspond globalement à environ :
- 2 journées d'utilisation "tribune annexe" et terrains pour l'organisation des finales régionales ;
- 21 heures d'utilisation d'espaces réceptif pour 3 évènements ;
- 161 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires
- Des forfaits de location de mobiliers, de nettoyage et à la location de bureaux.

9 000 € TTC pour le service départemental de l'UNSS :

- Le forfait correspond globalement à environ :
- 21 heures d'utilisation de piste honneur pour des cross et courses ;
- 28 heures de mobilisation de techniciens et de manutentionnaires ;
- Des forfaits de location de mobiliers, de nettoyage et à la location des bureaux.

Tous les besoins complémentaires venant en dépassement de ces bases forfaitaires et/ou dommages constatés seront facturés suivants les tarifs horaires précisés dans la grille tarifaire de la délibération n° 24-C-0211 du Conseil en date du 28 juin 2024.

Si une crise sanitaire ou des travaux du Stadium venaient à affecter l'occupation des espaces du Stadium, les montants pourront être révisés au regard des occupations réellement effectuées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De valider les forfaits annuels adaptés à chacune des 7 structures résidentes du Stadium, tels que définis ci-dessus ;

2) D'imputer les recettes aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Tarifs de location

applicables aux Associations (sportives uniquement) et Clubs sportifs, Collectivités, Établissements scolaires ou Universitaires, Fédérations et ligues sportives

Sont exclus de la présente grille tarifaire les utilisations du Stadium qui s'inscrivent dans le cadre de la délibération n°7C du 20 novembre 2000 relative à l'accueil d'événements d'intérêt exceptionnel et qui feront l'objet d'une autre procédure pécifique.

En € H.T	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Terrains de jeux collectifs	
Terrain honneur (comprenant accès terrain + vestiaires)	450,00 €/jour
	100,00 €/h
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, Salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 tribune - forfait nettoyage inclus	1400,00 €/jour
	ouverture 2eme tribune : 625,00 €/jour en supplément
Terrain T1 (terrain de sports T1 + accès vestiaires tribune annexe + tribune annexe) - forfait nettoyage inclus	450,00 €/j
	13,00 €/h
Terrain T2 (terrain de sports T2 +accès vestiaires)	200,00 €/j
	9,00 €/h
Terrain T3 (terrain de sports T3 +accès vestiaires)	250,00 €/j
	11,00 €/h
Terrain T4 (terrain de sports T4 +accès vestiaires)	100,00 €/j
	5,00 €/h
tarif heure : calculé au temps d'occupation sur une journée de 7h -> au delà, passage en tarif jour	
tarif jour : pour compétition ou évènement sur toute la journée	
Terrains de jeux extérieur (hors terrains de sports collectifs)	
Aire de lancer	2,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de handball uniquement	15,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de basketball uniquement	15,00 €/h
Piste annexe (y compris piste finlandaise)	10,00 €/h
Piste honneur (y compris piste finlandaise)	20,00 €/h
Espace sportif intérieur	
Espace sportif	20,00 €/h
Espace réceptif à usage sportif	30,00 €/h
Espace sportif + espace réceptif à usage sportif	45,00 €/h
Espace récupération (1ere heure indivisible)	40,00 €/h
Espaces de travail	
Salles de réunion 1, 2 et salon du Président (20 à 25 personnes max)	11,00 €/h
Cafétéria	20,00 €/h
Bureau - Tarif au m^2, charges comprises (eau, électricité, ordures)	4,00 €/ m²/ mois
Espaces évènementiels (avec nettoyage inclus)	
Espace réceptif à usage évènementiel (300 personnes max)	80,00 €/h
Espace "Bars" au sein de la tribune honneur (200 personnes max)	60,00 €/h
Espaces évènementiels grande ampleur	
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement non sportif**	part fixe : 40 000 €
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement sportif**	part fixe : 20 000 €
Dépassement d'horaire	
Dépassement d'horaire	Tarif horaire x 2
Mobilisation techniques	
Mobilisation de technicien spécialisé suivant besoins spécifiques	50,00 €/h
Dépassement forfaitaire de service de sécurité	250,00 €/h
coût agent en dépassement	40,00 €/h
Mobiliers	
Configuration Mobilier :	
Mobilier Espace réceptif (forfait nettoyage inclus)	
Configuration auditorium	600 €
Configuration repas assis	800 €
Configuration cocktail déjeunatoire	400 €
Mobilier Terrain Honneur (forfait nettoyage inclus)	
Configuration bar fumé	200 € /bar
Demande autre configuration :	
Demande autre configuration. Mobilisation de Manutentionnaire	35 €/h
Mobilier Terrain honneur en forfait évènement	
Location de l'écran géant de 10 m²	100,00 €
Location des 2 écrans géants de 25 m²	300,00 €
Location de LED bord terrain 1,20 mètres linéaires (ml) Dans la limite de : 60 ml pour le Terrain honneur.	200,00 €
possibilité de 30 ml supplémentaires	100,00 €
Mobilier terrainT1 en forfait évènement	
Location de l'écran géant	100,00 €
Location sonorisation	200,00 €
Autres	
location de cabine WC "évènementiel"	200,00 €
Location tonnelle 4,5x3	60,00 €
Location tonnelle 2x2	50,00 €
Location tonnelle 3x3	55,00 €
Location estrade	50,00 €

Location praticable	25,00 €

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

LE STADIUM
UN CENTRE SPORTIF DE LA MEL

Tarifs de location

applicables aux Associations (non sportives), aux Entreprises (sportive ou non) et aux Sociétés à objet commercial (sportive ou non).
Application de la TVA en vigueur à la date de location

Sont exclus de la présente grille tarifaire les utilisations du Stadium qui s'inscrivent dans le cadre de la délibération n°7C du 20 novembre 2000 relative à l'accueil d'événements d'intérêt exceptionnel et qui feront l'objet d'une autre procédure spécifique.

En € H.T	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Terrains de jeux collectifs	
Terrain honneur (comprenant accès terrain + vestiaires)	600,00 €/j
	150,00 €/h
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, Salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 tribune -forfait nettoyage inclus	1700,00 €/jour
	ouverture 2eme tribune : 625,00 €/jour en supplément
Terrain T1 (terrain de sports T1+ accès vestiaires tribune annexe + tribune annexe) - forfait nettoyage inclus	600,00 €/j
	20,00 €/h
Terrain T2 (terrain de sports T2 + accès vestiaires)	300,00 €/j
	12,00 €/h
Terrain T3 (terrain de sports T3 + accès vestiaires)	350,00 €/j
	15,00 €/h
Terrain T4 (terrain de sports T4 + accès vestiaires)	150,00 €/j
	10,00 €/h
tarif heure : calculé au temps d'occupation sur une journée de 7h -> au delà, passage en tarif jour	
tarif jour : pour compétition ou évènement sur toute la journée	
Terrains de jeux extérieur (hors terrains de sports collectifs)	
Aire de lancer	3,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de handball uniquement	20,00 €/h
Plaine de jeux + terrain de basketball uniquement	20,00 €/h
Piste annexe (y compris piste finlandaise)	15,00 €/h
Piste honneur (y compris piste finlandaise)	30,00 €/h
Espace sportif intérieur	
Espace sportif	30,00 €/h
Espace réceptif à usage sportif	40,00 €/h
Espace sportif + espace réceptif à usage sportif	60,00 €/h
Espace de récupération (1ere heure indivisible)	55,00 €/h
Espaces de travail	
Salles de réunion 1, 2 et salon du Président (20 à 25 personnes max)	15,00 €/h
Cafétéria	30,00 €/h
Bureau - Tarif au m^2, charges comprises (eau, électricité, ordures)	7,00€ / m² / mois
Espaces évènementiels (nettoyage inclus)	
Espace réceptif à usage évènementiel (300 personnes max)	100,00 €/h
Espace "Bars" au sein de la tribune honneur (200 personnes max)	80,00 €/h
Espaces évènementiels grande ampleur	
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement non sportif**	part fixe : 40 000 €
	Part variable : 7% du chiffre d'affaire sur la vente de billets
Stade d'honneur et ses équipements (tribunes, bars fumés, salon du Président, billetterie, buvettes) - ouverture 1 ou 2 tribunes - **évènement sportif**	part fixe : 20 000 €
	Part variable : 7% du chiffre d'affaire sur la vente de billets
Dépassement d'horaire	
Dépassement d'horaire	Tarif horaire x 2
Forfaits techniques	
Mobilisation de technicien spécialisé suivant besoins spécifiques	65,00 €/h
Dépassement forfaitaire de service de sécurité	250 €/h
coût agent en dépassement	40 €/h
Configuration Mobilier :	
Mobiliers Espace réceptif , en forfait avec nettoyage inclus	
Configuration auditorium	800 €
Configuration repas assis	1 000 €
Configuration cocktail déjeunatoire	600 €
Mobilier Terrain Honneur en forfait avec nettoyage inclus	
Configuration bar fumé	250 €/bar
Demande autre configuration :	
Demande autre configuration. Mobilisation de Manutentionnaire	50 €/h
Mobilier Terrain honneur, en forfait évènement	
Location de l'écran géant de 10 m²	130,00 €
Location des 2 écrans géants de 25 m²	400,00 €
Location de LED bord terrain 1,20 ml Dans la limite de : 60 ml	250,00 €

possibilité de 30 ml supplémentaires	130,00 €
Mobilier terrainT1, en forfait évènement	
Location de l'écran géant	130,00 €
Location sonorisation	250,00 €
Autres	
location de cabine WC "évènementiel"	200,00 €
Location tonnelle 4,5x3	80,00 €
Location tonnelle 2x2	65,00 €
Location tonnelle 3x3	75,00 €
Location estrade	65,00 €
Location praticable	35,00 €

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

LE STADIUM UN CENTRE SPORTIF DE LA MEL

En € H.T **ANNEXE 1**	**Tarifs applicables à compter de l'exécution de la délibération**
Frais de remboursement dommage sur matériels	(à l'unité)
Barrière	50,00 €
Tonnelle	
Tonnelle 4,5x3	600,00 €
Tonnelle 2x2	500,00 €
Tonnelle 3x3	550,00 €
Estrade	500,00 €
Praticable	250,00 €
Table	
Tables basses bois	200,00 €
Tables pique-nique + bancs intégrés	200,00 €
Tables plastiques	150,00 €
Tables hautes	300,00 €
Tables basses	250,00 €
Tables hautes plateau carré	500,00 €
Tables hautes plateau rond	500,00 €
Tables pliables	300,00 €
Tables blanches	350,00 €
Mange-debout	200,00 €
Chaises et assises	
Sièges tribune	70,00 €
Chaises pliantes	50,00 €
Chaises bois ou plastiques	50,00 €
Chaises roulantes grises	75,00 €
Chaises hautes	120,00 €
Crapauds	120,00 €
Poufs	85,00 €
Bancs blancs	60,00 €
Tabourets hauts blancs et bordeaux	75,00 €
Équipements divers	
Bars mobiles	700,00 €
Pupitres	250,00 €
Claustrats	200,00 €
Champignons chauffants	500,00 €
Échelles de juge	150,00 €
Mini-buts	250,00 €
Haies athlétisme	75,00 €
Chevalets bois	50,00 €
Claustrats lourd	250,00 €
Claustrats sur roulette	200,00 €
Grille d'exposition	150,00 €
Autres équipements non listés	Selon devis de remise en état
Matériels et équipements électriques / vidéo / sonorisation	Selon devis de remise en état
Sono mobile avec 2 micros sans-fil + 1 prise jack + lecteur CD et USB	Selon devis de remise en état
Sono mobile avec 1 micro sans-fil + 1 prise jack + lecteur CD et USB	Selon devis de remise en état
Enceintes de 400 watts	300,00 €
Enceinte portative avec micro filaire + jack	500,00 €
Vidéoprojecteur	500,00 €
Écran pour vidéoprojecteur	200,00 €
Enrouleurs électriques de 40 m	200,00 €
Rallonge de 5 m pour prise	25,00 €
Multiprises	20,00 €
Bords terrain LED	Selon devis de remise en état
Écran 10m² LED	Selon devis de remise en état
Tous autres matériels électriques, vidéo, sonorisation	Selon devis de remise en état
Matériels de musculation	Selon devis de remise en état
Équipements de restauration	Selon devis de remise en état
Nettoyage	(au forfait)
Forfait nettoyage 1 ou 2 tribunes et abords	1 500,00 €
Forfait nettoyage Espace sportif	300,00 €

Forfait nettoyage Espace récupération	400,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires)	600,00 €
Forfait nettoyage Tribune annexe	600,00 €
Forfait nettoyage Espace réceptif (y compris vestiaires et sanitaires) + espace sportif	850,00 €



Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110727-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0213

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - DEMOLITION DES TRIBUNES DES VIRAGES NORD ET SUD ET ECLAIRAGE DU TERRAIN - PROTOCOLES TRANSACTIONNELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération 21-B-0385 du 24 septembre 2021 portant autorisation de signature des marchés de démolition des tribunes des virages Nord et Sud et éclairage du terrain ;

I. Exposé des motifs

Le Stadium a été inauguré le 29 mai 1976. Devenu progressivement vétuste, il a connu au cours du présent mandat un important programme de rénovation intégrant le réaménagement de la tribune présidentielle en vue de répondre aux exigences des fédérations de football et de rugby, d'accueillir de grands évènements et d'accompagner les clubs résidents dans leur développement sportif.

Dans la perspective de l'organisation de la coupe du monde de rugby, une consultation a été lancée et attribuée selon la décomposition suivante :

- Lot 1 pour la Démolition Génie Civil, notifié à SPIE Batignolles Nord (SBN) et HELFAUT Travaux, le 26 octobre 2021 pour un montant de 1.850.000 € H.T. (2.220.000 € T.T.C.) (marché 21DT73) ;

- Lot 2 pour la partie éclairage du terrain, notifié à CITEOS (SANTERNE NORD PICARDIE) le 26 octobre 2021 pour un montant de 858.707 € H.T (1.030.448,40 € T.T.C.) (marché 21DT74).

Le lot 1 porte sur la déconstruction/démolition des virages, la reconfiguration de ces espaces, ainsi que la réalisation de 4 massifs en béton armé permettant de fixer les nouveaux mâts d'éclairage.

Le lot 2 porte sur la fourniture et la pose des nouveaux mâts d'éclairage (sur les massifs réalisés dans le cadre du lot 1) ainsi que sur la dépose des mâts existants.

L'exécution des marchés a été marquée par plusieurs aléas dans un contexte de forte pression calendaire du fait de la coupe du monde de rugby 2023 :

• La découverte de plusieurs réseaux non référencés conduisant à des difficultés dans l'exécution des travaux et la nécessité de réaliser plusieurs interventions de réparation sur les fibres optiques et câbles de cuivre ;
• L'adaptation des cheminements des câbles et fourreaux en pied des anciens virages, dans une démarche d'optimisation globale des travaux à réaliser ;
• Une problématique à l'interface entre la platine coulée dans le massif (travaux réalisés par le lot 1) et les réservations en pied des mâts d'éclairage conduisant au report des interventions de levage et à la réalisation de nombreuses études et interventions préalablement à la pose des nouveaux mâts d'éclairage au cours du printemps 2023.

Toutes ces difficultés d'exécution ont donné lieu à de nombreux échanges de courriers entre le Maître d'ouvrage et les Titulaires des lots n°1 et n°2. Ni la MEL, ni les sociétés SBN, HELFAUT Travaux et CITEOS n'ayant trouvé d'accord sur les enjeux financiers et calendaires associés, aucun avenant n'a été conclu avec les entreprises pendant la durée d'exécution des travaux.

Suite aux difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux, la MEL a reçu le 23 novembre 2023 deux mémoires en réclamation de la part des deux titulaires.

Pour le lot 1, un mémoire en réclamation pour un montant de 652.066,82 € H.T. (782.480,18 € T.T.C.) (hors demande de remise des pénalités) a été transmis par les sociétés SBN et HELFAUT Travaux.

Il porte sur une demande de rémunération complémentaire pour un montant de 652.066,82 € H.T. (hors demande de remise des pénalités).

Les postes de réclamation pointent sur les thématiques suivantes :
- Travaux supplémentaires : 173.577,02 € H.T.
- Frais supplémentaires relatifs à l'allongement des délais de réalisation : 172.288 € H.T.
- Perte de couverture des frais généraux et de génération de marge commercial : 281.400 € H.T.
- Prolongation de l'installation de base-vie : 2.056 € H.T.
- Frais de portage financier des dépenses engagées : 22.745,80 € H.T.

La MEL et les sociétés SBN et HELFAUT Travaux se sont rencontrées pour échanger sur cette demande.

À l'issue de ces échanges, des concessions réciproques des deux parties ont été acceptées.

La MEL a ainsi admis la recevabilité et le bien-fondé de certaines demandes concernant les travaux supplémentaires nécessaires à la parfaite réalisation des prestations et les frais indirects en découlant.

Ainsi, la MEL a accepté la prise en charge d'un montant total de 256.412,09 € H.T. (hors demande de remise des pénalités), décomposé de la manière suivante :
- Travaux supplémentaires : 169.888,88 € H.T.
- Frais supplémentaires relatifs à l'allongement des délais de réalisation : 86.144 € H.T.
- Perte de couverture des frais généraux et de génération de marge commercial : 0 € H.T.
- Prolongation de l'installation de base-vie : 379,21 € H.T.
- Frais de portage financier des dépenses engagées : 0 € H.T.

Soit un montant global d'opération pour le lot 1, au titre de l'exécution du marché et du protocole de 2 230 051,50 € HT € (2 676 061,80 € T.T.C.), décomposé comme suit :

- Dépenses au titre du marché : 1 973 639,41 € H.T. (soit 2 368 367,29 € T.T.C.) révisions comprises.
- Dépenses au titre du protocole : 256 412,09 € H.T. (soit 307 694,51 € T.T.C.).

Par ailleurs, la MEL a accepté de renoncer à imputer la totalité du retard à la responsabilité du groupement SBN/HELFAUT TRAVAUX. En conséquence, les pénalités de retard ne sont appliquées que sur une durée de 60,75 jours (soit un quart du retard total) pour un montant de 37.462,50 € à la charge de la société SBN.

Compte tenu des concessions réciproques ainsi effectuées, la MEL et la Sté SBN ont décidé de mettre un terme à leur différend sur les bases arrêtées ci-dessus et de conclure un protocole transactionnel ayant pour objet :

- Le règlement global et définitif des comptes entre la MEL et la Sté SBN, au titre de l'exécution de ce dernier ;

- La renonciation de la MEL à toute demande à l'encontre de la Sté SBN au titre de l'exécution du marché, à l'exception de la mise en jeu des garanties légales des constructeurs.

Pour le lot 2, le mémoire en réclamation transmis par la société CITEOS le 23 novembre 2023 porte sur une demande de rémunération complémentaire d'un montant de 175.486,98 € H.T. (montant corrigé des erreurs matérielles, hors demandes de remise gracieuse des pénalités, révisions et intérêts moratoires).

Les postes de réclamation portaient sur les thématiques suivantes :

- Divers travaux supplémentaires (hors massifs) : 63.012,56 € H.T.
- Fournitures et travaux supplémentaires relatifs aux massifs : 13.765,00 € H.T.
- Surcoût d'encadrement : 38.722,80 € H.T.

- Frais supplémentaires liés à l'annulation de la pose des mats : 36.358,62 € H.T.
- Perte de productivité : 12.883,20 € H.T.
- Perte de couverture des frais généraux : 10.744,80 € H.T.

La MEL et la société CITEOS se sont rencontrées à plusieurs reprises pour échanger sur cette demande. À l'issue de ces échanges, des concessions réciproques des deux parties ont été acceptées.

La MEL a ainsi admis la recevabilité et le bien-fondé de certaines demandes concernant les travaux supplémentaires nécessaires à la parfaite réalisation des prestations et les frais indirects en découlant.

Ainsi, la MEL a accepté la prise en charge de travaux supplémentaires - hors demande de remise des pénalités- pour un montant total de 94.018,27 € HT (hors intérêts moratoires) (sur les 175.486,98 € HT initialement réclamés) décomposés de la manière suivante :

- Divers travaux supplémentaires (hors massifs) : 52.712,56 € HT
- Fournitures et travaux supplémentaires relatifs aux massifs : 3.765,00 € HT
- Surcoût d'encadrement : 19.361,40€ HT
- Frais supplémentaires liés à l'annulation de la pose des mats : 18.179,31 € HT
- Perte de productivité : 0 € HT
- Perte de couverture des frais généraux : 0 € HT

La MEL a aussi reconnu sa part de responsabilité dans le retard de paiement de certaines situations mensuelles. En conséquence, la MEL versera à la société CITEOS la somme de 4 973,82 € au titre des intérêts moratoires liés aux retards de paiement de situations mensuelles.

Le montant total de l'opération concernant le lot 2 au titre de l'exécution du marché et du protocole est ainsi de 989 224,21 € HT € (1 186 074,29€ T.T.C.), décomposé comme suit :

- Dépenses au titre du marché : 890 232,12 € H.T. (soit 1.068.278,54 € T.T.C.) révisions de prix comprises.
- Dépenses au titre du protocole : 98 992,09 € H.T. (soit 117.795,74 € T.T.C.) compris les intérêts moratoires.

Par ailleurs, la MEL a accepté de renoncer à imputer la totalité du retard à la responsabilité du titulaire. En conséquence, les pénalités de retard ne sont appliquées que sur une durée de 71 jours sur 284 jours (soit un quart du retard total) pour un montant de 20.323,04 € à la charge de la société CITEOS et une non application des pénalités de retard pour un montant de 60.969,12 €.

Compte tenu des concessions réciproques ainsi effectuées, la MEL et la Sté CITEOS ont décidé de mettre un terme à leur différend sur les bases arrêtées ci-dessus et de conclure un protocole transactionnel ayant pour objet :

- Le règlement global et définitif des comptes entre la MEL et la Sté CITEOS, au titre de l'exécution de ce dernier ;

- La renonciation de la MEL à toute demande à l'encontre de la Sté CITEOS au titre de l'exécution du marché, à l'exception de la mise en jeu des garanties légales des constructeurs.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter les dispositions qui précédent ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les protocoles transactionnels.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Alexandre GARIN et Ludovic PROISY n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

24-C-0213

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - DEMOLITION DES TRIBUNES DES VIRAGES NORD ET SUD ET ECLAIRAGE DU TERRAIN - PROTOCOLES TRANSACTIONNELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération 21-B-0385 du 24 septembre 2021 portant autorisation de signature des marchés de démolition des tribunes des virages Nord et Sud et éclairage du terrain ;

I. Exposé des motifs

Le Stadium a été inauguré le 29 mai 1976. Devenu progressivement vétuste, il a connu au cours du présent mandat un important programme de rénovation intégrant le réaménagement de la tribune présidentielle en vue de répondre aux exigences des fédérations de football et de rugby, d'accueillir de grands évènements et d'accompagner les clubs résidents dans leur développement sportif.

Dans la perspective de l'organisation de la coupe du monde de rugby, une consultation a été lancée et attribuée selon la décomposition suivante :

- Lot 1 pour la Démolition Génie Civil, notifié à SPIE Batignolles Nord (SBN) et HELFAUT Travaux, le 26 octobre 2021 pour un montant de 1.850.000 € H.T. (2.220.000 € T.T.C.) (marché 21DT73) ;

- Lot 2 pour la partie éclairage du terrain, notifié à CITEOS (SANTERNE NORD PICARDIE) le 26 octobre 2021 pour un montant de 858.707 € H.T (1.030.448,40 € T.T.C.) (marché 21DT74).

Le lot 1 porte sur la déconstruction/démolition des virages, la reconfiguration de ces espaces, ainsi que la réalisation de 4 massifs en béton armé permettant de fixer les nouveaux mâts d'éclairage.

Le lot 2 porte sur la fourniture et la pose des nouveaux mâts d'éclairage (sur les massifs réalisés dans le cadre du lot 1) ainsi que sur la dépose des mâts existants.

L'exécution des marchés a été marquée par plusieurs aléas dans un contexte de forte pression calendaire du fait de la coupe du monde de rugby 2023 :

• La découverte de plusieurs réseaux non référencés conduisant à des difficultés dans l'exécution des travaux et la nécessité de réaliser plusieurs interventions de réparation sur les fibres optiques et câbles de cuivre ;
• L'adaptation des cheminements des câbles et fourreaux en pied des anciens virages, dans une démarche d'optimisation globale des travaux à réaliser ;
• Une problématique à l'interface entre la platine coulée dans le massif (travaux réalisés par le lot 1) et les réservations en pied des mâts d'éclairage conduisant au report des interventions de levage et à la réalisation de nombreuses études et interventions préalablement à la pose des nouveaux mâts d'éclairage au cours du printemps 2023.

Toutes ces difficultés d'exécution ont donné lieu à de nombreux échanges de courriers entre le Maître d'ouvrage et les Titulaires des lots n°1 et n°2. Ni la MEL, ni les sociétés SBN, HELFAUT Travaux et CITEOS n'ayant trouvé d'accord sur les enjeux financiers et calendaires associés, aucun avenant n'a été conclu avec les entreprises pendant la durée d'exécution des travaux.

Suite aux difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux, la MEL a reçu le 23 novembre 2023 deux mémoires en réclamation de la part des deux titulaires.

Pour le lot 1, un mémoire en réclamation pour un montant de 652.066,82 € H.T. (782.480,18 € T.T.C.) (hors demande de remise des pénalités) a été transmis par les sociétés SBN et HELFAUT Travaux.

Il porte sur une demande de rémunération complémentaire pour un montant de 652.066,82 € H.T. (hors demande de remise des pénalités).

Les postes de réclamation pointent sur les thématiques suivantes :
- Travaux supplémentaires : 173.577,02 € H.T.
- Frais supplémentaires relatifs à l'allongement des délais de réalisation : 172.288 € H.T.
- Perte de couverture des frais généraux et de génération de marge commercial : 281.400 € H.T.
- Prolongation de l'installation de base-vie : 2.056 € H.T.
- Frais de portage financier des dépenses engagées : 22.745,80 € H.T.

La MEL et les sociétés SBN et HELFAUT Travaux se sont rencontrées pour échanger sur cette demande.

À l'issue de ces échanges, des concessions réciproques des deux parties ont été acceptées.

La MEL a ainsi admis la recevabilité et le bien-fondé de certaines demandes concernant les travaux supplémentaires nécessaires à la parfaite réalisation des prestations et les frais indirects en découlant.

Ainsi, la MEL a accepté la prise en charge d'un montant total de 256.412,09 € H.T. (hors demande de remise des pénalités), décomposé de la manière suivante :
- Travaux supplémentaires : 169.888,88 € H.T.
- Frais supplémentaires relatifs à l'allongement des délais de réalisation : 86.144 € H.T.
- Perte de couverture des frais généraux et de génération de marge commercial : 0 € H.T.
- Prolongation de l'installation de base-vie : 379,21 € H.T.
- Frais de portage financier des dépenses engagées : 0 € H.T.

Soit un montant global d'opération pour le lot 1, au titre de l'exécution du marché et du protocole de 2 230 051,50 € HT € (2 676 061,80 € T.T.C.), décomposé comme suit :

- Dépenses au titre du marché : 1 973 639,41 € H.T. (soit 2 368 367,29 € T.T.C.) révisions comprises.
- Dépenses au titre du protocole : 256 412,09 € H.T. (soit 307 694,51 € T.T.C.).

Par ailleurs, la MEL a accepté de renoncer à imputer la totalité du retard à la responsabilité du groupement SBN/HELFAUT TRAVAUX. En conséquence, les pénalités de retard ne sont appliquées que sur une durée de 60,75 jours (soit un quart du retard total) pour un montant de 37.462,50 € à la charge de la société SBN.

Compte tenu des concessions réciproques ainsi effectuées, la MEL et la Sté SBN ont décidé de mettre un terme à leur différend sur les bases arrêtées ci-dessus et de conclure un protocole transactionnel ayant pour objet :

- Le règlement global et définitif des comptes entre la MEL et la Sté SBN, au titre de l'exécution de ce dernier ;

- La renonciation de la MEL à toute demande à l'encontre de la Sté SBN au titre de l'exécution du marché, à l'exception de la mise en jeu des garanties légales des constructeurs.

Pour le lot 2, le mémoire en réclamation transmis par la société CITEOS le 23 novembre 2023 porte sur une demande de rémunération complémentaire d'un montant de 175.486,98 € H.T. (montant corrigé des erreurs matérielles, hors demandes de remise gracieuse des pénalités, révisions et intérêts moratoires).

Les postes de réclamation portaient sur les thématiques suivantes :

- Divers travaux supplémentaires (hors massifs) : 63.012,56 € H.T.
- Fournitures et travaux supplémentaires relatifs aux massifs : 13.765,00 € H.T.
- Surcoût d'encadrement : 38.722,80 € H.T.

- Frais supplémentaires liés à l'annulation de la pose des mats : 36.358,62 € H.T.
- Perte de productivité : 12.883,20 € H.T.
- Perte de couverture des frais généraux : 10.744,80 € H.T.

La MEL et la société CITEOS se sont rencontrées à plusieurs reprises pour échanger sur cette demande. À l'issue de ces échanges, des concessions réciproques des deux parties ont été acceptées.

La MEL a ainsi admis la recevabilité et le bien-fondé de certaines demandes concernant les travaux supplémentaires nécessaires à la parfaite réalisation des prestations et les frais indirects en découlant.

Ainsi, la MEL a accepté la prise en charge de travaux supplémentaires - hors demande de remise des pénalités- pour un montant total de 94.018,27 € HT (hors intérêts moratoires) (sur les 175.486,98 € HT initialement réclamés) décomposés de la manière suivante :

- Divers travaux supplémentaires (hors massifs) : 52.712,56 € HT
- Fournitures et travaux supplémentaires relatifs aux massifs : 3.765,00 € HT
- Surcoût d'encadrement : 19.361,40€ HT
- Frais supplémentaires liés à l'annulation de la pose des mats : 18.179,31 € HT
- Perte de productivité : 0 € HT
- Perte de couverture des frais généraux : 0 € HT

La MEL a aussi reconnu sa part de responsabilité dans le retard de paiement de certaines situations mensuelles. En conséquence, la MEL versera à la société CITEOS la somme de 4 973,82 € au titre des intérêts moratoires liés aux retards de paiement de situations mensuelles.

Le montant total de l'opération concernant le lot 2 au titre de l'exécution du marché et du protocole est ainsi de 989 224,21 € HT € (1 186 074,29€ T.T.C.), décomposé comme suit :

- Dépenses au titre du marché : 890 232,12 € H.T. (soit 1.068.278,54 € T.T.C.) révisions de prix comprises.
- Dépenses au titre du protocole : 98 992,09 € H.T. (soit 117.795,74 € T.T.C.) compris les intérêts moratoires.

Par ailleurs, la MEL a accepté de renoncer à imputer la totalité du retard à la responsabilité du titulaire. En conséquence, les pénalités de retard ne sont appliquées que sur une durée de 71 jours sur 284 jours (soit un quart du retard total) pour un montant de 20.323,04 € à la charge de la société CITEOS et une non application des pénalités de retard pour un montant de 60.969,12 €.

Compte tenu des concessions réciproques ainsi effectuées, la MEL et la Sté CITEOS ont décidé de mettre un terme à leur différend sur les bases arrêtées ci-dessus et de conclure un protocole transactionnel ayant pour objet :

- Le règlement global et définitif des comptes entre la MEL et la Sté CITEOS, au titre de l'exécution de ce dernier ;

- La renonciation de la MEL à toute demande à l'encontre de la Sté CITEOS au titre de l'exécution du marché, à l'exception de la mise en jeu des garanties légales des constructeurs.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter les dispositions qui précédent ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les protocoles transactionnels.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Alexandre GARIN et Ludovic PROISY n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110725-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0214

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - REAMENAGEMENT DES VESTIAIRES ET DES SANITAIRES PUBLICS DE LA TRIBUNE PRESIDENTIELLE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la CAO du 6 avril 2022 portant attribution de marché à la société SPIE BATIGNOLLES NORD ;

Vu la délibération 23-C-0195 du 23 juin 2023 actant l'avenant n°1 audit marché.

I. Exposé des motifs

Le Stadium a été inauguré le 29 mai 1976. Devenu progressivement vétuste, il a connu au cours du présent mandat un important programme de rénovation intégrant le réaménagement de la tribune présidentielle en vue de répondre aux exigences des fédérations de football et de rugby, d'accueillir de grands évènements et d'accompagner les clubs résidents dans leur développement sportif.

Un marché a été lancé pour mener à bien le réaménagement des vestiaires et des sanitaires publics de la tribune présidentielle ainsi que le remplacement du réseau d'assainissement existant qui permet l'évacuation des eaux usées de cette même tribune.

Suite à la délibération n° 22-C-0107 du 29 avril 2022 autorisant sa signature, le marché a été notifié le 6 mai 2022 à la Société SPIE BATIGNOLLES NORD (SBN) pour un montant de 5 424 000 € HT.

Le délai d'exécution du marché était fixé à 12 mois et comportait une période de préparation de 2 mois. Suite à une prolongation de délai de 36 jours ouvrés du fait de découvertes inattendues d'amiante, la date contractuelle de fin des travaux a été fixée au 30 juin 2023.

L'exécution du marché a été marquée par plusieurs aléas dans un contexte de forte pression calendaire du fait de la Coupe du monde de rugby 2023. Au-delà des découvertes inattendues d'amiante, certaines évolutions de programme ont été nécessaires pour répondre aux exigences du contrôleur technique, assurer la mise en conformité de l'existant et améliorer les conditions d'exploitation du Stadium. En parallèle, des problématiques altimétriques n'ont pas permis le bon raccordement du réseau d'évacuation des eaux usées au réseau existant.

Ces difficultés, à l'exception des enjeux d'assainissement et des incidences indirectes non encore connus à l'époque, ont fait l'objet de l'avenant n°1 d'un montant de 138 734,28 € HT notifié le 15 février 2024 et dont la signature avait été autorisée par la délibération n°23-C-0195 du 30 juin 2023.

La date réelle d'achèvement des travaux a été fixée par la Métropole Européenne de Lille au 1er septembre 2023, ce qui représente un retard de 62 jours, entrainant des pénalités de retard pour un montant de 372 000 €. De plus, la décision de réception prévoit non seulement des malfaçons et imperfections auxquelles le titulaire doit remédier mais aussi et surtout elle a été prise sous réserve de l'exécution des travaux d'assainissement gravitaire.

En effet, suite aux difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux et à l'incapacité de l'entreprise à réaliser un assainissement gravitaire fonctionnel avant le démarrage de la Coupe du Monde de Rugby 2023, il a été décidé la réalisation d'un assainissement provisoire via la mise en œuvre d'une station de pompage provisoire. Cette solution n'étant pas satisfaisante à long terme, la MEL a maintenu l'exigence de la réalisation d'un assainissement gravitaire comme initialement prévu au marché.

Les conditions de réalisation des travaux d'assainissement gravitaire et la détermination de la date d'achèvement des travaux ont donné lieu à de nombreux échanges entre la MEL et le titulaire du marché. La MEL et la société SBN se sont rencontrées pour échanger sur ces différends. À l'issue de ces échanges, elles ont toutes les deux accepté de faire des concessions réciproques.

Les thématiques suivantes ont fait l'objet des accords suivants entre la MEL et la société SBN :

1. La société SBN a, pendant l'exécution du marché, fourni des devis relatifs à des travaux supplémentaires qui n'avaient pas été intégrés dans l'avenant n°1. Au terme des discussions, la MEL accepte ainsi de prendre en charge financièrement les travaux de désamiantage qui n'apparaissaient pas dans les rapports d'amiante insérés dans le dossier de consultation au moment de l'appel d'offres et quelques autres petits travaux de nature à améliorer les conditions d'exploitation du Stadium, pour un montant total de 80 917,42 € HT. Cette somme supportée par la société SBN sera prise en charge par la MEL ; de son côté, la société SBN garde à sa charge d'autres travaux supplémentaires liés notamment à certaines évolutions de programme ou de nature à améliorer les conditions d'exploitation du stadium pour un montant de 54 609,36 € HT ;

2. Le dépassement du délai contractuel a entrainé d'une part l'application de pénalités de retard (sur une base de 62 jours), et d'autre part des frais complémentaires relatifs à l'encadrement du chantier. Après échanges entre les parties :

- Concernant les pénalités de retard : la date d'achèvement des travaux ayant été fixée le 1er septembre 2023, un retard de 62 jours représentant un montant de pénalités de 372 000 € en découle. La MEL accepte de renoncer à un montant de pénalités de 172 000 €, la société SBN gardant ainsi à sa charge 200 000 € de pénalités ;

- S'agissant des frais d'encadrement, de mobilisation de la base vie et des frais liés à l'accélération du planning en lien avec le dépassement du délai contractuel : la MEL accepte de prendre à sa charge la somme de 92 675,66 € HT qu'elle remboursera à la société SBN, tandis que cette dernière garde à sa charge la somme de 107 762 € HT.

3. Intérêts moratoires : une somme de 76 666,64 € sera versée à la société SBN au titre des intérêts moratoires liés au retard de paiement de la MEL sur les situations mensuelles de travaux présentés par la société SBN ;

4. Les travaux d'assainissement gravitaire : des problématiques altimétriques n'ayant pas permis le bon raccordement du réseau d'évacuation des eaux usées au réseau existant, la société SBN a réalisé des travaux (mise en place de pompes de relevage) que la MEL ne pouvait considérer comme pérennes. Elle a toutefois accepté, compte tenu de la contrainte calendaire liée à la Coupe du Monde de Rugby, de réceptionner les travaux sous réserve de l'exécution des travaux d'assainissement gravitaire prévus au marché. Au terme des discussions, la MEL et la société SBN ont trouvé un accord :

- La MEL réalise les études et les travaux d'assainissement définitifs sur ses marchés ;

- La société SBN prend en charge les travaux d'assainissement provisoire (incluant les travaux déjà exécutés, la location mensuelle des pompes et l'astreinte liée jusqu'à la mise en service du nouveau réseau d'assainissement définitif, ainsi que la dépose des pompes après la mise en service du nouveau réseau). Les travaux provisoires ont été estimés à 130 000 € HT et les travaux définitifs à 280 000 € HT.

Compte tenu des concessions réciproques ainsi effectuées, la MEL et la Sté SBN ont décidé de mettre un terme à leur différend sur les bases arrêtées ci-dessus et de conclure un protocole transactionnel ayant pour objet :

- Le règlement global et définitif des comptes entre la MEL et la Sté SBN, au titre de l'exécution de ce dernier ;

- L'abandon de l'action contentieuse introduite par la société SBN devant le tribunal administratif de Lille contre le titre exécutoire du 06/10/2023 visant à recouvrer une partie du montant des pénalités de retard ;

- La prise en charge des travaux d'assainissement provisoire par la société SBN et celle des travaux d'assainissement définitif par la MEL ;

- La renonciation de la MEL à toute demande à l'encontre de la Sté SBN au titre de l'exécution du marché, à l'exception de la mise en jeu des garanties légales des constructeurs.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter les dispositions qui précédent ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le protocole transactionnel.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Alexandre GARCIN et Ludovic PROISY n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-C-0214

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

STADIUM - REAMENAGEMENT DES VESTIAIRES ET DES SANITAIRES PUBLICS DE LA TRIBUNE PRESIDENTIELLE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la CAO du 6 avril 2022 portant attribution de marché à la société SPIE BATIGNOLLES NORD ;

Vu la délibération 23-C-0195 du 23 juin 2023 actant l'avenant n°1 audit marché.

I. Exposé des motifs

Le Stadium a été inauguré le 29 mai 1976. Devenu progressivement vétuste, il a connu au cours du présent mandat un important programme de rénovation intégrant le réaménagement de la tribune présidentielle en vue de répondre aux exigences des fédérations de football et de rugby, d'accueillir de grands évènements et d'accompagner les clubs résidents dans leur développement sportif.

Un marché a été lancé pour mener à bien le réaménagement des vestiaires et des sanitaires publics de la tribune présidentielle ainsi que le remplacement du réseau d'assainissement existant qui permet l'évacuation des eaux usées de cette même tribune.

Suite à la délibération n° 22-C-0107 du 29 avril 2022 autorisant sa signature, le marché a été notifié le 6 mai 2022 à la Société SPIE BATIGNOLLES NORD (SBN) pour un montant de 5 424 000 € HT.

Le délai d'exécution du marché était fixé à 12 mois et comportait une période de préparation de 2 mois. Suite à une prolongation de délai de 36 jours ouvrés du fait de découvertes inattendues d'amiante, la date contractuelle de fin des travaux a été fixée au 30 juin 2023.

L'exécution du marché a été marquée par plusieurs aléas dans un contexte de forte pression calendaire du fait de la Coupe du monde de rugby 2023. Au-delà des découvertes inattendues d'amiante, certaines évolutions de programme ont été nécessaires pour répondre aux exigences du contrôleur technique, assurer la mise en conformité de l'existant et améliorer les conditions d'exploitation du Stadium. En parallèle, des problématiques altimétriques n'ont pas permis le bon raccordement du réseau d'évacuation des eaux usées au réseau existant.

Ces difficultés, à l'exception des enjeux d'assainissement et des incidences indirectes non encore connus à l'époque, ont fait l'objet de l'avenant n°1 d'un montant de 138 734,28 € HT notifié le 15 février 2024 et dont la signature avait été autorisée par la délibération n°23-C-0195 du 30 juin 2023.

La date réelle d'achèvement des travaux a été fixée par la Métropole Européenne de Lille au 1er septembre 2023, ce qui représente un retard de 62 jours, entrainant des pénalités de retard pour un montant de 372 000 €. De plus, la décision de réception prévoit non seulement des malfaçons et imperfections auxquelles le titulaire doit remédier mais aussi et surtout elle a été prise sous réserve de l'exécution des travaux d'assainissement gravitaire.

En effet, suite aux difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux et à l'incapacité de l'entreprise à réaliser un assainissement gravitaire fonctionnel avant le démarrage de la Coupe du Monde de Rugby 2023, il a été décidé la réalisation d'un assainissement provisoire via la mise en œuvre d'une station de pompage provisoire. Cette solution n'étant pas satisfaisante à long terme, la MEL a maintenu l'exigence de la réalisation d'un assainissement gravitaire comme initialement prévu au marché.

Les conditions de réalisation des travaux d'assainissement gravitaire et la détermination de la date d'achèvement des travaux ont donné lieu à de nombreux échanges entre la MEL et le titulaire du marché. La MEL et la société SBN se sont rencontrées pour échanger sur ces différends. À l'issue de ces échanges, elles ont toutes les deux accepté de faire des concessions réciproques.

Les thématiques suivantes ont fait l'objet des accords suivants entre la MEL et la société SBN :

1. La société SBN a, pendant l'exécution du marché, fourni des devis relatifs à des travaux supplémentaires qui n'avaient pas été intégrés dans l'avenant n°1. Au terme des discussions, la MEL accepte ainsi de prendre en charge financièrement les travaux de désamiantage qui n'apparaissaient pas dans les rapports d'amiante insérés dans le dossier de consultation au moment de l'appel d'offres et quelques autres petits travaux de nature à améliorer les conditions d'exploitation du Stadium, pour un montant total de 80 917,42 € HT. Cette somme supportée par la société SBN sera prise en charge par la MEL ; de son côté, la société SBN garde à sa charge d'autres travaux supplémentaires liés notamment à certaines évolutions de programme ou de nature à améliorer les conditions d'exploitation du stadium pour un montant de 54 609,36 € HT ;

2. Le dépassement du délai contractuel a entrainé d'une part l'application de pénalités de retard (sur une base de 62 jours), et d'autre part des frais complémentaires relatifs à l'encadrement du chantier. Après échanges entre les parties :

- Concernant les pénalités de retard : la date d'achèvement des travaux ayant été fixée le 1er septembre 2023, un retard de 62 jours représentant un montant de pénalités de 372 000 € en découle. La MEL accepte de renoncer à un montant de pénalités de 172 000 €, la société SBN gardant ainsi à sa charge 200 000 € de pénalités ;

- S'agissant des frais d'encadrement, de mobilisation de la base vie et des frais liés à l'accélération du planning en lien avec le dépassement du délai contractuel : la MEL accepte de prendre à sa charge la somme de 92 675,66 € HT qu'elle remboursera à la société SBN, tandis que cette dernière garde à sa charge la somme de 107 762 € HT.

3. Intérêts moratoires : une somme de 76 666,64 € sera versée à la société SBN au titre des intérêts moratoires liés au retard de paiement de la MEL sur les situations mensuelles de travaux présentés par la société SBN ;

4. Les travaux d'assainissement gravitaire : des problématiques altimétriques n'ayant pas permis le bon raccordement du réseau d'évacuation des eaux usées au réseau existant, la société SBN a réalisé des travaux (mise en place de pompes de relevage) que la MEL ne pouvait considérer comme pérennes. Elle a toutefois accepté, compte tenu de la contrainte calendaire liée à la Coupe du Monde de Rugby, de réceptionner les travaux sous réserve de l'exécution des travaux d'assainissement gravitaire prévus au marché. Au terme des discussions, la MEL et la société SBN ont trouvé un accord :

- La MEL réalise les études et les travaux d'assainissement définitifs sur ses marchés ;

- La société SBN prend en charge les travaux d'assainissement provisoire (incluant les travaux déjà exécutés, la location mensuelle des pompes et l'astreinte liée jusqu'à la mise en service du nouveau réseau d'assainissement définitif, ainsi que la dépose des pompes après la mise en service du nouveau réseau). Les travaux provisoires ont été estimés à 130 000 € HT et les travaux définitifs à 280 000 € HT.

Compte tenu des concessions réciproques ainsi effectuées, la MEL et la Sté SBN ont décidé de mettre un terme à leur différend sur les bases arrêtées ci-dessus et de conclure un protocole transactionnel ayant pour objet :

- Le règlement global et définitif des comptes entre la MEL et la Sté SBN, au titre de l'exécution de ce dernier ;

- L'abandon de l'action contentieuse introduite par la société SBN devant le tribunal administratif de Lille contre le titre exécutoire du 06/10/2023 visant à recouvrer une partie du montant des pénalités de retard ;

- La prise en charge des travaux d'assainissement provisoire par la société SBN et celle des travaux d'assainissement définitif par la MEL ;

- La renonciation de la MEL à toute demande à l'encontre de la Sté SBN au titre de l'exécution du marché, à l'exception de la mise en jeu des garanties légales des constructeurs.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'adopter les dispositions qui précédent ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le protocole transactionnel.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Alexandre GARCIN et Ludovic PROISY n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110673-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0215

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

POLITIQUE DE SOUTIEN ET PROMOTION D'EVENEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS - SAISON SPORTIVE 2024/2025

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'association ou le club s'engage à la signature de la convention à respecter le contrat d'engagement républicain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille a décidé d'établir des partenariats solides avec les principaux clubs sportifs qui se situent au tout premier niveau national, mais également de soutenir les clubs émergents de 2ème et 3ème niveau. En favorisant cette élite, dans les principales disciplines les plus médiatisées, son ambition est de diffuser une image sportive positive et dynamique de la métropole.

b. Modalités du partenariat

Les actions élaborées par les clubs au cours de leur saison sportive s'inscrivent dans le respect des critères fixés par les délibérations précitées du Conseil de la Métropole :

- Mener une véritable politique d'animation locale ;
- Favoriser l'intercommunalité dans et par le sport ;
- Mener une politique de formation des jeunes ;
- Rechercher l'excellence ;
- Respecter les valeurs du sport, notamment encourager la lutte contre le dopage ;
- Organiser des évènements de qualité ;
- Mener un travail en commun avec d'autres structures sportives ;
- Favoriser l'accessibilité des publics et l'émulation sportive.

Ces actions répondent à des missions d'intérêt général, notamment la formation des jeunes, l'animation locale, mais également l'accessibilité au plus large public et le développement de « l'esprit sportif ».

Depuis la saison 2010/2011, le versement des subventions est calqué sur la saison sportive pour les clubs métropolitains ayant un exercice budgétaire sur deux années civiles (mai année N à juin année N+1).

Ainsi, les versements seront étalés pour ces clubs sur la saison sportive :

- 50 % à la notification de la convention ;
- 35 % en janvier de l'année N+1 ;
- 15% à la remise des justificatifs mentionnés dans les conventions.

L'ensemble des partenariats proposés par le Groupe de Travail Sport pour la saison sportive 2024/2025 s'élève à un montant global maximal de 1 440 000 Euros.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet "Saison Sportive 2024/2025" des clubs de haut niveau ;

2) D'accorder les partenariats tels que décrits ci-dessus pour un montant global maximal de 1 440 000 € pour soutenir les clubs de haut niveau ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions à intervenir avec les clubs de haut niveau ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant global maximal de 1 440 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Franck HANOH n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-C-0215

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

POLITIQUE DE SOUTIEN ET PROMOTION D'EVENEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS - SAISON SPORTIVE 2024/2025

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'association ou le club s'engage à la signature de la convention à respecter le contrat d'engagement républicain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille a décidé d'établir des partenariats solides avec les principaux clubs sportifs qui se situent au tout premier niveau national, mais également de soutenir les clubs émergents de 2ème et 3ème niveau. En favorisant cette élite, dans les principales disciplines les plus médiatisées, son ambition est de diffuser une image sportive positive et dynamique de la métropole.

b. Modalités du partenariat

Les actions élaborées par les clubs au cours de leur saison sportive s'inscrivent dans le respect des critères fixés par les délibérations précitées du Conseil de la Métropole :

- Mener une véritable politique d'animation locale ;
- Favoriser l'intercommunalité dans et par le sport ;
- Mener une politique de formation des jeunes ;
- Rechercher l'excellence ;
- Respecter les valeurs du sport, notamment encourager la lutte contre le dopage ;
- Organiser des évènements de qualité ;
- Mener un travail en commun avec d'autres structures sportives ;
- Favoriser l'accessibilité des publics et l'émulation sportive.

Ces actions répondent à des missions d'intérêt général, notamment la formation des jeunes, l'animation locale, mais également l'accessibilité au plus large public et le développement de « l'esprit sportif ».

Depuis la saison 2010/2011, le versement des subventions est calqué sur la saison sportive pour les clubs métropolitains ayant un exercice budgétaire sur deux années civiles (mai année N à juin année N+1).

Ainsi, les versements seront étalés pour ces clubs sur la saison sportive :

- 50 % à la notification de la convention ;
- 35 % en janvier de l'année N+1 ;
- 15% à la remise des justificatifs mentionnés dans les conventions.

L'ensemble des partenariats proposés par le Groupe de Travail Sport pour la saison sportive 2024/2025 s'élève à un montant global maximal de 1 440 000 Euros.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet "Saison Sportive 2024/2025" des clubs de haut niveau ;

2) D'accorder les partenariats tels que décrits ci-dessus pour un montant global maximal de 1 440 000 € pour soutenir les clubs de haut niveau ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions à intervenir avec les clubs de haut niveau ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant global maximal de 1 440 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Franck HANOH n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Annexe de la délibération portant sur les partenariats des clubs de haut niveau pour la saison 2024/2025

	Propositions 2023/2024		Propositions 2024/2025	
Clubs	**Niveau**	**Partenariat Championnat (Subventions)**	**Niveau**	**Partenariat Championnat (Subventions)**
ESBVA Lille Métropole	1	395 000 €	1	395 000 €
Tourcoing Volley Ball Lille Métropole	1	340 000 €	1	340 000 €
Lille Métropole Basket	2	335 000 €	2	335 000 €
Olympique Marcquois Rugby	4	370 000 €	4	370 000 €
TOTAL		**1 440 000,00 €**		**1 440 000,00 €**

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110706-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0217

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

DELIBERATION DE CREATION D'UN OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le Code du tourisme et, notamment, ses articles L.134-1 et suivants et R.134-13 et suivants ;

Vu la délibération 15 C 0646 adoptée par le Conseil Métropolitain du 19 juin 2015, sur la mise en œuvre de la compétence et les moyens transférés des communes vers la MEL ;

Vu la délibération 17 C 0652 adoptée par le Conseil Métropolitain du 1er juin 2017 présentant la stratégie touristique « Les défis de la destination Lille 2017-2025 » qui fixe des objectifs ambitieux pour développer le tourisme dans la métropole ;

Vu la délibération 18 C 1178 adoptée par le Conseil Métropolitain du 14 décembre 2018 créant l'agence d'attractivité Hello Lille et lui confiant l'animation de la marque territoriale Hello Lille ;

Vu la délibération 22-C-0471 adoptée par le Conseil Métropolitain du 16 décembre 2022 engageant la démarche de création d'un Office de tourisme métropolitain.

I. Exposé des motifs

1. Contexte

La MEL se classe au 6ème rang des grandes métropoles de France en terme de nuitées touristiques hôtelières. Chaque jour, 11 000 touristes affluent vers notre destination. L'économie touristique entraine plus de 7 800 entreprises et près de 73 800 emplois, soit 17% de l'emploi métropolitain.

Au-delà de son importance économique, l'activité touristique permet de rendre visible les richesses du territoire à l'extérieur comme pour ses propres habitants.

Depuis la prise de compétence « promotion touristique » en 2015, la MEL s'emploie à soutenir le développement du tourisme en portant la stratégie touristique de la destination et son image de marque. La création de la marque Hello Lille et de l'agence d'attractivité en 2018 ont permis de nombreuses avancées, tout comme le soutien massif à l'organisation de grands évènements sur le territoire métropolitain.

La MEL accompagne les évolutions sociétales du secteur, et a reçu en 2023 le label Destination innovante et durable.

Elle anime la gouvernance de la destination et adopte un rôle de coordinateur de projets touristiques en apportant son ingénierie touristique aux partenaires et communes.

2. La création d'un office de tourisme métropolitain unique, qui couvrira l'ensemble du territoire métropolitain,

Toutes les grandes métropoles de France ont fait le choix de créer des offices de tourisme uniques dans une logique de visibilité, d'efficience de moyens et de mise en valeur des richesses de leur territoire.

En décembre 2022, le Conseil métropolitain s'est prononcé pour poursuivre la structuration touristique de la métropole et étudier l'opportunité de la création d'un Office de tourisme métropolitain (OTM), en se fondant sur les 9 Offices de tourisme existants.

Aujourd'hui, forte d'un travail fin de préfiguration, la MEL s'engage dans la construction d'un Office de Tourisme Métropolitain de plein exercice à l'attention des habitants et des touristes.

Cet opérateur assumera les missions classiques que sont notamment: la promotion touristique de la destination à toutes les échelles, locales, nationales et internationales ; l'accueil, l'information et la visite proposés aux touristes et aux métropolitains ; la conception et la commercialisation d'une offre touristique métropolitaine intégrée permettant de valoriser les points forts de la destination et de cibler des clientèles spécifiques ; le développement de partenariats pour mailler finement le territoire et le développement de projets touristiques et de labels qualité pour la destination.

Pour les métropolitains, l'office de tourisme valorisera tout ce que les territoires urbains et ruraux proposent en termes de loisirs, de sorties et de richesses patrimoniales et naturelles. Cet accueil et cette information des habitants, améliorés notamment au plan numérique, concourront à renforcer leur sentiment d'appartenance à un bassin de vie dynamique et favoriseront les flux au sein de la métropole.

La présence de ce nouvel opérateur permettra de travailler en complémentarité avec l'Agence d'attractivité. Les deux structures métropolitaines devront conjuguer leurs forces pour devancer les concurrents et collaborer avec efficacité. L'Agence d'attractivité poursuivra notamment sa montée en puissance sur la promotion de l'attractivité économique du territoire et l'animation des ambassadeurs, la prospection et l'accompagnement des entreprises et des investissements exogènes, le bureau des congrès - qui assure la promotion de la destination MICE (Meetings, Incentive, Conferences**,** Exhibitions / Events) et la prospection des colloques et évènements

nationaux et internationaux. L'Agence d'attractivité poursuivra ainsi son travail en faveur du rayonnement du territoire en s'appuyant sur les grands évènements qui s'y déroulent et en contribuant à l'animation de la marque métropolitaine Hello Lille.
La métropole continuera ainsi à définir sa stratégie d'attractivité globale en s'appuyant sur la synergie de ces deux acteurs aux missions complémentaires.

L'organisation de l'accueil des visiteurs sera territorialisée, afin de maintenir une attention à l'ensemble de nos territoires et une proximité avec les habitants. Quatre lieux d'accueil des touristes et visiteurs seront implantés à Roubaix, Tourcoing, Armentières et Villeneuve d'Ascq, Lille accueillant le siège de l'OTM. Ce maillage fixe sera complété d'une présence mobile, sur le terrain, lors de manifestations significatives qui pourront concerner toutes les communes de la métropole. Un agenda annuel des présences mobiles devra être constitué par l'OTM. C'est tout l'enjeu d'un projet métropolitain qui vise à valoriser l'ensemble de nos 95 communes, 30% n'étant aujourd'hui pas dans le périmètre d'actions des neuf offices de tourisme.

L'OTM, en développant son périmètre, n'assumera plus de mission communale de gestion des animations ou services locaux mais il contribuera à les rendre visible à plus grande échelle aux yeux des habitants et des visiteurs.

3. Le GIP, un outil capable de répondre aux enjeux stratégiques, opérationnels et de gouvernance pour un projet touristique ambitieux

En tant qu'opérateur chargé d'une politique publique métropolitaine, le statut choisi doit créer les conditions d'un échange fluide avec la MEL pour assurer une cohérence entre les attendus de la stratégie touristique métropolitaine et les futures actions de l'OTM.

Le Groupement d'intérêt public (GIP), tel que régi par les articles 98 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 est la solution structurelle la plus adaptée aux attentes de la MEL. Il est défini ainsi par la loi : « Le groupement d'intérêt public est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière. Il est constitué par convention approuvée par l'État soit entre plusieurs personnes morales de droit public, soit entre l'une ou plusieurs d'entre elles et une ou plusieurs personnes morales de droit privé. Ces personnes y exercent ensemble des activités d'intérêt général à but non lucratif, en mettant en commun les moyens nécessaires à leur exercice ».

Cette structure présente ainsi les avantages suivants :

- Personne morale de droit public, le GIP peut bénéficier d'un régime de droit privé, notamment en ce qui concerne la comptabilité et le personnel, permettant une gestion souple au quotidien ;
- La gouvernance est proche de celle d'une association, permettant d'associer au vote les socio-professionnels à la gouvernance ;

- Le GIP est une « association réglementée » prévenant le risque de gestion de fait et de transparence, tout en maintenant une maîtrise de la MEL, qui reste son principal financeur.

Son processus de création "ex-nihilo" nécessite l'approbation de la convention constitutive du GIP par l'autorité préfectorale.

Tenant compte de l'objectif de créer un Office de tourisme avant la fin de l'année 2024, des avantages du format juridique de type GIP, il est proposé d'autoriser la MEL à poursuivre le travail de préfiguration en engageant dès à présent le dialogue avec les services de la préfecture et avec les parties prenantes du futur GIP dont les socio-professionnels.

La CCI Grand Lille accompagnera la MEL à la création de l'OTM et participera au collège des membres "institutions publiques".

Trois collèges seront proposés pour assurer une gouvernance partagée du GIP :
- Un collège des représentants MEL ; représentant 60% des voix ;
- Un collège des socio professionnels ; représentant 30% des voix ;
- Un collège des institutions publiques; représentant 10% des voix, parmi lesquels la CCI Grand Lille.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'approuver les missions de l'Office de tourisme métropolitain, son organisation territoriale et son positionnement vis-à-vis de l'Agence d'attractivité ;

2) d'approuver la création "ex-nihilo" d'un Office de tourisme métropolitain sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) devant être constitué au 1er janvier 2025 ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à engager l'ensemble des démarches nécessaires à la création du GIP, la convention constitutive du GIP devant faire l'objet d'ici la fin de l'année d'une approbation par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Rassemblement Citoyen s'étant abstenu.

Pour rendu exécutoire

24-C-0217

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

DELIBERATION DE CREATION D'UN OFFICE DE TOURISME METROPOLITAIN

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le Code du tourisme et, notamment, ses articles L.134-1 et suivants et R.134-13 et suivants ;

Vu la délibération 15 C 0646 adoptée par le Conseil Métropolitain du 19 juin 2015, sur la mise en œuvre de la compétence et les moyens transférés des communes vers la MEL ;

Vu la délibération 17 C 0652 adoptée par le Conseil Métropolitain du 1er juin 2017 présentant la stratégie touristique « Les défis de la destination Lille 2017-2025 » qui fixe des objectifs ambitieux pour développer le tourisme dans la métropole ;

Vu la délibération 18 C 1178 adoptée par le Conseil Métropolitain du 14 décembre 2018 créant l'agence d'attractivité Hello Lille et lui confiant l'animation de la marque territoriale Hello Lille ;

Vu la délibération 22-C-0471 adoptée par le Conseil Métropolitain du 16 décembre 2022 engageant la démarche de création d'un Office de tourisme métropolitain.

I. Exposé des motifs

1. Contexte

La MEL se classe au 6ème rang des grandes métropoles de France en terme de nuitées touristiques hôtelières. Chaque jour, 11 000 touristes affluent vers notre destination. L'économie touristique entraine plus de 7 800 entreprises et près de 73 800 emplois, soit 17% de l'emploi métropolitain.

Au-delà de son importance économique, l'activité touristique permet de rendre visible les richesses du territoire à l'extérieur comme pour ses propres habitants.

Depuis la prise de compétence « promotion touristique » en 2015, la MEL s'emploie à soutenir le développement du tourisme en portant la stratégie touristique de la destination et son image de marque. La création de la marque Hello Lille et de l'agence d'attractivité en 2018 ont permis de nombreuses avancées, tout comme le soutien massif à l'organisation de grands évènements sur le territoire métropolitain.

La MEL accompagne les évolutions sociétales du secteur, et a reçu en 2023 le label Destination innovante et durable.

Elle anime la gouvernance de la destination et adopte un rôle de coordinateur de projets touristiques en apportant son ingénierie touristique aux partenaires et communes.

2. La création d'un office de tourisme métropolitain unique, qui couvrira l'ensemble du territoire métropolitain,

Toutes les grandes métropoles de France ont fait le choix de créer des offices de tourisme uniques dans une logique de visibilité, d'efficience de moyens et de mise en valeur des richesses de leur territoire.

En décembre 2022, le Conseil métropolitain s'est prononcé pour poursuivre la structuration touristique de la métropole et étudier l'opportunité de la création d'un Office de tourisme métropolitain (OTM), en se fondant sur les 9 Offices de tourisme existants.

Aujourd'hui, forte d'un travail fin de préfiguration, la MEL s'engage dans la construction d'un Office de Tourisme Métropolitain de plein exercice à l'attention des habitants et des touristes.

Cet opérateur assumera les missions classiques que sont notamment: la promotion touristique de la destination à toutes les échelles, locales, nationales et internationales ; l'accueil, l'information et la visite proposés aux touristes et aux métropolitains ; la conception et la commercialisation d'une offre touristique métropolitaine intégrée permettant de valoriser les points forts de la destination et de cibler des clientèles spécifiques ; le développement de partenariats pour mailler finement le territoire et le développement de projets touristiques et de labels qualité pour la destination.

Pour les métropolitains, l'office de tourisme valorisera tout ce que les territoires urbains et ruraux proposent en termes de loisirs, de sorties et de richesses patrimoniales et naturelles. Cet accueil et cette information des habitants, améliorés notamment au plan numérique, concourront à renforcer leur sentiment d'appartenance à un bassin de vie dynamique et favoriseront les flux au sein de la métropole.

La présence de ce nouvel opérateur permettra de travailler en complémentarité avec l'Agence d'attractivité. Les deux structures métropolitaines devront conjuguer leurs forces pour devancer les concurrents et collaborer avec efficacité. L'Agence d'attractivité poursuivra notamment sa montée en puissance sur la promotion de l'attractivité économique du territoire et l'animation des ambassadeurs, la prospection et l'accompagnement des entreprises et des investissements exogènes, le bureau des congrès - qui assure la promotion de la destination MICE (Meetings, Incentive, Conferences**,** Exhibitions / Events) et la prospection des colloques et évènements

nationaux et internationaux. L'Agence d'attractivité poursuivra ainsi son travail en faveur du rayonnement du territoire en s'appuyant sur les grands évènements qui s'y déroulent et en contribuant à l'animation de la marque métropolitaine Hello Lille.
La métropole continuera ainsi à définir sa stratégie d'attractivité globale en s'appuyant sur la synergie de ces deux acteurs aux missions complémentaires.

L'organisation de l'accueil des visiteurs sera territorialisée, afin de maintenir une attention à l'ensemble de nos territoires et une proximité avec les habitants. Quatre lieux d'accueil des touristes et visiteurs seront implantés à Roubaix, Tourcoing, Armentières et Villeneuve d'Ascq, Lille accueillant le siège de l'OTM. Ce maillage fixe sera complété d'une présence mobile, sur le terrain, lors de manifestations significatives qui pourront concerner toutes les communes de la métropole. Un agenda annuel des présences mobiles devra être constitué par l'OTM. C'est tout l'enjeu d'un projet métropolitain qui vise à valoriser l'ensemble de nos 95 communes, 30% n'étant aujourd'hui pas dans le périmètre d'actions des neuf offices de tourisme.

L'OTM, en développant son périmètre, n'assumera plus de mission communale de gestion des animations ou services locaux mais il contribuera à les rendre visible à plus grande échelle aux yeux des habitants et des visiteurs.

3. Le GIP, un outil capable de répondre aux enjeux stratégiques, opérationnels et de gouvernance pour un projet touristique ambitieux

En tant qu'opérateur chargé d'une politique publique métropolitaine, le statut choisi doit créer les conditions d'un échange fluide avec la MEL pour assurer une cohérence entre les attendus de la stratégie touristique métropolitaine et les futures actions de l'OTM.

Le Groupement d'intérêt public (GIP), tel que régi par les articles 98 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 est la solution structurelle la plus adaptée aux attentes de la MEL. Il est défini ainsi par la loi : « Le groupement d'intérêt public est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière. Il est constitué par convention approuvée par l'État soit entre plusieurs personnes morales de droit public, soit entre l'une ou plusieurs d'entre elles et une ou plusieurs personnes morales de droit privé. Ces personnes y exercent ensemble des activités d'intérêt général à but non lucratif, en mettant en commun les moyens nécessaires à leur exercice ».

Cette structure présente ainsi les avantages suivants :

- Personne morale de droit public, le GIP peut bénéficier d'un régime de droit privé, notamment en ce qui concerne la comptabilité et le personnel, permettant une gestion souple au quotidien ;
- La gouvernance est proche de celle d'une association, permettant d'associer au vote les socio-professionnels à la gouvernance ;

- Le GIP est une « association réglementée » prévenant le risque de gestion de fait et de transparence, tout en maintenant une maîtrise de la MEL, qui reste son principal financeur.

Son processus de création "ex-nihilo" nécessite l'approbation de la convention constitutive du GIP par l'autorité préfectorale.

Tenant compte de l'objectif de créer un Office de tourisme avant la fin de l'année 2024, des avantages du format juridique de type GIP, il est proposé d'autoriser la MEL à poursuivre le travail de préfiguration en engageant dès à présent le dialogue avec les services de la préfecture et avec les parties prenantes du futur GIP dont les socio-professionnels.

La CCI Grand Lille accompagnera la MEL à la création de l'OTM et participera au collège des membres "institutions publiques".

Trois collèges seront proposés pour assurer une gouvernance partagée du GIP :
- Un collège des représentants MEL ; représentant 60% des voix ;
- Un collège des socio professionnels ; représentant 30% des voix ;
- Un collège des institutions publiques; représentant 10% des voix, parmi lesquels la CCI Grand Lille.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Rayonnement de la Métropole, Culture, Sport, Tourisme, Jeunesse consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'approuver les missions de l'Office de tourisme métropolitain, son organisation territoriale et son positionnement vis-à-vis de l'Agence d'attractivité ;

2) d'approuver la création "ex-nihilo" d'un Office de tourisme métropolitain sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) devant être constitué au 1er janvier 2025 ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à engager l'ensemble des démarches nécessaires à la création du GIP, la convention constitutive du GIP devant faire l'objet d'ici la fin de l'année d'une approbation par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Le groupe Rassemblement Citoyen s'étant abstenu.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110720-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0218

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

HAUBOURDIN -

ANCIEN SITE LEVER - ACQUISITION DE PARCELLES AUPRES DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - DELIBERATION DE PRINCIPE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n° 19 C 0820 du 12 décembre 2019 par laquelle le Conseil métropolitain a approuvé le plan local d'urbanisme 2 (PLU 2) ;

Vu la délibération n° 23-C-0165 du 30 juin 2023 relative à l'exploitation et la maintenance des réseaux de distribution de chaleur et de froid y compris leur développement afin de constituer un réseau de chaleur intercommunal ;

I. Exposé des motifs

Pour la réalisation du réseau intercommunal de chaleur venant étendre les réseaux de chaleur existants sur Lille et Wattignies, la construction d'une chaufferie biomasse de taille importante est indispensable.

Les services de la Métropole européenne de Lille (MEL) ont identifié un seul terrain disponible, compte tenu des multiples contraintes d'implantation : taille suffisante, usage industriel, approvisionnement par voie d'eau, limitation des nuisances pour les riverains, distance raisonnable au futur réseau, etc. Il s'agit de l'ancien site de la friche industrielle de l'usine de fabrication de lessive Lever, dont l'activité s'est arrêtée en juin 2003, sur la commune d'Haubourdin. Ce site jouxte le canal de la Deûle et sa surface est d'environ 11,5 hectares. Vu sa taille, une partie de ce site pourrait accueillir, en plus de la chaufferie, d'autres activités de production d'énergie renouvelable ou de récupération (par exemple, une centrale photovoltaïque).

Le foncier de la friche Lever appartient au domaine public de l'État dont la gestion est concédée à Ports de Lille (PDL) par Voies navigables de France (VNF) jusqu'en 2038.

Dès le printemps 2023 la MEL a négocié avec VNF et PDL afin de déterminer les conditions d'acquisition de ce foncier à l'amiable, selon les dispositions de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les négociations en cours ont permis d'aboutir à un prix plafond de 4 000 000 € HT et hors frais de notaire pour un terrain libre d'occupation et nettoyé des déchets des occupations illégales. À ce stade, il est proposé au Conseil métropolitain d'approuver le principe de cette acquisition et le prix plafond de négociation.

Il conviendra ensuite de présenter une délibération d'acquisition entérinant les surfaces exactes et le prix négocié entre les parties à l'appui de l'avis du service de la Direction de l'immobilier de l'État consulté, ainsi que les conditions de la vente.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver le principe de l'acquisition par la Métropole européenne de Lille de l'ancien site Lever à Haubourdin, propriété de VNF, comprenant les parcelles cadastrées section AM numéros 43, 44, 47, 298, 299, 434, 435, 357, 359, 420, 422, 424, 426, 428, 430, "le Cornet" et "1 rue Macchi", et les parcelles cadastrées section AL numéros 458, 459, 232, 233, 234 et 235, "avenue de Lassus", "chemin Halage", dans le cadre de la politique métropolitaine de transition énergétique ;

2) De fixer le prix plafond de négociation à 4 000 000 € HT et hors frais de notaire pour cette acquisition, pour un terrain libre d'occupation d'une superficie totale d'environ 11,5 ha ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à finaliser les négociations avec VNF afin de parvenir à un accord définitif sur les conditions de rachat de ce site, en fonction de la surface exacte cédée, et à l'appui de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État, en vue d'une seconde délibération approuvant cette acquisition.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0218

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

HAUBOURDIN -

ANCIEN SITE LEVER - ACQUISITION DE PARCELLES AUPRES DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - DELIBERATION DE PRINCIPE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n° 19 C 0820 du 12 décembre 2019 par laquelle le Conseil métropolitain a approuvé le plan local d'urbanisme 2 (PLU 2) ;

Vu la délibération n° 23-C-0165 du 30 juin 2023 relative à l'exploitation et la maintenance des réseaux de distribution de chaleur et de froid y compris leur développement afin de constituer un réseau de chaleur intercommunal ;

I. Exposé des motifs

Pour la réalisation du réseau intercommunal de chaleur venant étendre les réseaux de chaleur existants sur Lille et Wattignies, la construction d'une chaufferie biomasse de taille importante est indispensable.

Les services de la Métropole européenne de Lille (MEL) ont identifié un seul terrain disponible, compte tenu des multiples contraintes d'implantation : taille suffisante, usage industriel, approvisionnement par voie d'eau, limitation des nuisances pour les riverains, distance raisonnable au futur réseau, etc. Il s'agit de l'ancien site de la friche industrielle de l'usine de fabrication de lessive Lever, dont l'activité s'est arrêtée en juin 2003, sur la commune d'Haubourdin. Ce site jouxte le canal de la Deûle et sa surface est d'environ 11,5 hectares. Vu sa taille, une partie de ce site pourrait accueillir, en plus de la chaufferie, d'autres activités de production d'énergie renouvelable ou de récupération (par exemple, une centrale photovoltaïque).

Le foncier de la friche Lever appartient au domaine public de l'État dont la gestion est concédée à Ports de Lille (PDL) par Voies navigables de France (VNF) jusqu'en 2038.

Dès le printemps 2023 la MEL a négocié avec VNF et PDL afin de déterminer les conditions d'acquisition de ce foncier à l'amiable, selon les dispositions de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les négociations en cours ont permis d'aboutir à un prix plafond de 4 000 000 € HT et hors frais de notaire pour un terrain libre d'occupation et nettoyé des déchets des occupations illégales. À ce stade, il est proposé au Conseil métropolitain d'approuver le principe de cette acquisition et le prix plafond de négociation.

Il conviendra ensuite de présenter une délibération d'acquisition entérinant les surfaces exactes et le prix négocié entre les parties à l'appui de l'avis du service de la Direction de l'immobilier de l'État consulté, ainsi que les conditions de la vente.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver le principe de l'acquisition par la Métropole européenne de Lille de l'ancien site Lever à Haubourdin, propriété de VNF, comprenant les parcelles cadastrées section AM numéros 43, 44, 47, 298, 299, 434, 435, 357, 359, 420, 422, 424, 426, 428, 430, "le Cornet" et "1 rue Macchi", et les parcelles cadastrées section AL numéros 458, 459, 232, 233, 234 et 235, "avenue de Lassus", "chemin Halage", dans le cadre de la politique métropolitaine de transition énergétique ;

2) De fixer le prix plafond de négociation à 4 000 000 € HT et hors frais de notaire pour cette acquisition, pour un terrain libre d'occupation d'une superficie totale d'environ 11,5 ha ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à finaliser les négociations avec VNF afin de parvenir à un accord définitif sur les conditions de rachat de ce site, en fonction de la surface exacte cédée, et à l'appui de l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État, en vue d'une seconde délibération approuvant cette acquisition.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110694-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0219

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

WATTRELOS -

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ACQUISITION D'UN TERRAIN RUES DE CHARDONNET ET DU MONT-A-LEUX

Vu la délibération n° 23-C-0479 du Conseil en date du 15 décembre 2023 portant délibération-cadre de stratégie foncière économique ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 19 juillet 2023.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la stratégie de créations d'emplois et de richesses sur le territoire métropolitain et dans un contexte de forte raréfaction foncière, le Conseil métropolitain a encadré les acquisitions de sites compatibles avec une vocation économique par la délibération du 15 décembre 2023 susvisée.

La société Cortona a acquis le site de Wattrelos en vue d'une gestion locative pour la partie uniquement bâtie, déjà occupée par différentes entreprises, dont ACSA, spécialisée dans la fabrication d'articles de sports, et Les Maitres du Fer, spécialisée dans la tuyauterie, tôlerie et chaudronnerie.

Le site offre aussi des solutions de stockages pour différentes sociétés (Satelec, Théâtre de l'aventure, Lorthiois Jardins, etc.).

N'ayant pas l'utilité de la partie non bâtie représentant 29 700m², la société Cortona est entrée en contact avec la commune de Wattrelos, puis avec la Métropole européenne de Lille (MEL).

Situé au sein de la zone d'activités "La Martinoire", en zonage UE au PLU 2, et à proximité de la Belgique, le terrain visé dispose de tous les réseaux du côté de la rue du Chardonnet et bénéficie d'une bonne desserte, y compris d'un accès poids lourds. Il est représenté au cadastre sous la section AM n° 142p et 470p.

De par sa situation, ses caractéristiques et sa surface, ce terrain constitue une véritable opportunité dans la stratégie métropolitaine de maintien et de développement de l'économie productive.

Par avis en date du 19 juillet 2023, la Direction de l'immobilier de l'État a fixé le prix du bien avec marge à 47,15 € HT/m².

Par courrier en date du 11 avril 2024, la MEL a proposé l'acquisition de la partie non bâtie à ce prix, soit un prix de 1 400 355 € HT pour la surface de 29 700 m² mesurée par un géomètre.

Hormis les conditions ordinaires d'acquisition, celle-ci aura lieu sous condition de la libération de la partie du terrain occupé par des jardins ouvriers.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser l'acquisition par la Métropole européenne de Lille des parties des parcelles propriétés de la société Cortona, situées sur le territoire de la commune de Wattrelos, représentées au cadastre sous la section AM 142p et 470p pour une surface totale de 29 700m² au prix de 47,15 € HT/m², soit un total de 1 400 355 € HT ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tous les actes et documents à intervenir ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant approximatif de 1 800 426€ TTC correspondant au prix du bien majoré des frais d'acte aux crédits à inscrire au budget annexe Activités immobilières et économiques en section investissement

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-C-0219

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

WATTRELOS -

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ACQUISITION D'UN TERRAIN RUES DE CHARDONNET ET DU MONT-A-LEUX

Vu la délibération n° 23-C-0479 du Conseil en date du 15 décembre 2023 portant délibération-cadre de stratégie foncière économique ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 19 juillet 2023.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la stratégie de créations d'emplois et de richesses sur le territoire métropolitain et dans un contexte de forte raréfaction foncière, le Conseil métropolitain a encadré les acquisitions de sites compatibles avec une vocation économique par la délibération du 15 décembre 2023 susvisée.

La société Cortona a acquis le site de Wattrelos en vue d'une gestion locative pour la partie uniquement bâtie, déjà occupée par différentes entreprises, dont ACSA, spécialisée dans la fabrication d'articles de sports, et Les Maitres du Fer, spécialisée dans la tuyauterie, tôlerie et chaudronnerie.

Le site offre aussi des solutions de stockages pour différentes sociétés (Satelec, Théâtre de l'aventure, Lorthiois Jardins, etc.).

N'ayant pas l'utilité de la partie non bâtie représentant 29 700m², la société Cortona est entrée en contact avec la commune de Wattrelos, puis avec la Métropole européenne de Lille (MEL).

Situé au sein de la zone d'activités "La Martinoire", en zonage UE au PLU 2, et à proximité de la Belgique, le terrain visé dispose de tous les réseaux du côté de la rue du Chardonnet et bénéficie d'une bonne desserte, y compris d'un accès poids lourds. Il est représenté au cadastre sous la section AM n° 142p et 470p.

De par sa situation, ses caractéristiques et sa surface, ce terrain constitue une véritable opportunité dans la stratégie métropolitaine de maintien et de développement de l'économie productive.

Par avis en date du 19 juillet 2023, la Direction de l'immobilier de l'État a fixé le prix du bien avec marge à 47,15 € HT/m².

Par courrier en date du 11 avril 2024, la MEL a proposé l'acquisition de la partie non bâtie à ce prix, soit un prix de 1 400 355 € HT pour la surface de 29 700 m² mesurée par un géomètre.

Hormis les conditions ordinaires d'acquisition, celle-ci aura lieu sous condition de la libération de la partie du terrain occupé par des jardins ouvriers.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser l'acquisition par la Métropole européenne de Lille des parties des parcelles propriétés de la société Cortona, situées sur le territoire de la commune de Wattrelos, représentées au cadastre sous la section AM 142p et 470p pour une surface totale de 29 700m² au prix de 47,15 € HT/m², soit un total de 1 400 355 € HT ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tous les actes et documents à intervenir ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant approximatif de 1 800 426€ TTC correspondant au prix du bien majoré des frais d'acte aux crédits à inscrire au budget annexe Activités immobilières et économiques en section investissement

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110721-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0220

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

WATTRELOS -

5 RUE DE LA CARLUYERE - AMENAGEMENT D'UNE ZONE D'EXPANSION DES CRUES - ACQUISITION IMMOBILIERE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 5 décembre 2023.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la lutte contre le risque d'inondation observé dans l'agglomération d'assainissement de Roubaix, des études et travaux ont été réalisés et ont permis d'apporter une réponse localisée. Il est désormais proposé d'apporter une réponse globale consistant en :

- la couverture et le recalibrage du collecteur de l'Espierre pour la partie encore à ciel ouvert ;
- la création d'une zone d'extension de crues (ZEC) ;
- la renaturation de l'Espierre rivière à l'aval de la station d'épuration.

La réalisation du projet est prévue en 2027. Il s'inscrit dans le réaménagement des rives de l'Espierre à Leers et Wattrelos, en synergie avec les projets métropolitains du secteur (modernisation de la station d'épuration de Wattrelos, renaturation du site Produit chimiques Ugine Kuhlman (PCUK), le projet des villas du nouveau programme de rénovation urbaine).

Le projet fera l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

La réalisation de la ZEC nécessite la maitrise d'un tènement foncier de 20 ha exclusivement en nature de terres agricoles. M. et Mme Catteau sont propriétaires exploitants de 19 ha sur les 20 ha nécessaires, ce qui représente 32 % des terres de l'exploitation agricole et cunicole des époux Catteau.

L'interdépendance entre les activités de polyculture et d'élevage a fait l'objet d'une expertise par un cabinet spécialisé concluant au déséquilibre économique irrémédiable résultant de l'acquisition des terres comprises dans le périmètre de la ZEC. En effet, l'élevage de lapins nécessite la mise en œuvre d'un plan d'épandage des effluents organiques, validé par la DREAL, impactant 52 des 60 ha des terres exploitées en polyculture.

M. et Mme Catteau sollicitent ainsi l'acquisition de l'emprise totale de leurs biens et l'éviction totale de leurs exploitations.

La Direction de l'immobilier de l'État, par un rapport en date du 5 décembre 2023, a retenu une valeur de 2 419 641,16 € HT, marge comprise.

La MEL a missionné le cabinet Martel Expertises, expert près la cour d'appel de Douai, afin d'établir une évaluation de l'exploitation totale, qui a été fixée à hauteur de 2 800 000 €HT en février 2023.

Dans le cadre des négociations entre la MEL et M. et Mme Catteau, un accord a été trouvé sur l'acquisition de l'ensemble de l'exploitation, déduction faite de 3,8 ha restant en propriété de M. et Mme Catteau, à hauteur de 2 773 400€ HT, toutes indemnités comprises, sur la base de l'évaluation du cabinet Martel.

La MEL a sollicité et obtenu l'autorisation par les vendeurs d'intervenir sur leurs terres comprises dans le périmètre de la ZEC pour réaliser des sondages nécessaires aux études du projet, qui débuteront à l'été 2024.

Il est donc proposé d'autoriser l'acquisition des propriétés de M. et Mme Catteau (détenus en propre ou via la société d'exploitation), telles que reprises en annexe et l'indemnisation des terres louées détaillées en annexe à hauteur de 2 773 400 € HT.

L'acquisition des immeubles sera assortie d'un différé de jouissance pendant un délai ne pouvant dépasser le 31 décembre 2029 afin de permettre la cessation de l'activité d'élevage et notamment la rupture des contrats commerciaux et de travail de l'EARL Catteau.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser l'acquisition des propriétés de M. et Mme Catteau (détenus en propre ou via la société d'exploitation), telles que reprises en annexe et l'indemnisation des terres louées détaillées en annexe à hauteur de 2 773 400 € HT ;

2. D'autoriser une réserve de jouissance au profit du vendeur jusqu'au 31 décembre 2029 au plus tard sur les terres cédées à la MEL, les entrepôts et l'habitation afin de permettre l'arrêt progressif de l'exploitation ;

3. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'acte de vente et tous document à intervenir relatifs à cette acquisition ;

4. D'imputer les dépenses d'un montant d'environ 3 000 000 €, compte tenu des frais de notaire, aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0220

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

WATTRELOS -

5 RUE DE LA CARLUYERE - AMENAGEMENT D'UNE ZONE D'EXPANSION DES CRUES - ACQUISITION IMMOBILIERE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 5 décembre 2023.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la lutte contre le risque d'inondation observé dans l'agglomération d'assainissement de Roubaix, des études et travaux ont été réalisés et ont permis d'apporter une réponse localisée. Il est désormais proposé d'apporter une réponse globale consistant en :

- la couverture et le recalibrage du collecteur de l'Espierre pour la partie encore à ciel ouvert ;
- la création d'une zone d'extension de crues (ZEC) ;
- la renaturation de l'Espierre rivière à l'aval de la station d'épuration.

La réalisation du projet est prévue en 2027. Il s'inscrit dans le réaménagement des rives de l'Espierre à Leers et Wattrelos, en synergie avec les projets métropolitains du secteur (modernisation de la station d'épuration de Wattrelos, renaturation du site Produit chimiques Ugine Kuhlman (PCUK), le projet des villas du nouveau programme de rénovation urbaine).

Le projet fera l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

La réalisation de la ZEC nécessite la maitrise d'un tènement foncier de 20 ha exclusivement en nature de terres agricoles. M. et Mme Catteau sont propriétaires exploitants de 19 ha sur les 20 ha nécessaires, ce qui représente 32 % des terres de l'exploitation agricole et cunicole des époux Catteau.

L'interdépendance entre les activités de polyculture et d'élevage a fait l'objet d'une expertise par un cabinet spécialisé concluant au déséquilibre économique irrémédiable résultant de l'acquisition des terres comprises dans le périmètre de la ZEC. En effet, l'élevage de lapins nécessite la mise en œuvre d'un plan d'épandage des effluents organiques, validé par la DREAL, impactant 52 des 60 ha des terres exploitées en polyculture.

M. et Mme Catteau sollicitent ainsi l'acquisition de l'emprise totale de leurs biens et l'éviction totale de leurs exploitations.

La Direction de l'immobilier de l'État, par un rapport en date du 5 décembre 2023, a retenu une valeur de 2 419 641,16 € HT, marge comprise.

La MEL a missionné le cabinet Martel Expertises, expert près la cour d'appel de Douai, afin d'établir une évaluation de l'exploitation totale, qui a été fixée à hauteur de 2 800 000 €HT en février 2023.

Dans le cadre des négociations entre la MEL et M. et Mme Catteau, un accord a été trouvé sur l'acquisition de l'ensemble de l'exploitation, déduction faite de 3,8 ha restant en propriété de M. et Mme Catteau, à hauteur de 2 773 400€ HT, toutes indemnités comprises, sur la base de l'évaluation du cabinet Martel.

La MEL a sollicité et obtenu l'autorisation par les vendeurs d'intervenir sur leurs terres comprises dans le périmètre de la ZEC pour réaliser des sondages nécessaires aux études du projet, qui débuteront à l'été 2024.

Il est donc proposé d'autoriser l'acquisition des propriétés de M. et Mme Catteau (détenus en propre ou via la société d'exploitation), telles que reprises en annexe et l'indemnisation des terres louées détaillées en annexe à hauteur de 2 773 400 € HT.

L'acquisition des immeubles sera assortie d'un différé de jouissance pendant un délai ne pouvant dépasser le 31 décembre 2029 afin de permettre la cessation de l'activité d'élevage et notamment la rupture des contrats commerciaux et de travail de l'EARL Catteau.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser l'acquisition des propriétés de M. et Mme Catteau (détenus en propre ou via la société d'exploitation), telles que reprises en annexe et l'indemnisation des terres louées détaillées en annexe à hauteur de 2 773 400 € HT ;

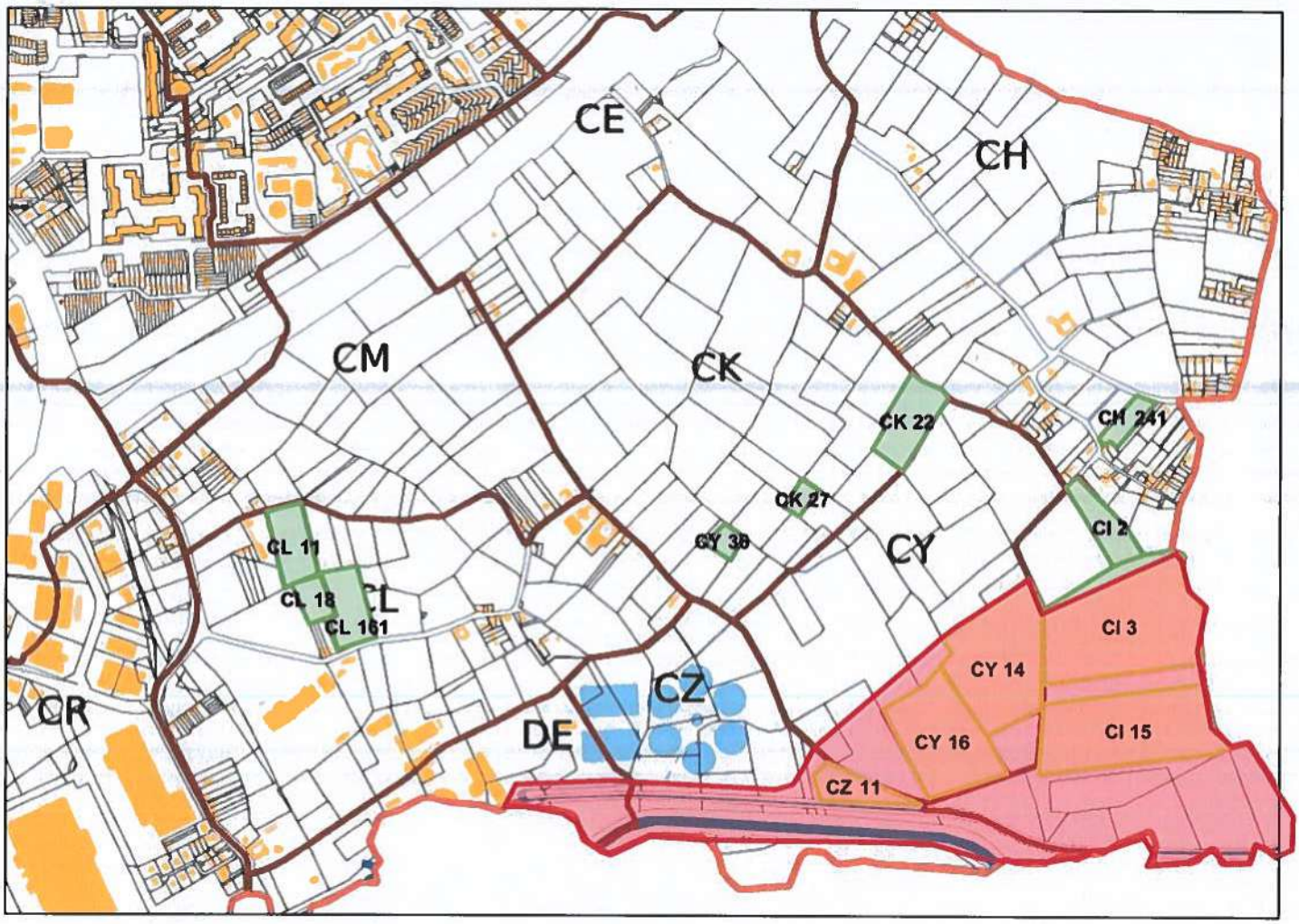
2. D'autoriser une réserve de jouissance au profit du vendeur jusqu'au 31 décembre 2029 au plus tard sur les terres cédées à la MEL, les entrepôts et l'habitation afin de permettre l'arrêt progressif de l'exploitation ;

3. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'acte de vente et tous document à intervenir relatifs à cette acquisition ;

4. D'imputer les dépenses d'un montant d'environ 3 000 000 €, compte tenu des frais de notaire, aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

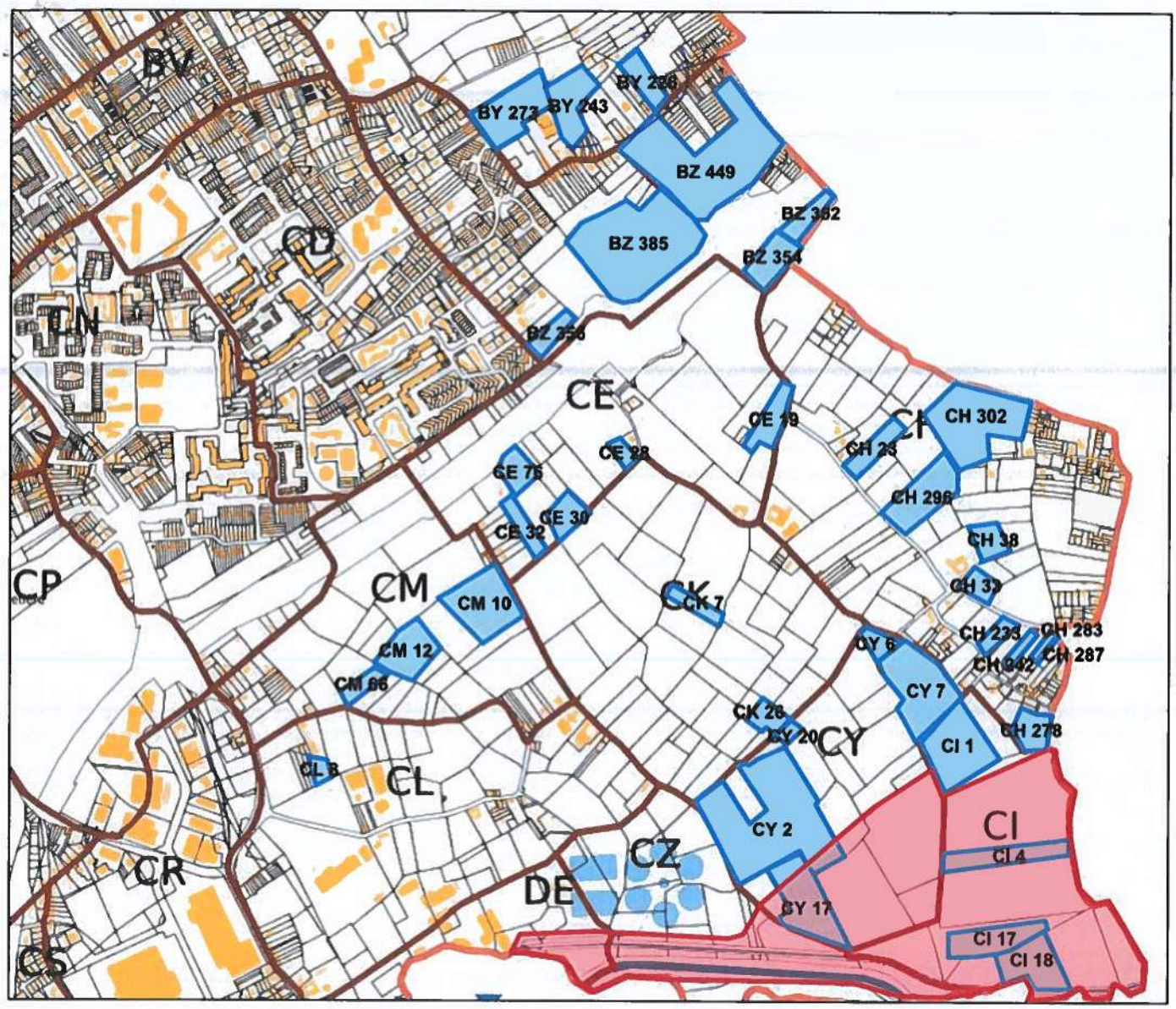
Parcelle	Surface	Nature	Périmètre ZEC
CI 3p	4.1558	Terres agricoles	oui
CI 15	3.4809	Terres agricoles	oui
CL 18	0.3907	Habitation, stockage et atelier	non
CL 161p	0.7500		
CY 14	3.0310	Terres agricoles	oui
CY 16	2.6107	Terres agricoles	oui
CZ 11	0.5690	Terres agricoles	oui
Surface totale :	14.9881		



Vue d'ensemble

Aménagements ZEC Espierre

Terres détenues en propriété



Vue d'ensemble

Aménagements ZEC Espierre

Terres louées

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110723-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0221

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

TOURCOING -

TRAMWAY - SITE DE MAINTENANCE ET DE REMISAGE - LIAISON ROUTIERE - ACQUISITION AMIABLE AUPRES DE LA SNCF

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le schéma directeur des infrastructures de transport (SDIT) métropolitain ;

Vu la délibération n° 22-C-0167 du 24 juin 2022 approuvant le bilan de la concertation préalable menée sur le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

Vu la délibération n° 22-C-0399 du 16 décembre 2022 confirmant la poursuite du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing du SDIT et prenant en compte dans la poursuite des études une localisation du site de maintenance et de remisage du projet de tramway au sein du site des ateliers SNCF sur les communes de Tourcoing et Wattrelos ;

Vu la délibération n° 23-C-0071 du 14 avril 2023 autorisant la signature d'une convention avec la SNCF pour la réalisation d'études de recensement ferroviaire sur le site de Tourcoing-Wattrelos ;

Vu la délibération n° 23-C-0270 du 20 octobre 2023 autorisant la signature d'une convention avec la SNCF pour la réalisation de travaux de mise en sécurité et de diminution des risques de coactivité sur le site de Tourcoing-Wattrelos ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 relative à la revoyure du plan pluriannuel d'investissement (PPI) en matière d'espace public, voirie et aménagements cyclables, qui prévoit la réalisation d'une première phase (hors ouvrage d'art) de la dernière section de la liaison Tourcoing-Wattrelos ;

Vu la délibération n° 24-C-0065 du 19 avril 2024 autorisant la signature du marché de maitrise d'œuvre pour le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 19 juin 2023.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets métropolitains, des délibérations ont été soumises à l'adoption du Conseil du 28 juin 2024 pour :

- le lancement de la concertation préalable du projet de liaison routière Tourcoing-Wattrelos ;
- la signature du marché de maitrise d'œuvre pour le projet de site de maintenance et de remisage du tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing.

Par ailleurs, la Métropole européenne de Lille (MEL) a notifié, le 13 mai 2024, le marché de maitrise d'œuvre du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et engage les études de conception détaillées en vue d'une première enquête publique DUP envisagée à l'automne 2025.

Le site appartenant à la SNCF situé à proximité de la rue du Levant sur les communes de Tourcoing et Wattrelos accueillera à terme les projets de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et son site de maintenance ainsi que de liaison routière Tourcoing-Wattrelos.

Le site de maintenance assurera notamment les fonctions de maintenance et de remisage du matériel roulant de la future ligne de tramway. Il est indispensable pour la mise en service de la ligne de tramway et sur le chemin critique du planning du projet pour la livraison des futures rames du tramway et la réalisation des essais. Ainsi la maitrise du foncier nécessaire au projet de site de maintenance est un préalable impératif à la mise en œuvre du projet de tramway.

Il convient que la MEL procède à l'acquisition amiable auprès de la SNCF d'une emprise d'environ 5 hectares pour le site de maintenance et de remisage du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et le projet de voirie assurant la liaison entre Tourcoing et Wattrelos.

À cela s'ajouteront les besoins liés à l'élargissement de la rue du Levant pour le passage même de la ligne de tramway dont les études démarrent.

Saisie par la SNCF, la Direction de l'immobilier de l'État a émis, le 19 juin 2023, une évaluation du bien à 40 € HT/m², libre d'occupation et sous réserve de la conformité environnementale du site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. De se prononcer en faveur de l'acquisition amiable des emprises à extraire des parcelles cadastrées section AE n° 268, 347, 348 et 414 à Wattrelos et section BD n° 541, 544, 545, 546 et 564 à Tourcoing, nécessaires à la réalisation des projets de la MEL susmentionnés, sous réserve de l'accord de la SNCF et des résultats des diagnostics environnementaux du site ;

2. De poursuivre les négociations avec la SNCF en vue de son acquisition.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0221

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

TOURCOING -

TRAMWAY - SITE DE MAINTENANCE ET DE REMISAGE - LIAISON ROUTIERE - ACQUISITION AMIABLE AUPRES DE LA SNCF

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le schéma directeur des infrastructures de transport (SDIT) métropolitain ;

Vu la délibération n° 22-C-0167 du 24 juin 2022 approuvant le bilan de la concertation préalable menée sur le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

Vu la délibération n° 22-C-0399 du 16 décembre 2022 confirmant la poursuite du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing du SDIT et prenant en compte dans la poursuite des études une localisation du site de maintenance et de remisage du projet de tramway au sein du site des ateliers SNCF sur les communes de Tourcoing et Wattrelos ;

Vu la délibération n° 23-C-0071 du 14 avril 2023 autorisant la signature d'une convention avec la SNCF pour la réalisation d'études de recensement ferroviaire sur le site de Tourcoing-Wattrelos ;

Vu la délibération n° 23-C-0270 du 20 octobre 2023 autorisant la signature d'une convention avec la SNCF pour la réalisation de travaux de mise en sécurité et de diminution des risques de coactivité sur le site de Tourcoing-Wattrelos ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 relative à la revoyure du plan pluriannuel d'investissement (PPI) en matière d'espace public, voirie et aménagements cyclables, qui prévoit la réalisation d'une première phase (hors ouvrage d'art) de la dernière section de la liaison Tourcoing-Wattrelos ;

Vu la délibération n° 24-C-0065 du 19 avril 2024 autorisant la signature du marché de maitrise d'œuvre pour le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 19 juin 2023.

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets métropolitains, des délibérations ont été soumises à l'adoption du Conseil du 28 juin 2024 pour :

- le lancement de la concertation préalable du projet de liaison routière Tourcoing-Wattrelos ;
- la signature du marché de maitrise d'œuvre pour le projet de site de maintenance et de remisage du tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing.

Par ailleurs, la Métropole européenne de Lille (MEL) a notifié, le 13 mai 2024, le marché de maitrise d'œuvre du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et engage les études de conception détaillées en vue d'une première enquête publique DUP envisagée à l'automne 2025.

Le site appartenant à la SNCF situé à proximité de la rue du Levant sur les communes de Tourcoing et Wattrelos accueillera à terme les projets de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et son site de maintenance ainsi que de liaison routière Tourcoing-Wattrelos.

Le site de maintenance assurera notamment les fonctions de maintenance et de remisage du matériel roulant de la future ligne de tramway. Il est indispensable pour la mise en service de la ligne de tramway et sur le chemin critique du planning du projet pour la livraison des futures rames du tramway et la réalisation des essais. Ainsi la maitrise du foncier nécessaire au projet de site de maintenance est un préalable impératif à la mise en œuvre du projet de tramway.

Il convient que la MEL procède à l'acquisition amiable auprès de la SNCF d'une emprise d'environ 5 hectares pour le site de maintenance et de remisage du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing et le projet de voirie assurant la liaison entre Tourcoing et Wattrelos.

À cela s'ajouteront les besoins liés à l'élargissement de la rue du Levant pour le passage même de la ligne de tramway dont les études démarrent.

Saisie par la SNCF, la Direction de l'immobilier de l'État a émis, le 19 juin 2023, une évaluation du bien à 40 € HT/m², libre d'occupation et sous réserve de la conformité environnementale du site.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. De se prononcer en faveur de l'acquisition amiable des emprises à extraire des parcelles cadastrées section AE n° 268, 347, 348 et 414 à Wattrelos et section BD n° 541, 544, 545, 546 et 564 à Tourcoing, nécessaires à la réalisation des projets de la MEL susmentionnés, sous réserve de l'accord de la SNCF et des résultats des diagnostics environnementaux du site ;

2. De poursuivre les négociations avec la SNCF en vue de son acquisition.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110646-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0222

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LILLE -

ZAC SAINT SAUVEUR - CESSION AU PROFIT DE LA SPL EURALILLE

Vu la délibération n° 15 C 0753 du Conseil en date du 16 octobre 2015 portant création de la zone d'aménagement concerté Saint-Sauveur de 23 hectares localisés au sud-est de Lille intramuros ;

Vu la délibération n° 17 C 1023 du conseil du 15 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC ;

Vu la délibération n° 17 C 1024 du Conseil en date du 15 décembre 2017 portant attribution de la concession d'aménagement "in house" ZAC Saint-Sauveur à la SPL Euralille ;

Vu le traité de concession notifié en date du 22 décembre 2017 ;

Vu les avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date des 12 octobre 2023, 25 janvier et 7 mai 2024 ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) est devenue propriétaire des parcelles HZ n° 123, 148, 179, 187, 188 et 214 à Lille pour en avoir fait l'acquisition auprès de SNCF Réseau suivant acte reçu par Me Jean-Luc Dehaye, notaire à Tourcoing, le 17 mars 2017.

Dans le cadre de la négociation entre la MEL et SNCF Réseau, un protocole d'accord a été signé le 25 janvier 2016 entre les parties, dont les modalités sont transposées et annexées dans l'acte de vente précité. L'aménageur s'est engagé dans le traité de concession à mettre en œuvre l'ensemble des clauses de cet accord de vente.

Préalablement, la MEL était également propriétaire des parcelles :

- HZ n° 11 et 112 dans le cadre des transferts de propriété en application de l'article 21 de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 ;
- HZ n° 113 suite à un acte de rétrocession en date du 7 décembre 1989 reçu par le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais.

Le traité de concession stipule que l'aménageur doit "acquérir la propriété […] des biens immobiliers bâtis ou non bâtis […] situés dans le périmètre de l'opération ainsi

que ceux, situés en dehors de ce périmètre, […] nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans la concession d'aménagement", sachant qu'une grande partie de l'assiette foncière du site est maitrisée par la MEL pour environ 13 ha et la commune de Lille pour environ 7,9 ha.

Dans le cadre de la réalisation de la prochaine phase de la ZAC Saint Sauveur et conformément aux échéances envisagées, la SPL Euralille a demandé l'acquisition auprès de la MEL des emprises cadastrées HZ n° 11p1, 112, 188, 148p1, 148p3, 148p4, 148p5, 148p7, 123p1, 123p3, 113p1, 179, 214 et 187p1 ainsi que les lots des volumes n° 2 situés sur les parcelles HZ n° 113p2, 123p2, 148p2 et 148p6 pour un total d'environ 49 675 m², sous réserve d'arpentage.

La cession s'opèrera au prix de 60 € HT/m² au regard des dispositions financières reprises au bilan de la concession d'aménagement et conformément à l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en application de l'article L. 5211-37 du code général des collectivités territoriales.

Le prix de vente s'élève donc à environ 2 980 500 € HT pour une surface d'environ 49 675 m² de terrain, laquelle sera à confirmer par un document d'arpentage.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser la cession des parcelles cadastrées HZ n° 11p1, 112, 188, 148p1, 148p3, 148p4, 148p5, 148p7, 123p1, 122p2, 113p1, 179, 214 et 187p1 ainsi que les lots des volumes n° 2 sur les parcelles HZ n° 113p2, 123p2, 148p2 et 148p6 pour un total d'environ 49 675 m², sous réserve d'arpentage, en état libre au profit de la SPL Euralille ou de toute entité spécialement constituée et à laquelle elle se substituerait dans le cadre de cette cession ;

2. D'opérer cette cession au prix de 60 € HT/m² de terrain, soit un montant d'environ 2 980 500 € HT pour une surface de terrain d'environ 49 675 m², conformément aux avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date des 12 octobre 2023, 25 janvier et 7 mai 2024, l'ensemble des frais inhérents à la vente étant à la charge de l'acquéreur ;

3. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout acte et document à intervenir dans le cadre de cette cession, y compris l'acte contenant l'état descriptif de division en volumes ainsi que toute constitution de servitudes liées à cette division, étant entendu que :
    - la vente interviendra suivant les conditions ci-dessus exposées,
    - l'acte intègrera toutes les servitudes nécessaires pour l'entretien et la gestion des ouvrages du métro,

- l'acte comportera une clause indiquant que la SPL Euralille s'engage irrévocablement et fermement à mettre en œuvre l'ensemble des accords repris au traité de concession liant les parties,
- le transfert de propriété interviendra le jour de la signature de l'acte authentique de vente dressé par notaire,
- tous les frais inhérents à la vente demeurent à la charge de l'acquéreur ;

4. D'imputer les recettes d'un montant de 2 980 500 € HT aux crédits partiellement inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire ayant voté contre.

Pour rendu exécutoire

24-C-0222

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

LILLE -

ZAC SAINT SAUVEUR - CESSION AU PROFIT DE LA SPL EURALILLE

Vu la délibération n° 15 C 0753 du Conseil en date du 16 octobre 2015 portant création de la zone d'aménagement concerté Saint-Sauveur de 23 hectares localisés au sud-est de Lille intramuros ;

Vu la délibération n° 17 C 1023 du conseil du 15 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC ;

Vu la délibération n° 17 C 1024 du Conseil en date du 15 décembre 2017 portant attribution de la concession d'aménagement "in house" ZAC Saint-Sauveur à la SPL Euralille ;

Vu le traité de concession notifié en date du 22 décembre 2017 ;

Vu les avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date des 12 octobre 2023, 25 janvier et 7 mai 2024 ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) est devenue propriétaire des parcelles HZ n° 123, 148, 179, 187, 188 et 214 à Lille pour en avoir fait l'acquisition auprès de SNCF Réseau suivant acte reçu par Me Jean-Luc Dehaye, notaire à Tourcoing, le 17 mars 2017.

Dans le cadre de la négociation entre la MEL et SNCF Réseau, un protocole d'accord a été signé le 25 janvier 2016 entre les parties, dont les modalités sont transposées et annexées dans l'acte de vente précité. L'aménageur s'est engagé dans le traité de concession à mettre en œuvre l'ensemble des clauses de cet accord de vente.

Préalablement, la MEL était également propriétaire des parcelles :

- HZ n° 11 et 112 dans le cadre des transferts de propriété en application de l'article 21 de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 ;
- HZ n° 113 suite à un acte de rétrocession en date du 7 décembre 1989 reçu par le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais.

Le traité de concession stipule que l'aménageur doit "acquérir la propriété […] des biens immobiliers bâtis ou non bâtis […] situés dans le périmètre de l'opération ainsi

que ceux, situés en dehors de ce périmètre, […] nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans la concession d'aménagement", sachant qu'une grande partie de l'assiette foncière du site est maitrisée par la MEL pour environ 13 ha et la commune de Lille pour environ 7,9 ha.

Dans le cadre de la réalisation de la prochaine phase de la ZAC Saint Sauveur et conformément aux échéances envisagées, la SPL Euralille a demandé l'acquisition auprès de la MEL des emprises cadastrées HZ n° 11p1, 112, 188, 148p1, 148p3, 148p4, 148p5, 148p7, 123p1, 123p3, 113p1, 179, 214 et 187p1 ainsi que les lots des volumes n° 2 situés sur les parcelles HZ n° 113p2, 123p2, 148p2 et 148p6 pour un total d'environ 49 675 m², sous réserve d'arpentage.

La cession s'opèrera au prix de 60 € HT/m² au regard des dispositions financières reprises au bilan de la concession d'aménagement et conformément à l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en application de l'article L. 5211-37 du code général des collectivités territoriales.

Le prix de vente s'élève donc à environ 2 980 500 € HT pour une surface d'environ 49 675 m² de terrain, laquelle sera à confirmer par un document d'arpentage.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Aménagement, Habitat, Politique de la ville, Foncier, Urba., GDV consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1. D'autoriser la cession des parcelles cadastrées HZ n° 11p1, 112, 188, 148p1, 148p3, 148p4, 148p5, 148p7, 123p1, 122p2, 113p1, 179, 214 et 187p1 ainsi que les lots des volumes n° 2 sur les parcelles HZ n° 113p2, 123p2, 148p2 et 148p6 pour un total d'environ 49 675 m², sous réserve d'arpentage, en état libre au profit de la SPL Euralille ou de toute entité spécialement constituée et à laquelle elle se substituerait dans le cadre de cette cession ;

2. D'opérer cette cession au prix de 60 € HT/m² de terrain, soit un montant d'environ 2 980 500 € HT pour une surface de terrain d'environ 49 675 m², conformément aux avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date des 12 octobre 2023, 25 janvier et 7 mai 2024, l'ensemble des frais inhérents à la vente étant à la charge de l'acquéreur ;

3. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout acte et document à intervenir dans le cadre de cette cession, y compris l'acte contenant l'état descriptif de division en volumes ainsi que toute constitution de servitudes liées à cette division, étant entendu que :
    - la vente interviendra suivant les conditions ci-dessus exposées,
    - l'acte intègrera toutes les servitudes nécessaires pour l'entretien et la gestion des ouvrages du métro,

- l'acte comportera une clause indiquant que la SPL Euralille s'engage irrévocablement et fermement à mettre en œuvre l'ensemble des accords repris au traité de concession liant les parties,
- le transfert de propriété interviendra le jour de la signature de l'acte authentique de vente dressé par notaire,
- tous les frais inhérents à la vente demeurent à la charge de l'acquéreur ;

4. D'imputer les recettes d'un montant de 2 980 500 € HT aux crédits partiellement inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe Métropole Ecologiste Citoyenne et Solidaire ayant voté contre.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110679-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0223

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ADAPTATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET CREATIONS D'EMPLOIS

Vu l'article L 311-1 du CGFP précisant que chaque emploi permanent de l'établissement a vocation à être occupé par un agent titulaire de la fonction publique ;

Vu l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP) modifié portant sur la création des emplois de l'établissement par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu l'article L 332-8 du CGFP précisant, par principe de dérogation, que des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et que le recrutement de fonctionnaires a été infructueux ;

Vu la délibération n° 24-C-0105 du 19 avril 2024 portant adaptation du tableau des effectifs et créations d'emplois au 1er mai 2024.

I. Exposé des motifs

Il appartient au Conseil métropolitain de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services. Ainsi, la gestion des effectifs et de la masse salariale intervient dans le respect des crédits budgétaires annuellement ouverts à cette fin par le Conseil métropolitain.

Des adaptations au tableau des effectifs apparaissent néanmoins, indispensables afin de répondre aux besoins de notre établissement et aux décisions relatives au développement de carrière des agents métropolitains.

La présente délibération porte sur les ajustements du tableau des effectifs de la MEL au 1er juillet 2024.

Par ailleurs, compte tenu de la spécificité de certains emplois et de l'anticipation nécessaire à leur pourvoi, la présente délibération vient autoriser également leur recrutement par voie contractuelle.

ADAPTATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Au vu des évolutions organisationnelles et des décisions relatives au développement de carrière des agents métropolitains liées aux résultats de la commission

administrative paritaire du 26 mars 2024, 234 postes budgétaires sont supprimés afin de régulariser les effectifs budgétaires.

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs tel que présenté en annexe.

Le collège des représentants de l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces dispositions.

DEMANDE D'AUTORISATION DE RECRUTEMENT PAR VOIE CONTRACTUELLE PAR DÉFAUT DE RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES

Compte tenu de la spécificité de certains emplois et de l'anticipation nécessaire à leur pourvoi, il est demandé d'autoriser le recrutement par voie contractuelle pour 3 ans renouvelables, dès lors que les publications sur les emplois listés ci-dessous n'auraient pas permis de recruter un titulaire de la fonction publique ou un candidat inscrit sur liste d'aptitude.

Cadre d'emplois des attachés territoriaux sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux :

- Au sein du pôle Développement territorial et social
  - Chargé de mission

- Au sein du pôle Développement économique et emploi
  - Chargé de mission
  - Chef de service Aménagement et immobilier économiques
  - Chef de service Développement et transition des entreprises
  - Chef d'équipe Implantation

- Au sein de la direction générale déléguée Réseaux, services et mobilité-transports
  - Chef d'équipe gestion du domaine public
  - Chargé de pilotage des contrats
  - Chef d'équipe Études - urbaniste SIG
  - Responsable d'unité Exploitation des réseaux
  - Chargé de mission

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
  - Responsable unité CSP technique central
  - Conseiller commande publique
  - Conseiller marchés
  - Conseiller juridique grands contrats référent
  - Conseiller juridique référent

- Au sein du pôle Planification aménagement et habitat
  - Chargé de mission
  - Urbaniste conseil en planification

- Au sein du pôle Ressources humaines, innovation et dialogues
  - Conseiller interne en organisation

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux :

- Au sein de la direction générale déléguée Réseaux, services et mobilité-transports
  - Chef de projet adaptation et évolution de l'offre
  - Chef de projet création et évolution des sites de dépôt et de maintenance bus
  - Chef de projet matériels roulants métro et équipements
  - Chargé d'études diagnostic permanent
  - Chargé d'opération
  - Chargé de mission
  - Chef d'équipe Études - urbaniste SIG
  - Responsable d'unité Exploitation des réseaux

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
  - 3 chargés de mission
  - Chef de service stratégie et économie du patrimoine
  - Chief data officer
  - Chef de projet SI métiers
  - Data Steward
  - Change manager
  - Responsable des systèmes applicatifs
  - Ingénieur Data
  - Chef de projet SI data
  - Responsable d'unité projets SIG
  - Chef d'équipe gestion du parc applicatif
  - Responsable d'unité architecture des SIC et administration de l'ENT

- Au sein du pôle Développement territorial et social
  - Chargé de mission

- Au sein du pôle Planification aménagement habitat
  - Urbaniste conseil en planification

- Au sein de la direction générale déléguée Ressources
  - Consultant fonctionnel RH

- Au sein du pôle Développement économique et emploi
  - Chef d'équipe Implantation
  - Chef de service Aménagement et immobilier économiques
  - Chef de service développement et transition des entreprises

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux sur la base du décret n°2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux :

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
  - Directeur gestion des risques et sécurité
  - Directeur adjoint du numérique

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux sur la base du décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux :

- Au sein du pôle Ressources humaines, innovation et dialogues
  - Directeur Vie de l'agent

- Au sein du pôle Finances
  - Directeur Stratégie financière

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux sur la base du décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux :

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
  - Développeur SI

Dans l'hypothèse, par défaut, d'un recrutement contractuel de la catégorie A, la rémunération allouée serait fixée sur la base du traitement indiciaire attribué aux agents rattachés aux cadres d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux, des ingénieurs territoriaux, des techniciens territoriaux ou des administrateurs territoriaux, des attachés territoriaux en référence à un grade et un échelon qui tiendront compte de l'expérience de l'agent, en considération, notamment, de son parcours professionnel. Cette rémunération mensuelle brute de base sera augmentée du régime indemnitaire de la MEL, de l'indemnité de résidence, le cas échéant du supplément familial de traitement, des primes, allocations et prestations servies en application de l'article L714-11 du CGFP ainsi que de la participation employeur à la protection sociale complémentaire. Cette rémunération pourra faire l'objet d'une

réévaluation au moins tous les trois ans, notamment au vu des résultats des entretiens professionnels ou de l'évolution des fonctions, dans la limite des augmentations indiciaires ou indemnitaires pouvant être accordées sur la même période à un agent fonctionnaire de la MEL.

OUVERTURE D'UN EMPLOI NON PERMANENT AU CONTRAT DE PROJET

En juillet 2025, la MEL accueillera le grand départ du Tour de France. Dans le cadre du projet constitué par l'organisation de ce grand évènement sportif international, il est proposé de recruter par voie de contrat de projet un coordonnateur du programme de bénévoles.

En charge du programme de bénévolat de l'évènement pour le compte de la métropole, l'agent retenu aura la charge de :
- préparer les éléments d'aide à la décision relatif au programme ;
- assurer la sélection des bénévoles et leur bonne prise en compte administrative ;
- coordonner l'action des bénévoles dans le cadre de l'évènement ;
- faire le bilan du programme et de proposer des pistes d'amélioration.

Cet emploi non permanent relèvera du cadre d'emplois des attachés territoriaux sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Il sera pourvu par la voie d'un contrat de projet conformément aux articles L. 332-24 ; L. 332-25 et L. 332-26 du code général de la fonction publique.

La rémunération allouée sera fixée sur la base du traitement indiciaire attribué aux agents rattachés au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter le tableau des effectifs modifié tel que fixé en annexe ;

2) d'autoriser l'ouverture aux contractuels des emplois permanents à défaut de fonctionnaire, des postes énumérés dans cette délibération;

3) d'autoriser l'ouverture aux contractuels, sur le fondement de l'article L.332-34 du code général de la fonction publique, de l'emploi non permanent cité dans cette délibération ;

4) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder au recrutement sur les emplois considérés ;

5) d’autoriser à percevoir, lorsque ces postes bénéficient de cofinancement, les recettes correspondantes ;

6) d’imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts de fonctionnement dans la limite des crédits votés par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0223

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ADAPTATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET CREATIONS D'EMPLOIS

Vu l'article L 311-1 du CGFP précisant que chaque emploi permanent de l'établissement a vocation à être occupé par un agent titulaire de la fonction publique ;

Vu l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP) modifié portant sur la création des emplois de l'établissement par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Vu l'article L 332-8 du CGFP précisant, par principe de dérogation, que des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et que le recrutement de fonctionnaires a été infructueux ;

Vu la délibération n° 24-C-0105 du 19 avril 2024 portant adaptation du tableau des effectifs et créations d'emplois au 1er mai 2024.

I. Exposé des motifs

Il appartient au Conseil métropolitain de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services. Ainsi, la gestion des effectifs et de la masse salariale intervient dans le respect des crédits budgétaires annuellement ouverts à cette fin par le Conseil métropolitain.

Des adaptations au tableau des effectifs apparaissent néanmoins, indispensables afin de répondre aux besoins de notre établissement et aux décisions relatives au développement de carrière des agents métropolitains.

La présente délibération porte sur les ajustements du tableau des effectifs de la MEL au 1er juillet 2024.

Par ailleurs, compte tenu de la spécificité de certains emplois et de l'anticipation nécessaire à leur pourvoi, la présente délibération vient autoriser également leur recrutement par voie contractuelle.

ADAPTATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Au vu des évolutions organisationnelles et des décisions relatives au développement de carrière des agents métropolitains liées aux résultats de la commission

administrative paritaire du 26 mars 2024, 234 postes budgétaires sont supprimés afin de régulariser les effectifs budgétaires.

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs tel que présenté en annexe.

Le collège des représentants de l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces dispositions.

DEMANDE D'AUTORISATION DE RECRUTEMENT PAR VOIE CONTRACTUELLE PAR DÉFAUT DE RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES

Compte tenu de la spécificité de certains emplois et de l'anticipation nécessaire à leur pourvoi, il est demandé d'autoriser le recrutement par voie contractuelle pour 3 ans renouvelables, dès lors que les publications sur les emplois listés ci-dessous n'auraient pas permis de recruter un titulaire de la fonction publique ou un candidat inscrit sur liste d'aptitude.

Cadre d'emplois des attachés territoriaux sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux :

- Au sein du pôle Développement territorial et social
  - Chargé de mission

- Au sein du pôle Développement économique et emploi
  - Chargé de mission
  - Chef de service Aménagement et immobilier économiques
  - Chef de service Développement et transition des entreprises
  - Chef d'équipe Implantation

- Au sein de la direction générale déléguée Réseaux, services et mobilité-transports
  - Chef d'équipe gestion du domaine public
  - Chargé de pilotage des contrats
  - Chef d'équipe Études - urbaniste SIG
  - Responsable d'unité Exploitation des réseaux
  - Chargé de mission

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
  - Responsable unité CSP technique central
  - Conseiller commande publique
  - Conseiller marchés
  - Conseiller juridique grands contrats référent
  - Conseiller juridique référent

- Au sein du pôle Planification aménagement et habitat
    - Chargé de mission
    - Urbaniste conseil en planification

- Au sein du pôle Ressources humaines, innovation et dialogues
    - Conseiller interne en organisation

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux :

- Au sein de la direction générale déléguée Réseaux, services et mobilité-transports
    - Chef de projet adaptation et évolution de l'offre
    - Chef de projet création et évolution des sites de dépôt et de maintenance bus
    - Chef de projet matériels roulants métro et équipements
    - Chargé d'études diagnostic permanent
    - Chargé d'opération
    - Chargé de mission
    - Chef d'équipe Études - urbaniste SIG
    - Responsable d'unité Exploitation des réseaux

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
    - 3 chargés de mission
    - Chef de service stratégie et économie du patrimoine
    - Chief data officer
    - Chef de projet SI métiers
    - Data Steward
    - Change manager
    - Responsable des systèmes applicatifs
    - Ingénieur Data
    - Chef de projet SI data
    - Responsable d'unité projets SIG
    - Chef d'équipe gestion du parc applicatif
    - Responsable d'unité architecture des SIC et administration de l'ENT

- Au sein du pôle Développement territorial et social
    - Chargé de mission

- Au sein du pôle Planification aménagement habitat
    - Urbaniste conseil en planification

- Au sein de la direction générale déléguée Ressources
    - Consultant fonctionnel RH

- Au sein du pôle Développement économique et emploi
    - Chef d'équipe Implantation
    - Chef de service Aménagement et immobilier économiques
    - Chef de service développement et transition des entreprises

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux sur la base du décret n°2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux :

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
    - Directeur gestion des risques et sécurité
    - Directeur adjoint du numérique

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux sur la base du décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux :

- Au sein du pôle Ressources humaines, innovation et dialogues
    - Directeur Vie de l'agent

- Au sein du pôle Finances
    - Directeur Stratégie financière

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux sur la base du décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux :

- Au sein du pôle Secrétariat général et administration
    - Développeur SI

Dans l'hypothèse, par défaut, d'un recrutement contractuel de la catégorie A, la rémunération allouée serait fixée sur la base du traitement indiciaire attribué aux agents rattachés aux cadres d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux, des ingénieurs territoriaux, des techniciens territoriaux ou des administrateurs territoriaux, des attachés territoriaux en référence à un grade et un échelon qui tiendront compte de l'expérience de l'agent, en considération, notamment, de son parcours professionnel. Cette rémunération mensuelle brute de base sera augmentée du régime indemnitaire de la MEL, de l'indemnité de résidence, le cas échéant du supplément familial de traitement, des primes, allocations et prestations servies en application de l'article L714-11 du CGFP ainsi que de la participation employeur à la protection sociale complémentaire. Cette rémunération pourra faire l'objet d'une

réévaluation au moins tous les trois ans, notamment au vu des résultats des entretiens professionnels ou de l'évolution des fonctions, dans la limite des augmentations indiciaires ou indemnitaires pouvant être accordées sur la même période à un agent fonctionnaire de la MEL.

OUVERTURE D'UN EMPLOI NON PERMANENT AU CONTRAT DE PROJET

En juillet 2025, la MEL accueillera le grand départ du Tour de France. Dans le cadre du projet constitué par l'organisation de ce grand évènement sportif international, il est proposé de recruter par voie de contrat de projet un coordonnateur du programme de bénévoles.

En charge du programme de bénévolat de l'évènement pour le compte de la métropole, l'agent retenu aura la charge de :
- préparer les éléments d'aide à la décision relatif au programme ;
- assurer la sélection des bénévoles et leur bonne prise en compte administrative ;
- coordonner l'action des bénévoles dans le cadre de l'évènement ;
- faire le bilan du programme et de proposer des pistes d'amélioration.

Cet emploi non permanent relèvera du cadre d'emplois des attachés territoriaux sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Il sera pourvu par la voie d'un contrat de projet conformément aux articles L. 332-24 ; L. 332-25 et L. 332-26 du code général de la fonction publique.

La rémunération allouée sera fixée sur la base du traitement indiciaire attribué aux agents rattachés au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) d'adopter le tableau des effectifs modifié tel que fixé en annexe ;

2) d'autoriser l'ouverture aux contractuels des emplois permanents à défaut de fonctionnaire, des postes énumérés dans cette délibération;

3) d'autoriser l'ouverture aux contractuels, sur le fondement de l'article L.332-34 du code général de la fonction publique, de l'emploi non permanent cité dans cette délibération ;

4) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à procéder au recrutement sur les emplois considérés ;

5) d’autoriser à percevoir, lorsque ces postes bénéficient de cofinancement, les recettes correspondantes ;

6) d’imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts de fonctionnement dans la limite des crédits votés par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ANNEXE

TABLEAU DES EFFECTIFS

BUDGET GENERAL							
Cadres d'emplois et grades	CATEGORIE	Effectif budgétaire au 1er mai 2024		Emplois pourvus au 1er février 2024		Effectif budgétaire au 1er juillet 2024	
		A temps complet	A temps non complet	Nombre de postes occupés par des agents titulaires	Nombre de postes occupés par des agents contractuels	A temps complet	A temps non complet
Emplois Fonctionnels							
Directeur Général des Services	A	1	0	0	1	1	0
Directeur Général Adjoint des Services	A	16	0	6	3	16	0
Expert haut niveau/Directeur de projet							
Expert haut niveau/Directeur de projet	A	3	0	0	0	3	0
Filière Administrative							
Administrateur général	A	2	0	0	1	2	0
Administrateur hors classe	A	12	0	3	1	11	0
Administrateur	A	15	0	8	3	15	0
Attaché hors classe	A	54	0	13	0	18	0
Directeur territorial	A	25	0	22	0	25	0
Attaché principal	A	239	0	198	3	215	0
Attaché	A	306	0	253	50	312	0
Rédacteur principal de 1ère classe	B	105	0	81	1	101	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	70	0	59	5	67	0
Rédacteur	B	70	0	65	2	70	0
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	177	0	144	0	148	0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	96	0	74	1	85	0
Adjoint administratif	C	120	0	98	0	120	0
Filière technique							
Ingénieur général	A	2	0	0	0	2	0
Ingénieur en chef hors classe	A	14	0	7	2	13	0
Ingénieur en chef	A	36	0	26	5	36	0
Ingénieur hors classe	A	32	0	3	0	9	0
Ingénieur principal	A	233	0	205	3	214	0
Ingénieur	A	154	0	108	44	154	0
Technicien principal de 1ère classe	B	174	0	125	0	174	0
Technicien principal de 2ème classe	B	90	0	73	10	90	0
Technicien	B	60	0	45	2	55	0
Agent de maîtrise principal	C	218	0	182	0	194	0
Agent de maîtrise	C	147	0	124	0	131	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	124	0	89	0	103	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	116	0	73	0	99	0
Adjoint technique	C	195	0	182	2	195	0
Filière Animation							
Animateur principal de 1ère classe	B	0	0	0	0	0	0
Animateur principal de 2ème classe	B	0	0	1	0	1	0
Animateur	B	2	0	3	0	4	0
Adjoint d'Animation principal de 1ère classe	C	6	0	5	0	6	0
Adjoint d'Animation principal de 2ème classe	C	2	0	1	0	2	0
Adjoint d'Animation	C	4	0	1	0	2	0

ANNEXE

TABLEAU DES EFFECTIFS

BUDGET GENERAL							
Cadres d'emplois et grades	CATEGORIE	Effectif budgétaire au 1er mai 2024		Emplois pourvus au 1er février 2024		Effectif budgétaire au 1er juillet 2024	
		A temps complet	A temps non complet	Nombre de postes occupés par des agents titulaires	Nombre de postes occupés par des agents contractuels	A temps complet	A temps non complet
Filière Culturelle							
Conservateur du patrimoine en chef	A	2	0	0	0	1	0
Conservateur du patrimoine	A	2	0	0	0	1	0
Bibliothécaire principal	A	3	0	3	0	3	0
Bibliothécaire	A	1	0	0	0	0	0
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	3	0	2	0	3	0
Attaché de conservation du patrimoine	A	6	0	4	0	6	0
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	4	0	2	0	3	0
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	4	0	3	0	4	0
Assistant de conservation	B	2	0	2	0	2	0
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	1	0	0	0	1	0
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	2	0	0	0	1	0
Adjoint du patrimoine	C	3	0	2	0	3	0
Filière Médico-sociale							
Médecin territorial hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Médecin territorial de 1ère classe	A	2	0	0	2	2	0
Médecin territorial de 2ème classe	A	0	0	0	0	0	0
Conseiller supérieur socio-éducatif	A	1	0	0	0	1	0
Conseiller socio-éducatif	A	1	0	0	0	1	0
Infirmier en soins généraux hors classe	A	1	0	0	0	1	0
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	1	0	0	0	1	0
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	2	0	2	0	2	0
Infirmier de classe supérieure	B	1	0	0	0	1	0
Infirmier de classe normale	B	1	0	0	0	1	0
Filière Sociale							
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	2	0	1	0	1	0
Assistant socio-éducatif	A	3	0	2	0	3	0
Filière Activité physique et sportive							
Conseiller territorial des APS	A	1	0	0	0	1	0
Éducateur APS principal de 1ère classe	B	1	0	0	0	1	0
Éducateur APS principal de 2ème classe	B	1	0	0	1	1	0
Éducateur territorial APS	B	4	0	2	0	4	0
Listes des emplois occupés par des contractuels en référence à un indice							
Directeur Habitat	A	1	0	0	1	1	0
Administrateur SIG	A	1	0	0	1	1	0
Concepteur multimédia	B	1	0	0	1	1	0
Responsable animation	A	1	0	0	1	1	0
Chef du service Dettes et Garanties d'emprunts	A	1	0	0	1	1	0
Chef de service de la communication visuelle	A	1	0	0	1	1	0

ANNEXE

TABLEAU DES EFFECTIFS

BUDGET CREMATORIUMS							
Cadres d'emplois et grades	CATEGORIE	Effectif budgétaire au 1er mai 2024		Emplois pourvus au 1er février 2024		Effectif budgétaire au 1er juillet 2024	
		A temps complet	A temps non complet	Nombre de postes occupés par des agents titulaires	Nombre de postes occupés par des agents contractuels	A temps complet	A temps non complet
Filière Administrative							
Administrateur général	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur	A	0	0	0	0	0	0
Directeur territorial	A	0	0	0	0	0	0
Attaché hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Attaché principal	A	0	0	0	0	0	0
Attaché	A	1	0	0	1	1	0
Rédacteur principal de 1ère classe	B	0	0	0	0	0	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	0	0	0	0	0	0
Rédacteur	B	1	0	0	0	1	0
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	1	0	1	0	1	0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint administratif	C	1	0	1	0	1	0
Filière technique							
Ingénieur général	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur principal	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur	A	0	0	0	0	0	0
Technicien principal de 1ère classe	B	0	0	0	0	0	0
Technicien principal de 2ème classe	B	1	0	1	0	1	0
Technicien	B	1	0	0	1	1	0
Agent de maîtrise principal	C	0	0	0	0	0	0
Agent de maîtrise	C	2	0	1	0	2	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint technique	C	10	0	8	0	10	0

ANNEXE

TABLEAU DES EFFECTIFS

BUDGET EAU							
Cadres d'emplois et grades	CATEGORIE	Effectif budgétaire au 1er mai 2024		Emplois pourvus au 1er février 2024		Effectif budgétaire au 1er juillet 2024	
		A temps complet	A temps non complet	Nombre de postes occupés par des agents titulaires	Nombre de postes occupés par des agents contractuels	A temps complet	A temps non complet
Filière Administrative							
Administrateur général	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur	A	0	0	0	0	0	0
Attaché hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Directeur territorial	A	0	0	0	0	0	0
Attaché principal	A	0	0	0	0	0	0
Attaché	A	1	0	1	0	1	0
Rédacteur principal de 1ère classe	B	0	0	0	0	0	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	0	0	0	0	0	0
Rédacteur	B	0	0	0	0	0	0
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	1	0	1	0	1	0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint administratif	C	0	0	0	0	0	0
Filière technique							
Ingénieur général	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur principal	A	3	0	3	0	3	0
Ingénieur	A	5	0	4	1	5	0
Technicien principal de 1ère classe	B	1	0	1	0	1	0
Technicien principal de 2ème classe	B	1	0	0	0	1	0
Technicien	B	1	0	0	0	1	0
Agent de maîtrise principal	C	0	0	0	0	0	0
Agent de maîtrise	C	2	0	1	0	2	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint technique	C	1	0	0	0	1	0

ANNEXE

TABLEAU DES EFFECTIFS

BUDGET ASSAINISSEMENT							
Cadres d'emplois et grades	CATEGORIE	Effectif budgétaire au 1er mai 2024		Emplois pourvus au 1er février 2024		Effectif budgétaire au 1er juillet 2024	
		A temps complet	A temps non complet	Nombre de postes occupés par des agents titulaires	Nombre de postes occupés par des agents contractuels	A temps complet	A temps non complet
Filière Administrative							
Administrateur général	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur	A	0	0	0	0	0	0
Attaché hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Directeur territorial	A	0	0	0	0	0	0
Attaché principal	A	1	0	1	0	1	0
Attaché	A	2	0	1	0	2	0
Rédacteur principal de 1ère classe	B	1	0	0	0	1	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	2	0	1	0	2	0
Rédacteur	B	4	0	2	0	4	0
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	14	0	13	0	14	0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	11	0	7	1	11	0
Adjoint administratif	C	5	0	4	0	5	0
Filière technique							
Ingénieur général	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef hors classe	A	3	0	2	0	3	0
Ingénieur en chef	A	6	0	4	0	6	0
Ingénieur hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur principal	A	28	0	24	0	28	0
Ingénieur	A	19	0	13	6	19	0
Technicien principal de 1ère classe	B	27	0	24	0	27	0
Technicien principal de 2ème classe	B	23	0	19	1	23	0
Technicien	B	10	0	8	1	10	0
Agent de maîtrise principal	C	24	0	22	0	24	0
Agent de maîtrise	C	12	0	10	0	12	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	5	0	5	0	5	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	8	0	6	0	8	0
Adjoint technique	C	22	0	20	0	22	0

ANNEXE

TABLEAU DES EFFECTIFS

BUDGET TRANSPORT							
Cadres d'emplois et grades	CATEGORIE	Effectif budgétaire au 1er mai 2024		Emplois pourvus au 1er février 2024		Effectif budgétaire au 1er juillet 2024	
		A temps complet	A temps non complet	Nombre de postes occupés par des agents titulaires	Nombre de postes occupés par des agents contractuels	A temps complet	A temps non complet
Filière Administrative							
Administrateur général	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Administrateur	A	0	0	0	0	0	0
Attaché hors classe	A	1	0	1	0	1	0
Directeur territorial	A	1	0	1	0	1	0
Attaché principal	A	2	0	2	0	2	0
Attaché	A	5	0	4	1	5	0
Rédacteur principal de 1ère classe	B	1	0	1	0	1	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	1	0	0	1	1	0
Rédacteur	B	2	0	2	0	2	0
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	3	0	3	0	3	0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	2	0	2	0	2	0
Adjoint administratif	C	2	0	2	0	2	0
Filière technique							
Ingénieur général	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef	A	1	0	1	0	1	0
Ingénieur hors classe	A	0	0	0	0	0	0
Ingénieur principal	A	12	0	11	1	12	0
Ingénieur	A	10	0	9	3	12	0
Technicien principal de 1ère classe	B	7	0	5	0	5	0
Technicien principal de 2ème classe	B	4	0	3	1	4	0
Technicien	B	2	0	1	0	2	0
Agent de maîtrise principal	C	2	0	2	0	2	0
Agent de maîtrise	C	1	0	0	0	1	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1	0	0	0	1	0
Adjoint technique	C	3	0	3	0	3	0

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110698-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0224

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT DE FONCTION POUR NECESSITES ABSOLUES DE SERVICE

Vu le Code du travail et notamment son article L. 1224-3 relatif aux conditions de reprise des personnels affectés à une entité économique transférées ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 721-1 au titre duquel l'assemblée délibérante a compétence pour déterminer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué ;

Vu la délibération n° 23-C-0322 du 20 octobre 2023 relative à l'acquisition, par la Métropole européenne de Lille du complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes ;

Vu la délibération n° 24-B-0097 du 29 mars 2024 relative au différé de jouissance du complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes ;

Vu la délibération n° 24-C-0105 du 19 avril 2024 portant adaptation du tableau des emplois.

I. Exposé des motifs

Par délibération n°23-C-0322 en date du 20 octobre 2023, la MEL a pris la décision d'acquérir, auprès de l'Université Catholique de Lille, le complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes. Si l'acquisition est effective depuis le 17 avril 2024, la jouissance effective du bien ne prendra effet que le 1er juillet 2024 tel qu'acté par délibération 24-B-0097 du 29 mars 2024.

Trois salariés sont affectés par l'université catholique de Lille sur le site concerné. L'acquisition de ce complexe sportif constitue un transfert d'entité économique autonome au sens du code du travail. Dans ce cadre et conformément à l'article L.1224-3 du code du travail, il appartient à la personne publique acquéreuse " de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires […] le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération."

Les trois salariés seront ainsi intégrés aux effectifs métropolitains à compter du 1er juillet 2024, conformément à la délibération n°24-C-0105 du 19 avril 2024 portant adaptation du tableau des emplois.

L'un de ces salariés assure actuellement des fonctions de gardiennage et bénéficie à ce titre d'un logement de fonction. Pour le bon fonctionnement du site, le maintien de ces fonctions de gardiennage est nécessaire.

Compte tenu de la nature des missions exercées, la jouissance d'un logement de fonction revêt un caractère d'absolue nécessité. Il convient dès lors d'identifier le poste de jardinier du complexe sportif d'Ennetières-en-Weppes comme ouvrant droit à l'attribution d'un logement de fonction pour nécessités absolues de service. Ledit logement, présent parmi les biens intégrés au patrimoine métropolitain au titre de l'acquisition précitée, sera attribué à titre gracieux à l'agent occupant les fonctions concernées.

Le collège des représentants de l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces dispositions.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de permettre l'attribution d'un logement de fonction pour nécessités absolues de service à l'agent titulaire de l'emploi de jardinier au sein du complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts de fonctionnement dans la limite des crédits votés par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0224

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT DE FONCTION POUR NECESSITES ABSOLUES DE SERVICE

Vu le Code du travail et notamment son article L. 1224-3 relatif aux conditions de reprise des personnels affectés à une entité économique transférées ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 721-1 au titre duquel l'assemblée délibérante a compétence pour déterminer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué ;

Vu la délibération n° 23-C-0322 du 20 octobre 2023 relative à l'acquisition, par la Métropole européenne de Lille du complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes ;

Vu la délibération n° 24-B-0097 du 29 mars 2024 relative au différé de jouissance du complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes ;

Vu la délibération n° 24-C-0105 du 19 avril 2024 portant adaptation du tableau des emplois.

I. Exposé des motifs

Par délibération n°23-C-0322 en date du 20 octobre 2023, la MEL a pris la décision d'acquérir, auprès de l'Université Catholique de Lille, le complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes. Si l'acquisition est effective depuis le 17 avril 2024, la jouissance effective du bien ne prendra effet que le 1er juillet 2024 tel qu'acté par délibération 24-B-0097 du 29 mars 2024.

Trois salariés sont affectés par l'université catholique de Lille sur le site concerné. L'acquisition de ce complexe sportif constitue un transfert d'entité économique autonome au sens du code du travail. Dans ce cadre et conformément à l'article L.1224-3 du code du travail, il appartient à la personne publique acquéreuse " de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires […] le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération."

Les trois salariés seront ainsi intégrés aux effectifs métropolitains à compter du 1er juillet 2024, conformément à la délibération n°24-C-0105 du 19 avril 2024 portant adaptation du tableau des emplois.

L'un de ces salariés assure actuellement des fonctions de gardiennage et bénéficie à ce titre d'un logement de fonction. Pour le bon fonctionnement du site, le maintien de ces fonctions de gardiennage est nécessaire.

Compte tenu de la nature des missions exercées, la jouissance d'un logement de fonction revêt un caractère d'absolue nécessité. Il convient dès lors d'identifier le poste de jardinier du complexe sportif d'Ennetières-en-Weppes comme ouvrant droit à l'attribution d'un logement de fonction pour nécessités absolues de service. Ledit logement, présent parmi les biens intégrés au patrimoine métropolitain au titre de l'acquisition précitée, sera attribué à titre gracieux à l'agent occupant les fonctions concernées.

Le collège des représentants de l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces dispositions.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de permettre l'attribution d'un logement de fonction pour nécessités absolues de service à l'agent titulaire de l'emploi de jardinier au sein du complexe sportif Saint-Martin situé sur la commune d'Ennetières-en-Weppes ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts de fonctionnement dans la limite des crédits votés par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110685-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0225

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

COMPTE-RENDU ANNUEL - PRESENTATION DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

Vu l'article 5 de la loi n° 2019-828 du 6 aout 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 14 aout 2023 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales.

I. Exposé des motifs

Le rapport social unique (RSU) rassemble les indicateurs et données au titre de l'année 2023. Il dresse un panorama détaillé de l'établissement et des agents métropolitains ainsi qu'une évolution sur 3 ans des principaux indicateurs permettant le suivi des actions mise en œuvre dans le cadre des lignes directrices de gestion des ressources humaines. Sont ainsi étudiés 11 groupes de données abordant respectivement l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, la formation, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail, l'organisation du travail, les conditions de travail et qualité de vie, l'action sociale et la protection sociale, le dialogue social, la discipline et les mesures individuelles en faveur de l'environnement.

Une synthèse chiffrée des groupes de données est jointe à la présente délibération. Produit chaque année, le RSU doit être rendu public avant le 31 décembre et l'avis du comité social territorial doit être transmis dans son intégralité à l'assemblée délibérante. Le collège des représentants de l'établissement a approuvé à l'unanimité le RSU. Le collège des représentants du personnel a émis un avis favorable (2 pour : Autonomes, CFDT ; 8 abstentions : CGT, FO, FSU, sans étiquette).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de prendre acte du présent rendu-compte.

Résultat du vote : LE CONSEIL PREND ACTE DU PRÉSENT RAPPORT

Pour rendu exécutoire

24-C-0225

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

COMPTE-RENDU ANNUEL - PRESENTATION DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

Vu l'article 5 de la loi n° 2019-828 du 6 aout 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 14 aout 2023 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales.

I. Exposé des motifs

Le rapport social unique (RSU) rassemble les indicateurs et données au titre de l'année 2023. Il dresse un panorama détaillé de l'établissement et des agents métropolitains ainsi qu'une évolution sur 3 ans des principaux indicateurs permettant le suivi des actions mise en œuvre dans le cadre des lignes directrices de gestion des ressources humaines. Sont ainsi étudiés 11 groupes de données abordant respectivement l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, la formation, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail, l'organisation du travail, les conditions de travail et qualité de vie, l'action sociale et la protection sociale, le dialogue social, la discipline et les mesures individuelles en faveur de l'environnement.

Une synthèse chiffrée des groupes de données est jointe à la présente délibération. Produit chaque année, le RSU doit être rendu public avant le 31 décembre et l'avis du comité social territorial doit être transmis dans son intégralité à l'assemblée délibérante. Le collège des représentants de l'établissement a approuvé à l'unanimité le RSU. Le collège des représentants du personnel a émis un avis favorable (2 pour : Autonomes, CFDT ; 8 abstentions : CGT, FO, FSU, sans étiquette).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de prendre acte du présent rendu-compte.

Résultat du vote : LE CONSEIL PREND ACTE DU PRÉSENT RAPPORT

Les chiffres clés
Rapport Social Unique 2023

Emploi

3 073 agents en effectif global

2 771 agents en effectif actif

2 744 agents en effectif permanent actif

190 agents en effectif permanent non actif

Recrutement

477 recrutements sur emploi permanent

124 recrutements sur emploi non permanent

59 nouveaux apprentis

251 stagiaires école

Parcours pro

164 départs définitifs dont 44 en retraite

191 mobilités internes

260 agents promus

98% d'entretiens professionnels annuels réalisés

Formation

92 % des agents ont suivi une formation

2 640 agents formés

8 777 formations suivies

Rémunérations

171 M€ de budget

99,3% d'exécution de la masse salariale

43 138 € revenu brut annuel moyen

Action et protection sociale

144 864 convives servis au restaurant administratif

63 874 repas livrés sur les sites extérieurs

1 423 utilisateurs de la conciergerie

77% des agents permanents bénéficient d'une participation à la protection sociale complémentaire

Les chiffres clés
Rapport Social Unique 2023

Discipline

5 sanctions

4 du 1er groupe, **1** du 3ème groupe

40 % pour manquement à la qualité de service

Santé et sécurité au travail

99 accidents de service

7 maladies professionnelles

26 signalements

Dialogue social

8 Comités sociaux territoriaux

3 instances de la Formation Spécialisée en Santé, sécurité et conditions de travail

37 réunions d'information et de concertation

Organisation du travail

7,3% d'agents à temps partiel

61% des agents sont télétravailleurs

50% des agents ont choisi le cycle de 37h30

30% des agents bénéficient d'un aménagement sur 4,5 jours ou 9 jours sur 10



En moyenne, **580 bénéficiaires/mois** du remboursement domicile-travail transport en commun

325 bénéficiaires du forfait mobilité durable

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110722-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0226

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LES ARCHIVES DE LA MEL ET L'ASSOCIATION AR2L POUR LA PARTICIPATION A UN PROJET CULTUREL SUR LE THEME DU SPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le Livre II du Code du Patrimoine relatif aux Archives, notamment son article L212-6 ;

Vu la loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public ;

Vu la loi pour une République numérique n° 2016-1321 du 07 octobre 2016.

I. Exposé des motifs

Le service Archives de la MEL dispose d'un fonds d'archives contemporaines représentant 13 kilomètres linéaires de documents et composés d'archives de différents types : papier, photographies, bandes magnétiques, bobines de films argentiques, cassettes audio et vidéo, plans, maquettes, objets.
Le service Archives a engagé une dynamique de conservation et de communication de ces documents, notamment de ses archives photographiques, de sa collection de maquettes ainsi que de ses documents audiovisuels. Un certain nombre de ces documents sont les témoins des activités, pratiques et équipements sportifs du territoire métropolitain et du rayonnement de la MEL, notamment pour la période des années 1970-2000. Le contexte des prochains Jeux olympiques d'été invite les Archives de la MEL à faire vivre une partie de ce fonds d'archives, notamment via les outils numériques.

L'Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France est une structure interprofessionnelle. Centre de ressources livre et lecture, elle est aussi le lieu d'accompagnement des acteurs du livre et de la lecture en région ; ainsi que plus généralement du patrimoine écrit, graphique et littéraire.
Dans le cadre de son projet d'établissement 2024-2026, l'AR2L souhaite notamment mener des projets de valorisation dont des expositions virtuelles collaboratives ainsi que l'édition d'un ouvrage mettant en valeur le patrimoine de la région. En résonnance avec les Jeux olympiques qui se dérouleront à Paris durant l'été 2024, l'AR2L propose une exposition virtuelle sur le thème du sport. Un appel à collaboration a été lancé par l'Agence courant 2023, appel auquel a répondu le service Archives.
Ce partenariat permettra au service des Archives de la MEL :

- de participer activement à la création de cette exposition virtuelle en proposant des photographies tirées de ses fonds iconographiques,
- de mettre notamment en valeur des documents rares ou inédits relatif à l'histoire du Stadium, ainsi que des compétitions sportives qui s'y sont déroulées depuis les années 1970,
- de rendre accessible ces documents au public, notamment via le site internet de l'AR2L et sa bibliothèque numérique, l'Armarium.

Ainsi, il est proposé de nouer un partenariat avec l'association Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France afin de mettre en valeur ce patrimoine de la MEL à l'échelle régionale.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec l'association Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France.
Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0226

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LES ARCHIVES DE LA MEL ET L'ASSOCIATION AR2L POUR LA PARTICIPATION A UN PROJET CULTUREL SUR LE THEME DU SPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le Livre II du Code du Patrimoine relatif aux Archives, notamment son article L212-6 ;

Vu la loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public ;

Vu la loi pour une République numérique n° 2016-1321 du 07 octobre 2016.

I. Exposé des motifs

Le service Archives de la MEL dispose d'un fonds d'archives contemporaines représentant 13 kilomètres linéaires de documents et composés d'archives de différents types : papier, photographies, bandes magnétiques, bobines de films argentiques, cassettes audio et vidéo, plans, maquettes, objets.
Le service Archives a engagé une dynamique de conservation et de communication de ces documents, notamment de ses archives photographiques, de sa collection de maquettes ainsi que de ses documents audiovisuels. Un certain nombre de ces documents sont les témoins des activités, pratiques et équipements sportifs du territoire métropolitain et du rayonnement de la MEL, notamment pour la période des années 1970-2000. Le contexte des prochains Jeux olympiques d'été invite les Archives de la MEL à faire vivre une partie de ce fonds d'archives, notamment via les outils numériques.

L'Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France est une structure interprofessionnelle. Centre de ressources livre et lecture, elle est aussi le lieu d'accompagnement des acteurs du livre et de la lecture en région ; ainsi que plus généralement du patrimoine écrit, graphique et littéraire.
Dans le cadre de son projet d'établissement 2024-2026, l'AR2L souhaite notamment mener des projets de valorisation dont des expositions virtuelles collaboratives ainsi que l'édition d'un ouvrage mettant en valeur le patrimoine de la région. En résonnance avec les Jeux olympiques qui se dérouleront à Paris durant l'été 2024, l'AR2L propose une exposition virtuelle sur le thème du sport. Un appel à collaboration a été lancé par l'Agence courant 2023, appel auquel a répondu le service Archives.
Ce partenariat permettra au service des Archives de la MEL :

- de participer activement à la création de cette exposition virtuelle en proposant des photographies tirées de ses fonds iconographiques,
- de mettre notamment en valeur des documents rares ou inédits relatif à l'histoire du Stadium, ainsi que des compétitions sportives qui s'y sont déroulées depuis les années 1970,
- de rendre accessible ces documents au public, notamment via le site internet de l'AR2L et sa bibliothèque numérique, l'Armarium.

Ainsi, il est proposé de nouer un partenariat avec l'association Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France afin de mettre en valeur ce patrimoine de la MEL à l'échelle régionale.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec l'association Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France.
Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Convention de coopération sur l'*Armarium*, la bibliothèque numérique du patrimoine écrit, graphique et littéraire des Hauts-de-France

Entre :

AR2L Hauts-de-France (Agence régionale du Livre et de la Lecture),

12, rue Dijon

80000 Amiens

Représenté par son président, Monsieur Pascal MÉRIAUX

d'une part,

Et :

La Métropole Européenne de Lille, Etablissement Public de Coopération Intercommunale,

1 rue du Ballon

BP 749, 59034 Lille Cedex

Représentée par son Président, Monsieur Damien CASTELAIN,

Ci-après désigné par « Partenaire »

d'autre part,

Ci-après conjointement désignés par « les parties ».

AGENCE RÉGIONALE
DU LIVRE & DE LA LECTURE
HAUTS-DE-FRANCE

PRÉAMBULE

L'AR2L Hauts-de-France est une association – loi du 1er juillet 1901 – ayant pour missions d'accompagner et de soutenir l'ensemble des professionnels de la chaîne du livre en région.

Elle est composée de quatre commissions, dont la commission « patrimoine » ayant pour missions d'accompagner, de soutenir, d'expertiser et de mettre en réseau les structures conservant les fonds patrimoniaux écrits et graphiques.
Avec l'appui des professionnels du patrimoine en région, la commission « patrimoine » réalise et coordonne des programmes de signalement et de valorisation des fonds patrimoniaux.

Fort de ses missions de coopération entre professionnels et de ses programmes menés sur le patrimoine écrit, littéraire et graphique depuis plusieurs années, l'AR2L Hauts-de-France a créé, avec le soutien du Service du Livre et de la Lecture (SLL) et de la DRAC Hauts-de-France, un portail numérique dénommé « *L'Armarium, la bibliothèque numérique du patrimoine écrit, graphique et littéraire* », afin de diffuser et de valoriser le patrimoine écrit, littéraire et graphique local, régional et national.

Cette bibliothèque numérique a vocation à :

- Être un projet coopératif regroupant différents partenaires conservant des fonds patrimoniaux numérisés tels que des bibliothèques municipales, des services d'archives départementales et municipales, des maisons d'écrivain et des musées, etc.

- Offrir un outil de coopération gratuit au service de tous les établissements et dans lequel chacun peut valoriser le patrimoine qu'il conserve.

- Créer de manière collaborative une bibliothèque numérique regroupant et relayant des ressources numérisées sur le patrimoine. Diffuser et valoriser largement, de manière organisée, des ressources numériques sur le patrimoine local, régional et national.

- Organiser en région un programme de numérisation concertée permettant l'alimentation de l'Armarium et l'accès numérique des documents les plus pertinents, au meilleur coût et quels que soient les participants, leurs localisations ou leurs statuts.

- Être un outil gratuit grâce à la coordination du projet par l'AR2L Hauts-de-France, un travail technique par un prestataire et un hébergement et une maintenance gratuite pour les structures partenaires afin de stocker leurs images et leurs métadonnées

- Constituer un outil d'échange et de collaboration dans le domaine du patrimoine écrit et graphique.

Ce portail est mis en œuvre par l'AR2L Hauts-de-France, avec le soutien scientifique de la commission « patrimoine », et développé avec le logiciel libre *OMEKA* par la société prestataire *ETOELE*.

Son but est, d'une part, de permettre à des établissements de conservation du patrimoine écrit, graphique et littéraire de diffuser et de valoriser leurs fonds patrimoniaux numérisés et, d'autre part, d'offrir au public un accès libre et direct, sur un site internet unique, à une sélection de documents relevant du patrimoine écrit, graphique et littéraire des établissements partenaires.

L'objet de la Convention est de :

- préciser les modalités techniques de mise en ligne des documents numérisés du Partenaire,
- définir les conditions d'utilisation et de diffusion de ces documents,
- définir les règles spécifiques pour les métadonnées en vue d'homogénéiser l'ensemble de la base,
- préciser la méthode de travail entre l'établissement Partenaire et l'AR2L Hauts-de-France.

CONSIDÉRANT

– le Plan d'Action pour le Patrimoine Écrit (PAPE) lancé par le ministère de la Culture et de la Communication en 2006, le Schéma numérique des bibliothèques – recommandant la mise en œuvre d'actions de coopération numérique – et le référencement exhaustif des fonds patrimoniaux des bibliothèques françaises ;

– les missions de l'AR2L Hauts-de-France et sa volonté de poursuivre et d'enrichir ses missions de coopération, de mutualisation, de valorisation et de conservation du patrimoine écrit en région avec l'ensemble des partenaires régionaux et nationaux ;

– l'intérêt scientifique et la valeur patrimoniale des collections des établissements partenaires ;

– la volonté des parties d'engager une dynamique régionale à laquelle pourront contribuer d'autres établissements de conservation afin de progresser de manière significative dans le signalement et la valorisation numérique du patrimoine ;

– la volonté des parties de coopérer afin de proposer au grand public un accès gratuit et en ligne de documents patrimoniaux, ainsi qu'un outil gratuit de valorisation des fonds pour les professionnels en vue d'une meilleure démocratisation culturelle.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. MODALITÉS DE DIFFUSION DES DOCUMENTS NUMÉRISÉS DU PARTENAIRE

Les documents numérisés du Partenaire seront diffusés sur l'*Armarium*.

Trois méthodes sont proposées pour diffuser les ressources :

- Les structures partenaires peuvent faire héberger et diffuser leurs documents sur l'Armarium.

- L'AR2L Hauts-de-France propose un deuxième accès aux collections déjà en ligne en les référençant et en renvoyant le public sur le site du partenaire

- La mise en place du protocole OAI-PMH permet aux documents présents ou référencés sur le portail d'être interrogeables et interrogés. Grâce à ce protocole OAI-PMH, les documents et leurs métadonnées pourront être moissonnés et visibles sur d'autres bibliothèques numériques, telles que Gallica, Europeana, ou d'autres bibliothèques numériques d'établissements partenaires.

ARTICLE 2. MODALITÉS D'UTILISATION DES DOCUMENTS NUMÉRISÉS DU PARTENAIRE

Il pourra s'agir de documents issus des collections des communes ayant conventionné avec le partenaire mais également des fonds propres à celui-ci.

Dans le cadre de la présente Convention, il est convenu que :

- L'AR2L Hauts-de-France pourra utiliser les copies numériques et leurs métadonnées fournies par le Partenaire, pour tout usage et sur tout support, à des fins non commerciales.

- Le Partenaire pourra utiliser et récupérer les métadonnées de ses documents, produites par l'AR2L Hauts-de-France dans le cadre de la présente Convention, pour tout usage et sur tout support, à des fins non commerciales.

A cette fin, l'AR2L Hauts-de-France s'engage auprès du Partenaire à :

- diffuser et valoriser gratuitement ses fichiers numériques sur l'*Armarium* ;

- permettre le référencement des métadonnées sous la licence ouverte *ETALAB* ou sous toute autre licence permettant l'utilisation commerciale ou non commerciale des métadonnées ;

- réaliser des expositions virtuelles avec les documents hébergés ;

- réaliser des articles valorisés sur les documents hébergés ;

- réaliser, avec les documents hébergés, des outils de communication gratuits, à des fins non commerciales, pouvant entraîner des modifications d'ordre général du document ou encore la diffusion des images avec filigrane sur les réseaux sociaux ;

- partager les données et les documents grâce au protocole d'échange OAI-PMH avec d'autres établissements partenaires.

ARTICLE 3. COMITÉ SCIENTIFIQUE

L'*Armarium* est coordonné par l'AR2L Hauts-de-France avec le soutien d'un comité scientifique regroupant des partenaires de la commission « patrimoine ».

La coordination du projet est effectuée par les copilotes de la commission « patrimoine », par le directeur l'AR2L Hauts-de-France ainsi que par la chargée de mission « patrimoine » qui coordonne le projet avec les partenaires et les différents prestataires. Elle assure également la formation des éventuels vacataires en charge de l'alimentation du portail

et le suivi du travail.

Le comité scientifique travaille sur les corpus et établit les lignes directrices du projet. Des groupes de travail ont été formés avec le concours des partenaires pour travailler sur les thématiques mises en avant sur le portail.

Ces groupes de travail sont composés des professionnels des établissements partenaires et de personnalités extérieures spécialistes des thématiques. Ils sont chargés de délimiter le périmètre des thématiques et d'aider dans le choix des documents, faisant de ce portail une vitrine des richesses patrimoniales écrites et graphiques de la région.

Des groupes de travail scientifique seront constitués en lien avec les expositions virtuelles créées.

Il convient de préciser que les premières thématiques qui ont été définies par le comité scientifique portent sur la Grande Guerre 1914-1918, Au fil de l'eau, les personnages illustres et l'architecture monumentale, etc. Les thématiques futures qui viendront alimenter l'*Armarium* seront déterminées par la commission « patrimoine ».

ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DE L'AR2L Hauts-de-France

4.1. ENGAGEMENTS TECHNIQUES

Dans le cadre de la Convention, l'AR2L Hauts-de-France s'engage auprès du Partenaire à :

- coordonner le projet et travailler en collaboration avec le prestataire, le comité scientifique et les partenaires ;
- coordonner les mises à jour techniques du portail avec le prestataire ;
- proposer et organiser les futurs développements et évolution du portail selon les orientations définies au sein du comité scientifique ;
- obtenir du prestataire la plus grande sécurité concernant l'hébergement des documents numérisés ;
- mettre en œuvre des solutions techniques adéquates (utilisation d'un filigrane rappelant l'établissement de conservation, licence *creative commons*) en vue de lutter contre toute utilisation frauduleuse des documents hébergés ;
- retirer, à la demande du Partenaire ou d'un titulaire de droits, tout texte ou illustration en cas de réclamation dudit titulaire des droits ;
- accompagner chaque copie numérique mise en ligne d'une mention de source identifiant le Partenaire dans la notice, ainsi que d'un filigrane sur le document permettant l'identification de l'établissement de conservation dudit document ;
- accompagner chaque document d'une mention citant le nom de l'établissement propriétaire et la cote.
- fournir aux partenaires un fichier Excel correspondant au Dublin Core regroupant les zones à remplir pour l'homogénéisation des métadonnées ;
- former les partenaires au remplissage des fichiers de métadonnées et à l'espace dédié aux expositions virtuelles ;

- organiser les protocoles d'échanges de données (OAI-PMH) avec le Partenaire.

4.2 ENGAGEMENTS SCIENTIFIQUES

Dans le cadre de la Convention, l'AR2L Hauts-de-France s'engage auprès du Partenaire à :

- organiser les réunions des comités scientifiques et coordonner les groupes de travail ;
- travailler sur les sélections des ouvrages et effectuer le travail préparatoire à l'ajout de document en lien avec le Partenaire ;
- créer des métadonnées ou corriger celles existantes pour former une base homogène ;
- promouvoir les documents dans le cadre d'actions d'information et de valorisation ;
- exploiter les documents à titre gratuit et non exclusif sur l'*Armarium* pour favoriser la diffusion culturelle et, plus généralement, pour assurer la connaissance des fonds conservés dans la région Hauts-de-France.

ARTICLE 5. ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

5.1 ENGAGEMENTS TECHNIQUES

Dans le cadre de la présente Convention, le Partenaire accepte de fournir à l'AR2L Hauts-de-France, à titre gracieux, une sélection de fichiers JPEG et/ou PDF de documents numérisés issus de ses collections, une image illustrant le document pour les documents déjà en ligne, une copie du document à héberger en format JPEG et/ou PDF (moyenne définition = 300 dpi), ainsi que des métadonnées suivant les recommandations del'AR2L Hauts-de-France et du fichier Excel fourni.

Le Partenaire autorise l'AR2L Hauts-de-France à :

- diffuser à titre gracieux et non exclusif les fichiers numériques sur l'*Armarium* et permettre le référencement des métadonnées sous la licence ETALAB ou sous toute autre licence permettant une utilisation non commerciale ;
- imprimer ou télécharger par le public les documents numérisés avec le filigrane intégré ;
- mettre en place les échanges de données grâce au protocole OAI-PMH avec le service informatique du Partenaire ;
- diffuser, grâce au protocole OAI-PMH, des données avec des bibliothèques numériques partenaires (*Gallica*, *Europeana*, bibliothèques numériques des collectivités des Hauts-de-France) ;
- réaliser des outils de communication gratuits, à des fins non commerciales, pouvant entraîner des modifications d'ordre général aux documents numériques ou encore la diffusion des images avec filigrane sur les réseaux sociaux en vue de promouvoir l'*Armarium* ;
- Fournir à l'AR2L Hauts-de-France les documents complets, dans le cadre de leur participation à des expositions virtuelles, afin qu'ils soient hébergés et accessibles dans leurs intégralités sur l'Armarium.

Le Partenaire confie à l'AR2L Hauts-de-France, pour la durée de la présente Convention, la mission d'exploiter les documents hébergés sur l'*Armarium* en permettant l'exploitation des documents, à titre gratuit et non exclusif, ainsi qu'à promouvoir lesdits documents dans le cadre d'actions d'information et de valorisation (articles, expositions virtuelles…).

5.2 ENGAGEMENTS SCIENTIFIQUES

Le Partenaire s'engage à :

- désigner une personne dans son établissement comme référent, chargé de la gestion des droits de reproduction des documents, et fournir un document stipulant la politique de l'établissement sur la reproduction et la réutilisation des images ;
- permettre à la personne référente de participer au comité scientifique et/ou aux groupes de travail, et de devenir l'interlocuteur de l'AR2L Hauts-de-France sur ce projet ;
- ouvrir ses collections au personnel de l'AR2L Hauts-de-France en charge de ce projet afin que soient effectuées toutes les recherches sur les documents et le travail préparatoire ;
- établir avec l'AR2L Hauts-de-France la liste des documents sélectionnés, qui sera arrêtée chaque année au 31 décembre et validée par l'autorité compétente désignée par le partenaire et annexée à la convention ;
- travailler en lien avec le personnel de l'AR2L Hauts-de-France sur les métadonnées ;
- travailler en lien avec le personnel de l'AR2L Hauts-de-France sur la mise en valeur de contenu dans les expositions virtuelles (présentation, cartel…) ;
- remettre à l'AR2L Hauts-de-France les documents numériques sélectionnés, ainsi que l'ensemble des données complémentaires (notices bibliographiques, fichiers Excel, articles) ;
- corriger ses métadonnées pour former une base commune et homogène avec l'ensemble des partenaires ;
- participer à la rédaction de documents visant à la valorisation du portail.

ARTICLE 6. ENRICHISSEMENT DU PORTAIL AVEC DE NOUVEAUX DOCUMENTS

Le Partenaire et l'AR2L Hauts-de-France peuvent, d'un commun accord, en cours d'exécution de la présente Convention, enrichir l'*Armarium* par l'apport de nouveaux documents numérisés.

La remise de nouveaux documents par le Partenaire sera accompagnée d'éléments d'identification relatifs aux documents concernés (notice bibliographique, métadonnées…) et respectera les formats techniques définis par l'AR2L Hauts-de-France (Annexe 2).

AGENCE RÉGIONALE
DU LIVRE & DE LA LECTURE
HAUTS-DE-FRANCE

ARTICLE 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le code de la propriété intellectuelle définit les conditions de protection des œuvres de l'esprit au bénéfice de leurs auteurs, ayants droit ou ayants cause, et prévoit à cet effet les modalités de mise en œuvre du droit de représentation et de reproduction qui leur appartiennent.

Les documents qui seront mis en ligne sur l'Armarium sont des documents entrés dans le domaine public (statut des œuvres qui, au terme de leur durée de protection, ne nécessitent plus une demande d'autorisation d'exploitation quelconque), soit des documents encore protégés au titre de la propriété intellectuelle.

Si les documents concernés sont des documents protégés au titre de la propriété intellectuelle, le Partenaire s'engage à obtenir l'autorisation des auteurs, ayants droit ou ayants cause pour la représentation et la reproduction des documents.

A cet égard, le Partenaire s'engage à mettre en œuvre une démarche systématique de demande d'autorisation des auteurs, ayants droit ou ayants cause, et veillera à transmettre cette autorisation à l'AR2L Hauts-de-France.

Le Partenaire prend à sa charge toutes négociations avec les auteurs, ayants droit ou ayants cause qu'il aura pu contacter.

Les documents dont les auteurs, ayants droit ou ayant cause auront exprimé un refus ne seront pas mis en ligne et entraîneront le retrait du ou des documents concernés.

Le Partenaire prendra à sa charge et tentera de résoudre par la voie amiable ou judiciaire tout litige de propriété intellectuelle en lien avec l'exploitation des documents numérisés.

Les parties conviennent que les documents dont les auteurs, ayants droit ou ayant cause n'auraient pas pu être retrouvés, feront l'objet d'une diffusion sur l'*Armarium* dont elles assumeraient conjointement la responsabilité.

L'AR2L Hauts-de-France s'engage à retirer, à la demande du Partenaire ou d'un titulaire des droits, tout document en cas de réclamation dudit titulaire.

ARTICLE 8. MENTION DE SOURCE ET DE DROIT

Dans le cadre de la Convention, l'AR2L Hauts-de-France s'engage :

- à accompagner chaque copie numérique mise en ligne sur l'*Armarium* d'une mention de source identifiant la commune propriétaire du document.
- d'une mention de lieu de conservation dans les données de présentation du document reprenant le nom du partenaire.

Tous les documents diffusés par l'AR2L Hauts-de-France sur l'*Armarium* seront accompagnés de notices descriptives présentant l'ensemble des données sur l'œuvre (auteur, éditeur, date, cote, établissement de conservation, droits, …), ainsi que d'une licence *creative commons* qui apparaîtra à côté du document.

La licence *creative commons* proposée par l'AR2L Hauts-de-France au Partenaire informe le public des modalités d'utilisation suivantes : attribution, pas d'usage commercial et pas de modification. A cet égard, pour toute demande de modification ou d'utilisation du document numérisé à des fins commerciales, le public devra obtenir l'autorisation expresse du Partenaire.

Dans le cadre de la présente Convention, l'AR2L Hauts-de-France s'engage à permettre au public d'imprimer ou de télécharger le document numérisé, comportant un filigrane rappelant le nom du partenaire.

AGENCE RÉGIONALE
DU LIVRE & DE LA LECTURE
HAUTS-DE-FRANCE

ARTICLE 9. DURÉE ET RÉSILIATION

La présente Convention est prévue pour une durée venant à expiration le 31 juillet 2026 suivant sa signature.

Les conditions d'utilisation d'un document numérique stipulées à l'article 2 perdureront sans limitation de durée.

En cas de résiliation de plein droit de la Convention par le Partenaire, il convient de préciser que ce dernier pourra récupérer ses données et métadonnées, mais continuera de rester visible sur le portail, les échanges de données étant basés sur le protocole OAI-PMH.

Lorsque l'une des parties informe l'autre, par voie recommandée avec accusé de réception, de son intention de dénoncer la Convention, la partie mise en cause dispose d'un délai maximal de trois mois pour apporter les corrections demandées. A l'issue de ce délai, et à défaut d'accord entre les Parties, la convention est résiliée de plein droit.

Lorsqu'un établissement partenaire créé son portail numérique, il est libre de rester dans la Convention en partageant ses données via le protocole OAI-PMH.

ARTICLE 10. RECONDUCTION DE LA CONVENTION

Sans dénonciation de la présente Convention par voie recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant le terme, par l'une des parties, la présente Convention sera reconduite tacitement pour une période de 3 ans renouvelable dans les mêmes conditions.

ARTICLE 11. JURIDICTION

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

À défaut d'une solution amiable entre les deux parties ci-dessus nommées, tout litige entre les parties à la présente Convention sera de la compétence du Tribunal d'Amiens, lieu du siège social de l'AR2L Hauts-de-France.

FAIT À…....., LE ….....

Fait en trois exemplaires originaux

Pour la Métropole Européenne de Lille	Pour l'AR2L Hauts-de-France
Pour le Président Le Vice-Président Délégué	Le Président
Christian MATHON	Pascal MERIAUX

AGENCE RÉGIONALE
DU LIVRE & DE LA LECTURE
HAUTS-DE-FRANCE

ANNEXE 1. TERMINOLOGIE :

Armarium : Bibliothèque numérique du patrimoine écrit, graphique et littéraire.
Site accessible à l'adresse www.armarium-hautsdefrance.fr sur lequel est diffusé, à titre gratuit et non exclusif, les documents déjà numérisés des structures partenaires.

OMEKA : Logiciel libre spécialement développé pour les bibliothèques numériques.

Document numérique : Exemplaire numérique du document papier. Le document numérique contient un répertoire d'images (TIFF ou JPEG).

Prestataire : Il s'agit de la société ETOELE qui développe l'*Armarium*. Elle prend en charge l'hébergement des documents, l'exploitation, la maintenance et la formation du portail numérique.

OAI-PMH : C'est un protocole permettant l'échange des données d'un portail numérique à un autre. L'on parle de « moissonnage des données ».

Dublin core : Il s'agit d'un schéma de métadonnées génériques qui permet de décrire des ressources numériques ou physiques et d'établir des relations avec d'autres ressources. Il comprend au minimum quinze éléments de description formels (titre, créateur, éditeur), thématiques (sujet, description, langue…) et relatifs à la propriété intellectuelle. Il est obligatoire pour permettre des échanges de données avec le protocole OAI-PMH.

Fichier Excel de métadonnées : Tableau Excel reprenant toutes les zones descriptives à remplir pour établir une notice de présentation du document en respectant les zones du Dublin Core.

Licence ouverte ETALAB : Dans le cadre de la politique du Gouvernement en faveur de l'ouverture des données publiques (« Open Data »), ETALAB a conçu la « Licence Ouverte / Open Licence ». Cette licence, élaborée en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, facilite et encourage la réutilisation des données publiques mises à disposition gratuitement.

Licences Créative Commons : Créative Commons propose un ensemble de licences régissant les conditions de mise à disposition, de réutilisation et/ou de modification ou d'œuvres en ligne.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110640-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0227

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CIMETIERE METROPOLITAIN - CONVENTION DE GESTION - PRESENTATION DU BILAN DE GESTION 2023

Vu la délibération n° 19-C-0489 du Conseil en date du 28 juin 2019 actant le transfert de gestion du cimetière métropolitain à la commune de Wattrelos.

I. Exposé des motifs

Conformément à l'article 6 de la convention de transfert de gestion, la commune a établi un bilan de gestion annuel qu'elle a transmis à la Métropole Européenne de Lille accompagné des pièces justificatives.

De ce bilan, il ressort qu'un montant de 60 381,91 euros est à la charge du budget général de la MEL, un montant de 46 832,11 euros à son crédit.

Les dépenses engagées par la commune reprennent les charges de personnel ainsi que des dépenses en matière d'achats, de fournitures, de maintenance et d'entretien. Les recettes perçues par la commune proviennent de l'attribution de nouveaux terrains concédés, de la perception de droits de superposition, du renouvellement de contrats de concession, de concessions de cases de columbariums.

Les recettes et dépenses exposées ont été parfaitement justifiées par la commune de Wattrelos. Le bilan 2023 est donc sincère.

Il est proposé de valider le bilan de gestion 2023 établi par la commune de Wattrelos.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver le bilan de gestion 2023 remis par la commune de Wattrelos dans le cadre de la convention lui confiant la gestion intégrale du cimetière métropolitain ;

2) D’imputer les dépenses d’un montant de 60 381,91 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

3) D’imputer les recettes d’un montant de 46 832,11 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0227

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

CIMETIERE METROPOLITAIN - CONVENTION DE GESTION - PRESENTATION DU BILAN DE GESTION 2023

Vu la délibération n° 19-C-0489 du Conseil en date du 28 juin 2019 actant le transfert de gestion du cimetière métropolitain à la commune de Wattrelos.

I. Exposé des motifs

Conformément à l'article 6 de la convention de transfert de gestion, la commune a établi un bilan de gestion annuel qu'elle a transmis à la Métropole Européenne de Lille accompagné des pièces justificatives.

De ce bilan, il ressort qu'un montant de 60 381,91 euros est à la charge du budget général de la MEL, un montant de 46 832,11 euros à son crédit.

Les dépenses engagées par la commune reprennent les charges de personnel ainsi que des dépenses en matière d'achats, de fournitures, de maintenance et d'entretien. Les recettes perçues par la commune proviennent de l'attribution de nouveaux terrains concédés, de la perception de droits de superposition, du renouvellement de contrats de concession, de concessions de cases de columbariums.

Les recettes et dépenses exposées ont été parfaitement justifiées par la commune de Wattrelos. Le bilan 2023 est donc sincère.

Il est proposé de valider le bilan de gestion 2023 établi par la commune de Wattrelos.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'approuver le bilan de gestion 2023 remis par la commune de Wattrelos dans le cadre de la convention lui confiant la gestion intégrale du cimetière métropolitain ;

2) D’imputer les dépenses d’un montant de 60 381,91 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

3) D’imputer les recettes d’un montant de 46 832,11 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Bilan annuel de gestion

Exercice 2023

ETAT DES DEPENSES (pièce n°1)

1- Article 6-2-1-1 ***Charges de personnels***

▶Equivalent d'un demi-ETP du poste de conservateur de cimetière au grade de rédacteur principal 2ème classe échelon 7 : 21.700 €
Coût réel du poste de conservateur de cimetière limité au grade de rédacteur principal : 50.766,02 €
Prise en charge de la moitié de cette charge annuelle réelle : 25.383 €

▶Equivalent de 2/3 d'un ETP du poste chargé de l'entretien et de la gestion courante du cimetière sur la base d'un agent au grade d'adjoint technique principal de 2ème classe échelon 7 : **25.100 €**

TOTAL 1 : 50.483 €

2- Article 6-2-1-2 ***Dépenses en matière d'achats et de fournitures et maintenance et entretien autre que les espaces verts, curages et réseaux***

▶Location de 2 cabines de toilettes autonomes pour la Toussaint à la société WC LOC NORD suivant facture n° 2023-07135 en date du 14/11/2023 : **340,87 €**

▶Fourniture de 2 vélos taxi durant 2 jours pour la Toussaint à la société Happy Moov suivant facture n°2023-06606en date du 02/11/2023 : **1.992,00 €**

▶ Contrat d'entretien du portail et de la barrière d'accès, société GL. AUTOMATISMES : **324,00 €**

▶ Nettoyage des totems par la société EHTRE PAYSAGE suivant facture n° 2023-06566 en date du 26 octobre 2023 : **3.578,14 €**

▶Fourniture de 50 badges intratone suivant facture n° 2023-01095 du 9 mars 2023 : **600 €**

▶Intervention des agents municipaux en dehors des heures ouvrées (astreinte technique du samedi pour opérations funéraires) pour un total de **3.063,90 €** :

- 68,30 heures supplémentaires majorées soit 85,38 heures au taux horaire de 20,70 euros (taux horaire brut d'un adjoint technique principal de 2ème classe échelon 7) soit 1.767,37 €
- Indemnité d'astreinte samedi pour 2/3 (37,40 € x 52 x 2/3) = 1.296,53 € chargés

TOTAL 2 : 9.898,91 €

TOTAL1+2 : 60.381,91 €

Arrête le présent état de dépenses engagées par la ville de Wattrelos pour le compte de la MEL à la somme de : **Soixante mille trois cent quatre-vingt-un euros et quatre-vingt-onze centimes.**

Service de Gestion Comptable
de Tourcoing
Place de la Résistance
BP 50566
59209 TOURCOING CEDEX

Stéphanie DUQUENOY
Comptable Public

Wattrelos, le 25 janvier 2024
Le Maire

Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Bilan annuel de gestion

Exercice 2023

ETAT DES RECETTES (pièce n°2)

1- Recettes totales encaissées par la Ville de Wattrelos

-Concessions de terrains :	19 868.40 €
-Concessions des cases de columbariums :	13 099 €
-Droit de superposition de corps :	8 339 €
-Renouvellements concessions terrains :	18 091.60 €
-Renouvellements cases de columbariums :	6 505 €

TOTAL 1 = 65 903,00 €

2- Parts reversées aux CCAS des communes membres de MEL

-Concessions de terrains :	5 472.92 €
-Concessions des cases de columbariums :	3 295.00 €
-Droit de superposition de corps :	2 634.98 €
-Renouvellements concessions terrains :	5 815.27 €
-Renouvellements cases de columbariums :	1 852.72 €

TOTAL 2 = 19 070,89 €

▶ Recettes à reverser à la MEL (total 1-total 2) = **46 832,11 €**

Arrête le présent état de recettes à reverser à la MEL à la somme de :
Quarante-six mille huit cent trente-deux euros et onze centimes

Service de Gestion Comptable
de Tourcoing
Place de la Résistance
BP 50566
59209 TOURCOING CEDEX

Stéphanie DUQUENOY
Comptable Public

Wattrelos, le 25 janvier 2024
Le Maire

D. A. MAIRIE de WATTRELOS (Nord)

Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Annexe à l'état des recettes du bilan annuel de gestion (article 6-1)

Exercice 2023

Détail des versements aux CCAS des communes membres de la MEL

Commune siège de rattachement du CCAS	Montant du versement
- Allennes-les-Marais	35,33 €
- Bousbecque	106,00 €
- Comines	216,67 €
- Croix	176,67 €
- Ennetières en Weppes	106,00 €
- Halluin	106,00 €
- Hem	201,66 €
- La Madeleine	70,67 €
- Lambersart	69,33 €
- Leers	209,33 €
- Lille	302,14 €
- Lomme	259,07 €
- Marcq-en-Barœul	135,67 €
- Neuville en Ferrain	70,67 €
- Roubaix	3375,47 €
- Tourcoing	816,34 €
- Roubaix	3 120,98 €
- Villeneuve d'Ascq	289,34 €
- Wasquehal	106,00 €
- Wattrelos	12418,53 €
TOTAL	**19070,89 €**

Wattrelos, le 08 janvier 2024
Le Maire

Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Annexe à l'état des recettes du bilan définitif (article 6-1)

STATISTIQUES 2023

ACHAT DE COLUMBARIUMS

Achat 15 ans – 1 urne **TOTAL : 0**

Achat 30 ans – 1 urne **TOTAL : 0**

Achat 15 ans- Modulaire **TOTAL : 0**

Achat 30 ans- Modulaire

TOTAL : 0

Achat 15 ans- TOTEM

ROUBAIX : 8
CROIX : 1
MARCQ EN BAROEUL : 1
WASQUEHAL : 1
ENNETIERES EN WEPPES : 1
BOUSBECQUE : 1
HALLUIN : 1
TOURCOING : 2
WATTRELOS : 13
EXTERIEUR : 8
TOTAL : 37

Achat 30 ans – TOTEM

ROUBAIX :1
EXTERIEUR : 1
TOTAL : 2

Wattrelos, le 08 janvier 2024
Le Maire

Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Annexe à l'état des recettes du bilan définitif (article 6-1)

STATISTIQUES 2023

ACHAT DE CONCESSIONS

Achat 15 ans

LILLE : 1
LOMME : 1
LEERS : 1
TOURCOING : 1
ROUBAIX : 3
NEUVILLE EN FERRAIN : 1
LA MADELEINE : 1
WATTRELOS : 14
EXTERIEUR : 4
TOTAL : 27

Achat 15 ans ENFANT

TOTAL : 0

Achat 30 ans

VILLENEUVE D'ASCQ : 1
TOURCOING : 1
WATTRELOS : 16
EXTERIEUR : 3
TOTAL : 21

Achat 30 ans ENFANT

TOTAL : 0

Achat 50 ans

ROUBAIX : 1
WATTRELOS : 2
EXTERIEUR : 1
TOTAL : 4

Wattrelos, le 08 janvier 2024
Le Maire
Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Annexe à l'état des recettes du bilan définitif (article 6-1)

STATISTIQUES 2023

DISPERSIONS

Nombre : 371

Wattrelos, le 08 janvier 2024
Le Maire

Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Annexe à l'état des recettes du bilan définitif (article 6-1)

STATISTIQUES 2023

RENOUVELLEMENT DE COLUMBARIUMS

Renouvellement 15 ans – 1 urne	HEM : 2 TOURCOING : 1 MARCQ-EN-BAROEUL : 1 ROUBAIX : 3 WATTRELOS : 11 EXTERIEUR : 1 **TOTAL : 19**
Renouvellement 30 ans – 1 urne	WATTRELOS : 2 ROUBAIX : 1 EXTERIEUR : 1 **TOTAL : 4**
Renouvellement 15 ans – 2 urnes	ROUBAIX : 3 WATTRELOS : 11 **TOTAL : 14**
Renouvellement 30 ans – 2 urnes	WATTRELOS : 2 EXTERIEUR : 1 **TOTAL : 3**

Wattrelos, le 08 janvier 2024
Le Maire

Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Annexe à l'état des recettes du bilan définitif (article 6-1)

STATISTIQUES 2023

RENOUVELLEMENT DE CONCESSIONS

Renouvellement 15 ans

HEM : 1
LEERS : 2
LAMBERSART : 1
ROUBAIX : 7
TOURCOING : 1
CROIX : 1
WATTRELOS : 37
EXTERIEUR : 1

TOTAL : 51

Renouvellement 30 ans

VILLENEUVE D'ASCQ : 1
LILLE : 2
WATTRELOS : 11
ROUBAIX : 3
EXTERIEUR : 1

TOTAL : 18

Renouvellement
15 ans-ENFANT

TOTAL : 0

Renouvellement
30 ans-ENFANT

TOTAL : 0

Wattrelos, le 08 janvier 2024
Le Maire

Dominique BAERT

CIMETIERE METROPOLITAIN

Convention de Gestion
Métropole Européenne de Lille/Ville de Wattrelos, en date du 5 juillet 2019

Annexe à l'état des recettes du bilan définitif (article 6-1)

STATISTIQUES 2023

SUPERPOSITIONS

Superposition 15 ans	ALLENNES-LES-MARAIS : 1 ROUBAIX : 2 WATTRELOS : 1 EXTERIEUR : 1 **TOTAL : 5**
Superposition 30 ans	ROUBAIX : 3 TOURCOING : 1 HEM : 1 WATTRELOS : 5 EXTERIEUR : 1 **TOTAL : 11**
Superposition 50 ans	TOURCOING : 1 LOMME : 1 COMINES : 1 WATTRELOS : 5 **TOTAL : 8**

Wattrelos, le 08 janvier 2024
Le Maire

Dominique BAERT

Base OK

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

08/07/2019
A19-024592

LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION DU CIMETIERE METROPOLITAIN DE WATTRELOS L. 5215-27 du CGCT

Entre : La métropole européenne dont le siège est situé 1 rue du Ballon, CS50749, 59034 LILLE CEDEX, représentée par Damien CASTELAIN, son Président en exercice agissant en application de deux délibérations du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2019 n° 19 C 0489

Ci-après désignée « **La MEL** »
D'une part,

Et : La Commune de Wattrelos, sise à Wattrelos (59150), Place Delvainquière, représentée par Monsieur Dominique BAERT, Maire, agissant en application de la délibération n° 51 du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2019

Ci-après désignée « **La Commune** »
D'autre part,

PREAMBULE

La MEL est propriétaire d'un cimetière à vocation intercommunale situé sur le territoire de la Commune de Wattrelos (59150), 223, rue de Leers.

En application des articles L. 5215-20-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales et des préconisations de la circulaire du Ministère de l'Intérieur n° 69-222 du 8 mai 1969, pour des raisons pratiques tenant aux liens étroits de la fonction de gestion de ce cimetière avec les pouvoirs de police du Maire de la Commune d'implantation, la MEL a confié, par conventions successives, à la Commune de Wattrelos, la gestion partielle de la nécropole métropolitaine depuis sa création.

Le Conseil de Communauté a, par délibération du 13 décembre 2013, adopté une nouvelle convention actant le maintien de ce mode de gestion assorti de quelques ajustements dans la répartition des missions attribuées respectivement à la Commune et à la Métropole, portant sur l'entretien du cimetière.

Les parties se sont à nouveau rapprochées pour définir précisément les modalités d'une extension du transfert de gestion dans les conditions de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Par la présente convention, la MEL confie à la Commune, qui l'accepte, la gestion intégrale du cimetière métropolitain, sis à Wattrelos (59150) au lieu-dit "Le Beck", rue de Leers n° 223, dans les conditions de la présente convention définies ci-après et dans le respect des dispositions de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ainsi que du règlement du cimetière métropolitain arrêté par le Maire de Wattrelos en concertation avec le Président de la métropole européenne de Lille.

Nonobstant les opérations relevant des missions de police générale dévolues au Maire (articles L. 2212-1 et L. 2212-2 § 1 du CGCT) et celles relevant de la police des funérailles et des lieux de sépulture (articles L. 2213-7 à 15 du CGCT) qui ressortent de la compétence exclusive du Maire de la Commune du lieu d'implantation du cimetière, la Commune assure les missions définies par la présente convention sous le contrôle de la MEL.

Il est précisé que le bâtiment de l'ancien crématorium et le logement du gardien situés dans l'enceinte du cimetière métropolitain sont exclus du champ d'application de la présente convention. Ces bâtiments font ou feront l'objet d'une mise à disposition à la Commune par le biais de conventions séparées.

ARTICLE 2 – REPARTITION DES MISSIONS

2.1 – Missions de la Commune

Dans le cadre du transfert de gestion, la MEL confie à la Commune les missions suivantes :

- Gestion de la relation avec les usagers ;
- Gestion des terrains « communs » et des terrains concédés ;
- Gestion des sites cinéraires (columbariums et sites de dispersion) ;
- Opérations d'exhumation des restes mortels et/ou des urnes cinéraires inhumés dans les sépultures en terrain commun au terme du délai de rotation (étant entendu que ces restes devront être crématisés au crématorium de Wattrelos sauf opposition connue ou attestée) ;
- Maintien du site de dispersion dans l'attente de la réalisation d'un nouveau site rattaché au crématorium de Wattrelos
- Reprise administrative des cases de columbariums non renouvelées ;

- Gestion des dépôts temporaires en caveaux provisoires ;
- Conservation des archives du cimetière ;
- Tenue à jour et maintenance du logiciel de gestion ;
- Établissement d'un plan général d'aménagement et des éléments de signalétique correspondant en concertation avec la MEL ;
- Les travaux de maintenance (hors des missions de la MEL repris à l'article 2-3) ainsi que l'entretien courant (incluant le nettoyage régulier) de tous les aménagements notamment :
    - Clôture ;
    - Espaces verts, plantations diverses y compris les plantes annuelles et vivaces, haies, arbustes, arbres existants et l'entretien de toutes les allées, dallages, cheminements, espaces communs, d'une manière générale toutes les parties végétalisées du cimetière. (étant entendu que la Commune ne pourra pas procéder à l'arrachage ni à l'élagage des arbres existants sans l'accord préalable de la MEL) ;
    - Voirie incluant le réseau d'assainissement (après remise en état préalable par la MEL) ;
    - Caveaux provisoires ;
    - Columbariums ;
    - Jardins du souvenir et les différents espaces de dispersion collectifs et anonymes ;
    - Les points d'eau et réseaux d'eau potable;
- Maintenance d'un dispositif de contrôle d'accès des véhicules ;
- Gestion quotidienne du dispositif automatique d'ouverture et de fermeture du portail d'entrée du cimetière assurée par le gardien demeurant dans le logement du cimetière qui a fait l'objet d'une mise à disposition au profit de la Commune.

La Commune tiendra informée la MEL des aménagements et travaux de GER (gros entretien/renouvellement) qu'elle effectue dans l'enceinte du cimetière, et lui communiquera, si nécessaire, les documents permettant une bonne connaissance des projets.

La Commune est entièrement responsable de l'exécution des missions qui lui sont dévolues tant à l'égard de la MEL que des usagers et tiers.

La Commune s'engage à délibérer dans les deux mois des présentes sur le nouveau règlement intérieur qui sera délibéré par la MEL et à le faire appliquer au sein du cimetière.

Il est, en outre, rappelé autant que de besoin que le Maire assure les missions relevant des pouvoirs de police administrative dont notamment :

- Attribution et contrôle des droits d'entrée des véhicules des professionnels et des particuliers, dans le respect des dispositions du règlement du cimetière ;
- Exécution des injonctions de fermeture des espaces publics en cas d'alerte météorologique ou de conditions climatiques le justifiant (neige, verglas, ...) ;
- La mise en sécurité voire le démontage des monuments funéraires menaçant ruine en cas de défaillance des propriétaires et pour leur compte. (articles L2212-2 et 4 du CGCT, article L511-4-1 du code de la construction et de l'habitation)

2.2 – Moyens mis à disposition

La Commune s'engage à maintenir, en permanence, pendant toute la durée de la convention, en nombre et en qualification, les moyens humains nécessaires pour assurer la totalité de ses missions.

La Commune devra également affecter tous les biens nécessaires à l'exécution des missions confiées par la présente convention.

2.3 – Missions de la MEL

La MEL déterminera les catégories de concessions et la tarification liée.

La MEL procédera dans les deux ans de la présente convention à l'exhumation des 200 concessions expirées à la date du transfert de gestion soit le 01 janvier 2019.

Les travaux de construction, modernisation, extensions ainsi que les travaux de gros entretien/renouvellement (GER), des aménagements obligatoires et facultatifs du cimetière décidés lors du comité de pilotage mentionné à l'article 5.

ARTICLE 3 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans, elle prend effet à compter du 01 janvier 2019.

La MEL pourra mettre fin de manière anticipée à la convention après concertation avec la Commune ou sur proposition de cette dernière à partir de l'expiration de la troisième année.

Dans ce cas, la résiliation serait effective 3 mois après sa notification par la MEL.

ARTICLE 4 – ETAT DES LIEUX

La Commune déclare être parfaitement informée de l'état du cimetière.

Un état des lieux sera établi par exploit d'huissier à la charge de la métropole européenne de Lille.

La MEL remettra à la Commune :

- L'ensemble des plans (différents réseaux et souterrains) et diagnostics en sa possession ;
- Les contrats passés pour l'entretien du cimetière ;
- Les trousseaux de clés donnant accès au site.

A la fin de la convention, il sera établi un nouvel état des lieux contradictoire ou à défaut d'accord par exploit d'huissier au frais de la MEL.

La Commune s'engage à remettre les lieux en leur état d'origine pour ledit état des lieux, sauf disposition contraire expresse de la part de la MEL.

ARTICLE 5 – COMITE DE PILOTAGE

Il est constitué un comité de pilotage chargé de veiller à la bonne exécution de la présente convention auquel participeront

- le Vice-président de la MEL chargé du cimetière métropolitain,
- le maire de la Commune de Wattrelos ou un représentant,
- un responsable ou son représentant du service métropolitain en charge des travaux,
- un responsable ou son représentant du service métropolitain des espaces vert,
- un responsable ou son représentant du service métropolitain en charge de la supervision de la délégation de gestion,
- la conservatrice du cimetière.
- un responsable ou son représentant en charge des travaux de maintenance et d'entretien de la Commune de Wattrelos

Le Comité se réunira une fois par an mais pourra être convoqué à la demande de l'exécutif de l'une ou l'autre des structures co-contractantes.

La première convocation aura lieu à l'initiative du responsable en charge de la supervision de la délégation de gestion et s'effectuera au plus tard, pour la première, dans les deux mois de la réception du bilan annuel de gestion pour l'année 2019.
Le comité validera la réalisation des travaux de GER nécessaires à la pérennité et au bon fonctionnement du cimetière et fixera la prochaine date du comité

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

6.1 – Bilan annuel de gestion

Pour exécution des missions qui lui sont confiées par la présente convention, la Commune établit un bilan annuel de gestion dans les conditions définies ci-dessous. Ce document est visé par le Comptable du Trésor territorialement compétent et il est transmis par la Commune à la MEL accompagné de justificatifs détaillés de toutes les dépenses et recettes afférentes à l'exercice considéré. Ce bilan annuel de gestion est validé annuellement par le Conseil de la métropole.

La Commune récapitule, dans ce document, l'ensemble des dépenses effectuées et des recettes encaissées au cours de l'exercice considéré.

La Commune doit transmettre à la MEL avant le 31 janvier de l'année n+1, le bilan annuel de gestion de l'année n, établi selon les dispositions de la présente convention mais non certifié. La certification dudit bilan par le Comptable du trésor devra être transmise au plus tard le 15 février de l'année n+1.

La MEL se réservera le droit de demander à la Commune, dans un délai de deux (2) mois, des informations complémentaires sur le bilan annuel de gestion et sur les justificatifs produits ainsi que tout autre document utile au suivi de la gestion du cimetière métropolitain.

Le bilan annuel de gestion est accompagné de l'ensemble des pièces justificatives des dépenses et des recettes.

Il comporte, en outre, une annexe avec des statistiques sur l'activité du service, notamment :

- le nombre d'inhumations en sépultures "classiques" et en sépultures cinéraires, par Commune d'origine ;
- le nombre de concessions nouvelles (par nature, par catégorie et par Commune d'origine des attributaires) ;
- le nombre de renouvellements de concessions (par nature, par catégorie et par Commune d'origine des attributaires initiaux) ;
- le nombre de concessions disponibles par catégorie et par nature ;
- Le détail des dépenses en matière de frais de personnel liées à l'exploitation du cimetière ;
- Le détail des dépenses en matière d'achats, de fournitures nécessaires à l'exploitation du cimetière.

Cette annexe comporte également toute information permettant à la MEL d'apprécier les conditions de fonctionnement du service.

6.2 – Dépenses

La MEL prendra en charge les dépenses liées aux opérations visées à l'article 2.1 ci-dessus.

Elles sont décomposées comme suit :

6.2.1 Typologie des dépenses

6.2.1.1 Les dépenses relatives aux charges de personnels, à savoir :

- L'équivalent d'un demi-ETP du poste de conservateur de cimetière sur la base d'un agent au grade de rédacteur principal 2èmes classe échelon 7.

Cette prise en charge se basera sur une logique de remboursement au coût réel qui se limite au grade de rédacteur principal.
La Commune devra pour ce faire communiquer à la MEL dans son bilan annuel de gestion la fiche de paye du conservateur du cimetière du mois de décembre de l'année concernée par l'exercice.

La MEL remboursera à ce titre, la moitié de cette charge annuelle à la Commune. Aucune évolution grade ne pourra être prise en compte pendant cette convention.

- L'équivalent de 2/3 d'un ETP d'un poste chargé de l'entretien et de la gestion courante du cimetière sur la base d'un agent au grade d'adjoint technique principal de 2ème classe échelon 7.

Cette prise en charge se base sur une logique de remboursement à l'euro/l'euro qui se limite au grade d'adjoint technique de 2ème classe.

La Commune devra pour ce faire transmettre à la MEL dans son bilan annuel de gestion les fiches de paye des mois de décembre de l'année concernée des agents ainsi que la répartition de leurs temps de travail. Ces fiches de paye et cette répartition permettront de faire la moyenne équivalente à 2/3 ETP du poste de chargé d'entretien et de gestion courante.
La somme inscrite dans le bilan et remboursée à la Commune par la MEL ne pourra excéder le coût annuel d'un agent au grade d'adjoint technique principal de 2ème classe échelon 7.

La MEL remboursera à ce titre, deux tiers (2/3) de cette charge annuelle à la Commune. Aucune évolution du grade ne pourra être prise en compte pendant cette convention.

6.2.1.2 Dépenses en matière d'achats et de fournitures et maintenance et entretien autre que les espaces verts, curage et réseaux: Le bilan annuel de gestion retrace l'intégralité des dépenses relatives aux achats et fournitures nécessaires à l'exploitation du cimetière.

Sur ce poste de dépenses :

→ Pour les opérations dont le montant est supérieur à 4 000 € HT, la Commune devra solliciter l'accord écrit de la MEL sur la base d'un rapport technique et financier établi par la Commune et joint à la demande.
Le silence de la MEL, à l'expiration d'un délai de soixante (60) jours ouvrés à compter de la réception de la demande écrite, équivaudra à un accord pour réaliser les opérations projetées.
Les dépenses en résultant seront ainsi prises en compte et mentionnées dans le bilan annuel de gestion que la Commune transmet-à la MEL. La MEL participera intégralement aux frais associés.
Pour des raisons de sécurité et d'urgence, les opérations supérieures au montant fixé ci-dessus pourront être décidées par la Commune, dans ce cas, elles devront être entérinées par la MEL dans un délai de 48 heures (hors samedi, dimanche et jours fériés) à compter de leur mise en œuvre et au vu d'un rapport technique et financier.

→ Pour les opérations dont le montant est inférieur à 4000 € HT, elles ne pourront excéder un montant annuel total de 10 000 € HT. En cas de dépassement de ce plafond, la Commune devra solliciter l'accord écrit de la MEL sur la base d'un rapport technique et financier établi par la Commune et joint à la demande.
Le silence de la MEL, à l'expiration d'un délai de soixante (60) jours ouvrés à compter de la réception de la demande écrite, équivaudra à un accord pour réaliser les opérations projetées.

Pour des raisons de sécurité et d'urgence, les opérations excédant le montant du plafond fixé ci-dessus pourront être décidées par la Commune, dans ce cas, elles devront être entérinées par la MEL dans un délai de 48 heures (hors samedi, dimanche et jours fériés) à compter de leur mise en œuvre et au vu d'un rapport technique et financier.

Les sommes dues à la Commune seront mandatées par la MEL sur la base du bilan annuel de gestion dans les conditions mentionnées à l'article 6.1.

6.2.1.3 Pour les dépenses nécessaires à l'entretien des espaces verts, le curage et l'entretien des réseaux, la MEL s'engage, à verser annuellement à la Commune les montants mentionnés ci-dessous :

- Entretien des espaces verts = 104 000 € TTC
- Entretien et curage des réseaux = 20 400 € TTC

Ces montants seront fixes pendant la durée de la convention.
Toute modification de ces montants nécessitera la signature d'un avenant à la présente convention.

Pour le 1er semestre 2019 (du 1er janvier au 30 juin), les dépenses relatives à l'entretien des espaces verts, au curage et à l'entretien des réseaux sont portées par la MEL dans le cadre de son marché. La commune devra uniquement porter ces dépenses sur le 2ème semestre 2019.
A ce titre, il est prévu que le versement au titre de l'année 2019 pour ces dépenses soit de :

- 52 000 € pour l'entretien des espaces verts
- 10 200 € pour l'entretien et le curage des réseaux

6.2.2 Modalités de versement

6.2.2.1 Pour les dépenses en matière d'achats et de fourniture

Les sommes dues à la Commune sont mandatées par la métropole européenne de Lille, sur la base du bilan annuel de gestion mentionnées à l'article 6.1, dans le mois de la délibération du conseil métropolitain validant le bilan annuel de gestion transmis par la Commune.

6.2.2.2 Pour les dépenses nécessaires à l'entretien des espaces vert, le curage et l'entretien des réseaux

Les participations de la MEL mentionné au point 6.2.1.3 seront versées :

- 60% au plus tard le 31 mars de l'année n
- 40% au plus tard le 31 octobre de l'année n

6.3 - Recettes liées aux concessions funéraires :

Les tarifs des concessions de terrain dans le cimetière Métropolitain y compris dans les espaces cinéraires individualisés (cavurnes…) et des cases dans les columbariums ainsi que le montant de la taxe de superposition de corps y afférente sont fixés par la MEL.
Les tarifs sont révisés et font l'objet d'une délibération par le conseil Métropolitain.
Les nouvelles tarifications sont notifiées par la MEL à la Commune pour mise en œuvre, au plus tard, quinze (15) jours avant la date d'application.

Afin de faciliter la gestion de proximité, la Commune est autorisée à percevoir les recettes pour le compte de la MEL sur la base des tarifs en vigueur définis, par catégorie de concessions, par délibération du conseil de la métropole.

La Commune est chargée de verser une part des recettes encaissées pour le compte de la MEL au profit des centres communaux d'action sociale (CCAS) des Communes membres de la MEL dans les conditions fixées par délibération du conseil de la métropole. Les modalités de cette répartition sont reprises en annexe à la présente convention. En cas de modifications décidées par la MEL, ladite annexe sera mise à jour et visée par les parties contractantes.

L'état détaillé de cette répartition est joint au bilan annuel de gestion défini à l'article 6.1.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

7.1 Responsabilité civile :

La Commune souscrira une police d'assurance permettant de garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et ce de manière à ce que la métropole européenne de Lille ne soit pas inquiétée et que sa responsabilité ne soit pas recherché.

La Commune sera tenu responsable de tous les dommages, incidents et accidents inhérents aux missions objet de la présente convention de transfert de gestion ainsi qu'à l'utilisation qu'elle fait du cimetière.

7.2 Recours :

La Commune et ses assureurs devront renoncer au recours pour quelque cause que ce soit contre la métropole européenne de Lille et ses assureurs.

7.3 Attestations d'assurances :

La Commune transmet à la métropole européenne de Lille au moment de la signature et sur simple demande de cette dernière, l'attestation de police d'assurances correspondante précisant les risques couverts, la durée des garanties, le montant de franchise, la renonciation à recours, les principales exclusions et les limites contractuelles d'indemnisation.

Pendant toute la durée du contrat, les garanties et montants de garanties seront en rapport avec l'utilisation qui est faite du cimetière.

La présentation de cette attestation d'assurance ainsi que des garanties effectivement souscrites ne modifie en rien l'étendue des charges et responsabilités qui incombent à la Commune au titre de la présente convention.

Cette communication n'engage en rien la responsabilité de la métropole européenne de Lille pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avéreraient insuffisants.

Fait à Wattrelos, le 5 juillet 2019
Fait à Lille, le 12 JUIL. 2019

Pour la Commune de Wattrelos, Le Maire	Pour la Métropole Européenne de Lille, Le Vice- Président
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE MAIRIE DE WATTRELOS	MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE Alain BEZIRARD Vice-président 017

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110730-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0228

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

DELIBERATION PORTANT REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS ENGAGES PAR LES AGENTS DANS LE CADRE DE MISSIONS PARTICULIERES SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction publique ;

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu le règlement intérieur adopté par délibération ;

I. Exposé des motifs

En application de l'article 3 du décret n°2006-781, les agents se déplaçant pour les besoins du service hors de leur résidence administrative et familiale, peuvent prétendre sous certaines conditions, à la prise en charge de leurs frais de repas et d'hébergement sous la forme d'indemnités de mission, ainsi que de leurs frais de transport et ce conformément aux modalités fixées dans le règlement intérieur.
La notion de résidence administrative correspond au territoire de la commune sur lequel se situe, à titre principal, le service où l'agent est affecté.

Sur ce dernier point précisément, l'article 4 du décret du 19 juillet 2001 prévoit que pour l'application du décret du 3 juillet 2006 précité, constituent une seule et même commune, toute commune et les communes limitrophes, desservies par des moyens de transports publics de voyageurs. L'article 4 précité ajoute que, toutefois, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, l'assemblée délibérante de la collectivité peut déroger à l'application de cette disposition.

À ce titre, la présente délibération vise à autoriser, à titre dérogatoire, le remboursement des frais de repas des agents amenés à réaliser certaines missions sur des communes limitrophes et desservies par des moyens de transports compte tenu de circonstances particulières et ce conformément à l'intérêt du service.

Sont concernés par cette dérogation les agents, travaillant en journée continue, en charge d'une intervention technique en régie nécessitant une surveillance continue du chantier, l'installation de matériel ne pouvant être replié lors de la pause méridienne ou nécessitant l'utilisation de matériaux dont le délai d'application est contraint.

Pour ce type d'interventions, les agents pourront, sur autorisation de leur encadrant, établir un ordre de mission et bénéficier de la prise en charge de leur frais de restauration conformément aux modalités définies dans le règlement intérieur en application du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.

Le collège des représentants de l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces dispositions.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le remboursement des frais de repas dans les conditions précisées dans cette délibération et conformément aux modalités fixées dans le règlement intérieur ;

2) De mettre à jour le règlement intérieur pour intégrer cette disposition dérogatoire ;

3) D'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts de fonctionnement dans la limite des crédits votés par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0228

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

DELIBERATION PORTANT REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS ENGAGES PAR LES AGENTS DANS LE CADRE DE MISSIONS PARTICULIERES SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction publique ;

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu le règlement intérieur adopté par délibération ;

I. Exposé des motifs

En application de l'article 3 du décret n°2006-781, les agents se déplaçant pour les besoins du service hors de leur résidence administrative et familiale, peuvent prétendre sous certaines conditions, à la prise en charge de leurs frais de repas et d'hébergement sous la forme d'indemnités de mission, ainsi que de leurs frais de transport et ce conformément aux modalités fixées dans le règlement intérieur.
La notion de résidence administrative correspond au territoire de la commune sur lequel se situe, à titre principal, le service où l'agent est affecté.

Sur ce dernier point précisément, l'article 4 du décret du 19 juillet 2001 prévoit que pour l'application du décret du 3 juillet 2006 précité, constituent une seule et même commune, toute commune et les communes limitrophes, desservies par des moyens de transports publics de voyageurs. L'article 4 précité ajoute que, toutefois, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, l'assemblée délibérante de la collectivité peut déroger à l'application de cette disposition.

À ce titre, la présente délibération vise à autoriser, à titre dérogatoire, le remboursement des frais de repas des agents amenés à réaliser certaines missions sur des communes limitrophes et desservies par des moyens de transports compte tenu de circonstances particulières et ce conformément à l'intérêt du service.

Sont concernés par cette dérogation les agents, travaillant en journée continue, en charge d'une intervention technique en régie nécessitant une surveillance continue du chantier, l'installation de matériel ne pouvant être replié lors de la pause méridienne ou nécessitant l'utilisation de matériaux dont le délai d'application est contraint.

Pour ce type d'interventions, les agents pourront, sur autorisation de leur encadrant, établir un ordre de mission et bénéficier de la prise en charge de leur frais de restauration conformément aux modalités définies dans le règlement intérieur en application du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.

Le collège des représentants de l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces dispositions.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser le remboursement des frais de repas dans les conditions précisées dans cette délibération et conformément aux modalités fixées dans le règlement intérieur ;

2) De mettre à jour le règlement intérieur pour intégrer cette disposition dérogatoire ;

3) D'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts de fonctionnement dans la limite des crédits votés par le Conseil de la Métropole.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110710-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

24-C-0229

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BONDUES -

CHEMIN SAINT GEORGES - PREJUDICES SUBIS PAR DES PROPRIETAIRES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

I. Exposé des motifs

Madame P. et Monsieur G. se sont portés acquéreurs d'une maison sise 3 chemin Saint Georges à BONDUES. Préalablement à cette acquisition, la Métropole Européenne de Lille a indiqué que le secteur était situé en zone d'assainissement collectif, mais non desservi par le réseau public de collecte des eaux usées aboutissant à une station d'épuration. Un contrôle de fonctionnement et d'entretien du système d'assainissement non collectif devait être fait par la Métropole Européenne de Lille.
La visite de terrain du 3 décembre 2020 conclut à l'incomplétude de l'installation d'assainissement et donc à sa non-conformité ; la MEL enjoignant alors Madame P. et Monsieur G. à installer une filière d'assainissement complète.
Cette information a conduit les propriétaires à réaliser des travaux d'installation d'un système d'assainissement autonome en mai 2021.
Par courrier du 20 octobre 2021, Madame P. et Monsieur G. ont été informés par la MEL que leur parcelle était, en réalité, desservie par le réseau public de collecte des eaux usées et raccordable à ce réseau.

Les propriétaires ont donc introduit une requête indemnitaire devant le Tribunal administratif de Lille le 18 mars 2022 (n°2202066). Elle vise à la condamnation de la MEL à leur verser une somme de 35 734,70 € TTC au titre de l'intégralité des préjudices subis dont 23 684,70 € au titre des préjudices matériels, et 12 050 € au titre des préjudices immatériels auxquels s'ajoute un montant de 2 500 € de frais irrépétibles.

A la demande des requérants, une démarche transactionnelle avant jugement a été engagée en juillet 2023.

En accord avec l'ensemble des parties, il est proposé de conclure un protocole transactionnel entre la MEL et les deux propriétaires dans le cadre duquel la MEL s'engage à verser une indemnité globale, forfaitaire et définitive de 20 224,33 € ; en contrepartie à l'indemnisation d'une partie du préjudice qu'ils estiment avoir subi, les propriétaires s'engagent au désistement de l'instance en cours (n° 2202066).

A noter que l'indemnisation sera versée par l'intermédiaire de l'assureur responsabilité civile de la MEL, subrogé dans les droits de la MEL dans le cadre de ce contentieux ; la franchise d'un montant de 1 500 € restant à la charge de l'établissement.

Compte tenu de l'intérêt réciproque des parties de mettre fin au litige qui les oppose de manière amiable, il est proposé d'accepter le protocole ainsi négocié.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le protocole transactionnel entre la Métropole Européenne de Lille, Mme P. et M. D.

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 1 500 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-C-0229

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

BONDUES -

CHEMIN SAINT GEORGES - PREJUDICES SUBIS PAR DES PROPRIETAIRES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

I. Exposé des motifs

Madame P. et Monsieur G. se sont portés acquéreurs d'une maison sise 3 chemin Saint Georges à BONDUES. Préalablement à cette acquisition, la Métropole Européenne de Lille a indiqué que le secteur était situé en zone d'assainissement collectif, mais non desservi par le réseau public de collecte des eaux usées aboutissant à une station d'épuration. Un contrôle de fonctionnement et d'entretien du système d'assainissement non collectif devait être fait par la Métropole Européenne de Lille.
La visite de terrain du 3 décembre 2020 conclut à l'incomplétude de l'installation d'assainissement et donc à sa non-conformité ; la MEL enjoignant alors Madame P. et Monsieur G. à installer une filière d'assainissement complète.
Cette information a conduit les propriétaires à réaliser des travaux d'installation d'un système d'assainissement autonome en mai 2021.
Par courrier du 20 octobre 2021, Madame P. et Monsieur G. ont été informés par la MEL que leur parcelle était, en réalité, desservie par le réseau public de collecte des eaux usées et raccordable à ce réseau.

Les propriétaires ont donc introduit une requête indemnitaire devant le Tribunal administratif de Lille le 18 mars 2022 (n°2202066). Elle vise à la condamnation de la MEL à leur verser une somme de 35 734,70 € TTC au titre de l'intégralité des préjudices subis dont 23 684,70 € au titre des préjudices matériels, et 12 050 € au titre des préjudices immatériels auxquels s'ajoute un montant de 2 500 € de frais irrépétibles.

A la demande des requérants, une démarche transactionnelle avant jugement a été engagée en juillet 2023.

En accord avec l'ensemble des parties, il est proposé de conclure un protocole transactionnel entre la MEL et les deux propriétaires dans le cadre duquel la MEL s'engage à verser une indemnité globale, forfaitaire et définitive de 20 224,33 € ; en contrepartie à l'indemnisation d'une partie du préjudice qu'ils estiment avoir subi, les propriétaires s'engagent au désistement de l'instance en cours (n° 2202066).

A noter que l'indemnisation sera versée par l'intermédiaire de l'assureur responsabilité civile de la MEL, subrogé dans les droits de la MEL dans le cadre de ce contentieux ; la franchise d'un montant de 1 500 € restant à la charge de l'établissement.

Compte tenu de l'intérêt réciproque des parties de mettre fin au litige qui les oppose de manière amiable, il est proposé d'accepter le protocole ainsi négocié.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le protocole transactionnel entre la Métropole Européenne de Lille, Mme P. et M. D.

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 1 500 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110682-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0230

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

EVALUATION DU DISPOSITIF « DECLICS ALIMENTATION MEL »

Vu la délibération 19 C 0654 du 11 octobre 2019 relative à l'adoption du Projet Alimentation Territorial : vers un bien-être alimentaire ;

Vu la délibération 21 C 0044 du 19 février 2021 relative à l'approbation du Plan Climat Air Énergie Territorial - PCAET ;

Vu la délibération 21 C 0336 du 28 juin 2021 relative au Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés - PLPDMA.

I. Exposé des motifs

1. Développer une alimentation durable pour toutes et tous

Depuis 2019, la Métropole Européenne de Lille (MEL) s'est engagée dans un Projet Alimentaire Territorial tourné vers le bien-être alimentaire des citoyens du territoire ainsi que sur l'accessibilité du plus grand nombre à une alimentation locale durable de qualité.
Par ailleurs, les enjeux de l'alimentation durable croisent ceux d'autres politiques métropolitaines au travers notamment du Plan Climat Air Énergie Territorial et du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.
En 2023, la MEL a souhaité traduire ses ambitions à travers un dispositif expérimental : le « Déclics Alimentation ». Ce dispositif vise à accompagner les participants à changer leurs comportements dans l'optique d'une alimentation plus durable.

2. Présentation du dispositif « Déclics Alimentation MEL »

La première édition expérimentale du dispositif « Déclics Alimentation MEL » s'est déroulée de janvier à juin 2023. Il s'agissait au travers de challenges ludiques et d'animations conviviales, de donner aux participants des clés pour mieux appréhender et comprendre les enjeux de la transition alimentaire. Cette première édition a enregistré l'inscription de 277 foyers sur la plateforme en ligne Déclics et 117 participations aux ateliers ont été comptabilisées.
Sa mise en œuvre a été assurée par une convention tripartite entre la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES), l'association A pro bio et la MEL. Son budget était de 126 000 €.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110682-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

3. Évaluation du dispositif

En mars 2023, l'évaluation de cette première édition expérimentale a été lancée afin de faciliter la prise de décisions sur son éventuelle massification et ses attendus possibles.

Cette évaluation a accès son travail sur les registres évaluatifs de :

- L'efficacité au travers de questionnements portant sur l'atteinte des objectifs et le changement de comportements, la dynamique partenariale
- L'utilité au travers de questionnements portant sur la satisfaction des participants au regard du Déclics en matière d'alimentation durable et de sa dimension financière.

À partir de la diversité des points de vue croisés (capitaines d'équipe, participants, acteurs locaux) et de l'exploitation des données récoltées par le dispositif (diagnostics, challenges, enquête de satisfaction), la mission d'évaluation a établi plusieurs constats :

- Le manque de précision dans les objectifs du dispositif entraine un manque de lisibilité sur son efficacité,
- La mobilisation partielle des différents leviers (animation de la dimension collective, diffusion des savoirs, mise en pratique…) favorise le changement de comportement alimentaire,
- La participation permet d'opérer des changements avérés mais limités et qui n'a touché que certains participants déjà bien sensibilisés aux enjeux de l'alimentation durable,
- Ces micro-changements n'ont en tous cas pas pu être démontrés dans le temps,
- L'hypothèse d'une massification en l'état s'avère difficile au regard de ces résultats. Dans le cas où la massification serait néanmoins retenue, un renforcement de la dynamique partenariale avec les acteurs de l'alimentation durable sera nécessaire mais non suffisante sans moyens financiers supplémentaires,
- Les participants ont perçu des bénéfices grâce au Déclics Alimentation et identifient un lien indissociable entre l'alimentation durable et sa dimension financière.

Sur la base des constats partagés, des recommandations visant à améliorer le dispositif ont été proposées.
La synthèse jointe à la présente délibération expose l'ensemble de ces points.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De prendre acte de l'évaluation du dispositif Déclics Alimentation MEL ci-annexée.

Résultat du vote :
Le Conseil prend acte de la présente évaluation.

Pour rendu exécutoire

24-C-0230

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

EVALUATION DU DISPOSITIF « DECLICS ALIMENTATION MEL »

Vu la délibération 19 C 0654 du 11 octobre 2019 relative à l'adoption du Projet Alimentation Territorial : vers un bien-être alimentaire ;

Vu la délibération 21 C 0044 du 19 février 2021 relative à l'approbation du Plan Climat Air Énergie Territorial - PCAET ;

Vu la délibération 21 C 0336 du 28 juin 2021 relative au Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés - PLPDMA.

I. Exposé des motifs

1. Développer une alimentation durable pour toutes et tous

Depuis 2019, la Métropole Européenne de Lille (MEL) s'est engagée dans un Projet Alimentaire Territorial tourné vers le bien-être alimentaire des citoyens du territoire ainsi que sur l'accessibilité du plus grand nombre à une alimentation locale durable de qualité.
Par ailleurs, les enjeux de l'alimentation durable croisent ceux d'autres politiques métropolitaines au travers notamment du Plan Climat Air Énergie Territorial et du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.
En 2023, la MEL a souhaité traduire ses ambitions à travers un dispositif expérimental : le « Déclics Alimentation ». Ce dispositif vise à accompagner les participants à changer leurs comportements dans l'optique d'une alimentation plus durable.

2. Présentation du dispositif « Déclics Alimentation MEL »

La première édition expérimentale du dispositif « Déclics Alimentation MEL » s'est déroulée de janvier à juin 2023. Il s'agissait au travers de challenges ludiques et d'animations conviviales, de donner aux participants des clés pour mieux appréhender et comprendre les enjeux de la transition alimentaire. Cette première édition a enregistré l'inscription de 277 foyers sur la plateforme en ligne Déclics et 117 participations aux ateliers ont été comptabilisées.
Sa mise en œuvre a été assurée par une convention tripartite entre la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES), l'association A pro bio et la MEL. Son budget était de 126 000 €.

3. Évaluation du dispositif

En mars 2023, l'évaluation de cette première édition expérimentale a été lancée afin de faciliter la prise de décisions sur son éventuelle massification et ses attendus possibles.

Cette évaluation a accès son travail sur les registres évaluatifs de :

- L'efficacité au travers de questionnements portant sur l'atteinte des objectifs et le changement de comportements, la dynamique partenariale
- L'utilité au travers de questionnements portant sur la satisfaction des participants au regard du Déclics en matière d'alimentation durable et de sa dimension financière.

À partir de la diversité des points de vue croisés (capitaines d'équipe, participants, acteurs locaux) et de l'exploitation des données récoltées par le dispositif (diagnostics, challenges, enquête de satisfaction), la mission d'évaluation a établi plusieurs constats :

- Le manque de précision dans les objectifs du dispositif entraine un manque de lisibilité sur son efficacité,
- La mobilisation partielle des différents leviers (animation de la dimension collective, diffusion des savoirs, mise en pratique…) favorise le changement de comportement alimentaire,
- La participation permet d'opérer des changements avérés mais limités et qui n'a touché que certains participants déjà bien sensibilisés aux enjeux de l'alimentation durable,
- Ces micro-changements n'ont en tous cas pas pu être démontrés dans le temps,
- L'hypothèse d'une massification en l'état s'avère difficile au regard de ces résultats. Dans le cas où la massification serait néanmoins retenue, un renforcement de la dynamique partenariale avec les acteurs de l'alimentation durable sera nécessaire mais non suffisante sans moyens financiers supplémentaires,
- Les participants ont perçu des bénéfices grâce au Déclics Alimentation et identifient un lien indissociable entre l'alimentation durable et sa dimension financière.

Sur la base des constats partagés, des recommandations visant à améliorer le dispositif ont été proposées.
La synthèse jointe à la présente délibération expose l'ensemble de ces points.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De prendre acte de l'évaluation du dispositif Déclics Alimentation MEL ci-annexée.

Résultat du vote :
Le Conseil prend acte de la présente évaluation.

Evaluation DECLICS Alimentation

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

PRINCIPE

DECLICS Alimentation

Accompagner les participants à **changer leur comportement alimentaire** dans une optique plus durable au travers de challenges ludiques et d'animations conviviales

CALENDRIER

Janvier à juin 2023

BUDGET

126 000 €
(financement État, Région, MEL)

PARTENARIAT

Une mise en œuvre assurée par une convention tripartite entre **la MRES, l'association A pro bio et la MEL.**

CHALLENGES

7 challenges thématiques ont été proposés : gaspillage alimentaire produits de qualité, régimes alimentaires…

PLATEFORME

Une **plateforme en ligne** permettait de mettre à disposition les informations relatives au Déclics Alimentation

Des **équipes** ont été constituées autour d'un capitaine

Questions de méthode

Questions évaluatives

EFFICITE

1 Dans quelle mesure les objectifs du dispositif Déclics alimentation sont-ils atteints ? Les leviers identifiés dans le dispositif déclics alimentation permettent-ils un changement de comportement des participants en faveur d'une alimentation durable (de qualité et/ou locale) ?

2 Dans quelle mesure le dispositif déclics alimentation contribue-t-il à l'impulsion et l'entretien d'une dynamique partenariale en vue d'une massification ultérieure ?

UTILITE

3 Dans quelle mesure le dispositif Déclics alimentation est-il une source de satisfaction pour les participants notamment au regard de leur bien-être alimentaire (alimentation locale, saine, bio…) et de leur budget alimentaire ?

Diversité de points de vue

- Des capitaines d'équipe
- Des participants
- Des structures d'animation du Déclics
- Des acteurs de l'alimentation durable

Constats

1

- Le **manque de précision dans les objectifs** entrainant le manque de lisibilité sur l'efficacité du dispositif.
- La mobilisation partielle de **différents leviers** (dimension collective, diffusion de savoirs, mise en pratique,…) favorise le changement de comportement alimentaire.
- La participation permet d'opérer des changements avérés mais limités et qui n'a touché que certains participants déjà bien sensibilisés aux enjeux de l'alimentation durable.
- **Ces micro-changements n'ont en tous cas pas pu être démontrés dans le temps.**

2

- **L'hypothèse d'une massification en l'état s'avère difficile** au regard de ces résultats. Dans le cas où la massification serait néanmoins retenue, un renforcement de la dynamique partenariale avec les acteurs de l'alimentation durable sera nécessaire mais non suffisante sans moyens financiers supplémentaires

3

- Les participants ont perçu des **bénéfices de leur participation au dispositif sur leur bien-être alimentaire.**
- Des participants percevant un **lien indissociable entre l'alimentation durable et sa dimension financière.**

Flash Conseil

Unité Evaluation Politiques Publiques
Rapport

Qui sont les participants ?

277
Foyers inscrits

62%
En couple

50%
Ont au moins un enfant

72%
Ont un niveau > ou = à bac+2

Principales villes représentées

Lille | Villeneuve d'Ascq | La Madeleine

RECOMMANDATIONS

- ✓ **CLARIFIER** les objectifs poursuivis par le Déclics Alimentation
- ✓ **ADAPTER** les modalités du dispositif aux objectifs définis
- ✓ **REVOIR** l'animation du Déclics et notamment la phase de lancement
- ✓ **MOBILISER** davantage les acteurs de l'alimentation durable autour du Déclics alimentation
- ✓ **PROPOSER** un outil numérique adapté aux objectifs du Déclics
- ✓ **MAINTENIR** la cohérence avec les autres Déclics

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110714-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0231

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ÉVALUATION DE LA GOUVERNANCE ET DE LA FEUILLE DE ROUTE METROPOLITAINE DE L'AMI LOGEMENT D'ABORD 2019-2022 (OCTOBRE 2022-DECEMBRE 2023)

Vu la délibération 18 C 0670, portant sur Plan national « Logement d'abord » mise en œuvre accélérée sur le territoire de la MEL – Actions 2018.

I. Exposé des motifs

Depuis 2018, la MEL fait partie des 44 territoires de mise en œuvre accélérée de Logement d'abord (LDA), dont la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) suit la mise en œuvre à l'échelle nationale.

Lancé en septembre 2017, le plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 fait de l'accès direct au logement une priorité pour la réinsertion des personnes sans domicile. Cela répond aux constats d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

En novembre 2017, le ministère de la Cohésion des territoires a lancé un appel manifestation d'intérêt (AMI) auprès de toutes les collectivités, avec des financements associés, pour une mise en œuvre accélérée du Plan national « Logement d'abord ».

En s'appuyant sur les initiatives institutionnelles ou associatives accomplies depuis une dizaine d'année, la MEL et ses partenaires, réunis au sein du Comité de pilotage « Logement d'abord » (LDA) se sont engagés dans l'appel à manifestation d'intérêt (AMI).
Le déploiement des différents chantiers engagés s'appuie sur les financements de « droit commun » (État, MEL, Département, ARS, bailleurs) et sur les co-financements mobilisés par l'État et la MEL dans le cadre de l'AMI LDA.

En effet la MEL a mobilisé des crédits propres Logement d'abord. Sur la période 2018-2022, celle-ci a ainsi validé chaque année les actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA, soit la mobilisation de co-financements État et MEL à hauteur de 1 625 438 Euros : 868 227 Euros (53% État) et 757 211 Euros (47% MEL).

Cet engagement collectif s'est traduit par la formalisation d'une feuille de route métropolitaine 2018-2022 structurée autour de trois principaux axes :

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110714-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

- Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé.
- Favoriser l'accès direct au logement des ménages sans-domicile et prévenir les situations à risque en personnalisant l'accompagnement.
- Développer l'accès aux droits.

La déclinaison de cette feuille de route s'articule autour des points suivants :

- La coordination générale de la mise en œuvre accélérée de LDA
- L'observatoire social et pilotage
- La coordination opérationnelle de l'offre d'accompagnement à l'accès et au maintien dans le logement
- Le développement des actions innovantes de l'AMI LDA
- La sensibilisation territoriale LDA

Évaluation de la gouvernance et de la feuille de route de l'AMI Logement d'abord

Le suivi et l'évaluation de la démarche est prévue dans l'AMI : « les territoires devront définir des objectifs et modalités de suivi de la mise en œuvre de leur feuille de route, afin de rendre compte à des échéances régulières des résultats de la politique du logement d'abord localement ».

En clôture du Plan national et de l'AMI LDA 2018-2022, et dans la perspective des orientations 2023-2027 ainsi que l'actualisation du partenariat entre la Dihal et le territoire de la MEL, l'évaluation a été décidée.

Elle a été divisée en trois volets distincts

- Module 1 (Adulm) / L'observation sociale - Donner le niveau des enjeux et mesurer leurs évolutions 2018-2022 (offre et demande)
- Module 2 (MEL) / Évaluer la gouvernance et la mise en œuvre de la feuille de route
- Module 3 (Action Tank Entreprise et pauvreté) / Réaliser un bilan des actions AMI LDA

Le travail d'évaluation menée par la MEL (module 2) a été structuré autour des questions suivantes

- **Efficience** : les moyens et les actions mis en place par la MEL, dans le cadre de la politique Logement d'abord, facilitent-ils l'atteinte des objectifs de gouvernance (pilotage, animation, partenariat, coordination, organisation, transversalité, représentativité) et de l'ingénierie (feuille de route, programmation, mise en œuvre) ?

- **Cohérence** : dans quelle mesure l'Ami Logement d'abord a-t-elle influé sur la dynamique partenariale ? Remplit-elle son rôle de coordination entre les acteurs et la politique ? Observe-t-on davantage de transversalité et quelles évolutions des pratiques ?

- **Efficacité** : quelles sont les avancées et les limites de la feuille de route et de LDA ? Les effets constatés par les partenaires ?

La mission d'évaluation a croisé différentes sources de données quantitatives et qualitatives (documentation, questionnaire auprès de l'ensemble des acteurs, entretiens avec les principaux partenaires, ateliers, analyse SWOT), **ce qui a permis d'établir quelques constats** :

- Le pilotage métropolitain de l'AMI LDA est reconnu par l'ensemble des partenaires interrogés comme utile à la dynamique sur le territoire. La coordination métropolitaine permet de consolider les partenariats.

- L'évolution des pratiques est indéniable et la coopération entre les acteurs est de plus en plus importante. Il existe des réussites certaines et la prise en charge globale des situations est en progression. La formation et la sensibilisation ont atteint leurs objectifs. L'observatoire social est également un plus pour le territoire.

- Le rôle, la composition et l'organisation des instances nécessitent certaines évolutions.

- La conjoncture actuelle de crise du logement et l'augmentation de la précarité et des situations d'urgence, ne permettent pas d'avoir des effets significatifs sur les situations trop nombreuses et en augmentation.

- Les acteurs de terrain et les partenaires sont en attente de mesures fortes.

Sur cette base, la mission a identifié des propositions d'évolution à intégrer dans la future feuille de route LDA.

La synthèse jointe à la présente délibération précise l'ensemble de ces points.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de prendre acte du bilan de l'évaluation de la gouvernance et de la feuille de route métropolitaine LDA 2019-2022, ci-annexé.

Résultat du vote :
Le Conseil prend acte de la présente évaluation.

Pour rendu exécutoire

24-C-0231

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ÉVALUATION DE LA GOUVERNANCE ET DE LA FEUILLE DE ROUTE METROPOLITAINE DE L'AMI LOGEMENT D'ABORD 2019-2022 (OCTOBRE 2022-DECEMBRE 2023)

Vu la délibération 18 C 0670, portant sur Plan national « Logement d'abord » mise en œuvre accélérée sur le territoire de la MEL – Actions 2018.

I. Exposé des motifs

Depuis 2018, la MEL fait partie des 44 territoires de mise en œuvre accélérée de Logement d'abord (LDA), dont la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) suit la mise en œuvre à l'échelle nationale.

Lancé en septembre 2017, le plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 fait de l'accès direct au logement une priorité pour la réinsertion des personnes sans domicile. Cela répond aux constats d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

En novembre 2017, le ministère de la Cohésion des territoires a lancé un appel manifestation d'intérêt (AMI) auprès de toutes les collectivités, avec des financements associés, pour une mise en œuvre accélérée du Plan national « Logement d'abord ».

En s'appuyant sur les initiatives institutionnelles ou associatives accomplies depuis une dizaine d'année, la MEL et ses partenaires, réunis au sein du Comité de pilotage « Logement d'abord » (LDA) se sont engagés dans l'appel à manifestation d'intérêt (AMI).
Le déploiement des différents chantiers engagés s'appuie sur les financements de « droit commun » (État, MEL, Département, ARS, bailleurs) et sur les co-financements mobilisés par l'État et la MEL dans le cadre de l'AMI LDA.

En effet la MEL a mobilisé des crédits propres Logement d'abord. Sur la période 2018-2022, celle-ci a ainsi validé chaque année les actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA, soit la mobilisation de co-financements État et MEL à hauteur de 1 625 438 Euros : 868 227 Euros (53% État) et 757 211 Euros (47% MEL).

Cet engagement collectif s'est traduit par la formalisation d'une feuille de route métropolitaine 2018-2022 structurée autour de trois principaux axes :

- Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé.
- Favoriser l'accès direct au logement des ménages sans-domicile et prévenir les situations à risque en personnalisant l'accompagnement.
- Développer l'accès aux droits.

La déclinaison de cette feuille de route s'articule autour des points suivants :

- La coordination générale de la mise en œuvre accélérée de LDA
- L'observatoire social et pilotage
- La coordination opérationnelle de l'offre d'accompagnement à l'accès et au maintien dans le logement
- Le développement des actions innovantes de l'AMI LDA
- La sensibilisation territoriale LDA

Évaluation de la gouvernance et de la feuille de route de l'AMI Logement d'abord

Le suivi et l'évaluation de la démarche est prévue dans l'AMI : « les territoires devront définir des objectifs et modalités de suivi de la mise en œuvre de leur feuille de route, afin de rendre compte à des échéances régulières des résultats de la politique du logement d'abord localement ».

En clôture du Plan national et de l'AMI LDA 2018-2022, et dans la perspective des orientations 2023-2027 ainsi que l'actualisation du partenariat entre la Dihal et le territoire de la MEL, l'évaluation a été décidée.

Elle a été divisée en trois volets distincts

- Module 1 (Adulm) / L'observation sociale - Donner le niveau des enjeux et mesurer leurs évolutions 2018-2022 (offre et demande)
- Module 2 (MEL) / Évaluer la gouvernance et la mise en œuvre de la feuille de route
- Module 3 (Action Tank Entreprise et pauvreté) / Réaliser un bilan des actions AMI LDA

Le travail d'évaluation menée par la MEL (module 2) a été structuré autour des questions suivantes

- **Efficience** : les moyens et les actions mis en place par la MEL, dans le cadre de la politique Logement d'abord, facilitent-ils l'atteinte des objectifs de gouvernance (pilotage, animation, partenariat, coordination, organisation, transversalité, représentativité) et de l'ingénierie (feuille de route, programmation, mise en œuvre) ?

- **Cohérence** : dans quelle mesure l'Ami Logement d'abord a-t-elle influé sur la dynamique partenariale ? Remplit-elle son rôle de coordination entre les acteurs et la politique ? Observe-t-on davantage de transversalité et quelles évolutions des pratiques ?

- **Efficacité** : quelles sont les avancées et les limites de la feuille de route et de LDA ? Les effets constatés par les partenaires ?

La mission d'évaluation a croisé différentes sources de données quantitatives et qualitatives (documentation, questionnaire auprès de l'ensemble des acteurs, entretiens avec les principaux partenaires, ateliers, analyse SWOT), **ce qui a permis d'établir quelques constats** :

- Le pilotage métropolitain de l'AMI LDA est reconnu par l'ensemble des partenaires interrogés comme utile à la dynamique sur le territoire. La coordination métropolitaine permet de consolider les partenariats.

- L'évolution des pratiques est indéniable et la coopération entre les acteurs est de plus en plus importante. Il existe des réussites certaines et la prise en charge globale des situations est en progression. La formation et la sensibilisation ont atteint leurs objectifs. L'observatoire social est également un plus pour le territoire.

- Le rôle, la composition et l'organisation des instances nécessitent certaines évolutions.

- La conjoncture actuelle de crise du logement et l'augmentation de la précarité et des situations d'urgence, ne permettent pas d'avoir des effets significatifs sur les situations trop nombreuses et en augmentation.

- Les acteurs de terrain et les partenaires sont en attente de mesures fortes.

Sur cette base, la mission a identifié des propositions d'évolution à intégrer dans la future feuille de route LDA.

La synthèse jointe à la présente délibération précise l'ensemble de ces points.

II. <u>Dispositif décisionnel</u>

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) de prendre acte du bilan de l'évaluation de la gouvernance et de la feuille de route métropolitaine LDA 2019-2022, ci-annexé.

Résultat du vote :
Le Conseil prend acte de la présente évaluation.

Évaluation de la gouvernance et de la feuille de route de l'AMI Logement d'abord 2018-2022

Octobre 2022 – Décembre 2023

Synthèse



PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION (PÉRIMÈTRE, QUESTIONS ÉVALUATIVES, MÉTHODOLOGIE)

Depuis 2018, la MEL fait partie des 44 territoires de mise en œuvre accélérée de Logement d'abord (LDA), dont la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) suit la mise en œuvre à l'échelle nationale.

Lancé en septembre 2017, le plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 fait de l'accès direct au logement une priorité pour la réinsertion des personnes sans domicile. Cela répond aux constats d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

En s'appuyant sur les initiatives institutionnelles ou associatives accomplies depuis une dizaine d'année, la MEL et ses partenaires, réunis au sein du Comité de pilotage « Logement d'abord » se sont donc engagés dans l'appel à manifestation d'intérêt (AMI).

Cet engagement collectif s'est traduit par la formalisation **d'une feuille de route métropolitaine 2019-2022** structurée autour de trois principaux axes :

- ► Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé.
- ► Favoriser l'accès direct au logement des ménages sans-domicile et prévenir les situations à risque en personnalisant l'accompagnement.
- ► Développer l'accès aux droits.

La déclinaison de la feuille de route métropolitaine s'articule autour des points suivants :



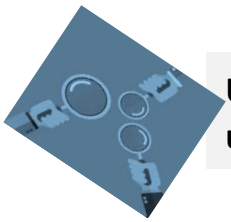
- ☐ La coordination générale de la mise en œuvre accélérée de LDA
- ☐ L'observatoire social et pilotage
- ☐ La coordination opérationnelle de l'offre d'accompagnement à l'accès et au maintien dans le logement
- ☐ Le développement des actions innovantes de l'AMI LDA
- ☐ La sensibilisation territoriale LDA

€ Le déploiement des différents chantiers engagés s'appuie sur les financements de « droit commun » (État, MEL, Département, ARS, bailleurs) et sur les co-financements mobilisés par l'État et la MEL dans le cadre de l'AMI LDA. En effet, la MEL a mobilisé des crédits propres Logement d'abord.

€ Sur la période 2018-2022, la MEL a ainsi validé chaque année les actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA, soit la mobilisation de co-financements État et MEL à hauteur de **1 625 438 Euros : 868 227 Euros (53% État) et 757 211 Euros (47% MEL)**.

Le suivi et l'évaluation de la démarche est prévue dans l'AMI : « *les territoires devront définir des objectifs et modalités de suivi de la mise en œuvre de leur feuille de route, afin de rendre compte à des échéances régulières des résultats de la politique du logement d'abord localement* ».

En clôture du Plan national et de l'AMI LDA 2018-2022, le comité de pilotage LDA a souhaité engager une démarche d'évaluation de la feuille de route métropolitaine, et ce, dans la perspective des orientations 2023-2027 du Plan national Logement d'abord 2 et de l'actualisation du partenariat entre la Dihal et le territoire métropolitain.



Une évaluation partenariale divisée en 3 modules afin de couvrir un large périmètre évaluatif

3 modules d'évaluation avec des méthodologies, des périmètres et des pilotes distincts

Une protocole d'évaluation de la gouvernance et de la feuille de route fondée sur 3 questions évaluatives

Evaluation de la gouvernance et feuille de route réalisée par la MEL

Analyse de l'offre et la demande dans le cadre de l'Observatoire social mis en œuvre par l'Adulm

Analyse des actions AMI LDA confiée à Action Tank Entreprise & Pauvreté

COPIL de restitution finale des 3 modules le 26 janvier 2024, en présence de la VP Logement et Habitat , du VP Contrôle et gestion des risques, de la Préfète déléguée à l'Égalité des Chances et des institutions, associations et communes partenaires.



Registre de l'efficience

Les moyens et les actions mis en place par la MEL, dans le cadre de la politique Logement d'abord, facilitent-ils l'atteinte des objectifs de gouvernance (pilotage, animation, partenariat, coordination, organisation, transversalité, représentativité) et de l'ingénierie (feuille de route, programmation, mise en œuvre) ?

Registre de la cohérence

Dans quelle mesure l'Ami Logement d'abord a-t-elle influé sur la dynamique partenariale ? Remplit-elle son rôle de coordination entre les acteurs et la politique ? Observe-t-on davantage de transversalité et quelles évolutions des pratiques ?

Registre de l'efficacité

Quelles sont les avancées et les limites de la feuille de route et de LDA ? Les effets constatés par les partenaires ?

Plusieurs outils d'investigation ont été mobilisés par la mission d'évaluation :



- ❑ Analyse documentaire
- ❑ Campagne d'entretiens exploratoires : 10 entretiens avec les principaux partenaires institutionnels et associatifs
- ❑ 5 ateliers de restitution des principaux constats évaluatifs du module qui ont permis de partager avec les partenaires et acteurs et alimenter les préconisations et les orientations de la future feuille de route Logement d'abord.
- ❑ Analyse SWOT – forces et faiblesses de la gouvernance et de la feuille de route

LES PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ÉVALUATION

Précautions de lecture** : **Logement d'abord est conçu comme un principe à appliquer. Il n'est ni un dispositif, ni une politique, ni une action.



- *Les politiques, dispositifs et actions concernés sont multiples, entremêlés et pas toujours identifiés comme tels.*
- *Les objectifs et les enjeux (sociétaux) dépassent le cadre métropolitain et les acteurs du territoire.*
- *Les acteurs contribuant à Logement d'abord sont extrêmement nombreux, surtout sur le territoire de la MEL, avec un tissu associatif et social particulièrement dense et actif.*
- *Les échelles temporelles sont diverses, complexes à définir et à identifier .*
- *Le pilotage est multiple et interdépendant.*
- *Quant à la mise en œuvre, elle dépend des institutions, des acteurs sociaux, associatifs, publics et privés, etc.*

→Efficience de la gouvernance et de la feuille de route



► **Le pilotage métropolitain de l'AMI Logement d'abord est reconnu** par l'ensemble des partenaires interrogés comme bénéfique et utile à la dynamique sur le territoire. L'animation de l'AMI LDA donne satisfaction. Les instances correspondent aux attentes, notamment en terme de transversalité et représentativité (même ci-celle-ci peut encore évoluer).

► Le contenu des instances et leurs objectifs méritent d'être précisés. Les partenaires sont en attente de davantage de codécision et d'opérationnalité notamment.

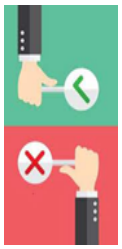
→Cohérence de la gouvernance et de la feuille de route



► **La prise en charge et le pilotage par la MEL de l'AMI LDA apportent une réelle plus-value** selon les acteurs du territoire. La coordination métropolitaine permet de créer une bonne dynamique et de consolider les partenariats. L'évolution des pratiques est indéniable et positive et la coopération entre les acteurs est de plus en plus importante, avec une montée de la prise en charge globale du public.

► Les acteurs interrogés estiment que les résultats sont moins probants en terme de visibilité des actions. En effet, il semble qu'il existe un déficit d'informations et de connaissance sur les différentes actions soutenues dans ce cadre (large!) et sur les résultats obtenus.

→ Efficacité de la gouvernance et de la feuille de route



► **Les acteurs sont unanimes sur le fait que l'évolution des pratiques a été renforcée** grâce à la mise en place accélérée de LDA sur le territoire métropolitain. Il existe des réussites certaines et la prise en charge globale des situations est en progression. La formation et la sensibilisation ont atteint leurs objectifs et doivent encore se développer car celles-ci sont très utiles à l'ensemble des acteurs (notamment la sensibilisation à destination des élus). L'observatoire social mené par l'Adulm est également un plus pour le territoire et permet une analyse de l'évolution de l'offre et de la demande concernant le logement.

► La conjoncture actuelle de crise du logement et l'augmentation de la précarité et des situations d'urgence, prégnantes sur le territoire métropolitain, ne permettent pas d'avoir des effets significatifs sur les situations trop nombreuses rencontrées, regrettent les acteurs. Les spécificités des problématiques rencontrées (addictologie, santé, non recours, personnes sans titre de séjour) complexifient les situations et le travail des acteurs, qui peuvent se sentir démunis. Ceux-ci souhaitent un engagement plus important au niveau stratégique et politique afin de réellement faire bouger les lignes sur le terrain.

PRÉCONISATION ET PISTES D'ÉVOLUTION ISSUES DES CONSTATS ET DES PROPOSITIONS DES DIFFERENTS ACTEURS



En gras : préconisations d'ores et déjà mise en œuvre

#1 - Consolider et promouvoir une politique locale plus intégrée

- ▶ **Développer la sensibilisation et la communication envers les élus**
- ▶ **Développer et consolider les liens avec les principales villes (Lille, Roubaix, Tourcoing)**
- ▶ **Sortir de la logique d'expérimentation : poursuivre les financements des actions qui fonctionnent**
- ▶ Communiquer encore davantage sur LDA, sur les actions innovantes, sur les projets en cours et les réussites
- ▶ Travailler à la mise à disposition d'outils communs et fédérateurs et d'une culture commune, pour favoriser le LDA
- ▶ Conforter le rôle du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)
- ▶ Développer l'accompagnement des professionnels de terrain et conforter l'attractivité des métiers du social
- ▶ Poursuivre la recherche des articulations entre les différents cadres de financement
- ▶ Mettre en avant la question des coûts évités grâce à la logique LDA

#2- Accompagner l'intensification de l'offre de logements

- ▶ Accompagner le développement des mobilités résidentielles
- ▶ Accompagner les expérimentations des formules mixtes, développer la modulabilité : résidence sociales, FJT, habitat inclusif, pensions de famille, …
- ▶ Travailler sur les outils de réhabilitation des bâtis commerciaux
- ▶ Développer les outils de mobilisation du parc privé
- ▶ Augmenter et intensifier les engagements sur le PLAI adapté

#3 –Faire évoluer la gouvernance et les partenariats

- ▶ Réfléchir à la structuration des futures gouvernances de la rue au logement.
- ▶ **Travailler sur d'autres formats d'instances : groupes techniques avec davantage de contribution des participants**
- ▶ Impliquer davantage les personnes concernées par LDA
- ▶ **Développer les coordinations entre les différentes politiques publiques qui contribuent au LDA.**
- ▶ Accentuer les relations opérationnelles et conforter les partenariats existants
- ▶ Poursuivre le rapprochement des sphères hébergement et logement et des sphères santé et insertion

#4 –Aborder, réfléchir , communiquer atour de ces thématiques en particulier

Les dispositifs/outils

- ✓ Les résidences sociales
- ✓ Les pensions de famille
- ✓ Les accueils de jours

La santé

- ✓ Les addictologies et addictions
- ✓ Le handicap
- ✓ La santé mentale et les troubles psychiques
- ✓ Le vieillissement

La typologie des publics

- ✓ Les jeunes
- ✓ Les sans-abris

Les sujets faisant l'objet de politiques spécifiques mais auxquels les acteurs sont souvent confrontés

- ✓ Les bidonvilles et leur résorption
- ✓ Les personnes sans titre de séjour, le droit des étrangers
- ✓ Les gens du voyage



Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110708-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0232

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ÉVALUATION RELATIVE AU DISPOSITIF « RYTHME MA BIBLIOTHEQUE » (RMB) DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

Vu la délibération n°17 C 0897 Rythme ma bibliothèque - Politique de soutien de la MEL pour améliorer l'accessibilité horaire des bibliothèques publiques municipales sur le territoire métropolitain.

I. Exposé des motifs

Afin d'inciter les bibliothèques des collectivités territoriales à "*Ouvrir mieux et plus*", l'État a accentué le soutien à l'extension et à l'évolution de leurs horaires d'ouverture. Le dispositif d'accompagnement a été conçu comme une aide financière à l'amorçage des projets d'évolution et d'extension de ces horaires.

En 2012, la MEL a adopté une Politique de développement et d'animation du service public de lecture, d'information et de documentation qui vise principalement à améliorer l'accès de tous à la lecture et aux nouveaux médias.

Dans le cadre de sa compétence Réseau d'équipements culturels, la MEL a proposé la mise en place d'un dispositif métropolitain « Rythme ma bibliothèque ». Ce dernier s'est fondé sur une délégation de la dotation générale de décentralisation (DGD) de l'État à la MEL, qui est exceptionnelle et inédite. Il est à noter que le dispositif ne sera pas reconduit.

Au plan opérationnel dans le fonctionnement classique, les services du SGAR versent (après accord des DRAC), la part de DGD aux communes qui souhaitent bénéficier du dispositif « *Ouvrir plus, ouvrir mieux* ». Pour le territoire métropolitain, le schéma expérimental adopté a été le suivant : la DGD a été centralisée au niveau de la MEL puis reversée par celle-ci aux communes du territoire.

Les objectifs du dispositif
- Contribuer au développement de la lecture publique en France
- Contribuer à augmenter la fréquentation des bibliothèques en France
- Moderniser les équipements culturels en s'adaptant à la société actuelle
- Étendre l'aménagement des horaires dans les bibliothèques.

Le dispositif métropolitain s'est divisé en deux volets :
- Le recrutement pour une durée de cinq ans d'une coordinatrice à temps plein, chargée de mission Rythme ma bibliothèque.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110708-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

- La gestion de la subvention de l'État par la MEL et la redistribution aux communes selon leurs besoins.

La prise en charge des dépenses s'est effectuée à hauteur de 70 %, les 30 % restants étant à la charge des communes. Les dépenses concernées sont les suivantes :

- dépenses de personnel engendrées par une adaptation ou une extension des horaires d'ouverture ;
- dépenses liées à l'acquisition d'équipements directement liées à l'amélioration de l'accessibilité horaire ;
- dépenses liées à l'installation et à la formation pour l'utilisation d'un logiciel de gestion des plannings.

Montant des reversements aux communes	744 227,58 €
Participation des communes	318 954,68 €
Montant coordination MEL réalisé	261 044,41 €
Participation MEL coordination	111 876,17 €
Coût total réalisé	1 436 102,84 €
Coût total éligible	1 430 000,00 €
Subvention DGD	**1 001 000,00 €**

Trois appels à manifestation d'intérêt (AMI) ont été réalisés :

- AMI 1 2017 qui a concerné Houplin-Ancoisne, Lesquin, Lezennes, Lomme, Marcq-en-Barœul, Roubaix, Seclin, Wattrelos
- AMI 2 2018 qui a concerné Englos, Ennetières-en-Weppes, Halluin, Péronne-en-Mélantois, Sequedin, Vendeville, Willems
- AMI 3 2019 qui a concerné Faches-Thumesnil, Hantay, Haubourdin, Hellemmes, Lille, Quesnoy-sur-Deûle, Roncq, Sainghin-en-Weppes, Templemars, Tressin, Wasquehal

À noter qu'en 2020, une première année complémentaire a été proposée aux communes, ainsi qu'une seconde en 2022 proposée uniquement à celles qui souhaitaient encore étendre les horaires d'ouverture de leur bibliothèque.

Évaluation relative au dispositif « Rythme ma bibliothèque » (RMB) de la Métropole Européenne de Lille (2023)

Une évaluation en plusieurs étapes :

- 2014 : diagnostic temporel du territoire : constat d'une répartition territoriale inégale en considérant les horaires d'ouverture des bibliothèques.

- 2015/2016 : recensement des attentes des usagers, des non usagers et des personnels des bibliothèques.

- 2019 : première évaluation portant sur les résultats du dispositif RMB (la méthodologie de cette évaluation n'a pas été reprise pour l'évaluation finale

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110708-DE - Envoi préfecture le 02/07/2024

suite aux impacts de la crise sanitaire 2020-2021 sur la fréquentation des établissements culturels).

- L'évaluation de 2023 vise à s'interroger sur les effets liés aux modalités particulières à partir desquelles cette expérimentation a été déclinée : le rôle d'intermédiation de la MEL induit par la mise en place de la DGD était-il pertinent et adapté ? Quels ont été les apports de cette intervention (animation, coordination) ?

Pour cela, une analyse documentaire et des investigations spécifiques ont été menées : des entretiens exploratoires, un questionnaire en ligne adressé aux communes et bibliothèques concernées par le dispositif.

La mission d'évaluation a permis d'établir quelques constats :

- Le partenariat entre la MEL et l'État a été complexe à élaborer et a fait l'objet de nombreux échanges et de dispositions exceptionnelles : la MEL a bénéficié d'une convention propre à ce partenariat inédit à titre expérimental et exceptionnel.

- L'expérimentation a permis d'acquérir une ingénierie spécifique et davantage de transversalité : une montée en compétences pour les services impliqués a été constatée - La DRAC a souligné la bonne gestion quant à l'utilisation des crédits.

- Le dispositif a permis de créer une dynamique à l'échelle du territoire, renforcer le réseau et ancrer la légitimité de la MEL en terme de lecture publique sur le territoire : Une relation de confiance s'est établie entre la MEL et la DRAC et entre la MEL et les communes - Cela a permis à la MEL de se positionner en acteur incontournable, assoir son rôle de coordinatrice et de développer d'autres projets sur la thématique Culture.

Des limites organisationnelles ont été constatées :

- Les conventionnements avec les communes sont en année scolaire alors que la subvention était en année civile.
- La MEL était l'interface entre les bibliothèques et la DRAC, ce qui a nécessité des allers-retours plus nombreux que le schéma classique, entre les différents interlocuteurs.
- Contrairement à la DRAC qui avance les crédits avec une demande de justification sous deux ans, la MEL a demandé les justificatifs des dépenses et procédé à des remboursements : moins de flexibilité et plus de contraintes.
- Les bibliothèques associatives n'étaient pas éligibles. Cela peut créer un effet de « bibliothèques à deux vitesses ».

La synthèse jointe à la présente délibération précise l'ensemble de ces points.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De prendre acte du bilan de l'évaluation 2023 du dispositif Rythme ma bibliothèque, ci-annexé

Résultat du vote :
Le Conseil prend acte de la présente évaluation.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0232

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ÉVALUATION RELATIVE AU DISPOSITIF « RYTHME MA BIBLIOTHEQUE » (RMB) DE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

Vu la délibération n°17 C 0897 Rythme ma bibliothèque - Politique de soutien de la MEL pour améliorer l'accessibilité horaire des bibliothèques publiques municipales sur le territoire métropolitain.

I. Exposé des motifs

Afin d'inciter les bibliothèques des collectivités territoriales à "*Ouvrir mieux et plus*", l'État a accentué le soutien à l'extension et à l'évolution de leurs horaires d'ouverture. Le dispositif d'accompagnement a été conçu comme une aide financière à l'amorçage des projets d'évolution et d'extension de ces horaires.

En 2012, la MEL a adopté une Politique de développement et d'animation du service public de lecture, d'information et de documentation qui vise principalement à améliorer l'accès de tous à la lecture et aux nouveaux médias.

Dans le cadre de sa compétence Réseau d'équipements culturels, la MEL a proposé la mise en place d'un dispositif métropolitain « Rythme ma bibliothèque ». Ce dernier s'est fondé sur une délégation de la dotation générale de décentralisation (DGD) de l'État à la MEL, qui est exceptionnelle et inédite. Il est à noter que le dispositif ne sera pas reconduit.

Au plan opérationnel dans le fonctionnement classique, les services du SGAR versent (après accord des DRAC), la part de DGD aux communes qui souhaitent bénéficier du dispositif « *Ouvrir plus, ouvrir mieux* ». Pour le territoire métropolitain, le schéma expérimental adopté a été le suivant : la DGD a été centralisée au niveau de la MEL puis reversée par celle-ci aux communes du territoire.

Les objectifs du dispositif
- Contribuer au développement de la lecture publique en France
- Contribuer à augmenter la fréquentation des bibliothèques en France
- Moderniser les équipements culturels en s'adaptant à la société actuelle
- Étendre l'aménagement des horaires dans les bibliothèques.

Le dispositif métropolitain s'est divisé en deux volets :
- Le recrutement pour une durée de cinq ans d'une coordinatrice à temps plein, chargée de mission Rythme ma bibliothèque.

- La gestion de la subvention de l'État par la MEL et la redistribution aux communes selon leurs besoins.

La prise en charge des dépenses s'est effectuée à hauteur de 70 %, les 30 % restants étant à la charge des communes. Les dépenses concernées sont les suivantes :

- dépenses de personnel engendrées par une adaptation ou une extension des horaires d'ouverture ;
- dépenses liées à l'acquisition d'équipements directement liées à l'amélioration de l'accessibilité horaire ;
- dépenses liées à l'installation et à la formation pour l'utilisation d'un logiciel de gestion des plannings.

Montant des reversements aux communes	744 227,58 €
Participation des communes	318 954,68 €
Montant coordination MEL réalisé	261 044,41 €
Participation MEL coordination	111 876,17 €
Coût total réalisé	1 436 102,84 €
Coût total éligible	1 430 000,00 €
Subvention DGD	**1 001 000,00 €**

Trois appels à manifestation d'intérêt (AMI) ont été réalisés :

- AMI 1 2017 qui a concerné Houplin-Ancoisne, Lesquin, Lezennes, Lomme, Marcq-en-Barœul, Roubaix, Seclin, Wattrelos
- AMI 2 2018 qui a concerné Englos, Ennetières-en-Weppes, Halluin, Péronne-en-Mélantois, Sequedin, Vendeville, Willems
- AMI 3 2019 qui a concerné Faches-Thumesnil, Hantay, Haubourdin, Hellemmes, Lille, Quesnoy-sur-Deûle, Roncq, Sainghin-en-Weppes, Templemars, Tressin, Wasquehal

À noter qu'en 2020, une première année complémentaire a été proposée aux communes, ainsi qu'une seconde en 2022 proposée uniquement à celles qui souhaitaient encore étendre les horaires d'ouverture de leur bibliothèque.

Évaluation relative au dispositif « Rythme ma bibliothèque » (RMB) de la Métropole Européenne de Lille (2023)

Une évaluation en plusieurs étapes :

- 2014 : diagnostic temporel du territoire : constat d'une répartition territoriale inégale en considérant les horaires d'ouverture des bibliothèques.

- 2015/2016 : recensement des attentes des usagers, des non usagers et des personnels des bibliothèques.

- 2019 : première évaluation portant sur les résultats du dispositif RMB (la méthodologie de cette évaluation n'a pas été reprise pour l'évaluation finale

suite aux impacts de la crise sanitaire 2020-2021 sur la fréquentation des établissements culturels).

- L'évaluation de 2023 vise à s'interroger sur les effets liés aux modalités particulières à partir desquelles cette expérimentation a été déclinée : le rôle d'intermédiation de la MEL induit par la mise en place de la DGD était-il pertinent et adapté ? Quels ont été les apports de cette intervention (animation, coordination) ?

Pour cela, une analyse documentaire et des investigations spécifiques ont été menées : des entretiens exploratoires, un questionnaire en ligne adressé aux communes et bibliothèques concernées par le dispositif.

La mission d'évaluation a permis d'établir quelques constats :

- Le partenariat entre la MEL et l'État a été complexe à élaborer et a fait l'objet de nombreux échanges et de dispositions exceptionnelles : la MEL a bénéficié d'une convention propre à ce partenariat inédit à titre expérimental et exceptionnel.

- L'expérimentation a permis d'acquérir une ingénierie spécifique et davantage de transversalité : une montée en compétences pour les services impliqués a été constatée - La DRAC a souligné la bonne gestion quant à l'utilisation des crédits.

- Le dispositif a permis de créer une dynamique à l'échelle du territoire, renforcer le réseau et ancrer la légitimité de la MEL en terme de lecture publique sur le territoire : Une relation de confiance s'est établie entre la MEL et la DRAC et entre la MEL et les communes - Cela a permis à la MEL de se positionner en acteur incontournable, assoir son rôle de coordinatrice et de développer d'autres projets sur la thématique Culture.

Des limites organisationnelles ont été constatées :

- Les conventionnements avec les communes sont en année scolaire alors que la subvention était en année civile.
- La MEL était l'interface entre les bibliothèques et la DRAC, ce qui a nécessité des allers-retours plus nombreux que le schéma classique, entre les différents interlocuteurs.
- Contrairement à la DRAC qui avance les crédits avec une demande de justification sous deux ans, la MEL a demandé les justificatifs des dépenses et procédé à des remboursements : moins de flexibilité et plus de contraintes.
- Les bibliothèques associatives n'étaient pas éligibles. Cela peut créer un effet de « bibliothèques à deux vitesses ».

La synthèse jointe à la présente délibération précise l'ensemble de ces points.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Gouvernance, Finances, Eval. Politiques publiques, Administration, RH consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De prendre acte du bilan de l'évaluation 2023 du dispositif Rythme ma bibliothèque, ci-annexé

Résultat du vote :
Le Conseil prend acte de la présente évaluation.

Évaluation relative au dispositif « Rythme ma bibliothèque » (RMB) de la Métropole Européenne de Lille

Synthèse (2023)

PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION (PÉRIMÈTRE)

De 2017 à 2022, la MEL a mis en place un dispositif incitatif *Rythme ma bibliothèque* à destination des communes du territoire visant à optimiser l'accessibilité horaire des bibliothèques, en collaboration avec l'État. Dans ce cadre, l'État a permis qu'une fraction de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) soit gérée par la MEL pour un montant de **200 200 € annuel pendant cinq ans.**

Un dispositif métropolitain s'inscrivant dans une logique nationale « *Ouvrir plus, ouvrir mieux* », portant la lecture comme cause nationale ➔

Afin d'inciter les bibliothèques des collectivités territoriales à "Ouvrir mieux et plus", l'État a accentué le soutien à l'extension et à l'évolution des horaires d'ouverture. Le dispositif d'accompagnement a été conçu comme une aide financière à l'amorçage des projets d'évolution et d'extension des horaires d'ouverture. En cela, les projets ne peuvent recevoir un soutien financier que dans la limite maximale de cinq années.

En 2012 la MEL adopte une *Politique de développement et d'animation du service public de lecture, d'information et de documentation* qui vise principalement à améliorer l'accès de tous à la lecture et aux nouveaux médias.
Dans cette orientation et dans le cadre de sa compétence *Réseau d'équipements culturels*, il est décidé de mettre en place un dispositif métropolitain *Rythme ma bibliothèque*.

Rythme ma bibliothèque se fonde sur une délégation de la dotation générale de décentralisation (DGD) de l'État à la MEL, qui est exceptionnelle et inédite ➔

Au plan opérationnel, alors que, dans le fonctionnement classique, les services du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales (SGAR) versent après accord des DRAC, la part de DGD aux communes qui souhaitent bénéficier du dispositif « ouvrir plus, ouvrir mieux », **le schéma expérimental adopté a été le suivant** :

➔ la DGD a été centralisée au niveau de la MEL puis reversée directement aux communes du territoire.

Quels objectifs pour ce dispositif? ➔

- Contribuer au développement de la lecture publique en France
- Contribuer à augmenter la fréquentation des bibliothèques en France
- Moderniser les équipements culturels en s'adaptant à la société actuelle
- Étendre l'aménagement des horaires dans les bibliothèques.



UN DISPOSITIF MÉTROPOLITAIN EN 2 VOLETS

- ❑ Le recrutement pour une durée de 5 ans d'une coordinatrice à temps plein, chargée de mission Rythme ma bibliothèque.
- ❑ La gestion de la subvention de l'Etat par la MEL et la redistribution aux communes selon leurs besoins.
  La prise en charge des dépenses s'est effectuée à hauteur de 70 %, les 30 % restants étant à la charge des communes.
  Les dépenses concernées sont les suivantes :
  - dépenses de personnel engendrées par une adaptation ou une extension des horaires d'ouverture
  - dépenses liées à l'acquisition d'équipements directement liées à l'amélioration de l'accessibilité horaire
  - dépenses liées à l'installation et à la formation pour l'utilisation d'un logiciel de gestion des plannings

- € Montant des reversements aux communes : 744 227,58 €
- € Participation des communes : 318 954,68 €
- € Montant coordination MEL réalisé : 261 044,41 €
- € Participation MEL coordination : 111 876,17 €
- € Coût total réalisé : 1 436 102,84 €
- € Coût total éligible : 1 430 000,00 €
- € Subvention DGD : 1 001 000,00 €

3 appels à manifestation d'intérêt *Rythme ma bibliothèque* sur le territoire métropolitain

→ **critères nécessaires pour les communes :**

- Une enquête locale préalable
- Le respect des orientations de l'étude métropolitaine
- La modification des horaires d'ouverture
- La réalisation d'une évaluation

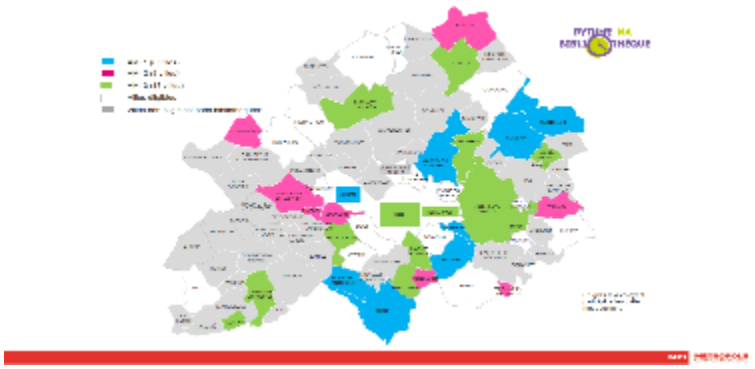
AMI 1 2017
Communes concernées : Houplin-Ancoisne, Lesquin, Lezennes, Lomme, Marcq-en-Barœul, Roubaix, Seclin, Wattrelos

AMI 2 2018
Communes concernées : Englos, Ennetières-en-Weppes, Halluin, Péronne-en-Mélantois, Sequedin, Vendeville, Willems

AMI 3 2019
Communes concernées : Faches-Thumesnil, Hantay, Haubourdin, Hellemmes, Lille, Quesnoy-sur-Deûle, Roncq, Sainghin-en-Weppes, Templemars, Tressin, Wasquehal

Un dispositif qui a évolué dans le temps

- été 2020 : une première année complémentaire a été proposée aux communes
- automne 2022 : une seconde année complémentaire proposée aux communes qui étendent de nouveau les horaires d'ouverture de leur bibliothèque.





PRÉSENTATION DE L'ÉVALUATION (QUESTIONS ÉVALUATIVES, MÉTHODOLOGIE)



Des précédentes études et évaluation sur le dispositif

- ❑ **2014** : diagnostic temporel du territoire => constat d'une répartition territoriale inégale en considérant les horaires d'ouverture des bibliothèque,
- ❑ **2015/2016** : recensement des attentes des usagers, des non usagers et des personnels des bibliothèques (11 communes volontaires - 4 300 réponses)
- ❑ **2019** : **une première évaluation portant sur les résultats du dispositif RMB** : *la méthodologie de cette évaluation n'a pas été reprise pour l'évaluation finale suite aux impacts de la crise sanitaire 2020-2021 sur la fréquentation des établissements culturels.*



L'ÉVALUATION DE 2023 VISE À S'INTERROGER SUR LES EFFETS LIÉS AUX MODALITÉS PARTICULIÈRES À PARTIR DESQUELLES CETTE EXPÉRIMENTATION A ÉTÉ DÉCLINÉE.

Dans ce cadre, la question évaluative qui a été traitée porte sur le registre de la pertinence :

➔ *Le rôle d'intermédiation de la MEL induit par la mise en place de la DGD était-il pertinent et adapté ? Quels ont été les apports de cette intervention (animation, coordination) ?*

Les outils d'investigation utilisés pour la présente évaluation

Méthodologie



❑ **Une analyse documentaire**

❑ **Les investigations**

- 5 entretiens exploratoires en interne politiques et techniques et avec le Conseiller livre et lecture de la direction régionale des affaires culturelles Hauts-de-France.
- 1 questionnaire en ligne a également été adressé aux communes et bibliothèques concernées par le dispositif, via la solution d'enquête dématérialisée *Sphinx* : *50 répondants – 05/12/2022 – 21/01/2023*



➔ **Cette évaluation ne donne donc pas lieu à des préconisations, étant donné le caractère exceptionnel et non reproductible du dispositif.**

LES PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ÉVALUATION AU NIVEAU ORGANISATIONNEL

Évaluation 2023

=> Le partenariat entre la MEL et l'État a été complexe à élaborer et a fait l'objet de nombreux échanges et de dispositions exceptionnelles.

DANS LE SCHÉMA CLASSIQUE

- Le concours particulier des bibliothèques n'excède pas les 5 ans et est sous conditions que les collectivités territoriales aient une personnalité propre et aient la compétence de lecture publique.
- Le Ministère de la culture n'intervient pas sur l'autonomie des collectivités locales avec les principes de la Dotation globale de fonctionnement (DGF), qui posent que la dotation est globale et libre d'emploi.

DANS LE PARTENARIAT MEL/ETAT
UN MODUS OPERANDI EXCEPTIONNEL A ÉTÉ ADOPTÉ ET CRÉÉ EN 2018

- La MEL est le seul EPCI à avoir bénéficier de ce concours et à percevoir directement l'enveloppe de la DGD.
- La MEL a bénéficié d'une entorse réglementaire puisque celle-ci n'a pas de compétence propre lecture publique (un des 2 critères pour obtenir le concours de l'État).
- La MEL a bénéficié d'une convention spécifique propre à ce partenariat inédit à titre expérimental et exceptionnel.



➢ **Il est à noter que ce montage juridique et financier ne sera pas reproduit mais cette expérimentation a permis de tester une nouvelle forme de collaboration entre l'Etat et la MEL.**

=>L'expérimentation a permis d'acquérir une ingénierie spécifique et davantage de transversalité

- ❑ Le montage juridique et financier étant complexe et inédit, les services ont travaillé en mode projet expérimental en développant une nouvelle transversalité.
- ❑ Une montée en compétences pour les services impliqués a été constatée : au niveau comptable et budgétaire et au niveau administratif et juridique.
- ❑ La DRAC a souligné la bonne gestion quant à l'utilisation des crédits : bilans, tableaux de bords réguliers.

=>Les limites constatées, liées à ce fonctionnement exceptionnel

- !! L'enveloppe disponible était d'un 1 001 000 euros mais conditionnée à un arrêté de 200 200 euros annuels. Cela nécessitait donc des étapes supplémentaires au niveau administratif et financier.
- !! La difficulté était également temporelle. En effet les conventionnements avec les communes sont en année scolaire alors que la subvention était en année civile.
- !! Contrairement à la DRAC qui avance les crédits avec une demande de justification sous deux ans, la MEL a demandé les justificatifs des dépenses et procédé à des remboursements : moins de flexibilité et plus de contraintes.
- !! Les crédits débloqués par la DRAC le sont sur 5 ans avec une certaine souplesse quant aux versements. Ceux de la MEL l'ont été uniquement pendant 4 ans et sous conditions d'avance des dépenses.
- !! Au niveau de la gestion logistique, la MEL était l'interface entre les bibliothèques et la DRAC, ce qui a nécessité des allers-retours plus nombreux que le schéma classique, entre les différents interlocuteurs. .
- !! La gouvernance métropolitaine a pu être plus avantageuse pour les petites et moyennes villes qui avaient besoin d'un accompagnement logistique, administratif et financier.
- !! Les communes du territoire n'avaient pas la possibilité de passer directement par la DRAC et ont donc été soumises à ce mode de fonctionnement, contrairement au reste du territoire national.
- !! Les bibliothèques associatives n'étaient pas éligibles ce qui est dommageable, car certaines ont les mêmes degrés d'ouverture et de service, excepté que celles-ci reposent sur un fonctionnement bénévole. Cela peut créer un effet de « bibliothèques à deux vitesses ».

Évaluation 2019

=> Suite à la mise en place du dispositif, la MEL affiche de bons résultats
: chiffres issus d'une précédente évaluation en 2019



➔29 villes accompagnées enquête auprès des usagers, non-usagers, bibliothécaires

➔ 27 bibliothèques ont modifiées leurs horaires d'ouverture, 26 avec une aide financière

➔ 8 555 heures d'ouverture supplémentaires depuis septembre 2019

➔ 15 boites de retours financées dont 3 boîtes RFID équipées de bacs de tri

➔ 5 agents titulaires de la fonction publique territoriale recrutés

➔ 3 ans d'accompagnement étendus à 4 ans pour les frais de personnel

➔ 1 année complémentaire exceptionnelle pour une nouvelle extension des horaires d'ouverture

AMI 1 2017
+ 1 351 heures d'ouverture par an soit 11,13% d'augmentation

AMI 2 2018
+ 1 860,5 heures d'ouverture par an soit 24,09 % d'augmentation

AMI 3 2019
+ 5 344 heures d'ouverture par an soit 35,33% d'augmentation

- Une grande satisfaction des usagers concernant les horaires d'ouverture des bibliothèques, la qualité de l'accueil, du service rendu et des animations proposées.
- Le recrutement de 5 titulaires de la fonction publique territoriale filière culturelle à temps plein ➔ *ce dispositif participe donc de la professionnalisation et du développement des équipes de bibliothèques.*
- Un besoin de développer la communication sur les horaires d'ouverture qui sont restés mal connus.

Évaluation 2023

❑ **Une relation de confiance** s'est établie entre la MEL et la DRAC grâce à la bonne mise en œuvre, le suivi et les résultats du dispositif ➔ pour la DRAC, cela a représenté un gain de temps indéniable : un seul dossier centralisé instruit au lieu de 27 dossiers.

❑ Une relation de confiance durable s'est établie entre la MEL et les bibliothèques, qui affichent une grande satisfaction concernant leur participation au dispositif ➔ ***niveau de satisfaction concernant l'expérimentation de 9,2/10 dans le questionnaire.***

❑ Cela a permis à la MEL de se positionner en acteur incontournable, assoir son rôle de coordinatrice et de **développer d'autres projets** et évaluations sur la thématique Culture.

❑ Depuis 2018, de nombreuses collectivités ont sollicité la MEL pour des interventions, des formations et sur les questions d'amélioration des horaires d'ouverture des bibliothèques.

Les instances mises en place en lien avec la DRAC ont permis au-delà des bilans réguliers

- de communiquer sur d'autres dispositifs : Fonds de concours, mutualisations d'équipements,…
- de faire réseau et partager
- de créer un lien durable et de confiance
- d'un engagement important des communes et un dialogue

- RMB a permis de créer une dynamique à l'échelle du territoire, renforcer le réseau et ancrer la légitimité de la MEL en terme de lecture publique sur le territoire.
- La MEL a fédéré et a été facilitatrice pour la mise en place du dispositif sur le territoire, via les instances constructives

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 02/07/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110654-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 02/07/2024
Retour préfecture le 02/07/2024
Publié le 02/07/2024

24-C-0234

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE - SOUTIEN AUX CROSS DISCIPLINARY PROJECTS DE L'UNIVERSITE DE LILLE

Vu les articles L. 1611-4 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional le 9 décembre 2022 ;

Vu le régime-cadre exempté n° SA.111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 2023/1315 adopté par la Commission européenne le 23 juin 2023 et publié au *JOUE* le 30 juin 2023 ;

Vu la demande de subvention de l'Université de Lille reçue le 25 avril 2024.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Lancés dans le cadre de l'initiative d'excellence de l'Université de Lille, les "Cross Disciplinary Projects" (CDP) s'inscrivent dans le cadre de la stratégie générale de l'Université. Il s'agit de projets scientifiques interdisciplinaires qui mobilisent des communautés assez larges sur des sujets innovants. Il s'agit également de mieux intégrer les dimensions recherche, formation, international et valorisation et de contribuer la visibilité et au rayonnement de l'Université de Lille et du territoire métropolitain.

Les CDP sont des projets de 4 ans, renouvelables une fois après évaluation et ouverts à tous les personnels de l'Université de Lille et de ses partenaires scientifiques du territoire. L'Université prévoit de financer à terme 12 à 16 CDP, en plusieurs vagues. Elle a retenu six projets.

Dans le cadre de la politique des filières d'excellence et des objectifs stratégiques définis par la convention MEL-Université, il est proposé au titre de la première vague :

- le projet MOSAIC "Multi Organ System for Assessing Infection and Chronicity", qui vise à développer une plateforme permettant de modéliser la physiologie humaine pour une meilleure compréhension des maladies infectieuses et chroniques. La plateforme se basera sur la technologie microfluidique et le développement des organes sur puce, une alternative aux modèles animaux. Pour établir une preuve de concept à partir de travaux assez amont, le projet se concentrera sur le covid long ;

- le projet C²EMPI "Complexity in the physical world and Emergent Mathematical tools", qui vise à développer des outils mathématiques, informatiques, théoriques et expérimentaux pour apprivoiser la complexité. Le but de ce projet est d'innover dans la modélisation et la conception de nouveaux outils applicables aux matériaux, aux domaines quantiques et optiques, ainsi que dans le traitement ultrarapide et massif de l'information.

b. Modalités du partenariat

La Métropole européenne de Lille (MEL) soutiendra les deux CDP mentionnés ci-dessus pour un montant total de 1 000 000 € selon les modalités suivantes :
- MOSAIC : 500 000 € sur une durée de 4 ans, soit 17,45 % du cout total prévisionnel (2 864 400 €) ;
- C²EMPI : 500 000 € sur une durée de 4 ans, soit 14,88 % du cout total prévisionnel (3 360 000 €).

Les conditions de reversement aux différents partenaires pour la mise en œuvre de ces deux projets seront stipulées dans les conventions correspondantes signées.

La MEL intervient sur la base du régime-cadre exempté n° SA.111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 2023/1315 adopté par la Commission européenne le 23 juin 2023 et publié au *JOUE* le 30 juin 2023.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets "Cross Disciplinary Projects" (CDP) MOSAIC et C²EMPI de l'Université de Lille ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 1 000 000 € pour soutenir les projets repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les deux conventions à intervenir avec l'Université de Lille ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 1 000 000 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Damien CASTELAIN, Bernard HAESEBROECK, Frédéric LEFEBVRE et Olivier TURPIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-C-0234

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU CONSEIL

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE - SOUTIEN AUX CROSS DISCIPLINARY PROJECTS DE L'UNIVERSITE DE LILLE

Vu les articles L. 1611-4 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional le 9 décembre 2022 ;

Vu le régime-cadre exempté n° SA.111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 2023/1315 adopté par la Commission européenne le 23 juin 2023 et publié au *JOUE* le 30 juin 2023 ;

Vu la demande de subvention de l'Université de Lille reçue le 25 avril 2024.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Lancés dans le cadre de l'initiative d'excellence de l'Université de Lille, les "Cross Disciplinary Projects" (CDP) s'inscrivent dans le cadre de la stratégie générale de l'Université. Il s'agit de projets scientifiques interdisciplinaires qui mobilisent des communautés assez larges sur des sujets innovants. Il s'agit également de mieux intégrer les dimensions recherche, formation, international et valorisation et de contribuer la visibilité et au rayonnement de l'Université de Lille et du territoire métropolitain.

Les CDP sont des projets de 4 ans, renouvelables une fois après évaluation et ouverts à tous les personnels de l'Université de Lille et de ses partenaires scientifiques du territoire. L'Université prévoit de financer à terme 12 à 16 CDP, en plusieurs vagues. Elle a retenu six projets.

Dans le cadre de la politique des filières d'excellence et des objectifs stratégiques définis par la convention MEL-Université, il est proposé au titre de la première vague :

- le projet MOSAIC "Multi Organ System for Assessing Infection and Chronicity", qui vise à développer une plateforme permettant de modéliser la physiologie humaine pour une meilleure compréhension des maladies infectieuses et chroniques. La plateforme se basera sur la technologie microfluidique et le développement des organes sur puce, une alternative aux modèles animaux. Pour établir une preuve de concept à partir de travaux assez amont, le projet se concentrera sur le covid long ;

- le projet C²EMPI "Complexity in the physical world and Emergent Mathematical tools", qui vise à développer des outils mathématiques, informatiques, théoriques et expérimentaux pour apprivoiser la complexité. Le but de ce projet est d'innover dans la modélisation et la conception de nouveaux outils applicables aux matériaux, aux domaines quantiques et optiques, ainsi que dans le traitement ultrarapide et massif de l'information.

b. Modalités du partenariat

La Métropole européenne de Lille (MEL) soutiendra les deux CDP mentionnés ci-dessus pour un montant total de 1 000 000 € selon les modalités suivantes :

- MOSAIC : 500 000 € sur une durée de 4 ans, soit 17,45 % du cout total prévisionnel (2 864 400 €) ;
- C²EMPI : 500 000 € sur une durée de 4 ans, soit 14,88 % du cout total prévisionnel (3 360 000 €).

Les conditions de reversement aux différents partenaires pour la mise en œuvre de ces deux projets seront stipulées dans les conventions correspondantes signées.

La MEL intervient sur la base du régime-cadre exempté n° SA.111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 2023/1315 adopté par la Commission européenne le 23 juin 2023 et publié au *JOUE* le 30 juin 2023.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, la commission principale Dév. Economique, Emploi, Recherche, Parcs d'activité, NTIC consultée, le Conseil de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets "Cross Disciplinary Projects" (CDP) MOSAIC et C²EMPI de l'Université de Lille ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 1 000 000 € pour soutenir les projets repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les deux conventions à intervenir avec l'Université de Lille ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 1 000 000 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Damien CASTELAIN, Bernard HAESEBROECK, Frédéric LEFEBVRE et Olivier TURPIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.